1

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Autorisation de signature d'un marché public

Il est proposé à la Commission permanente d'autoriser la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
16011 E	Fourniture, dépose et pose de cloisons amovibles pour le centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg	Un an reconductible 3 fois un an.	CLESTRA HAUSERMANN	Pas de montant minimum / montant maximum : 150 000 € HT / an	01/09/2016
16012E	Prestations de maintenance des systèmes de vidéoprotection et de télésurveillance et fourniture de pièces de rechange	De la notification au 31/12/2016 reconductible 3 fois	Lot 1 – Maintenance préventive : **SPIE EST** Lot 2 – Fourniture d'équipements de vidéoprotection **SPIE EST**	Minimum : 100 000 € HT Maximum : 300 000 € HT Minimum : 50 000 € HT Maximum : 200 000 € HT :	21/07/2016

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation de la Commission permanente sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

Autorisation de signature de marchés

Autorise la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	*Objet du marché*	*Durée du marché*	*Attributaire*	*Montant (€ HT)*	*Date CAO/ comité interne*
16011 E	*Fourniture, dépose et pose de cloisons amovibles pour le centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg*	*Un an reconductible 3 fois un an.*	*CLESTRA HAUSERMANN*	*Pas de montant minimum / montant maximum : 150 000 € HT / an*	*01/09/2016*
16012E	*Prestations de maintenance des systèmes de vidéoprotection et de télésurveillance et fourniture de pièces de rechange*	*De la notification au 31/12/2016 reconductible 3 fois*	*Lot 1 – Maintenance préventive :* ***SPIE EST***	*Minimum : 100 000 € HT Maximum : 300 000 € HT*	*21/07/2016*
			Lot 2 – Fourniture d'équipements de vidéoprotection ***SPIE EST***	*Minimum : 50 000 € HT Maximum : 200 000 € HT :*	

Passation d'avenants

approuve

la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

le Président ou son représentant à signer et à exécuter les avenants, marchés et documents y relatifs.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 209 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DEPN= Direction des Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; DMGPU= Direction de la Mobilité et des Grands Projets Urbains, etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
PF	DCPB	2013/915	Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg Electricité	3 491 532,16	INEO INDUSTRIE & TERTIAIRE	29	4 686,84 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 510 851,01 € HT)	14,77	4 007 070,01	09/06/2016
Objet de l'avenant au marché 2013/915 : le présent avenant porte sur la réalisation de l'alimentation électrique d'un coffret de type forain 160A 3P+N+PE au niveau de l'arrière scène SCHWEITZER, côté cour. Ce coffret aura pour utilité le raccordement d'un camion en régie externe (nécessaire à des productions disposant de régies mobiles). Il fait suite à une demande des utilisateurs.										
PF	DCPB	E2013/915	Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg Electricité	3 491 532,16	INEO INDUSTRIE & TERTIAIRE	30	3 638 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 515 537,85 € HT)	14,87	4 010 708,01	07/07/2016

Objet de l'avenant au marché 2013/915 : le présent avenant porte sur l'ajout de protections électriques pour des prises tétra 32A, 63A et 125A dans le tableau divisionnaire Schweitzer 1. En effet, en raison de l'état du tableau divisionnaire 3 qui devait être conservé dans le cadre du marché mais qui ne peut l'être car hors service (suite à divers causes et pour lesquelles la responsabilité d'un tiers ne peut être engagée), il convient d'intégrer 3 protections électriques pour l'alimentation des prises de courants tétra 32A, 63A et 125A dans le tableau divisionnaire Schweitzer 1**.**									
PF	DCPB	2013/1058	Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg Menuiseries extérieures/occultations/ parements de façades/serrurerie	4 223 418,73	GREMMEL J. ET CIE SAS	24	212 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 301 745,78 € HT)	7,15	4 525 376,51	09/06/2016
Objet de l'avenant au marché 2013/1058 : le présent avenant porte : -d'une part, sur l'ajout d'un portail coulissant motorisé au niveau de l'aire de livraison PMC3, suite à un oubli de prescription dans le cahier des charges ; - d'autre part, sur la suppression des positions relatives aux mains courantes et garde corps d'un escalier. En effet, il a été décidé de conserver en l'état l'escalier 02.01 du PMC2.										
PF	DCPB	2013/914	Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg Désamiantage	449 898	AXIUM	3	-25 650 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 77 766,00 € HT)	11,58	502 014	24/06/2016
Objet de l'avenant au marché 2013/914 : le présent avenant porte sur la non réalisation de prestations initialement prévues au marché. En effet, pour des raisons d'économies financières, les châssis de l'imprimerie du sous sol ainsi que l'habillage de gaine de ventilation sont conservés.										
PF	DCPB	2013/1058	Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg Menuiseries extérieures/occultations/ parements de façades/serrurerie	4 223 418,73	GREMMEL J. ET CIE SAS	25	1 660 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 301 957,78 € HT)	7,19	4 527 036,51	07/07/2016

Objet de l'avenant au marché 2013/1058 : le présent avenant porte sur la mise en œuvre de deux grilles à ventelles complémentaires en façades, suite à oubli de prescription dans le cahier des charges										
PF	DCPB	2013/913	Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg V.R.D.	1 589 741,48	LINGENHELD SAS	18	-5 981 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 156 761,05 € HT)	9,48	1 740 521,53	07/07/2016
Objet de l'avenant au marché 2013/913 : le présent avenant porte : - d'une part, sur la modification des socles / terrasses du PMC2 facades Nord Est (F16) et Nord Ouest (F18). Les socles de la terrasse de la façade 18 étaient prévus en doublon aux lots 1 et 3. Cette prestation est confiée au lot 3 qui a également dans son marché la réalisation des socles de la terrasse de la façade F16, ce qui permet d'avoir une continuité des terrasses entourant le PMC2. - d'autre part, sur la nécessité de réaliser les fondations permettant la mise en place d'un portail coulissant motorisé au niveau de l'aire de livraison du PMC3 (nécessaire à l'exploitant pour pouvoir fermer la zone logistique). Cette prescription a été oubliée dans le cahier des charges. -										
MAP A	DCPB	2016/396	Travaux de remplacement de la rambarde de la piste olympique et travaux divers à la patinoire l'Iceberg à Strasbourg Rambarde patinoire olympique	237 151,75	RAITA SPORT OY	1	12 587,50	5,31	249 739,25	21/07/2016
Objet de l'avenant au marché 2016/396: le présent avenant a pour objet d'une part des travaux de finition suite à la suppression de la rambarde existante. En effet une adaptation des dispositions prévues pour compléter l'espace entre la nouvelle rambarde et la dalle chaude existante a été rendue nécessaire. Un panneau support sera ainsi mis en place permettant de rattraper les différences de niveaux entre la dalle chaude et la nouvelle rambarde. D'autre part, au moment du déglaçage de la piste, il est apparu une détérioration non prévisible de la dalle froide en béton due au percement répété de la glace pour installer les ancrages des buts. Il est prévu de remplacer ces ancrages par des produits plus performants qui permettront une meilleure sécurité des joueurs et qui seront conformes aux normes IIHF (Internal Ice Hockey Federation).										

MAPA	DCPB	C2015/958	DC2011CB_PL Travaux de construction du PAPS PCPI à Strasbourg Etaiement	328 755	FREYSSINET REGION NORD EST	2	19 880 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 39 025,00 € HT)	17,92	387 660	28/07/2016
Objet de l'avenant au marché C2015/958: afin de poursuivre les investigations structurelles sur le bâtiment, des aménagement sont indispensables. Cet avenant porte sur la mise à jour de 10 pieux dans lesquels seront fait des carrotages permettant l'analyse des caractéristiques techniques et physiques des pieux. Cette opération nécessite un renforcement de l'étaiement et de la sécurisation de l'ouvrage, ainsi qu'un contrôle en continu des réactions de la structure.										
PF	DCPB	E2013/760	Travaux de construction du Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) et du Pôle de Compétence en Propriété Intellectuelle (PCPI) Bardage/isolation	3 430 700,20 €	BLUNTZER	1	374 032,91	10,9	3 804 733,11	28/07/2016
Objet de l'avenant au marché E2013/760: suite à l'arrêt du chantier PAPS PCPI le 1er juillet 2014 et suite à la forte dégradation des ouvrages de second oeuvre déjà réalisés dans le bâtiment, ainsi que des ouvrages de clos et couvert inachevés à la date de l'arrêt et laissés à l'abandon sans protection, il s'agit aujourd'hui de nettoyer le bâtiment de l'ensemble des matériaux dégradés et endommagés : ouvrages réalisés et matériaux stockés. Cette opération de curage constitue un préalable aux travaux de réparation des ouvrages de struture qui seront engagés au début de l'année 2017. Outre la mise à nu des supports indispensables au travaux de gros-oeuvre, elle permet de renforcer la sécurité de l'ouvrage en évacuant les matériaux qui aujourd'hui génèrent une surcharge et risquent du fait de leur état de tomber ou de s'envoler. Cet avenant porte plus précisément sur la dépose de l'ensemble du revêtement de façade : structure de fixation du bardage, isolant et étancheité. En effet, l'état de dégradation des isolants (humidité, dégradation liée aux UV), y compris ceux situés derrière les parements de façade déjà en place, est jugé trop important pour respecter le niveau d'isolation requis.										
PF	DCPB	E2013/727	Travaux de construction du Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) et du Pôle de Compétence en Propriété Intellectuelle (PCPI) Cloisons/doublages	547 260,89 €	MARWO SA	1	139 212,70	25,44	686 473,59	28/07/2016

Objet de l'avenant au marché E2013/727: suite à l'arrêt du chantier PAPS PCPI le 1er juillet 2014 et suite à la forte dégradation des ouvrages de second oeuvre déjà réalisés dans le bâtiment, ainsi que des ouvrages de clos et couvert inachevés à la date de l'arrêt et laissés à l'abandon sans protection, il s'agit aujourd'hui de nettoyer le bâtiment de l'ensemble des matériaux dégradés et endommagés : ouvrages réalisés et matériaux stockés. Cette opération de curage constitue un préalable aux travaux de réparation des ouvrages de struture qui seront engagés au début de l'année 2017. Outre la mise à nu des supports indispensables au travaux de gros-oeuvre, elle permet de renforcer la sécurité de l'ouvrage en évacuant les matériaux qui aujourd'hui génèrent une surcharge et risquent du fait de leur état de tomber ou de s'envoler. Cet avenant porte plus précisément sur le démontage et l'évacuation de l'ensemble du cloisonnement plâtre et des stocks de matériaux qui présentent des moisissures et/ou de forts taux d'humidité qui affectent ses propriétés notamment coupe-feu.									
MAPA	DCPB	E2014/508	Travaux de construction du Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) et du Pôle de Compétence en Propriété Intellectuelle (PCPI) à Strasbourg Gaines de désenfumage	240 606,10	KRAIEM	1	64 093,20	26,64	304 699,30	28/07/2016
Objet de l'avenant au marché E2014/508: suite à l'arrêt du chantier PAPS PCPI le 1er juillet 2014 et suite à la forte dégradation des ouvrages de second oeuvre déjà réalisés dans le bâtiment, ainsi que des ouvrages de clos et couvert inachevés à la date de l'arrêt et laissés à l'abandon sans protection, il s'agit aujourd'hui de nettoyer le bâtiment de l'ensemble des matériaux dégradés et endommagés : ouvrages réalisés et matériaux stockés. Cette opération de curage constitue un préalable aux travaux de réparation des ouvrages de struture qui seront engagés au début de l'année 2017. Outre la mise à nu des supports indispensables au travaux de gros-oeuvre, elle permet de renforcer la sécurité de l'ouvrage en évacuant les matériaux qui aujourd'hui génèrent une surcharge et risquent du fait de leur état de tomber ou de s'envoler. Cet avenant porte plus précisément sur le démontage de l'ensemble des gaines de désenfumage. Un contrôle visuel et un test de taux d'humidité ont été réalisés par la maîtrise d'œuvre, l'entreprise et le bureau de contrôle. Les voies d'eau mais également le fort taux d'humidité dans le présent bâtiment ont altéré les matériaux, aussi les propriétés coupe-feu ne peuvent plus être garanties, d'où la nécessité d'un remplacement.									
PF	DCPB	E2013/724	Travaux de construction du Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) et du Pôle de Compétence en Propriété Intellectuelle (PCPI) Toiture/étanchéité	440 438,13	SMAC	1	56 667,90	12,87	497 106,03	28/07/2016

Objet de l'avenant au marché E2013/724: suite à l'arrêt du chantier PAPS PCPI le 1er juillet 2014 et suite à la forte dégradation des ouvrages de second oeuvre déjà réalisés dans le bâtiment, ainsi que des ouvrages de clos et couvert inachevés à la date de l'arrêt et laissés à l'abandon sans protection, il s'agit aujourd'hui de nettoyer le bâtiment de l'ensemble des matériaux dégradés et endommagés : ouvrages réalisés et matériaux stockés. Cette opération de curage constitue un préalable aux travaux de réparation des ouvrages de struture qui seront engagés au début de l'année 2017. Outre la mise à nu des supports indispensables au travaux de gros-oeuvre, elle permet de renforcer la sécurité de l'ouvrage en évacuant les matériaux qui aujourd'hui génèrent une surcharge et risquent du fait de leur état de tomber ou de s'envoler. Cet avenant porte plus précisément sur l'évacuation de l'ensemble des matériaux et matériels stockés sur les terrasses et fortement dégradés par l'exposition aux intempéries.										
PF	DCPB	E2013/362	Travaux de construction du Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) et du Pôle de Compétence en Propriété Intellectuelle (PCPI) Sols souples/carrelage-faïence	999 990,40	LAUGEL & RENOUARD	2	49 275 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 3 052,04 € HT)	5,23	1 052 317,44	28/07/2016
Objet de l'avenant au marché E2013/362: suite à l'arrêt du chantier PAPS PCPI le 1er juillet 2014 et suite à la forte dégradation des ouvrages de second oeuvre déjà réalisés dans le bâtiment, ainsi que des ouvrages de clos et couvert inachevés à la date de l'arrêt et laissés à l'abandon sans protection, il s'agit aujourd'hui de nettoyer le bâtiment de l'ensemble des matériaux dégradés et endommagés : ouvrages réalisés et matériaux stockés. Cette opération de curage constitue un préalable aux travaux de réparation des ouvrages de struture qui seront engagés au début de l'année 2017. Outre la mise à nu des supports indispensables au travaux de gros-oeuvre, elle permet de renforcer la sécurité de l'ouvrage en évacuant les matériaux qui aujourd'hui génèrent une surcharge et risquent du fait de leur état de tomber ou de s'envoler. Cet avenant porte plus précisément sur le démontage des huisseries métalliques présentes essentiellement en sous-sol et corrodées par la stagnation importante et prolongée d'eau.										
MAP A4	DEPN	2015/634	DEP5021C Travaux de réaménagement de la rue de Bruxelles à Strasbourg – Travaux de voirie	226 068,55	JEAN LEFEBVRE ALSACE	2	12 622,80 (Le montant de l'avenant précédent s'élève à 19 923,95)	14,40	258 615,30	07/07/2016
Objet de l'avenant au marché 2015-634C : suite à la présence de HAP, il a été nécessaire d'augmenter des quantités de certaines positions du marché. Un délai supplémentaire de 7 jours calendaires est requis.										
MAP A4	DEPN	2015/705	DEP5017C Travaux de réaménagement des rues Langevin, Becquerel et Einstein à Strasbourg Cronenbourg. Lot 1 : Travaux de voirie	347 397, 90	JEAN LEFEBVRE ALSACE	1	24 290,50	6,99	371 688,40	07/07/2016

Objet de l'avenant au marché 2015-705C : des travaux d'assainissement non prévus rue Becquerel ont dû être réalisés, notamment le remplacement des conduites en grès par des conduites en fonte mieux adaptées au terrain. Par ailleurs, afin d'optimiser le stationnement sur le secteur et l'accès de l'entrée de l'EPSAN rue Becquerel, il a fallu également adapter le projet. Ces évolutions sont apparues en phase travaux. Aucun délai supplémentaire n'est requis.										
PA	DUAH	2015/712	Travaux pour l'extension du parc d'activités Quadrant II à Entzheim	280 456,10	LINGENHELD	1	22 649,75	8,07	303 105,85	1/9/2016
Objet de l'avenant au marché 2015/712 : le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché et le délai d'exécution et est justifié par les raisons suivantes. L'exécution des travaux actuellement en cours, nécessite des ajustements pour finaliser convenablement le chantier notamment : - la reprise du fond de forme sur une partie de la voirie suite à des dégradations causées par des tiers extérieurs aux travaux, - la mise en oeuvre d'une structure de trottoir sur une bande de 50 cm de long et qui avait était laissée dans un premier temps en emprise technique pour l'éclairage mais qui ne s'avère plus nécessaire, - la mise en oeuvre d'un enrobé de voirie sur cette partie de trottoir alors repris ainsi que sur la voie d'accès VL : cette dernière disposition est alors rendue nécessaire par le gestionnaire CD67 de la route départementale sur laquelle elle se connecte (+5 050.20 € HT)), - afin de mieux délimiter les emprises et éviter des éventuelles dégradations lors de l'installation des entreprises dans la zone d'activités, la mise en oeuvre des bordurette P1 de délimitation du domaine public/privé est utile en 1ère phase (la pose était initialement prévue dans un marché ultérieur lors de la 2ème phase). L'augmentation du délai d'exécution de 21 jours ouvrés supplémentaires afin de mettre en œuvre les éléments techniques précités (passant ainsi de 3 mois prévu au marché initial à 3 mois et 21 jours ouvrés).										
PF	DUAH	2016/241	Accord cadre pour la fourniture de services de relevé de données topographiques de référence lot 1 : révision triennale 2016	400 000	PHOTOMAP	1	50 000	12,5	450 000	1/9/2016
Objet de l'avenant au marché 2016/241 : Le présent avenant est justifié par la nécessité d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre pour pouvoir passer des marchés subséquents complémentaires, répondant aux besoins de la collectivité. Ces marchés donneront lieu à une mise en concurrence de l'ensemble des entreprises composant le panel de fournisseurs faisant partie de l'accord-cadre.										
PF	DUAH	2016/241	Accord cadre pour la fourniture de services de relevé de données	400 000	Cabinet WEIBEL	1	50 000	12,5	450 000	1/9/2016

			topographiques de référence lot 1 : révision triennale 2016							
Objet de l'avenant au marché 2016/241 : Le présent avenant est justifié par la nécessité d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre pour pouvoir passer des marchés subséquents complémentaires, répondant aux besoins de la collectivité. Ces marchés donneront lieu à une mise en concurrence de l'ensemble des entreprises composant le panel de fournisseurs faisant partie de l'accord-cadre.										
PF	DUAH	2016/241	Accord cadre pour la fourniture de services de relevé de données topographiques de référence lot 1 : révision triennale 2016	400 000	FIT ESIC	1	50 000	12,5	450 000	1/9/2016
Objet de l'avenant au marché 2016/241 : Le présent avenant est justifié par la nécessité d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre pour pouvoir passer des marchés subséquents complémentaires, répondant aux besoins de la collectivité. Ces marchés donneront lieu à une mise en concurrence de l'ensemble des entreprises composant le panel de fournisseurs faisant partie de l'accord-cadre.										
PF	DUAH	2016/241	Accord cadre pour la fourniture de services de relevé de données topographiques de référence lot 1 : révision triennale 2016	400 000	GRAFF KIEHL	1	50 000	12,5	450 000	1/9/2016
Objet de l'avenant au marché 2016/241 : Le présent avenant est justifié par la nécessité d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre pour pouvoir passer des marchés subséquents complémentaires, répondant aux besoins de la collectivité. Ces marchés donneront lieu à une mise en concurrence de l'ensemble des entreprises composant le panel de fournisseurs faisant partie de l'accord-cadre.										
PF	DUAH	2016/241	Accord cadre pour la fourniture de services de relevé de données topographiques de référence lot 1 : révision triennale 2016	400 000	JUNG Dominique Géomètre Expert	1	50 000	12,5	450 000	1/9/2016
Objet de l'avenant au marché 2016/241 : Le présent avenant est justifié par la nécessité d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre pour pouvoir passer des marchés subséquents complémentaires, répondant aux besoins de la collectivité. Ces marchés donneront lieu à une mise en concurrence de l'ensemble des entreprises composant le panel de fournisseurs faisant partie de l'accord-cadre.										

2

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Emplois.

La délibération qui vous est soumise porte sur des suppressions, créations et transformations d'emplois.

1) des suppressions d'emplois présentées en annexes 1 et 2.

Ces suppressions ont été soumises pour avis au CT.

a) au titre de la Ville :
- 1 emploi au sein de la Direction des Solidarités et de la santé permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction,
- 19 emplois au sein de la Direction de l'Enfance et de l'éducation,
- 2 emplois au sein de la Direction de la Culture permettant la création concomitante de 2 autres emplois au sein de cette direction.

b) au titre de l'Eurométropole :
- 1 emploi au sein de la Direction des Espaces publics et naturels,
- 1 emploi au sein de la Direction des Sports permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de l'administration,
- 7 emplois au sein de la Direction des Ressources logistiques,
- 1 emploi au sein de la Direction de l'Environnement et des services publics urbains permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction.

2) des créations d'emplois présentées en annexes 3 et 4.

a) au titre de la Ville :
- 1 emploi au sein de la Direction des Solidarités et de la santé compensé par la suppression concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction,
- 4 emplois au sein de la Direction de l'Enfance et de l'éducation dont 1 financé par l'Etat dans le cadre du PRE et 3 autres dans le cadre de l'ouverture de 5 classes maternelles,
- 2 emplois au sein de la Direction de la Culture compensés par la suppression concomitante de 2 autres emplois au sein de cette direction.

b) au titre de l'Eurométropole :

- 3 emplois au sein de la Direction Urbanisme et territoires, dont un compensé par la suppression concomitante d'un autre emploi au sein de l'administration, un dans le cadre de la politique de la ville et financé partiellement à ce titre pendant 18 mois par la CDC et l'ANRU et le dernier lié à l'augmentation de la charge de travail.
- 1 emploi au sein de la Direction de la Construction et du patrimoine bâti dans le cadre de la réorganisation du service Administration générale et ressources de cette direction,
- 1 emploi au sein de la Direction des Finances et de la programmation en vue d'accueillir un doctorant dans le cadre du dispositif CIFRE-CRAPS et financé partiellement par l'ANRT,
- 1 emploi au sein de la Direction de l'Environnement et des services publics urbains permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction.

3) des transformations d'emplois présentées en annexe 5.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.
Il s'agit essentiellement des transformations induites par les réorganisations des services Systèmes d'information, télécommunications et réseaux, Parc, véhicules et ateliers, et de la Mission Achats opérationnels.

4) autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'art. 3-3-2° sur des emplois de catégorie A présentés en annexe 6.

En l'absence de titulaires ou de lauréats correspondant au profil, le Conseil autorise le Président à recruter sur la base de l'article 3-3-2° de la loi du 26/01/84 sur les emplois de catégorie A listés en annexe.
Cette autorisation se fonde sur la nature des fonctions très spécialisées ou les besoins du service, compte tenu du caractère déterminant des compétences et de l'expérience requises. Ces éléments sont précisés dans l'annexe pour chacun des emplois concernés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu les articles 3-3-2° et 34 de la loi du 26 janvier 1984,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg,
vu la délibération du Conseil de communauté du 6 juin 2014,
après en avoir délibéré

décide,

après avis du CT, des suppressions, des créations et
des transformations d'emplois présentées en annexe,

autorise

le recrutement le cas échéant sur la base de l'art. 3-3-2° sur les emplois listés en annexe compte tenu du caractère déterminant des compétences et expériences requises.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Annexe 1 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la suppression d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Action sociale territoriale	1 adjoint au chef de service - référent technique des travailleurs sociaux	Seconder et remplacer le chef de service en son absence. Apporter une expertise technique aux travailleurs sociaux dans le cadre de l'exercice de leurs missions.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif	Attaché principal à directeur Conseiller à conseiller supérieur socio-éducatif	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 menuisier	Réaliser les travaux de menuiserie dans le cadre de l'entretien et de la rénovation des écoles.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 chef d'équipe serrurerie	Organiser le travail. Encadrer les serruriers. Assurer le suivi des travaux de serrurerie. Participer aux travaux.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 technicien projets	Participer à la programmation et au suivi des projets de restructuration et d'aménagements des écoles et des établissements de la petite enfance. Contribuer au suivi des projets en lien avec les chargés d'opérations et des autres acteurs concernés.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 chef d'équipe menuiserie	Encadrer l'équipe de menuisiers. Assurer l'organisation et le suivi des travaux de menuiserie.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	9 agents d'entretien des écoles	Assurer l'entretien et le nettoyage des locaux scolaires.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois soumise au CT du 14/09/16.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	5 animateurs périscolaires	Accueillir et animer un groupe d'enfants dans le cadre des interventions périscolaires. Proposer et mettre en œuvre différentes activités de loisirs et d'éveil éducatives et culturelles.	Temps non complet 33h	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation de 2ème classe à adjoint d'animation principal de 1ère classe	Suppression d'emplois soumise au CT du 14/09/16.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	1 adjoint au responsable périscolaire de site	Assister le responsable dans l'organisation et le fonctionnement des temps périscolaires. Participer à l'élaboration, à l'animation et à la mise en œuvre du projet pédagogique. Veiller à la sécurité et à la qualité de l'accueil de l'enfant. Accompagner et informer les parents. Remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Rédacteur ou animateur ou éducateur de jeunes enfants ou éducateur des APS ou assistant socio-éducatif	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Animateur à animateur principal de 1ère classe Educateur de jeunes enfants à éducateur principal de jeunes enfants Educateur des APS à éducateur des APS principal de 1ère classe Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16.

Annexe 1 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la suppression d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 caissier	Accueillir et renseigner le public. Assurer la vente des billets et des cartes d'abonnement. Etablir des statistiques et des rapports de vente par catégorie.	Temps non complet 17h30	Adjoint administratif	Adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16.
Direction de la Culture	TAPS	1 responsable technique bâtiment	Accompagner une dynamique d'expérimentation et d'émergence de projets. Assurer la coordination des activités et la gestion administrative, humaine, financière et technique. Coordonner l'utilisation de l'équipement et superviser la maintenance et la sécurité.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16.

Annexe 2 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la suppression d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Espaces publics et naturels	Ingénierie et conception d'espaces publics	1 chargé d'études techniques	Réaliser sur le plan graphique des études d'aménagement. Assurer le suivi des travaux sous la responsabilité du chargé d'affaires.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16
Direction des Sports	Patrimoine sportif	1 adjoint au chef de service	Seconder le chef de service dans ses missions et le remplacer en son absence. Contribuer à la définition de la politique de la collectivité en matière de développement, d'exploitation technique et d'entretien du patrimoine sportif.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 agent Vél'auto	Mettre à disposition des utilisateurs les véhicules et vélos du pool et en assurer l'entretien et le nettoyage.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable d'équipe Vél'auto Service	Assurer la gestion du pool . Encadrer l'équipe sous sa responsabilité.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise ou adjoint administratif	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal Adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 hydraulicien	Réparer et entretenir des mécanismes hydraulique des véhicules et engins.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	2 mécaniciens	Assurer l'entretien et la réparation mécanique des véhicules et engins.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Suppressions d'emplois soumises au CT du 14/09/16
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 chef d'atelier	Assurer la fabrication des pièces métalliques sur machine-outil.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable planning, adjoint au responsable du département	Superviser l'organisation et la planification des activités de maintenance. Seconder et remplacer le responsable du département.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 informateur - conseiller en environnement	Sensibiliser et informer l'usager à la gestion des déchets. Procéder à des opérations de contrôle visuel. Accompagner les actions et projets de développement des collectes.	Temps complet	Adjoint d'animation ou adjoint technique	Adjoint d'animation de 2ème classe à adjoint d'animation principal de 1ère classe Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 14/09/16

Annexe 3 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la création d'emplois permanents au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Direction des Solidarités et de la santé	1 chargé de mission solidarité santé	Piloter et/ou accompagner des dossiers et projets transversaux.	Temps complet	Attaché ou administrateur ou conseiller socio-éducatif	Attaché principal à administrateur Conseiller socio-éducatif	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Caisse des écoles	1 coordonnateur "réussite éducative"	Assurer sur un territoire la mise en œuvre de l'accompagnement des familles et des enfants. Evaluer les parcours de réussite.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif	Attaché à attaché principal Conseiller socio-éducatif	Création financée par l'Etat dans le cadre du PRE.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	3 ASEM	Assister le personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des jeunes enfants. Préparer et mettre en état de propreté les locaux et le matériel servant directement aux enfants.	Temps complet	ASEM	ASEM de 1ère classe à ASEM principal de 1ère classe	Création dans le cadre de l'ouverture de 5 classes maternelles.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 assistant de production	Assurer la mise en œuvre et le suivi de la production des projets. Coordonner l'accueil des projets et en assurer le suivi administratif.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 responsable publics et marketing	Assurer les relations externes. Coordonner et animer des réseaux de mécénat, le développement des publics, les actions éducatives et l'encadrement des équipes afférentes.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	

Annexe 4 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la création d'emplois permanents au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction Urbanisme et territoires	Direction Urbanisme et territoires	1 directeur de projet	Piloter et suivre un projet. Etablir le diagnostic et faire des propositions. Elaborer et contractualiser un programme d'actions.	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché principal à directeur Ingénieur principal	
Direction Urbanisme et territoires	Direction de projet politique de la ville	1 chargé de mission développement économique des QPV	Assurer l'élaboration et la planification opérationnelle de développement économique des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché principal à directeur Ingénieur principal	Création partiellement financée pendant 18 mois par la CDC et l'ANRU.
Direction Urbanisme et territoires	Police du bâtiment	1 instructeur ADS	Assurer l'instruction des autorisations d'utilisation des sols . Effectuer une présence sur le terrain pour assurer le suivi des projets.	Temps complet	Technicien ou rédacteur	Technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	
Direction de la Construction et du patrimoine bâti	Administration générale et ressources de la DCPB	1 assistant de direction	Assister le chef de service dans la gestion quotidienne du service dans différents domaines (secrétariat, communication, information, accueil). Préparer et suivre certains dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Création dans le cadre de la réorganisation du service soumise au CT du 21/06/16
Direction des Finances et de la programmation	Direction des Finances et de la programmation	1 chargé d'études	Effectuer des travaux de recherche sur une thématique particulière.	Temps complet	Attaché	Attaché	Création d'un emploi de doctorant dans le cadre du dispositif CIFRE-CRAPS, financé partiellement par l'ANRT.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 agent d'accueil	Assurer l'accueil physique et téléphonique. Orienter et renseigner le public. Enregistrer les demandes. Transmettre les messages et distribuer le courrier.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe	

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction Urbanisme et territoires	Habitat	1 chef de projets habitat	Coordonner les différentes actions d'accompagnement au logement. Suivre et analyser les attributions de logements des bailleurs sociaux. Orienter et gérer le contingent réservataire. Mettre en œuvre les dispositifs d'aide au logement. Assurer les relations avec les associations.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé d'études calibré d'attaché à attaché principal et ingénieur à ingénieur principal) suite au CT du 04/12/15.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 agent de gestion financière	Participer à l'exécution budgétaire et comptable.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire du patrimoine informatique) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 adjoint au responsable d'exploitation	Définir et mettre en œuvre une dynamique d'amélioration continue. Assurer la surveillance et l'exploitation des composants et l'ordonnancement des traitements applicatifs. Traiter les incidents de premier niveau. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au responsable d'exploitation - production informatique) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 architecte technique, adjoint au responsable de département	Définir les normes et standards de l'architecture technique et veiller à leur application. Garantir l'évolution cohérente de l'ensemble des composants techniques du SI. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au responsable système et réseaux) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 assistant gestion des demandes	Instruire et mettre en traitement des demandes utilisateurs et d'accès. Suivre, coordonner et relancer les demandes. Participer à l'animation du réseau des RIU et des communautés sur l'usage du poste de travail et des outils bureautiques.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de la gestion des changements calibré d'agent de maîtrise à technicien et d'adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 assistant RH	Assurer la gestion du personnel en lien avec la DRH et établir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Assurer le suivi de dossiers. Assister le responsable ressources humaines dans ses missions.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant télécommunications calibré d'adjoint administratif de 2ème classe à rédacteur) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 chargé d'affaires	Prendre en charge un portefeuille de directions sur l'ensemble des prestations informatiques. Réaliser des études préalables aux projets. Mettre en œuvre des contrats de service. Proposer des scenarii d'évolution et d'amélioration du SI.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de projet fonctionnel) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 chargé d'affaires, adjoint au responsable de la cellule usages	Prendre en charge un portefeuille de directions sur l'ensemble des prestations informatiques. Réaliser des études préalables aux projets. Mettre en œuvre des contrats de service. Proposer des scenarii d'évolution et d'amélioration du SI. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable de secteur fonctionnel) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 chargé de production	Traiter les incidents de 2ème niveau de l'infrastructure du SI. Administrer, maintenir et intégrer les composants informatiques, applicatifs, réseaux et télécommunications. Participer aux évolutions de l'infrastructure et des applications.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant opérateur télécommunications calibré d'adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	4 chargés d'exploitation	Assurer la surveillance et l'exploitation des composants informatiques, réseaux et télécommunications, et l'ordonnancement des traitements applicatifs. Traiter les incidents de premier niveau. Participer aux évolutions de l'infrastructure et aux projets.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant 1 analyste d'exploitation informatique calibré de technicien principal de 2ème classe à 1ère classe, 2 opérateurs télécommunications calibrés d'adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal et 1 responsable de la reprographie décentralisée calibré d'agent de maîtrise à technicien principal de 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	12 chefs de projets informatiques	Assister et accompagner les métiers dans leurs usages. Piloter et conduire des projets informatiques. Assurer le maintien en condition opérationnelle des applications informatiques.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant 8 chefs de projet fonctionnel, 1 chef de projet fonctionnel - adjoint au responsable de la gestion des changements, 1 adjoint au responsable du patrimoine informatique, 1 ingénieur logiciel et développements et 1 chef de projet SIG) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	8 chefs de projets - ingénieurs d'infrastructure	Assister et accompagner le service dans l'adéquation des infrastructures avec les usages. Piloter et conduire des projets informatiques. Assurer le maintien en condition opérationnelle des infrastructures informatiques.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades pour l'un (avant analyste d'exploitation télécommunications calibré de technicien principal de 2ème classe à 1ère classe), modification de l'intitulé et de la nature des fonctions pour les autres (avant 2 chefs de projet technique, 1 ingénieur système, 1 ingénieur bases de données, 2 chefs de projet fonctionnel et 1 ingénieur réseau) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	2 chefs de projets innovation	Assister et accompagner les métiers dans leurs usages. Piloter et conduire des projets informatiques à caractère innovant. Assurer le maintien en condition opérationnelle des applications informatiques.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant 2 chefs de projet fonctionnel) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 chef de service	Encadrer et animer le service. Proposer les orientations stratégiques et superviser leur mise en œuvre. Anticiper et définir les évolutions du SI. Identifier et favoriser l'émergence de projets innovants, de nouveaux services et de nouveaux usages.	Temps complet	Ingénieur ou ingénieur en chef	Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 05/0716.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 coordinateur développement	Coordonner les activités de développement informatique et gérer les ressources humaines internes et externes de développement. Déterminer les orientations en matière de développement et réaliser l'intégration technique en lien avec l'infrastructure.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant ingénieur logiciel et développements) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 instructeur de marchés	Assurer la passation et l'instruction des marchés. Accompagner les services dans la définition du besoin et la rédaction du cahier des charges. Suivre l'exécution des marchés.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire du patrimoine informatique calibré d'adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 gestionnaire de maintenance applicative	Participer au développement des usages des applications et outils existants. Assurer la maintenance des applications. Accompagner les autres collaborateurs en tant que référent d'usage sur ses applications ou sur un aspect technico-fonctionnel.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de secteur fonctionnel calibré d'ingénieur à ingénieur principal) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	2 gestionnaires des référentiels techniques	Gérer les référentiels techniques en participant à leur définition, leur mise à jour et leur contrôle. Participer aux mesures et contrôles des usages des équipements de l'infrastructure. Suivre l'exécution des marchés du département.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions pour l'un (avant assistant au pilotage des télécommunications), modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades pour l'autre (avant assistant télécommunications calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	2 ingénieurs de production	Définir et mettre en œuvre les axes d'amélioration des composants dans un but d'optimisation. Traiter les incidents de 2ème niveau de l'infrastructure du SI. Administrer, maintenir et intégrer les composants. Participer aux évolutions de l'infrastructure et des applications.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant ingénieur système et ingénieur réseau) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule ingénierie réseaux et télécommunications	Encadrer et animer la cellule. Piloter des projets dans son domaine. Contribuer à l'évolution des éléments de l'infrastructure et à la cohérence globale du SI.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable exploitation - production des télécommunications) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule ingénierie systèmes et stockage	Encadrer et animer la cellule. Piloter des projets dans son domaine. Contribuer à l'évolution des éléments de l'infrastructure et à la cohérence globale du SI.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable systèmes et réseaux) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule innovation et développement	Encadrer et animer la cellule. Promouvoir et favoriser l'innovation technologique et répondre aux besoins de développement informatique. Piloter des projets spécifiques à caractère innovant.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable du secteur information géographique et développements) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule installations, dépannages et guichet technique	Encadrer et animer la cellule en veillant à la qualité des services rendus. Piloter les marchés de prestations d'assistance technique. Superviser la gestion des stocks. Piloter des projets dans son domaine.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de projet fonctionnel) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule instruction et suivi des demandes utilisateurs, adjoint au responsable de département	Encadrer et animer la cellule. Conduire les marchés d'acquisition des moyens informatiques liés au poste de travail. Animer le réseau des RIU. Veiller à la bonne utilisation des ressources informatiques et téléphoniques. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au responsable exploitation production télécommunications) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule pilotage et coordination	Encadrer et animer la cellule. Contribuer à la conception et à la mise en œuvre des outils de pilotage, des procédures et des méthodes. Contribuer à la planification et au contrôle qualité des activités. Piloter et développer les processus transverses du service.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable planification et contrôle qualité) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule production	Encadre et animer la cellule. Garantir le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure du SI. Piloter la gestion des composants de l'infrastructure. Organiser la mise en œuvre des évolutions de l'infrastructure et des applications.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant coordinateur système) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule projets	Encadre et animer la cellule. Contribuer à la définition et superviser le déroulement global des projets. Animer la communauté des chefs de projets utilisateurs des services métiers. Contribuer à l'urbanisation et la performance du SI métiers.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de projet fonctionnel) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la cellule usages	Encadre et animer la cellule. Piloter des projets dans son domaine. Garantir le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure des applications métiers. Animer la communauté des responsables d'applications des services métiers.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable de secteur fonctionnel) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la gestion des actifs.	Gérer le cycle de vie des biens informatiques et téléphoniques et des outils dédiés. Mettre en œuvre les politiques de centralisation des actifs et les outils de gestion des actifs.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au responsable du centre de service) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de la sécurité des SI - correspondant aux données personnelles	Garantir la sécurité et de l'intégrité des SI. Veiller au respect de la règlementation relative aux données personnelles. Assister, former, informer et alerter dans les domaines de la sécurité et de la protection des données personnelles.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable ingénierie informatique et télécommunications) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de l'instruction des demandes et du suivi des usages	Instruire les demandes utilisateurs et des demandes d'accès. Coordonner et traiter les demandes hors catalogue. Définir et suivre l'usage des ressources à mettre sous contrôle. Garantir la bonne utilisation et l'optimisation des ressources mises à disposition.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable de la gestion des changements) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable de l'instruction des demandes et du suivi de marchés	Instruire les demandes utilisateurs liées au poste client. Suivre la mise en place et le renouvellement des marchés liés au poste client.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable du patrimoine informatique) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable des changements	Organiser et suivre les activités et processus des demandes de changements liés aux projets et aux applications du SI ou à l'infrastructure des usages du SI.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de projet fonctionnel) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable du département infrastructures des usages du SI	Encadrer et animer le département. Contribuer aux évolutions du SI selon les orientations stratégiques. Garantir la cohérence de l'architecture technique. Piloter des projets dans son domaine.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable de l'architecture technique) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable du département SI métiers, adjoint au chef de service	Encadrer et animer le département. Piloter l'alignement du SI métiers aux orientations stratégiques et aux processus métiers. Piloter des projets. Contribuer à l'urbanisation et la performance du SI métiers. Seconder et remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint au chef de service calibré d'ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable du département SI utilisateurs	Encadrer et animer le département. Garantir la mise à disposition et le bon fonctionnement des moyens mis à disposition. Participer à des actions de communication. Superviser l'animation du réseau des RIU.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable du centre de service) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable exploitation, adjoint au responsable de la cellule production	Encadrer et animer l'équipe. S'assurer du traitement des incidents de premier niveau de l'infrastructure du SI. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable d'exploitation - production informatique) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable ressources	Coordonner et assurer la gestion des ressources humaines et financières. Assurer un rôle de conseil et d'expertise en la matière ainsi qu'en droit des TIC. Superviser et suivre les marchés publics.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable administratif) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 responsable SVP	Assurer l'encadrement, l'animation, le suivi et le contrôle qualité de l'activité du SVP informatique. Garantir le bon fonctionnement du processus de gestion des incidents et la qualité du service rendu.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 secrétaire	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement).	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire du patrimoine informatique) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	3 techniciens d'assistance	Gérer les prêts et les remises des équipements mobiles et d'accessoires. Réparer les équipements mobiles en fonction de la nature des pannes. Gérer les stocks et l'inventaire.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant 1 opérateur télécommunications et 1 administrateur télécommunications calibrés d'adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal, et 1 analyste d'exploitation informatique calibré de technicien principal de 2ème classe à 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 urbaniste - architecte fonctionnel	Définir les règles d'urbanisation et veiller à leur application. Garantir l'évolution cohérente de l'ensemble du SI en veillant à l'intégrité de sa cartographie. Assurer les missions d'architecte fonctionnel.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de projet fonctionnel) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable de la plateforme Accueil-assistance	Coordonner et assurer l'accueil et le traitement administratif des activités du département. Mettre en œuvre et suivre des marchés publics.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant administratif) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable réforme de matériel - réceptionnaire véhicules neufs	Réceptionner et remiser les nouveaux véhicules et équipements. Gérer le processus de réforme des véhicules et engins. Suivre et gérer les ventes et cessions des véhicules et matériels.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable réforme de matériel) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable de la mise en service, intervenant technique spécialisé	Assurer la mise en service des matériels. Garantir la mise en œuvre des paramétrages techniques et fonctionnels. Réaliser des expertises, conseiller les services utilisateurs.	Temps complet	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant intervenant technique spécialisé) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable des contrôles périodiques et taxes	Organiser et garantir la réalisation de l'ensemble des contrôles périodiques obligatoires. Réaliser les démarches administratives du parc des véhicules (cartes grises, taxes …).	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé des contrôles périodiques et taxes) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 contrôleur des appareils de levage et BOM, expert sécurité	Réaliser le contrôle technique obligatoire des appareils de levage et organiser celui des BOM. Assurer le rôle d'expert des contrôles auprès des intervenants sur le parc.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé des contrôles des appareils de levage et BOM calibré d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 adjoint au responsable de la cellule prestations aux services, gestionnaire transport	Seconder et remplacer le responsable en son absence. Organiser, coordonner et gérer les prestations de la branche Transport – Manutention. Superviser l'exécution des chantiers.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au responsable prestations aux services) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable de la cellule prestations aux services	Encadrer et animer la cellule. Organiser et gérer les activités de location de véhicules, de matériel et de transport.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 gestionnaire du pool véhicules	Gérer l'entretien et l'état technique d'un parc des véhicules. Organiser et veiller aux contrôles et états des lieux des mises à disposition et locations. Gérer les assurances et la sinistralité du parc.	Temps complet	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise à agent de maîtrise principal	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	4 agents de surveillance et d'accueil	Assurer l'accueil physique et téléphonique du site. Surveiller les entrées et les sorties sur le site.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gardien de jour) suite au CT du 21/06/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	2 agents d'entretien et de maintenance	Assurer l'entretien et la maintenance des équipements et des ateliers. Assurer l'entretien et la propreté des espaces extérieurs.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent d'entretien du site) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable des équipements, adjoint au responsable de la cellule fonctionnelle.	Gérer les stocks d'outillage et les équipements des ateliers. Garantir leur bon fonctionnement et leur conformité. Encadrer une équipe. Remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable des équipements et de l'entretien) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 magasinier	Gérer et distribuer l'outillage et les petites fournitures du magasin pour l'ensemble des ateliers du service.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de distribution d'outillage) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 gestionnaire équipements	Assurer l'enlèvement des déchets de garage. Réaliser l'inventaire des équipements et suivre leur contrôle. Contrôler la remise en conformité des équipements. Assister les intervenants lors des contrôles règlementaires.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent de maintenance système d'information) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable exploitation, adjoint au responsable du magasin	Encadrer et animer l'équipe. Gérer le stock et organiser l'approvisionnement des pièces détachées. Assurer la gestion administrative et financière des commandes de pièces. Seconder et remplacer le responsable du magasin en son absence.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'agent de maîtrise à technicien) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 magasinier - coordinateur	Assister le responsable d'exploitation dans le suivi de l'activité quotidienne en coordonnant les flux au sein du comptoir de distribution. Approvisionner en pièces détachées les ateliers.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent du comptoir de distribution) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable d'ordonnancement, adjoint au responsable de département.	Encadrer et animer l'équipe. Ordonnancer et coordonner les opérations de maintenance. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant régulateur, adjoint au responsable planning calibré de technicien principal de 2ème classe à 1ère classe) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 régulateur, adjoint au responsable d'ordonnancement	Réguler les opérations de maintenance des véhicules et engins. Réaliser le suivi d'activités. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant régulateur) suite au CT du 21/06/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 conseiller technique - expert maintenance diagnostic	Intervenir en appui des régulateurs et au sein des ateliers en préconisant les solutions techniques adaptées. Assurer le suivi des outils de diagnostic.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant électricien auto calibré d'adjoint technique de 2ème classe à agent de maitrise principal) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 chargé des travaux extérieurs	Assurer la planification, le suivi et le contrôle des opérations de maintenance extérieure.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint au chef d'atelier - responsable graissage calibré d'agent de maîtrise à agent de maitrise principal) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	7 chefs d'atelier	Encadrer et animer l'atelier. Planifier, coordonner et contrôler les prestations de maintenance. Assurer le suivi et analyser l'activité de l'atelier. Apporter conseil et expertise dans son domaine.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'agent de maîtrise à technicien) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 adjoint au chef d'atelier	Réaliser des opérations d'entretien et de maintenance préventive des véhicules et engins. Seconder et remplacer le chef d'atelier en son absence.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au responsable graissage) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	3 mécaniciens	Réaliser des opérations d'entretien et de maintenance préventive des véhicules et engins.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent de vidange - graissage calibré d'adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	3 mécaniciens parcs et jardins	Réaliser des opérations d'entretien et de réparation d'engins.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant mécanicien deux-temps) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 mécanicien deux-roues motorisées	Réaliser des opérations d'entretien et de réparation des motocycles.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant mécanicien deux-temps) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable entretien préventif et contrôles réglementaires engins	Organiser et suivre la maintenance préventive des engins. Réaliser les campagnes de contrôle réglementaire des engins et du matériel de l'atelier. Participer aux travaux de maintenance curative et préventive et aux dépannages de l'atelier.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable en antenne déconcentrée) suite au CT du 21/06/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 réceptionnaire engins	Assurer la réception, l'entretien et les réparations des engins.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant réceptionnaire deux-temps) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 responsable de l'antenne déconcentrée	Organiser et assurer l'entretien et les réparations des engins en autonomie sur les sites déconcentrés.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 adjoint au responsable de l'antenne déconcentrée	Assurer l'entretien et les réparations des engins en autonomie sur les sites déconcentrés. Seconder et remplacer le responsable en on absence.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Parc, véhicules et ateliers	1 métallier	Réparer les éléments métalliques des véhicules et engins. Réparer l'outillage. Modifier les équipements des véhicules et engins.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef d'atelier calibré d'agent de maîtrise à technicien) suite au CT du 21/06/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	1 responsable de la Mission Achats opérationnels	Encadrer et animer la mission. Définir et décliner les stratégies d'achat. Piloter les achats opérationnels et les approvisionnements de l'ensemble de la collectivité.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de la Mission Fournitures et prestations transversales calibré d'attaché à directeur) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	1 agent de gestion financière	Participer à l'exécution budgétaire et comptable.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire du matériel de bureau calibré d'adjoint administratif de 2ème à adjoint administratif principal de 1ère classe et adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	1 comptable	Participer à l'élaboration des documents budgétaires. Assurer le suivi du budget et les opérations comptables. Editer les tableaux de bord. Gérer, suivre et contrôler les marchés publics.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable de la comptabilité) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	1 responsable du département achats	Encadrer et animer le département. Contribuer à la définition des stratégies d'achat. Coordonner les achats opérationnels et réaliser ceux les plus complexes.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable du département "achats - énergies - comptabilité" calibré d'ingénieur à ingénieur principal) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	2 acheteurs	Organiser et réaliser des achats opérationnels optimisés. Assurer la gestion financière et comptable de marchés transversaux.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur principal de 2ème classe à 1ère classe Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant comptable calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et responsable de gestion des contrats d'énergies calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et technicien principal de 2ème classe à 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	1 responsable de la cellule contrôle qualité et gestion multi-sites	Définir et suivre la politique de qualité en matière d'environnement de travail. Assurer la gestion transversale des prestations de nettoyage externalisées. Elaborer et suivre les marchés transversaux de nettoyage et des produits d'entretien. Assurer expertise et conseil techniques.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé (avant responsable d'exploitation multi-sites) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	4 référents qualité et gestion multi-sites	Contrôler et vérifier sur sites la réalité et la qualité des prestations externalisées.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant référent qualité prestations de nettoyage) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	1 responsable du département approvisionnement	Encadrer et animer le département. Contribuer à la définition des stratégies d'approvisionnement. Superviser la gestion du magasin.	Temps complet	Technicien ou rédacteur	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe Rédacteur principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable des achats calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et technicien principal de 2ème classe à 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	1 approvisionneur qualifié	Assurer l'approvisionnement et la gestion des fournitures techniques. Gérer le magasin. Conseiller les services. Suivre et réceptionner les commandes. Seconder le responsable de département dans ses missions.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint au responsable achats calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et technicien à technicien principal de 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	1 gestionnaire de commandes	Effectuer et suivre les commandes. Participer à la gestion des marchés.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint au responsable achats calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et technicien à technicien principal de 1ère classe) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	2 gestionnaires des contrats d'énergie	Assurer la gestion et le suivi des contrats d'énergie. Assurer le suivi des marchés. Assurer les relations administratives avec les fournisseurs. Etablir et analyser les bilans de consommation.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur pour l'un, et d'adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur et d'agent de maîtrise à technicien pour l'autre) suite au CT du 05/07/16.
Direction des Ressources logistiques	Mission des Achats opérationnels	2 approvisionneurs	Gérer les stocks. Veiller à l'approvisionnement en matériel en magasin et sur site. Assurer les relations avec les fournisseurs.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et le nature des fonctions (avant magasinier spécialisé) suite au CT du 05/07/16.
Direction de l'Animation urbaine	Mission Jeunesse	1 responsable de la Mission Jeunesse	Encadrer et animer la mission. Décliner et mettre en œuvre les orientations de la politique jeunesse. Développer et suivre les relations partenariales.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant coordinateur du secteur participation citoyenne calibré d'attaché à attaché principal) suite au CTP du 22/05/12.
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de l'Audit interne	-	1 chargé du suivi des plans d'actions	Recueillir les éléments d'avancement des plans d'actions et des recommandations. Rédiger les rapports de suivi. Participer à des missions d'audit interne.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant d'audit calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe).
Direction générale des services	Mission Intercommunalité	1 assistant de direction	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant secrétaire-assistant calibré d'adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur).
Direction de la Culture	Médiathèques	1 agent de maintenance - surveillant de travaux	Effectuer les travaux de maintenance des bâtiments et de leurs installations techniques. Organiser, surveiller et contrôler l'intervention des entreprises.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique de 2ème classe à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent de maintenance bâtiment calibré d'adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe).

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction Urbanisme et territoires	Administration générale	1 responsable financier et du contrôle de gestion, adjoint au chef de service	Encadrer et animer l'équipe comptable et financière. Préparer et coordonner l'élaboration du budget de la direction. Mettre en œuvre un contrôle de gestion. Apporter conseil et expertise auprès du directeur et des chefs de service. Seconder et remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Attaché	Attaché principal à directeur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable financier calibré d'attaché à attaché principal).
Transformations avec incidence financière à la baisse							
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	1 responsable périscolaire de site	Impulser, planifier et coordonner les activités des temps périscolaires d'un site, sans accueil de loisirs maternel, en vue d'assurer l'accueil des enfants. Concevoir et mettre en œuvre un projet pédagogique. Encadrer et animer les équipes. Veiller aux actions d'accompagnement à la scolarité.	Temps complet	Rédacteur ou animateur ou assistant socio-éducatif ou éducateur de jeunes enfants ou éducateur des APS	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Animateur à animateur principal de 1ère classe Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif principal Educateur de jeunes enfants à éducateur principal de jeunes enfants Educateur des APS à éducateur des APS principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré puéricultrice de classe normale à puéricultrice supérieure de cadre santé, attaché à attaché principal, conseiller socio-éducatif et éducateur principal de jeunes enfants).
Direction de la Culture	Musées	1 responsable d'équipe d'agents d'accueil et de surveillance	Encadrer les agents d'accueil et de surveillance (gestion administrative et fonctionnelle de ce personnel, animation de l'équipe). Accueillir et renseigner le public. Veiller à la sécurité des biens et des personnes.	Temps complet	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine de 2ème classe à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent d'accueil et de surveillance).
Direction Urbanisme et territoires	Directions de territoire	1 chef de projet renouvellement urbain	Concevoir, piloter et mettre en œuvre le projet de rénovation urbaine sur un territoire en coordination avec les partenaires internes et externes (études, contractualisations, concertations et suivi technique).	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché à attaché principal Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant directeur de projet calibré de attaché principal à administrateur hors classe et ingénieur principal à ingénieur en chef de classe exceptionnelle).

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations sans incidence financière							
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	2 gestionnaires logistiques	Proposer et mettre en œuvre le programme d'achat de matériels et d'équipements. Suivre et contrôler les prestations de nettoyage. Encadrer et planifier les livraisons.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades pour l'un (avant assistant achat calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et technicien principal de 2ème classe à 1ère classe), modification de la fourchette de grades pour l'autre (avant calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et technicien principal de 2ème classe à 1ère classe).
Direction de la Culture	Action culturelle	2 enseignants en danse	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline (classique, contemporaine ou jazz) dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique et en accord avec le projet d'établissement.	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'assistant d'enseignement artistique à assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe).
Direction de la Culture	Action culturelle	1 responsable du Centre chorégraphique	Assurer la direction de l'établissement dans ses aspects pédagogiques, artistiques, administratifs et techniques. Proposer, piloter et mettre en œuvre le projet d'établissement. Développer un programme d'actions culturelles et artistiques.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique ou attaché	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe Attaché à directeur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant directeur du centre chorégraphique, responsable du pôle danse Strasbourg calibré de professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe).
Direction de la Culture	Musées	1 conservateur d'art contemporain	Mettre en valeur, exploiter, conserver et enrichir les collections. Piloter la réflexion sur le développement des publics.	Temps complet	Conservateur du patrimoine	Conservateur du patrimoine	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant conservateur d'art moderne et d'art graphique moderne).
Délégation Sécurité, prévention et sports	SIRAC	1 secrétaire	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement).	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire administratif).

Annexe 6 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016 relative aux emplois de catégorie A pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article 3-3-2° de la loi du 26/01/1984

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'art. 3-3-2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Direction de la Culture	Action culturelle	1 responsable du Centre chorégraphique	30/09/2016	Nature des fonctions : expertise en direction d'établissement d'enseignement artistique.	Certificat d'aptitude (CA) dans une spécialité d'enseignement artistique ou de direction d'établissement, ou master en conception et gestion de projets culturels, en droit ou en sciences politiques, ou équivalent	Expérience confirmée en direction d'établissement requérant une expertise dans les problématiques de l'enseignement artistique, des réseaux artistiques, associatifs et institutionnels, et dans la conduite de projets.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 chargé de développement et de marketing	30/09/2016	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en développement et marketing.	Bac+3/5 en communication, marketing et/ou gestion de projets culturels, ou équivalent	Expérience confirmée en développement et marketing d'une institution culturelle requérant une expertise des réseaux, des mécanismes du mécénat et de son cadre juridique, des moyens de communication numérique, des techniques de marketing culturel et des relations publiques.
Direction de la Mobilité et des transports	Déplacements	1 chef de projets innovants	29/09/2011	Besoins du service : forts enjeux liés aux projets innovants en matière de transport et de déplacement	Ingénieur ou master en transports et déplacements, aménagement du territoire, ou équivalent	Expérience confirmée dans le domaine des déplacements requérant une expertise sur le transport de marchandises et la conduite de projets innovants aux niveaux national et européen.
Direction Urbanisme et territoires	Direction de projet politique de la ville	1 chargé de mission développement économique des QPV	30/09/2016	Besoins du service : forts enjeux et exigences au regard de la politique à mener en matière de politique de la ville.	Diplôme d'ingénieur ou bac+4/5 en économie, école de commerce, ou équivalent	Expérience confirmée en accompagnement d'entreprises dans le cadre de projets de politique de la ville et de renouvellement urbain. Maîtrise des aspects administratifs, financiers et juridiques. Capacités à piloter des projets et animer des réseaux d'entreprises et de partenaires externes.
Direction des Ressources logistiques	Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 architecte technique, adjoint au responsable de département	30/09/2016	Besoins du service : expertise en architecture technique complexe.	Ingénieur en informatique	Expérience confirmée dans un contexte technique multi-domaines avec modélisation d'un système d'information et conception d'une architecture technique.
Direction de la Communication	Direction de la Communication / Département Multimédia	1 chef de projets internet	01/07/2016	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en gestion de projets internet.	Bac+3/5 en gestion de projets multimédia, communication ou équivalent	Expérience requérant une expertise dans la gestion de projets internet, l'élaboration de cahiers des charges fonctionnels et techniques, la connaissance des usages des domaines liés à la communication numérique et la conception de sites et applications mobiles. Maîtrise du fonctionnement des outils de gestion de contenu, des principales normes et technologies web et cartographiques.

3

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Réponse à l'appel d'offres du SDIS pour l'entretien de leurs véhicules.

Pour se conformer aux règles relatives aux marchés publics, le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) a lancé dès 2002 des appels d'offres en vue de conclure des marchés d'entretien et de réparation de ses véhicules et engins.

Conformément aux délibérations du conseil de communauté des 12 juillet 2002, 25 octobre 2004, 26 septembre 2008 et du 28 octobre 2011, la Communauté urbaine de Strasbourg a répondu à quatre reprises aux appels d'offres du SDIS et a été à chaque fois déclarée attributaire d'un marché.

Le service Parc véhicules et ateliers, chargé d'assurer ces prestations pour le SDIS, possède depuis de longues années un réel savoir-faire et des compétences uniques en matière de maintenance de matériel spécifique d'incendie et de secours.

Le marché actuel arrive à échéance le 31 décembre prochain et le SDIS a lancé un nouvel appel d'offres ouvert en vue de conclure un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum passé en application des articles 78 à 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour l'année 2017 et suivantes.

Ainsi, conformément à ce décret portant sur les marchés publics, il est proposé à la Commission permanente d'autoriser l'Eurométropole de Strasbourg à répondre une nouvelle fois à l'appel d'offres du SDIS relatif à la maintenance de leurs véhicules et engins, notamment aux lots :

- n° 82 : Direction – plus de 3,5 T,
- n° 83 : Compagnie Centre Eurométropole – plus de 3,5 T,
- n° 84 : Compagnie Nord Eurométropole – plus de 3,5 T,
- n° 85 : Compagnie Sud Eurométropole – plus de 3,5 T.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

après en avoir délibéré
approuve

que l'Eurométropole de Strasbourg réponde aux appels d'offres du SDIS pour la maintenance de ses véhicules et engins.

autorise

le Président ou son représentant à signer les pièces constitutives des offres et à signer les éventuels marchés en résultant.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

4

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Ecocité, Strasbourg Métropole des Deux Rives : approbation de l'avenant n°1 à la convention locale du 25 octobre 2012 et de la convention locale "substitutive".

Le conseil de la communauté urbaine, lors de la séance du 23 mars 2012, a approuvé les termes de la convention locale entre la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Etat, la Communauté urbaine de Strasbourg et les porteurs des actions innovantes du projet Ecocité « Strasbourg, métropole des Deux Rives » permettant d'entériner les financements du fonds Ville de demain du Programme des Investissements d'Avenir accordés par le Premier ministre au titre du dossier de candidature déposé par la collectivité en mars 2011. Cette convention financière a été signée le 25 octobre 2012 pour un montant global de 2 203 509 € (subventions en investissement et en ingénierie).

Depuis, suite à un dossier de candidature complémentaire déposé au printemps 2012 et à des demandes de financement ultérieures, plusieurs accords de financement ont été obtenus pour accompagner de nouvelles actions innovantes et soutenir la poursuite opérationnelle d'actions uniquement financées en subventions d'ingénierie dans un premier temps.
Ces accords de financement ont été entérinés entre 2013 et 2016 par la signature entre l'Etat, la CDC et les porteurs d'actions innovantes concernés, de lettres d'adhésion aux clauses de la convention financière signée le 25 octobre 2012.

Enfin, un dossier de candidature pour la tranche 2 d'Ecocité déposé en septembre 2015 et des demandes de financements pour deux lots de l'ilot bois à bilan bas carbone ont fait l'objet d'un nouvel accord de financement le 21 décembre 2015.

A présent, de nouveaux documents contractuels financiers doivent être approuvés afin de substituer par voie d'avenant une nouvelle convention locale à la précédente qui intégrera les engagements financiers de la tranche 2 et les engagements financiers de la tranche 1 dont les paiements ne sont pas soldés. C'est l'objet de la présente délibération.

I. Rappel du projet d'Ecocité « Strasbourg métropole des Deux Rives »

Le programme des Investissements d'Avenir, grâce au fonds « Ville de Demain », a pour vocation de financer des projets :

- démonstrateurs et exemplaires de ce que sera la ville de demain,
- déployant des innovations techniques et environnementales,
- au sein d'un périmètre restreint à un nouveau quartier clairement identifié, cohérent urbanistiquement,

qui peuvent être mis en œuvre à court et moyen termes, dans le cadre de partenariats avec le monde économique.

Ce fonds qui soutient 31 Ecocités françaises, permet le soutien à l'investissement dans les domaines de l'innovation urbaine et technique autour des thèmes des réseaux, de la mobilité, du bâti et des espaces publics ; les moyens d'intervention sont d'une part, des subventions d'investissement et d'ingénierie (cofinancement d'études pré-opérationnelles , missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, instrumentation de logements) et d'autre part, des prises de participation.

A. Le territoire de projets

Les actions innovantes Ecocité se développent à l'échelle métropolitaine et en particulier au sein du grand projet urbain des Deux Rives, qui se déploie sur 250 hectares, propose le développement de près d'un million de m² surface constructible, et constitue le secteur urbain le plus emblématique de l'Ecocité : renouvellement urbain au profit de la compacité de l'agglomération, structuration du projet autour des transports en commun et des mobilités innovantes alternatives à la voiture, mixité de fonctions, qualité des espaces publics en rapport à l'eau et au grand paysage.
Plusieurs opérations d'aménagement des Deux Rives se sont enrichies de projets innovants dans le cadre du programme Ecocité : Etoile, presqu'ile Malraux, Ecoquartier Danube, quartier du Port du Rhin.

L'accord de financement obtenu le 21 décembre 2015 a conforté le territoire de projets Deux Rives en retenant des missions d'ingénierie et d'investissement portées par la SPL Deux Rives sur la ZAC des Deux Rives.
La zone d'activité Joffre à Holtzheim fait également l'objet d'une attention particulière, liée aux mesures visant à renforcer la biodiversité sur le site.

B. Les axes d'innovation et l'avancement des actions innovantes

<u>Rappel des axes d'innovation de la première tranche Ecocité 2011-2015:</u>

La démarche Ecocité de la première tranche, exposée dans le dossier de candidature déposé en mars 2011, concentrait sur le territoire des Deux Rives une expérimentation croisée :

- de nouvelles pratiques urbaines de mobilité, réduisant l'usage individuel du véhicule thermique au profit de l'offre en modes actifs, moins polluants :

    - pass mobilité / *Maitrise d'ouvrage Strasbourg Mobilité :* livré,

- transport urbain de marchandises / *Maitrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg :* en préfiguration,
- bornes de recharge de véhicules électriques/ *Maitrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg*: livrées,
- projet Auto 2.0 / *Maitrise d'ouvrage Fresh mile* : livrée sur sa première phase;

- de constructions dépassant les standards environnementaux actuels pour préfigurer des bâtiments du futur, avec une thématique à l'ilot poussée à son maximum d'innovation :

  - ilot à producteur d'énergies renouvelables (géothermie intégrée aux pieux de fondation des bâtiments) – Etoile/ *Maitrise d'ouvrage Pierres et Territoires de France Alsace, Habitat de l'Ill, groupe d'autopromotion*: livré,
  - ShadoK –presqu'île Malraux / *Maitrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg*: livré,
  - tour de logements à énergie positive Elithis- Danube / *Maitrise d'ouvrage SCCV TED (groupe Elithis)* : en construction,
  - ilot à gestion énergétique intelligente- Danube / *Maitrise d'ouvrage Bouygues Immobilier* : à l'étude,
  - ilot résidentiel bois bio-sourcé / *Maitrise d'ouvrage SCI green Wood (Nouvel Habitat), Bouygues Immobilier, Nouveau Logis de l'Est- Pierres et Territoires de France Alsace* : permis de construire délivré pour le lot 2, dépôt prochain du permis de construire pour le lot 1, procédure de conception-réalisation en cours sur le lot 4, en consultation en cours sur le lot 3.

Ces deux axes d'intervention sont complétés par deux outils d'évaluation et de mesures :

- outil d'évaluation de la « durabilité augmentée » des projets urbains/ *Maitrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg:* livré,
- inventaire MRV (mesurer, rendre compte et vérifier) visant à trouver une méthode de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre / *Maitrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg* : livré.

<u>Les axes d'innovations poursuivis pour la seconde tranche Ecocité 2015-2017</u> :

Forte des enseignements de la première tranche, la stratégie Ecocité pour la deuxième tranche est la suivante :
- des expérimentations sur des démonstrateurs bâtis, pour poursuivre les innovations techniques et technologiques, en continuité de la première tranche,
- des méthodes, pratiques et usages innovants, reposant avant tout sur des dynamiques collaboratives :
  - programmation/conception/ restauration/ utilisation de la Coop –ZAC des Deux Rives / Maitrise d'ouvrage SPL Deux Rives : étude en cours,
  - démarche et outils d'activation urbaine, citoyenne et culturelle à l'échelle de la ZAC des Deux Rives /Maitrise d'ouvrage SPL Deux Rives : étude en cours
  - plateforme de stationnement, solutions de mobilité et de services –ZAC des Deux Rives/ Maitrise d'ouvrage SPL Deux Rives : démarrage d'étude
  - programme d'habitat participatif en logements locatifs sociaux –Lieu commun Maitrise d'ouvrage Habitat de l'Ill : construction en cours ;

- une échelle et une stratégie planifiée d'expérimentation correspondant à celle d'une opération d'aménagement et non plus uniquement à l'échelle de l'ilot ou du bâti, et intégrant des quartiers existants :
  - stratégie de gestion et mise en état sanitaire des sols -ZAC des Deux Rives/ *Maitrise d'ouvrage SPL Deux Rives* : étude en cours,
  - stratégie d'approvisionnement et de performance énergétiques sur le secteur des Rives du Rhin Maitrise d'ouvrage SPL Deux Rives: étude en cours,
  - le renforcement de mesures de biodiversité sur la zone d'activité Joffre de Holtzheim/ Maitrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg démarrage des travaux.

II. Présentation des financements obtenus, de l'avenant n°1 à la convention locale et de la convention locale substitutive

Depuis octobre 2011, près de 24,8 millions d'euros du fonds Ville de Demain du Programme des investissements d'avenir ont été accordés par le Premier ministre dans le cadre des projets de l'Ecocité, «Strasbourg, Métropole des Deux Rives», ils se répartissent de la manière suivante :

- 9,4 M€ pour les projets Transports Collectifs en Site Propre (extension sud de ligne de tramway A et BHNS),
- 15,4 M€ pour les actions innovantes Ecocité dont :
  - 2,5 M€ en subventions d'ingénierie (études de faisabilité, études pré-opérationnelles, missions d'assistance à maitrise d'ouvrage, et instrumentation des logements),
  - 7,2 M€ en subventions d'investissement (pour les ilots démonstrateurs, les bornes de recharges électriques, les travaux de renforcement des mesures de biodiversité sur la zone d'activité de Holtzheim) ,
  - et 5,7 M€ en prise de participation pour la Tour de logements Elithis.

De nouveaux documents contractuels financiers doivent être à présent approuvés afin de substituer par voie d'avenant une nouvelle convention locale à la précédente qui intégrera les engagements financiers de la tranche 2 et les engagements financiers de la tranche 1 dont les paiements ne sont pas soldés.

Pour ce faire, il s'agit à présent de signer deux documents contractuels, indissociables l'un de l'autre:

<u>Un avenant n°1 à la convention locale du 25 octobre 2012</u>

Cet avenant a pour objet de substituer une nouvelle convention locale à celle de 2012, à signer par la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Etat, l'Eurométropole de Strasbourg, et les porteurs de projet de la tranche 1 qui sont signataires de la convention initiale ou des lettres d'adhésion aux clauses de celles-ci.
Sont concernés les maitres d'ouvrage suivants : la ville de Strasbourg, la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, EGIDIA, Pierres et

Territoires de France Alsace, la SCI Green One, Habitat de l'Ill, la Société Publique locale Deux Rives et la SAS TEDINVEST,

Une convention locale substitutive

La convention qui se substitue à celle signée le 25 octobre 2012 a pour objet d'une part de préciser la stratégie globale du projet d'Ecocité « Strasbourg, métropole des Deux Rives », d'autre part de préciser les modalités de financement des actions ayant bénéficié d'un accord de financement du fonds Ville de demain du Programme des Investissements d'Avenir. Cette convention doit être signée par la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Etat, l'Eurométropole de Strasbourg, et les porteurs de projet de la tranche 2 : Habitat de l'Ill, la Société Publique locale Deux Rives, la SCCV Green Wood, Bouygues Immobilier.

Cette convention dont la durée échoit au 30 septembre 2020 reprend les engagements financiers obtenus lors de la décision 21 décembre 2015 correspondant aux actions de la deuxième tranche et celles conventionnées de la tranche 1 qui ont fait l'objet de décisions d'engagement antérieures, non encore soldés.

La convention locale stipule notamment qu'une action doit démarrer dans les deux ans à compter de son inscription dans la convention locale pour les subventions d'investissement ou les prises de participation, dans un délai de un an pour les subventions d'ingénierie.

La convention entérine le financement accordé pour un montant total de 12 055 577 € se répartissant en:

- au titre de la première tranche 9 381 633 € en subventions répartis entre :
  - 3 905 633 € de subventions (ilot producteur d'énergies renouvelables-Etoile, ilot à gestion énergétique intelligente –Danube, Shadok, mission d'AMO pour la rénovation de copropriétés à l'Esplanade, mission d'AMO en programmation et stratégie d'activation de la Coop),
  - 5 476 000 € en prise de participation (Tour Elithis),

- 2 673 944 € de subventions au titre de la deuxième tranche répartis entre :
  - 1 976 662 € pour l'ilot bois bio sourcé à bilan bas carbone au Port du Rhin (subventions d'investissement et subventions en ingénierie pour l'instrumentation des logements),
  - 396 000 € pour des actions portées par la SPL Deux Rives, essentiellement en ingénierie,
  - 112 000 € en subventions d'investissement pour l'opération d'habitat participatif en logements sociaux en porté par Habitat de l'Ill,
  - 189 282 € en subventions d'investissement pour le renforcement des mesures de biodiversité de la ZA Joffre à Holzheim.

Après accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg – concédant -, les subventions affectées spécifiquement à des actions et opérations réalisées par la SPL « Deux-Rives » seront versées directement à la SPL « Deux-Rives » conformément à l'article 3 de la concession et seront mises en œuvre en application de l'article L.300-5 du code de l'urbanisme. Elles seront comptabilisées comme étant une recette additionnelle au bilan

de l'opération d'aménagement de la ZAC des Deux Rives. L'aménageur fera apparaître dans le compte rendu financier annuel, les subventions Ecocité dans une ligne spéciale dédiée aux subventions.

Concernant les actions qui feront l'objet de nouveaux accords de financement, elles pourront être ultérieurement intégrées à la convention locale. Pour cela, le porteur de l'action devra fournir des compléments d'informations ou présenter un nouveau dossier, et suite au processus de validation permettant la notification du Premier ministre de sa décision, le porteur de l'action pourra adhérer à la convention locale en remettant « une lettre avenant d'adhésion » aux clauses de la convention locale, à la Caisse des dépôts.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

approuve

- *les termes de l'avenant n°1 à la Convention locale initiale entre la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Etat, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg, la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, EGIDIA, Pierres et Territoires de France Alsace, la SCI Green One, Habitat de l'Ill, la Société Publique locale Deux Rives et la SAS TEDINVEST,*

- *les termes de la Convention locale substitutive entre la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Etat, l'Eurométropole de Strasbourg, Habitat de l'Ill, la Société Publique locale Deux Rives, la SCCV Green Wood, Bouygues Immobilier, consultable au service Projets Urbains,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'avenant n°1 à la convention locale initiale, la convention locale substitutive et les « lettres avenants d'adhésion » ultérieures consistant à adhérer aux clauses de la convention locale substitutive en vue de bénéficier des soutiens financiers à la réalisation d'un projet.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 3 octobre 2016

Ville de demain

Programme d'investissements d'avenir

AVENANT A LA CONVENTION LOCALE

ENTRE

LA CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS

ET

L'ECOCITE de STRASBOURG METROPOLE DES DEUX RIVES

EN PRESENCE DE L'ETAT

PROGRAMME INVESTISSEMENTS D'AVENIR

AVENANT A LA CONVENTION LOCALE

PROGRAMME VILLE DE DEMAIN – ECOCITE « STRASBOURG METROPOLE DES DEUX RIVES »

ENTRE :

1) LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est 56 rue de Lille 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'Etat, en vertu de la Convention Etat-CDC, en qualité de gestionnaire du Programme, représentée par **Monsieur Patrick François** Directeur régional Alsace Champagne Ardenne Lorraine, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « **Caisse des Dépôts »**,

ET

2) L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, dont le Siège est sis Centre administratif 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex, représentée par son Président, **Monsieur Robert HERRMANN**, en vertu d'une délibération de sa Commission Permanente en date du 30 septembre 2016 dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée l' « **EcoCité »**,

ET

3) LA VILLE DE STRASBOURG dont le siège est sis Centre administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex, représentée par son Maire **Monsieur Roland RIES**, en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 26 septembre 2016, dûment habilité à l'effet des présentes,

ET

4) EGIDIA SARL au capital de 10 000 €uros, dont le siège social est sis 1C Boulevard de Champagne – BP 41 249 – 21012 Dijon Cedex, immatriculée au RCS de Dijon sous le n° B 519 654 669, représentée par **Monsieur Thierry BIEVRE**, dûment habilité à l'effet des présentes,

ET

5) LA SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG, ci-après dénommée la SERS, société d'économie mixte au capital de 8 000 000 €uros, dont le siège social est sis 10 rue Oberlin – BP 50011 67080 Strasbourg Cedex, identifiée au Répertoire SIRENE sous le numéro 578 505 687 et immatriculée au

Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg, représentée par son Directeur Général, **Monsieur Éric FULLENWARTH**, dument habilité à l'effet des présentes,

ET

6) PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE – ALSACE, Société par Actions Simplifiée au Capital de 5 000 000 €uros, dont le siège social est situé 11 rue du marais vert 67084 STRASBOURG, enregistrée au RCS de Strasbourg sous le numéro 510 475 437, représentée par **Monsieur Christophe GLOCK**, Directeur Général, dûment habilité,

ET

7) SCI GREEN ONE, Société Civile Immobilière au capital de 1 000 €uros, dont le siège social est situé 11 rue du marais vert 67000 STRASBOURG, enregistrée au RCS de Strasbourg sous le numéro 801 098 674, représentée par Pierres et Territoires de France – Alsace SAS, Société par actions simplifiée au capital de 5 000 000 €uros dont le siège social est situé 11 rue du Marais vert 67000 Strasbourg immatriculée au RCS de Strasbourg sous le numéro 510 475 437, elle-même représentée par **Monsieur Christophe GLOCK**, Directeur Général, dûment habilité,

ET

8) HABITAT DE L'ILL Société Coopérative d'Habitations à loyer modéré, SIREN n° 778770198 au capital de €, dont le siège social est situé 7, rue Quintenz 67403 Illkirch, enregistrée au RCS de Strasbourg sous le numéro, représentée par **Monsieur Laurent KOHLER**, Directeur Général, dûment habilité,

ET

9) SPL DEUX RIVES, Société Publique Locale au Capital de 1 000 000 €uros, dont le siège social est situé 1 Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG, enregistrée au RCS de Strasbourg sous le numéro RCS Strasbourg TI 803 433 366 et le numéro de gestion 2014 B 1473, représentée par **Monsieur Éric BAZARD**, Directeur Général, dûment habilité,

ET

10) SAS TEDINVEST Société Par Actions Simplifiée au capital de 9 800 000,00 €uros, ayant son siège social 1C boulevard de Champagne 21000 DIJON, identifiée sous le numéro SIREN 819 193 038, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de la ville de Dijon.

Les entités visées aux paragraphes [2] à [10] étant ci-après désignées ensemble les **Maîtres d'Ouvrage** et individuellement un **Maître d'Ouvrage.**

EN PRESENCE DE :

L'Etat, représenté par le Préfet,

Ci-après dénommé l' « **Etat »**,

Les entités visées aux paragraphes [1] à [10] étant ci-après désignées ensemble les **Parties** et individuellement une **Partie**.

Etant préalablement exposé :

L'EcoCité « Strasbourg, Métropole des Deux-Rives » a présenté des actions remplissant les critères d'éligibilité précisés dans le cahier des charges « Ville de demain- volet 1 » et/ou le cahier des charges « Ville de demain-volet 2 » en vue d'obtenir un financement dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir (les « **Actions** »).

En application de l'article 7 de la Convention Etat-CDC, les Parties ont conclu une convention locale en date du 25 octobre 2012 (la « **Convention Locale V1** ») aux fins d'une part de préciser la stratégie globale du projet d'Ecocité et d'autre part de préciser les modalités d'intervention du Programme relatives aux Actions Sélectionnées par Décision d'Engagement du 12 septembre 2011.

D'autres Actions ont pu être :

i. sélectionnées par des Décisions d'Engagement ultérieures à la Signature de la Convention Locale V1 et contractualisées par lettres d'adhésion à la Convention Locale V1 (les « **Lettres d'Adhésion** ») ou
ii. modifiées postérieurement aux Décisions d'Engagement, confirmées dans leur financement par lettre de confirmation à la Convention Locale V1 (les « **Lettres de Confirmation** »), après validation de ces modifications par le Comité opérationnel de financements ou le Comité de pilotage national.

L'approbation par arrêté du 16 mars 2015 du Cahier des charges « Ville de demain tranche 2 » est l'occasion d'harmoniser les stipulations contractuelles de l'ensemble des conventions locales liant chaque Ecocité à la Caisse des Dépôts.

C'est pourquoi les Parties ont souhaité signer le présent avenant à la Convention Locale V1 afin de lui substituer la nouvelle Convention Locale à compter de la date de signature du présent avenant.

Ceci exposé, il est arrêté ce qui suit

Article 1 – Objet :

À compter de sa signature, le présent avenant à la Convention Locale V1 a pour objet de substituer la nouvelle Convention Locale (jointe en annexe) à la Convention Locale V1, sous réserve des stipulations de l'article 2 du présent avenant.
En conséquence, les Parties déclarent accepter expressément cette substitution, hormis pour les stipulations de la Convention Locale V1 listées à l'article 2, qui demeurent applicables dans leurs rapports, à titre dérogatoire.
Cette substitution n'emporte pas novation au sens des articles 1271 et suivants du code civil.

Article 2 – Exceptions à la substitution :

Par dérogation au principe de substitution prévu à l'article 1, il est admis que :

i. Le délai de 9 mois mentionné à l'article 3.2.1 (a) de la nouvelle Convention Locale s'applique, à compter de la signature du présent Avenant, à toutes Actions Sélectionnées avant le 17 décembre 2015 dont la Décision d'Engagement ne précise

pas de délai maximum de contractualisation à l'exception de celles ayant fait l'objet d'une prorogation spécifique de délai par décision du COF, du COPIL ou d'une Décision du Premier ministre ou du CGI par délégation ;

ii. Pour les Actions Conventionnées et devant faire l'objet de compléments d'information non satisfaits à la Date de Signature de la Convention Locale V1, au sens de l'article 4.1 (ii) (b) de la Convention Locale V1, les Maîtres d'Ouvrage conservent la faculté de validation de ces compléments d'information par le COF au plus tard au premier versement au titre de la Subvention concernée ;
Pour les actions Sélectionnées avant le 17 décembre 2015, les compléments d'information mentionnés à l'article 4.1 (ii) (b) de la Convention Locale V1 et ses annexes doivent dorénavant être compris comme des Réserves au sens de l'Annexe 2 de la nouvelle Convention Locale ;

iii. Pour les Actions Conventionnées pour lesquelles la compatibilité de la subvention au regard du Régime d'aides d'Etat applicable n'a pu être assurée au moment de la contractualisation, les Maîtres d'Ouvrage conservent leur faculté de communiquer les compléments d'information au plus tard au premier versement au titre de la Subvention concernée telle que mentionnée à l'article 3.3.3. [Encadrement européen relatif aux aides d'Etat] en son point iii) de la Convention Locale V1. Ces compléments d'information devront être validés par le COF et faire l'objet d'une Lettre Avenant ;

iv. Pour les Actions Conventionnées, le délai de 12 mois à compter de l'achèvement d'une Action dont disposent les Maîtres d'Ouvrage pour demander le solde de la Subvention mentionné à l'article 3.5 de la nouvelle Convention Locale s'applique à compter de la signature du présent Avenant.

v. Pour les actions conventionnées et non-abandonnées, les Fiches Actions annexées à la Convention Locale V1 demeurent applicables sans qu'il soit nécessaire de les annexer à nouveau au sein de la nouvelle Convention Locale*.*

Article 3 - Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des Parties.

Fait à Strasbourg, le

En 11 exemplaires originaux

Pour l'Etat	Pour la Caisse des Dépôts
Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Ville de Strasbourg
Pour Egidia	Pour la SERS
Pour Pierres et Territoires de France – Alsace	Pour SCI Green One
Pour Habitat de l'Ill	Pour SPL Deux Rives
Pour SAS TEDINVEST	

ANNEXE
Convention Locale nouvelle

5

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Programmation 2016 des actions soutenues au titre du Contrat de Ville - 3ème étape.

Comme suite aux délibérations des 29 avril et 1er juillet dernier, la présente délibération réunit les projets proposés par les associations en réponse aux objectifs du Contrat de Ville de l'Eurométropole, approuvé par délibération du conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2015 et signé le 10 juillet 2015 par 43 institutions et structures partenaires.

Ils répondent à l'appel à projets lancé en juillet 2015 auprès des porteurs associatifs de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Pour rappel, les initiatives soutenues doivent répondre aux objectifs des 19 programmes du Contrat de Ville et/ou aux priorités des 18 conventions territoriales élaborées pour chaque quartier prioritaire :

Les programmes relatifs aux axes transversaux
1. L'action avec et pour les jeunes
2. La prévention et la lutte contre les discriminations
3. L'égalité femmes-hommes
4. L'apprentissage et la maîtrise de la langue française

Les programmes relatifs au pilier Cohésion sociale
5. L'accompagnement à la scolarité et la prévention du décrochage scolaire
6. L'attractivité et la valorisation des établissements scolaires
7. L'accompagnement des parents
8. L'accès aux équipements et projets culturels
9. Le partenariat avec l'Université de Strasbourg
10. Santé

Les programmes relatifs au pilier Emploi - Développement économique
11. Les parcours vers l'emploi
12. Les qualifications et compétences
13. Pour un lien restauré entre habitants-es, entreprises et acteurs de l'emploi
14. Attractivité des territoires et entreprises
15. Création d'entreprises et pérennisation

Les programmes relatifs au pilier Cadre de vie et renouvellement urbain
16. La politique de rénovation urbaine

17. La gestion urbaine de proximité
18. La convention intercommunale d'attribution des logements sociaux
19. Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance

500 initiatives ont été proposées, dont 259 nouvelles actions, illustrant la très forte mobilisation des acteurs de terrain. L'instruction de ces projets a été conduite de manière partenariale par l'Eurométropole, avec les 5 communes concernées et les services de l'Etat, du Conseil Départemental, de la Région et de la Caisse d'Allocations Familiales.

En conformité avec les orientations de la loi « Lamy » de février 2014, ces actions mobilisent en premier lieu les politiques publiques mises en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg et sont financées sur les crédits qui leur sont affectés. Les crédits spécifiques dédiés au Contrat de Ville par l'Eurométropole interviennent en complément. Ces actions répondent à des enjeux thématiques et territoriaux, identifiés collectivement dans les différents quartiers prioritaires pour étendre l'action de droit commun, mener des expérimentations ou soutenir des innovations.

Cette délibération vous propose de financer un 3ème programme d'actions qui répondent à ces enjeux soit 9 projets dont 6 nouveaux projets d'un montant global 108 361 €.

Cette 3ème étape de la programmation 2016 permettra de consolider le bilan qualitatif et quantitatif de cette programmation. En parallèle une réforme de l'appel à projets pour l'année 2017, dont les éléments constitutifs seront présentés au comité de pilotage du contrat de ville d'ici fin 2016, est en cours d'élaboration. L'approbation de ce bilan et de cette réforme seront soumis lors d'une prochaine délibération.

PILIER EMPLOI – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

<u>Au titre du programme 11 : les parcours vers l'emploi</u>

Association AMSED **7 000 €**

Une couveuse numérique, tremplin à l'apprentissage et à l'insertion» (n°4) – nouveau projet

L'association propose un suivi intensif individualisé de 90 demandeurs d'emploi et inactifs des quartiers prioritaires de Cronenbourg, Koenigshoffen Est, Elsau et Spach, dans l'appropriation des techniques de recherche d'emploi par la maîtrise d'outils informatiques et numériques via la mise en place d'une couveuse numérique à visée d'apprentissage et d'insertion professionnelle. Il s'agit à la fois de lever certains freins à l'emploi et en même temps de valoriser les atouts et acquis dans les parcours.

Association CPCV EST **7 500 €**

«#Collectif Mode d'Emploi» (n°156) – nouveau projet

Ce projet a pour objectif de lever les freins à la réussite et à l'insertion professionnelle des jeunes du quartier prioritaire du Neuhof. Pour ce faire l'association proposera des ateliers avec des partenaires professionnels du quartier. 10 à 12 jeunes âgés de 16 à 25 ans pourront bénéficier de cet accompagnement.

Association Mobilex **5 000 €**

«Mobilité inclusive et autonomie» (n°284) – nouveau projet
Ce projet vise à renforcer l'autonomie des habitants des quartiers prioritaires de Bischheim et Schiltigheim (Ecrivains, et Guirbaden). Pour cela l'association Mobilex propose de coordonner et simplifier l'accès aux aides de mobilité existantes, d'expliquer et accompagner les différents dispositifs de retour à l'emploi, proposer des solutions alternatives en terme de mobilité (covoiturage, autopartage), tenant compte des contraintes. Des permanences de demi-journées seront organisées pour recevoir le public au cours d'entretiens individuels. 120 personnes pourront bénéficier de cette action.

Association Lupovino (arbitrage MC) **10 000 €**
«Insertion et lien social» (n°376)
Ce projet vise à favoriser l'accès ou le maintien dans l'emploi des habitants du quartier prioritaire du Neuhof par des actions d'accompagnement individuel, la diffusion d'informations relatives à la formation, l'emploi et le statut d'auto-entrepreneur. Ce projet s'articule autour de 3 axes :

1. L'insertion professionnelle : en recevant les habitants du quartier et en les accompagnant dans leurs démarches,

2. Le parcours vers la création et la gestion d'entreprise en accompagnant ces porteurs de projets de création d'entreprises,

3. La levée des freins à l'emploi pour le public du quartier du Polygone.

<u>Au titre du programme 12 : les qualifications et compétences</u>

Association CPCV EST **6 600 €**
«CléA – Clés vers l'autonomie : évaluation, formation, certification» (n°152)
L'objectif du projet porté par CPCV EST est de mettre en œuvre le CléA (Socle Commun de Connaissances et de Compétences Professionnelles).
Les formations et la certification CléA visent la valorisation et la sécurisation des parcours d'insertion professionnelle, et au final l'employabilité des personnes des QPV.

<u>Au titre du programme 15 : créations d'entreprises et pérennisation</u>

ADIE **5 000 €**
«Nouveau dispositif CréaJeunes accompagnement des jeunes des quartiers vers la création de leur entreprise» (n°375) – nouveau projet
L'objectif de ce nouveau dispositif CréaJeunes est de proposer un parcours spécifique d'aide à la création d'entreprises par des jeunes des quartiers prioritaires. Ce parcours tiendra compte des difficultés propres identifiées chez le public ciblé : en termes d'accès à l'accompagnement personnalisé et individualisé, et de financement, d'appui au développement commercial, de mise en réseau avec d'autres entrepreneurs, etc…
L'accompagnement par l'ADIE se traduira par des modules de travail collectif et de suivi individuel du projet. Un suivi post création sera assuré pour accompagner la période charnière des 3 premières années de vie de ces entreprises nouvellement créées.

PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Au titre du programme 16 : la politique de rénovation urbaine

Alter Alsace Energies **37 261 €**

«Mise en œuvre du POPAC sur le territoire de l'Eurométropole» (n°353)

En tant que collectivité, l'Eurométropole assure le pilotage d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) sur son territoire. L'essentiel de ces copropriétés se trouvent dans les quartiers prioritaires de la ville. Ce POPAC a pour objectif la mise en place d'une ingénierie opérationnelle susceptible de remédier aux difficultés rencontrées dans les copropriétés. Alter Alsace Energies met à disposition de l'Eurométropole son expertise et intervient sur 2 points distincts :

- le recensement des copropriétés via la mise en place par l'Eurométropole d'un observatoire;

- l'accompagnement des copropriétés dans la résolution des difficultés observée lors du recensement.

Au titre du programme 18 : la convention intercommunale d'attribution des logements sociaux

HH Gestion Alsace **20 000 €**

«Plateforme logements privés à loyers accessibles» (n°465)

Ce projet de création d'une plateforme vise le recensement des offres de logements du parc privé, à des loyers accessibles (inférieurs aux loyers moyens du marché) d'une part, et à en favoriser l'accès à des ménages à faibles revenus, et provenant en majeure partie des quartiers prioritaires, d'autre part.

Au titre de la participation citoyenne dans le contrat de Ville

ESTES **10 000 €**

«Projet MARGE INTERREG» (nouveau projet)

Ce projet consiste en une recherche-action mobilisant des chercheurs, des professionnels et des habitants à travers un ensemble d'outils (recherche-action, création d'un toolkit, élaboration d'un programme de formation, forum de restitution, groupe de coopération tri-nationale).Il vise à créer une dynamique transfrontalière pour renforcer le partenariat entre administrations et la participation des habitants, développer une approche intégrée du développement social urbain au niveau du Rhin supérieur, faciliter le transfert de projets et de méthodes innovantes et construire un programme de formation tri-national France-Suisse-Allemagne. Ce projet sera mis en œuvre sur 9 territoires, dont pour l'Eurométropole les QPV Neuhof-Meinau et Port du Rhin, sur une durée de trois ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer au titre de la **Direction de projet du Contrat de Ville**, la subvention suivante :*

Association Mobilex	***5 000 €***
«Mobilité inclusive et autonomie» (n°284) – nouveau projet	
Association Lupovino	***10 000 €***
«Insertion et lien social» (n°376)	
ESTES	***10 000 €***
«Projet MARGE INTERREG » - nouveau projet	

*La proposition ci-dessus représente une somme de **25 000 €** à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 020, nature 6574, activité DL04B, dont le solde disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de **30 483 €**.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction du développement économique et de l'attractivité, service Emploi Economie Solidaire**, la subvention suivante :*

AMSED	***7 000 €***
«Une couveuse numérique, tremplin à l'apprentissage et à l'insertion» (n°4) – nouveau projet	
CPCV EST	***6 600 €***
«CléA – Clés vers l'autonomie : évaluation, formation, certification» (n°152) – nouveau projet	
CPCV EST	***7 500 €***
«#collectif mode d'emploi» (n°156) – nouveau projet	
ADIE	***5 000 €***
«Nouveau dispositif CréaJeunes accompagnement des jeunes des quartiers vers la création de leur entreprise» (n°375) – nouveau projet	

*Les propositions ci-dessus représentent une somme de **26 100 €** à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 65, nature 6574, activité DU05D, programme 8023 dont le solde disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 554 225 **€**.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'Urbanisme et des Territoires**, **service de l'Habitat**, les subventions suivantes :*

Alter Alsace Energies	***37 261 €***
«Mise en œuvre du POPAC sur le territoire de l'Eurométropole» (n°353)	
HH Gestion Alsace	***20 000 €***
«Plateforme logements privés à loyers accessibles» (n°465)	

*La dépense correspondante, soit **57 261 €**, est à imputer sur l'activité HP01 – nature 20421 – fonction 552 – programme 605 du BP 2016, dont le montant disponible est de 74 261 €.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

6

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Déclassement du domaine public de voirie d'une impasse sise à hauteur du n°24 de la rue du Lieutenant Lespagnol à HOLTZHEIM.

Située à hauteur du n°24 de la rue du Lieutenant Lespagnol à Holtzheim, la voie, objet du projet de déclassement a perdu toute fonction de circulation générale.

En effet, ladite voie aménagée sur la parcelle cadastrée section 2 n°252 constitue une impasse qui sert exclusivement de desserte à trois propriétés privées riveraines de sorte qu'elle s'apparente à une voie interne.

Aussi, son maintien dans le domaine public de voirie et son entretien aux frais de l'Eurométropole ne se justifient pas.

Elle peut dès lors être déclassée.

Conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, le projet de déclassement a été soumis, du lundi 6 juin 2016 au mardi 21 juin 2016 inclus, à une enquête publique préalable au cours de laquelle aucune observation n'a été formulée.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve au projet de déclassement.

Aussi, la Commission permanente (Bureau) est invitée à se prononcer sur le déclassement du domaine public de voirie de l'impasse concernée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'avis favorable du commissaire enquêteur
vu la délibération du Conseil municipal de Holtzheim en date du 23 septembre 2016
après en avoir délibéré

constate

la désaffectation du domaine public de voirie de la parcelle constituant l'emprise de l'impasse sise à Holtzheim cadastrée section 2 n°252 d'une surface d'environ 127 m^2, telle que délimitée sur le plan parcellaire soumis à enquête publique joint à la présente délibération ;

prononce

le déclassement du domaine public de voirie de la parcelle désaffectée constituant l'emprise de l'impasse sise à Holtzheim cadastrée section 2 n° 252 d'une surface d'environ 127 m^2, telle que délimitée sur le plan parcellaire soumis à enquête publique joint à la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

JK.



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

HOLTZHEIM
Déclassement de l'impasse sise à hauteur du n° 24 de la rue du Lieutenant Lespagnol

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
18/05/2016	Réf. : MDP 11.11.1576	1/ 8000

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Eurométropole de Strasbourg

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.11.1576

HOLTZHEIM

Déclassement du domaine public de voirie
de l'impasse sise à hauteur du n° 24 de la
rue du Lieutenant Lespagnol

Strasbourg, le 23 MAI 2016

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Myriam UNGER
Directrice de Projets

Vu, le 27 MAI 2016

Julie Kreppler
Commissaire enquêteur

Commissaire-Enquêteur

25 m

PROJET ETABLI LE : 3.05.2016
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P. KRIEGER

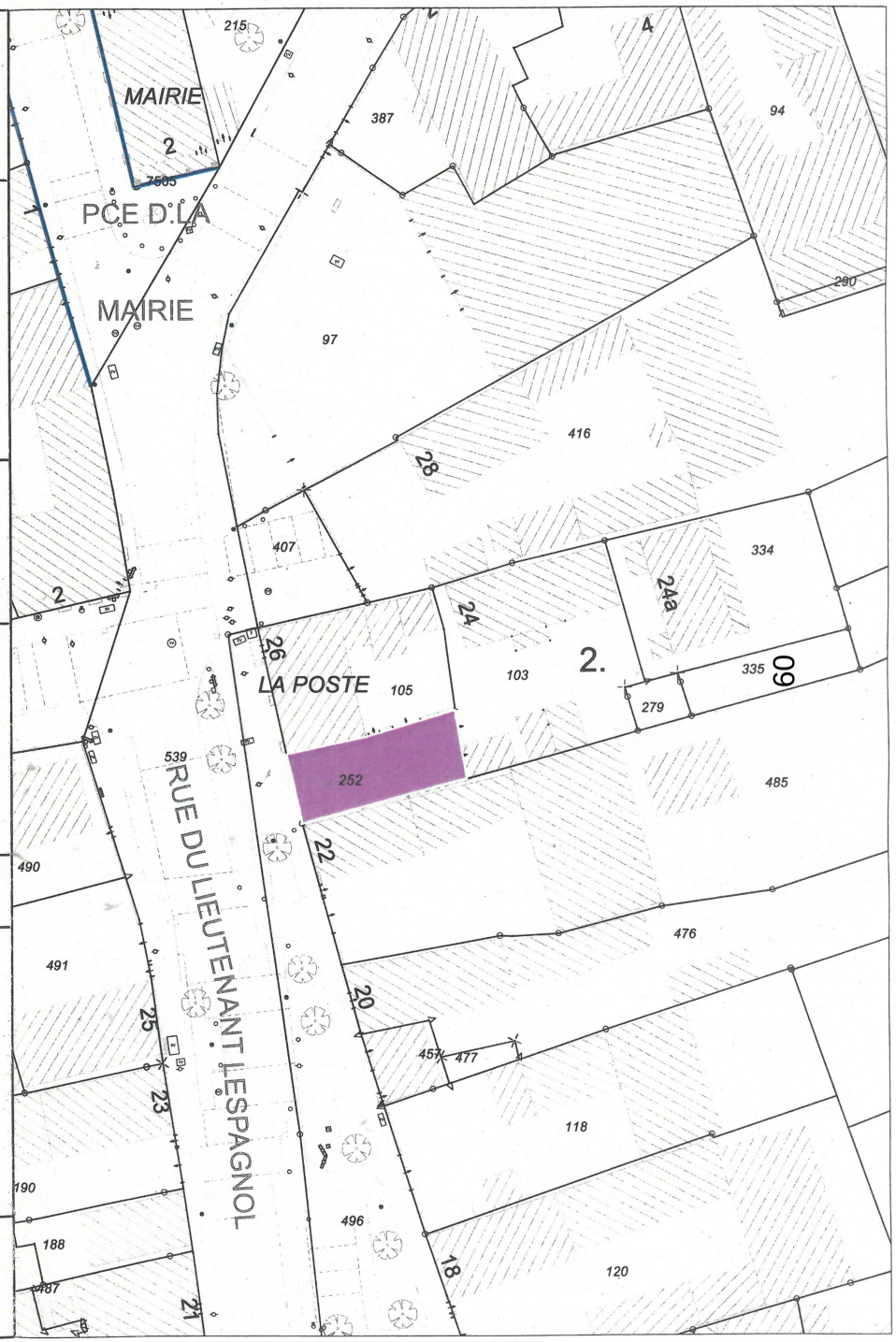
alignement légal

alignement à supprimer

alignement proposé

domaine public de la voirie métropolitaine à déclasser

Strasbourg.eu
eurométropole



Enquête publique
Du 6 juin 2016 au 21 juin 2016

préalable au déclassement du domaine public de voirie d'une impasse sise à hauteur du n°24 de la rue du Lieutenant Lespagnol à HOLTZHEIM

Rapport, conclusions et avis motivé du Commissaire enquêteur

Commissaire enquêteur :Julie KNEPFLER MAHLER
Désignée par arrêté de Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 avril 2016

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Pendant toute la durée de l'enquête publique du 6 juin 2016 au 21 juin 2016, soit 16 jours consécutifs, le public avait la possibilité de venir consulter le dossier en Mairie de Holtzheim pendant les heures ouvertures habituelles et de, soit consigner des observations et remarques dans le registre, soit faire parvenir un courrier à l'attention du commissaire enquêteur au siège de l'enquête en Mairie de Holtzheim.

Toujours pendant ces heures d'ouverture, une permanence du commissaire enquêteur a été organisée en date du 21 juin 2016 de 15 h 00 à 18 h 00.

L'absence d'intervention du public à l'égard de ce projet de déclassement du domaine public de voirie d'une impasse sise à hauteur du n°24 de la rue du Lieutenant Lespagnol à Holtzheim n'est, selon mon avis, pas le fait d'un manque d'information du public. Il convient plutôt d'en conclure que les personnes concernées, riverains et habitants du village, ne subiront aucun inconvénient du fait de ce déclassement, et que l'opération projetée ne suscite aucune réaction particulière.

Ce projet de déclassement du domaine public de voirie d'une impasse présente selon moi un réel intérêt général dans la mesure où il s'agit pour la collectivité de se dessaisir d'une charge qui n'a aujourd'hui plus lieu d'être au regard de l'usage qui en est fait.
En effet, j'ai pu constater l'absence de fonction de circulation de cette voie qui revêt d'ores et déjà un caractère de desserte privée pour les trois propriétés attenantes.

N'ayant plus un usage collectif et ne remplissant plus qu'une fonction de desserte privée, le maintien dans le domaine public de voirie et l'entretien de cette voirie aux frais de l'Eurométropole ne me semblent plus justifiés.
De mon point de vue, ce projet de déclassement est donc tout à fait légitime et le rapport entre avantages attendus et inconvénients du projet m'apparait ici favorable.

En conclusion, considérant les différentes raisons exposées ci-dessus, j'émets un **avis favorable** sur ce projet de déclassement du domaine public de voirie d'une impasse sise à hauteur du n°24 de la rue du Lieutenant Lespagnol à Holtzheim.

Fait à Waltenheim sur Zorn
Le 13 juillet 2016

Julie KNEPFLER MAHLER
Commissaire enquêteur

7

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Modification de l'alignement de la rue Lucius sise à Strasbourg-Neuhof - Ouverture de l'enquête publique préalable.

La rue Lucius est située dans un secteur du quartier du Neuhof aménagé à partir des années 1955 par la SCI « La Faisanderie » dans le cadre d'une opération d'aménagement d'un lotissement d'habitations réalisée en trois tranches.

L'arrêté préfectoral en date du 27 mai 1957 autorisant la 3ème tranche (1ère partie) du lotissement prévoyait, en attendant la réalisation de la rue limitant le lotissement au sud, l'aménagement d'une place de retournement provisoire à l'extrémité de la voie projetée : la rue Lucius, et le recul en conséquence des maisons prévues à cet endroit.
Bien que la place de retournement ainsi aménagée n'ait pas été formellement intégrée dans l'emprise de la rue Lucius par l'alignement opposable approuvé le 29 août 1958, depuis sa mise en service, elle y est intégrée de fait.
Depuis cette date, ladite place de retournement est exploitée pour les besoins du réseau viaire, elle est notamment utilisée pour les manœuvres des véhicules de service et de secours et est, à ce titre, entretenue par la collectivité.
Cette fonctionnalité ayant vocation à se poursuivre, il convient de modifier l'alignement de la rue Lucius afin de régulariser cette situation pérenne depuis plus de cinquante ans.

Par ailleurs, la rue Lucius fait l'objet d'un projet d'aménagement complémentaire consistant à la prolonger. Ce projet implique de délimiter avec précision les emprises dédiées à la voirie. Pour ce faire, l'alignement existant doit également être modifié et prolongé afin d'intégrer auxdites emprises les parcelles sises en bout de rue, lesquelles sont en cours d'acquisition par l'Eurométropole auprès des propriétaires privés.

A l'issue de l'enquête publique et au vu des conclusions du commissaire enquêteur, la modification de l'alignement de la rue Lucius pourra être approuvée par la Commission permanente (bureau) du Conseil de l'Eurométropole.
En application des dispositions de l'article L.112-2 du Code de la voirie routière, cette modification attribuera de plein droit à l'Eurométropole le sol des propriétés non bâties dans les limites déterminées par le plan d'alignement modifié.

Ce projet a été soumis à l'avis préalable du Conseil municipal de la ville de Strasbourg en application des dispositions de l'article L. 5211-57 du Code général des collectivités territoriales.

La Commission est invitée à se prononcer sur l'engagement d'une procédure de modification de l'alignement de la rue Lucius conformément aux dispositions des articles L.112-1, L.141-3 et R.141-1 du Code de la voirie routière, l'ouverture de l'enquête publique préalable prévue aux articles précités et la composition du dossier d'enquête.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu le dossier constitué pour être soumis à enquête publique
vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 26 septembre 2016
après en avoir délibéré
approuve

- *l'engagement d'une procédure de modification de l'alignement de la rue Lucius sise à Strasbourg-Neuhof conformément aux dispositions des articles L.112-1, L.141-3 et R.141-1 du Code de la voirie routière ;*

- *l'ouverture de l'enquête publique préalable prévue aux articles L.112-1 et L.141-3 du Code de la voirie routière ;*

valide

la composition du dossier d'enquête publique relatif à ce projet ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte et document contribuant à la bonne exécution des dispositions précitées.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

Direction Urbanisme et Territoires
Mission Domanialité Publique

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

à la

modification de l'alignement de la rue Lucius

à STRASBOURG-NEUHOF

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

SOMMAIRE

1. NOTICE EXPLICATIVE 3

1.1 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE
1.2 PROJET
1.3 TEXTES RÉGISSANT LA PROCÉDURE
1.4 COMPÉTENCE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
1.5 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE, DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE
1.6 DÉCISIONS POUVANT ÊTRE ADOPTÉES AU TERME DE L'ENQUÊTE

2. PLANS 10

2.1 PLAN DE SITUATION
2.2 PLAN D'ENQUÊTE (plan parcellaire)

3. PROPRIÉTÉS IMPACTÉES 11

3.1 PARCELLES IMPACTÉES
3.2 ÉTAT PARCELLAIRE

4. ANNEXES 14

4.1 PLAN DE SITUATION
4.2 PLAN D'ENQUÊTE (plan parcellaire)
4.3 EXTRAITS DU LIVRE FONCIER
4.4 LETTRES RECOMMANDÉES AVEC ACCUSÉS DE RÉCEPTION (copies)
4.5 CERTIFICAT(S) D'AFFICHAGE (des notifications non retirées/distribuées le cas échéant)
4.6 DÉLIBÉRATIONS (relatives à l'ouverture de l'enquête)

1. NOTICE EXPLICATIVE

La présente notice explicative a pour objet d'expliciter le projet qui justifie la modification de l'alignement de la rue Lucius sise à Strasbourg-Neuhof.

1.1 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

A. Contexte

La rue Lucius est située dans un secteur du quartier du Neuhof aménagé à partir des années 1955 par la SCI « La Faisanderie » dans le cadre d'une opération d'aménagement d'un lotissement d'habitations réalisée en trois tranches.

L'arrêté préfectoral en date du 27 mai 1957 autorisant la 3ème tranche (1ère partie) du lotissement prévoyait, en attendant la réalisation de la rue limitant le lotissement au sud, l'aménagement d'une place de retournement provisoire à l'extrémité de la voie projetée : la rue Lucius, et le recul en conséquence des maisons prévues à cet endroit.

Bien que la place de retournement ainsi aménagée n'ait pas été formellement intégrée dans l'emprise de la rue Lucius par l'alignement opposable approuvé le 29 août 1958, depuis sa mise en service, elle y est intégrée de fait.

En effet, depuis cette date, ladite place de retournement est exploitée pour les besoins du réseau viaire, elle est notamment utilisée pour les manœuvres des véhicules de service et de secours et est, à ce titre, entretenue par la collectivité.

Cette fonctionnalité ayant vocation à se poursuivre, il convient de modifier l'alignement de la rue Lucius afin de régulariser cette situation pérenne depuis plus de cinquante ans.

Par ailleurs, la rue Lucius fait l'objet d'un projet d'aménagement complémentaire consistant à la prolonger. Ce projet implique de délimiter avec précision les emprises dédiées à la voirie. Pour ce faire, l'alignement existant doit également être modifié et prolongé afin d'intégrer auxdites emprises les parcelles sises en bout de rue dont l'acquisition par l'Eurométropole a été actée par accords amiables et est en cours de régularisation.

B. Panorama photographique



N°1 : Photo de la rue Lucius vers la rue Greyter prise depuis la rue Lucius

N°2 : Photo de la place de retournement prise depuis la rue Lucius





N°3 : Photo de la rue Lucius vers la rue Greyter prise à hauteur de la place de retournement

1.2. PROJET

A. Objet du projet

Il est proposé de modifier l'alignement de la rue Lucius à Strasbourg-Neuhof et plus précisément :

- de supprimer un tronçon d'environ 18 mètres de l'alignement opposable approuvé le 29 août 1958 sis au droit de la parcelle cadastrée section KS n°317 ;
- de fixer un tronçon d'alignement d'une longueur d'environ 36 mètres au droit des parcelles cadastrées section KS n°315, n°316 et n°318 afin de délimiter avec précision les emprises dédiées à la voirie et d'y intégrer à ce titre la parcelle aménagée en voirie cadastrée section KS n°317 ;
- de prolonger l'alignement des deux côtés de la voie en fixant deux tronçons d'alignement d'une longueur d'environ 38 mètres au droit des parcelles cadastrées section KS n°421, n°423, et n°442 afin de délimiter avec précision les emprises dédiées à la voirie et d'y intégrer à ce titre les parcelles cadastrées section KS n°370, n°371, n°378, n°379, n°386 et n°387.

La modification de l'alignement telle que susdécrite (tronçons d'alignement à supprimer et à créer) est plus précisément représentée sur le plan joint au présent dossier d'enquête **(annexe n°4.2).**

B. Motivation du recours à la procédure d'enquête publique

L'alignement de la rue Lucius a été approuvé le 29 août 1958. Il est inscrit dans la liste des servitudes d'utilité publique annexée au POS de Strasbourg et reporté sur le plan des servitudes d'utilité publique.

Sa modification est soumise à une enquête publique en application des dispositions des articles L.112-1 et L.141-3 du Code de la voirie routière.

1.3. TEXTES RÉGISSANT LA PROCÉDURE

A. Textes relatifs à l'établissement des plans d'alignement

Aux termes de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière :

> *« Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.*
>
> *Les délibérations concernant le classement ou le déclassement sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.*
>
> *A défaut d'enquête relevant d'une autre réglementation et ayant porté sur ce classement ou déclassement, l'enquête rendue nécessaire en vertu du deuxième alinéa est ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration.*
>
> *L'enquête prévue à l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme tient lieu de l'enquête prévue à l'alinéa précédent. Il en va de même de l'enquête d'utilité publique lorsque l'opération comporte une expropriation ».*

La procédure d'alignement est plus particulièrement prévue aux articles L.112-1 à L.112-7, et R.112-1 à R.112-3 du Code de la voirie routière.

Aux termes de l'article L.112-1 du Code de la voirie routière :

> *« L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel.*
>
> *Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration la limite entre voie publique et propriétés riveraines.*
>
> *L'alignement individuel est délivré au propriétaire conformément au plan d'alignement s'il en existe un. En l'absence d'un tel plan, il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine ».*

Aux termes de l'article L.112-2 du Code de la voirie routière :

> *« La publication d'un plan d'alignement attribue de plein droit à la collectivité propriétaire de la voie publique le sol des propriétés non bâties dans les limites qu'il détermine [...]».*

B. Textes régissant l'enquête publique

L'enquête publique est prévue aux articles L.112-1 et L.141-3 précités du Code de la voirie routière.

Elle est organisée conformément aux dispositions du Code des relations entre le public et l'administration auquel renvoient les articles suscités et conformément aux dispositions particulières des articles R.141-1, R.141-4 à R.141-9 du Code de la voirie routière, les dispositions du Code des relations entre le public et l'administration régissant l'enquête « *sans préjudice de dispositions particulières figurant dans d'autres textes* »[1].

1.4. COMPÉTENCE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

La Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) a été mise en place le 1er janvier 1968 avec comme missions les douze compétences attribuées aux communautés urbaines par la loi n°66-1069 du 31 décembre 1966 et notamment la compétence en matière de voirie (en ce sens cf. article 2 du décret n°67-1054 en date du 2 décembre 1967), étant précisé que pour l'exercice des compétences ainsi transférées l'article L.5215-28 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit le transfert de propriété au profit des communautés urbaines des biens relevant du domaine public des communes qui les composent nécessaires à cet exercice.

En conséquence, depuis le 1er janvier 1968, la CUS est compétente pour créer et gérer les voies publiques situées sur son territoire et pour conduire les procédures relatives à la voirie publique, et notamment pour mettre en œuvre les procédures prévues aux articles L.112-1 et L.141-3 du Code de la voirie routière.

En ce sens les articles L.141-12 et R.141-22 du Code de la voirie routière prévoient que « *Les attributions dévolues au maire et au conseil municipal par les dispositions du présent code sont exercées, le cas échéant, par le président et par l'assemblée délibérante de l'établissement public de coopération intercommunale compétent* ».

Depuis la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg », la CUS a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015.

Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole[2], ce transfert emportant également le transfert de propriété au profit de l'Eurométropole des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées[3].

Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg est compétente en matière de voirie et notamment pour établir les plans d'alignement (et les modifier).

---

[1] Article L.134-1 du Code des relations entre le public et l'administration.
[2] Article L.5217-1 du CGCT.
[3] Articles L.5217-4 et L.5217-5 du CGCT.

1.5. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE, DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

- Un arrêté du Président de l'Eurométropole de Strasbourg désigne le commissaire enquêteur et met à l'enquête publique le projet.
- Une enquête publique se déroule pendant 15 jours minimum.
- L'arrêté du Président de l'Eurométropole ainsi que l'avis au public l'informant de l'ouverture de l'enquête sont publiés par voie d'affiches, au moins 15 jours avant le début de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci au siège de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.
- L'avis au public l'informant de l'ouverture de l'enquête est publié dans la presse, dans deux journaux, 15 jours au moins avant le début de l'enquête puis est rappelé dans les 8 premiers jours suivant le début de celle-ci.
- Le rapport du commissaire enquêteur énonçant ses conclusions motivées est transmis au Président de l'Eurométropole dans le délai d'un mois après la fin de l'enquête publique.
- Une copie dudit rapport est mise à la disposition du public au siège de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Une copie de ce document est également déposée à la Préfecture du Bas-Rhin.

- Le dossier d'enquête publique comprend notamment :
  - la présente notice explicative (indiquant l'objet du projet et mentionnant notamment les textes régissant l'enquête, les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête, et l'autorité compétente pour prendre lesdites décisions…) ;
  - un plan de situation (**Annexe n°4.1**) ;
  - un plan d'enquête (plan parcellaire) (**Annexe n°4.2**) ;
  - la liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet (état parcellaire) (**3.2**).

1.6. DÉCISIONS POUVANT ÊTRE ADOPTÉES AU TERME DE L'ENQUÊTE

Au terme de l'enquête et au vu des conclusions du commissaire enquêteur, la modification de l'alignement de la rue Lucius telle que détaillée sur le plan joint au présent dossier d'enquête pourra être approuvée par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cette modification de l'alignement, une fois publiée, emportera l'attribution de plein droit au profit de l'Eurométropole de la parcelle cadastrée section KS n°317 constituant l'emprise de la place de retournement susdécrite.

Pour les besoins de la publicité foncière de ce transfert de propriété, un arrêté comportant transfert de propriété dûment authentifié sera pris par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

2. PLANS

2.1 PLAN DE SITUATION

Le plan de situation permettant de localiser la voie concernée par le projet de modification de l'alignement est versé ci-après en **annexe n°4.1.**

2.2 PLAN D'ENQUÊTE

Le plan d'enquête est versé ci-après en **annexe n°4.2**. Il s'agit d'un plan parcellaire qui détaille la modification à apporter à l'alignement.

Ledit plan délimite l'assiette de la rue Lucius. L'alignement opposable en vigueur est maintenu lorsqu'il correspond aux emprises existantes de la voie. Il n'est modifié que ponctuellement pour être mis en conformité avec l'aménagement existant et projeté de la voie.

3. PROPRIÉTÉS IMPACTÉES

3.1 PARCELLES IMPACTÉES

La parcelle constituant l'emprise de la place de retournement cadastrée section KS n°317 d'une surface de 1,62 ares inscrite au Livre Foncier au nom de la Société Civile Immobilière « La faisanderie 2» est impactée par le projet de modification de l'alignement, lequel aura pour effet de l'intégrer à l'emprise de la rue Lucius.

Cela étant, il ne s'agit que de régulariser la situation juridique de cette parcelle déjà intégrée dans les faits à l'emprise de la voie, et ce, depuis plus de cinquante ans.

En effet, comme il a été exposé, la dite parcelle a été aménagée en place de retournement dans le cadre de la réalisation de la 3ème tranche (1ère partie) du lotissement « La faisanderie » par la SCI « La faisanderie » en application de l'arrêté préfectoral en date du 27 mai 1957.

Depuis sa mise en service, ladite place de retournement est exploitée pour les besoins du réseau viaire, elle est notamment utilisée pour les manœuvres des véhicules de service et de secours et est, à ce titre, entretenue par la collectivité.

Cette fonctionnalité ayant vocation à se poursuivre, la modification de l'alignement de la rue Lucius permettra de régulariser cette situation pérenne depuis plus de cinquante ans.

En outre, six parcelles sises en bout de rue, inscrites au Livre Foncier au nom de propriétaires privés, ont vocation à être intégrées à l'emprise de la voie et seront à ce titre impactées par le prolongement de l'alignement existant.

Les acquisitions desdites parcelles font l'objet d'accords amiables entre l'Eurométropole et les propriétaires privés et sont en cours de régularisation. Elles seront formalisées préalablement à l'adoption de la délibération approuvant la modification de l'alignement de la rue Lucius.

Il s'agit des parcelles cadastrées section KS n° 370, n°371, n°378, n°379, n°386, et n°387.

Ceci étant précisé, les titulaires actuels de droits sur les parcelles impactées par le projet tels que renseignés au Livre Foncier sont détaillés à l'état parcellaire ci-après.

3.2 ÉTAT PARCELLAIRE

L'état parcellaire correspond à la liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, tels que référencés au Livre Foncier.

En l'occurrence, il s'agit d'une part du propriétaire renseigné de la parcelle aménagée en place de retournement déjà intégrée dans les faits au domaine public de voirie, et d'autre part des propriétaires renseignés au Livre Foncier des parcelles sises au bout de la rue Lucius qui seront intégrées au plateau de voirie étant précisé que la propriété foncière de ces parcelles est en cours de régularisation, celle-ci devant être transférée des propriétaires privés à l'Eurométropole[4].

Avant la date d'ouverture de l'enquête, l'Eurométropole de Strasbourg a adressé aux dernières adresses connues de chacun des titulaires de droits concernés, tels que renseignés au Livre Foncier, une notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête au siège de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

Les lettres de notification adressées aux titulaires de droits qui n'ont pu être atteints (changement d'adresse, domicile inconnu…) ont été affichées au siège de la Ville et de l'Eurométropole.

=> Voir le cas échéant le(s) certificat(s) d'affichage versé(s) ci après en **annexe n°4.5.**

[4] Aucun arrêté comportant transfert de propriété ne sera nécessaire pour les parcelles en cours d'acquisition par l'Eurométropole. Leur acquisition devant être formalisée avant l'approbation de la modification de l'alignement.

<u>État parcellaire</u> : parcelles impactées par le projet (parcelles formellement intégrées dans l'emprise de la voie du fait de la modification de l'alignement)

Section	N° Parcelle	Surface	Propriétaire	Adresse du Propriétaire
KS	370/17	0,44 are	Monsieur Pascal TIGAHIRE	Monsieur Pascal TIGAHIRE 14 rue Lucius 67100 STRASBOURG
KS	371//17	0,44 are	SCCV COSY	SCCV COSY prise en la personne de son gérant Monsieur Claude GENG Rive Gauche Promoteur Constructeur 5 rue de Dublin BP 40032 Schiltigheim 67013 STRASBOURG CEDEX
KS	378/18	0,42 are	Monsieur Pascal TIGAHIRE	Monsieur Pascal TIGAHIRE 14 rue Lucius 67100 STRASBOURG
KS	379/18	0,42 are	SCCV COSY	SCCV COSY Prise en la personne de son gérant Monsieur Claude GENG Rive Gauche Promoteur Constructeur 5 rue de Dublin BP 40032 SCHILTIGHEIM 67013 STRASBOURG CEDEX
KS	386/19	0,88 are	SCCV COSY	SCCV COSY Prise en la personne de son gérant Monsieur Claude GENG Rive Gauche Promoteur Constructeur 5 rue de Dublin BP 40032 Schiltigheim 67013 STRASBOURG CEDEX
KS	387/19	0,87 are[5]	SCCV COSY	SCCV COSY Prise en la personne de son gérant Monsieur Claude GENG Rive Gauche Promoteur Constructeur 5 rue de Dublin BP 40032 Schiltigheim 67013 STRASBOURG CEDEX
KS	317/5	1,62 ares	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE LA FAISANDERIE 2	SCI LA FAISANDERIE 2 Prise en la personne de son gérant Monsieur Charles ERNWEIN 26 rue de la Mésange 67000 STRASBOURG

[5] Pour les parcelles cadastrées section KS n°370, n°371, n°378, n°379, n°386, et n°387, l'Eurométropole bénéficie d'accords de cession. Les acquisitions sont en cours de régularisation.

4. ANNEXES

- Annexe n°4.1 : Plan de situation
- Annexe n°4.2 : Plan d'enquête (plan parcellaire)
- Annexe n°4.3 : Extraits du Livre Foncier
- Annexe n°4.4 : Lettres recommandées avec accusés de réception (copies)
- Annexe n°4.5 : Certificat(s) d'affichage des lettres de notification non retirées ou distribuées le cas échéant
- Annexe n°4.6 : Délibérations

  4.6.a : ampliation de la délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 26 septembre 2016 portant avis relatif à l'ouverture de l'enquête publique préalable à la modification de l'alignement de la rue Lucius sise à Strasbourg-Neuhof (article L.5211-57 du CGCT)

  4.6.b : ampliation de la délibération de la Commission permanente (bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 30 septembre 2016 approuvant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la modification de l'alignement de la rue Lucius sise à Strasbourg-Neuhof

Strasbourg, le 03 AOUT 2016

Myriam UNGER
Directrice de projets

Annexe n° 4.1



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG - Neuhof

Modification de l'alignement de la rue Lucius

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
07/07/2016	Réf. : MDP 11.05.598	1/ 8000

Eurométropole de Strasbourg
1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00
DUT - Mission Domanialité Publique

Annexe n° 4.2

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.05.598

STRASBOURG - Neuhof

Modification de l'alignement
de la rue Lucius

Strasbourg, le 03 AOUT 2016

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Directrice de Projets

Vu, le

Commissaire-Enquêteur

25 m

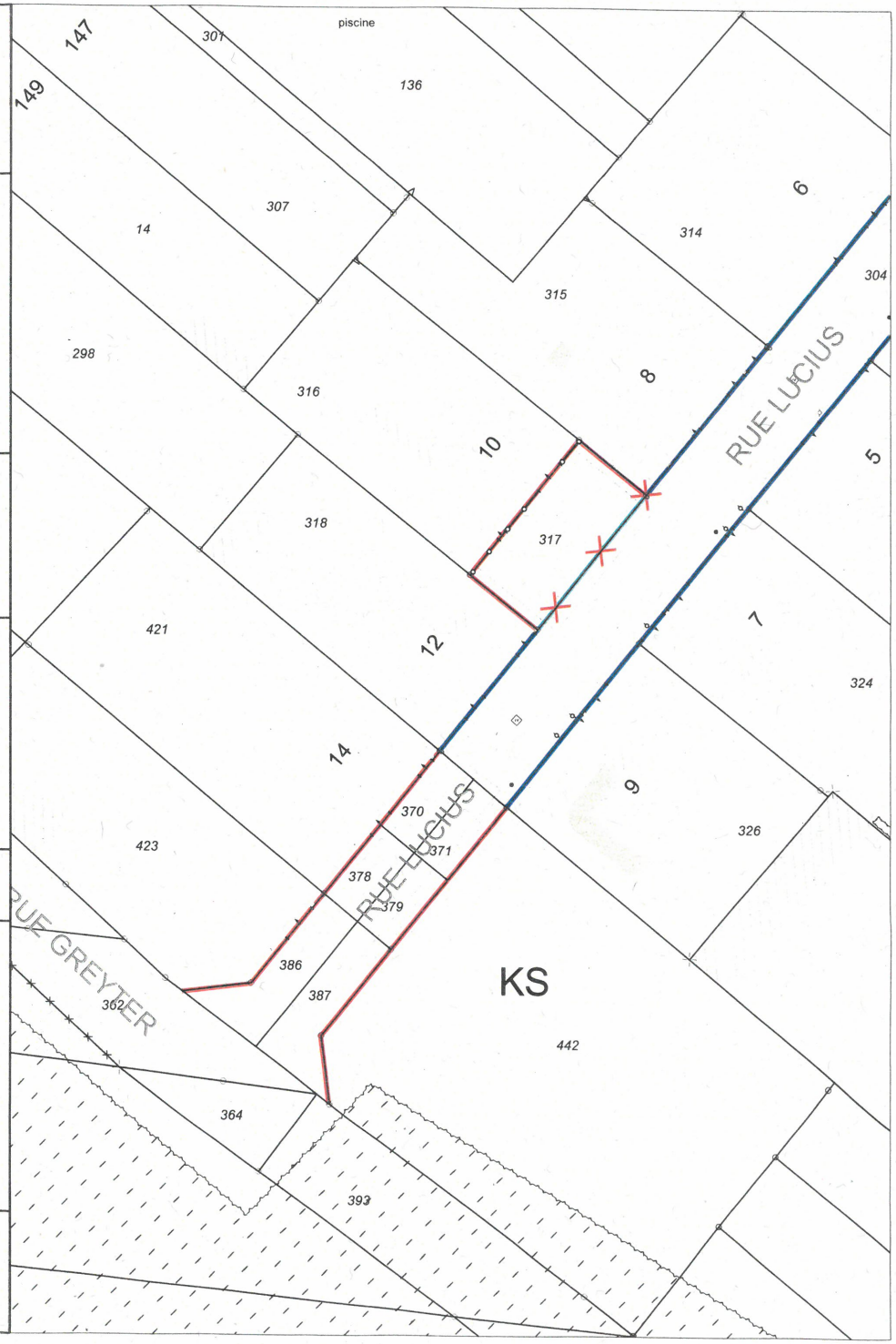
PROJET ETABLI LE : 3.08.2016
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P. KRIEGER

alignement légal
alignement à supprimer
alignement proposé

N
O
E
S

Strasbourg.eu
eurométropole



8

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Régularisations foncières - Acquisition par l'Eurométropole de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de personnes physiques ou morales.

L'examen de la situation foncière des voiries de l'Eurométropole a révélé que des parcelles aménagées en voirie sont restées inscrites au Livre Foncier au nom de personnes physiques ou morales.

Afin d'assainir la situation foncière du réseau viaire de l'Eurométropole, des négociations ont été engagées avec certains titulaires de droits en cause, qui ont accédé aux propositions de régularisations présentées par la collectivité.

Les transactions interviennent à l'euro symbolique sauf dans le cas de l'aménagement récent d'une placette située au carrefour des rues de la Mairie et du Général de Gaulle à OBERSCHAEFFOLSHEIM.

Aussi, il est proposé à la Commission permanente d'approuver les acquisitions des emprises foncières concernées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

les acquisitions de terrains à incorporer dans la voirie publique de l'Eurométropole

Voies aménagées avec l'accord des propriétaires dont le transfert de propriété reste à régulariser.

1) Les parcelles sises ci-après seront acquises, à l'euro symbolique, en plein accord avec les propriétaires.

A) A STRASBOURG

a) Rue des Frères Eberts

Section ES n° (2)/81, Lieu-dit : rue des Frères Eberts, avec 0,18 are, sol
Issue de la parcelle Section ES n° 341/81, Lieu-dit : rue des Frères Eberts, avec 2,08 ares, sol
Propriété de la SARL AREAL STRASBOURG

b) Rue des Peausseries

Section NV n° 183/28, Lieu-dit : rue de Haegen, avec 7,54 ares, sol
Section NV n° 185/28, Lieu-dit : rue de Haegen, avec 5,21 ares, sol
Propriété de la commune de Lingolsheim

Rue du Molkenbronn

Section NW n° 102, Lieu-dit : rue de Holtzheim, avec 0,83 are, sol
Propriété de la commune de Lingolsheim

B) A ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Rue du Lieutenant Homps

Section 21 n° 1032/244, Lieu-dit : rue de la Plaine, avec 3,76 ares, sol
Propriété de la Fabrique de l'Eglise paroissiale catholique d'Illkirch-Graffenstaden

Rue de la Plaine

Section 21 n° 1033/244, Lieu-dit : rue de la Plaine, avec 3,41 ares, sol
Propriété de la Fabrique de l'Eglise paroissiale catholique d'Illkirch-Graffenstaden

C) A OBERSCHAEFFOLSHEIM

Liaison rue du Lavoir/rue de l'Eglise

Section 2 n° (2)/1, Lieu-dit : rue de l'Eglise, avec 2,82 ares, sol
Issue de la parcelle Section 2 n° 1, Lieu-dit : rue de l'Eglise, avec 109,59 ares, sol
Section 2 n° (5)/63, Lieu-dit : Village, avec 2,61 ares, prés
Issue de la parcelle Section 2 n° 96/63, Lieu-dit : Village, avec 32,72 ares, prés
Section 2 n° (8)/63, Lieu-dit : Village, avec 1,42 are, prés
Issue de la parcelle Section 2 n° 162/63, Lieu-dit : Village, avec 4,16 ares, prés
Section 33 n° (2)/23, Lieu-dit : Feldel, avec 2,29 ares, prés
Issue de la parcelle Section 33 n° 389/23, Lieu-dit : Feldel, avec 70,80 ares, prés
Section 33 n° 410/278, Lieu-dit : chemin d'exploitation, avec 0,06 are, terrains à bâtir
Section 33 n° 412/278, Lieu-dit : chemin d'exploitation, avec 0,11 are, terrains à bâtir
Propriété de la commune d'Oberschaeffolsheim

D) A PLOBSHEIM

Rue de la Tuilerie

Section 11 n° 378/106, Lieu-dit : Niederfeld beim Dorf, avec 1,02 are, sol
Section 11 n° 381/106, Lieu-dit : Niederfeld beim Dorf, avec 1,02 are, sol
Section 11 n° 387/106, Lieu-dit : Niederfeld beim Dorf, avec 1,92 are, sol
Propriété de la Société Alsacienne d'Aménagement Foncier - ALSAF

2) La parcelle sise ci-après, aménagée récemment en placette, sera acquise, moyennant un prix négocié, en plein accord avec les propriétaires.

A OBERSCHAEFFOLSHEIM

Carrefour rue de la Mairie/rue du Général de Gaulle

Section 5 n° (2)/54, Lieu-dit : 53 rue du Général de Gaulle, avec 0,52 are, sol
Issue de la parcelle Section 5 n° 54, Lieu-dit : 53 rue du Général de Gaulle, avec 6,84 ares, sol
Dont Madame Marie HUBER – METZ est usufruitière
Dont Madame Céline JULIE est nue-propriétaire pour 1/6ème
Dont Monsieur Vincent JULIE est nu-propriétaire pour 1/6ème
Dont Madame Martine METZ-JULIE est nue-propriétaire pour 4/6ème

Au prix de 2.600 €/l'are soit pour un montant global de 1.352 €, taxes et droits éventuels en sus.

Le montant de 1 352 € (soit 2 600 €/l'are) est à imputer sur la ligne budgétaire AD03 : fonction 824, nature 2112, programme 6,

décide

l'imputation des dépenses aux lignes budgétaires évoquées ci-dessus, respectivement pour chaque transaction

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les actes de transfert de propriété respectifs, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

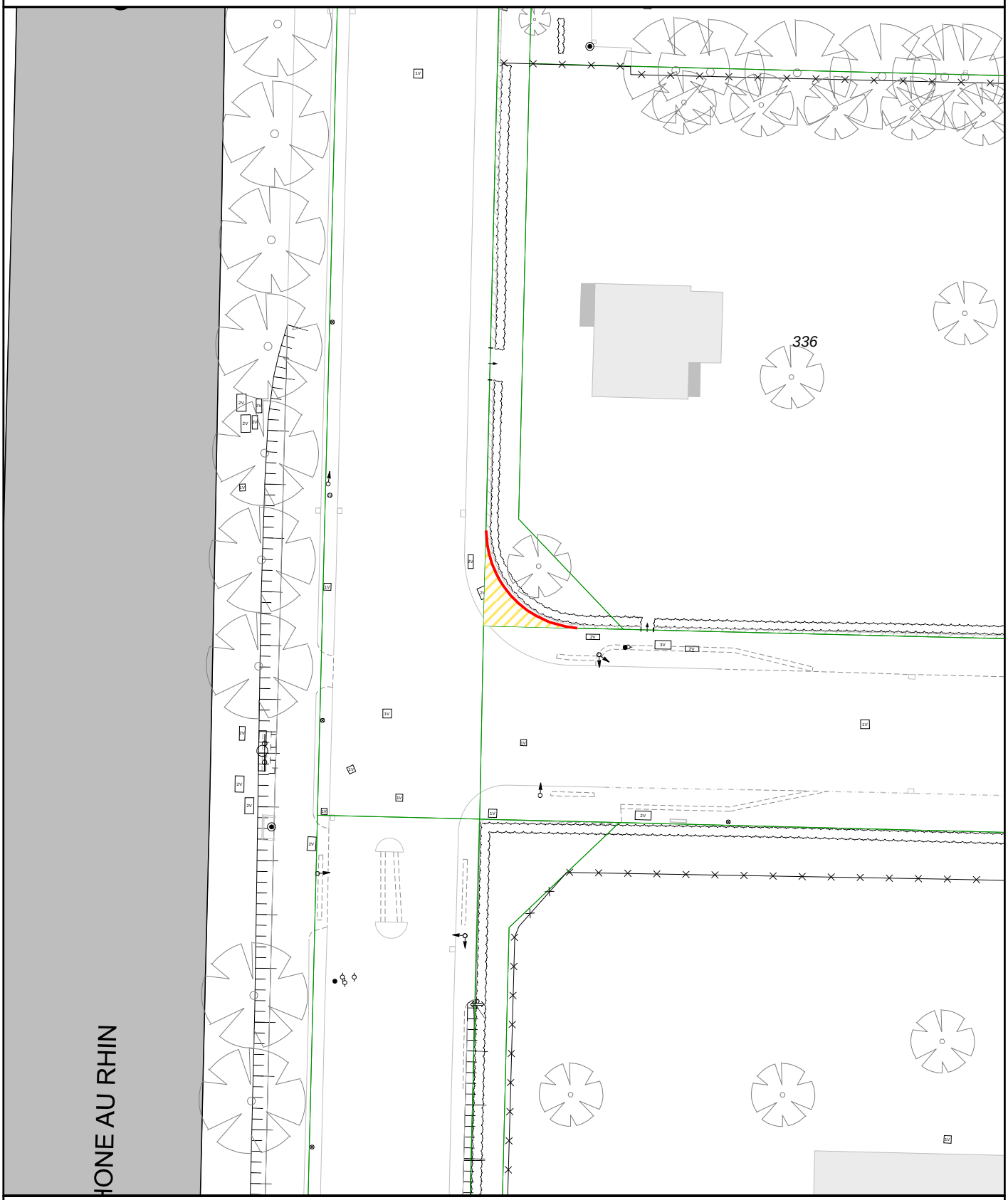
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Commune Strasbourg

Section ES **Echelle : 1/500**

Strasbourg.eu
eurométropole

DUAH - Mission Domanialité Publique



Cession au bénéfice de l'Eurométropole

Emprise à céder

Arpentage à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

N
O E
S

25/11/2015

Croquis N°

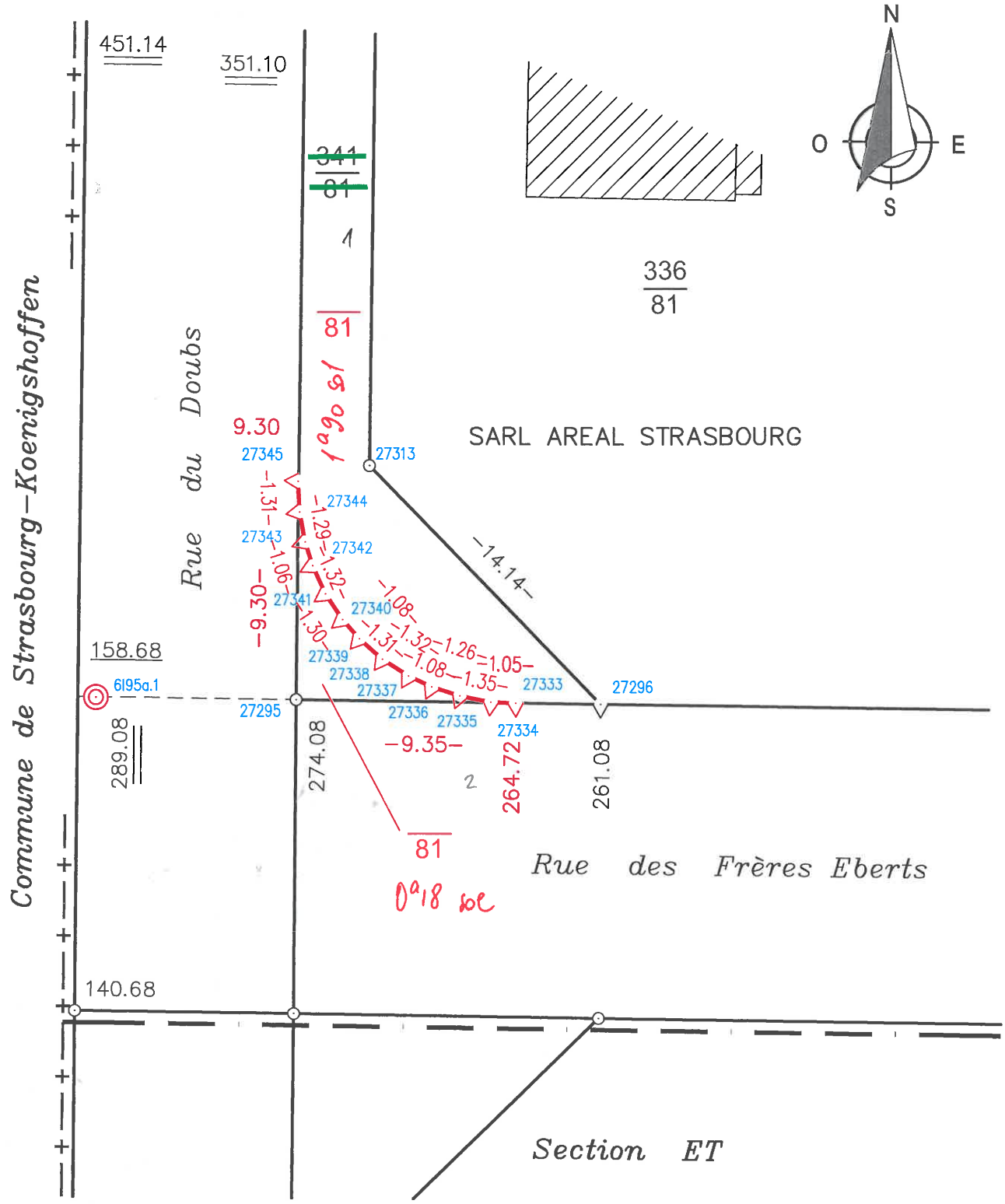
Commune de STRASBOURG-NEUDORF

Section: ES Lieudit: Rue des Frères Eberts

161136

Croquis sans échelle

Ce document, destiné aux archives cadastrales, est établi conformément aux prescriptions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1884



Je certifie avoir effectué le lever de la nouvelle situation après abornement préalable et en avoir dressé le présent croquis.

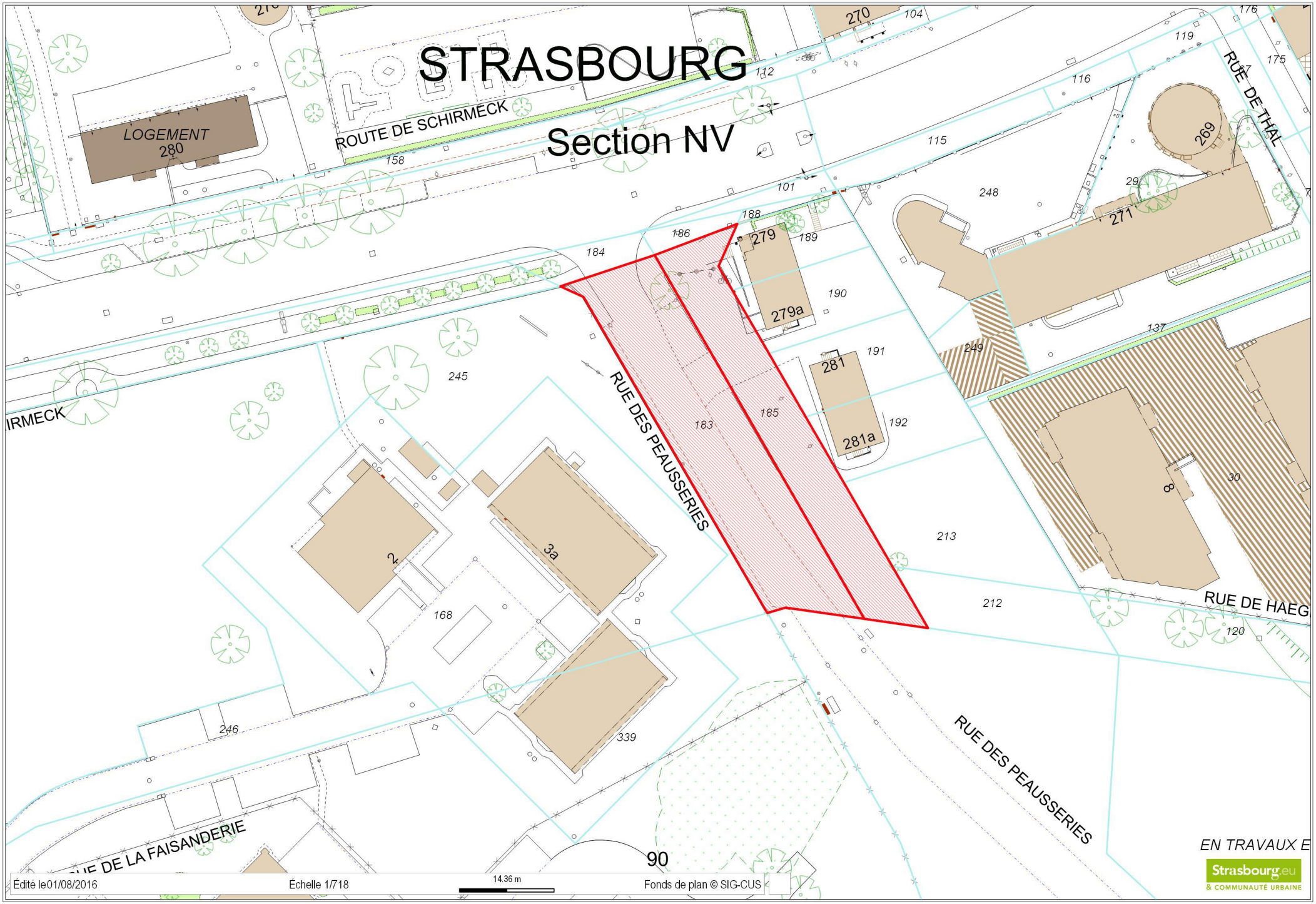
le 28 Juin 2016

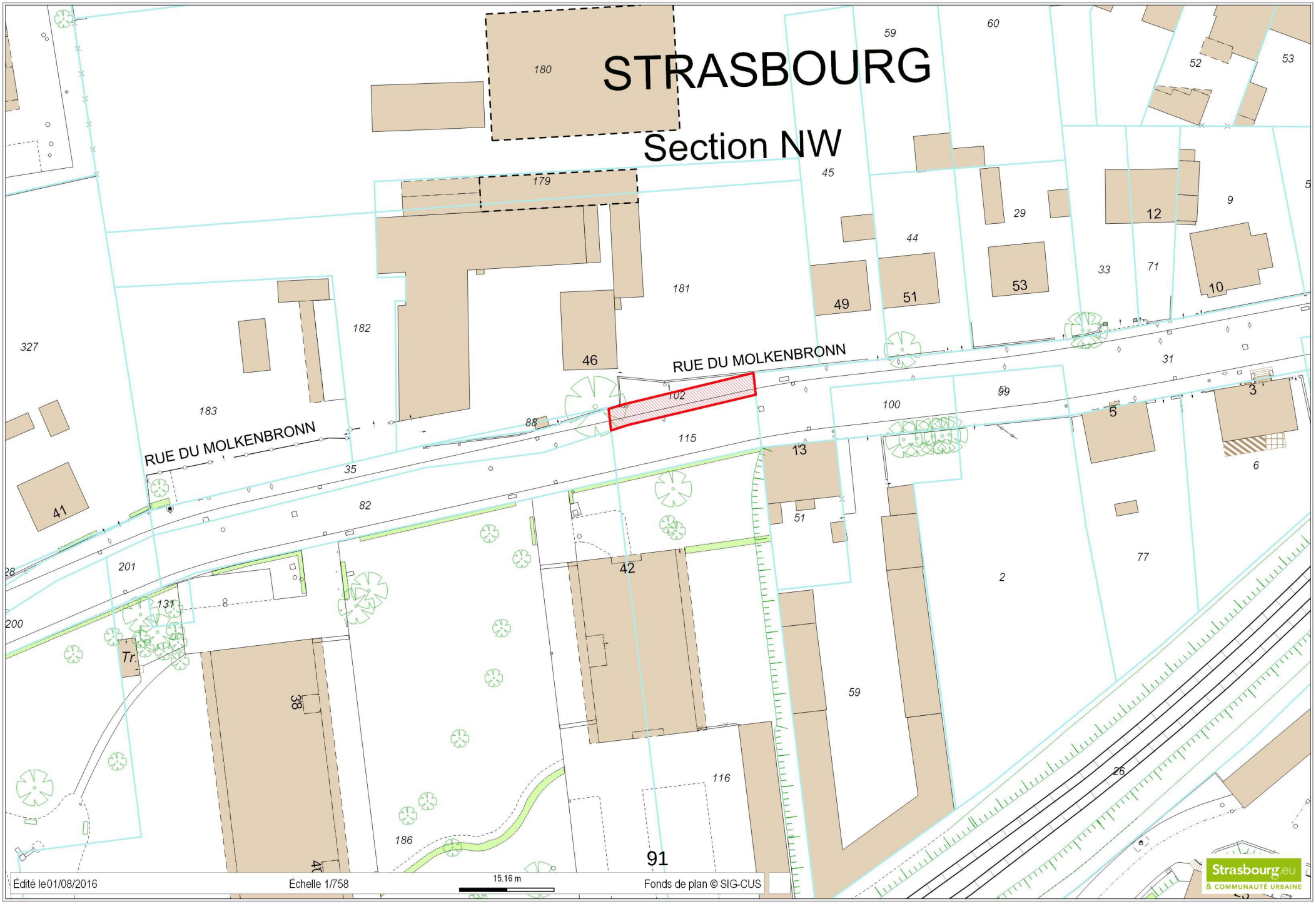
la nouvelle limite est reconnue exacte par les propriétaires soussignés qui demandent la division de leurs immeubles et l'inscription au Livre Foncier des parcelles créées.

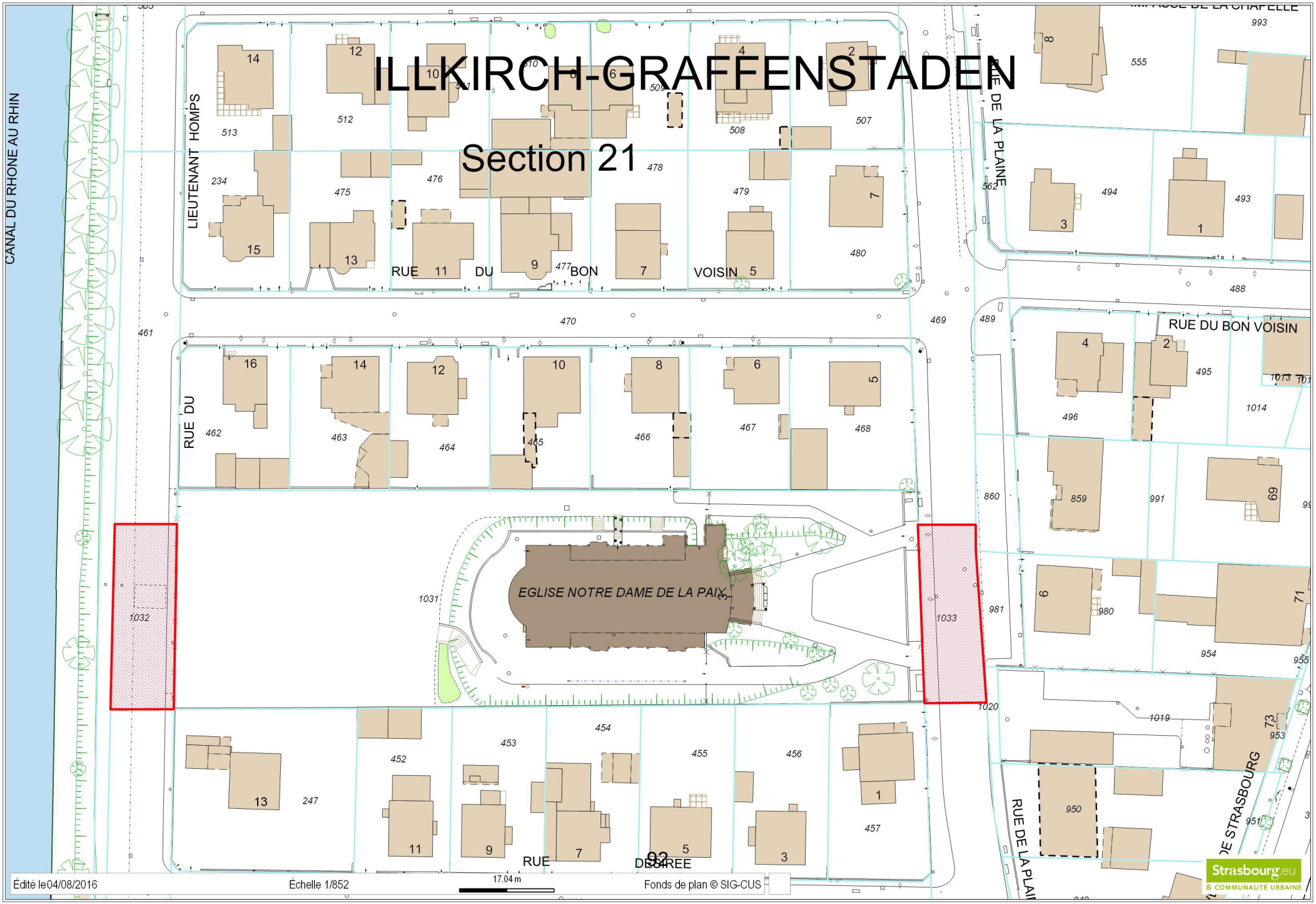
SARL AREAL STRASBOURG

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selarl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'Inscription 20806

Nota: Tampon, Nom et qualité du signataire pour les sociétés.


STRASBOURG
Section NV
LOGEMENT
280
ROUTE DE SCHIRMECK
158
270
104
112
176
119
175
RUE DE THAL
116
115
269
29
271
248
101
188
186
279
189
279a
190
184
137
249
191
281
281a
192
245
185
183
RUE DES PEAUSSERIES
213
212
RUE DE HAEG
120
30
8
2
3a
168
246
339
90
RUE DES PEAUSSERIES
EN TRAVAUX E
Édité le 01/08/2016
Échelle 1/718
14.36 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG
Section NW
RUE DU MOLKENBRONN
RUE DU MOLKENBRONN
180
179
181
182
183
327
46
49
51
53
45
44
29
12
9
10
33
71
31
3
5
6
99
100
102
88
115
13
51
35
82
41
201
131
200
Tr.
42
59
2
77
26
38
40
116
186
91
Édité le 01/08/2016
Échelle 1/758
15.16 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
Section 21
CANAL DU RHONE AU RHIN
LIEUTENANT HOMPS
RUE DU BON VOISIN
RUE DE LA PLAINE
RUE DU
EGLISE NOTRE DAME DE LA PAIX
RUE DE STRASBOURG
RUE DESAREE
Édité le 04/08/2016
Échelle 1/852
17.04 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

OBERSCHAEFFOLSHEIM



Édité le04/08/2016 Échelle 1/1451 29.02 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Commune de OBERSCHAEFFOLSHEIM

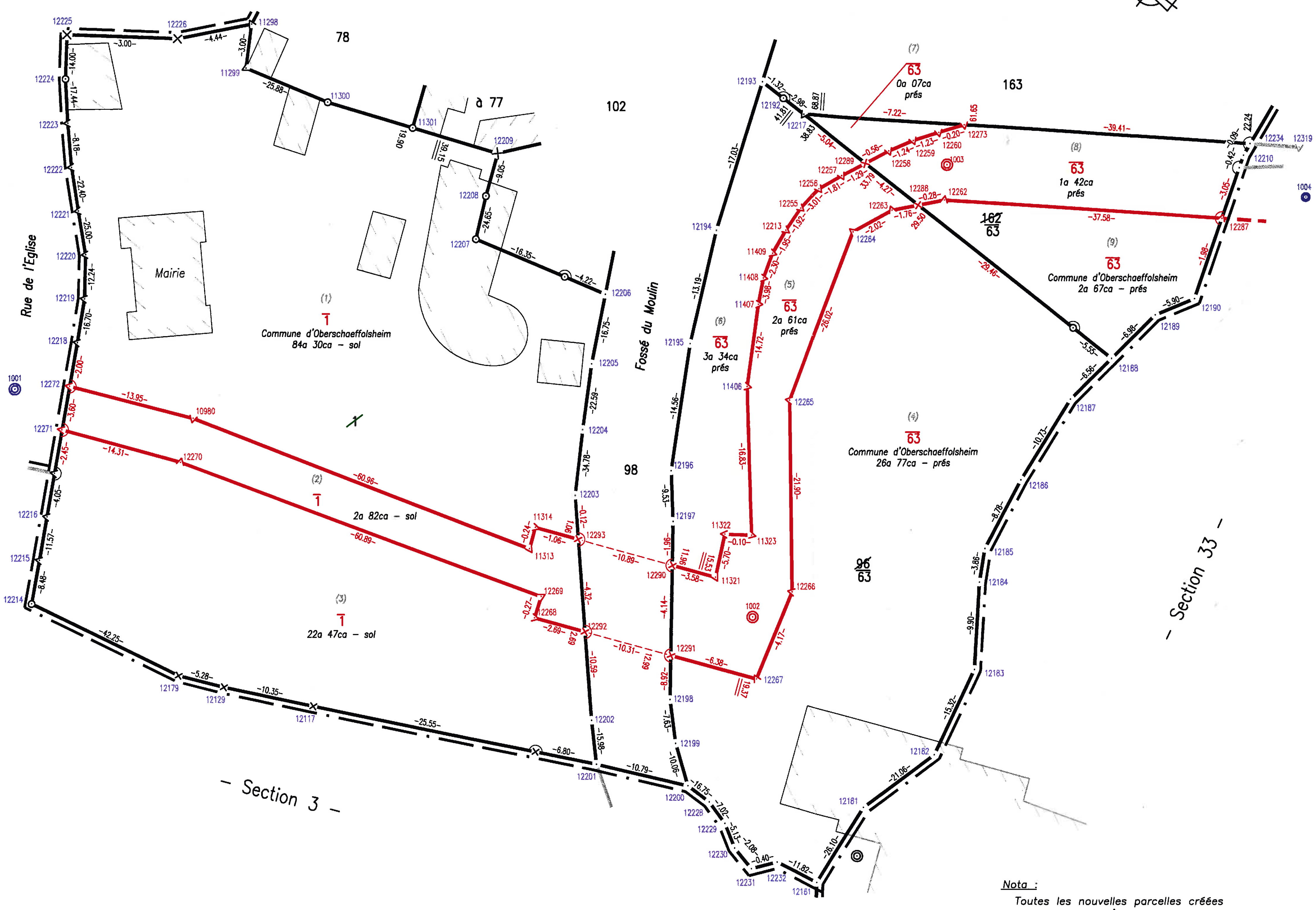
Section 2 Lieu-dit : Rue de l'Eglise, Village

Croquis

N° ......

Croquis sans échelle

Ce document, destiné aux archives cadastrales, est établi conformément aux prescriptions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1884



Nota :

Toutes les nouvelles parcelles créées appartiennent à l'ancien propriétaire.

Je certifie avoir effectué le lever de la nouvelle situation après abornement préalable et en avoir dressé le présent croquis le 27 juin 2016

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
GRAFF - KIEFFER
Géomètres-Experts Associés
4, Rue de la Dordogne
67000 STRASBOURG
N° d'inscription 24601

la nouvelle limite est reconnue exacte par les propriétaires soussignés qui demandent la division de leurs immeubles et l'inscription au Livre Foncier des parcelles créées.

Commune d'Oberschaeffolsheim

X

Croquis déformé sans échelle

LISTING DE POINTS

Projection Lambert			Projection Lambert 93 zone 8 (cc49)		
Point	X (m)	Y (m)	Point	X (m)	Y (m)
1001	991535.792	111945.219	1001	2042668.240	8164229.505
1002	991573.639	111855.735	1002	2042705.255	8164139.681
1003	991624.604	111877.123	1003	2042756.411	8164160.595
1004	991653.596	111806.075	1004	2042784.742	8164089.287
10980	991544.475	111929.904	10980	2042676.780	8164214.111
11298	991643.723	111996.607	11298	2042776.633	8164279.888
11299	991641.115	111995.019	11299	2042774.010	8164278.324
11300	991648.242	111970.419	11300	2042780.909	8164253.661
11301	991655.713	111951.843	11301	2042788.208	8164235.018
11313	991568.898	111874.053	11313	2042700.684	8164158.041
11314	991569.120	111874.148	11314	2042700.906	8164158.134
11321	991575.204	111859.855	11321	2042706.857	8164143.787
11322	991580.313	111862.374	11322	2042711.988	8164146.257
11323	991580.370	111862.295	11323	2042712.045	8164146.179
11406	991595.513	111869.634	11406	2042727.254	8164153.376
11407	991608.176	111877.141	11407	2042739.985	8164160.765
11408	991611.708	111878.986	11408	2042743.534	8164162.577
11409	991613.895	111879.711	11409	2042745.727	8164163.282
12117	991532.961	111880.194	12117	2042664.807	8164164.514
12129	991528.308	111889.424	12129	2042660.240	8164173.786
12161	991529.394	111805.967	12161	2042660.554	8164090.329
12179	991526.113	111894.234	12179	2042658.090	8164178.616
12181	991554.924	111811.413	12181	2042686.131	8164095.538
12182	991573.164	111821.939	12182	2042704.467	8164105.894
12183	991586.380	111829.681	12183	2042717.753	8164113.513
12184	991594.483	111835.376	12184	2042725.907	8164119.132
12185	991597.859	111837.256	12185	2042729.300	8164120.980
12186	991606.485	111838.906	12186	2042737.941	8164122.550
12187	991617.136	111840.185	12187	2042748.602	8164123.731
12188	991623.651	111839.421	12188	2042755.109	8164122.906
12189	991630.579	111838.608	12189	2042762.029	8164122.030
12190	991636.472	111838.912	12190	2042767.924	8164122.279
12192	991623.611	111886.720	12192	2042755.507	8164170.200
12193	991623.610	111888.042	12193	2042755.518	8164171.522
12194	991607.251	111883.303	12194	2042739.117	8164166.935
12195	991595.347	111877.633	12195	2042727.162	8164161.376
12196	991582.731	111870.365	12196	2042714.480	8164154.225
12197	991575.358	111864.333	12197	2042707.053	8164148.262
12198	991563.425	111855.222	12198	2042695.037	8164139.263
12199	991558.091	111849.767	12199	2042689.653	8164133.858
12200	991552.211	111841.607	12200	2042683.698	8164125.753
12201	991547.637	111851.375	12201	2042679.215	8164135.563
12202	991558.978	111862.637	12202	2042690.659	8164146.718
12203	991569.622	111873.256	12203	2042701.400	8164157.237
12204	991599.981	111890.220	12204	2042731.912	8164173.918
12205	991621.400	111897.391	12205	2042753.395	8164180.890
12206	991637.955	111899.913	12206	2042769.971	8164183.258
12207	991632.456	111919.783	12207	2042764.656	8164203.178
12208	991654.644	111930.378	12208	2042786.941	8164213.565
12209	991662.939	111933.881	12209	2042795.267	8164216.991
12210	991641.604	111840.749	12210	2042773.072	8164124.068
12213	991615.827	111880.002	12213	2042747.661	8164163.554
12214	991510.170	111933.218	12214	2042642.509	8164217.742
12215	991518.295	111935.848	12215	2042650.658	8164220.297
12216	991529.170	111939.467	12216	2042661.566	8164223.814
12217	991623.613	111883.744	12217	2042755.482	8164167.225
12218	991540.675	111943.259	12218	2042673.104	8164227.499
12219	991556.469	111948.680	12219	2042688.946	8164232.774
12220	991567.378	111954.172	12220	2042699.904	8164238.164
12221	991587.219	111969.471	12221	2042719.885	8164253.278
12222	991605.121	111982.952	12222	2042737.909	8164266.591
12223	991611.962	111987.419	12223	2042744.791	8164270.994
12224	991626.855	111996.422	12224	2042759.766	8164279.858
12225	991639.436	112002.654	12225	2042772.403	8164285.974
12226	991641.208	112000.265	12226	2042774.152	8164283.568
12228	991546.038	111826.032	12228	2042677.382	8164110.237
12229	991541.648	111820.560	12229	2042672.942	8164104.807
12230	991537.546	111817.478	12230	2042668.811	8164101.763
12231	991536.328	111815.787	12231	2042667.578	8164100.083
12232	991536.491	111815.422	12232	2042667.738	8164099.717
12234	991641.690	111840.762	12234	2042773.159	8164124.080
12255	991617.745	111880.147	12255	2042749.581	8164163.682
12256	991620.740	111879.871	12256	2042752.573	8164163.379
12257	991622.435	111879.223	12257	2042754.261	8164162.715
12258	991624.133	111878.482	12258	2042755.952	8164161.958
12259	991625.230	111877.895	12259	2042757.044	8164161.361
12260	991626.247	111877.204	12260	2042758.054	8164160.661
12262	991623.831	111874.252	12262	2042755.612	8164157.732
12263	991622.282	111875.581	12263	2042754.075	8164159.075
12264	991620.415	111876.355	12264	2042752.215	8164159.866
12265	991596.629	111865.801	12265	2042728.335	8164149.534
12266	991576.882	111856.330	12266	2042708.503	8164140.246
12267	991573.013	111854.767	12267	2042704.619	8164138.720
12268	991565.422	111872.588	12268	2042697.194	8164156.608
12269	991565.670	111872.682	12269	2042697.443	8164156.700
12270	991541.034	111928.366	12270	2042673.325	8164212.605
12271	991535.363	111941.508	12271	2042667.776	8164225.798
12272	991538.777	111942.633	12272	2042671.201	8164226.892
12273	991626.413	111877.087	12273	2042758.220	8164160.542
12287	991638.332	111839.578	12287	2042769.790	8164122.927
12288	991623.621	111874.433	12288	2042755.403	8164157.914
12289	991623.618	111878.707	12289	2042755.439	8164162.188
12290	991573.803	111863.146	12290	2042705.487	8164147.090
12291	991570.514	111860.634	12291	2042702.175	8164144.609
12292	991566.475	111870.116	12292	2042698.224	8164154.127
12293	991569.536	111873.171	12293	2042701.313	8164157.153
12319	991650.309	111820.269	12319	2042781.587	8164103.511

M:\Oberschaeffolsheim\Pva\02\16276-01-s2.dwg

Croquis
N° .....

Commune d'OBERSCHAEFFOLSHEIM

Section 33 Lieu-dit : Feldel

Croquis sans échelle

Ce document, destiné aux archives cadastrales, est établi conformément aux prescriptions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1884

LISTING DE POINTS

Projection Lambert

Point	X (m)	Y (m)
1003	991624.604	111877.123
1004	991653.596	111806.075
11354	991640.927	111806.608
11521	991653.078	111814.083
12261	991640.012	111835.560
12275	991640.883	111806.684
12276	991642.126	111807.821
12277	991642.855	111808.888
12278	991643.301	111810.009
12279	991643.576	111811.258
12280	991643.662	111812.548
12281	991643.343	111815.040
12282	991643.070	111816.172
12283	991642.617	111817.466
12284	991641.619	111819.875
12285	991638.647	111826.957
12286	991635.798	111833.698
12287	991638.332	111839.578
12294	991643.559	111813.747
12317	991641.206	111840.607
12319	991650.309	111820.269
12328	991660.198	111818.890

Projection Lambert 93 zone 8 (cc49)

Point	X (m)	Y (m)
1003	2042756.411	8164160.595
1004	2042784.742	8164089.287
11354	2042772.080	8164089.938
11521	2042784.298	8164097.299
12261	2042771.432	8164118.895
12275	2042772.036	8164090.014
12276	2042773.289	8164091.139
12277	2042774.028	8164092.200
12278	2042774.484	8164093.317
12279	2042774.771	8164094.563
12280	2042774.869	8164095.852
12281	2042774.573	8164098.347
12282	2042774.311	8164099.481
12283	2042773.870	8164100.779
12284	2042772.895	8164103.197
12285	2042769.988	8164110.305
12286	2042767.202	8164117.072
12287	2042769.790	8164122.927
12294	2042774.777	8164097.052
12317	2042772.673	8164123.930
12319	2042781.587	8164103.511
12328	2042791.462	8164102.040

LISTING POLAIRE

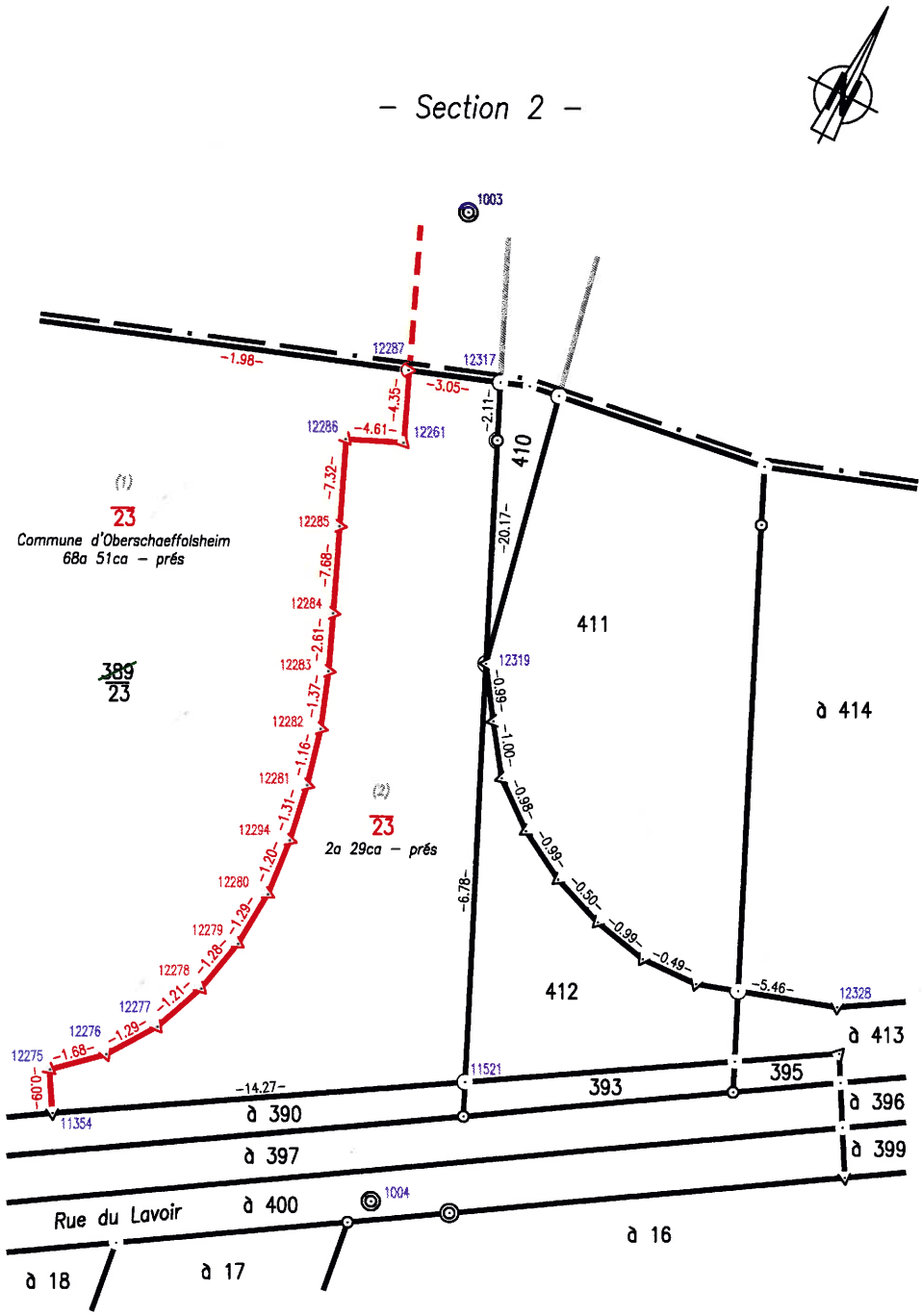
Station : 1004

Références angulaires

Point	Angle (gr)	Distance (m)
1003	0.0000	76.74
12319	10.1760	14.57
12328	54.9486	14.42
11354	327.3422	12.68

Points rayonnés

Point	Angle (gr)	Distance (m)
11521	20.5494	8.02
12261	397.1797	32.46
12275	327.7119	12.73
12276	334.2796	11.60
12277	340.9739	11.10
12278	347.9021	11.02
12279	355.0536	11.28
12280	361.4310	11.86
12281	370.4052	13.62
12282	373.3412	14.59
12283	375.8376	15.82
12284	379.1607	18.27
12285	385.1101	25.68
12286	388.2272	32.86
12287	397.4481	36.82
12294	366.2135	12.63
12317	2.7334	36.69



Croquis déformé sans échelle

Nota :

Toutes les nouvelles parcelles créées appartiennent à l'ancien propriétaire.

Je certifie avoir effectué le lever de la nouvelle situation après abornement préalable et en avoir dressé le présent croquis le 5 juillet 2016

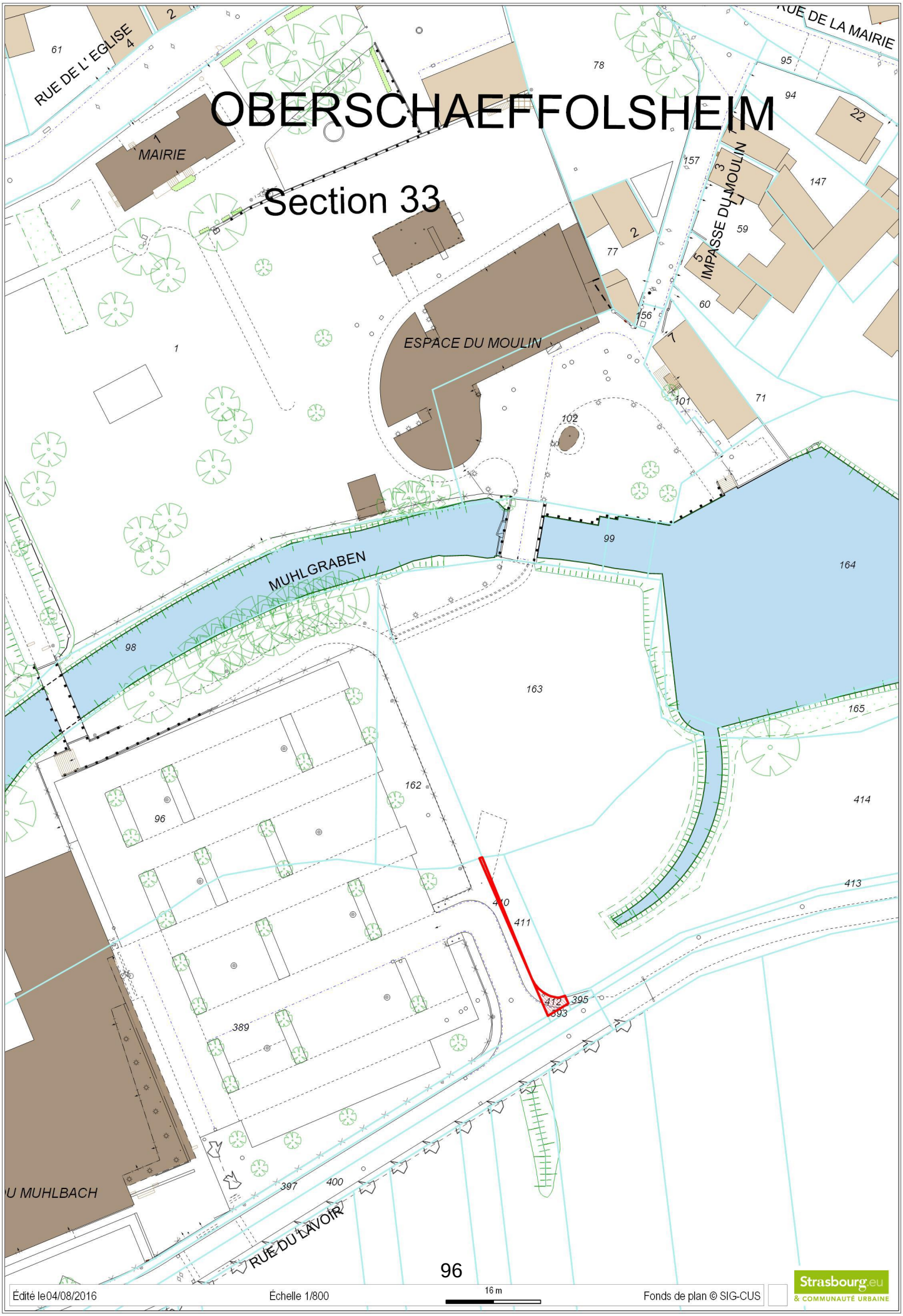
ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
GRAFF - KIEHL
Géomètres-Experts Associés
4, Bd de la Dordogne
67000 STRASBOURG
N° d'inscription 24601

la nouvelle limite est reconnue exacte par les propriétaires soussignés qui demandent la division de leurs immeubles et l'inscription au Livre Foncier des parcelles créées.

Commune d'Oberschaeffolsheim

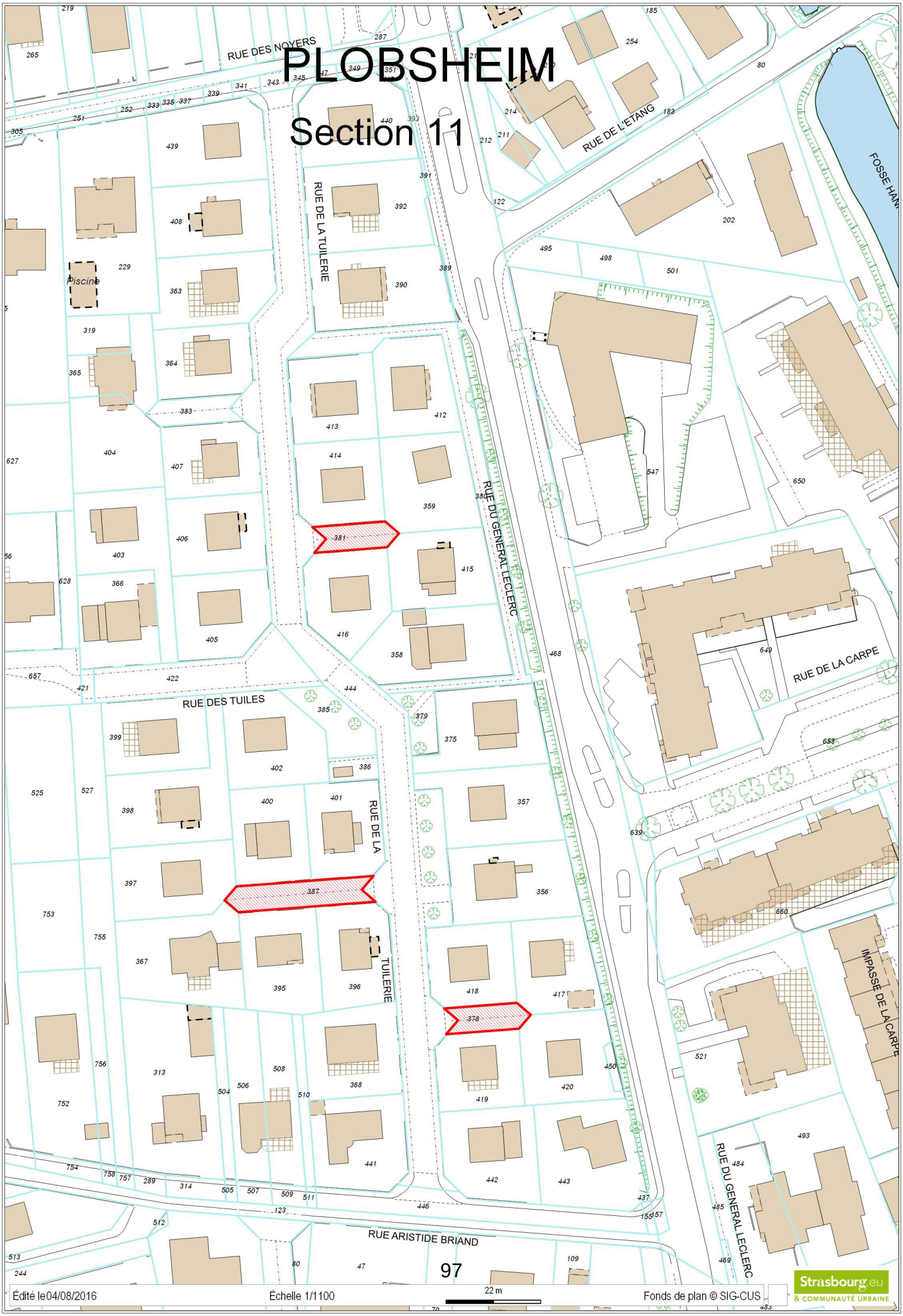
X

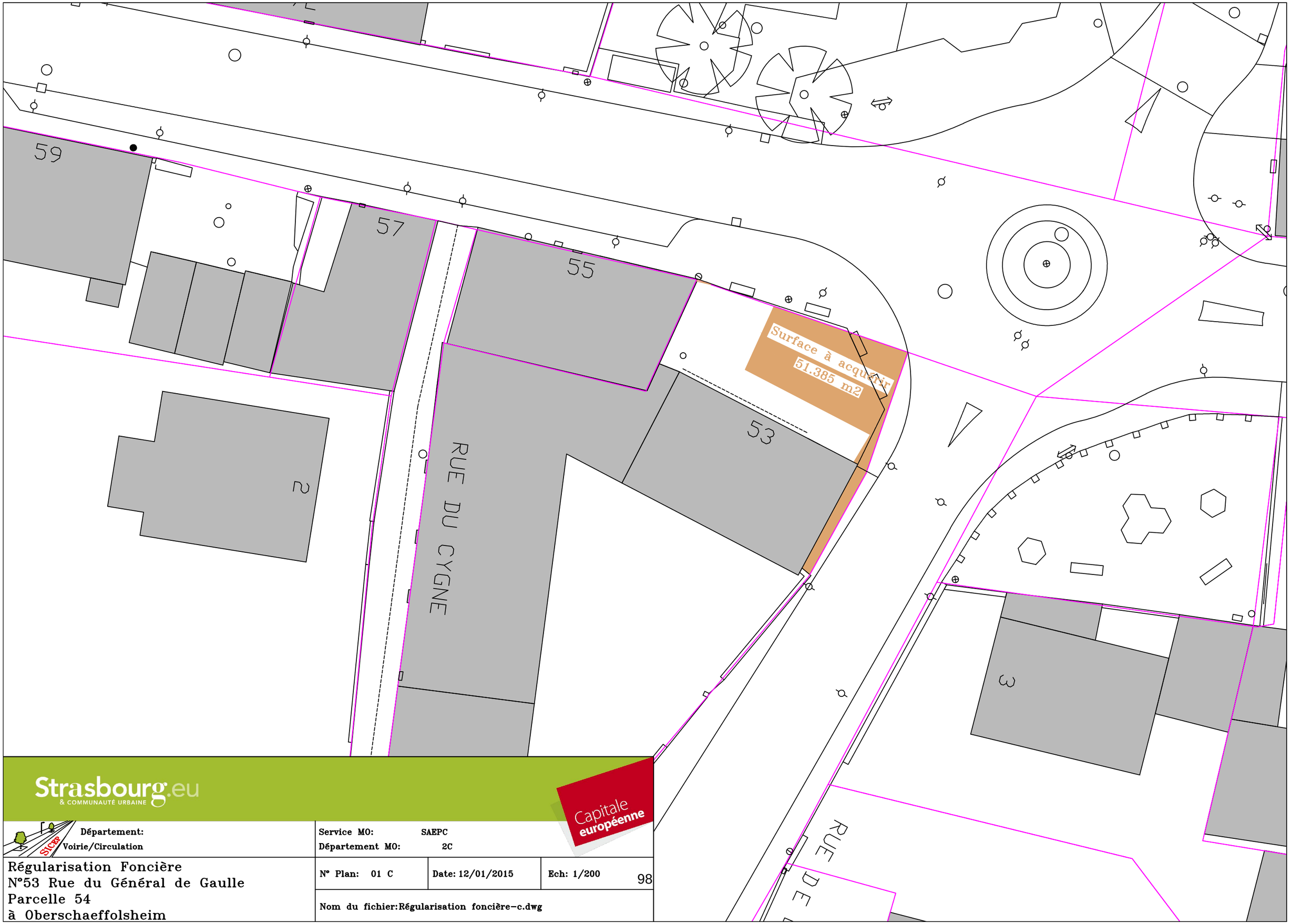
M:\Oberschaeffolsheim\Pva\33\16276-02-s33.dwg



Édité le04/08/2016 Échelle 1/800 16 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


PLOBSHEIM
Section 11
RUE DES NOYERS
RUE DE L'ETANG
RUE DE LA TUILERIE
RUE DU GENERAL LECLERC
RUE DE LA CARPE
RUE DES TUILES
RUE DE LA TUILERIE
IMPASSE DE LA CARPE
RUE ARISTIDE BRIAND
Piscine
FOSSE HAN
97
Édité le04/08/2016
Échelle 1/1100
22 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE



Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Capitale européenne

Département: Voirie/Circulation	Service MO: SAEPC Département MO: 2C		
Régularisation Foncière N°53 Rue du Général de Gaulle Parcelle 54 à Oberschaeffolsheim	N° Plan: 01 C	Date: 12/01/2015	Ech: 1/200
	Nom du fichier: Régularisation foncière-c.dwg		

9

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Classement dans le domaine public métropolitain du parking au nord de la rue de Brantôme à Strasbourg-Neuhof.

La société « Pierres & Territoires » a réalisé une opération dénommée « Ilot Clairvivre », rue de Clairvivre, autorisée par le permis de construire n° 67 482 12 V0453 délivré en date du 28 juin 2013 et modifié le 8 septembre 2014.

Dans ce cadre, un parking situé au nord de la rue Brantôme a été aménagé. Il est ouvert à l'usage public. Le projet de classement dans le domaine public de ce parking a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet.

Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition à l'euro symbolique, et au classement de ce parking dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de « Pierres & Territoires » sont cadastrés comme suit :
Commune de Strasbourg :
Section IR n° 188/24 avec 8 centiares
Section IR n° 189/24 avec 3 ares et 55 centiares

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la présente délibération de classement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau),
vu l'avis favorable du Conseil municipal de Strasbourg en date du 26 septembre 2016,
après en avoir délibéré,
approuve

1. *le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg du parking au nord de la rue de Brantôme à Strasbourg-Neuhof ;*

2. *la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la présente délibération, de la gestion de ce parking;*

3. *les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce projet, propriété de « Pierres & Territoires »*

à savoir, les parcelles de voirie cadastrées comme suit :

Commune de Strasbourg
Section IR n° 188/24 avec 8 centiares,
Section IR n° 189/24 avec 3 ares et 55 centiares,
tel qu'identifié sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

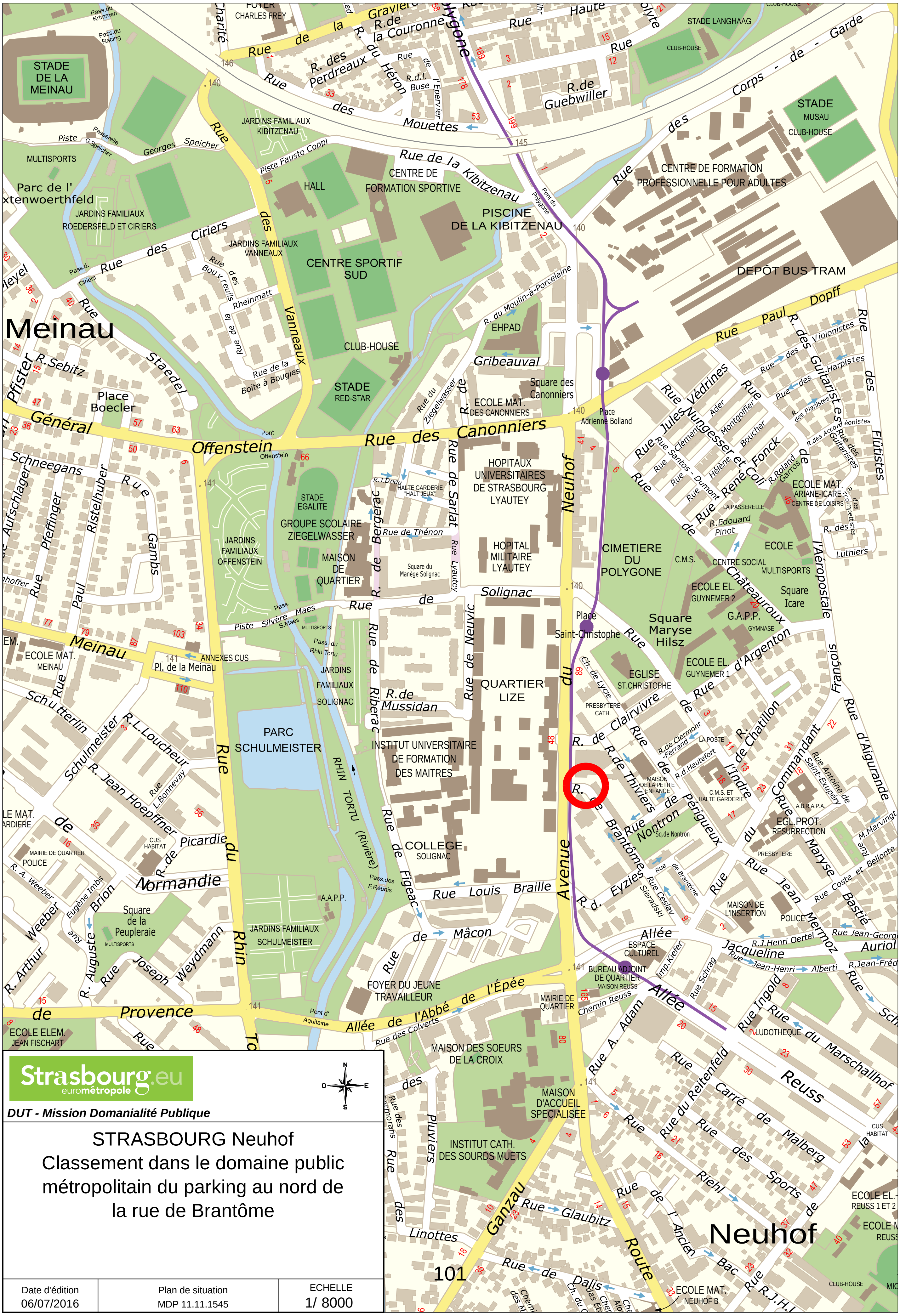
étant précisé que les parcelles intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte d'acquisition à l'euro symbolique des parcelles de « Pierres & Territoires » par l'Eurométropole de Strasbourg, tel que détaillé ci-dessus, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

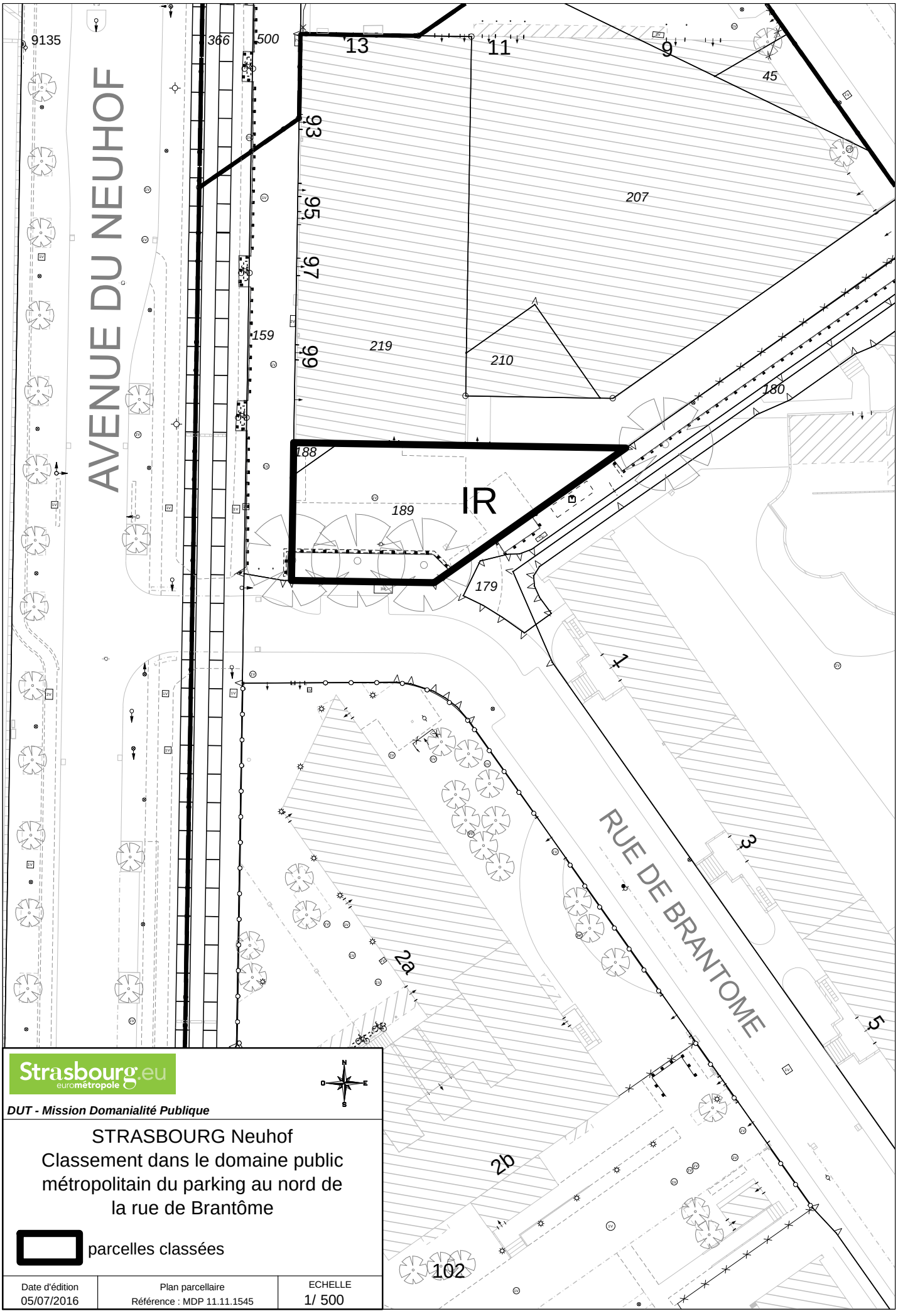


Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG Neuhof
Classement dans le domaine public métropolitain du parking au nord de la rue de Brantôme

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
06/07/2016	MDP 11.11.1545	1/ 8000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG Neuhof
Classement dans le domaine public métropolitain du parking au nord de la rue de Brantôme

parcelles classées

Date d'édition	Plan parcellaire	ECHELLE
05/07/2016	Référence : MDP 11.11.1545	1/ 500

10

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Classement dans le domaine public métropolitain de la rue Ferdinand Braun à Ostwald.

La société GRC EMIN a réalisé un lotissement dénommé « La Vigie I, 2ème tranche », autorisé par le permis de lotir n° 67 365 90 R 5851 en date du 29 novembre 1990 modifié le 8 août 1991.
Dans le cadre du plan de cession de la société GRC EMIN, la commune d'Ostwald est devenue, par acte de vente du 19 octobre 1999, propriétaire des parcelles de la voirie de ce lotissement, rue Ferdinand Braun.

La voie est aménagée et ouverte à la circulation publique. Le projet de classement dans le domaine public de cette voie a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet.

Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition et au classement de cette voie dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de la commune d'Ostwald sont cadastrés comme suit :

Commune d'Ostwald :
Section 11 n° 388 avec 23 ares et 77 centiares
Section 11 n° 442 avec 24 ares et 65 centiares

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la présente délibération de classement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau),
après en avoir délibéré,
approuve

1. *le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg de la rue Ferdinand Braun, voie et réseaux et accessoires de voirie, y compris les réseaux de communications électroniques, à Ostwald ;*

2. *la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la présente délibération, de la gestion de cette voie et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;*

3. *les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce projet, propriété de la commune d'Ostwald, à savoir les parcelles de voirie cadastrées comme suit :*

Commune d'Ostwald
Section 11 n° 388 avec 23 ares et 77 centiares,
Section 11 n° 442 avec 24 ares et 65 centiares,
tel qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

étant précisé que les parcelles ainsi acquises intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte d'acquisition à l'euro symbolique des parcelles de la commune d'Ostwald par l'Eurométropole de Strasbourg, tel que détaillé ci-dessus, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

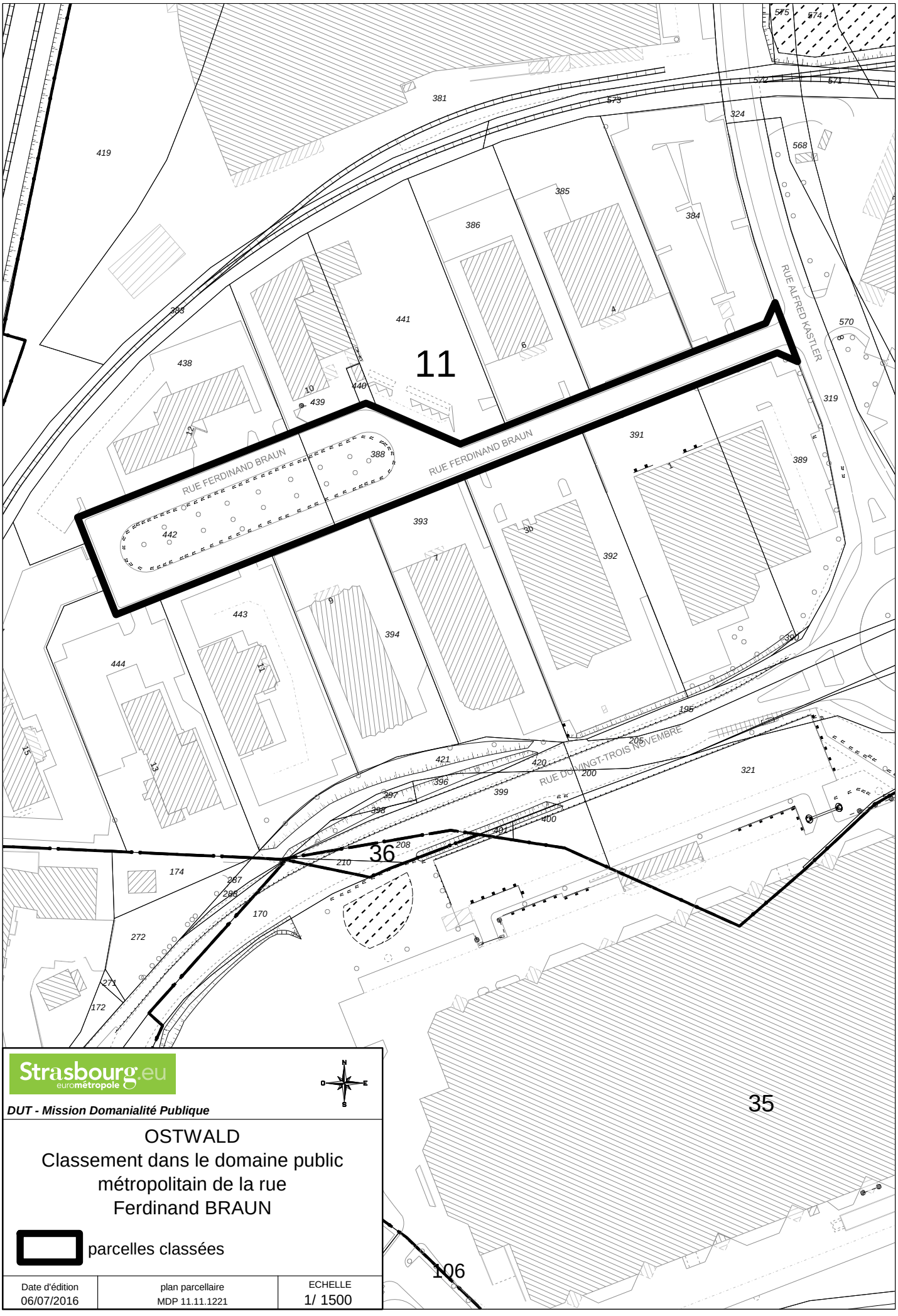
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016



DUT - Mission Domanialité Publique

OSTWALD
Classement dans le domaine public métropolitain de la rue Ferdinand BRAUN

Date d'édition	plan de situation	ECHELLE
06/07/2016	MDP 11.11.1221	1/ 10000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

OSTWALD
Classement dans le domaine public métropolitain de la rue Ferdinand BRAUN

parcelles classées

Date d'édition	plan parcellaire	ECHELLE
06/07/2016	MDP 11.11.1221	1/ 1500

11

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Mise en œuvre du protocole foncier établi entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg dans les quartiers Meinau, Cronenbourg et Neuhof.

La ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont engagées dans une politique en faveur des quartiers qui présentent des signes de fragilisation sociale et urbaine.

Elles mettent en œuvre un projet de rénovation urbaine (PRU) sur plusieurs secteurs d'habitat social, dont ceux des quartiers Meinau, Cronenbourg et Neuhof.

Ce projet s'accompagne d'une large recomposition de la trame des espaces publics, de modification des emprises des voies publiques existantes ou de la destination de voies privatives initialement réservées à la desserte interne des îlots ; plus généralement, il induit des modifications de l'affectation d'espaces ouverts au public, y compris en pieds d'immeubles, au vu des opérations de restructuration du tissu bâti, des opérations de démolitions, de constructions nouvelles, ou de réhabilitations-résidentialisations.

Ces modifications de la destination d'espaces à vocation publique supposent de mettre en œuvre des démarches de régularisations foncières entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEMS) afin de permettre le transfert en propriété de ces espaces à l'établissement public ; ainsi, ce dernier pourra en assurer la gestion, dans le cadre de démarches de classement, et rétrocéder à l'OPHEMS des espaces anciennement affectés au domaine de voirie, le cas échéant après déclassement préalable.

Les principes des transactions foncières à réaliser entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de l'avancement opérationnel des projets de rénovation urbaine ont été établis dans le cadre d'un protocole foncier. Celui-ci a été signé le 18 juillet 2011 par les parties, en application d'une délibération numéro 26 du conseil municipal de la ville de Strasbourg en date du 27 juin 2011, d'une délibération numéro 21 du conseil de communauté de la communauté urbaine de Strasbourg en date du 27 juin 2011, et d'une délibération du conseil d'administration de CUS Habitat en date du 7 juin 2011.

Les modalités de mise en œuvre du protocole foncier Eurométropole de Strasbourg/Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg prévoit notamment que « *chaque cession de terrain sera soumis à délibération préalablement à la signature des actes administratifs correspondants* ». Le classement dans le domaine public des espaces à intégrer au domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg suppose que les travaux éventuels et l'arpentage des parcelles concernées soient achevés.

La présente délibération constitue pour l'Eurométropole de Strasbourg, une décision de mise en œuvre du protocole foncier établi avec l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg signé le 18 juillet 2011.

Il s'agit ici, pour l'établissement public de coopération intercommunal, dans le cadre des opérations de rénovation urbaine et en application dudit protocole, d'acquérir et de classer dans son domaine public cinq parcelles aménagées en voirie dans les quartiers susvisés en objet, propriété de l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg.

Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg cède à l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg la parcelle cadastrée section IX, numéro (2)/9, d'une surface approximative de 0,50 are, issue de la division de la parcelle cadastrée section IX, numéro 353/9, d'une surface de 1,12 are, sise lieu-dit Polygone. Cette dernière, relevant du domaine public de l'Etat français (ministère de la Défense), a été acquise sans déclassement préalable par la communauté urbaine de Strasbourg le 3 décembre 2013, conformément aux dispositions de l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Encore intégrée au domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg, aménagée en espace vert, elle ne peut être cédée à cette dernière qu'après que sa désaffectation ait été constatée et que son déclassement ait été prononcé par l'assemblée délibérante, conformément aux dispositions de l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

L'Eurométropole est ainsi invitée à approuver les démarches foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

la Commission permanente (Bureau)
vu l'avis du conseil municipal de Strasbourg en date du 26 septembre 2016
vu le protocole foncier en date du 18 juillet 2011,
sur proposition du bureau
après en avoir délibéré

approuve

la cession par l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg des cinq parcelles suivantes, aménagées en voirie, à l'euro symbolique avec dispense de payer le prix conformément au protocole du 18 juillet 2011 pour les transactions des catégories 1 et 2, et leur classement dans le domaine public métropolitain :

Ban Communal de Strasbourg – Meinau

- parcelle cadastrée section EZ, numéro 266/47, d'une surface de 5,62 ares, issue de la division de la parcelle cadastrée section EZ, numéro 204/47, d'une surface de 5,66 ares, sise avenue de Normandie

- parcelle cadastrée section EZ, numéro 292/47, d'une surface de 1,58 are, issue de la division de la parcelle cadastrée section EZ, numéro 90/47, d'une surface de 3,92 ares, sise rue Schulmeister

- parcelle cadastrée section EZ, numéro 295/47, d'une surface de 3,68 ares, issue de la division de la parcelle cadastrée section EZ, numéro 280/47, d'une surface de 36,38 ares, sise rue Jean Hoepffner

Ban Communal de Strasbourg - Cronenbourg
parcelle cadastrée section KY, numéro 384/25, d'une surface de 0,92 are, issue de la division de la parcelle cadastrée section KY, numéro 287/25, d'une surface de 44,28 ares, sise rue du Champ de Manœuvre

Ban Communal de Strasbourg - Neuhof
parcelle cadastrée section IX, numéro 431/9, d'une surface de 2,28 ares, issue de la division de la parcelle cadastrée section IX, numéro 313/9, d'une surface de 3,47 ares, sise rue d'Aigurande

constate

la désaffectation, de la parcelle cadastrée section IX, numéro (2)/9, d'une surface de 0,50 are, issue de la division de la parcelle cadastrée section IX, numéro 353/9, d'une surface de 1,12 ares

prononce

le déclassement, de la parcelle cadastrée section IX, numéro (2)/9, d'une surface de 0,50 are, issue de la division de la parcelle cadastrée section IX, numéro 353/9, d'une surface de 1,12 are, sise lieu-dit Polygone ;

et en conséquence

approuve

la cession à l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle suivante, à l'euro symbolique avec dispense de payer le prix, conformément au protocole du 18 juillet 2011 pour les transactions des catégories 1 et 2,

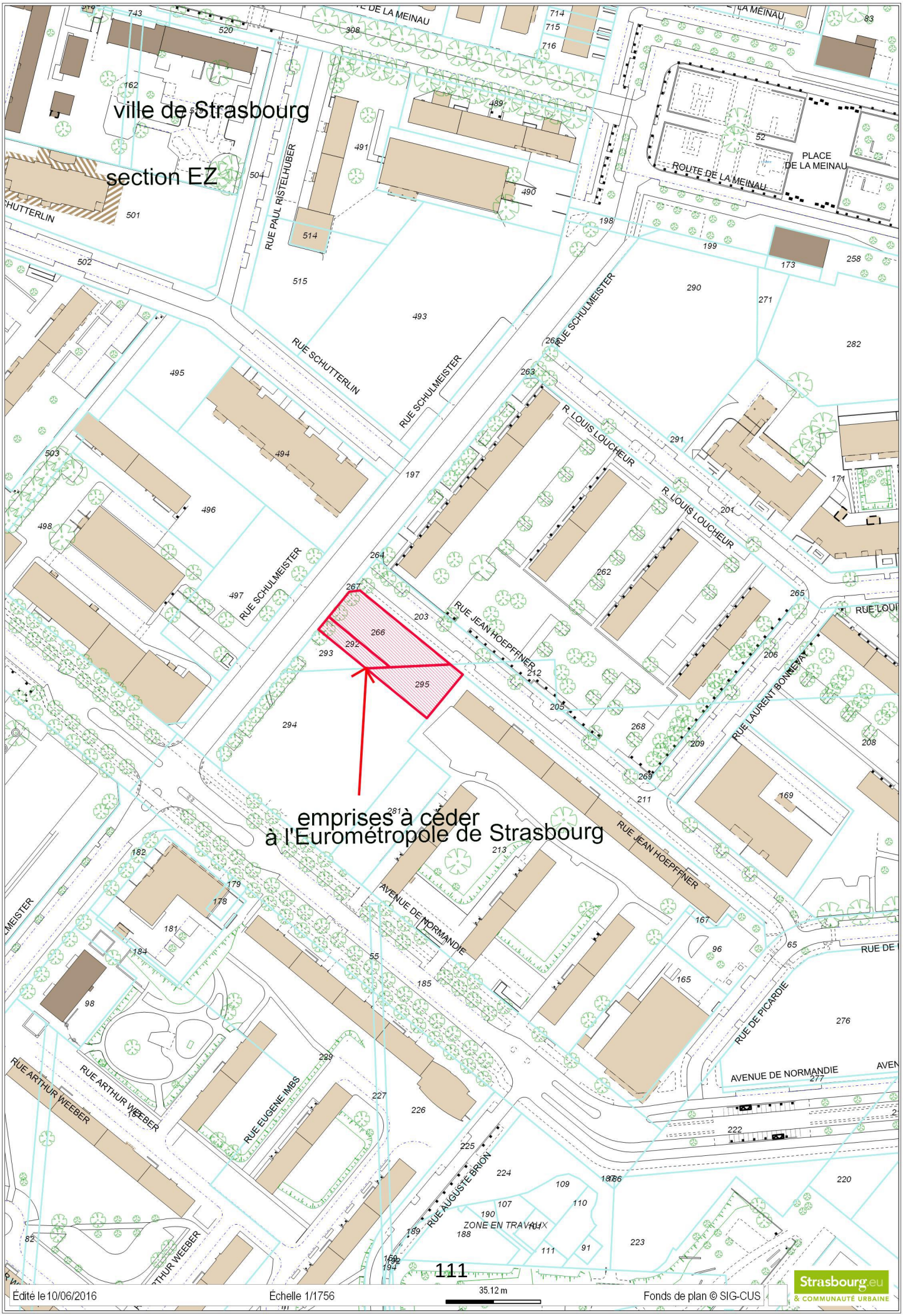
Ban communal de Strasbourg - Neuhof
parcelle cadastrée section IX, numéro (2)/9, d'une surface de 0,50 are, issue de la division de la parcelle cadastrée section IX, numéro 353/9, d'une surface de 1,12 are, sise lieu-dit Polygone

autorise

Le président ou son-sa représentant-e à signer les actes comportant transfert de propriété correspondant, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

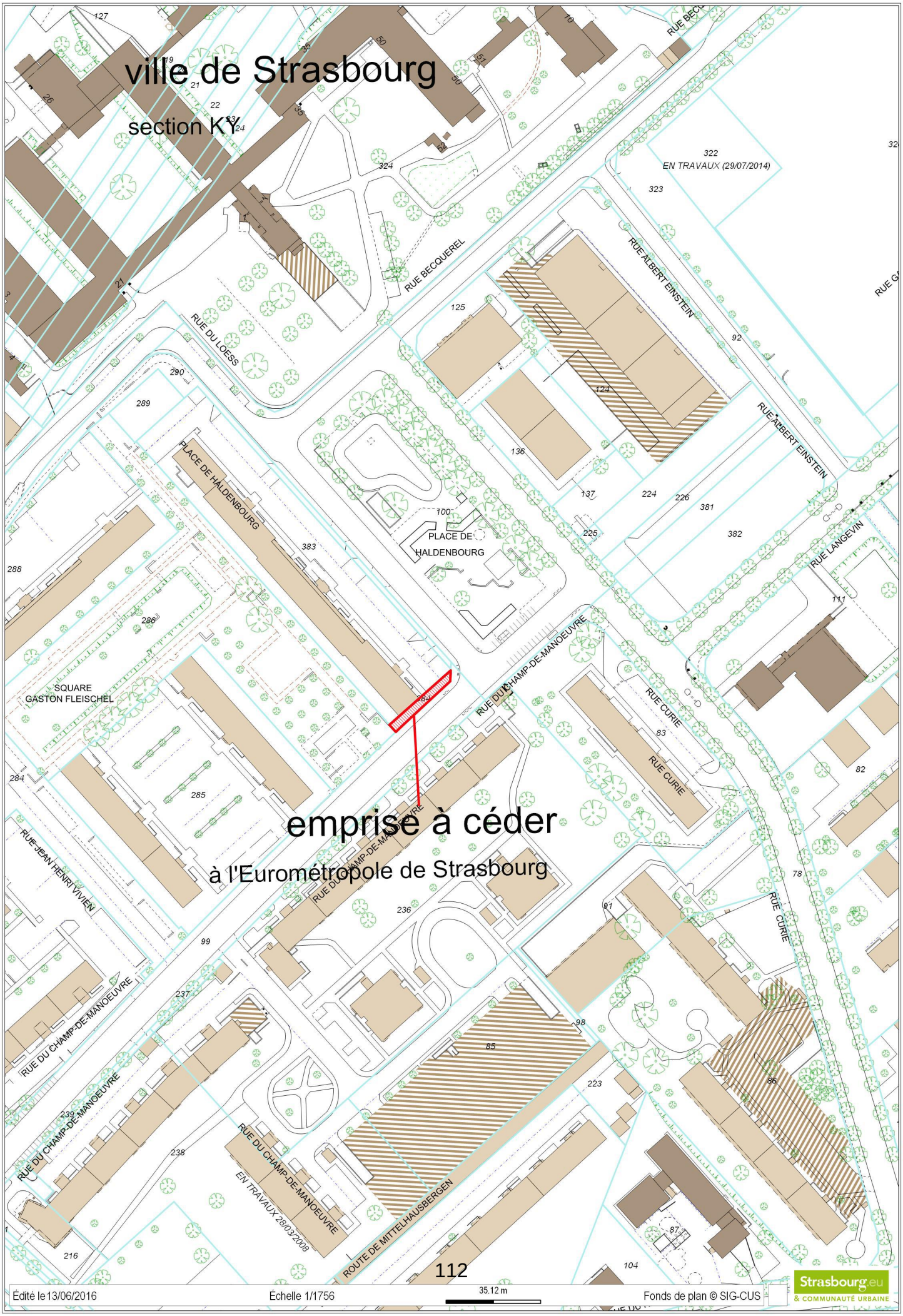
Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016



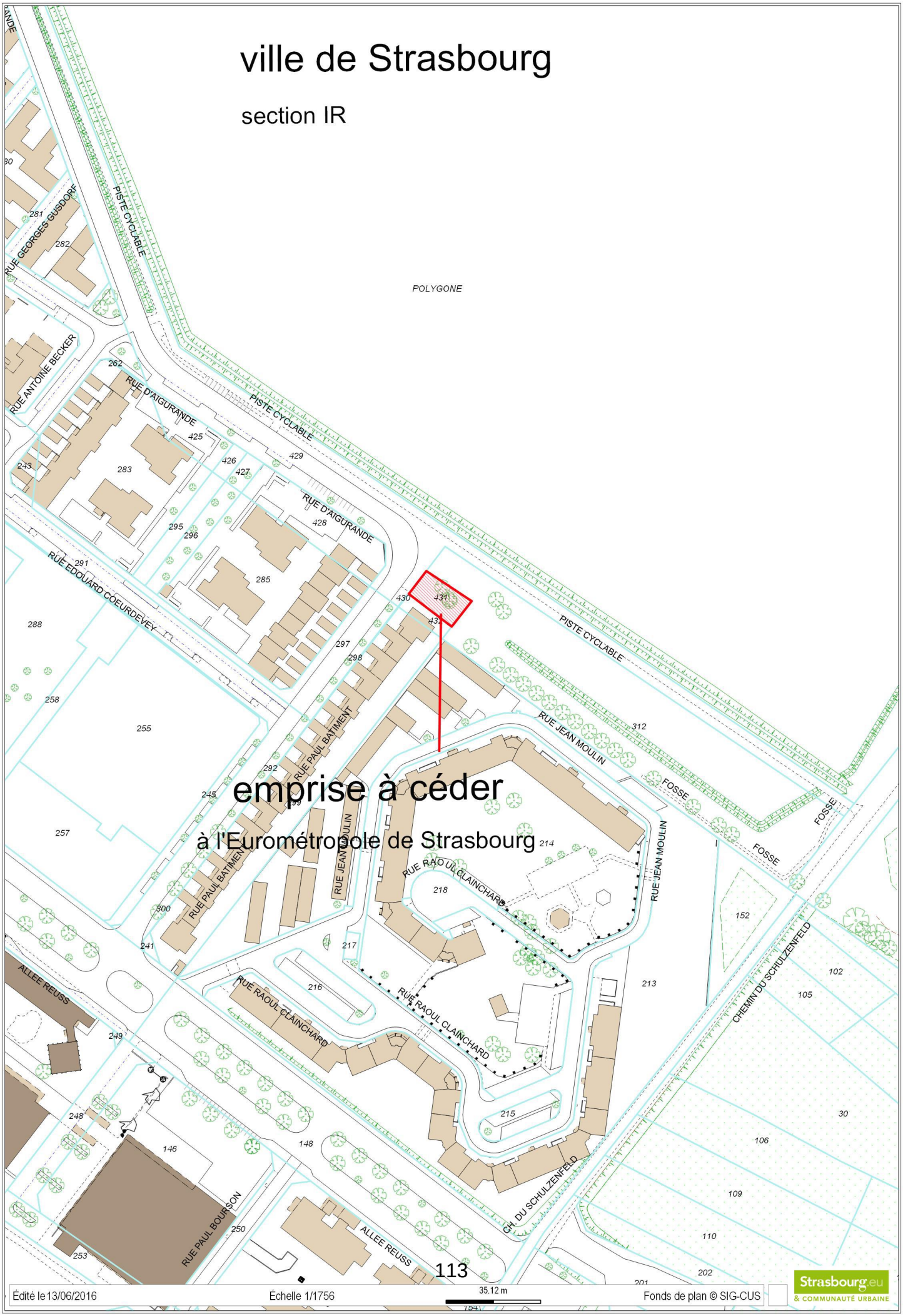
Édité le 10/06/2016 Échelle 1/1756 35.12 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


ville de Strasbourg
section KY
emprise à céder
à l'Eurométropole de Strasbourg
RUE BECQUEREL
RUE ALBERT EINSTEIN
RUE DU LOESS
PLACE DE HALDENBOURG
PLACE DE HALDENBOURG
SQUARE GASTON FLEISCHEL
RUE DU CHAMP-DE-MANOEUVRE
RUE CURIE
RUE LANGEVIN
RUE JEAN HENRI VIVIEN
ROUTE DE MITTELHAUSBERGEN
EN TRAVAUX (29/07/2014)
EN TRAVAUX 28/03/2008
Édité le 13/06/2016
Échelle 1/1756
35.12 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

ville de Strasbourg

section IR



emprise à céder

à l'Eurométropole de Strasbourg

Édité le 13/06/2016 | Échelle 1/1756 | 35.12 m | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


ville de Strasbourg
section IX
emprise à céder
par l'Eurométropole de Strasbourg
RUE D'ARGENTON
RUE DU COMMANDANT FRANCOIS
RUE DE CHATILLON
RUE D'AIGURANDE
RUE ANTOINE DE SAINT-EXUPERY
RUE MARYSE BASTIE
RUE MARIE MARVINGT
RUE JEAN MERMOZ
RUE COSTE ET BELLONTE
Édité le 13/06/2016
Échelle 1/1756
35.12 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

12

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Régularisation de la situation foncière d'une emprise publique entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg
- Square des fusillés du 15 juillet 1943 sis à Strasbourg-Neudorf.

Les espaces publics du quartier du Port du Rhin ont été recomposés dans le cadre de l'aménagement dudit quartier.

La domanialité de certains espaces publics reste à mettre en cohérence avec cette recomposition.

Est concerné par cette régularisation le square des fusillés du 15 juillet 1943, lequel a été réaménagé sur une emprise propriété de l'Eurométropole.

Le tracé du réseau viaire du secteur de la rue François Epailly ainsi que le périmètre du square étant définitifs, il convient de mettre en cohérence la propriété du square avec les compétences de la ville de Strasbourg.

Il est donc proposé de transférer à la ville de Strasbourg, sans paiement de prix et sans déclassement préalable en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, la propriété des parcelles constituant l'emprise du square des fusillés du 15 juillet 1943.

Cette délibération s'inscrit dans la continuité des régularisations effectuées entre la Ville et l'Eurométropole telles qu'approuvées par délibérations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques
vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 26 septembre 2016
après en avoir délibéré
approuve

le transfert de propriété à la ville de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, des parcelles sises à Strasbourg-Neudorf constituant l'emprise du square des fusillés du 15 juillet 1943 nécessaires à l'exercice des compétences de la Ville, à savoir les parcelles cadastrées comme suit :

- *section HX n°(2)/49 avec 15,22 ares issue de la division de la parcelle cadastrée section HX n°331/49,*

- *section HX n°(3)/49 avec 1,84 ares issue de la division de la parcelle cadastrée section HX n°331/49,*

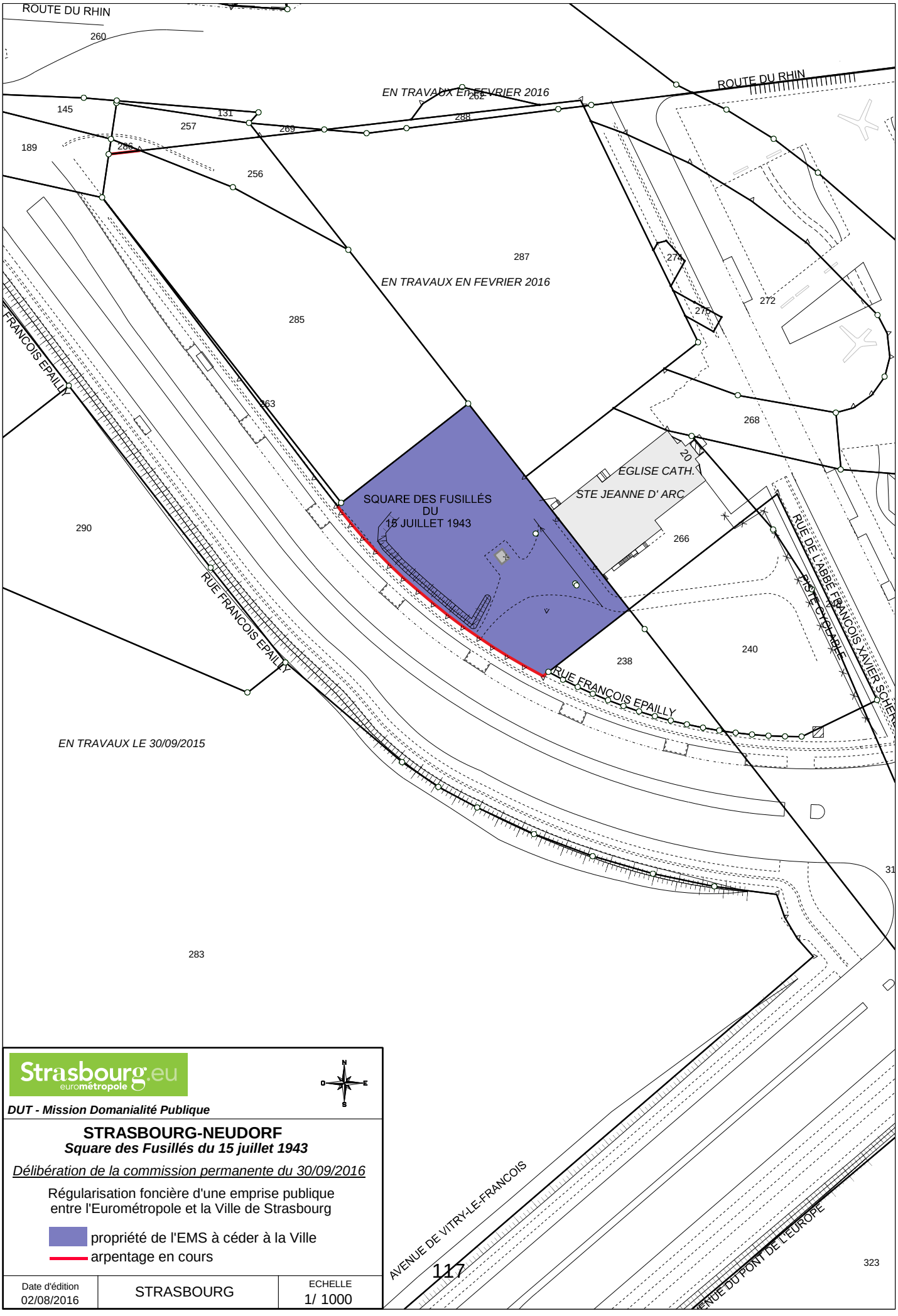
telles que délimitées sur le plan joint à la présente délibération ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ce transfert de propriété ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-NEUDORF

Square des Fusillés du 15 juillet 1943

Délibération de la commission permanente du 30/09/2016

Régularisation foncière d'une emprise publique
entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg

propriété de l'EMS à céder à la Ville

arpentage en cours

Date d'édition		ECHELLE
02/08/2016	STRASBOURG	1/ 1000

13

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Constitution au profit de l'Eurométropole de servitudes de passage pour des réseaux d'eau et d'assainissement situés à BISCHHEIM et SCHILTIGHEIM.

Il est régulièrement constaté que des réseaux d'eau et d'assainissement qui relèvent de la compétence de l'Eurométropole traversent des parcelles qui ne lui appartiennent pas. Afin de régulariser juridiquement cette situation, il est proposé de mettre en place des servitudes de passage pour ces réseaux moyennant un euro symbolique.

Le présent projet est motivé par l'obtention de l'accord des propriétaires pour procéder à une régularisation.

Le premier cas concerne un réseau d'eau qui traverse une parcelle d'assiette de la copropriété située 7-9-11 rue Rossdeutsch à BISCHHEIM. La copropriété a approuvé la constitution de servitude lors d'une assemblée générale du 24 mai 2016.

Le deuxième cas concerne un réseau d'assainissement traversant un parking appartenant à la commune de SCHILTIGHEIM et situé rue de la Lauter. La commune de SCHILTIGHEIM va prochainement céder les parcelles concernées à DOMIAL. Il a été convenu que l'Eurométropole mettra en place la servitude une fois que DOMIAL sera propriétaire des terrains.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la mise en place de servitudes de passage de réseaux et canalisations d'eau et d'assainissement ainsi décrites :

1) A BISCHHEIM

- *description de la servitude :*

Servitude réelle et perpétuelle de passage des réseaux d'eau, canalisations, et ouvrages accessoires figurant sur le plan ci-annexé, d'occupation du sous-sol, d'exploitation, de non aedificandi et d'interdiction d'effectuer des travaux de fouilles sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT,
ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires,
le tout s'exerçant à l'intérieur de la bande de servitude.

- *fonds servant :*

Sur la commune de BISCHHEIM, la parcelle cadastrée
Section 36 n° 208, avec 1,55 are, lieu-dit : Froeschgarten, sol
Comprise dans l'assiette de la copropriété du 7-9-11 rue Rossdeutsch à BISCHHEIM

- *fonds dominant :*

Sur la commune de STRASBOURG, la parcelle cadastrée
Section CV n° 15/1, avec 218,52 ares, lieu-dit : Leutesheimerinsel, landes
Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

- *indemnité :*

La présente constitution de servitude intervient moyennant le paiement d'une indemnité d'un euro symbolique.

2) A SCHILTIGHEIM

- *description de la servitude :*

Servitude réelle et perpétuelle de passage des réseaux d'assainissement, canalisations, et ouvrages accessoires figurant sur le plan ci-annexé, d'occupation du sous-sol et d'exploitation, d'interdiction de construire sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT et d'interdiction d'effectuer des travaux de fouilles sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT,
ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires,
le tout s'exerçant à l'intérieur de la bande de servitude.

- *fonds servants :*

Sur la commune de SCHILTIGHEIM, rue de la Lauter, les parcelles ainsi cadastrées :
Section 75 n° 137/20 de 14,67 ares, lieu-dit : Im Haegel, jardins
Section 75 n° 141/40 de 2,45 ares, lieu-dit : Feldweg, sol
Section 75 n° 144/37 de 8,34 ares, lieu-dit : Chemin vicinal, sol
En cours d'acquisition par DOMIAL auprès de la commune de SCHILTIGHEIM..

- *fonds dominant :*

Sur la commune de STRASBOURG, la parcelle cadastrée
Section CV n° 15/1, avec 218,52 ares, lieu-dit : Leutesheimerinsel, landes
Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

- *indemnité :*

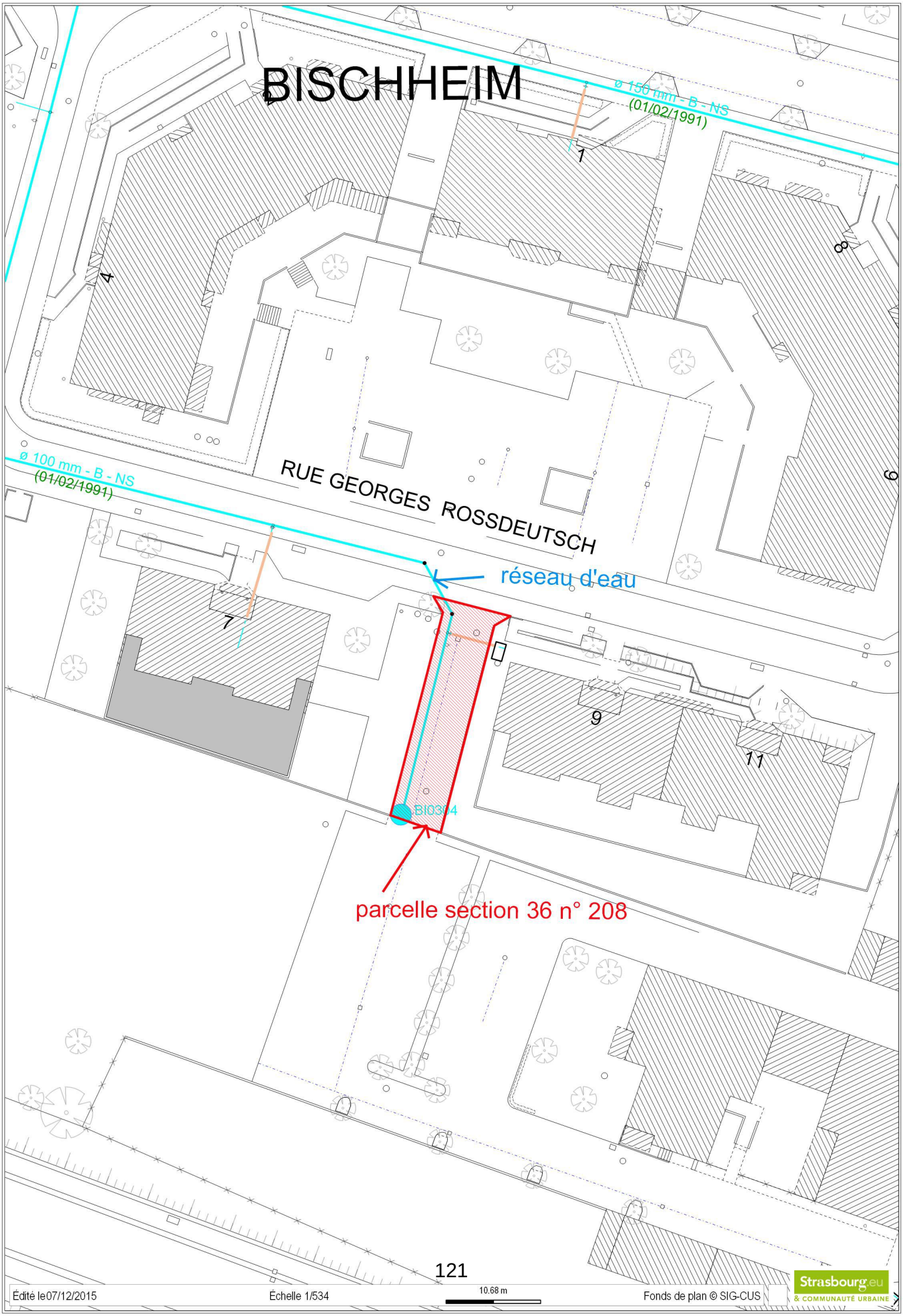
La présente constitution de servitude intervient moyennant le paiement d'une indemnité d'un euro symbolique.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les actes constituant les servitudes et tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

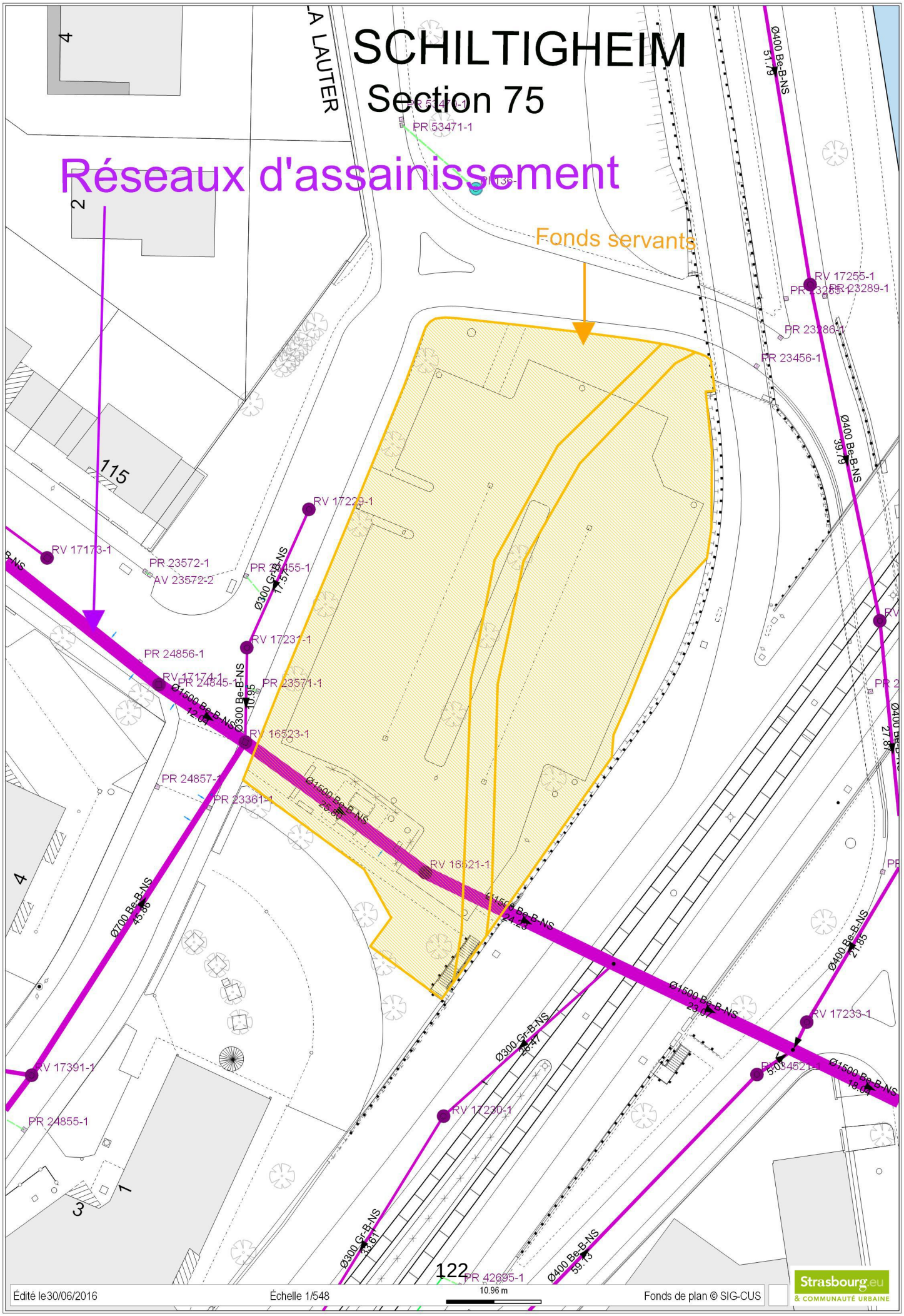
Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016



Édité le07/12/2015 Échelle 1/534 10.68 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


SCHILTIGHEIM
Section 75
Réseaux d'assainissement
Fonds servants
LA LAUTER
PR 53471-1
RV 17255-1
PR 23289-1
PR 23286-1
PR 23456-1
RV 17229-1
RV 17173-1
PR 23572-1
AV 23572-2
PR 23455-1
RV 17231-1
PR 24856-1
RV 17174-1
PR 24845-1
PR 23571-1
RV 16523-1
PR 24857-1
PR 23361-1
RV 16521-1
RV 17391-1
PR 24855-1
RV 17233-1
RV 17230-1
PR 42695-1
115
122
Ø400 Be-B-NS 51.79
Ø400 Be-B-NS 39.79
Ø300 Gr-B-NS 17.57
Ø300 Be-B-NS 10.95
Ø1500 Be-B-NS 12.01
Ø1500 Be-B-NS 25.50
Ø700 Be-B-NS 45.86
Ø1500 Be-B-NS 24.59
Ø400 Be-B-NS 21.85
Ø1500 Be-B-NS 23.01
Ø300 Gr-B-NS 26.47
Ø1500 Be-B-NS 18.04
Ø300 Gr-B-NS 33.61
Ø400 Be-B-NS 59.13
Ø400 Be-B-NS 27.87
Édité le30/06/2016
Échelle 1/548
10.96 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

14

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Classement dans le domaine public métropolitain de la rue de Custines et de l'impasse Bernard Palissy, voies de desserte du lotissement "Gutenberg", à Lingolsheim.

La Société Foncière de la Montagne Verte a été autorisée à réaliser un lotissement dénommé « Gutenberg », par permis de lotir n° 67 267 98 V0001 délivré en date du 25 octobre 1999. Par arrêté municipal du 9 mars 2000, cette autorisation a été transférée à la SARL Gutenberg.

Les voies de desserte du lotissement « Gutenberg » ainsi que leurs accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Les services techniques de la collectivité ont émis un avis favorable.

Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition et au classement de ces voies dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de la SARL Gutenberg sont cadastrés comme suit :

Commune de Lingolsheim :

Section 12 n° 389/61 avec 43 ares et 52 centiares
Section 12 n° (1)/61 avec 3 ares et 70 centiares issue de la division de la parcelle Section 12 n° 387/61

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la présente délibération de classement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau),
vu l'avis favorable du Conseil municipal de Lingolsheim en date du 3 septembre 2016,
après en avoir délibéré,

approuve

1. *le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg des voies, réseaux et accessoires de voiries, y compris les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques, desservant le lotissement « Gutenberg » à Lingolsheim, rue de Custines et impasse Bernard Palissy ;*

2. *la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la présente délibération, de la gestion de ces voies et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;*

3. *les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce projet, propriété de la SARL Gutenberg à savoir, les parcelles de voirie cadastrées comme suit :*

Commune de Lingolsheim
Section 12 n° 389/61 avec 43 ares et 52 centiares,
Section 12 n° (1)/61 avec 3 ares et 70 centiares issue de la division de la parcelle Section 12 n° 387/61
tel qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

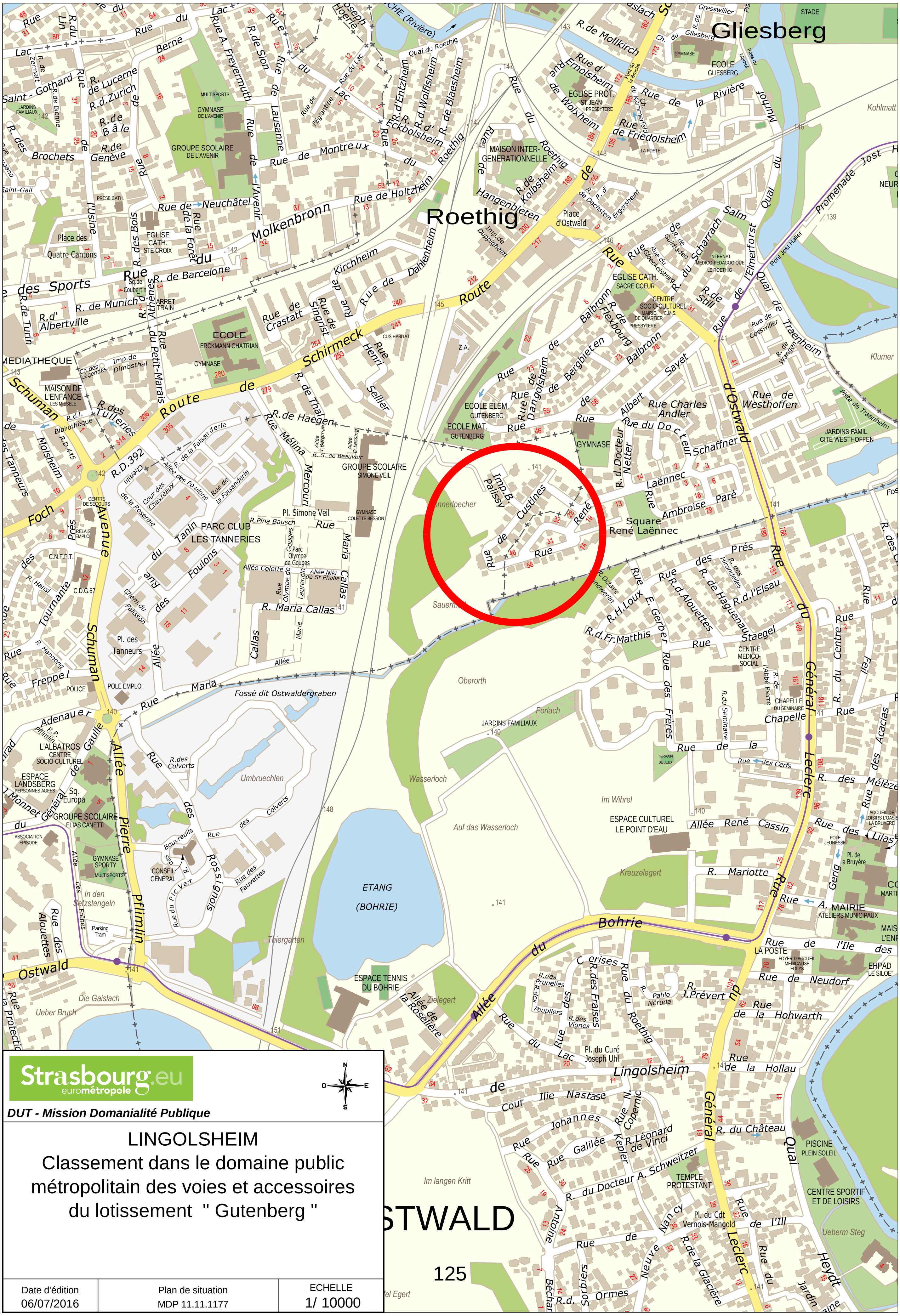
étant précisé que les parcelles ainsi acquises intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte d'acquisition à l'euro symbolique des parcelles de la SARL Gutenberg par l'Eurométropole de Strasbourg, tel que détaillé ci-dessus, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016



DUT - Mission Domanialité Publique

LINGOLSHEIM
Classement dans le domaine public métropolitain des voies et accessoires du lotissement " Gutenberg "

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
06/07/2016	MDP 11.11.1177	1/ 10000



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

LINGOLSHEIM
Classement dans le domaine public métropolitain des voies et accessoires du lotissement " Gutenberg "

parcelles classées

Date d'édition	Plan parcellaire	ECHELLE
06/07/2016	MDP 11.11.1177	1/ 1500

15

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Régularisation de la domanialité publique. Emprises de voiries et d'espaces verts. Transferts entre l'Eurométropole de Strasbourg et la commune de Strasbourg.

La Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a été mise en place le 1er janvier 1968 avec comme missions les douze compétences attribuées aux communautés urbaines par la loi n°66-1069 du 31 décembre 1966, et notamment la compétence en matière de voirie.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence et en application de l'article L.5215-28 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le transfert définitif de propriété des parcelles aménagées en voirie a été acté par des délibérations concordantes du Conseil de la CUS et des Conseils municipaux des communes membres.

Depuis la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg », la CUS a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015.

Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation, dont la compétence en matière de voirie, ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole (articles L.5217-1 et L.5217-4 du CGCT), ce transfert emportant également le transfert de propriété des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées (articles L.5217-4 et L.5217-5 du CGCT).

En outre, la loi MAPTAM a élargi la notion de voirie de compétence métropolitaine aux voies douces.

Elle prévoit en effet que la métropole est compétente en lieu et place des communes membres pour la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie, mais également « *des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires* » (I. 2° b) et c) article L.5217-2 du CGCT).

Pour la CUS, aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg, une délibération globale du Conseil de la Communauté urbaine prise le 28 février 1975 prévoyait :

« *(…) le transfert à la Communauté Urbaine de Strasbourg des immeubles faisant partie du Domaine Public (…):*
a) voies et réseaux publics (…) ».

Parallèlement, entre 1970 et 1977 chaque commune membre avait délibéré selon un schéma unique prévoyant le transfert à la CUS des biens relevant du domaine public de la commune nécessaires à l'exercice de ses compétences, à savoir notamment :
« *(…)*
- l'ensemble des voies et réseaux publics inscrits au cadastre comme domaine public de la commune, pour ses chemins et places publics ;
- l'ensemble des chemins ruraux classés dans la voirie communale conformément aux dispositions de l'ordonnance n°59-115 du 7 janvier 1959 (…) ».

Sur la base de ces délibérations des conventions ont été conclues entre la CUS et les communes. Elles précisent sous l'article 1er :

« *(…) la commune (….) transfère à la Communauté Urbaine de Strasbourg (…)* :
a) l'ensemble des biens constituant le domaine public de la commune (…) en matière de voirie et places publiques (…) ».

Faute d'avoir été passées en forme authentique et en l'absence d'états parcellaires annexés, aucune mutation de propriété n'a été effectuée au Livre Foncier sur la base de ces conventions. En conséquence, depuis sa création la CUS, devenue Eurométropole de Strasbourg, gère des voies dont l'assiette est restée propriété des communes tant dans la documentation cadastrale qu'au Livre Foncier.

Depuis la loi MAPTAM, il en va de même pour les voies douces désormais gérées par l'Eurométropole.

Cette situation peu lisible est de nature à complexifier et fragiliser juridiquement certaines procédures et à en rallonger les délais.

L'examen de la situation foncière du réseau viaire et les traitements cadastraux appliqués aux parcelles communales (délimitations, arpentages, recadastrage et réinscription des parcelles au Livre Foncier), nécessaires à l'établissement des projets d'actes de transferts de propriété, ont avancé sur la commune de Strasbourg. En conséquence, il est proposé de régulariser la situation de voies situées dans le secteur Place de Bordeaux-Wacken, entre la rue Jean Wenger-Valentin et la rue Jacques Kablé.

En outre il est apparu que sur ce même secteur, une emprise d'espaces verts située place Adrien Zeller se trouve sur une parcelle appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg. La compétence en matière d'espaces verts relevant de la commune de Strasbourg, il serait également souhaitable de régulariser cette situation. Aussi il est proposé de transférer à la ville de Strasbourg sans paiement de prix et sans déclassement préalable en application de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, la propriété de l'emprise d'espaces verts concernée.

Les traitements fonciers se poursuivent pour d'autres communes membres et dans d'autres quartiers et secteurs de la commune de Strasbourg. Ces régularisations feront l'objet de délibérations ultérieures.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 28 février 1975
vu l'ordonnance n°59-115 en date du 7 janvier 1959
vu les articles L5215-28, L.5217-1, L.5217-2, L.5217-4 et L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales
vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Strasbourg en date du 16 décembre 1974
vu la convention conclue entre la Communauté urbaine de Strasbourg et la commune de Strasbourg en date du 23 octobre 1975
vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
vu le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le transfert de propriété de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, des parcelles aménagées en voirie telles que listées à l'annexe n°1 jointe à la présente délibération en vue de leur classement dans le domaine public de voirie de l'Eurométropole ;*

- *le transfert de propriété de l'Eurométropole de Strasbourg à la ville de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, des parcelles aménagées en espaces verts telles que listées à l'annexe n°2 jointe à la présente délibération en vue de leur classement dans le domaine public de la ville de Strasbourg ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ces transferts de propriété ainsi que tout acte ou document concourant la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016

par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après transmission au Contrôle de Légalité préfectoral et affichage au Centre Administratif Le 3 octobre 2016

ANNEXE N°1 à la délibération de la Commission Permanente du Conseil de l'Eurométropole du 30 septembre 2016

Parcelles de voiries restées inscrites au Livre Foncier de Strasbourg au nom de la ville de Strasbourg dont la propriété est à transférer à l'Eurométropole de Strasbourg

Ban communal de Strasbourg

SECTION	PARCELLE	PARCELLE D'ORIGINE	SURFACE CADASTRALE (EN M²)	SURFACE APPROXIMATIVE A TRANSFERER (EN M²)
86	7	1	28170	27630
86	12	1	1839	1839
86	17	1	82	82
86	51	1	10650	10650
86	53	1	587	587
87	9	1	635	632
88	79		8219	8219
AM	48	39	1191	1191
AM	65	27	570	570
AM	80	27	2926	2926
AM	81	27	3629	3629
AN	38		2098	2098
AN	40	29	4582	4582
AO	38	22	1543	1543
AO	40	22	1681	1681
BX	89		1247	520
BX	95		1468	1468
BX	96		5560	2920
BX	311	96	5535	5535
BX	450	16	2234	2234
BX	520	3	5307	1300
BX	521	3	1473	1473
BX	523	94	2	2
BX	531	77	49	49
BX	532	77	1097	1097
BX	533	93	7563	7400
BX	538	10	477	477
BX	541	10	1542	1542
BY	69		1966	270
BY	123		8091	8091
BY	164	121	113	113
BY	169	116	1342	1342
BY	209	116	376	376
BY	211	116	38	38
BY	233		2817	2817
BY	234		835	830
BY	236	59	6474	6474
BY	243	124	5571	5571
BY	246	116	1809	1809
BY	248	116	74	74
BY	251	230	1109	1109
BY	254	231	31	31
BY	256	231	27	27

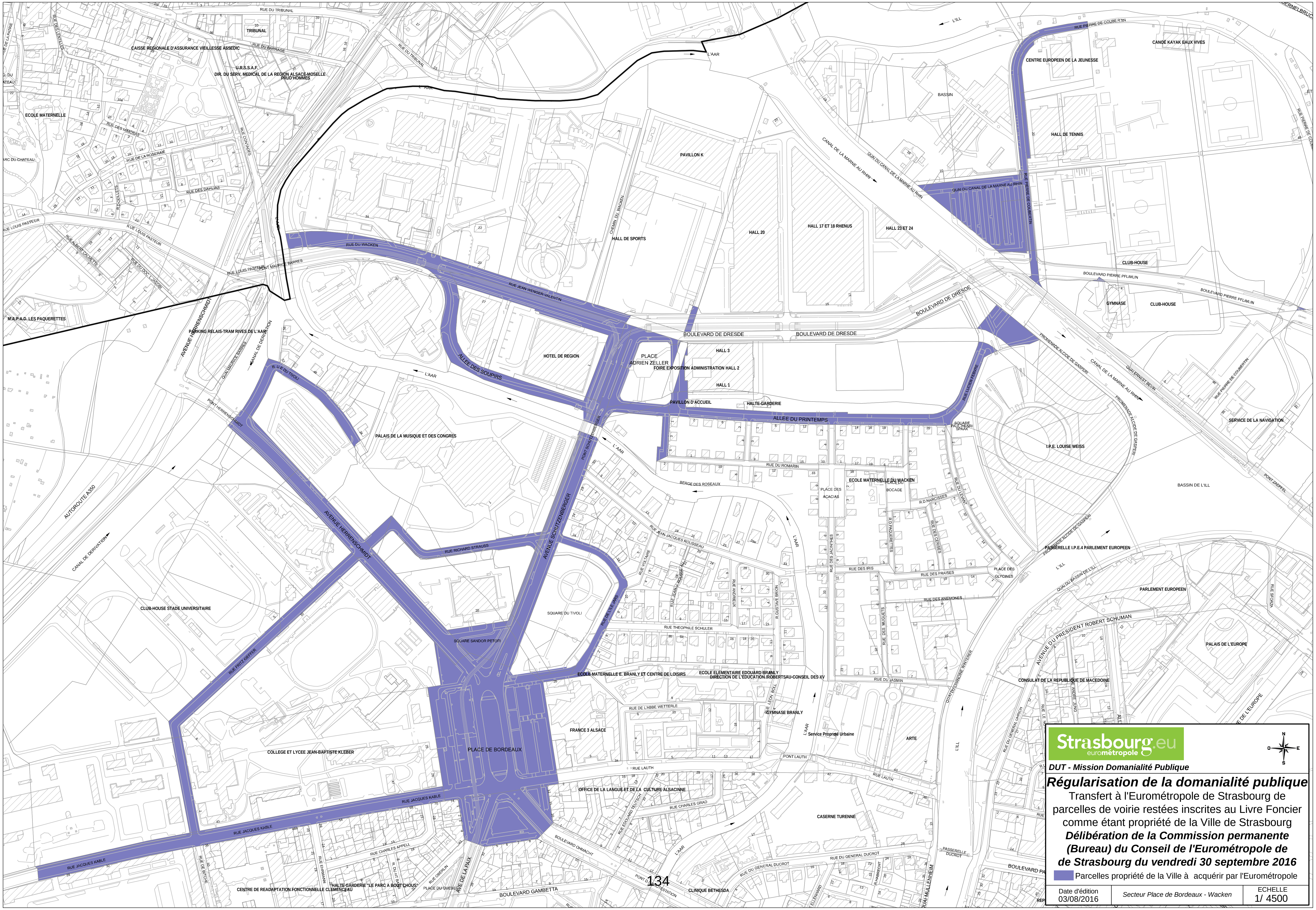
BY	260	121	2070	2070
BZ	199	86	1637	1637
BZ	215	130	9	9
BZ	216	159	50	50
BZ	217	160	78	78
BZ	218	79	499	499
BZ	220	101	467	467
BZ	231	101	22	22
BZ	234	101	404	404
BZ	274	132	936	936
BZ	275	132	114	114
BZ	278	132	1050	1050
BZ	279	132	449	449
BZ	283	162	296	296
BZ	306	75	35	35
BZ	325	125	45	45
BZ	356	86	3	3
BZ	358	159	14	14
BZ	359	132	6007	6007
BZ	360	132	102	102
BZ	361	130	2070	2070
BZ	362	130	214	214
BZ	363	130	22	22
BZ	369	101	328	328
BZ	371	101	57	57

ANNEXE N°2 à la délibération de la Commission Permanente du Conseil de l'Eurométropole du 30 septembre 2016

Parcelles d'espaces verts restées inscrites au Livre Foncier de Strasbourg au nom de l'Eurométropole de Strasbourg dont la propriété est à transférer à la ville de Strasbourg

Ban communal de Strasbourg

SECTION	PARCELLE	PARCELLE D'ORIGINE	SURFACE CADASTRALE (EN M²)	SURFACE APPROXIMATIVE A TRANSFERER (EN M²)
BX	546	94	878	300



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

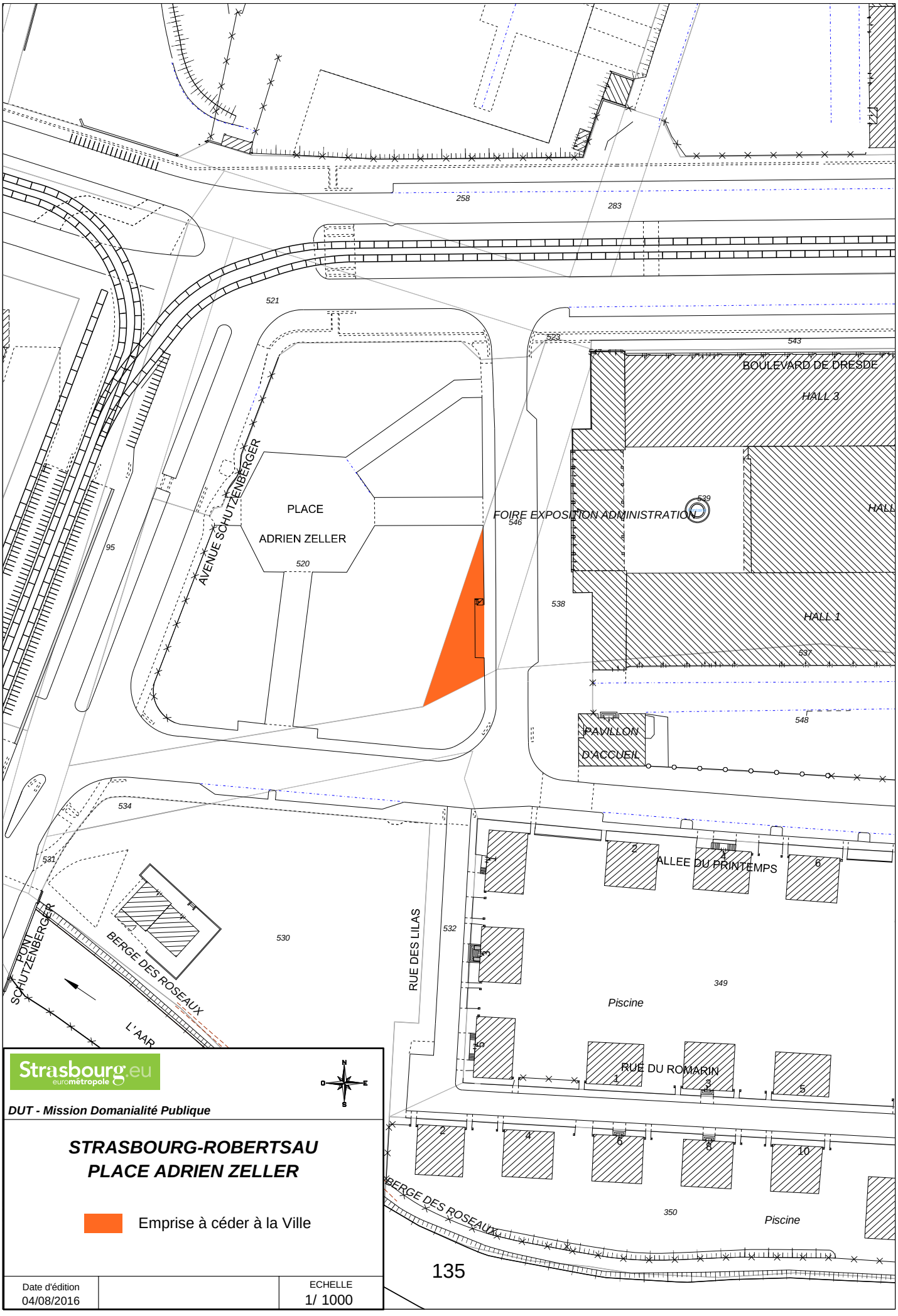
Régularisation de la domanialité publique

Transfert à l'Eurométropole de Strasbourg de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de la Ville de Strasbourg

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Parcelles propriété de la Ville à acquérir par l'Eurométropole

Date d'édition	Secteur Place de Bordeaux - Wacken	ECHELLE
03/08/2016		1/ 4500



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-ROBERTSAU
PLACE ADRIEN ZELLER

Emprise à céder à la Ville

Date d'édition		ECHELLE
04/08/2016		1/ 1000

16

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Classement d'office de la rue Schott à Eckbolsheim : clôture de la procédure après enquête publique, fixation des alignements, classement et transfert de la propriété des terrains d'assiette de la voie à l'Eurométropole de Strasbourg.

Par délibération du 26 février 2016, la Commission permanente (Bureau) a approuvé le principe du recours aux dispositions de l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme pour procéder au classement d'office dans le domaine public métropolitain de voies privées ouvertes à la circulation publique situées sur le ban communal d'Eckbolsheim.

Plusieurs secteurs géographiques ont été identifiés et ont donné lieu à enquête publique. L'enquête relative au projet de classement de la rue Schott s'est ainsi déroulée du mardi 17 mai 2016 au jeudi 2 juin 2016 inclus. Les 37 titulaires de droits concernés ont été avisés de la démarche et de l'ouverture de l'enquête publique préalable par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux dispositions réglementaires. Lorsque les destinataires n'ont pas retiré le courrier recommandé, ce dernier a été soumis à affichage communal.

Parmi les personnes qui se sont déplacées lors des permanences assurées par le Commissaire-enquêteur, seule l'une d'entre elle a déposé une observation dans le registre d'enquête.

Aucune opposition sur le principe de la démarche de classement conduite par la collectivité n'a été relevée durant l'enquête.

Aussi, et au vu des pièces du dossier, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au classement de la rue Schott en date du 8 août 2016.

En l'absence de réserve particulière à la procédure de classement proposée, la Commission Permanente de l'Eurométropole est ainsi invitée à approuver le classement et le transfert de la propriété de la rue Schott dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg. Le transfert de la propriété des parcelles correspondantes à l'Eurométropole sera constaté par voie d'arrêtés. Ces parcelles sont listées à l'état parcellaire joint au dossier d'enquête.

La présente délibération et les arrêtés pris pour son application seront notifiés à chaque titulaire de droit concerné.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)l
vu l'avis favorable du Commissaire enquêteur
vu l'avis favorable du Conseil municipal d'Eckbolsheim en date du 26 septembre 2016
après en avoir délibéré

approuve

- *le classement d'office dans le domaine public de voirie de la rue Schott à Eckbolsheim, en application des dispositions de l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme,*

- *le plan d'alignement de la voie tel que soumis à l'enquête publique et annexé à la présente délibération ;*

- *le transfert de propriété à l'Eurométropole de Strasbourg et l'incorporation au domaine public de voirie, des parcelles aménagées en voirie telles que listées à l'état parcellaire joint au dossier d'enquête et annexé à la présente délibération ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les procès-verbaux d'arpentage, les arrêtés devant constater les transferts de la propriété des parcelles de voirie à la l'Eurométropole de Strasbourg, en application de la présente délibération, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex - tél. : 03.68.98.50.00

DUT - MISSION DOMANIALITE PUBLIQUE

PLAN D'ALIGNEMENT

Référence : MDP - 11.11.1443

ECKBOLSHEIM

Classement d'office de la rue Schott

Strasbourg, le 09 MAI 2016

Myriam UNGER
~~Directrice de Projets~~

Vu, le 9 Mai 2016

Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur
Commissaire-enquêteur

Echelle	Projet établi le : 11/01/2016	Dessiné par :
5 m	Modifié le :	A. PERRY
	Modifié le :	

LEGENDE

- alignement légal en vigueur et maintenu
- alignement proposé
- alignement à supprimer
- alignement route nationale et départementale
- limite de section cadastrale

Strasbourg.eu
eurométropole



ENQUETE PUBLIQUE
relative au

CLASSEMENT D'OFFICE
Commune d'ECKBOLSHEIM

Rue Schott

Annexe n° 3 - Etat parcellaire

Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur

Réf. : MDP-11.11.1443

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

ETAT PARCELLAIRE

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES	
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (m²)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier
1	7	45	RUE SCHOTT	181	SOL	**CUS service Immobilier**	OTT Jean-Jacques, né le 27/11/1955 à STRASBOURG et BLOT Lydie épouse OTT, née le 01/02/1962 à TOURS, en communauté de biens, nu-propriétaires indivis ensemble pour 1/20 ; UNTERNEHR Guillaume, né le 30/11/1981 à STRASBOURG et SITTLER Julie épouse UNTERNEHR , née le 09/07/1986 à ORLEANS, en communauté de biens, nu-propriétaires indivis ensemble pour 1/20 ; ELLES Joseph et JOST Emilie épouse ELLES, en communauté de biens, nu-propriétaires indivis ensemble pour 10/40 ; EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, nu-propriétaire indivis pour 10/40 ; HOLWEG Jean-Jacques, né le 28/06/1950 à STRASBOURG et KNOEPFLI Jeannine épouse HOLWEG, en communauté de biens, nu-propriétaires indivis ensemble pour 2/40 ; MACHIN Emile et PARC Clémentine épouse MACHIN , en communauté de biens, nu-propriétaires indivis ensemble pour 2/40 ; JUCHS Lucienne, Sylvie, Marguerite, née le 13/12/1963 à STRASBOURG, nu-propriétaire indivis pour 4/40 ; JUCHS Lucien, Armand, Armand, né le 15/01/1927 à STRASBOURG, usufruitier (option du conjoint) ; MUNCH Eugénie, Georgette, nu-propriétaire indivis pour 2/40 ;

140

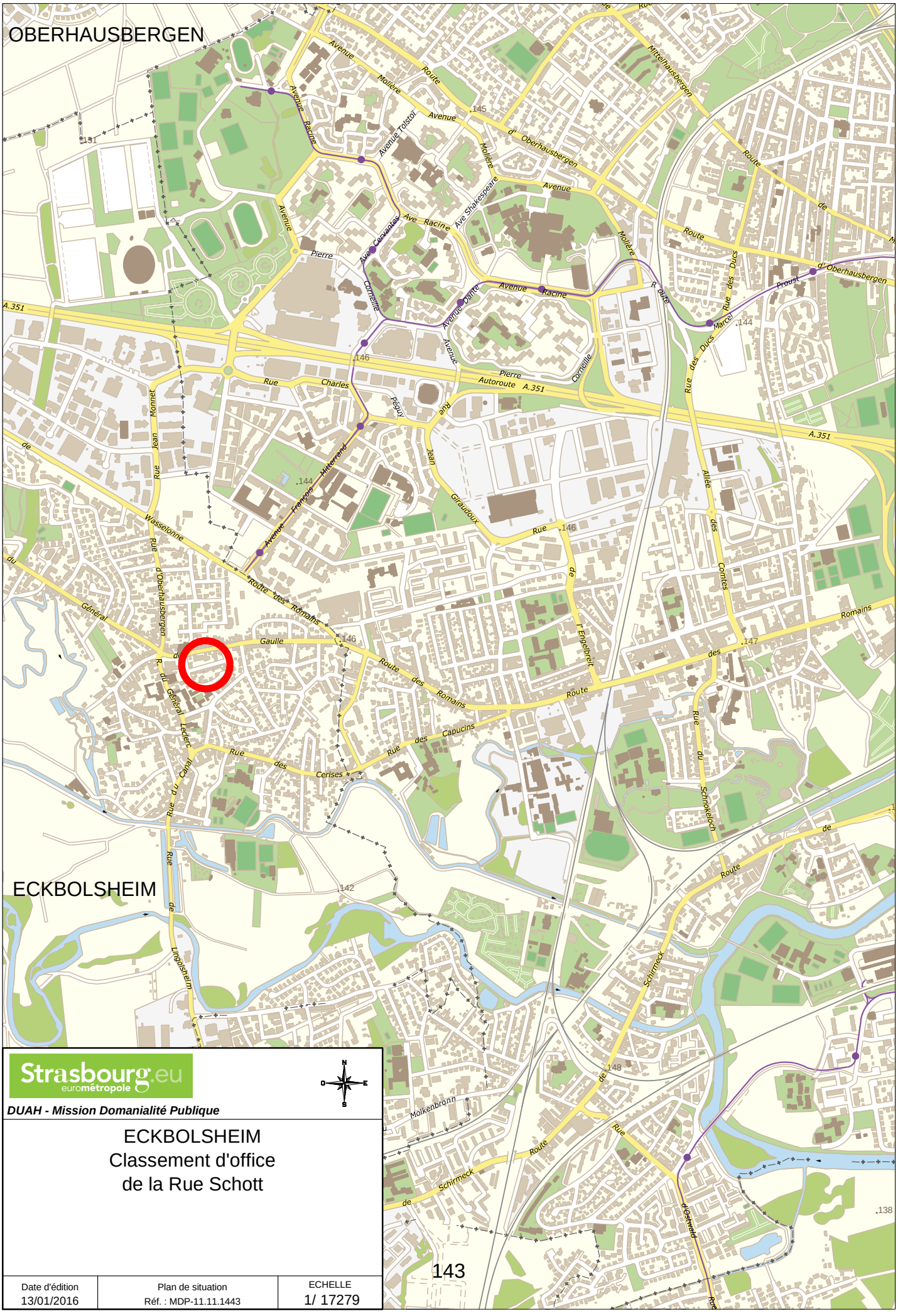
Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur

							OSTER Germaine, épouse WEIGEL, nu-propriétaire indivis pour 2/40 ; REININGER Marie, Antoinette, Marinette, épouse OSTERMANN, nu-propriétaire indivis pour 10/40 ; SCHUSTER Lionel, Jean, François, né le 22/08/1987 à STRASBOURG, nu-propriétaire indivis pour 2/40 ; WENNER Michel, né le 01/11/1952, nu-propriétaire indivis pour 2/40 ; HUSSER Denise épouse SITTLER, née le 28/09/1948 à COLMAR, usufruitière ; WEIGEL André, né le 18/12/1926 à Niederlauterbach, usufruitier ; WEIGEL Eddy, Germain, né le 24/07/1953 à STRASBOURG, nu-propriétaire indivis pour 1/60 ; WEIGEL Eric, Pascal, André, né le 17/05/1962 à STRASBOURG, nu-propriétaire indivis pour 1/60 ; WEIGEL Mireille, née le 02/05/1967 à STRASBOURG, nu-propriétaire indivis pour 1/60
2	7	58	RUE SCHOTT	85	SOL	WECKBRODT Bernard Charles, demeurant 23 RUE PERTOIS à 67100 STRASBOURG et son épouse Astrid Michèle née WEINLAND, demeurant 18 RUE DES COLOMBES à 67540 OSTWALD	WECKBRODT Bernard né le 28/11/1950 à STRASBOURG et WEINLAND Astride, propriétaires indivis, en communauté de biens
3	7	60	RUE SCHOTT	48	SOL	WECKBRODT Bernard Charles, demeurant 23 RUE PERTOIS à 67100 STRASBOURG et son épouse Astrid Michèle née WEINLAND, demeurant 18 RUE DES COLOMBES à 67540 OSTWALD	WECKBRODT Bernard né le 28/11/1950 à STRASBOURG et WEINLAND Astride, propriétaires indivis, en communauté de biens
4	7	64	RUE SCHOTT	90	SOL	HOLWEG Jean Jacques et son épouse KNOEPFLI Jeannine Josette Pierrette, demeurant 9 RUE SCHOTT à 67201 ECKBOLSHEIM	HOLWEG Jean-Jacques, né le 28/06/1950 à STRASBOURG et KNOEPFLI Jeanine épouse HOLWEG, propriétaires indivis, en communauté de biens
5	7	69	RUE SCHOTT	88	SOL	OTT Jean-Jacques et BLOT Lydie épouse OTT, propriétaires demeurant 15 RUE SCHOTT 67201 ECKBOLSHEIM	OTT Jean-Jacques, né le 27/11/1955 à STRASBOURG et BLOT Lydie épouse OTT, née le 01/02/1962 à TOURS, propriétaires indivis, en communauté de biens
6	7	72	RUE SCHOTT	88	SOL	STALTER Alfred et SCHLEIFFER Sophie épouse STALTER , demeurant 17 RUE SCHOTT à 67201 ECKBOLSHEIM	STALTER Alfred et SCHLEIFFER Sophie, propriétaires indivis, en communauté de biens
7	7	73	RUE SCHOTT	88	SOL	WENNER Michel Charles François, demeurant 3 RUE DES FERMES à 67201 ECKBOLSHEIM	WENNER Michel, né le 01/11/1952 à STRASBOURG, propriétaire

Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur

8	7	74	RUE SCHOTT	119	SOL	JUCHS Lucienne, Sylvie, Marguerite, nu-propriétaire demeurant 12 ROUTE DE SAVERNE 67205 OBERHAUSBERGEN ; JUCHS Lucien, Armand, Armand, usufruitier demeurant 21 RUE SCHOTT 67201 ECKBOLSHEIM	JUCHS Lucienne, Sylvie, Marguerite, née le 13/12/1963 à STRASBOURG, nu-propriétaire ; JUCHS Lucien, Armand, Armand, né le 15/01/1927 à STRASBOURG, usufruitier (option du conjoint)
9	7	87	RUE SCHOTT	43	SOL	MALFAIT Clarisse Yolande, épouse SCHNITZLER, demeurant 6 RUE DES POMMES à 67201 ECKBOLSHEIM	MALFAIT Clarisse, veuve SCHNITZLER, née le 30/09/1951, propriétaire
10	7	198	AV DU GEN DE GAULLE	56	SOL	LES COPROPRIETAIRES, demeurant AV DU GEN DE GAULLE à 67201 ECKBOLSHEIM	Copropriété

Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur



Strasbourg.eu
eurométropole

DUAH - Mission Domanialité Publique

ECKBOLSHEIM
Classement d'office
de la Rue Schott

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
13/01/2016	Réf. : MDP-11.11.1443	1/ 17279

V - CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sur le transfert et classement d'office dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg de la voie desservant un ensemble d'habitations situé sur la commune d'Eckbolsheim : Rue Schott

Vu le rapport qui précède et après examen de toutes les pièces du dossier visées et paraphées,

Vu le dossier constitué par le Maître d'Ouvrage,

Vu la visite des lieux et la réunion technique de fin d'enquête effectuées,

CONSIDERONS QUE:

- La présente enquête publique a été conduite conformément à l'arrêté du Président de l'Eurométropole du 19 avril 2016 faisant suite à la délibération du Conseil Municipal d'Eckbolsheim du 1er février 2016 et à celle de la commission permanente du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 février 2016.

- La voie privée ouverte à la circulation publique nommée rue Schott à Eckblosheim assure la desserte des habitations riveraines de cette rue.

- La rue Schott n'est pas aménagée avec surfaces de roulement et trottoirs suffisants pour permettre une circulation sécurisée des véhicules et des piétons.

- La rue n'est pas suffisamment entretenue dans le but de cette même sécurisation.

- Le réseau d'eau et assainissement nécessite des travaux de réhabilitation

- Il n'y a pas d'éclairage public.

- La procédure de recherche et d'information des propriétaires a été respectée, ceux-ci ayant été informés par lettre recommandée avec avis de réception, les lettres non receptionnées ayant été affichées en mairie.

- L'Eurométropole de Strasbourg est compétente en matière de voirie sur la commune d'Eckbolsheim

- o -

Concluant pour sa part, le commissaire enquêteur, en l'état actuel du dossier et en considérant

- Que l'enquête publique s'est déroulée sans incident et que la publicité était conforme aux textes en vigueur,

- Que le dossier technique et les documents graphiques, mis en enquête publique et tenus à la disposition du public, étaient complets,

- Que les interventions du public ont été analysées et traitées et qu'un mémoire en réponse a été fourni par le maître d'ouvrage,

estime pouvoir émettre un

AVIS FAVORABLE

Sur le transfert et classement d'office dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg de la voie desservant un ensemble d'habitations situé sur la commune d'Eckbolsheim : Rue Schott

Fait à Strasbourg, le 8 Août 2016

Le commissaire enquêteur

Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur

Denis KAUFMANN



ECKBOLSHEIM

Plan parcellaire

Rue Schott

Parcelle privée à transférer d'office

Echelle : 1/ 1000

17

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Classement d'office de la rue des Cigognes à Eckbolsheim : approbation des conclusions du commissaire enquêteur et transmission du dossier au représentant de l'Etat.

Par délibération du 26 février 2016, la Commission permanente (Bureau) a approuvé le principe du recours aux dispositions de l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme pour procéder au classement d'office dans le domaine public métropolitain de voies privées ouvertes à la circulation publique situées sur le ban communal d'Eckbolsheim.

Plusieurs secteurs géographiques ont été identifiés et ont donné lieu enquête publique.
L'enquête relative au projet de classement de la rue de Cigognes s'est ainsi déroulée du mardi 17 mai 2016 au jeudi 2 juin 2016 inclus.

Les 6 titulaires de droits privés concernés ont été avisés de la démarche et de l'ouverture de l'enquête publique préalable par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux dispositions réglementaires. Lorsque les destinataires n'ont pas retiré le courrier recommandé, ce dernier a été soumis à affichage communal.

Cinq personnes se sont déplacées lors des permanences assurées par le Commissaire-enquêteur et ont déposé des observations dans le registre d'enquête.Parmi les personnes qui se sont déplacées, l'une d'entre elle s'est opposée au projet de la collectivité.

Pour autant, vu l'intérêt général porté par la démarche, et au vu des pièces du dossier, le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable au classement de la rue des Cigognes en date du 8 août 2016.

Aux termes de l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme la décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement et transfert de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations dans le domaine public. Elle est prise par délibération du Conseil sauf *«si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'État dans le département ».*

Aussi, vu l'avis favorable du Commissaire enquêteur et vu l'opposition exprimée lors de l'enquête, la Commission Permanente est invitée à transmettre le dossier au représentant

de l'Etat dans le département, en vu de l'établissement par ses soins d'un ou plusieurs arrêtés comportant classement et transfert des parcelles constituant la voie dans le domaine public métropolitain. Les parcelles concernées sont listées à l'état parcellaire joint au dossier d'enquête

Le classement et transfert de la propriété des parcelles correspondantes à l'Eurométropole ainsi prononcé par voie d'arrêté seront notifiés à chaque titulaire de droit concerné.

La poursuite de la procédure implique dès lors que le Conseil prenne acte de l'opposition formulée et des conclusions du commissaire enquêteur et approuve la transmission du dossier au représentant de l'Etat pour compétence.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'avis favorable du Commissaire enquêteur en date du 8 août 2016
vu l'avis du Conseil municipal d'Eckbolsheim en date du lundi 26 septembre 2016
après en avoir délibéré

prend acte

des conclusions du commissaire enquêteur,

approuve

la transmission du dossier relatif au projet de classement d'office de la rue privée dite « rue des Cigognes » à Eckbolsheim dans le domaine Public de l'Eurométropole de Strasbourg pour compétence à M. le Préfet du Département du Bas-Rhin,

en vue de l'établissement d'un arrêté préfectoral de classement et de transfert de la propriété de la rue des Cigognes à l'Eurométropole selon les alignements et l'état parcellaire soumis à enquête publique et joints à la présente délibération ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

ECKBOLSHEIM

Classement d'office de la rue des Cigognes

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
14/01/2016	Réf. : MDP-11.11.1574	1/ 10000

ENQUETE PUBLIQUE
relative au

CLASSEMENT D'OFFICE
Commune d'ECKBOLSHEIM

Rue des Cigognes

Annexe n° 3 - Etat parcellaire

Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur

Réf. : MDP-11.11.1574

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

ETAT PARCELLAIRE

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (m²)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	partiel ou total
1	4	94	RUE DES CIGOGNES	84	SOL	JACQUOT Damien, Jean, Robert et BABINGER Sophie, Isabelle, propriétaires demeurant 37 rue d'Oberhausbergen 67201 ECKBOLSHEIM	JACQUOT Damien, Jean, Robert né le 25/01/1975 à METZ, propriétaire indivis pour 509/2500 et BABINGER Sophie, Isabelle née le 03/06/1977 à STRASBOURG, propriétaire indivis pour 1991/2500 - pacsés à STRASBOURG le 05/06/2008	T
2	4	95	RUE DES CIGOGNES	63	SOL	BERTAZZON Nicole, Marie Luise demeurant 2 rue des Cigognes, 67201 ECKBOLSHEIM ; BAUR Alexandra, Irina et BAUR Myriam, propriétaires demeurant 3 allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG	BAUR Alexandra, Irina née à STRASBOURG le 18/08/2002 propriétaire indivis pour 1/5 et BAUR Myriam née le 29/04/1964 à STRASBOURG, propriétaire indivis pour 4/5	T
3	4	99	RUE DES CIGOGNES	65	SOL	GOSTITANOVIC Valérie, propriétaire demeurant 6 rue des Cigognes 67201 ECKBOLSHEIM	GOSTITANOVIC Valérie, née le 28/11/1966	T
4	4	104	RUE DES CIGOGNES	57	SOL	SCHUBERT Marie-Thérèse, propriétaire demeurant 10 rue des Cigognes 67201 ECKBOLSHEIM	SCHUBERT Marie-Thérèse, née le 16/08/1939, veuve de LEHMANN Lucien	T

Référence : MDP-11.11.1574

Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex - tél. : 03.68.98.50.00

DUT - MISSION DOMANIALITE PUBLIQUE

PLAN D'ALIGNEMENT

Référence : MDP - 11.11.1574

ECKBOLSHEIM

Classement d'office de la rue des Cigognes

Strasbourg, le Myriam UNGER Directrice de Projets	Vu, le Commissaire-enquêteur

Echelle 5 m	Projet établi le : 11/01/2016 Modifié le : Modifié le :	Dessiné par : A. PERRY

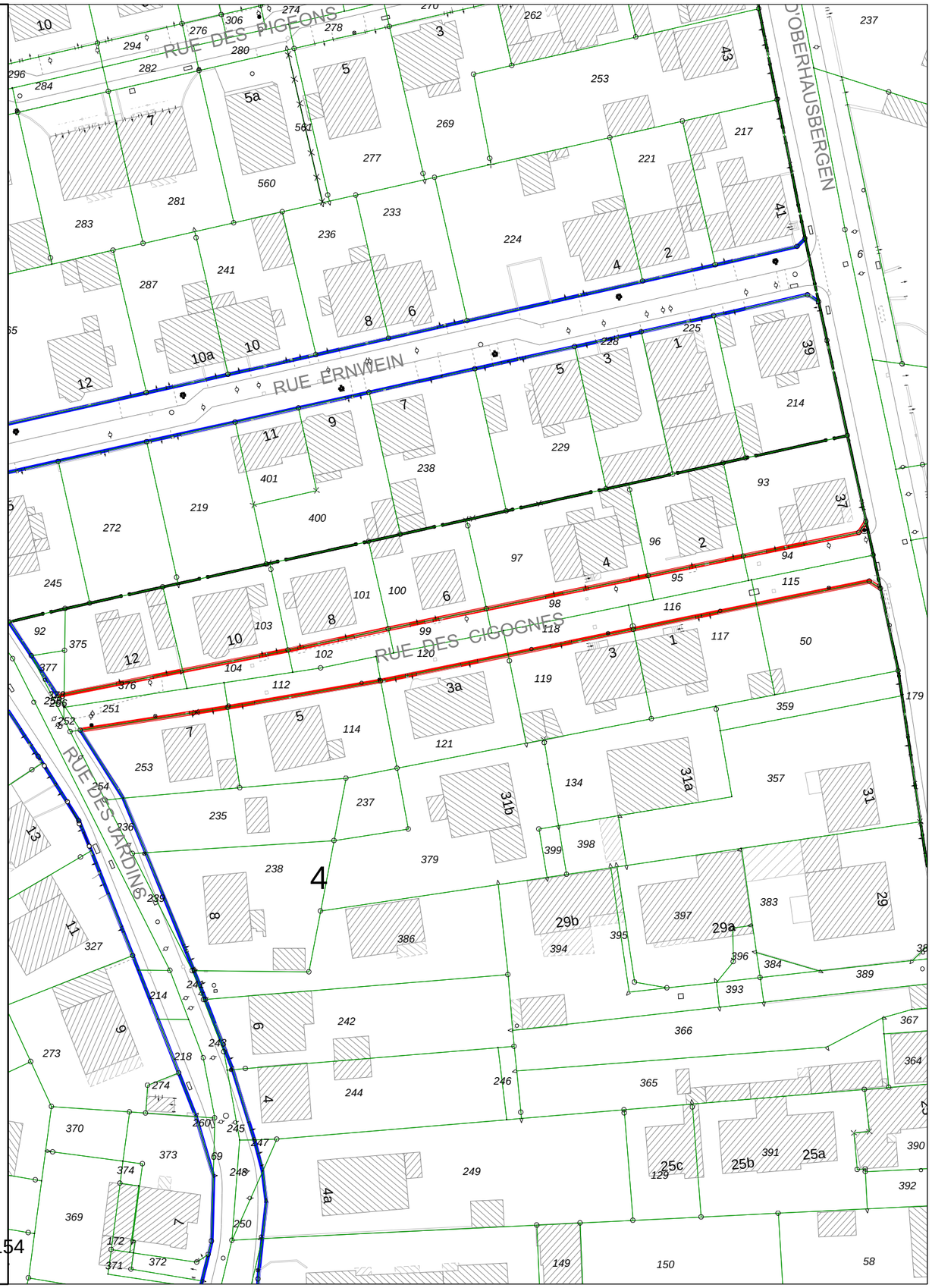
N O E S

LEGENDE

- alignement légal en vigueur et maintenu
- alignement proposé
- alignement à supprimer
- alignement route nationale et départementale
- limite de section cadastrale

Strasbourg.eu eurométropole

Plan original à l'échelle du 1/750 - pour les copies, se reporter à l'échelle graphique



V - CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sur le transfert et classement d'office dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg de la voie desservant un ensemble d'habitations situé sur la commune d'Eckbolsheim : Rue des Cigognes

Vu le rapport qui précède et après examen de toutes les pièces du dossier visées et paraphées,

Vu le dossier constitué par le Maître d'Ouvrage,

Vu la visite des lieux et la réunion technique de fin d'enquête effectuées,

CONSIDERONS QUE:

- La présente enquête publique a été conduite conformément à l'arrêté du Président de l'Eurométropole du 19 avril 2016 faisant suite à la délibération du Conseil Municipal d'Eckbolsheim du 1er février 2016 et à celle de la commission permanente du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 février 2016.

- La voie privée ouverte à la circulation publique nommée rue des Cigognes à Eckblosheim assure la desserte des habitations riveraines de cette rue.

- La rue des Cigognes n'est pas aménagée avec surfaces de roulement et trottoirs suffisants pour permettre une circulation sécurisée des véhicules et des piétons.

- La rue n'est pas être suffisamment entretenue dans le but de cette même sécurisation.

- Le réseau d'eau et assainissement nécessite des travaux de réhabilitation à moyen terme.

- La procédure de recherche et d'information des propriétaires a été respectée, ceux-ci ayant été informés par lettre recommandée avec avis de réception, les lettres non réceptionnées ayant été affichées en mairie.

- L'Eurométropole de Strasbourg est compétente en matière de voirie sur la commune d'Eckbolsheim

- o -

Concluant pour sa part, le commissaire enquêteur, en l'état actuel du dossier et en considérant

- Que l'enquête publique s'est déroulée sans incident et que la publicité était conforme aux textes en vigueur,

- Que le dossier technique et les documents graphiques, mis en enquête publique et tenus à la disposition du public, étaient complets,

- Que les interventions du public ont été analysées et traitées et qu'un mémoire en réponse a été fourni par le maître d'ouvrage,

estime pouvoir émettre un

AVIS FAVORABLE

Sur le transfert et classement d'office dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg de la voie desservant un ensemble d'habitations situé sur la commune d'Eckbolsheim : Rue des Cigognes

Fait à Strasbourg, le 8 Août 2016

Le commissaire enquêteur

Denis KAUFMANN
Commissaire Enquêteur

Denis KAUFMANN

18

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Subvention de fonctionnement à la Chambre de consommation d'Alsace au titre des Espaces info énergie de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le cadre de son soutien aux associations œuvrant dans le domaine de l'information et la sensibilisation du grand public sur l'efficacité énergétique, l'Eurométropole de Strasbourg a attribué en 2015 une subvention de fonctionnement aux deux Espaces info énergies (EIE) de son territoire, dont la Chambre de consommation d'Alsace.

La présente délibération propose de maintenir ces subventions en 2016.

1. La mission des Espaces info énergie (EIE)

Impulsés et soutenus par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) depuis 2001 pour sensibiliser et informer le grand public sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les espaces info énergie développent une mission visant à informer gratuitement et de manière objective le demandeur (principalement les particuliers), maître d'ouvrage de son projet.

Pour assurer cette mission, l'EIE, via son ou ses conseillers :

- informe sur les orientations retenues en matière de politique énergétique locale, régionale et nationale, notamment en matière d'aides publiques existantes ;
- reçoit et traite les demandes d'information et de renseignements formulées par téléphone, correspondance ou lors de permanences de l'EIE ;
- apporte des informations d'ordres techniques, financiers, fiscaux et réglementaires ;
- peut réaliser des calculs intégrant les enjeux environnementaux afin de faciliter un choix énergétique pour un maître d'ouvrage ;
- présente les matériels accessibles sur le marché, en mentionnant, autant que faire se peut, ceux qui bénéficient de subventions ou de crédits d'impôt ;
- oriente, si nécessaire, vers l'ensemble des organismes, bureaux d'étude ou entreprises susceptibles d'intervenir dans le domaine technique concerné par la demande ;
- informe sur les labels et certifications pour les services et les produits ;
- développe des programmes d'animation et participe à des manifestations adaptées (foires, salons,…) à la cible visée par ses activités.

L'EIE participe et s'intègre dans un réseau régional animé par l'ADEME disposant d'une identité commune, de documents et de moyens d'échanges communs (formations, réunions régionales, rencontres nationales, groupes de travail, réseau de communication électronique).

Depuis 2013, les espaces info-énergie sont également intégrés aux réseaux du Point rénovation info-service unique Bas-Rhinois (PRIS), porté par le Conseil départemental du Bas-Rhin.

2. Les Espaces info-énergie de l'Eurométropole de Strasbourg et leur activité en 2016

A l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg, seules deux structures hébergent des espaces info-énergie (contre 12 en Alsace) pour répondre à la demande des citoyens : la Chambre de consommation d'Alsace (CCA) et l'association Alter Alsace énergies (AAE).

Contrairement aux autres EIE régionaux, les EIE de l'Eurométropole ne sont pas portés par des structures communales ou intercommunales, mais par des associations.
Toutefois, depuis 2013, la Communauté Urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2015, participe au financement des postes de conseillers EIE.

Ainsi, pour un équivalent temps plein EIE, ces espaces sont financés à hauteur d'environ 20 000 € par l'ADEME, 10 000 € par la Région Alsace et 10 000 € par l'Eurométropole.

La Chambre de consommation d'Alsace

Depuis 2010, la mission d'Espace info énergie (EIE) qu'assure la Chambre de consommation d'Alsace (CCA) repose sur deux postes : un conseiller généraliste et un conseiller juridique, spécialisé dans la résolution de litiges entre particuliers et professionnels dans le cadre de travaux visant à réaliser des économies d'énergie ou à recourir aux énergies renouvelables.

En 2015, **1 029 personnes** ont sollicité directement la CCA dans le cadre de ses permanences régulières, **1 243** autres ont été directement sensibilisées et conseillées au cours de différentes manifestations.

Tout comme les années précédentes, la Chambre de consommation d'Alsace a principalement renseigné des propriétaires ou copropriétaires occupants (83%).

Les principales sollicitations concernent les aides financières et l'isolation des bâtiments avec respectivement 40% et 23 % des demandes.

Les questions concernant le type de chauffage représentent 17% sur l'année 2015, le choix des particuliers étant le plus souvent déterminé par le montant des aides allouées.

La Chambre de consommation d'Alsace constate par ailleurs l'accroissement du nombre de demandes liées à la résolution de litiges et problèmes relatifs aux travaux d'économies d'énergies ou de recours aux énergies renouvelables. En 2015, le conseiller juridique a

renseigné **473** demandes, soit une augmentation de 15% par rapport à l'année précédente, confirmant la tendance observée depuis deux années à l'accroissement des sollicitations liées à des litiges et des questions juridiques.

Les sujets les plus fréquemment traités sont les litiges relatifs à l'installation de panneaux photovoltaïques et de pompes à chaleur (montages financiers inexacts, prix « gonflé » des équipements, produits mal dimensionnés ou mal installés, liquidations d'entreprises, etc.). On relève aussi un accroissement des questions liées aux malfaçons.

Sur l'ensemble des dossiers traités, 31% ont eu une issue favorable (pouvant aller jusqu'au remboursement de l'installation), 48% se sont conclus par un arrangement amiable et 21 % n'ont pas obtenu d'issue favorable pour les consommateurs. Soit une augmentation de 3 points du taux de résolution des dossiers favorables ou amiables pour le particulier par rapport à 2015.

Enfin, dans le cadre de son activité de conseils aux particuliers, la Chambre de consommation d'Alsace a également organisé ou participé à des actions de conseil et d'information. Par exemple, la CCA a participé à des foires et salons en Alsace, à la Fête de l'énergie, à la démarche « Défi des familles à énergie positive », à des émissions sur France 3 ou France Bleu Alsace, à la rédaction d'articles de presse, etc…

3. <u>Le soutien financier proposé</u>

La délibération n°16 du Conseil de l'Eurométropole du vendredi 20 novembre 2015, relative à la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg aux projets des associations en faveur des actions d'éducation et de sensibilisation à l'environnement, a accordé une subvention de 10 000 € par équivalent temps plein aux associations répondant aux missions d'espaces info énergie.

Les missions des Espaces info énergie rejoignant les objectifs poursuivis par le plan climat territorial et le Programme local de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir, une meilleure efficacité énergétique, un accompagnement au changement de comportement et une promotion des énergies renouvelables, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg maintienne, en 2016, cette subvention à la Chambre de Consommation d'Alsace, soit 20 000 €. Cette subvention contribue également, à hauteur de 5 000 €, à la participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg aux structures partenaires de la plateforme de rénovation énergétique OKTAVE, portée par l'ADEME.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation de subvention à l'association, reconnue comme Espace info énergie sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, œuvrant dans le domaine de l'information et de la sensibilisation du grand public sur l'efficacité énergétique, à savoir :

20 000 € pour la Chambre de consommation d'Alsace,

décide

l'imputation des crédits nécessaires, soit 20 000 € au budget 2016, fonction 552, nature 6574, programme 8032 HP01F dont le montant actuellement disponible est de 246 477 €,

autorise

Le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et l'ensemble des documents afférent.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

19

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Subvention à l'Union départementale de la Confédération syndicale des Familles.

Dans le cadre de son soutien aux associations œuvrant dans le domaine du logement, l'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée par l'Union départementale de la confédération syndicale des familles (UDCSF 67) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant global de 12 000 € et d'une subvention pour son projet dans le cadre du programme de gestion urbaine de proximité du Contrat de Ville « Pour un mieux vivre ensemble – Rénovation urbaine – Réhabilitation des quartiers et participation des habitants » d'un montant de 17 000 €.

La présente délibération propose de maintenir les subventions à l'UDCSF 67 de montants identiques aux années précédentes, à savoir : 11 000 € pour le fonctionnement de l'association et 17 000 € pour l'action Contrat de Ville.

1. Le champs d'intervention de l'association

La Confédération syndicale des familles (CSF) est une organisation nationale familiale de défense des consommateurs et des locataires, agréée par l'Etat. L'union départementale de la CSF du Bas-Rhin est une représentation locale de la CSF.
Implantée au cœur des quartiers de Strasbourg, elle agit avec les familles dans tous les domaines du quotidien : éducation, parentalité, économie, santé, consommation, environnement, habitat, etc.

A travers des permanences assurées par son personnel salarié et ses bénévoles, elle soutient et accompagne les locataires au travers d'animations sur différents thèmes liés au logement : la maîtrise des charges locatives, les économies d'énergie, la qualité de l'air intérieur, le surendettement, la gestion des déchets, etc. Elle défend la qualité des logements et les droits des locataires du parc public et privé.

Lors des réhabilitations réalisées par les bailleurs sociaux, elle est l'interface privilégiée des locataires qui lui font part de leurs attentes, leurs préoccupations et leurs difficultés. Elle réalise des plaquettes d'information et de sensibilisation « grand public » (bonnes pratiques d'aération de logement, tri des déchets, économie d'énergie, etc.) afin d'optimiser les comportements et l'utilisation des nouveaux équipements.

2. Les représentations de l'association

Très présente dans le domaine de l'habitat, l'UDCSF 67 assure des représentations dans diverses instances, notamment au Comité régional de l'habitat et de l'hébergement, à la Commission départementale de conciliation, à la Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX), à la Commission de médiation DALO, à l'Agence Nationale de l'habitat (ANAH), à l'Agence départementale d'information sur l'habitat (ADIL), au Dispositif départemental d'éradication du logement indigne ou non décent (DDELIND) ainsi qu'au Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).

De plus, l'UDCSF 67 est représentée dans les instances de 10 bailleurs sociaux du Bas-Rhin. Elle est présente au sein des conseils d'administration de 7 d'entre eux et participe par ailleurs à des commissions d'attribution des logements, à des commissions d'appels d'offre ou des conseils de concertation.

Dans le cadre du Dispositif départemental d'éradication du logement insalubre et non décent (DDELIND) du Bas-Rhin, elle intervient auprès des propriétaires défaillants et des locataires de logements indignes ou non décents.
Jusqu'au 31 décembre 2015, date de l'extinction du dispositif de Garantie des Risques locatifs (GRL), la CSF en a été point relai pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Plus particulièrement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, elle est membre de la Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH).

3. L'activité générale de l'association dans le domaine du logement, en 2015

Avec l'aide de 3 salariés et de nombreux bénévoles, l'UDCSF 67 anime des permanences « logement » au siège de l'association à Strasbourg et dans différentes antennes sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole (Hautepierre, Musau, Neudorf, Meinau, Elsau, Cronenbourg, Schiltigheim, Illkirch-Graffenstaden, Port du Rhin, Cité de l'Ill).

Lors de ces permanences, les questions récurrentes concernent majoritairement les litiges liés au logement privé (dépôt de garantie, décomptes de charges, impayés de loyer, non décence des logements, état des lieux et réparations locatives, augmentation et indexation des loyers). Un nombre important d'interpellations concerne également les problèmes liés à l'humidité et aux moisissures et de développement de certaines pathologies consécutives à l'état du logement.

Parallèlement aux permanences, la CSF est joignable par téléphone et par mail. Ainsi en 2015, elle a répondu à 104 personnes, en majorité des locataires du parc public (informations sur la demande de logement social, décomptes de charges, propreté, problèmes de voisinage,..).

Enfin, l'association intervient régulièrement dans les médias (en 2015, 14 articles sont parus dans différentes publications (Dernières nouvelles d'Alsace, 20 Minutes), ainsi que

plusieurs interventions sur France Bleue portant notamment sur la précarité énergétique des ménages. L'association s'est également dotée d'une page Facebook.
Elle a bénéficié d'un Dispositif local d'accompagnement (DLA) en 2015, afin de réorienter ses priorités et consolider son action.

4. Le projet de Contrat de Ville « Pour un mieux vivre ensemble – Rénovation urbaine – Réhabilitation des quartiers et participations des habitants »

L'UDCSF 67 accompagne les locataires dans le cadre d'opérations de réhabilitation du parc locatif social, sur le territoire de l'Eurométropole :
- en organisant des réunions d'information avec les locataires avant les travaux ;
- en renforçant la concertation avec les locataires lors de la négociation d'accords collectifs avec les bailleurs sociaux ;
- en suivant le déroulement des chantiers afin de repérer d'éventuelles malfaçons ou dysfonctionnements et en les signalant aux bailleurs sociaux ;
- en mettant en place des séances de sensibilisation aux pratiques respectueuses de l'environnement (économies d'énergie, gestion des déchets, éco gestes,…) ;
- en formant les locataires aux usages des nouveaux équipements dans les logements (aération, ventilation,…).

En 2016, l'association propose de poursuivre son action en intervenant auprès des territoires prioritaires, soit :

- à Strasbourg :
  - la Cité de l'Ill ;
  - le quartier du Molkenbronn ;
  - le PRU d'Hautepierre ;
  - le PRU de la Meinau ;
  - le PRU du Neuhof ;
  - le PRU de l'Elsau ;
  - le quartier du Murhof ;
  - le quartier de la Laiterie;
  - le quartier de la cité nucléaire à Cronenbourg.

- hors Strasbourg :
  - les quartiers des Ecrivains et du Marais à Schiltigheim ;
  - le quartier Libermann à Illkirch-Graffenstaden ;
  - le quartier du Wihrel à Ostwald ;
  - le quartier de Guirbaden à Bischheim.

Ainsi, l'association pourra potentiellement toucher les locataires de 7 034 logements situés sur ces territoires, soit plus de 15 000 habitants.

5. Le financement de l'association

En 2015, le budget prévisionnel de l'association s'élevait à 259 355 €, alors que le budget réalisé s'est élevé à 230 123 € (256 210,53 € en 2014). On note un excédent de 29 232 €.

En 2015, l'association a perçu les subventions suivantes :

Organismes financeurs	Montant de la subvention
Caisse d'allocations familiales	107 139 €
Bailleurs sociaux	35 154 €
Conseil Départemental 67	7 320 €
Ville de Schiltigheim, Bischheim (Contrat de Ville)	2 600 €
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	1 500 €
Eurométropole de Strasbourg	**28 000 €**
Etat (Contrat de Ville)	5 500 €
CSF Nationale	1 671 €
MSA	500 €
Total	**189 384 €**

Pour 2016, le budget prévisionnel de fonctionnement de l'UDCSF 67 s'élève au total à 252 150 €.
Par ailleurs, le budget prévisionnel de l'action Contrat de Ville « Pour un mieux vivre ensemble » est de 76 808 €.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée à hauteur de :
- 12 000 € pour la subvention de fonctionnement, soit un montant supérieur de 1 000 € à la subvention accordée en 2015,
- 17 000 € pour la subvention Contrat de Ville, soit un montant identique à la subvention accordée en 2015.

Au vu de ces éléments, il est proposé de reconduire les subventions de 2015, soit :
- 11 000 € pour le fonctionnement,
- 17 000 € pour l'action Contrat de Ville.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

décide

d'attribuer, au titre de l'activité 2016 :

- *une subvention de fonctionnement de 11 000 €*
- *une subvention de 17 000 € au titre de l'action Contrat de Ville « Pour un mieux vivre ensemble »*

à l'Union départementale de la confédération syndicale des familles 67 (UDCSF67)

autorise

- *l'imputation de la dépense globale de 11 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 –programme 8032, fonction 552 – nature 6574 –activité HP01F dont le disponible avant la présente Commission permanente est de 246 47 €;*

- *l'imputation de la dépense globale de 17 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 – programme 605, fonction 552 – nature 20 421 –service HP01 dont le disponible avant la présente Commission permanente est de 74 261 €;*

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions et décisions d'attribution nécessaires.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

20

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Garantie du risque locatif (GRL) - remboursement de la prime d'assurance à divers bénéficiaires (propriétaires).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'approuver le remboursement de la prime d'assurance de la Garantie des Risques Locatifs (GRL) aux propriétaires bailleurs privés dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **3 915,63 €** (représentant **20 dossiers**).

Par délibération du 29 septembre 2009, le Conseil de communauté a en effet approuvé cette prise en charge, aux fins d'encourager le dispositif.

Pour mémoire, la GRL permet de loger tous ménages locataires à bas revenus (inférieurs à 1,5 SMIC pour une personne seule ou 3 SMIC pour deux personnes ou plus), notamment les demandeurs d'emplois, des familles monoparentales « travailleurs pauvres », les retraités modestes et les personnes percevant l'Allocation Adultes Handicapés (AAH), en garantissant entre autre aux propriétaires bailleurs privés le versement des loyers en cas de difficultés financières des locataires.

Afin de promouvoir ce dispositif, l'Eurométropole de Strasbourg a décidé la prise en charge de la prime d'assurance des propriétaires bailleurs s'engageant dans la démarche sur son territoire (volume prévisionnel de 150 dossiers par an), au taux maximal en vigueur au moment du dépôt du dossier et sur la durée d'un bail (3 ans).
Le remboursement s'effectue au terme de chaque année d'exercice de la GRL (et donc de la location effective à un ménage modeste).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

vu la délibération du Conseil de communauté du 29 septembre 2009 validant l'intervention de l'Eurométropole de Strasbourg dans les dispositifs de sécurisation des propriétaires bailleurs (GRL),
vu la délibération du Conseil de communauté du 29 septembre 2011

relative aux évolutions et aux modifications du dispositif GRL/CUS,
vu la délibération du Conseil de communauté du 3 mai 2013
relative aux évolutions et au renouvellement de l'accord partenarial
du dispositif GRL/CUS,

après en avoir délibéré

approuve

le versement d'un montant total de 3 915,63 €, au titre du dispositif GRL/CUS sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe, pour 20 dossiers concernés,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20421, HP01, programme 7046, sur le budget 2016, dont le montant avant la présente Commission est de 13 106 €.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Prénom(s) et nom(s) du ou des propriétaire(s)	Adresse du propriétaire	Adresse du logement	Commune du logement	Typologie du logement	Prénom et nom du locataire	Prénom et nom du colocataire	Nombre de personnes composant le ménage	N° de contrat d'assurance	Montant maximum de la prime
Pascal FRITSCH	27 rue de l'Eglise 67280 URMATT	13 rue Sainte Cécile	STRASBOURG	2 pièces	Sandra RIMLINGER		1	8700520	204,29 €
Gérard KURTZ	24 rue de l'Europe 67460 SOUFFELWEYERSHEIM	26 rue de la Mairie	WOLFISHEIM	2 pièces	Delphine BUFFET		2	8702299	216,52 €
Jean-Yves NICOLLE	30 boulevard d'Anvers 67000 STRASBOURG	30 boulevard d'Anvers	STRASBOURG	2 pièces	Jean-Paul LEITZ		1	8448773	174,01 €
Francis ZIMMERMANN	2a rue de la Moder 67770 DALHUNDEN	25 rue Sallustre	STRASBOURG	3 pièces	Alexandre CRESPO	Jonathan GONZALO	2	8701998	309,22 €
Karine BENARROCH	2 rue du Général Rapp 67000 STRASBOURG	37 rue Saint Aloïse	STRASBOURG	3 pièces	Carmelo FERRARO		3	8701737	233,12 €
Céline SCHRAMM	1c rue des Rossignols 67810 HOLTZHEIM	Résidence Plein Sud 2 rue Emile Picard	LINGOLSHEIM	1 pièce	Betty ANTEQUERA		1	8703776	184,95 €
Bénédicte HERRENBRANDT	10 rue des Officiers 67800 HOENHEIM	1 place Albert Schweitzer	HOENHEIM	2 pièces	Jordan KEMPFER	Lina PERRIN	2	8436190	217,06 €
Philippe CASSEL	9 rue Neuve 67200 STRASBOURG	15 rue Saint Florent	STRASBOURG	3 pièces	Yannick SUTTER	Léa ROTHLAENDER	2	288422	227,70 €
Cyrille VERGNAUD	16 rue des Mines 67110 GUNDERSHOFFEN	19 rue Adèle Riton	STRASBOURG	1 pièce	Raymond VILAPLANA		1	308107	146,19 €
Isabelle PLANTEC	42 rue du Général Leclerc 67202 WOLFISHEIM	7 rue du Sable	STRASBOURG	2 pièces	Jean-François MURA		1	296738	161,70 €
Pierre LOGEL	8 chemin du Bildhauerhof 67560 ROSHEIM	14 cour de Bretagne	STRASBOURG	2 pièces	Mireille JAKSCHITZ		1	8702473	223,49 €
Mélanie ZILLIOX	4 rue des Vignes 67202 WOLFISHEIM	12 rue Tournant	STRASBOURG	2 pièces	Christ NKODIA		1	301789	141,90 €
Alexandre WINTZ et Valérie NIKLAUS	5 chemin du Ruisseau 67550 VENDENHEIM	26 rue de Bretagne	SCHILTIGHEIM	2 pièces	Mustapha TOPRAK	Ozge GULTEKIN	2	296410	198,00 €
Catherine BIEBER	140 rue du Général Gouraud 67210 OBERNAI	1 rue du Charme	SCHILTIGHEIM	3 pièces	Erika ANCEL	Christophe HERBER	2	8712727	308,88 €
Bertrand BURGUNDER	29 rue des Sœurs 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	14 rue Charles de Wendel	GEISPOLSHEIM	3 pièces	Cécile MEYER		1	8447572	200,64 €
Jérôme ARNOLD	4 rue Robert Guidat 67600 SELESTAT	4 rue des Bonnes Gens	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1 pièce	Jean-Emmanuel BIJOU		1	8702103	161,83 €
Virginie HUCHELMANN	4 rue Robert Guidat 67600 SELESTAT	13 rue du Verger	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1 pièce	Cédric KLAMM		1	8440558	145,92 €
Albert SCHUHLER	4 rue Marcel Pagnol 67205 OBERHAUSBERGEN	1 place Saint Aloïse	STRASBOURG	1 pièce	Céline WEBER		1	297366	138,60 €
Joane LENIG	19 rue des Colombes 67540 OSTWALD	3 rue du Four Banal	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1 pièce	Sonia WOLF		1	8704720	159,91 €
Patrice ZIMMERMANN	16 rue Salluste 67200 STRASBOURG	13 rue Neuve	STRASBOURG	2 pièces	Charlotte LE GURUN		1	291429	161,70 €
Total									**3 915,63 €**

21

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Adaptation du logement au handicap : attribution de subventions à divers bénéficiaires.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'approuver le versement d'une enveloppe globale de **18 926 €,** pour les différents projets listés en annexe, dans le cadre de l'aide versée pour l'adaptation du logement au handicap.

Dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat, le Conseil de Communauté s'est en effet engagé par délibérations des 7 juillet 2000 et 6 juin 2014 « Evolution des aides relatives aux travaux d'adaptation des logements au handicap et à la perte d'autonomie des personnes » à soutenir financièrement une partie des travaux permettant le maintien à domicile des personnes handicapées ou des personnes âgées à mobilité réduite.

Les bénéficiaires de cette aide sont les propriétaires occupants et les locataires dont les revenus sont inférieurs à un plafond de ressources revu chaque année. Ces plafonds sont à comparer avec les revenus fiscaux de référence de l'année N-2 de toutes les personnes qui occupent le logement. Toutefois, si les revenus ont fortement baissé entre l'année N-2 et l'année N-1, il est possible de prendre en compte les revenus de l'année N-1.

Nombre de personnes dans le ménage	**Ménages « très modestes »***	**Ménages « modestes »***	**Ménages Eurométropole de Strasbourg (+20% des plafonds « ménages modestes »**
1	14 308 €	18 342 €	22 010 €
2	20 925 €	26 826 €	32 191 €
3	25 166 €	32 260 €	38 712 €
4	29 400 €	37 690 €	45 228 €
5	33 652 €	43 141 €	51 769 €
personne supplémentaire	+ 4 241 €	+ 5 434 €	+ 6 521 €

* Plafonds de ressources ANAH

Les propriétaires bailleurs, qu'ils soient privés ou publics, peuvent percevoir une subvention lorsqu'ils réalisent ces travaux pour le compte de ces locataires.

Deux types de travaux sont pris en considération : l'aménagement des salles d'eau et l'aménagement des accès avec ascenseur ou plate-forme élévatrice.

La participation de l'Eurométropole de Strasbourg a été fixée à 25% des travaux, avec un taux diminué à 20% pour les propriétaires occupants à ressources « modestes » (nomenclature de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)) bénéficiant d'un taux de subvention de 45% de l'agence et à 15% pour les propriétaires occupants à ressources « très modestes » bénéficiant d'un taux de subvention de 60% de l'ANAH.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions pour un montant total de 18 926 €, au titre de l'adaptation du logement au handicap, aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe.

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire fonction 422, nature 20422, HP01, programme 7032, dont le montant avant la présente Commission est de 45 686 €.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Bénéficiaires	Représentant Légal	Dossier n°	Adresse	Coût (TTC) estimé des travaux retenus au titre du handicap	Coût (HT) estimé des travaux retenus au titre du handicap	Taux de la subvention	Strasbourg Eurométropole	CPAM	Conseil Départemental	CARSAT, MSA ou RSI	Caisses complé-mentaires ou DDCS	ANAH	PCH	Total subventions	Total en %
Amine YASSINE	Abdellatif YASSINE	2016/149	8 rue Mozart 67380 LINGOLSHEIM	2 497 €	2 270 €	25%	**113 €**	0 €	81 €				1 999 €	2 193 €	88%
Béatrice KOPP		2016/126	44 rue de Ribeauvillé 67100 STRASBOURG	7 080 €	6 436 €	15%	**380 €**	0 €	644 €			1 522 €	4 290 €	6 836 €	97%
Mohamed HASSANI		2012/063	6 rue Montesquieu 67200 STRASBOURG	7 101 €	6 456 €	15%	**968 €**	0 €	1 937 €			3 873 €		6 778 €	95%
Denise LANDGRAFF*		2015/473	107 route de La Wantzenau 67000 STRASBOURG	1 067 €	970 €	20%	**194 €**	0 €	145 €			436 €		775 €	73%
Emile KITTEL		2015/533	1 rue d'Upsal 67000 STRASBOURG	5 237 €	4 761 €	15%	**714 €**	238 €	1 428 €			2 856 €		5 236 €	100%
Jacqueline MATTER		2015/552	5 rue du Général De Gaulle 67205 OBERHAUSBERGEN	5 610 €	5 100 €	15%	**765 €**	0 €	1 530 €			3 060 €		5 355 €	95%
Bernard SCHUSTER		2015/603	28 rue de Lautenbach 67100 STRASBOURG	6 270 €	5 700 €	25%	**1 425 €**	0 €	855 €	0 €				2 280 €	36%
Pierrette JACOTET		2015/635	8 rue de Dachstein 67300 SCHILTIGHEIM	12 800 €	12 133 €	20%	**2 427 €**	0 €	1 820 €			5 460 €		9 707 €	76%
Bernadette SCHAEFFER		2015/637	50 rue du Burthal 67460 SOUFFELWERSHEIM	6 220 €	5 655 €	15%	**848 €**	0 €	1 696 €			3 393 €		5 937 €	95%
Joseph KIEGER		2016/147	14 rue des Bornes 67200 STRASBOURG	5 711 €	5 191 €	15%	**779 €**	0 €	1 557 €			3 115 €		5 451 €	95%
Frédéric BARUTHIO		2016/128	5a rue Glaubitz 67100 STRASBOURG	8 450 €	8 009 €	20%	**659 €**	0 €	455 €			1 482 €	4 975 €	7 571 €	90%
Raymond DURR		2016/050	1 rue des Cigognes 67460 SOUFFELWEYERSHEIM	7 222 €	6 566 €	15%	**985 €**	0 €	1 970 €			3 940 €		6 895 €	95%
Caroline UNG	Christophe UNG	2016/235	16 rue du Rieth 67200 STRASBOURG	9 416 €	8 861 €	15%	**665 €**	229 €	1 156 €			2 658 €	4 708 €	9 416 €	100%
Catherine BATTAGLIA		2015/090	138 rue Bürckel 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	7 264 €	6 604 €	15%	**991 €**	0 €	1 981 €	329 €		3 962 €		7 263 €	100%
Rémy LEHMBECKER		2015/210	14 rue de Ziegelfeld 67100 STRASBOURG	5 337 €	4 852 €	15%	**728 €**		1 456 €	0 €		2 911 €		5 095 €	95%
Jacques FLAISCHER		2015/274	11 rue Stéphane Binger 67000 STRASBOURG	11 658 €	10 598 €	15%	**1 590 €**		3 179 €	0 €		6 359 €		11 128 €	95%
Isabelle PIERRE		2016/005	28 rue du Général Leclerc 67450 MUNDOLSHEIM	7 530 €	6 846 €	15%	**1 027 €**	342 €	2 054 €			4 107 €		7 530 €	100%
Dorsamy VENCATASAMY		2016/049	46 avenue Racine 67200 STRASBOURG	5 944 €	5 404 €	15%	**811 €**	0 €	1 621 €	270 €		3 242 €		5 944 €	100%
Jean-Paul RUFF		2016/085	12 rue du Neufeld 67100 STRASBOURG	4 678 €	4 334 €	15%	**650 €**	0 €	1 035 €	393 €		2 600 €		4 678 €	100%
Marie-Louise SCHWALLER		2016/118	64 rue du Noyer 67300 SCHILTIGHEIM	12 146 €	11 042 €	20%	**2 208 €**	0 €	1 350 €			4 969 €		8 527 €	70%
Total				**139 238 €**	**127 788 €**		**18 926 €**	809 €	27 950 €	992 €	0 €	59 945 €	15 971 €	124 593 €	89%

* engagement complémentaire

CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CARSAT : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail
MSA : Mutualité Sociale Agricole
ANAH : Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat
PCH : Prestation de Compensation au Handicap (déduite du Coût (TTC) des travaux retenu au titre du handicap avant le calcul de la subvention)
DDCS : Direction Départementale de la Cohésion Sociale
L'aide financière n'a pas encore été communiquée par les organismes concernés.

Les différentes aides dépendent des droits personnels ouverts, des plafonds de ressources et des coûts de travaux retenus au titre du handicap.

22

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Programme d'intérêt général (PIG) Habiter Mieux et Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés Dégradées - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'approuver le versement - au titre des Programmes d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » et au titre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Copropriétés Dégradées » - de subventions aux particuliers dont les listes figurent ci-jointes, pour une enveloppe globale de **119 016 €**.

Le Conseil de communauté a en effet approuvé, pour la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2016 :

- par délibération du 23 mars 2012, le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » sur le territoire de l'Eurométropole,
- par délibération du 27 janvier 2012, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Copropriétés Dégradées » pour six copropriétés en difficultés - Spender à Koenigshoffen, Einstein à Cronenbourg, La Tour à la Meinau, Victor Hugo à Koenigshofffen et Eleonore I et II à Hautepierre.

Pour mémoire, le PIG et l'OPAH portent sur des travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant notamment la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la résorption de l'habitat indigne et la lutte contre la vacance.
Les propriétaires occupants ou bailleurs (particuliers ou institutionnels) qui réhabilitent des logements de plus de 15 ans, pour le PIG, et les propriétaires privés ou les syndicats des copropriétaires, pour l'OPAH, peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération, qui vise à attribuer ces aides complémentaires, ont été validés en Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

vu la délibération du Conseil de communauté du 27 juin 2008 validant le lancement d'une étude pré-opérationnelle pour la requalification des copropriétés en difficultés ;
vu la délibération du Conseil de communauté du 9 avril 2010 validant la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2010-2015 ;
vu la délibération du Conseil de communauté du 27 mai 2011 relative au lancement d'un fonds d'aide à la rénovation thermique (FART) ;
vu la délibération du Conseil de communauté du 27 janvier 2012 relative aux modalités financières de l'OPAH « Copropriétés Dégradées » ;
vu la délibération du Conseil de communauté du 23 mars 2012 relative aux modalités financières du PIG Habiter Mieux ;

après en avoir délibéré

approuve

- *le versement de subventions pour un montant de 117 241 €, au titre du programme d'intérêt général Habiter Mieux sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *le versement de subventions pour un montant de 1 775 €, au titre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Copropriétés Dégradées »,*

*soit un montant total de subventions de **119 016 €** aux bénéficiaires mentionnés sur les tableaux joints en annexe, pour un total de 75 logements concernés,*

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20421, HP01, AP0117, programme 568, sur les budgets 2016 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants, dont le montant avant la présente Commission est de 774 488 €.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Date de la commission ANAH	N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Propriétaire	Adresse du propriétaire ou du mandataire	Type de propriétaire	Nombre de logement	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires (sauf *)	*ANAH Prime FART	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
03/05/2016	67009596	avec travaux	Reichstett	4 rue de La Wantzenau	M. et Mme Alain WENDLING	4 rue de la Wantzenau 67116 REICHSTETT	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	5 677 €	2 839 €	0 €	15%	**852 €**
03/05/2016	67009814	avec travaux	Wolfisheim	4 rue Berlioz	M. et Mme Youssef AKAR	4 rue Berlioz 67202 WOLFISHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	2 472 €	1 236 €	0 €	15%	**371 €**
17/05/2016	67009988	avec travaux	Schiltigheim	6 rue d'Urmatt	M. et Mme Gilles VARINOT	6 rue d'Urmatt 67300 SCHILTIGHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
03/05/2016	67009999	avec travaux	Strasbourg	18 rue de Balbronn	M. et Mme Mehmet DEMIRTAS	18 rue de Balbronn 67200 STRASBOURG	Occupant	1		Classique avec Economie d'Energie	3 825 €	1 339 €	0 €	10%	**383 €**
17/05/2016	67010150	avec travaux	Strasbourg	14 rue Virgile	Mme Delphine TOP	14 rue Virgile 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	14 490 €	7 245 €	1 378 €	10%	**1 449 €**
17/05/2016	67010201	avec travaux	La Wantzenau	22 rue Leh	M. Lucas FAVALORO et Mme Angélique BERNHARDT	22 rue Leh 67610 LA WANTZENAU	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
17/05/2016	67010226	avec travaux	Strasbourg	2 rue de Reitwiller	Mme Dilek DURGUN	2 rue de Reitwiller 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	8 504 €	4 252 €	850 €	10%	**850 €**
17/05/2016	67010227	avec travaux	Strasbourg	45 rue du Bellay	M. et Mme Augustin LAZONE	45 rue Bellay 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	17 062 €	8 531 €	1 706 €	10%	**1 706 €**
17/05/2016	67010228	avec travaux	Hoenheim	32 rue Jean-Jacques Roussea	M. et Mme Cuma ARAN	32 rue Jean-Jacques Rousseau 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	8 274 €	4 137 €	827 €	10%	**827 €**
17/05/2016	67010244	avec travaux	Strasbourg	9 rue Charles Gerhardt	M. et Mme Joseph MARCIANO	9 rue Gerhardt 67000 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	8 379 €	4 190 €	838 €	10%	**838 €**
17/05/2016	67010245	avec travaux	Geispolsheim	4 rue du Raisin	M. et Mme Fayçal JRAJRIA	4a route de Brumath 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
17/05/2016	67010271	avec travaux	Strasbourg	56 rue Georges Bernanos	M. et Mme Roland BENGALI	56 rue Bernanos 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	17 898 €	8 949 €	1 790 €	10%	**1 790 €**
17/05/2016	67010285	avec travaux	Strasbourg	6 rue François Villon	M. et Mme Ali Akbar AGHA BABAEI	6 rue François Villon 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	16 640 €	8 320 €	1 664 €	10%	**1 664 €**
17/05/2016	67010286	avec travaux	Strasbourg	12 rue Emile Belin	M. et Mme Muhammed KAPLAN	12 rue Emile Belin 67100 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	4 923 €	2 462 €	492 €	10%	**492 €**
17/05/2016	67010287	avec travaux	Strasbourg	46 rue Georges Bernanos	M. et Mme Hassan EL AMRANI	46 rue Georges Bernanos 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	16 352 €	8 176 €	1 635 €	10%	**1 635 €**
17/05/2016	67010288	avec travaux	Entzheim	33 rue du Parc	M. et Mme Samuël NKUTI	33 rue du Parc 67960 ENTZHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	19 431 €	9 716 €	1 943 €	10%	**1 943 €**
17/05/2016	67010292	avec travaux	Hoenheim	15 avenue du Ried	Mme Barbara OSSEUX	15 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	6 323 €	3 161 €	606 €	10%	**632 €**
17/05/2016	67010293	avec travaux	Hoenheim	13 avenue du Ried	Mme Jannine GEORGER	13 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	6 875 €	3 438 €	659 €	10%	**688 €**
17/05/2016	67010294	avec travaux	Hoenheim	19 avenue du Ried	M. et Mme Pascal MARCEAU	19 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	6 282 €	3 141 €	603 €	10%	**628 €**
17/05/2016	67010295	avec travaux	Hoenheim	19 avenue du Ried	M. et Mme Marday MARIMOOTHOO	19 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	8 483 €	4 241 €	814 €	10%	**848 €**
17/05/2016	67010296	avec travaux	Hoenheim	19 avenue du Ried	M. et Mme Thierry FOUCAT	19 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant	1		Classique avec Economie d'Energie	8 318 €	2 911 €	798 €	5%	**416 €**
17/05/2016	67010297	avec travaux	Hoenheim	17 avenue du Ried	Mme Brigitte REISZ	17 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	6 061 €	3 030 €	581 €	10%	**606 €**
17/05/2016	67010298	avec travaux	Hoenheim	15 avenue du Ried	M. et Mme Ayhan SAKALLI	15 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	8 405 €	4 203 €	806 €	10%	**841 €**
17/05/2016	67010358	avec travaux	Wolfisheim	30 rue Berlioz	M. et Mme Redouane BENALLOU	30 rue Berlioz 67202 WOLFISHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
17/05/2016	67010366	avec travaux	Lampertheim	10 rue de l'Ecole	M. et Mme Ramiz GUNER	10 rue de l'Ecole 67450 LAMPERTHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	11 351 €	5 675 €	1 135 €	10%	**1 135 €**
17/05/2016	67010367	avec travaux	Strasbourg	17 rue de l'Indre	M. et Mme Gokan YILDIRIM	17 rue de l'Indre 67100 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
17/05/2016	67010368	avec travaux	Strasbourg	40 rue Romain Rolland	M. et Mme Mounir MEZNI	40 rue Romain Rolland 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	19 402 €	9 701 €	1 940 €	10%	**1 940 €**

Date de la commission ANAH	N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Propriétaire	Adresse du propriétaire ou du mandataire	Type de propriétaire	Nombre de logement	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires (sauf *)	*ANAH Prime FART	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
17/05/2016	67010382	avec travaux	Oberschaeffolsheim	14 rue des Vergers	M. et Mme Francisco BOZA	14 rue des Vergers 67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	11 280 €	5 640 €	1 128 €	10%	**1 128 €**
17/05/2016	67010405	avec travaux	Hoenheim	17 avenue du Ried	Mme Fatima AIT-AOUDIA	17 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	6 116 €	3 058 €	587 €	10%	**612 €**
17/05/2016	67010406	avec travaux	Hoenheim	17 avenue du Ried	Mme Maria SERAFINI	17 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	7 282 €	3 641 €	698 €	10%	**728 €**
17/05/2016	67010407	avec travaux	Hoenheim	15 avenue du Ried	M. et Mme Fahrudin ZATRIC	15 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	5 715 €	2 858 €	548 €	10%	**572 €**
17/05/2016	67010408	avec travaux	Hoenheim	15 avenue du Ried	M. Sébastien BURCKHARDT	15 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant	1		Classique avec Economie d'Energie	6 212 €	2 174 €	596 €	5%	**311 €**
17/05/2016	67010409	avec travaux	Hoenheim	11 avenue du Ried	M. et Mme Cevdet HIZ	11 avenue du Ried 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	7 668 €	3 834 €	0 €	10%	**767 €**
17/05/2016	67010415	avec travaux	Strasbourg	44 rue des Jardiniers	M. Miguel CAMPOS GONZALEZ et Mme Sophie SABATIER	44 rue des Jardiniers 67000 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	15 618 €	7 809 €	1 562 €	10%	**1 562 €**
17/05/2016	67010417	avec travaux	Strasbourg	6 rue Du Bellay	M. et Mme Daniel TARMAT	6 rue Du Bellay 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	18 957 €	9 479 €	1 896 €	10%	**1 896 €**
17/05/2016	67010422	avec travaux	Fegersheim	2 rue des Charrons	M. et Mme Thi Thanh Truc NGUYEN	2 rue des Charrons 67640 FEGERSHEIM	Occupant	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	7 000 €	1 600 €	5%	**1 000 €**
17/05/2016	67010423	avec travaux	Strasbourg	13 rue du Landsberg	M. Jonathan HEIN	13 rue du Landsberg 67100 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	4 250 €	2 125 €	425 €	10%	**425 €**
17/05/2016	67010432	avec travaux	Strasbourg	50 rue René Laennec	M; et Mme Mario GOMES	50 rue René Laennec 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
17/05/2016	67010451	avec travaux	Ostwald	5 rue de Benfeld	M. et Mme Hakan UNAL	5 rue de Benfeld 67540 OSTWALD	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	11 609 €	5 804 €	1 161 €	10%	**1 161 €**
17/05/2016	67010485	avec travaux	Fegersheim	4 rue Oberwiller	M. Mehdi BEN AMMAR et Mme Armelle RICHTER	4 rue Oberwiller 67640 FEGERSHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
17/05/2016	67010486	avec travaux	Strasbourg	7 rue Brûlée	Mme Madeleine FRANCK	7 rue Brülée 67000 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	10 083 €	5 041 €	1 008 €	10%	**1 008 €**
17/05/2016	67010494	avec travaux	Strasbourg	8 boulevard d'Anvers	M. et Mme Askin CALISKAN	11 rue Edouard Teutch 67000 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
/	067 SLS 201604 0065	sans travaux	Vendenheim	2 rue du Moulin	Mme Nicole ACKERMANN	2a rue du Moulin 67550 VENDENHEIM	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**3 000 €**
09/08/2016	067 SLS 201604 0070	sans travaux	Schiltigheim	1 rue de la Robertsau	M. et Mme Thomas GARDIN	31a rue des Tuiles 67170 BRUMATH	Bailleur	1	loyer social		0 €	1 000 €	0 €	0%	**1 500 €**
21/06/2016	67010136	avec travaux	Strasbourg	33 rue Paul Claudel	M. et Mme Harrypersad CAUSSY	33 rue Paul Claudel 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	16 012 €	8 006 €	1 601 €	10%	**1 601 €**
21/06/2016	67010202	avec travaux	Strasbourg	47 rue de l'Engelbreit	Mme Fatima KARABULUT	47 rue de l'Engelbreit 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	7 846 €	3 923 €	785 €	10%	**785 €**
21/06/2016	67010359	avec travaux	Strasbourg	10 rue du Caravage	M. Marc FERRANTE	10 rue du Caravage 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	13 811 €	6 906 €	1 381 €	10%	**1 381 €**
21/06/2016	67010369	avec travaux	Souffelweyersheim	16 rue de France	M. Didier SCHERER et Mme Céline GERBER	16 rue de France 67460 SOUFFELWEYERSHEIM	Occupant	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	7 000 €	1 600 €	5%	**1 000 €**
21/06/2016	67010424	avec travaux	Lingolsheim	7 rue de la Chapelle	M. et Madame Resul AKGUL	7 rue de la Chapelle 67380 LINGOLSHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
21/06/2016	67010500	avec travaux	Hoenheim	3 rue Gambetta	M. et Mme Yalcin KARAYIGIT	3 rue Gambetta 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
21/06/2016	67010501	avec travaux	Schiltigheim	46 rue de la Gare	M. et Mme Sébastien SCHNEIDER	46 rue de la Gare 67300 SCHILTIGHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
21/06/2016	67010502	avec travaux	Schiltigheim	10 rue Léo Lagrange	M. et Mme Michel REDELSPERGER	10 rue Léo Lagrange 67300 SCHILTIGHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
/	067 SLS 201605 0089	sans travaux	Vendenheim	11 rue du Climont	M. et Mme Pascal HARMELLE	11 rue du Climont 67550 VENDENHEIM	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201605 0090	sans travaux	Schiltigheim	35 rue des Malteries	Mme Jeanine PLAISANT née HERMANNS	14a rue du Vorfelsbourg 67190 MUTZIG	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**1 500 €**

Date de la commission ANAH	N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Propriétaire	Adresse du propriétaire ou du mandataire	Type de propriétaire	Nombre de logement	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires (sauf *)	*ANAH Prime FART	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
21/06/2016	67010536	avec travaux	Strasbourg	22 rue Rabelais	M. et Mme Van Hung NGUYEN	22 rue Rabelais 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	18 957 €	9 479 €	1 896 €	10%	**1 896 €**
21/06/2016	67010550	avec travaux	Strasbourg	6 rue Yvan et Claire Goll	M. et Mme Vothy TAING	6 rue Yvan et Claire Goll 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	15 649 €	7 824 €	1 565 €	10%	**1 565 €**
07/07/2016	67010299	avec travaux	Wolfisheim	20 rue des Vignes	M. et Mme Mustafa BOYRAZ	20 rue des Vignes 67202 WOLFISHEIM	Occupant(TS)	1		Lourds avec Economie d'Energie	50 000 €	25 000 €	2 000 €	10%	**5 000 €**
07/07/2016	67010434	avec travaux	Bischheim	4 rue de la Marne	M; et Mme Pasquale SCALISE	32 rue des Officiers 67800 BISCHHEIM	Occupant(TS)	1		Lourds avec Economie d'Energie	52 245 €	26 123 €	2 000 €	10%	**5 225 €**
07/07/2016	67010504	avec travaux	Strasbourg	166 route de Mittelhausbergen	M. et Mme Yahya KAHRAMAN	4a rue Alfred De Vigny 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Lourds avec Economie d'Energie	50 000 €	25 000 €	2 000 €	10%	**5 000 €**
07/07/2016	67010507	avec travaux	Strasbourg	9 rue de Soultz	M. et Mme Stéphane NGUYEN	9 rue de Soultz 67100 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Lourds avec Economie d'Energie	52 110 €	26 055 €	2 000 €	10%	**5 211 €**
07/07/2016	67010509	avec travaux	Strasbourg	7 rue de Marlenheim	M. Paul BEHR SCI ELISABETH	15 rue des Généraux Cremer 57200 SARREGUEMINES	Bailleur	1	loyer social	Classique (MD)	19 955 €	6 984 €	0 €	10%	**1 996 €**
09/08/2016	67010563	avec travaux	Entzheim	10 rue des Lilas	M. et Mme Claude KIRMSER	10 rue des Lilas 67960 ENTZHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	19 080 €	9 540 €	1 908 €	10%	**1 908 €**
09/08/2016	67010565	avec travaux	Strasbourg	27 rue de Wiwersheim	M. et Mme Haci Omer UNLU	18a boulevard de la Victoire 67000 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
09/08/2016	67010566	avec travaux	Strasbourg	50 rue Paul Claudel	M. et Mme SOUNDARAMOURTY	50 rue Paul Claudel 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	16 681 €	8 341 €	1 668 €	10%	**1 668 €**
09/08/2016	67010567	avec travaux	Strasbourg	39 rue Bernanos	M. et Mme Thierry GROSS	39 rue Bernanos 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	11 795 €	5 898 €	1 180 €	10%	**1 180 €**
09/08/2016	67010569	avec travaux	Strasbourg	10 rue Rabelais	M. et Mme Sandrou ISHVAR	10 rue Rabelais 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	18 957 €	9 479 €	1 896 €	10%	**1 896 €**
09/08/2016	67010574	avec travaux	Geispolsheim	27 rue des Cerises	Mme Anne COSTA	27 rue des Cerises 67118 GEISPOLSHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
09/08/2016	67010575	avec travaux	Lingolsheim	15 rue Tiergaertel	Mme Nathalie NIERENBERGER	15 rue Tiergaertel 67380 LINGOLSHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	18 642 €	9 321 €	1 864 €	10%	**1 864 €**
09/08/2016	67010635	avec travaux	Geispolsheim	19 rue du Faisan	M. Damien BOTTEMER	19 rue du Faisan 67118 GEISPOLSHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	13 637 €	6 818 €	1 364 €	10%	**1 364 €**
09/08/2016	67010636	avec travaux	Ostwald	2 rue des Acacias	M. et Mme Ahmet KOCA	2 rue des Acacias 67540 OSTWALD	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
09/08/2016	67010637	avec travaux	Strasbourg	12 rue d'Entzheim	M. et Mme El Mehdi CHAMBIT	12 rue d'Entzheim 67200 STRASBOURG	Occupant	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	7 000 €	1 600 €	5%	**1 000 €**
/	067 STS 201607 0150	sans travaux	Strasbourg	182 route des Romains	M. et Mme Samir BOUCHERET	12 rue de l'Abattoir 67300 SCHILTIGHEIM	Bailleur	1	loyer très social		0 €	0 €	0 €	0%	**3 000 €**
09/08/2016	067 SLS 201607 0151	sans travaux	Bischheim	2 rue des Poilus	M. Nori OULED-DIAF	1a rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM	Bailleur	1	loyer social		0 €	1 000 €	0 €	0%	**1 500 €**
Total								**73**			1 085 596 €	530 051 €	90 583 €		**117 241 €**

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000 € sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative lorsque le propriétaire passe par Horizon Amitié ou une autre association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.

date de la commission ANAH	N° dossier	Commune	Adresse de l'immeuble	Type de propriétaire	Propriétaire	Adresse du propriétaire ou du représentant	Nombre de logements	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
17/05/2016	67010242	Strasbourg	79 boulevard La Fontaine	Occupant(TS)	M. et Mme Abdurrahman YSILYURT	79 boulevard La Fontaine 67200 STRASBOURG	1	Classique avec Economie d'Energie	5 080 €	2 540 €	10%	**508 €**
09/08/2016	67010613	Strasbourg	81 boulevard La Fontaine	Occupant(TS)	M. Cengiz DELES et Mme Nuran SENCAR	81 boulevard La Fontaine 67200 STRASBOURG	1	Classique avec Economie d'Energie	12 672 €	6 336 €	10%	**1 267 €**
Total							**2**		17 752 €	8 876 €		**1 775 €**

23

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

ADOMA : Droit Commun 2016
Hœnheim - « Le Ried » - 1, avenue du Général de Gaulle : opération de réhabilitation d'une résidence sociale de 235 chambres éligibles à la PALULOS.
Participations financières et garantie d'emprunts.

ADOMA a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation sur la résidence sociale « Le Ried » situé à Hœnheim – 1, avenue du Général de Gaulle. Cette résidence compte actuellement 235 chambres répartis en 15 unités de vie. Chaque unité de vie comporte des services partagés, salles de douches et cuisines ainsi que 9 à 17 chambres.

Cette opération de réhabilitation se réalisera en deux phases :

- une première phase de travaux ayant pour but la réhabilitation thermique de l'enveloppe du bâti ainsi que le remplacement d'équipements techniques ;
- une seconde phase aura pour objectif de restructurer l'intérieur du bâtiment afin de créer, pour partie, des studios individuels et pour partie la réhabilitation des chambres dédiées à l'activité hébergement.

ADOMA a décidé d'effectuer les travaux suivants :

- remplacement des menuiseries ;
- l'isolation et remplacement des étanchéités en toitures ;
- l'isolation thermique des façades ;
- pose d'un escalier extérieur métallique pour un accès à la toiture ;
- agrandissement et rénovation complète de la chaufferie ;
- mise en place d'une nouvelle distribution de chauffage en faux plafond du rez-de-chaussée ;
- mise en place d'une sous station en milieu de bâtiment pour optimiser la régulation du chauffage ;
- mise en place d'une VMC ;
- le remplacement des fenêtres des cages d'escaliers ;
- le remplacement des équipements de la chaufferie centrale et de la VMC.

Les travaux sont éligibles à un financement PALULOS, ainsi ils peuvent bénéficier de prêts auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

L'ensemble immobilier vise une performance énergétique de classe C.

L'ensemble de cette opération de réhabilitation peut profiter du dispositif performance énergétique mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 20 décembre 2013 puisque les travaux conduisent à une performance énergétique inférieure ou égale à 195 KWh/m²/an et que le gain énergétique sera au minimum de 80 KWh/m²/an.

En raison de sa spécificité, et par souci d'équité par rapport aux opérations de réhabilitation de logements sociaux classique, la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg a été calculée sur la base d'un logement pour trois chambres. Par conséquent, la subvention porte sur un équivalent de 78 logements.

La déclaration préalable de non opposition de travaux a été signée le 26 février 2015.

Les caractéristiques des opérations et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de 234 000 €, allouée au titre de l'atteinte de la performance énergétique pour les 78 équivalents logements ainsi que pour sa garantie pour le prêt PAM Eco-prêt d'un montant total de 1 147 365 €, emprunt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau),
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu la délibération du Conseil CUS du 20 décembre 2013 concernant la mise en place d'un nouveau dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant ;
vu l'article 2298 du Code civil ;

vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants
du Code général des collectivités territoriales ;
vu le contrat de prêt signé entre ADOMA, ci-après
l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération de réhabilitation de 78 logements située à Hoenheim – « Le Ried » - 1, avenue du Général de Gaulle :

a) le versement d'une participation eurométropolitaine à ADOMA d'un montant total de 234 000 €, soit une subvention en fonction du gain énergétique théorique par logement :

Adresse des logements	*Nombre de logements*	*Gain (KWh/ m²/an)*	*Montant subvention EmS/logements*	*Total*
1, avenue du Général de Gaulle - Hoenheim	*78*	*210-229*	*3 000 €*	*234 000 €*

b) la garantie, à hauteur de 100 %, pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 147 365 €, souscrit par ADOMA auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce prêt est constitué d'une ligne dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

PAM Eco-Prêt	
Montant du prêt :	*1 147 365 €*
Durée totale du prêt :	*20 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0,45 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« simple révisabilité » (SR)*

Taux de progressivité des échéances : De 0 % à 0,50 % maximum.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ADOMA dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ADOMA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 234 000 € :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux ; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) l'imputation de la dépense globale de 234 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20421 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission Permanente (Bureau) est de 1 377 460 € ;

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec ADOMA en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — **Annexe n°1**

Bailleur : ADOMA — **Numéro de référence** **2016075**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
REHAB	**235**

Opération:

Identification	
Commune	Schiltigheim/Bischheim
Quartier	
Numéro	1
Adresse	Avenue du Rhin

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PALULOS	235 = 78 logements	234 000 €
Total subventions Eurométropole :		**234 000,00 €**

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Redevance mensuelle (toute charge comprise)				
T1	1	9,00	9,00	342,14 €				
T1	234	7,50	7,50	315,67 €				
Total	**235**	**1 764,00**	**1 764,00**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PALULOS	

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien ascenseur, entretien parties communes, chauffage + eau chaude gaz, taxes enlèvement ordures ménagères, abonnement cable, Electricité

Ratios

Cout des travaux	7 837,53 €	/ logement	prix au m² de SH	871,45 €
			prix au m² de SU	871,45 €
			prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**1 841 820 €**	100%	**Subventions**	***234 000 €***	***12,70%***
			ETAT	**- €**	**0,00%**
			Eurométropole	**234 000,00 €**	**12,70%**
			PALULOS	234 000,00 €	12,70%
			Emprunts	***1 147 365,00 €***	***62,30%***
			Prêt PAM	1 147 365,00 €	62,30%
			Fonds propres	***460 455 €***	***25,00%***
Total	**1 841 819,87**	**100,00%**	**Total**	**1 841 819,87 €**	**100,00%**

24

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

ADOMA - Droit commun 2013
Strasbourg Koenigsoffen - 64, rue des Petites Fermes - Opération de construction neuve de 157 logements et d'acquisition amélioration de 114 logements autonomes et structurés en résidence sociale financés en Prêt locatif d'aide à l'intégration (PLAI).
Emprunt complémentaire.

Suite au décret du 4 juillet 2006 relatif à la restructuration des foyers de travailleurs migrants (FTM) en résidence sociale, ADOMA a décidé de restructurer le foyer de travailleur migrant « Koenigsoffen » situé à Strasbourg Koenigsoffen – 64 rue des Petites Fermes afin d'y réaliser une opération de 271 logements autonomes financés en Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Actuellement, ce foyer a une capacité d'accueil de 275 places réparties en unités de vie collectives avec des chambres de 7,50 m².

Cette opération de restructuration comprend, en première phase, la construction de deux extensions d'une capacité de 157 logements chacune. Puis, en deuxième phase, la réhabilitation de trois ailes existantes du foyer afin d'y intégrer 114 logements autonomes. Enfin, en dernière phase, seront effectués le désamiantage et la démolition de l'aile ouest puis la réalisation des voieries définitives et des espaces verts. Le public du foyer sera maintenu sur le site pendant toute la durée des travaux par la réalisation d'une opération tiroir.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 15 juin 2015.

Cette opération a fait l'objet d'une première délibération en date du 20 novembre 2015 permettant d'octroyer les subventions et les garanties aux emprunts nécessaires pour la réalisation du projet.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à un emprunt complémentaire de la Caisse d'assurance de retraite et de la santé au travail (CARSAT)

d'Alsace-Moselle qui sera contracté pour la réalisation de l'opération pour un montant total de 1 573 000 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de garantie du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat du 31 décembre 2013 ;
Vu le Contrat de prêt signé entre ADOMA, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération de construction neuve et d'acquisition amélioration de 271 logements en résidence sociale située à Strasbourg Koenigsoffen – 64 rue des Petites Fermes :

- *la garantie du prêt, à hauteur de 100 % qui sera contracté par ADOMA auprès de la Caisse d'assurance de retraite et de la santé au travail (CARSAT) et dont les caractéristiques sont mentionnées ci-dessous :*

<u>Prêt CARSAT :</u>

Montant du prêt	*1 573 000 €*
Durée totale du prêt	*20 ans*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*0%*
Périodicité des échéances	*annuelle*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ADOMA dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'assurance de retraite et de la santé au travail (CARSAT), la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ADOMA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de la collectivité durant l'année 2016,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec ADOMA en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : ADOMA — **Numéro de référence** **2013-003/201**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
AA	**114**
CN	**157**

Opération:

Identification	ZUS - Dérogation préfectorale obtenue
Commune	Strasbourg
Quartier	Koenigshoffen / Montagne verte / Elsau
Numéro	64
Adresse	rue des Petites Fermes

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLAI AA	114	1 026 000 €
PLAI CN	157	1 413 000 €
BBC rénovation	2754 m²	82 620 €
Handicap	114	342 000 €
Total subventions Eurométropole :		**2 863 620,00 €**

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC
CARSAT

Description de l'opération

Performance energétique: BBC réno.

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Redevance					
T1	190	18,10	23,78	340,49 €					
T1'	54	25,00	32,85	453,27 €					
T1 bis	27	30,50	40,09	498,91 €					
Total	**271**	**5 612,50**	**7 374,53**						

Loyer mensuel au m²:

PLAI

Nombre de logements adaptés au handicap:	114
Nombre de grands logements	

Détail des postes de charges:

La redevance comprend le montant des charges. Soit le chauffage, l'eau, l'éléctricité, entretien des commun, taxe des ordures ménagères

Ratios

Charges immobilières	- €	/ logement	prix au m² de SH	2 476,64 €
Cout des travaux	45 954,00 €	/ logement	prix au m² de SU	1 884,76 €
Prestations intellectuelles	4 695,88 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	642,37 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**- €**		**Subventions**	***5 602 620 €***	***40,18%***
			ETAT	**2 439 000 €**	**17,55%**
Cout des travaux	**12 453 473 €**	90%			
			Eurométropole	**2 863 620,00 €**	**20,60%**
Prestations intellectuelles	**1 272 584 €**	9%	**PLAI**	2 439 000,00 €	17,55%
			Handicap	342 000,00 €	2,46%
Montant de la TVA	**174 083 €**	1%	**Performance énergétique**	82 620,00 €	0,59%
			Région	300 000,00 €	2,03%
			Autre	- €	0,00%
			Emprunts	***6 255 300,00 €***	***45,00%***
			Prêt PLAI Construction	5 000,00 €	0,04%
			Prêt collecteur 1%	4 677 300,00 €	33,65%
			CARSAT	1 573 000,00 €	11,32%
			Fonds propres	***2 042 220 €***	***14,69%***
Total	**13 900 140,00 €**	**100,00%**	**Total**	**13 900 140,00 €**	**100,00%**

Observations:

25

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS HABITAT - Droit Commun 2014
Strasbourg (Neudorf) / rue Schwanau - Villa RAPP anciennement Maison de l'ARAN - opération de construction de 2 logements dont 1 logement financé en PLUS (Prêt locatif à usage social) et 1 logement financé en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration)
Participations financières et garantie d'emprunt.

A l'origine, l'assise foncière du projet accueillait une maison ancienne typique à haute valeur symbolique pour le quartier du Neudorf, appelée Maison de l'ARAN et identifiée comme « immeuble remarquable » en terme de patrimoine.

Le projet d'aménagement initial prévoyait sa restauration mais en raison de sa vétusté, l'option démolition/reconstruction s'est avérée plus pertinente.

Le nouveau projet reprend toutes les caractéristiques de l'ancien bâtiment par respect pour sa valeur en termes de patrimoine architectural.

La maison de l'ARAN renaît aujourd'hui sous les traits de la « Villa RAPP » qui rappelle ainsi le nom de son premier architecte en 1911.

L'immeuble se compose d'un espace associatif au rez-de-chaussée et de deux logements au 1er et 2ème étage.

Le logement financé en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) entre dans le cadre de l'appel à projets Etat pour la création d'un logement en PLAI adapté à bas niveau de quittance (Prêt locatif aidé d'intégration).
Le logement en PLAI adapté est destiné à accueillir un public ayant des ressources inférieures aux plafonds de ressources du PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) ou un ménage reconnu prioritaire DALO (Droit au logement opposable).

Par ailleurs, une gestion locative adaptée est recommandée pour ce logement. CUS-Habitat propose tout d'abord le recours à ses ressources internes pour l'aide à l'installation et l'appropriation des équipements, la sensibilisation aux éco-comportements (maîtrise des consommations) et le suivi du paiement du loyer et des charges.

Si un suivi plus important apparaît nécessaire, CUS-Habitat propose que la famille soit suivie en lien avec le CHRS « L'Etage ».

Les caractéristiques de l'opération et le plan de financement sont joints en annexe (annexe 1).
L'arrêté portant permis de construire a été délivré le 16 février 2015.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière, allouée sur la base des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ainsi que l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de cette opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunts des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
Vu l'article 2298 du Code civil ;
Vu l'article L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
Vu les décisions de subvention de l'Etat au titre du Droit Commun du 2 décembre 2014 ;
Vu les contrats de prêts signés entre CUS-Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
approuve

- *pour l'opération de construction de deux logements, située à Strasbourg (Neudorf) rue Schwanau - Villa RAPP :*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 14 000 € :*

* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS (Prêt locatif à usage social) : 5 000 €*

* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) : 9 000 €*

- *la garantie, à hauteur de 100 % des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidé d'intégration (PLAI) d'un montant total de 427 900 € qui seront contractés par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

Ce prêt est constitué de 4 lignes de prêt dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

PLUS Foncier :	
Montant du prêt	*14 700 €*
Durée totale du prêt	*50 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{+}$ ***0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De - 3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

PLUS	
Montant du prêt	*180 000 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{+}$ ***0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de - 3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)*

	Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

PLAI Foncier :	
Montant du prêt	*13 200 €*
Durée totale du prêt	*50 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt ¯* ***0.20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de - 3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

PLAI Construction :	
Montant du prêt	*220 000 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt ¯* ***0.20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de - 3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au*

	montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)

Les taux indiqués ci-dessus seront ensuite révisables pendant toute la durée des prêts en fonction de la variation du livret A.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts,

décide

- *<u>pour l'opération de construction de deux logements, située à Strasbourg (Neudorf) rue Schwanau - Villa RAPP :</u>*

a) *des modalités de versement de la subvention 14 000 € € :*

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) *l'imputation de la dépense globale de 14 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 204181– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 1 515 790 € ;*

c) *le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,*

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération et à intervenir au contrat de prêts qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et CUS-Habitat (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2014031**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
CN	**2**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	Neudorf / Schluthfeld / Port du Rhin / Musau
Numéro	
Adresse	rue de la Schwanau - Maison de l'ARAN

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLAI	1	9 000 €
PLUS	1	5 000 €
Total subventions Eurométropole :		**14 000,00 €**

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T4	2	82,95	82,95	103,00 €	418,90 €	456,23 €			
Total	**2**	**165,90**	**165,90**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, Provision EC + EF, Provision chauffage

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,05 €
PLUS	5,50 €

Ratios

Charges immobilières	14 790,00 €	/ logement	prix au m² de SH	3 449,96 €
Cout des travaux	229 304,50 €	/ logement	prix au m² de SU	3 449,96 €
Prestations intellectuelles	27 294,00 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	14 785,50 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES			
Charges immobilières	**29 580,00 €**	5%	**Subventions**		***32 000 €***	*5%*
			ETAT		**16 000 €**	
Cout des travaux	**458 609,00 €**	80%		Surcharge Foncière	2 000 €	
				PLAI ADAPTE	9 000 €	
Prestations intellectuelles	**54 588,00 €**	10%		Etat	5 000 €	
			Eurométropole de Strasbourg		**14 000,00 €**	
Montant de la TVA	**29 571,00 €**	5%		PLUS	5 000,00 €	
				PLAI	9 000,00 €	
				Collecteur 1%	2 000,00 €	
			Emprunts		***427 900,00 €***	*75%*
			Prêt PLUS Foncier		14 700,00 €	
			Prêt PLUS Construction		180 000,00 €	
			Prêt PLAI Foncier		13 200,00 €	
			Prêt PLAI Construction		220 000,00 €	
			Fonds propres		***112 448 €***	*20%*
Total	**572 348,00 €**	**100,00%**	**Total**		**572 348,00 €**	**100,00%**

Observations:

26

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS HABITAT - Droit Commun 2013
Strasbourg (La Robertsau) 65 route des chasseurs / 1 quai des Joncs - opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 6 logements dont 4 logements financés en PLUS (Prêt locatif à usage social) et 2 logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration)
Participations financières.

CUS-Habitat, en partenariat avec Procivis Habitat Alsace, a acquis en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) deux bâtiments de six logements, pour y établir du logement locatif aidé sur les douze logements qui composent la totalité du programme.

Les six autres logements seront proposés en accession à la propriété.

Deux typologies de logements sont représentées :

- un petit collectif en R + 1, composé de 4 logements ;
- des maisons individuelles accolées en R + 1, soient 2 logements.

Le permis de construire a été délivré le 30 décembre 2013.

Les caractéristiques de l'opération et le plan de financement sont joints en annexe (annexe 1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière, allouée sur la base des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Les emprunts à contracter par CUS-Habitat pour la réalisation de cette opération font l'objet d'une garantie globale (LOG), validée par l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 12 juillet 2012.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunts des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis

par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation°

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
Vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la décision de subvention de l'Etat au titre du Droit Commun du 6 septembre 2013 ;

approuve

- *pour opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 6 logements, située à Strasbourg (La Robertsau) 65 route des chasseurs / 1 quai des Joncs :*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 40 500 € :*
* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS (Prêt locatif à usage social) : (5 000 € x 4) = 20 000 €*
* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) : (9 000 € x 2) = 18 000 €*
* *au titre d'un grand logement = 2 500 €*

décide

- *pour opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 6 logements, située à Strasbourg (La Robertsau) 65 route des chasseurs / 1 quai des Joncs :*

a) des modalités de versement de la subvention 40 500 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) *l'imputation de la dépense globale de 40 500 sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 204181– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 1 515 790 € ;*

c) *le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,*

autorise

le Président, ou son-sa représentant(e) à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2013039**

Contact: Pierre Vynckier — Tél: 03 88 21 18 12

	Nombre de Logements
CN	**6**

Opération:

Identification	reporté en 2013 (4 PLUS et 2 PLAI)
Commune	Strasbourg
Quartier	Robertsau / Wacken
Numéro	65
Adresse	route des chasseurs/quai des Joncs

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropolen de Strasbourg
PLUS	4	20 000 €
PLAI	2	18 000 €
Grand Logem		2 500 €
Total subventions Eurométropole :		**40 500,00 €**

Organisme prêteur:

Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique: BBC

Chauffage: Collectif type: **GAZ**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T2	2	48	50	51,01 €	314,60 €	279,31 €	collectif		
T3	2	68	69	73,25 €	438,67 €	389,47 €	collectif		
T4	1	87	88	95,26 €	510,10 €	452,83 €	individuel		
T5	1	101	103	76,10 €	594,63 €	527,88 €	individuel		
Total	**6**	**419,80**	**428,80**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	1

Détail des postes de charges:

Electricité et entretien des parties communes, eau froide, entretien des espaces verts et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Loyer mensuel au m²:

PLAI col	5,62 €
PLUS col	6,33 €
PLAI ind	5,14 €
PLUS ind	5,79 €

Ratios

Charges immobilières	20 438,00 €	/ logement	prix au m² de SH	2 479,45 €
Cout des travaux	148 443,83 €	/ logement	prix au m² de SU	2 427,41 €
Prestations intellectuelles	4 597,00 €	/ logement	prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES			
Charges immobilières	**115 808 €**	12%	**Subventions**		***98 344 €***	*10%*
			ETAT		**14 000 €**	
Cout des travaux	**783 921 €**	80%		Surcharge Foncière	4 000 €	
				Etat	10 000 €	
Prestations intellectuelles	**53 048 €**	5%				
			Eurométropole de Strasbourg		**40 500,00 €**	
TVA	**22 515 €**	2%		PLUS	20 000,00 €	
				PLAI	18 000,00 €	
				Grand Logement	2 500,00 €	
			Collecteur	Surcharge Foncière	4 000,00 €	
				Région	19 544,00 €	
				Collecteur 1%	18 000,00 €	
				Conseil général	2 300,00 €	
			Emprunts		***754 300,00 €***	*77%*
			Prêt PLUS Foncier		159 500,00 €	
			Prêt PLUS Construction		230 000,00 €	
			Prêt PLAI Foncier		105 000,00 €	
			Prêt PLAI Construction		210 000,00 €	
			Prêt collecteur 1%		49 800,00 €	
			Fonds propres		***122 648 €***	*13%*
Total	**975 292,00**	**100,00%**		**Total**	**975 292,00 €**	**100,00%**

Observations:

27

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS HABITAT - ANRU 2013
Strasbourg (Neudorf) / 27 avenue de Colmar - ZAC Etoile - Ilôt ZD5 -Sirius - opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 16 logements dont 9 logements financés en PLUS (Prêt locatif à usage social) et 7 logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration)
Participations financières et garantie d'emprunt.

CUS-Habitat, s'est porté acquéreur auprès de Pierres et Territoires d'un bâtiment dans le but d'y édifier des logements locatifs aidés.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la reconstitution hors site du PRU de Hautepierre.

La particularité de l'ilôt ZD5 est d'imposer aux constructeurs des objectifs énergétiques ambitieux :

- performance énergétique de niveau BEPAS (Bâtiment à Energie Passive) sur l'ensemble des logements,
- production de chaleur par un système de géothermie.

Le bâtiment sera de type R + 6 + Attique.

Les caractéristiques de l'opération et le plan de financement sont joints en annexe (annexe 1).

L'arrêté portant permis de construire et de démolir a été délivré le 27 janvier 2014.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière, allouée sur la base des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ainsi que l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de cette opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunts des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis

par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant la mise à jour des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
Vu l'article 2298 du Code civil ;
Vu l'article L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article L 5111-41 et les articles 5217-2 du Code général des collectivités ;
Vu la décision de subvention de l'Etat au titre de l'ANRU du 10 mai 2016 ;
Vu le contrat de prêt signé entre CUS-Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
approuve

- *pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 16 logements, située à Strasbourg (Neudorf) / 27 avenue de Colmar – ZAC Etoile – Ilôt ZD5 :*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 96 312 € (montant plafonné au montant maquette ANRU) :*
  * *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS (Prêt locatif à usage social) et de l'offre locative sociale PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) = 38 737,40 €*
  * *au titre de la surcharge foncière = 57 574,60 €*

- *la garantie, à hauteur de 100 % des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) d'un montant total de 1 885 000 € qui seront contractés par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

Ce prêt est constitué de 4 lignes de prêt dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

PLUS Foncier :	
Montant du prêt	*430 000 €*
Durée totale du prêt	*50 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*

Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{+}$ ***0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

<u>PLUS Construction</u>	
Montant du prêt	*700 000 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{+}$ ***0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

<u>PLAI Foncier :</u>	
Montant du prêt	*255 000 €*
Durée totale du prêt	*50 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{-}$ ***0,20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

<u>PLAI Construction</u>	
Montant du prêt	*500 000 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - **0,20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

Les taux indiqués ci-dessus seront ensuite révisables pendant toute la durée des prêts en fonction de la variation du livret A.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts,

décide

- *pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 16 logements, située à Strasbourg (Neudorf) / 27 avenue de Colmar – ZAC Etoile – Ilôt ZD5 :*

a) des modalités de versement de la subvention 96 312 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) l'imputation de la dépense globale de 96 312 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 204181– activité HP01- prog 567 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 4 354 428 € sur AP ;

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération et à intervenir au contrat de prêts qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et CUS-Habitat (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2013041**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**16**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	Cronenbourg / Hautepierre / Poteries / Hohberg
Numéro	
Adresse	ZAC Etoile 1 (ZD5)

Financement **ANRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS/PLAI		57 574,60 €
Surc fonc		38 737,40 €
Total subventions Eurométropole		**96 312,00 €**

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Gaz type: **collectif**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T2	4	48,81	51,51	96,00 €	324,00 €	287,94 €			
T3	6	66,47	70,77	136,00 €	445,14 €	395,60 €			
T4	4	80,27	84,17	171,00 €	529,43 €	470,51 €			
T5	2	99,16	106,62	2 010,00 €	670,64 €	596,01 €			
Total	**16**	**1 113,46**	**1 180,56**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	2

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,59 €
PLUS	6,29 €

Détail des postes de charges:

Eau chaude + froide, électricite et entretien des parties communes, entretien ascenseur, provision chauffage, entretien des espaces verts, taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ratios

Charges immobilières	24 195,06 €	/ logement	prix au m² de SH	2 527,17 €
Cout des travaux	145 597,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 386,05 €
Prestations intellectuelles	4 598,69 €	/ logement	prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**370 771 €**	13%	**Subventions**	***499 724 €***	***18%***
			ETAT	**273 475 €**	
Cout des travaux	**2 347 053 €**	84%	Etat	215 369 €	
			Etat SF	58 106 €	
Prestations intellectuelles	**66 515 €**	2%			
			Eurométropole de Strasbourg	**96 312,00 €**	
			PLUS/PLAI	57 574,60 €	
			Surcharge foncière	38 737,40 €	
			Montant plafonné montant maquette ANRU		
			Région	74 137,00 €	
			Conseil départemental	55 800,00 €	
			Emprunts	***1 985 000,00 €***	***71%***
			PLUS	700 000,00 €	
			PLUS Foncier	430 000,00 €	
			PLAI	500 000,00 €	
			PLAI Foncier	255 000,00 €	
			Prêt collecteur 1%	100 000,00 €	
			Fonds propres	***299 615 €***	***11%***
Total	**2 784 339,00**	**100%**	**Total**	**2 784 339,00 €**	**100%**

Observations:

Valeur foncière de référence 150€/m² SU — SU totale = 1 180,56 m²

Charge foncière	370 771,00 €
Coût de référence	177 084,00 €
Dépassement	193 687,00 €
Subvention Eurométropole : 20 %	38 737,40 €

28

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS HABITAT - Droit Commun 2014
Strasbourg (Elsau) / 89 rue de l'Unterelsau - opération de construction de 10 logements dont 7 logements financés en PLUS (Prêt locatif à usage social) et 3 logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration)
Participations financières.

CUS-Habitat, propriétaire de l'assise foncière, a décidé la construction d'un bâtiment de dix logements, pour y établir du logement locatif aidé.

Sur ce terrain se trouvait déjà une maison avec dépendances. L'opération de construction des dix logements englobera la démolition de cette dernière.

En 2006, CUS-Habitat avait acquis un terrain, au 91 rue de l'Unterelsau, auprès de la CUS et y a construit un immeuble de 10 logements en financement PLUS (Prêt locatif à usage social). Cette opération de 7 PLUS et 3 PLAI vient compléter l'offre.

Le futur immeuble est de type R+3 + combles.

Le permis de démolir et de construire a été délivré le 24 novembre 2014.

Les caractéristiques de l'opération et le plan de financement sont joints en annexe (annexe 1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière, allouée sur la base des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Les emprunts à contracter par CUS-Habitat pour la réalisation de cette opération font l'objet d'une garantie globale (LOG), validée par l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 27 novembre 2015.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunts des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis

par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale
Vu la délibération du Conseil CUS du 26 juin 2015 concernant la mise à jour des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
Vu l'article 2298 du Code civil ;
Vu l'article L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
Vu la décision de subvention de l'Etat au titre du Droit Commun du 19 novembre 2014 ;

approuve

- *pour opération de construction de 10 logements, située à Strasbourg, 89 rue de l'Unterelsau:*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 62 000 € :*
* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS (Prêt locatif à usage social) : (5 000 € x 7) = 35 000 €*
* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) : (9 000 € x 3) = 27 000 €*

décide

- *pour opération de construction de 10 logements, située à Strasbourg, 89 rue de l'Unterelsau:*

a) *des modalités de versement de la subvention 62 000 € :*

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) *l'imputation de la dépense globale de 62 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 204181–*

activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 1 515 790 € ;

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

autorise

le Président, ou son-sa représentant(e) à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2014028**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
CN	**10**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	
Numéro	89
Adresse	rue de l'Unterelsau

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention EmS
PLUS	7	35 000 €
PLAI	3	27 000 €
Total subventions EmS :		**62 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T2	4	53,14	55,79	130,00 €	341,99 €	303,50 €			
T3	5	69,79	73,16	180,00 €	448,47 €	397,99 €			
T4	1	89,52	93,98	234,00 €	576,10 €	511,25 €			
Total	**10**	**651,03**	**682,94**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,44 €
PLUS	6,13 €

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, chauffage collectif, Provision EC + EF

Ratios

Charges immobilières	9 478,70 €	/ logement	prix au m² de SH	2 187,23 €
Cout des travaux	105 032,50 €	/ logement	prix au m² de SU	2 085,03 €
Prestations intellectuelles	20 511,60 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	7 372,40 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES			
Charges immobilières	**94 787,00 €**	7%	**Subventions**		***111 600 €***	8%
			ETAT		**21 000 €**	
Cout des travaux	**1 050 325,00 €**	74%		Surcharge Foncière	6 000 €	
				Etat	15 000 €	
Prestations intellectuelles	**205 116,00 €**	14%				
			Eurométropole de Strasbourg		**62 000,00 €**	
Montant de la TVA	**73 724,00 €**	5%		PLUS	35 000,00 €	
				PLAI	27 000,00 €	
				Surcharge Foncière	6 000,00 €	
				Collecteur 1%	18 000,00 €	
				Conseil Départemental	4 600,00 €	
			Emprunts		***1 152 000,00 €***	81%
			Prêt PLUS Foncier		113 150,00 €	
			Prêt PLUS Construction		669 850,00 €	
			Prêt PLAI Foncier		43 850,00 €	
			Prêt PLAI Construction		275 150,00 €	
			Prêt collecteur 1%		50 000,00 €	
			Fonds propres		***160 352 €***	11%
Total	**1 423 952,00**	**100,00%**	**Total**		**1 423 952,00 €**	**100,00%**

Observations:

29

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS HABITAT - Droit Commun 2014
Strasbourg (Cronenbourg) / route Oberhausbergen - opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 59 logements dont 44 logements financés en PLUS (Prêt locatif à usage social) et 15 logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration)
Garantie d'emprunt - correctif.

L'Eurométropole de Strasbourg a approuvé en date du 3 juin 2016 une délibération n°11 relative à une participation financière et garantie d'emprunts accordées par l'Eurométropole à une opération de logements locatifs sociaux portées par CUS-Habitat.

Une erreur matérielle s'est glissée dans cette délibération au niveau du délibéré à propos des caractéristiques de l'emprunt PLAI Construction à contracter.

En effet, le taux de progressivité des échéances prévoit un taux allant :
de - 3 % à 0,5 % maximum actualisable à la date de l'émission et à la date de l'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A – révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A alors qu'il est indiqué dans le texte « *de 0 % à 0,5 %* ».

Cette fin de phrase n'est pas juste puisque le taux de progressivité des échéances sera de **- 1,5 %.**

C'est pourquoi, la présente délibération annule et remplace les garanties des emprunts à contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour cette opération.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

Vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant la mise à jour des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
Vu l'article 2298 du Code civil ;
Vu l'article L 5111-41 et les articles 5217-22 du Code général des collectivités territoriales
Vu la décision de subvention de l'Etat au titre du Droit Commun du 4 novembre 2014 ;
Vu le contrat de prêt signé entre CUS-Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
approuve

- *<u>pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 59 logements, située à Strasbourg (Cronenbourg) / route Oberhausbergen :</u>*

- *la garantie, à hauteur de 100 % des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidé d'intégration (PLAI) d'un montant total de 7 629 000 € qui seront contractés par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

Ce prêt est constitué de 4 lignes de prêt dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

<u>PLUS Foncier :</u>	
Montant du prêt	*2 140 000 €*
Durée totale du prêt	*50 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{+}$ ***0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

<u>PLUS Construction</u>	
Montant du prêt	*3 400 000 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*

Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{+}$ ***0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

<u>PLAI Foncier :</u>	
Montant du prêt	*639 000 €*
Durée totale du prêt	*50 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{-}$ ***0.20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

<u>PLAI Construction :</u>	
Montant du prêt	*1 450 000 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* $^{-}$ ***0.20 %***

	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*de -3% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A*
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

Les taux indiqués ci-dessus seront ensuite révisables pendant toute la durée des prêts en fonction de la variation du livret A.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts,

décide

- *pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 59 logements, située à Strasbourg (Cronenbourg) / route Oberhausbergen :*

a) *le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016 ;*

b) *la précédente délibération n°11 de la Commission permanente (Bureau) du 3 juin 2016 est annulée concernant la prise de garantie pour les emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations et accordée à CUS-Habitat pour cette opération ;*

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération et à intervenir au contrat de prêts qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et CUS-Habitat (la convention de réservation

de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

30

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS-HABITAT : Droit Commun 2016
Bischheim / 10-12 avenue Charles de Gaulle : opération de réhabilitation et de résidentialisation de 63 logements éligibles à la PALULOS.
Participations financières et garantie d'emprunts.

CUS-Habitat a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de résidensialisation de son patrimoine situés à Bischheim.

Il s'agit d'un immeuble de 63 logements de type R + 6. Le bâtiment est composé de deux entrées, l'une desservant 32 logements et l'autre 31 logements.

Les objectifs en termes de travaux portent sur deux axes :
- participer à la requalification du quartier ;
- améliorer l'attractivité du bâti.

CUS-Habitat a décidé d'effectuer les travaux suivants :
- l'isolation thermique de l'enveloppe du bâti ;
- la réfection de l'étanchéité de la toiture ainsi que des balcons ;
- le remplacement des portes d'entrées d'immeubles et mise en place du contrôle d'accès par badge ;
- le remplacement des boîtes aux lettres et la numérotation des entrées d'immeuble ;
- le remplacement des menuiseries extérieures (fenêtres et volets);
- l'embellissement et sécurisation des parties communes ;
- la condamnation des locaux et gaines de vide-ordures ;
- la mise en place d'arceaux dans les locaux vélos ;
- le remplacement de l'habillage des cabines d'ascenseur ;
- la mise aux normes électriques dans les parties communes ;
- le remplacement des convecteurs électriques ;
- la révision de ventilation électrique ;
- la mise en place de parabole ;
- la redéfinition des limites par la réfection des cheminements et des abords et la pose d'une nouvelle clôture ;
- la privatisation et mise en location des places de stationnement avec installation de blocs parking rabattables ;

- la remise en peinture des boxes de garages et remplacement des portes.

Les travaux sont éligibles à un financement PALULOS, ainsi ils peuvent bénéficier de prêts auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, les travaux visent la réduction des charges locatives, passant d'une consommation estimée de 401 KWh/m² (classe F) à environ 141 KWh/m²/an (classe C).

Ces 63 logements peuvent profiter du dispositif performance énergétique mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 20 décembre 2013.

L'accord collectif local a été signé le 22 décembre 2015.

La déclaration préalable de travaux a été déposée le 23 décembre 2015.
Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).
L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de 207 900 €, allouée au titre de l'atteinte de la performance énergétique pour les 63 logements ainsi que pour sa garantie pour les prêts Eco-réhabilitaiton, PAM amiante et PAM d'un montant total de 1 321 500 €, emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commision permanente (Bureau),
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu la délibération du Conseil CUS du 20 décembre 2013 concernant la mise en place d'un nouveau dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

vu le contrat de prêt signé entre CUS-Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

- *pour l'opération de réhabilitation et de résidentialisation de 63 logements située à Bischheim / 10-12 avenue Charles de Gaulle :*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 207 900 €, soit une subvention en fonction du gain énergétique théorique par logement :*

Adresse des logements	*Nombre de logements*	*Gain (KWh/ m²/an)*	*Montant subvention EmS/logements*	*Total*
- 10-12 avenue Charles de Gaulle	*63*	*250-270*	*3 300 €*	*207 900 €*

- *la garantie, à hauteur de 100 %, pour le remboursement des prêts d'un montant total de 1 321 500 €, souscrit par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

Ce prêt est constitué de 3 lignes dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

PAM Eco-Prêt	
Montant du prêt :	*976 500 €*
Durée totale du prêt :	*15 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0,75 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*
Taux de progressivité des échéances :	*De ⁻ 3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A).*

	Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.
PAM	
Montant du prêt :	*300 000 €*
Durée totale du prêt :	*phase de préfinancement : 6 mois* *phase d'amortissement : 15 ans*
Périodicité des échéances :	*trimestrielle*
Taux d'intérêt annuel fixe :	***0,91 %***
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés***
PAM Amiante	
Montant du prêt :	*45 000 €*
Durée totale du prêt :	*10 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A*** *en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt* ***-0,75 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés*** *: si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*
Taux de progressivité des échéances :	*De ¯ 3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par CUS-Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si CUS-Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

- *pour l'opération de réhabilitation et de résidentialisation de 63 logements située à Bischheim / 10-12 avenue Charles de Gaulle :*

a) des modalités de versement de la subvention de 207 900 € :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux ; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) l'imputation de la dépense globale de 207 900 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 70 – nature 204181– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission Permanente (Bureau) est de 1 515 790 € ;

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2016014**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
REHAB	**63**

Opération:

Identification	
Commune	Bischheim
Quartier	
Numéro	10 et 12
Adresse	rue Charles de Gaulle

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole de Strasbourg
Réhabilitation		207 900 €
Total subventions Eurométropole :		**207 900,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Electrique type: **indviduel**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PALULOS(SU)				
T1	7	36,00	81,71	44,89 €	273,73 €				
T2	14	46,00	90,71	52,75 €	303,88 €				
T3	30	67,80	111,93	75,98 €	374,97 €				
T4	9	80,77	129,77	83,46 €	434,73 €				
T5	3	101,33	160,00	95,12 €	536,00 €				
		,00	,00						
Total	**63**	**3 960,92**	**6 847,74**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	3

Loyer mensuel au m²:

PALULOS	3,35 €

Détail des postes de charges:

Entretien ascenseur, eau froide, entretien et électricité des parties communes, entretien des espaces verts, taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ratios

Cout des travaux	21 494,65 €	/ logement	prix au m² de SH	416,94 €
Montant de la TVA	2 008,10 €	/ logement	prix au m² de SU	241,17 €
Montant de la TVA	2 711,05 €	/ logement	prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**1 354 163,00 €**	82%	**Subventions**	***207 900 €***	0,00%
			ETAT	- €	
Montant de la TVA	**126 510,00 €**	8%			
Montant de la TVA	**170 796,00 €**	10%			
			Eurométropole de Strasbourg	**207 900,00 €**	
			Réhabilitation thermique	207 900,00 €	
			Emprunts	***1 321 500,00 €***	80,02%
			Prêt PAM	300 000,00 €	18,17%
			Prêt Amiante	45 000,00 €	2,72%
			Eco-prêt réhabilitation	976 500,00 €	59,13%
			Fonds propres	***122 069 €***	7,39%
Total	**1 651 469,00**	**100,00%**	**Total**	**1 651 469,00 €**	**87,41%**

Observations:

31

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS-HABITAT : Droit Commun 2016
Ostwald / 1 à 13 rue de Mulhouse et 3 à 11 rue d'Eschau- Kirchfeld : opération de réhabilitation de 328 logements éligibles à la PALULOS. Participations financières et garantie d'emprunts.

CUS-Habitat a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation de son patrimoine pour 328 logements situés dans le secteur Kirchfeld à Ostwald et répartis en trois tranches.

Ces trois tranches se décomposent de la façon suivante :
- première tranche pour 110 logements situés 1, 9, 11, 13 rue de Mulhouse ;

- deuxième tranche pour 110 logements situés 3, 5, 7, rue de Mulhouse et 7 rue d'Eschau;

- troisième tranche pour 108 logements situés 6, 8, 9 11 rue d'Eschau.

Les principaux axes d'amélioration du projet portent sur :

- l'amélioration de la performance énergétique ;

- la sécurisation des entrées ;

- l'amélioration des parties communes ;

- l'amélioration des logements.

CUS-Habitat a décidé d'effectuer les travaux suivants :

- l'isolation thermique des façades ;

- le remplacement des fenêtres des cages d'escaliers ;

- l'isolation et remplacement des étanchéités en toitures ;

- le remplacement des équipements de la chaufferie centrale et de la VMC ;

- le remplacement des portes d'entrée d'immeuble et des boîtes aux lettres ;

- la mise en place du contrôle d'accès par badge ;

- l'embellissement des halls d'entrées et réfection des cages d'escaliers ;

- la mise en conformité électriques des parties communes ;

- la création de locaux vélo avec arceaux dans les anciens locaux ordures ménagères ;

- le remplacement des portes d'accès aux caves et réfection de l'éclairage ;

- le remplacement des portes palières et mise en place de la vidéophonie ;

- la mise en place de la réception télévisuelle par satellite ;

- l'installation de volet roulant dans les cuisines.

Les travaux sont éligibles à un financement PALULOS, ainsi ils peuvent bénéficier de prêts auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

L'ensemble immobilier vise une performance énergétique de classe B.

Sur ces 328 logements, 270 logements peuvent profiter du dispositif performance énergétique mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 20 décembre 2013 puisque les travaux conduisent à une performance énergétique inférieure ou égale à 195 KWh/m²/an et que le gain énergétique sera au minimum de 80 KWh/m²/an.

Les arrêtés portant prescriptions à une déclaration de travaux ont été délivrés le 23 mars 2016.

L'accord collectif local a été signé le 27 octobre 2015.

CUS-Habitat effectuera également des travaux de résidentialisation sur ce groupe.

Les caractéristiques des opérations et son plan de financement sont joints en annexes (annexes n°1, 2, 3).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de 715 500 €, allouée au titre de l'atteinte de la performance énergétique pour les 270 logements ainsi que pour sa garantie pour les prêts Eco-réhabilitaiton et PAM d'un montant total de 9 242 000 €, emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commision permanente (Bureau),
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu la délibération du Conseil CUS du 20 décembre 2013 concernant la mise en place d'un nouveau dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu le contrat de prêts signé entre l'OPH Cus-Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

1) *pour l'opération de réhabilitation de 110 logements située Ostwald / 1, 9, 11, 13 rue de Mulhouse – 1ère tranche – Kirchfeld :*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 209 500 €, soit une subvention en fonction du gain énergétique théorique par logement :*

Adresse des logements	*Nombre de logements*	*Gain (KWh/ m²/an)*	*Montant subvention EmS/logements*	*Total*
- 1, 9, 11, 13 rue de Mulhouse ; Bâtiment A2, Bâtiment A3,	*29 25 25*	*130-149*	*2 650 €*	*209 350 €*

Bâtiment A4, à Ostwald				

- *la garantie, à hauteur de 100 %, pour le remboursement des prêts d'un montant total de 3 490 000 €, souscrit par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

Ce prêt est constitué de 2 lignes dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

PAM Eco-Prêt	
Montant du prêt :	*1 540 000 €*
Durée totale du prêt :	*20 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0,45 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*
Taux de progressivité des échéances :	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

PAM	
Montant du prêt	*1 950 000 €*
Durée totale	***Phase préfinancement :** 6 mois* ***Phase amortissement :** 25 ans*
Périodicité	*trimestrielle*
Taux d'intérêt annuel fixe	*1,20 %*
Profil d'amortissement	***Amortissement déduit avec intérêts différés***

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêts et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par CUS-Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si CUS-Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

2) *<u>pour l'opération de réhabilitation de 110 logements située Ostwald / 3, 5, 7 ,rue de Mulhouse et 7 rue d'Eschau – 2ème tranche – Kirchfeld :</u>*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 219 950 €, soit une subvention en fonction du gain énergétique théorique par logement :*

Adresse des logements	*Nombre de logements*	*Gain (KWh/ m²/an)*	*Montant subvention EmS/logements*	*Total*
- 3, 5, 7 rue de Mulhouse et 7 rue d'Eschau; Bâtiment A5, Bâtiment A6, Bâtiment A7, à Ostwald	*29 29 25*	*130-149*	*2 650 €*	*219 950 €*

- *la garantie, à hauteur de 100 %, pour le remboursement des prêts d'un montant total de 2 840 000 €, souscrit par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

Ce prêt est constitué de 2 lignes dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

PAM Eco-Prêt

Montant du prêt : *1 540 000 €*

Durée totale du prêt : *20 ans*

Périodicité des échéances : *Annuelle*

Index :	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0,45 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*
Taux de progressivité des échéances :	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

PAM	
Montant du prêt	*1 300 000 €*
Durée totale	***Phase préfinancement :** 6 mois* ***Phase amortissement :** 25 ans*
Périodicité	*trimestrielle*
Taux d'intérêt annuel fixe	***1,20 %***
Profil d'amortissement	***Amortissement déduit avec intérêts différés***

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêts et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par CUS-Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si CUS-Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

3) <u>pour l'opération de réhabilitation de 108 logements située Ostwald / 6, 8, 9, 11 rue d'Eschau – 3ème tranche – Kirchfeld :</u>

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 286 200 €, soit une subvention en fonction du gain énergétique théorique par logement :*

Adresse des logements	*Nombre de logements*	*Gain (KWh/ m²/an)*	*Montant subvention EmS/logements*	*Total*
- 6, 8, 9, 11 rue d'Eschau ; Bâtiment A8, Bâtiment A9, Bâtiment A10, Bâtiment A11 à Ostwald	*29 25 29 25*	*130-149*	*2 650 €*	*286 200 €*

- *la garantie, à hauteur de 100 %, pour le remboursement des prêts d'un montant total de 2 912 000 €, souscrit par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

Ce prêt est constitué de 2 lignes dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

PAM Eco-Prêt	
Montant du prêt :	*1 512 000 €*
Durée totale du prêt :	*20 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0,45 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*

Taux de progressivité des échéances :	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

PAM	
Montant du prêt	*1 400 000 €*
Durée totale	***Phase préfinancement :*** *6 mois* ***Phase amortissement :*** *25 ans*
Périodicité	*trimestrielle*
Taux d'intérêt annuel fixe	*1,20 %*
Profil d'amortissement	***Amortissement déduit avec intérêts différés***

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêts et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par CUS-Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si CUS-Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

1) <u>pour l'opération de réhabilitation de 110 logements située Ostwald / 1, 9, 11, 13 rue de Mulhouse – 1ère tranche – Kirchfeld :</u>

a) des modalités de versement de la subvention de 209 350 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux ; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit*

initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération ;

b) l'imputation de la dépense globale de 209 350 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 70 – nature 204181– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission Permanente (Bureau) est de 1 515 790 € ;

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

2) <u>pour l'opération de réhabilitation de 110 logements située Ostwald / 3, 5, 7 ,rue de Mulhouse et 7 rue d'Eschau – 2ème tranche – Kirchfeld :</u>

a) des modalités de versement de la subvention de 219 950 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux ; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) l'imputation de la dépense globale de 219 950 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 70 – nature 204181– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission Permanente (Bureau) est de 1 515 790 €

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

3) <u>pour l'opération de réhabilitation de 108 logements située Ostwald / 6, 8, 9, 11 rue d'Eschau – 3ème tranche – Kirchfeld :</u>

a) des modalités de versement de la subvention de 286 200 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux ; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) *l'imputation de la dépense globale de 286 200 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 70 – nature 204181– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission Permanente (Bureau) est de 1 515 790 €;*

c) *le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2016013**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
REHAB	**110**

Opération:

Identification	Kirchfeld - 1ère tranche
Commune	Ostwald
Quartier	
Numéro	1-9-11-13
Adresse	rue de Mulhouse - Kirchfeld - 1ère tranche

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole de Strasbourg
Réhabilitation	110	209 350 €
Total subventions Eurométropole :		**209 350,00 €**

Organisme prêteur:

CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PALULOS(SU)				
T1	12	32,00	73,58	56,00 €	258,27 €				
T2	4	50,00	85,00	84,00 €	298,35 €				
T3	69	65,00	108,20	93,00 €	379,78 €				
T4	25	81,00	128,50	113,00 €	451,04 €				
Total	**110**	**7 094,00**	**11 901,26**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PALULOS après tvx	3,51 €
PALULOS avt tvx	2,91 €

Détail des postes de charges:

Eau chaude + froide, électricité et entretien des parties communes, entretien ascenseur, provision chauffage, entretien des espaces extérieurs, taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ratios

Cout des travaux	30 630,70 €	/ logement	prix au m² de SH	551,57 €
Prestations intellectuelles	2 564,73 €	/ logement	prix au m² de SU	328,77 €
Montant de la TVA	2 375,78 €	/ logement	prix au m² de SC	328,77 €

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**3 369 377,00 €**	86%	**Subventions**	***209 350 €***	5%
			ETAT	**- €**	
Prestations intellectuelles	**282 120,00 €**	7%			
Montant de la TVA	**261 336,00 €**	7%			
			Eurométropole de Strasbourg		
			Réhabilitation thermique	209 350,00 €	
			Emprunts	***3 490 000,00 €***	90%
			Prêt PAM	1 950 000,00 €	
			Eco-prêt réhabilitation	1 540 000,00 €	
			Fonds propres	***213 483 €***	5%
Total	**3 912 833,00**	**100,00%**	**Total**	**3 912 833,00 €**	**100%**

Observations:

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°2

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2016130**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
REHAB	**110**

Opération:

Identification	Kirchfeld - 2ème tranche
Commune	Ostwald
Quartier	
Numéro	3-5-7 et 7
Adresse	rues de Mulhouse et d'Eschau - Kircheld - 2ème tranche

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole de Strasbourg
Réhabilitation	110	219 950 €
Total subventions Eurométropole :		**219 950,00 €**

Organisme prêteur:

CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Gaz type: **collectif**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PALULOS(SC)				
T2	4	50,00	85,00	84,00 €	298,35 €				
T3	79	64,98	109,00	93,00 €	382,59 €				
T4	27	80,93	125,90	113,00 €	441,91 €				
Total	**110**	**7 518,53**	**12 350,30**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PALULOS ap tvx	3,51 €
PALULOS av tvx	2,91 €

Détail des postes de charges:

Eau chaude + froide, électricité et entretien des parties communes, entretien ascenseur, provision chauffage, entretien des espaces extérieurs, taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ratios

Cout des travaux	25 039,85 €	/ logement	prix au m² de SH	432,23 €
Prestations intellectuelles	2 459,74 €	/ logement	prix au m² de SU	263,13 €
Montant de la TVA	2 043,75 €	/ logement	prix au m² de SC	263,13 €

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**2 754 384,00 €**	85%	**Subventions**	***219 950 €***	7%
			ETAT	**- €**	
Prestations intellectuelles	**270 571,00 €**	8%			
Montant de la TVA	**224 812,00 €**	7%			
			Eurométropole de Strasbourg		
			Réhabilitation thermique	219 950,00 €	
			Emprunts	***2 840 000,00 €***	87%
			Prêt PAM	1 300 000,00 €	
			Eco-prêt réhabilitation	1 540 000,00 €	
			Fonds propres	***189 817 €***	6%
Total	**3 249 767,00**	**100,00%**	**Total**	**3 249 767,00 €**	**100%**

Observations:

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°3

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2016131**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
REHAB	**108**

Opération:

Identification	Kirchfeld -3ème tranche
Commune	Ostwald
Quartier	
Numéro	6-8-9-11
Adresse	rue d'Eschau - Kirchfeld - 3ème tranche

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole de Strasbourg
Réhabilitation	108	286 200 €
Total subventions Eurométropole :		**286 200,00 €**

Organisme prêteur:

CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PALULOS(SC)				
T2	4	50,00	84,75	84,00 €	297,47 €				
T3	78	64,99	108,60	93,00 €	381,19 €				
T4	26	81,00	127,00	113,00 €	445,77 €				
Total	**108**	**7 375,22**	**12 111,80**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PALULOS ap tvx	3,51 €
PALULOS av tvx	2,91 €

Détail des postes de charges:

Eau chaude + froide, électricité et entretien des parties communes, entretien ascenseur, provision chauffage, entretien des espaces extérieurs, taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ratios

Cout des travaux	26 919,76 €	/ logement	prix au m² de SH	462,56 €
Prestations intellectuelles	2 486,50 €	/ logement	prix au m² de SU	281,67 €
Montant de la TVA	2 181,80 €	/ logement	prix au m² de SC	281,67 €

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**2 907 334,00 €**	85%	**Subventions**	***286 200 €***	8%
			ETAT	**- €**	
Prestations intellectuelles	**268 542,00 €**	8%			
Montant de la TVA	**235 634,00 €**	7%			
			Eurométropole de Strasbourg		
			Réhabilitation thermique	286 200,00 €	
			Emprunts	***2 912 000,00 €***	85%
			Prêt PAM	1 400 000,00 €	
			Eco-prêt réhabilitation	1 512 000,00 €	
			Fonds propres	***213 310 €***	6%
Total	**3 411 510,00**	**100,00%**	**Total**	**3 411 510,00 €**	**100,00%**

Observations:

32

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS HABITAT - Droit Commun 2015
Strasbourg (Neudorf) / ZAC Etoile 2- ZD1 - Lot 8 - opération de construction de 18 logements dont 13 logements financés en PLUS (Prêt locatif à usage social) et 5 logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration)
Participations financières.

CUS-Habitat, en partenariat avec la SERS, a acquis un terrain en vue d'y réaliser 3 bâtiments pour un total de 48 logements, pour y établir du logement locatif aidé.

Ce programme se décompose en trois dossiers de financement :
- 18 logements rattachés au PRU Hautepierre,
- 12 logements rattachés au PRU de la Meinau,
- 18 logements en Droit Commun.

La délibération porte sur les 18 logements financés en Droit Commun.

Les bâtiments de CUS-Habitat sont de type R + 2 à R + 7.

Les caractéristiques de l'opération et le plan de financement sont joints en annexe (annexe 1).

L'arrêté portant permis de construire a été délivré le 17 juin 2015.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière, allouée sur la base des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) qui seront contractés pour la réalisation de cette opération.

Les emprunts à contracter par CUS-Habitat pour la réalisation de cette opération font l'objet d'une garantie globale (LOG) validée par l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 novembre 2015.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunts des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis

par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation°

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant la mise à jour des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 novembre 2015 concernant la garantie d'emprunts pour la lettre d'offre globale contractée par CUS-Habitat pour les exercices de programmation 2015/2016
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
Vu l'article 2298 du Code civil ;
Vu l'article L 5111-41 et les articles 5217-22 du Code général des collectivités territoriales
Vu la décision de subvention de l'Etat au titre du Droit Commun du 27 juillet 2015 ;
approuve

- *<u>pour l'opération de construction de 18 logements, située à Strasbourg (Neudorf) / ZAC Etoile – ZD1 – Lot 8 :</u>*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 122 500 € :*

* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS (Prêt locatif à usage social) : (5 000 € x 13) = 65 000 €,*
* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) : (9 000 € x 5) = 45 000 €,*
* *au titre de 9 grands logements : (2 500 € x 5) = 12 500 €,*

décide

- *<u>pour l'opération de construction de 18 logements, située à Strasbourg (Neudorf)/ ZAC Etoile – ZD1 – Lot 8 :</u>*

a) des modalités de versement de la subvention 122 500 € € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) *l'imputation de la dépense globale de 122 500 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 204181– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 1 515 790 € ;*

c) *le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2015011**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
CN	**18**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	
Numéro	
Adresse	ZAC Etoile 2 - ZD1

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:

Collecteur
CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole de Strasbourg
PLUS	13	65 000 €
PLAI	5	45 000 €
Grand Logem		12 500 €
Total subventions Eurométropole :		**122 500,00 €**

Description de l'opération

Performance énergétique:

Chauffage: gaz type: **Collectif**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T2	2	48,14	48,14	104,42 €	272,47 €	241,66 €			
T3	4	64,79	71,31	146,32 €	403,61 €	357,98 €			
T4	7	75,61	82,62	212,85 €	467,63 €	414,75 €			
T5	5	88,67	95,19	178,23 €	538,78 €	477,85 €			
Total	**18**	**1 328,06**	**1 435,81**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	5

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,02 €
PLUS	5,66 €

Détail des postes de charges:

Electricité et entretien des parties communes, entretien ascenseur, entretien appareil gaz, provision chauffage, entretien des espaces verts, taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ratios

Charges immobilières	29 832,83 €	/ logement	prix au m² de SH	2 047,40 €
Cout des travaux	99 489,50 €	/ logement	prix au m² de SU	1 893,76 €
Prestations intellectuelles	14 038,78 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	7 698,56 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES			
Charges immobilières	**536 991,00 €**	20%	**Subventions**		***219 524 €***	8%
			ETAT		**45 000 €**	
Cout des travaux	**1 790 811,00 €**	66%		PLAI	45 000 €	
Prestations intellectuelles	**252 698,00 €**	9%				
			Eurométropole de Strasbourg		**122 500,00 €**	
Montant de la TVA	**138 574,00 €**	5%		PLUS	65 000,00 €	
				PLAI	45 000,00 €	
				Grand Logement	12 500,00 €	
				Région	13 724,00 €	
				Conseil Départemental	2 300,00 €	
				Collecteur 1%	36 000,00 €	
			Emprunts		***2 227 000,00 €***	82%
			Prêt PLUS Foncier		528 000,00 €	
			Prêt PLUS Construction		897 000,00 €	
			Prêt PLAI Foncier		221 000,00 €	
			Prêt PLAI Construction		481 000,00 €	
			Prêt collecteur 1%		100 000,00 €	
			Fonds propres		***272 550 €***	10%
Total	**2 719 074,00**	**100,00%**	**Total**		**2 719 074,00 €**	**100,00%**

Observations:

33

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

CUS-HABITAT : Droit Commun 2016
Strasbourg / 10 rue Martin : opération de réhabilitation de 3 logements éligibles à la PALULOS.
Participations financières.

CUS-Habitat a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de résidentialisation pour 3 logements situés dans une maison tri-famille.

Le bailleur a acquis ce bâtiment en 1994 et a effectué des travaux d'amélioration en 1997.

La propriété comprend un immeuble principal à usage d'habitation de hauteur R+2 et un bâtiment annexe R+1 abritant 4 garages avec remises ainsi qu'une cour intérieure.

La priorité de la réhabilitation est donnée à l'isolation et à l'étanchéité du bâti.

CUS-Habitat a décidé d'effectuer les travaux suivants :

- le remplacement complet de la toiture et de la zinguerie après désamiantage ;
- la réfection des cheminées et remplacement de velux ;
- l'isolation thermique par l'extérieur des façades et des combles ;
- la réfection des volets battants, des balcons et garde-corps ;
- le remplacement des menuiseries extérieures ;
- le remplacement de toutes les fenêtres dans les logements ;
- le remplacement des radiateurs ;
- l'installation d'une VMC (Ventilation Mécanique Contrôlée) et mise en place de nouveau coffre de tableau électrique ;
- le remplacement de la porte d'entrée, des sonnettes et des éclairages ;
- la mise en place d'un interphone ;
- le ravalement des façades sur le bâtiment des garages ;
- le remplacement du portail d'accès et boîtes aux lettres ;
- l'ajout de luminaires extérieurs et nettoyage des abords.

Les travaux sont éligibles à un financement PALULOS, ainsi ils peuvent bénéficier de prêts auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

La performance énergétique visée après travaux est estimée à 83 kWh ep/m²/an.

Ces 3 logements peuvent profiter du dispositif performance énergétique mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 20 décembre 2013.

La déclaration de travaux a été déposée le 4 avril 2016.

L'accord collectif local a été signé le 29 mars 2016.

Les caractéristiques des opérations et son plan de financement sont joints en annexes (annexes n°1).
L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de 9 000 €, allouée au titre de l'atteinte de la performance énergétique pour les 3 logements.

Les emprunts à contracter par CUS-Habitat pour la réalisation de cette opération font l'objet d'une garantie globale (LOG), validée par l'Eurométropole de Strasbourg le 27 novembre 2015 pour ses opérations de construction, d'acquisition-amélioration et de réhabilitation de logements locatifs sociaux pour la période 2015-2016.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commision permanente (Bureau),
vu la délibération du Conseil CUS du 20 décembre 2013 concernant la mise en place d'un nouveau dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 novembre 2015 concernant la garantie globale accordée à CUS-Habitat pour les emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations au titre de l'exercice 2015-2016 ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

après en avoir délibéré
approuve

- *pour l'opération de réhabilitation de 3 logements située à Strasbourg, 10 rue Martin :*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à CUS-Habitat d'un montant total de 9 000 €, soit une subvention en fonction du gain énergétique théorique par logement :*

Adresse des logements	*Nombre de logements*	*Gain (KWh/ m²/an)*	*Montant subvention EmS/logements*	*Total*
10 rue St Martin Strasbourg	*3*	*210-229*	*3 000 €*	*9 000 €*

décide

- *pour l'opération de réhabilitation de 3 logements située à Strasbourg, 10 rue Martin :*

a) *des modalités de versement de la subvention de 9 000 € :*

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux ; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) *l'imputation de la dépense globale de 9 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 70 – nature 204181– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission Permanente (Bureau) est de 1 515 790 € ;*

c) *le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2016003**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
REHAB	**3**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	Neudorf / Schluthfeld / Port du Rhin / Musau
Numéro	10
Adresse	rue Martin

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
Réhabilitation		9 000 €
Total subventions Eurométropole :		**9 000,00 €**

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel après travaux	Loyer mensuel prévisionnel avant travaux			
T4	1	92,03	98,56	114,50 €	522,37 €	475,06 €			
T5	2	117,10	125,43	157,24 €	664,78 €	604,57 €			
Total	**3**	**326,23**	**349,42**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	2

Loyer mensuel au m²:

PALULOS ap tvx	5,30 €
PALULOS av tvx	4,82 €

Détail des postes de charges:

eau froide, entretien et électricité des parties communes, provision chauffage, taxe d'enlèvement des ordures ménagères, entretien des espaces verts.

Ratios

Cout des travaux	92 116,33 €	/ logement	prix au m² de SH	1 022,37 €
Prestations intellectuelles	10 876,00 €	/ logement	prix au m² de SU	954,52 €
Montant de la TVA	8 183,33 €	/ logement	prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**276 349,00 €**	83%	**Subventions**	***9 000 €***	3%
			ETAT	**- €**	
Prestations intellectuelles	**32 628,00 €**	10%			
Montant de la TVA	**24 550,00 €**	7%			
			Eurométropole de Strasbourg	**9 000,00 €**	
			Réhabilitation thermique	9 000,00 €	
			Emprunts	***245 675,00 €***	73%
			Prêt PAM	165 000,00 €	
			Prêt Amiante	38 675,00 €	
			Eco-prêt réhabilitation	42 000,00 €	
			Fonds propres	***78 852 €***	24%
Total	**333 527,00**	**100,00%**	**Total**	**333 527,00 €**	**100,00%**

Observations:

34

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

HABITAT DE L'ILL
Illkirch / 12 a et b rue de la Glacière- Portage foncier - garantie d'emprunt.

La Société Coopérative Habitat de l'Ill a signé en février 2016 un compromis de vente auprès de particuliers pour l'acquisition d'un ensemble immobilier, afin d'y réaliser une opération de logements sociaux.

Cette acquisition s'élève à 597 300 €.

En vue de se constituer de la réserve foncière, Habitat de l'Ill a contracté un prêt, appelé GAIA Court Terme.
Pour obtenir ce type de prêt et dans les conditions fixées par la Caisse des dépôts et consignations, l'opération à venir doit contenir au minimum 25 % de la surface plancher totale du programme immobilier dédié à la réalisation de logements locatifs sociaux.

C'est pourquoi lorsque le bailleur réalisera une opération sur cette emprise foncière, le prêt GAIA Court terme sera remboursé et le bailleur financera alors son projet par des prêts locatifs à usage social (PLUS) ou des prêts locatifs aidés intégration (PLAI).

De plus, le bailleur nous a signifié par écrit que la future opération sur cette emprise foncière ne pourra être qu'une opération de logements locatifs sociaux en financement PLUS (prêts locatifs à usage social), PLAI (prêts locatifs aidés intégration) ou PSLA (prêts socials locatifs-accession).

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015, concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu le contrat de prêt signé entre la Société Coopérative Habitat de l'Ill, ci-après l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

- *<u>pour l'opération de portage foncier d'un ensemble immobilier situé à Illkirch, 12 a et b rue de la Glacière</u> :*

- *la garantie, à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 590 000 € souscrit par la Société Coopérative Habitat de l'Ill auprès de la Caisse des dépôts et consignations :*

<u>GAIACT Foncier :</u>	*GAIA Court Terme Foncier*
Montant du prêt	*590 000 €*
Durée de la phase d'amortissement *Dont durée de la phase du différé d'amortissement*	*15 ans* *168 mois*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt* + ***0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Modalité de révision	*double révisabilité limitée (DL)*
Taux de progressivité des échéances	*de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du*

	Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%
Amortissements	*amortissement déduit avec intérêts différés (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)*

Les taux indiqués ci-dessus seront ensuite révisables pendant toute la durée de prêt en fonction de la variation du livret A.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues la Société Coopérative Habitat de l'Ill dont elle ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Coopérative Habitat de l'Ill pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la Société Coopérative Habitat de l'Ill en exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

35

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

HABITATION MODERNE - Droit commun 2015 - Strasbourg - Rotonde - route d'Oberhausbergen - Opération "Le Domino" - Construction neuve de 62 logements dont 44 financés en Prêt locatif à usage social et 18 financés en Prêt locatif aidé d'intégration - Participations financières - Garanties d'emprunts.

La SAEML Habitation Moderne a été désignée en 2012 par la Communauté urbaine de Strasbourg pour être l'opérateur en charge de réaliser la part de logements locatifs sociaux dans le cadre du réaménagement du site « Rotonde » à Strasbourg – route d'Oberhausbergen.

Dans ce cadre, ce bailleur va réaliser une opération de construction neuve d'un immeuble de type R+8, composé de 62 logements, dont 44 financés en Prêt locatif à usage social et 18 financés en Prêt locatif aidé d'intégration.

Chaque logement disposera d'un balcon, d'une loggia ou d'une terrasse.

La demande de permis de construire a été déposée le 21 mai 2013 et complétée le 28 octobre 2013 et l'arrêté portant permis de construire et permis de démolir a été délivré le 11 décembre 2013 (dossier n° PC 67482 13 V 0149).

L'acte d'acquisition du terrain a été signé le 5 décembre 2014.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 392 000 €, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social et des Prêts locatifs aidés d'intégration ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts d'un montant total de 6 870 000 € qui seront contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur

sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5% du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun en date du 15 juin 2015 ;
vu le contrat de prêt signé entre la SAEML Habitation Moderne, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

<u>pour l'opération de construction neuve de 62 logements dont 44 financés en Prêt locatif à usage social et 18 fiancés en Prêt locatif aidé d'intégration située à Strasbourg – Rotonde – route d'Oberhausbergen – Opération « Le Domino » :</u>

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SAEML Habitation Moderne d'un montant total de 392 000 €:*
  - ** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif à usage social : (5 000 € x 44) = 220 00 0€*
  - ** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif aidé d'intégration : (9 000 € x 18) = 162 000 €*
  - ** au titre des grands logements : (2 500 € x 4) = 10 000 €*

- *la garantie, à hauteur de 100%, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 6 870 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

  Ce prêt constitué de 4 lignes dont les caractéristiques financières de chaque ligne sont mentionnées ci-dessous :

<u>Ligne du Prêt 1 :</u>

Ligne du prêt :	*PLUS*
Montant du prêt :	*3 450 000 €*
Durée totale :	
Durée totale de la phase de préfinancement :	*De 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **+0.60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*
Taux de progressivité des échéances :	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du prêt :	*PLUS Foncier*
Montant du prêt :	*1 170 000 €*
Durée totale :	
Durée totale de la phase de préfinancement :	*De 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **+0.60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*

Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*
Taux de progressivité des échéances :	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 3 :

Ligne du prêt :	*PLAI*
Montant du prêt :	*1 800 000 €*
Durée totale :	
Durée totale de la phase de préfinancement :	*De 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0.20 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*
Taux de progressivité des échéances :	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 4 :

Ligne du prêt :	*PLAI Foncier*
Montant du prêt :	*450 000 €*
Durée totale :	
Durée totale de la phase de préfinancement :	*De 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*

Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0.20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité » (DR)*
Taux de progressivité des échéances :	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 392 000 € :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 392 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20421 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission est de 1 377 460,00 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SAEML Habitation Moderne, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : HABITATION MODERNE **Numéro de référence** **2015047**

Contact: Tél:

Construction neuve	Nombre de Logements	**Opération:**	
	62	Identification	Le Domino - Rotonde
		Commune	Strasbourg
		Quartier	Cronenbourg / Hautepierre / Poteries / Hohberg
		Numéro	
		Adresse	Route d'Oberhausbergen

Financement **droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention EMS
PLUS	44	220 000,00 €
PLAI	18	162 000,00 €
Grand Logement	4	10 000,00 €
Total subventions EMS :		**392 000,00 €**

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique: Effi +

Chauffage: Collectif type: **Bois**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T2	15	49,39	53,23	103,87 €	285,31 €	321,51 €			
T3	26	68,41	73,59	132,79 €	394,44 €	444,48 €			
T4	17	86,90	91,19	157,78 €	488,78 €	550,79 €			
T5	4	102,62	108,04	181,74 €	579,09 €	652,56 €			
Total	**62**	**4 407,29**	**4 694,18**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	4

Loyer mensuel au m²:

PLAI	**5,36 €**
PLUS	**6,04 €**

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, lavage désinfection poubelles, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien chauffe eau gaz, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, location compteur eau.chauffage, location compteur chauffage

Ratios

Charges immobilières	27 210,89 €	/ logement	prix au m² de SH	2 101,18 €	
Cout des travaux	96 060,21 €	/ logement	prix au m² de SU	1 972,77 €	
Prestations intellectuelles	18 307,24 €	/ logement	prix au m² de SC		
Montant de la TVA	7 784,89 €	/ logement			

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**1 687 075,00 €**	18,22%	**Subventions**	***822 800,00 €***	***8,89%***
			ETAT	**162 000,00 €**	**1,75%**
Cout des travaux	**5 955 733,00 €**	64,31%			
			Eurométropole	**392 000,00 €**	**4,23%**
Prestations intellectuelles	**1 135 049,00 €**	12,26%	PLUS	220 000,00 €	2,38%
			PLAI	162 000,00 €	1,75%
Montant de la TVA	**482 663,00 €**	5,21%	Grand Logement	10 000,00 €	0,11%
			Région	**75 000,00 €**	**0,81%**
			Collecteurs	**180 000,00 €**	**1,94%**
			Département	**13 800,00 €**	**0,15%**
			Emprunts	***7 477 000,00 €***	***80,74%***
			Prêt PLUS Foncier	1 170 000,00 €	12,63%
			Prêt PLUS Construction	3 450 000,00 €	37,25%
			Prêt PLAI Foncier	450 000,00 €	4,86%
			Prêt PLAI Construction	1 800 000,00 €	19,44%
			Prêt collecteur 1%	607 000,00 €	6,55%
			Fonds propres	***960 720,00 €***	***10,37%***
Total	**9 260 520,00 €**	**100,00%**	**Total**	**9 260 520,00 €**	**100,00%**

36

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

LOGIEST - Droit commun 2014
Strasbourg Cronenbourg - 128, Route de Mittelhausbergen - Opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 18 logements dont 12 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et six logements financés en Prêt locatif aidés d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La société anonyme d'HLM Logiest s'est portée acquéreur par un acte de Vente en état future d'achèvement (VEFA) en date du 11 mars 2015, d'un ensemble immobilier composé de 18 logements dont 12 logements financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 6 logements financés en Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI), situé à Strasbourg Cronenbourg – 128, Route de Mittelhausbergen.

Cette opération, labélisée BBC, se compose de deux bâtiments en R+3+attique avec sous sol. La typologie des logements va du T2 au T4 avec, pour chacun, un balcon ou une terrasse et une place de stationnement.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 18 mars 2014.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 114 000 €, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social (PLUS) et des Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 1 582 323 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 5 septembre 2014;
Vu le Contrat de prêt signé entre la SA d'HLM Logiest, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 18 logements (dont 12 PLUS et 6 PLAI) située à Strasbourg – 128, Route de Mittelhausbergen :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM Logiest d'un montant total de 114 000 € :*

* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif à usage social (PLUS): (5 000 € X 12) = 60 000 €*

* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) : (9 000 € X 6) = 54 000 €*

- *la garantie, à hauteur de 100%, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 582 323 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

Ce prêt constitué de 4 lignes dont les caractéristiques financières de chaque ligne sont mentionnées ci-dessous :

<u>Ligne du Prêt 1 :</u>

Ligne du prêt : PLAI

Montant du prêt :	*464 421 €*
Durée totale :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date du Contrat de Prêt **-0.20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*De 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du prêt :	*PLAI Foncier*
Montant du prêt :	*201 079 €*
Durée totale :	*50 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date du Contrat de Prêt **-0,20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*De 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux*

	du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Ligne du Prêt 3 :

Ligne du prêt :	*PLUS*
Montant du prêt :	*479 109 €*
Durée totale :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A*** *en vigueur à la date du Contrat de Prêt* ***+ 0.60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés*** *: si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*De 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Ligne du Prêt 4 :

Ligne du prêt :	*PLUS Foncier*
Montant du prêt :	*437 714 €*
Durée totale :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A*** *en vigueur à la date du Contrat de Prêt* ***+ 0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés*** *: si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*

Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*De 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 114 000 € :
- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 114 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20421 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission est de 1 377 460 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM Logiest en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : LOGIEST

Numéro de référence **2014111**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**18**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	Cronenbourg / Hautepierre / Poteries / Hohberg
Numéro	128
Adresse	Route de Mittelhausbergen

Financement — droit commun

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	12	60 000 €
PLAI	6	54 000 €
Total subventions Eurométropole :		**114 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T1	1	31,74	36,24		227,59 €	201,49 €			
T2	7	45,15	50,00		314,00 €	278,00 €			
T3	9	64,54	69,62		437,21 €	387,09 €			
T4	1	82,35	86,85		545,42 €	482,89 €			
Total	**18**	**1 011,00**	**1 099,67**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,56 €
PLUS	6,28 €

Ratios

Charges immobilières	2 183,06 €	/ logement	prix au m² de SH	2 432,55 €	
Cout des travaux	131 827,17 €	/ logement	prix au m² de SU	2 236,41 €	
Prestations intellectuelles	2 618,06 €	/ logement	prix au m² de SC		

Plan de financement (€ TTC)

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**39 295 €**	2%	**Subventions**	***330 000 €***	***13,42%***
			ETAT	**42 000 €**	**1,71%**
Cout des travaux	**2 372 889 €**	96%			
			Eurométropole	**114 000,00 €**	**4,64%**
Prestations intellectuelles	**47 125 €**	2%	**PLUS**	60 000,00 €	2,44%
			PLAI	54 000,00 €	2,20%
			Surcharge Foncière	12 000,00 €	0,49%
			Collecteur 1%	162 000,00 €	6,59%
			Emprunts	***1 582 323,00 €***	***64,34%***
			Prêt PLUS Foncier	437 714,00 €	17,80%
			Prêt PLUS Construction	479 109,00 €	19,48%
			Prêt PLAI Foncier	201 079,00 €	8,18%
			Prêt PLAI Construction	464 421,00 €	18,88%
			Fonds propres	***546 986 €***	***22,24%***
Total	**2 459 309,00**	**100,00%**	**Total**	**2 459 309,00 €**	**100,00%**

37

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

NOUVEAU LOGIS DE L'EST - Droit commun 2015 - Oberschaeffolsheim - rue du Lavoir - Acquisition en vente en l'état futur d'achèvement de 40 logements exclusivement séniors dont huit financés en Prêt locatif aidé d'intégration, 27 financés en Prêt locatif à usage social et cinq financés en Prêt locatif social - Participations financières - Garanties d'emprunts.

La SA d'HLM Nouveau Logis de l'Est, en partenariat avec le promoteur immobilier ICADE, souhaite réaliser une opération de logements locatifs sociaux en vente en l'état de futur achèvement située à Oberschaeffolsheim – rue du Lavoir.

Les trois immeubles collectifs de type R+1+attique seront composés de 40 logements, dont 27 financés en Prêt locatif à usage social, huit financés en Prêt locatif aidé d'intégration et cinq financés en Prêt locatif social.

Bien que financés en logements ordinaires, le bailleur souhaite attribuer exclusivement ces logements à des personnes séniors autonomes en leur offrant un logement adapté dans un cadre de vie agréable à un tarif accessible.

Le projet ne constitue ni une résidence médicalisée, ni une résidence services, puisqu'aucune offre de services ne sera proposée par le bailleur (pas de gestionnaire prévu).

Le projet prévoit une salle commune en rez-de-chaussée du bâtiment A1 pour permettre aux locataires d'accueillir leurs proches ou d'organiser des activités en commun.

Dans le but d'accueillir le public visé, les logements seront équipés :

- de WC accessibles avec poignée de maintien,
- de douches à l'italienne et barre de maintien,
- de portes intérieures plus larges que d'ordinaire (90 cms),
- de volets roulants électriques pour toutes les menuiseries avec commande centralisée,
- de prises de courant surélevées,
- de veilleuses pour éclairage nocturne.

Par ailleurs, un ascenseur sera installé dans chaque bâtiment pour une meilleure accessibilité aux étages.

La demande de permis de construire a été déposée le 2 novembre 2015 et l'arrêté portant permis de construire a été délivré le 9 juin 2016 (dossier n° PC 67350 15 V 0007).

Le contrat de réservation préliminaire à une vente en l'état futur d'achèvement a été signé le 25 janvier 2016.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 207 000 €, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social (PLUS) et des Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts d'un montant total de 3 901 033 € qui seront contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission Permanente (Bureau) d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun en date du 31 décembre 2015 ;
vu le contrat de prêt signé entre la SA d'HLM Nouveau Logis de l'Est, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement de 40 logements dont 27 financés en Prêt locatif à usage social, huit financés en Prêt locatif aidé d'intégration et cinq financés en Prêt locatif social siituée à Oberschaeffolsheim – rue du Lavoir

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM Nouveau Logis de l'Est d'un montant total de 207 000 € :*
* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif à usage social : (5 000 € x 27) = 135 000 €*
* *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI : (9 000 € x 8) = 72 000 €*

- *la garantie, à hauteur de 100%, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 3 901 033 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

  Ce prêt constitué de 6 lignes dont les caractéristiques financières de chaque ligne sont mentionnées ci-dessous :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du prêt :	*PLUS*
Montant :	*1 572 691 €*
Durée de la phase de préfinancement :	*de 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **+0.60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du prêt :	*PLUS Foncier*

Montant du prêt :	*1 003 094 €*
Durée de la phase de préfinancement :	*de 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*50 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **+0.60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

<u>Ligne du Prêt 3 :</u>

Ligne du prêt :	*PLAI*
Montant du prêt :	*628 774 €*
Durée de la phase de préfinancement :	*de 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0.20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*

Taux de progressivité des échéances :	*de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

Ligne du Prêt 4 :

Ligne du prêt :	*PLAI Foncier*
Montant du prêt :	*300 000 €*
Durée de la phase de préfinancement :	*de 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*50 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **-0.20 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

Ligne du Prêt 5 :

Ligne du prêt :	*PLS*
Montant du prêt :	*206 994 €*
Durée de la phase de préfinancement :	*de 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*40 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***

Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **+1.11%*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

Ligne du Prêt 6 :

Ligne du prêt :	*PLS Foncier*
Montant du prêt :	*189 480 €*
Durée de la phase de préfinancement :	*de 3 à 24 mois*
Durée de la phase d'amortissement :	*50 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	***Livret A***
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **+1.11%*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée » (DL)*

Taux de progressivité des échéances :	*de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 207 000 € :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 207 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20421 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission est de 1 377 460,00€.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM Nouveau Logis de l'Est en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NOUVEAU LOGIS DE L'EST — **Numéro de référence** **2015082**

Contact: Tél:

Vente en l'état futur d'achèvement	Nombre de Logements
	40

Opération:

Identification	
Commune	Oberschaeffolsheim
Quartier	
Numéro	
Adresse	rue du Lavoir

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	27	135 000,00 €
PLAI	8	72 000,00 €
PLS	5	- €
Total subventions Eurométropole :		**207 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique: RT 2012

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLS(SU)		
T2	27	51,55	54,89	70,00 €	370,51 €	328,79 €	487,97 €		
T3	13	63,80	66,57	90,00 €	449,35 €	398,75 €	591,81 €		
Total	**40**	**2 221,25**	**2 347,44**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,99 €
PLS	8,89 €
PLUS	6,75 €

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, manipulation poubelles

Ratios

Charges immobilières	37 209,70 €	/ logement	prix au m² de SH	2 362,65 €
Cout des travaux	84 403,65 €	/ logement	prix au m² de SU	2 235,64 €
Prestations intellectuelles	2 687,90 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	6 899,58 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**1 488 388,00 €**	28,36%	**Subventions**	***267 000,00 €***	***5,09%***
			ETAT	**60 000,00 €**	**1,14%**
Cout des travaux	**3 376 146,00 €**	64,33%			
			Eurométropole	**207 000,00 €**	**3,94%**
Prestations intellectuelles	**107 516,00 €**	2,05%	PLUS	135 000,00 €	2,57%
			PLAI	72 000,00 €	1,37%
Montant de la TVA	**275 983,00 €**	5,26%			
			Emprunts	***3 901 033,00 €***	***74,33%***
			Prêt PLUS Foncier	1 003 094,00 €	19,11%
			Prêt PLUS Construction	1 572 691,00 €	29,97%
			Prêt PLS Foncier	189 480,00 €	3,61%
			Prêt PLS Construction	206 994,00 €	3,94%
			Prêt PLAI Foncier	300 000,00 €	5,72%
			Prêt PLAI Construction	628 774,00 €	11,98%
			Fonds propres	***1 080 000,00 €***	***20,58%***
Total	**5 248 033,00 €**	**100,00%**	**Total**	**5 248 033,00 €**	**100,00%**

38

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Transactions amiables sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les projets de la collectivité nécessitent la réalisation d'acquisitions ou de ventes amiables de diverses parcelles :

- à incorporer à la voirie métropolitaine ;

- entrant dans le cadre de projets d'intérêt métropolitain ayant déjà été validés par le Conseil de communauté, désormais Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- entrant dans la politique de réserves foncières de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- sortant du patrimoine.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg acquiert des terrains pour les besoins de premier établissement ou d'élargissement de voies à un prix négocié en plein accord avec les propriétaires concernés.

Si le montant de ce type de transaction est inférieur à 75 000 €, l'avis de France Domaine n'est pas requis (arrêté ministériel du 17 décembre 2001).

La collectivité acquiert et vend également des terrains à l'amiable, en plein accord avec les propriétaires, dans le cadre d'opérations ayant déjà fait l'objet d'une validation par une délibération générale, dans le cadre de la politique de réserves foncières, ou dans le cadre de régularisations de situations domaniales avec des personnes physiques ou morales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis du domaine n°2016/233 du 16 mars 2016
Vu l'avis du domaine n°2016-118V0374 en date du 14 septembre 2016
Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Lipsheim du 12 juillet 2016

Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Niederhausbergen du 1er septembre 2016
Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Geispolsheim du 26 septembre2016
Vu l'avis favorable du Conseil municipal d'Eckbolsheim du 26 septembre 2016
Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Strasbourg du 26 septembre 2016
après en avoir délibéré
approuve

I. Les acquisitions de terrains par l'Eurométropole de Strasbourg à incorporer dans la voirie publique à savoir :

Voies aménagées, élargies ou à aménager avec l'accord des propriétaires dont le transfert de propriété reste à régulariser. Les parcelles désignées ci-après seront acquises à prix négocié, en plein accord avec les propriétaires :

I.1 à Geispolsheim :

- *dans le cadre de l'aménagement de la rue des Gaulois :*

les parcelles classées au Plan Local d'Urbanisme en zone UC et cadastrées :

section 49 n° (2)/286 de 0,23 are (n° provisoire)
section 49 n° (4)/287 de 0,23 are (n° provisoire)
section 49 n° (6)/288 de 0,22 are (n° provisoire)

soit au total 0,68 are appartenant aux époux André ANCEL, pour le prix de 1 525 € l'are soit pour le prix total de 1 037,00 € ;

I.2 à Geispolsheim :

- *dans le cadre de l'aménagement de la rue des Tulipes :*

les parcelles classées au Plan Local d'Urbanisme en zone UC et cadastrées :
section AE n° (2)/102 de 0,46 are (n° provisoire)
section AE n° (4)/102 de 0,09 are (n° provisoire)
soit au total 0,55 are appartenant à M. Pierre SCHNEIDER, pour le prix de 1 525 € l'are soit pour le prix total de 838,75 € ;

section AE n° 759/125 de 0,34 are
appartenant pour moitié à M. Allan TISON et pour moitié à Mme Morgane NEY, pour le prix de 1 525 € l'are, soit pour le prix total de 518,50 € ;

I.3 à Geispolsheim :

Annule et remplace le point I.2 de la délibération de la Commission Permanente du 26 février 2016 :

Dans le cadre de l'aménagement d'un giratoire, rue du Fort, la parcelle cadastrée :

section 33 n° 475/18 de 3,65 ares
appartenant à la S.A.S HE INVEST, pour le prix de 4 800 € de l'are en zone UXb du PLU de la Commune, soit un prix total de 17 520 € HT.

Dans le cadre de l'aménagement de la rue du Fort, les parcelles cadastrées comme suit :

- *Section 36 n°315/100 de 8,18 ares en zone N*

- *Section 33 n°477/93 de 0,73 are en zone UXb*

Soit 8,91 ares correspondant à un terrain encombré d'une ancienne voie ferrée appartenant à SNCF Réseau au prix de 7 448 € HT.

Les frais d'arpentage seront remboursés par l'Eurométropole dans le cadre de l'acte à intervenir.

I.4 à Lipsheim :

Dans le cadre de l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RD221

1,94 are à distraire de la parcelle cadastrée section 21 n°725/21 de 6,38 ares
appartenant à Madame Nicole KOHLER née MEYER, pour le prix de 1 500 € de l'are soit pour le prix total de 2 910 €.

1,43 are à distraire de la parcelle cadastrée section 21 n°722/20 de 26,63 ares
appartenant aux consorts JEHL, pour le prix de 1 500 € de l'are soit pour le prix total de 2 145 €.

I.5 à Eckbolsheim :

Dans le cadre de l'aménagement de la rue de la Croix :

la parcelle classée au Plan Local d'Urbanisme en zone UC et cadastrée :
section 59 n° 385/63 de 0,87 are appartenant aux consorts KANTZLER pour le prix symbolique de 1 €, et moyennant le versement d'un montant de 300 € au titre de la prise en charge des frais de l'arpentage réalisé par les consorts KANTZLER ;

1.6 à Strasbourg :

L'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de parcelles situées chemin du Schulzenfeld à Strasbourg banlieue Neuhof et cadastrées :

Ban de Strasbourg
Lieu dit « chemin du Schulzenfeld »
Section IK n°(2)/59 de 1,89 are issue de la parcelle mère n°231/59 de 51 ares

Propriété au Livre Foncier de l'Etablissement protestant pour enfants « Le Neuhof ».
La cession a lieu au prix de 22 680 €, taxes et droits éventuels en sus.

Ban de Strasbourg
Lieu dit « chemin du Schulzenfeld »
Section IH (2)/55 de 2 m² issue de la parcelle mère n° 115/55 de 84 m²
Propriété au Livre Foncier de Madame SPRAUL Marie
La cession a lieu au prix de 240 €, taxes et droits éventuels en sus.

I.7 à Niederhausbergen :

Dans le cadre de l'aménagement d'une voie de liaison piétons–cyclistes entre la rue Mercière et la rue de Hoenheim :

1,16 are à extraire de la parcelle cadastrée section 2 n°45 (A) de 29,73 ares appartenant aux Cts BRUCKMANN au prix de 23 200 € sur une base de 20 000 € l'are

I.8 à Strasbourg Robertsau :

Dans le cadre de l'aménagement de la Route des Chasseurs à Strasbourg Robertsau :

la parcelle cadastrée section CL n°130/75, lieu dit « Route des Chasseurs » d'une surface de 0,18 are appartenant à la SCI « Les Floridées » pour le prix de 12 000 € l'are soit pour le prix total de 2 160 € ;

I.9 à Strasbourg Robertsau :

Dans le cadre de l'aménagement d'une voie de desserte Quai Jacoutot à Strasbourg Robertsau :

la parcelle cadastrée section BS n° 64/27, lieu dit « Rue de la Cigale » d'une surface de 0,58 are appartenant pour 1/3 à M. GAUER André et Mme DUFOUR Marie–Dominique, pour 1/3 à M. GAUER Claude, et pour 1/3 à M. GAUER Jean – Paul pour le prix de 12 000 € l'are soit pour le prix total de 6 960 € ;

II. Les acquisitions de terrains par l'Eurométropole de Strasbourg au titre des réserves foncières :

II.1 Sur le ban communal d'Eckbolsheim :

Les terrains situés dans le secteur de développement Arc Ouest, cadastrés sur la commune d'Eckbolsheim en zone IIAUx à vocation économique et cadastrés section 30 n° 19 de 21,30 ares ; n° 39 de 21,29 ares et n° 40 de 18,88 ares, appartenant en nue-propriété à Madame Marlise JUNG et en usufruit à Madame Marthe JUNG née EIDENWEIL, au prix de 1 800 € l'are, soit pour un montant total de 110 646 € à répartir au prorata des droits de propriété.

Le principe de la reconstitution de réserves foncières sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg a été validé par le Bureau Urbanisme, Habitat et Transport (UHT) en date du 30.04.2015 ;

II.2. Sur le ban communal de Strasbourg Robertsau :

Dans le cadre de la constitution de réserves foncières dans la perspective d'un projet de voirie, les parcelles propriété de la Société FONCIER CONSEIL lieu dit « rue de la Renaissance » cadastrées section CO :

- *n°733/179 de 0.97 are*
- *n°736/178 de 1.18 ares*
- *n°744/166 de 4.98 ares*
- *n°746/167 de 5.31 ares*

soit un total de 12.44 ares, pour un montant de 5 030 € l'are soit un prix total de 62 573 € ;

décide

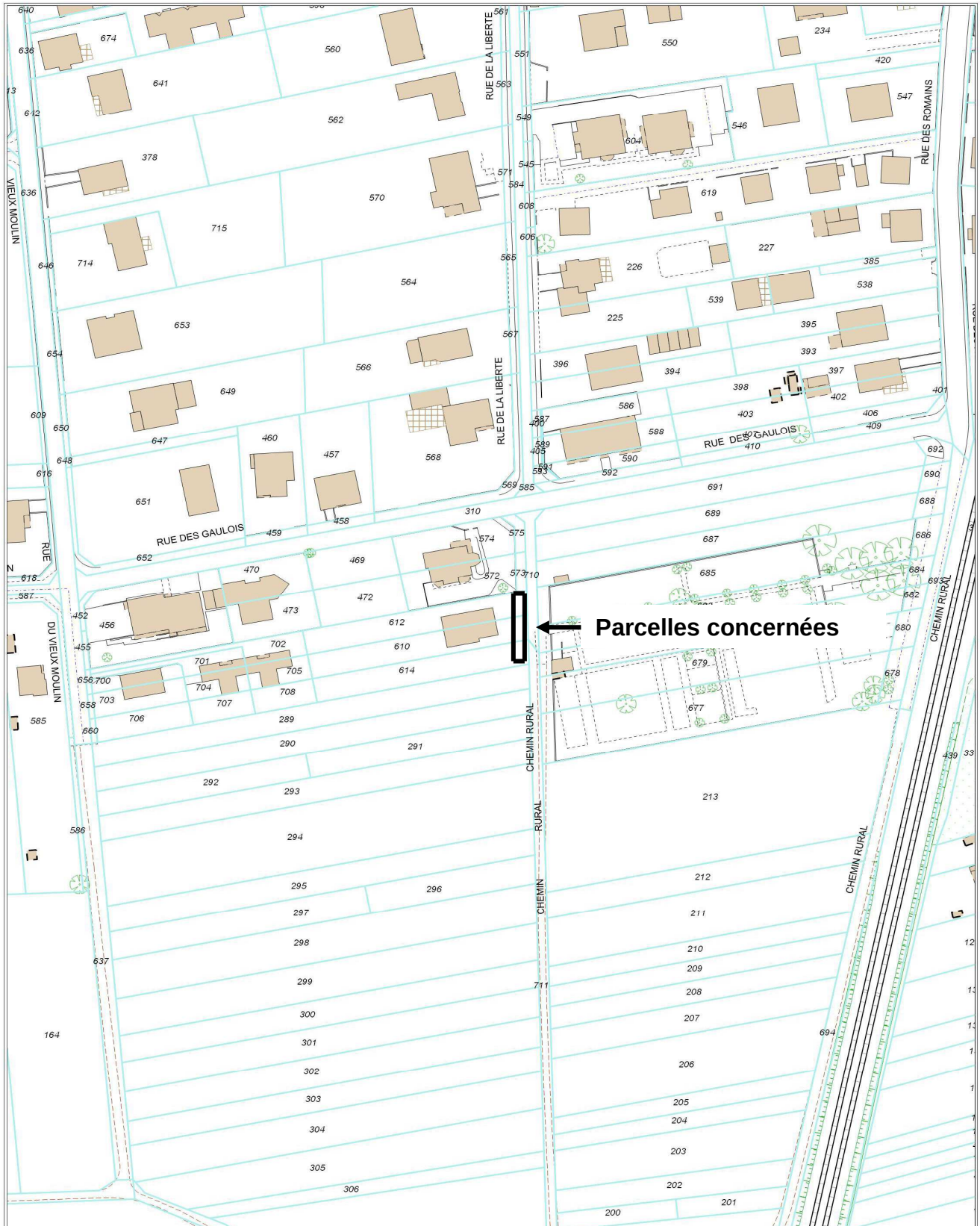
- *l'imputation des dépenses liées aux acquisitions de parcelles à incorporer à la voirie, aux éventuels frais de notaires et aux éventuels frais d'arpentage, sur la ligne budgétaire AD03, fonction 824, nature 2112, programme 6 ;*
- *l'imputation de la dépense correspondante aux réserves foncières sur la ligne budgétaire ADO3 fonction 518 nature 2111 programme 6 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tous documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016



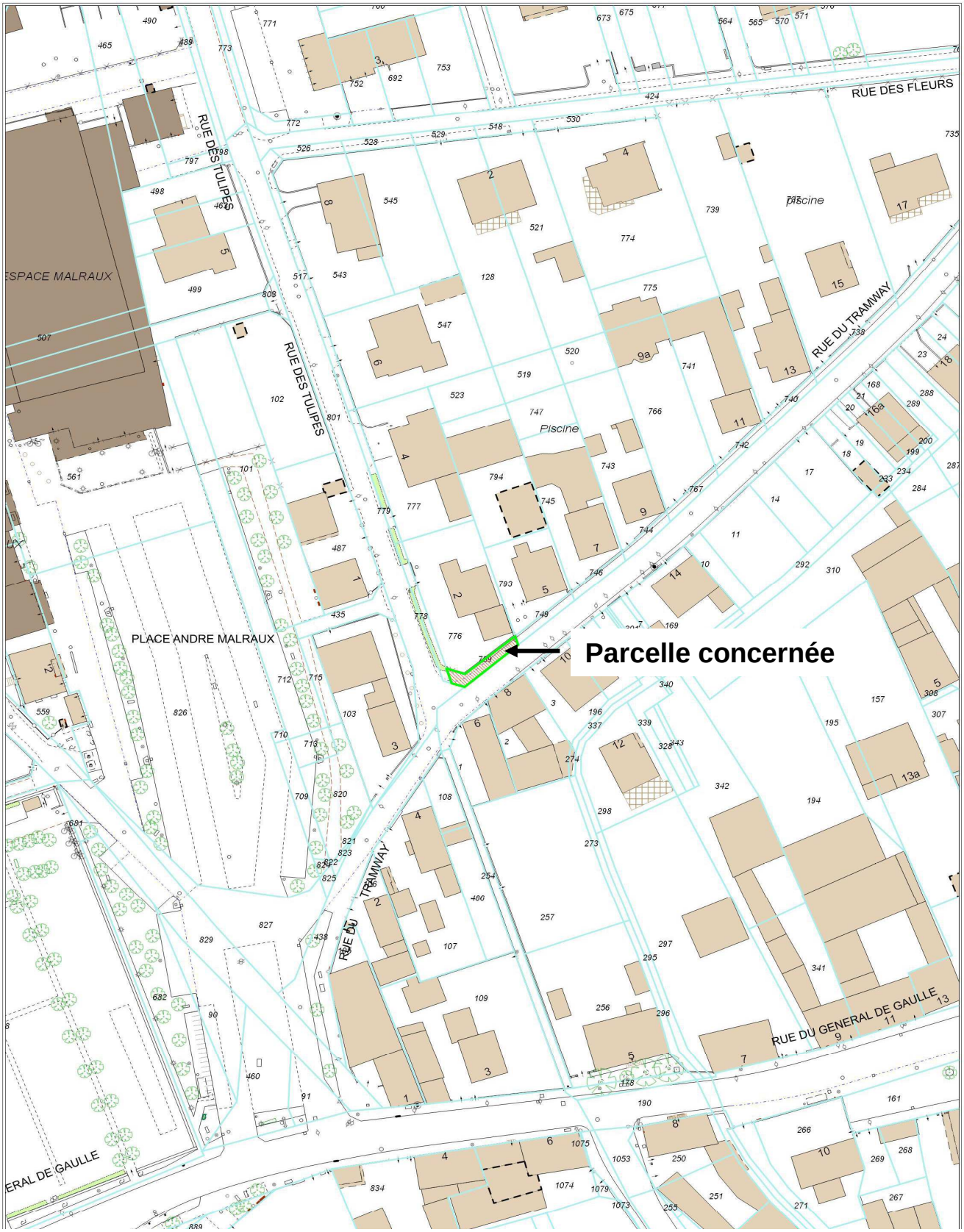
Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de terrain de voirie rue des Gaulois à Geispolsheim.

Plan de situation.



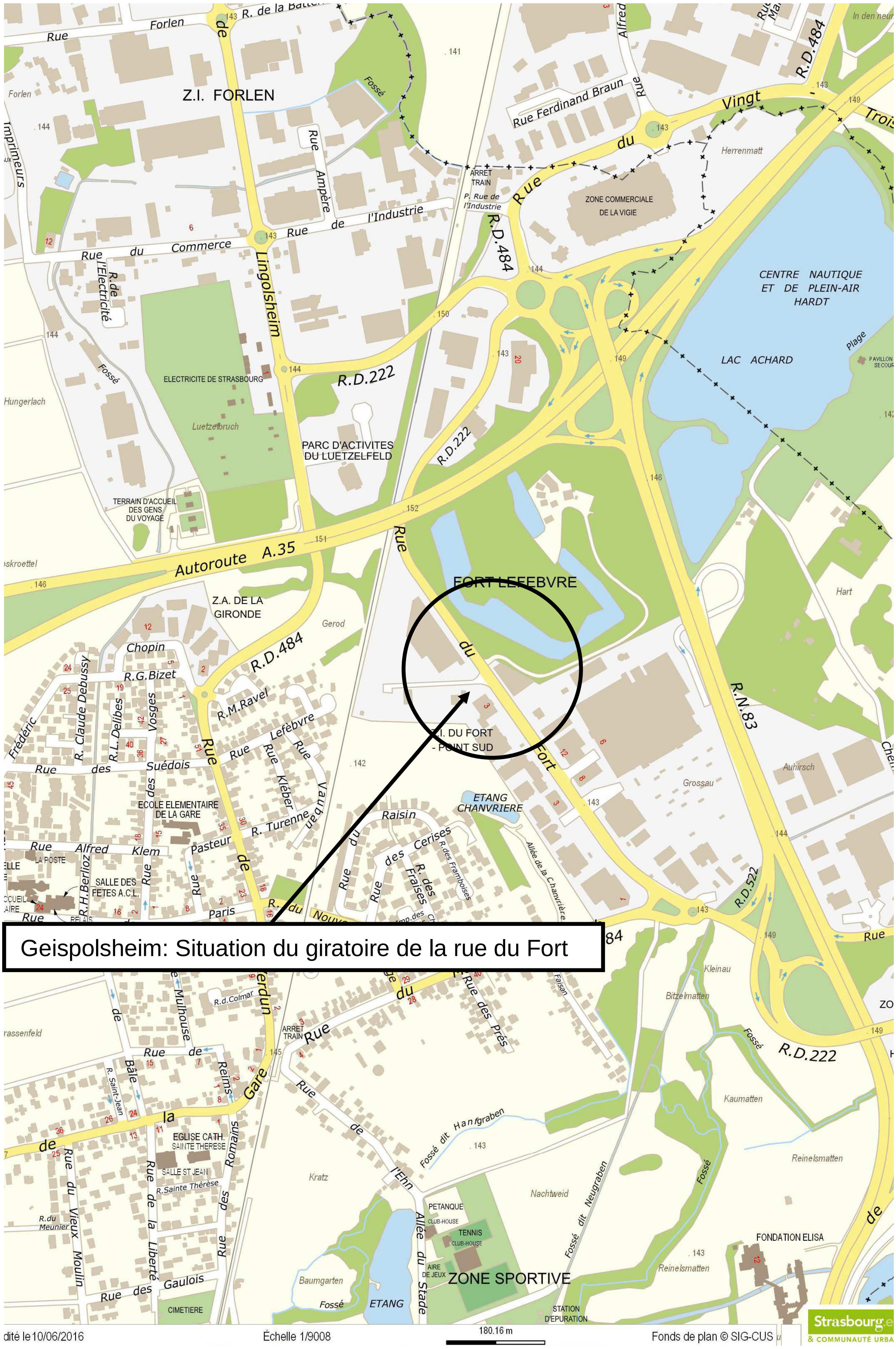
Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de terrain de voirie rue des Tulipes à Geispolsheim.

Plan parcellaire.

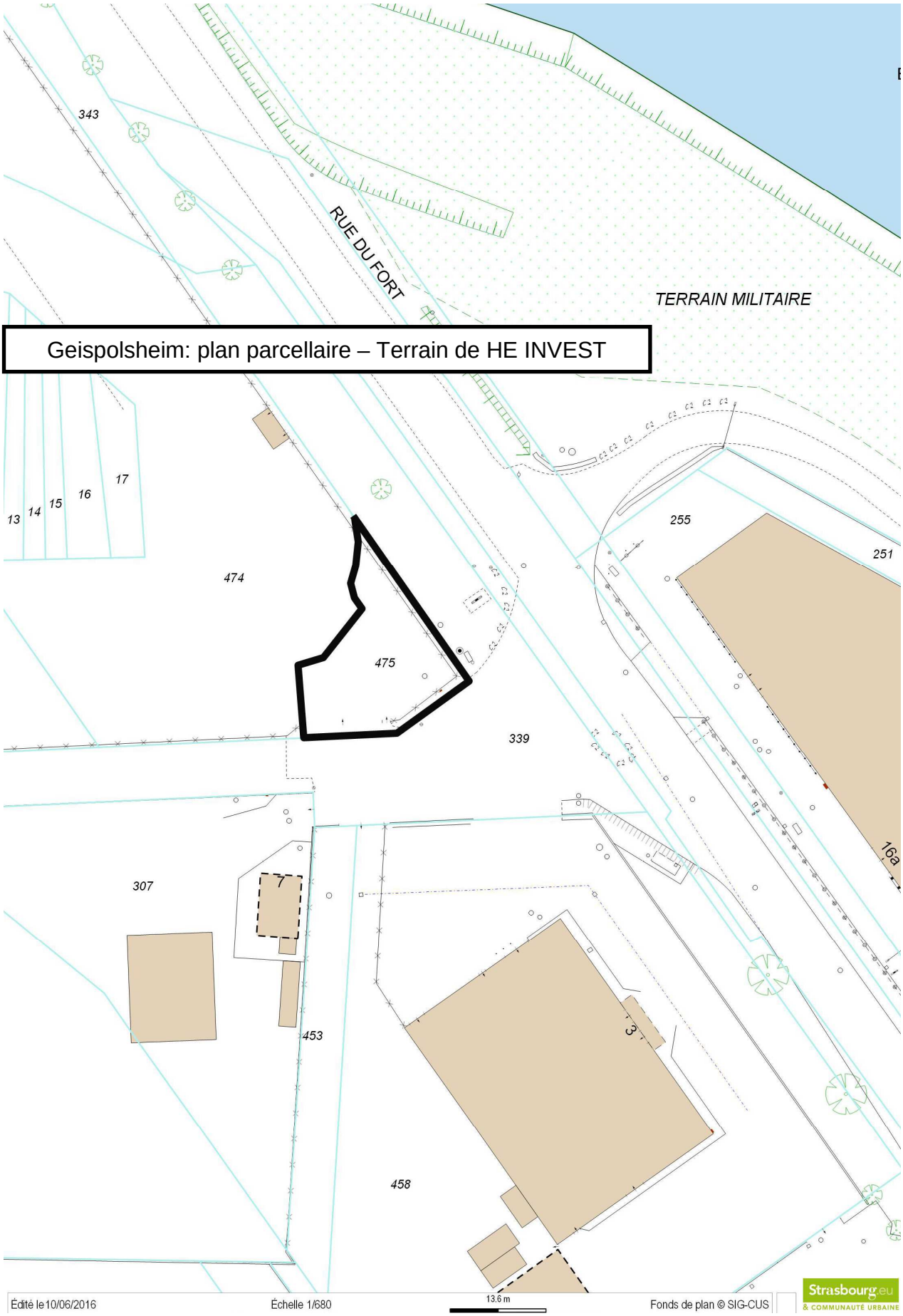


Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de terrain de voirie rue des Tulipes à Geispolsheim.

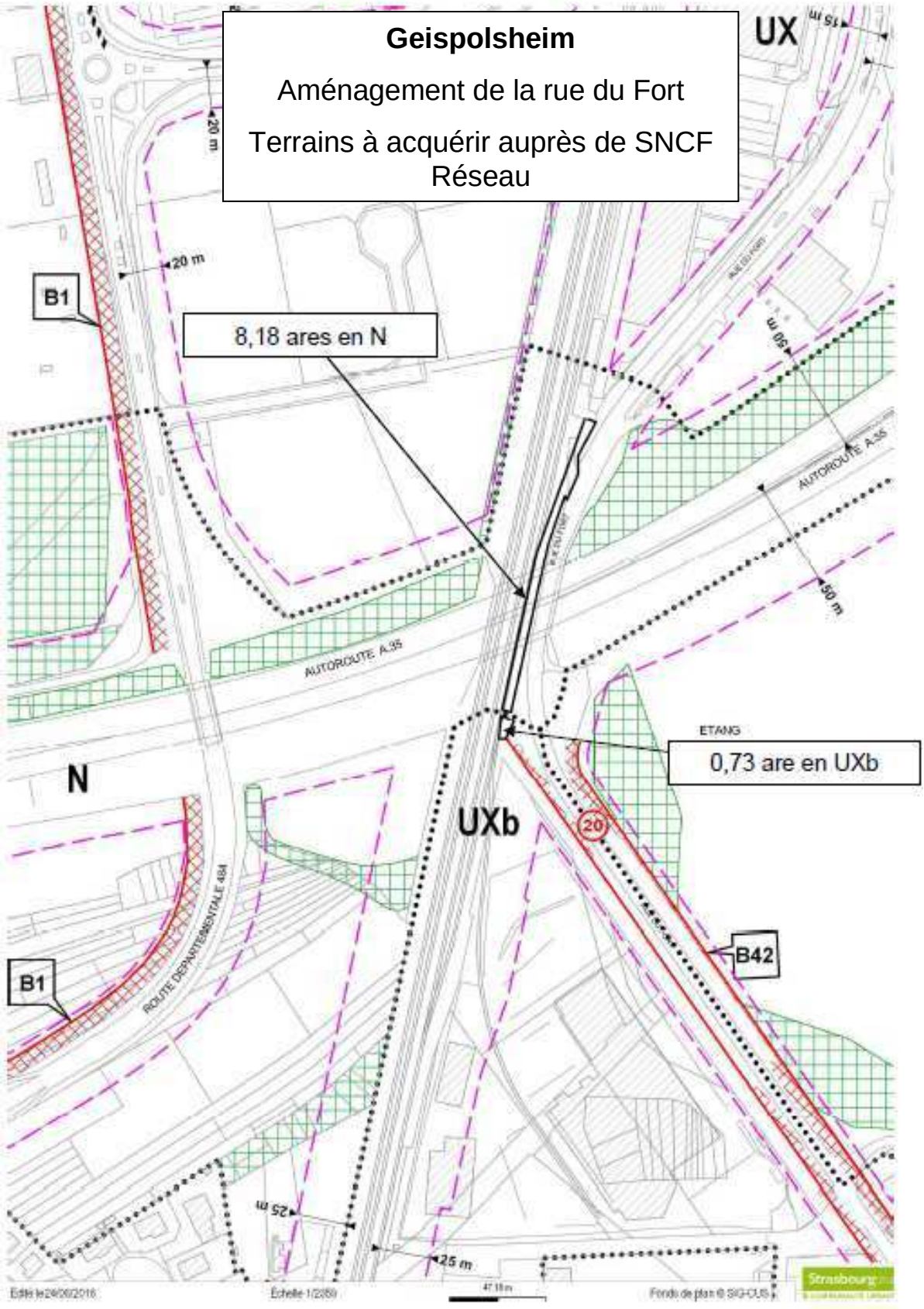
Plan de situation.

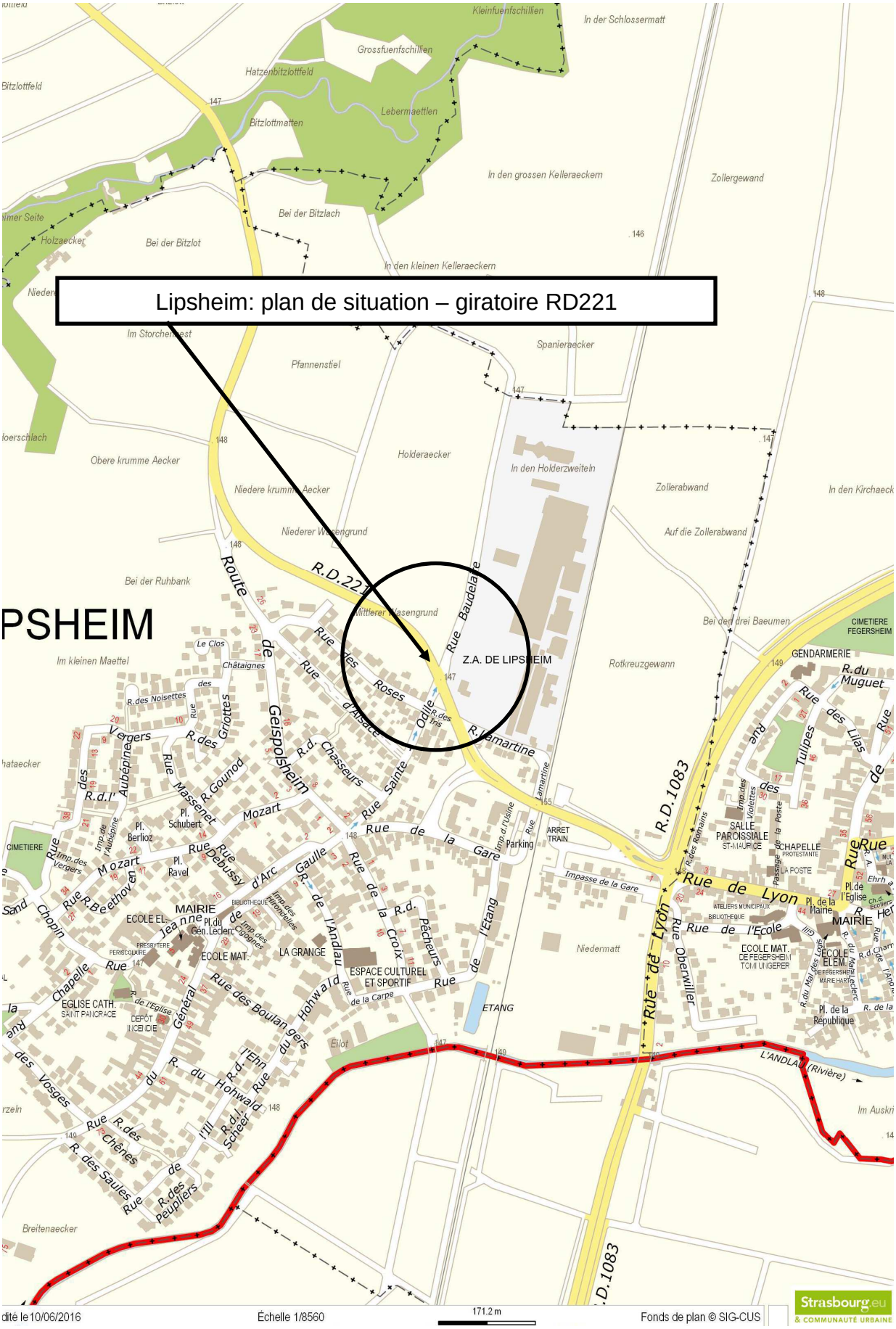


Geispolsheim: Situation du giratoire de la rue du Fort


Geispolsheim: plan parcellaire – Terrain de HE INVEST
343
RUE DU FORT
TERRAIN MILITAIRE
13
14
15
16
17
474
475
339
255
251
16a
307
7
453
3
458
Édité le 10/06/2016
Échelle 1/680
13.6 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


LINGOLSHEIM
Geispolsheim
Rue du Fort
Situation des terrains acquis auprès de SNCF Réseau
GEISPOLSHEIM (GARE)
R.D.222
R.D.484
R.D.84
R.N.83
R.N.353 ROCADE SUD DE STRASBOURG (Seconde phase)
Autoroute A.35
Échelle 1/18873
377.46 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

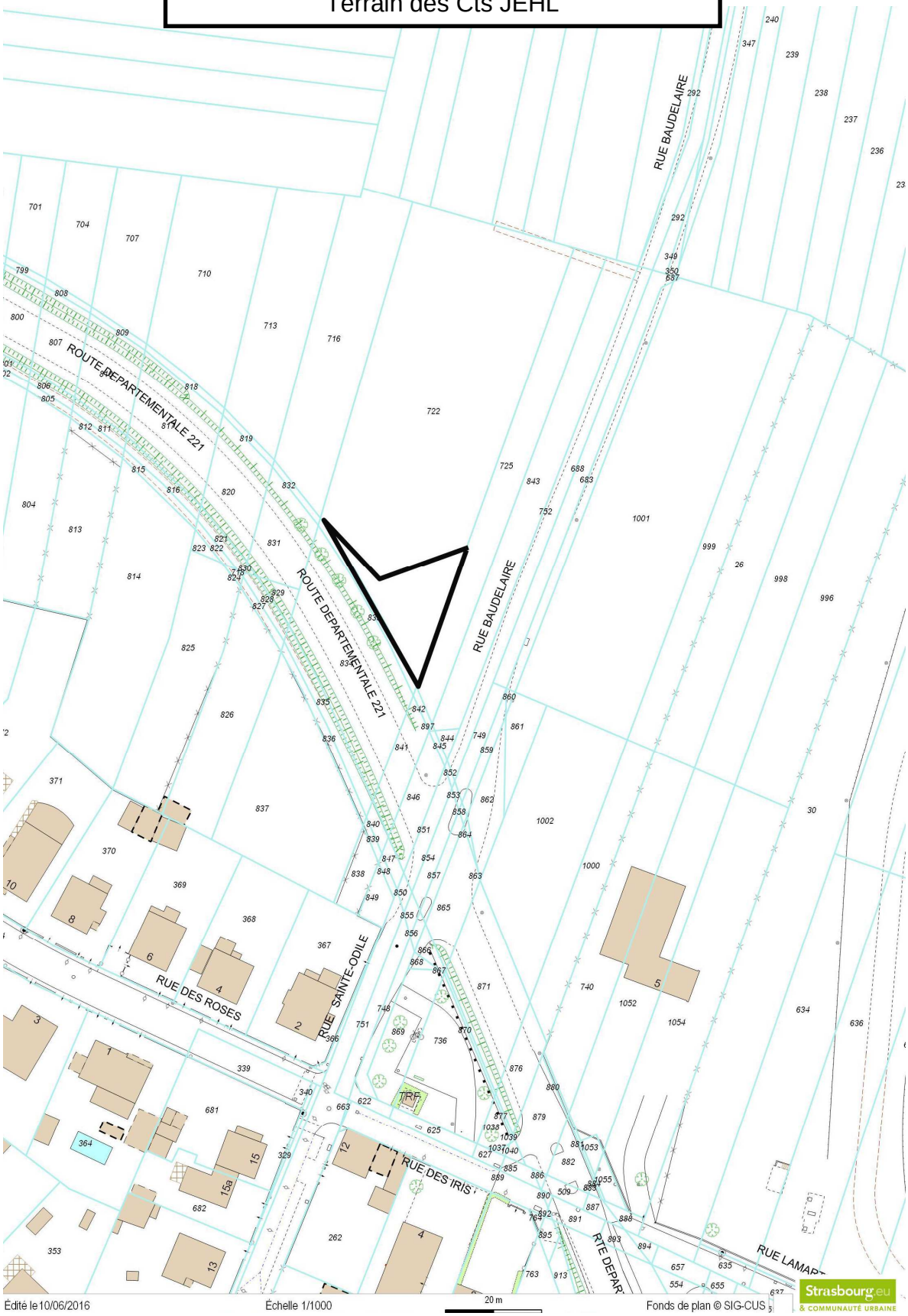

Geispolsheim
Aménagement de la rue du Fort
Terrains à acquérir auprès de SNCF Réseau
UX
B1
8,18 ares en N
20 m
50 m
AUTOROUTE A.35
ETANG
0,73 are en UXb
N
UXb
20
B42
B1
ROUTE DEPARTEMENTALE 484
25 m
25 m
Strasbourg

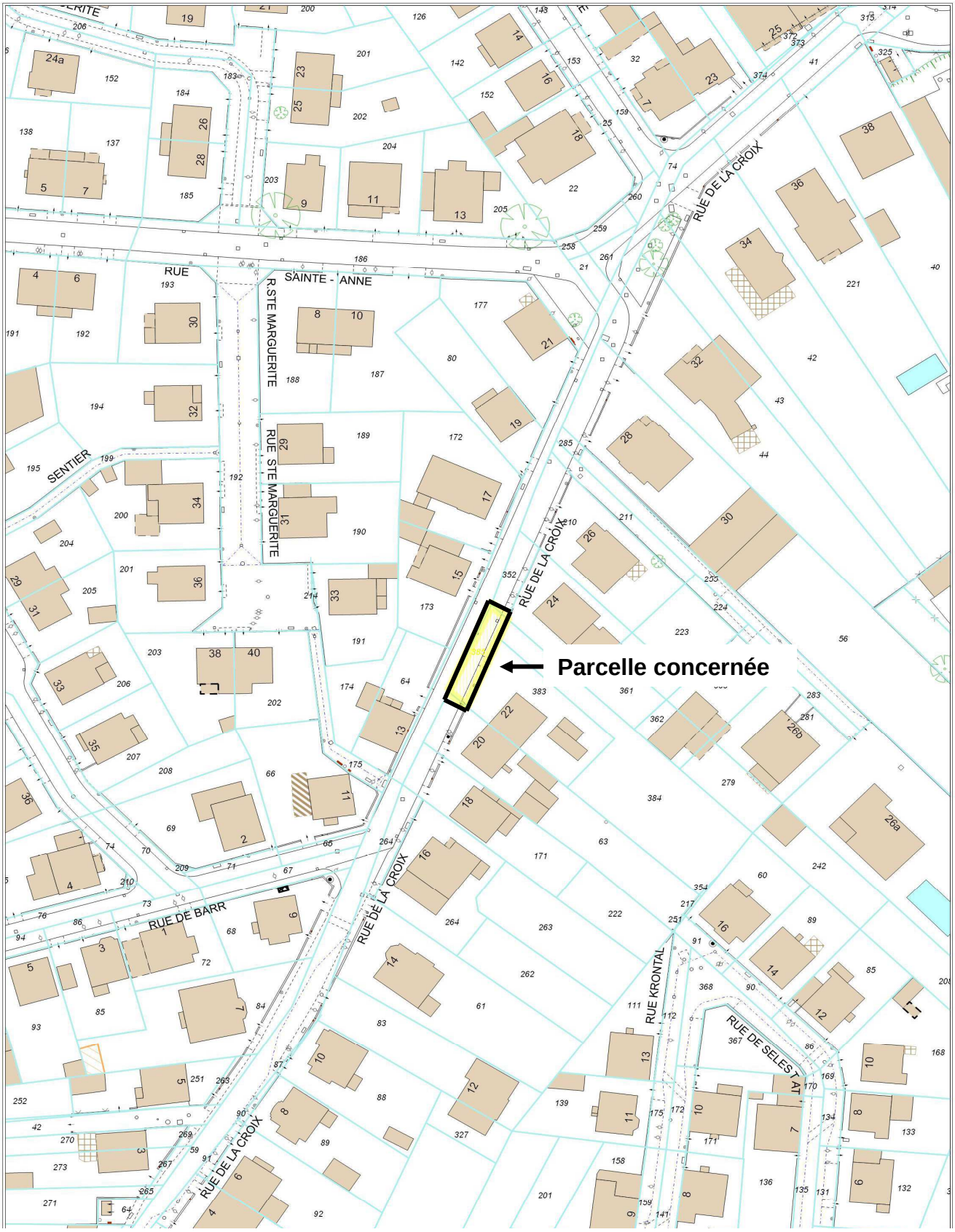

Lipsheim: plan de situation – giratoire RD221
Z.A. DE LIPSHEIM
R.D.1083
Rue de Lyon
Route de Geispolsheim
R.D.221
Rue de la Gare
Rue de l'Ecole
MAIRIE
ECOLE MAT.
ECOLE ELEM.
EGLISE CATH.
SALLE PAROISSIALE
CHAPELLE PROTESTANTE
GENDARMERIE
CIMETIERE
CIMETIERE FEGERSHEIM
LA POSTE
ARRET TRAIN
Parking
ESPACE CULTUREL ET SPORTIF
LA GRANGE
ETANG
Rue Baudelaire
Rue des Roses
Rue d'Alsace
Rue Lamartine
Rue de l'Etang
Rue de la Croix
Rue de l'Andlau
Rue Hohwald
Rue des Boulangers
Rue du Muguet
Rue des Lilas
Rue des Tulipes
Rue Oberwiller
Pl. de la Mairie
Pl. de la République
Pl. de l'Eglise
Impasse de la Gare
L'ANDLAU (Rivière)
Kleinfuenfschillien
In der Schlossermatt
Grossfuenfschillien
Hatzenbitzlottfeld
Bitzlottfeld
Bitzlottmatten
Lebermaettlen
In den grossen Kelleraeckern
Zollergewand
Bei der Bitzlach
Holzaecker
Bei der Bitzlot
In den kleinen Kelleraeckern
Spanieraecker
Pfannenstiel
Holderaecker
In den Holderzweiteln
Zollerabwand
Obere krumme Aecker
Niedere krumme Aecker
Auf die Zollerabwand
Bei der Ruhbank
Rotkreuzgewann
Bei den drei Baeumen
Im kleinen Maettel
Le Clos
Châtaignes
Vergers
Mozart
Chopin
Beethoven
Debussy
Ravel
Schubert
Berlioz
Gounod
Massenet
Aubépineraie
Grottes
Noisettes
Sainte Odile
Iris
Tulipes
Violettes
Romains
Muguet
Lilas
Eilot
Breitenaecker
Im Auskri
Fonds de plan © SIG-CUS
Échelle 1/8560
171.2 m
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

LIPSHEIM - plan parcellaire – giratoire RD221 – Terrain de Mme MEYER



LIPSHEIM - plan parcellaire – giratoire RD221 – Terrain des Cts JEHL





Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg d'une parcelle de voirie rue de la Croix à Eckbolsheim.

Plan parcellaire.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Avis n° 2016/233
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Acquisition amiable

1. **Service consultant :** Eurométropole de Strasbourg/Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ.**
2. **Date de la consultation :** demande du 29/02/2016 reçue le 03/03/2016.
3. **Opération soumise au contrôle :** acquisition de terrains en vue du réaménagement du chemin du schultzenfeld (seconde tranche).
4. **Propriétaire présumé :** divers (voir ci dessous)
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG - NEUHOF

Références cadastrales :

Section	n°	Lieudit	Superficie parcelle	Superficie à acquérir	Propriétaire	Zonage
IK	231	RTE D ALTENHEIM	52,89	3,7	LE NEUHOF ETS PROTESTANT POUR ENFANTS	UB5
IH	202	CHE DU SCHULZENFELD	123,16	1,55	LE NEUHOF ETS PROTESTANT POUR ENFANTS	INA4
IH	227	14, RUE RICHSHOFFER	23,67	0,1	NEOLIA	UB10
IH	115	CHE DU SCHULZENFELD	0,84	0,121	ANTONINI/SPRAUL	UB5
IH	99	6, CHE DU SCHULZENFELD	2,67	0,4849	ECK/JEANNE	UB5
IH	131	CHE DU SCHULZENFELD	0,45	0,4424	HEITZ/MARIE JOSEPHINE	UB5
IH	112	6 B, CHE DU SCHULZENFELD	3,68	0,4251	AGNIMEL/JULES SERAPHIN APPOLINAIRE	UB5
IH	117	6 C, CHE DU SCHULZENFELD	3,62	0,5189	COURTY/HANAR	UB5
IH	55	6D, CHE DU SCHULZENFELD	3,88	0,651	LEGOFF/MEHL	UB5
		TOTAL	**214,86**	**7,9933**		

Superficies exprimées en are

Descriptif sommaire :

Prélèvement sur IK n° 231 : bande de terrain d'environ 122 mètres de long sur 3 mètres de large prélevée, au contact du chemin de Schultzenfeld, sur une unité foncière sur-bâtie.

EUROMETROPOLE/VILLE DE STRASBOURG
Service de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

Prélèvement sur IH n° 202 : bande de terrain d'environ 52 mètres de large sur 3 mètres de profondeur, prélevée, au contact de la rue rené Payot, sur une unité foncière non bâtie de 1 hectare 23 ares 16 ca.

Prélèvements sur IH n° 99, 112, 117, 55 : bandes de terrain mesurant entre 10 et 15 mètres de large sur 4 mètres de profondeur, prélevées sur des unités foncières sur-bâties situées au contact de la rue rené Payot.

Prélèvement sur IH n° 115 : terrain de 3 mètres de profondeur sur 3 mètres de large, prélevée sur une unité foncière non bâtie située au contact de la rue rené Payot.

Prélèvement sur IH n° 227 : terrain prélevé dans l'angle d'une unité foncière sur-bâtie d'un immeuble collectif appartenant à Néolia.

Prélèvement sur IH n° 131 : terrain d'environ 10 mètres de large sur 4 mètres de profondeur, prélevé sur une unité foncière non bâtie située au contact de la rue rené Payot.

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de Strasbourg, les parcelles sont situées en zone **NEU INA4, NEU UB5 et NEU UB10** (voir page précédente).

La zone NEU INA4 autorise les lotissements destinés à de l'habitation, les ensembles d'habitats collectifs, groupés ou individuels, les équipements publics, les bureaux, les commerces ou autres activités sans nuisances

Dans cette zone la hauteur maximale des constructions est de 10 mètres et le COS de 0.8
Par ailleurs chaque opération doit être implantée sur un terrain d'un seul tenant couvrant au minimum une surface de **0.5 hectares**

Les zones NEU UB5 et NEU UB10 autorisent les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.

En zone NEU UB 5 : COS 1, hauteur maximale des constructions : 12 mètres, emprise au sol : 65 %
En zone NEU UB 10 : COS 1, hauteur maximale des constructions : 12 mètres, emprise au sol : 50 %

7. Etat locatif : /

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres des biens à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché immobilier local, la valeur vénale actuelle des emprises considérées peut être fixée comme suit :

Section	n°	Superficie parcelle	Superficie à acquérir	Propriétaire	Zonage	VV
IK	231	52,89	3,7	ETS PROTESTANT	UB5	44 400 €
IH	202	123,16	1,55	ETS PROTESTANT	INA4	10 075 €
IH	227	23,67	0,1	NEOLIA	UB10	1 200 €
IH	115	0,84	0,121	ANTONINI/SPRAUL	UB5	1 452 €
IH	99	2,67	0,4849	ECK/JEANNE	UB5	5 819 €
IH	131	0,45	0,4424	HEITZ/MARIE JOSEPHINE	UB5	5 309 €
IH	112	3,68	0,4251	AGNIMEL/JULES	UB5	5 101 €
IH	117	3,62	0,5189	COURTY/HANAR	UB5	6 227 €
IH	55	3,88	0,651	LEGOFF/MEHL	UB5	7 812 €
TOTAL		**214,86**	**7,9933**	**TOTAL**		**87 395 €**

Nota :

La présente évaluation est donnée hors coût de dépollution éventuelle.

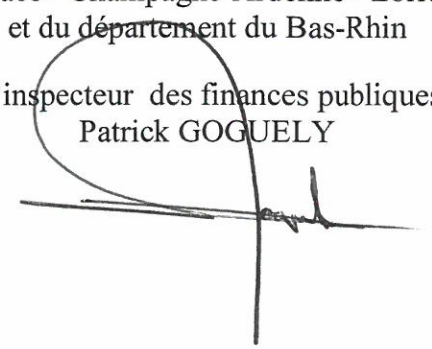
8. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

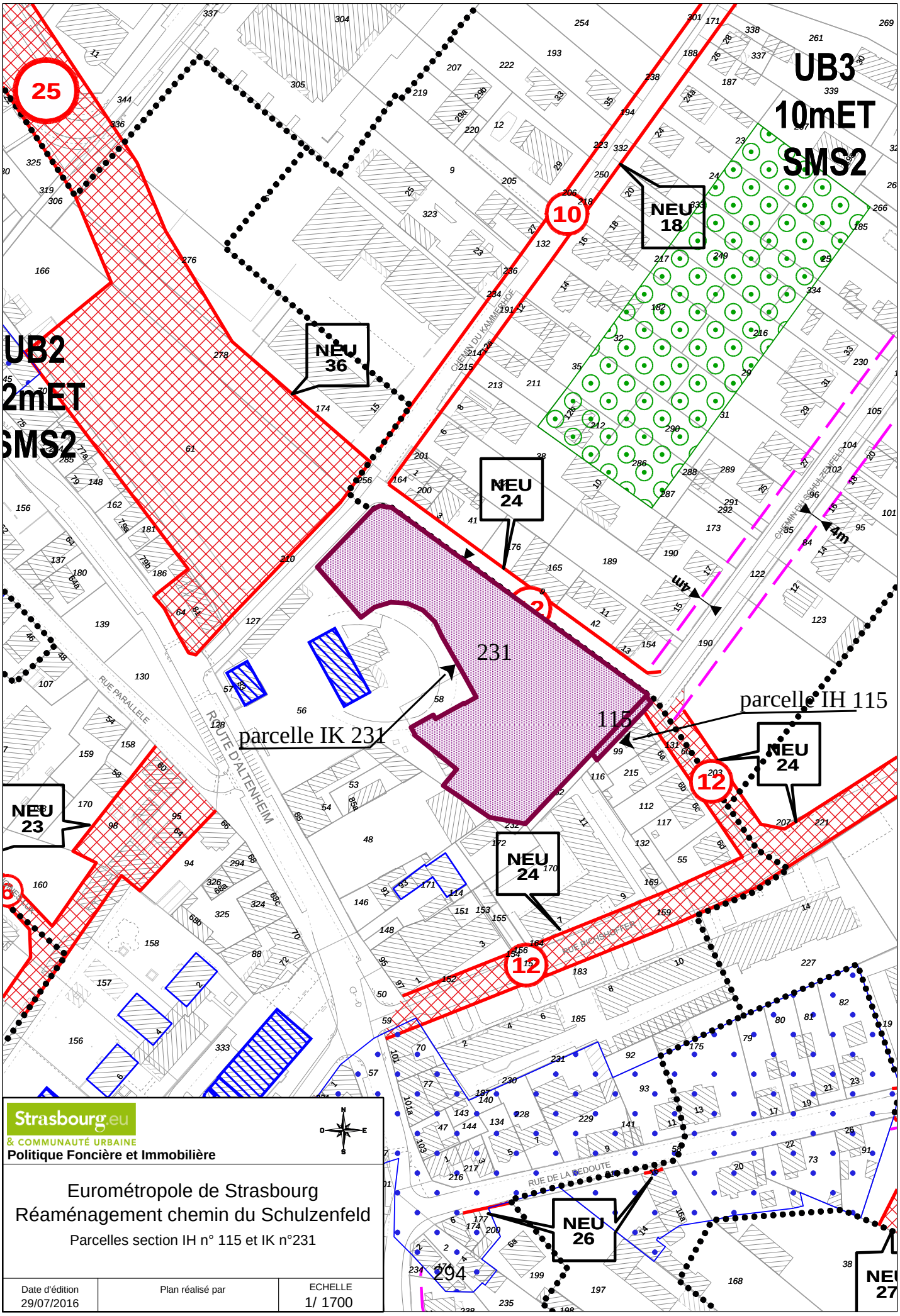
A Strasbourg le 16/03/2016

Pour l'administrateur général,
directeur régional des finances publiques
d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine
et du département du Bas-Rhin

L'inspecteur des finances publiques
Patrick GOGUELY




TADEN
293
Édité le 26/07/2016
Échelle 1/25000
500 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE



Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE
Politique Foncière et Immobilière

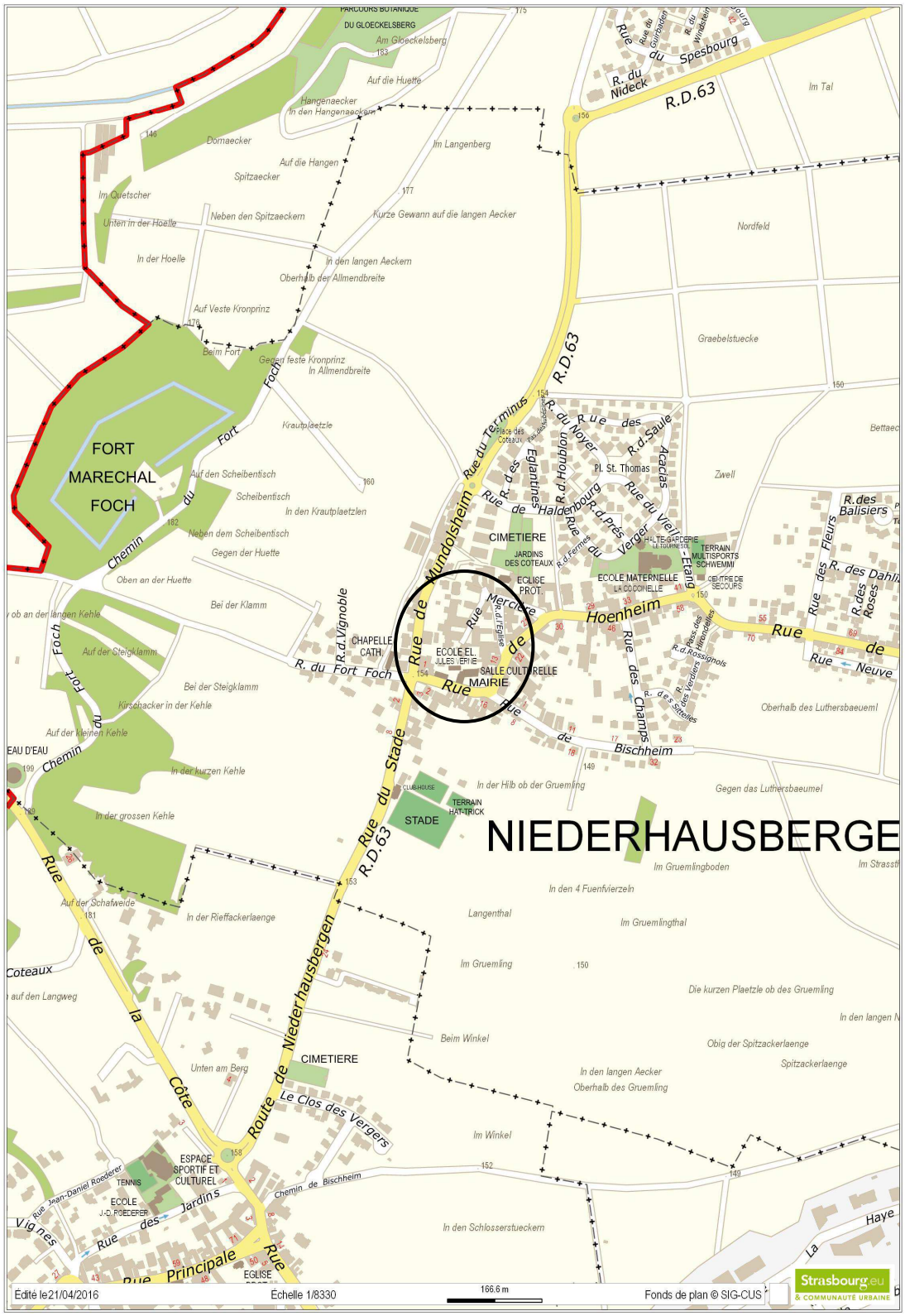
Eurométropole de Strasbourg
Réaménagement chemin du Schulzenfeld

Parcelles section IH n° 115 et IK n°231

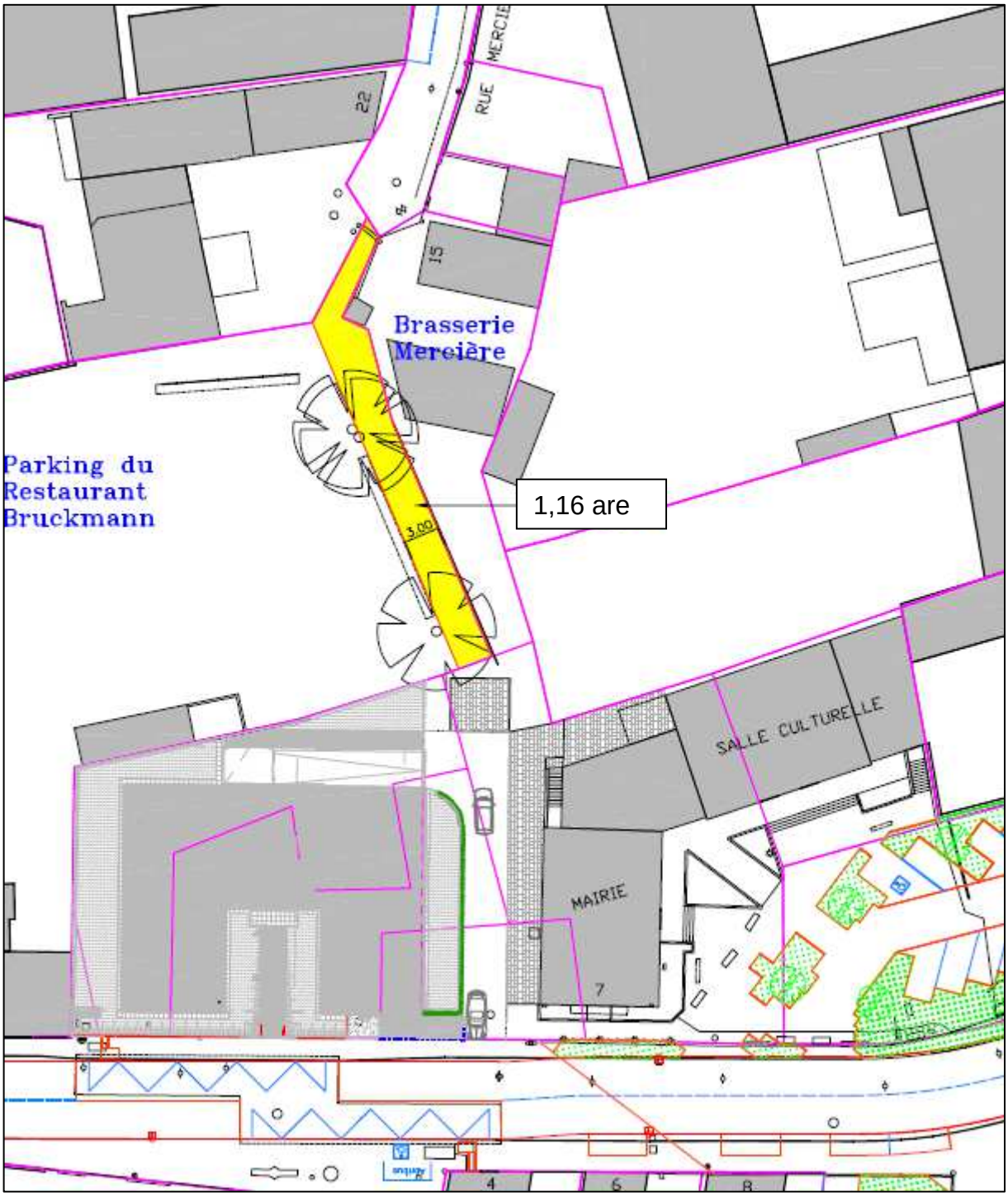
Date d'édition	Plan réalisé par	ECHELLE
29/07/2016		1/ 1700

NIEDERHAUSBERGEN –

Situation du terrain des consorts BRUCKMANN

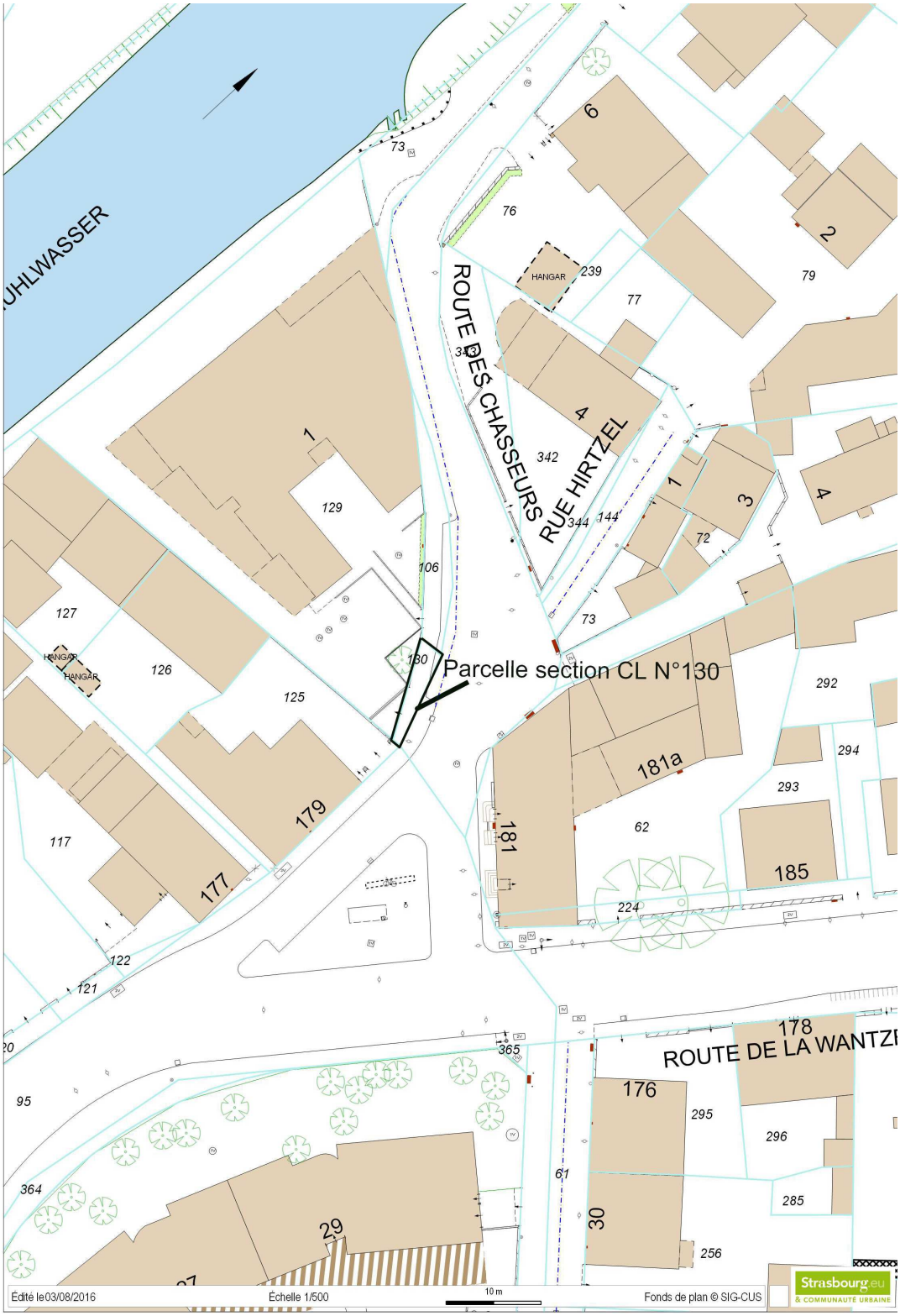


Niederhausbergen: Acquisition BRUCKMANN





Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle section CL n°130 Route des Chasseurs à Strasbourg Robertsau
Plan de situation

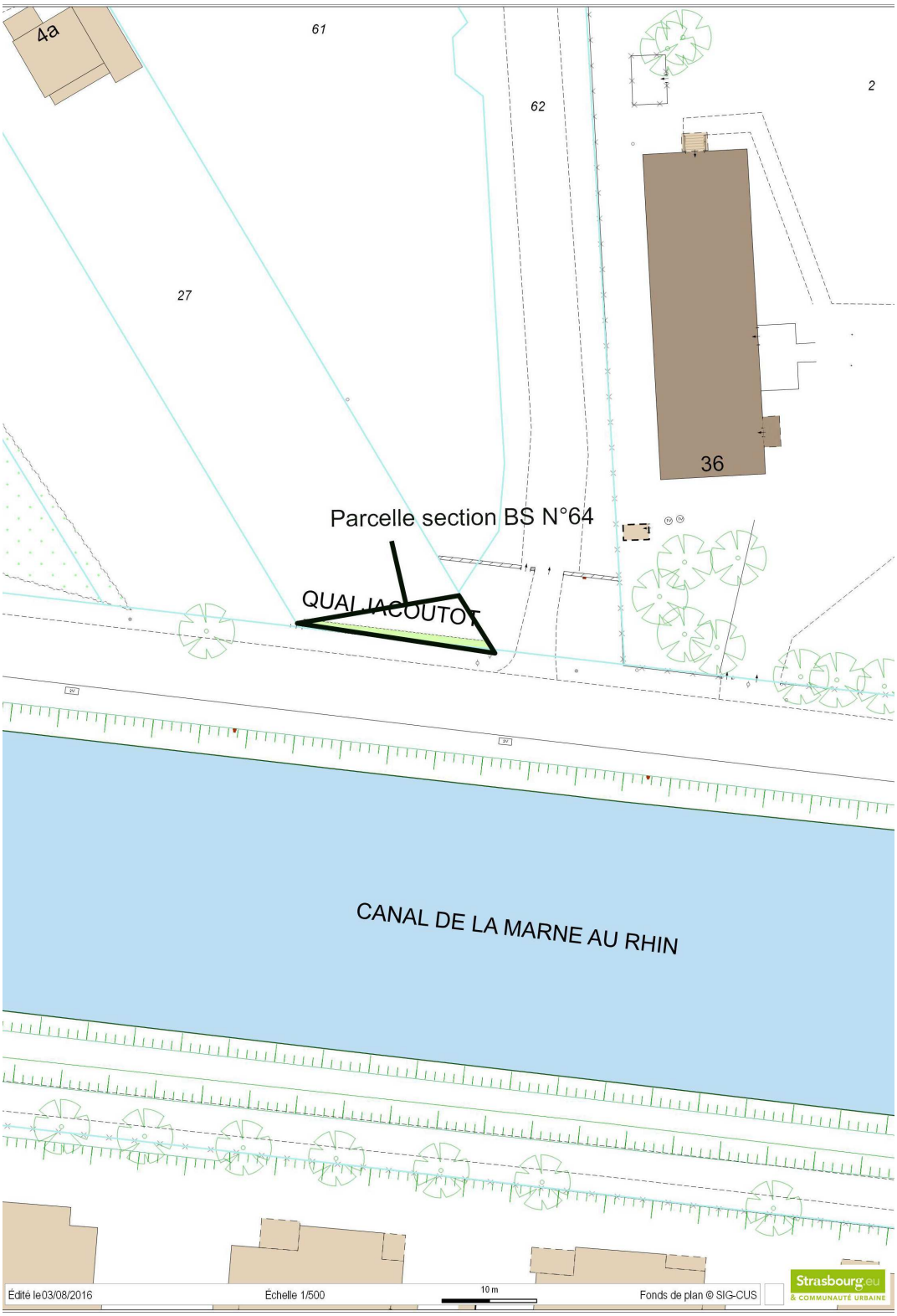


Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle section CL n°130 Route des Chasseurs à Strasbourg Robertsau
Plan parcellaire



Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle section BS n°64 Quai Jacoutot à Strasbourg Robertsau

Plan de situation



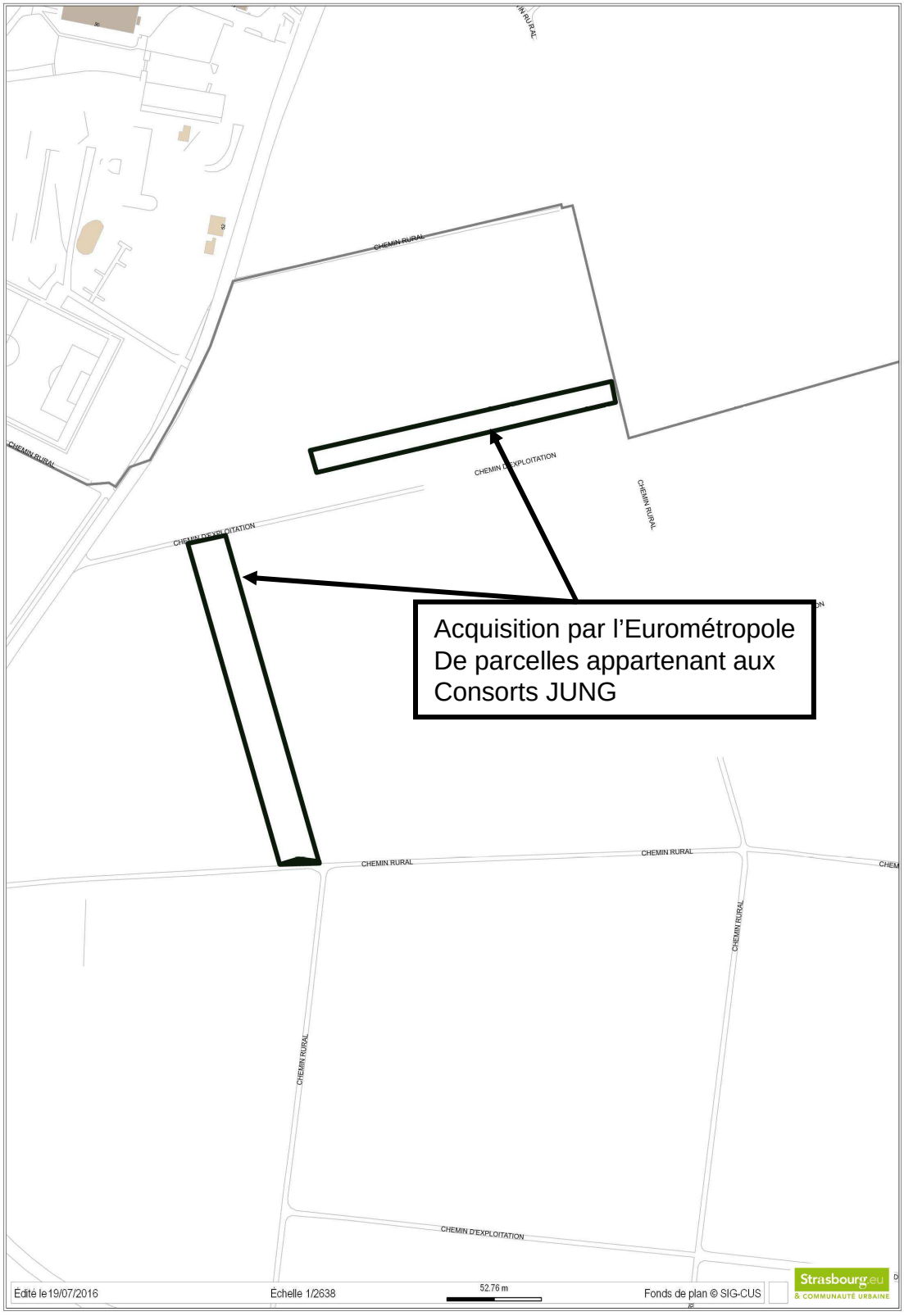
Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle section BS n°64 Quai Jacoutot à Strasbourg Robertsau

Plan parcellaire

BAN COMMUNAL D'ECKBOLSHEIM



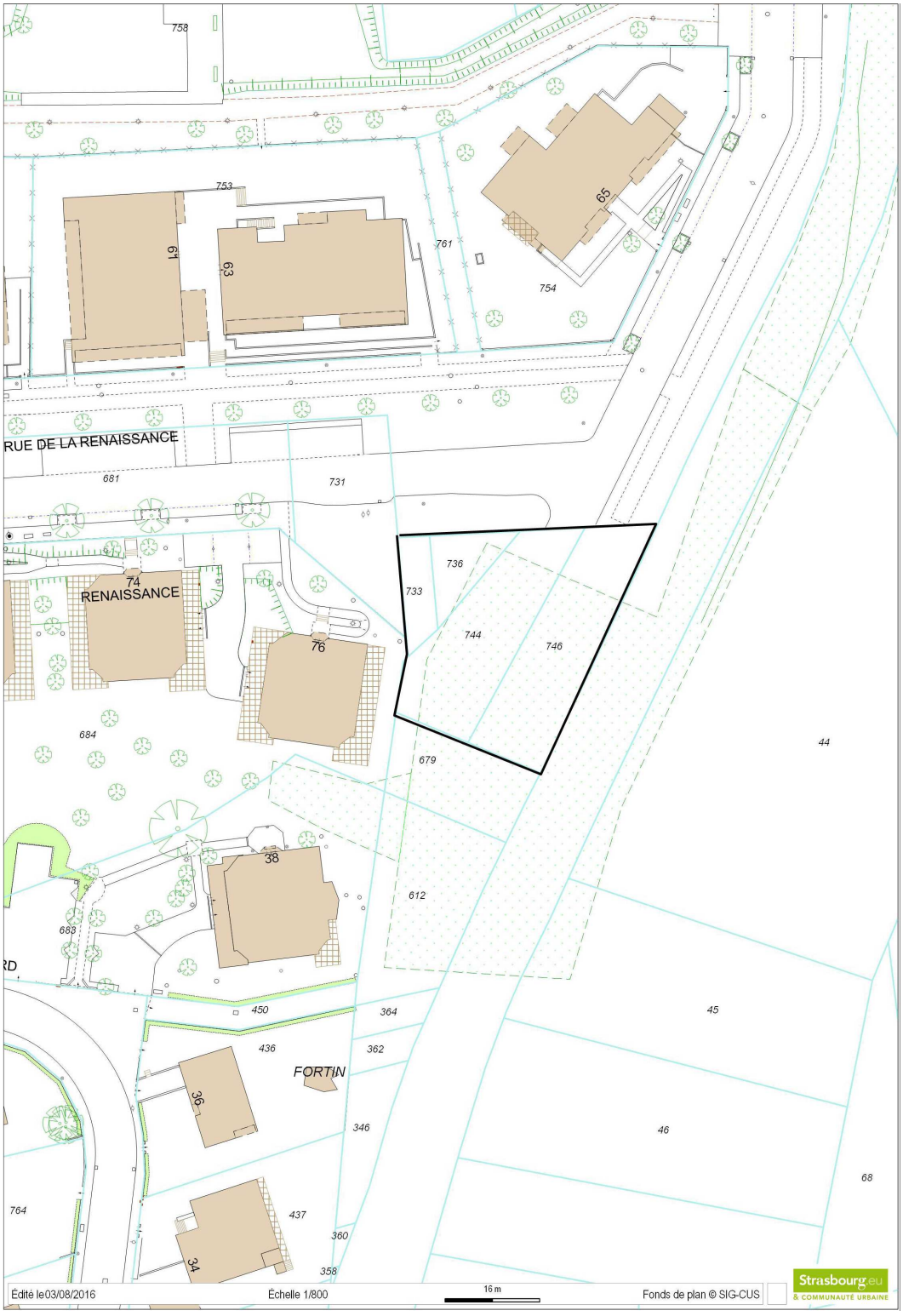
BAN COMMUNAL D'ECKBOLSHEIM





Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de parcelles Rue de la Renaissance à Strasbourg Robertsau

Plan de situation



Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de parcelles Rue de la Renaissance à Strasbourg Robertsau

Plan Parcellaire

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51022

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par :

Téléphone : 03 88 10 35 03

Courriel : ..christine.bligny@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2016-118V0734

Le 14 / 09/ 2016

Le Directeur régional des Finances Publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin

à

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

1 place de l'Etoile

67076 STRASBOURG CEDEX

LETTRE VALANT AVIS DOMANIAL

DÉSIGNATION DU BIEN : Terrains

ADRESSE DU BIEN : LIEU-DIT Kalter Grund et Nesselhirsch

VALEUR VÉNALE : 1 800 €/are, soit une valeur de 110 600 € H.T. après arrondi pour 61,47 ares

Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par : M. Schwaller Gilles (gilles.schwaller@strasbourg.eu)

Date de consultation : 21/07/2016

Date de réception : 22/072016

Ref. cadastrales : section 30 parcelles n° 19, 39 et 40 pour une superficie de 61,47 ares

Par courrier du 21 juillet 2016, vous m'avez sollicité pour l'actualisation de l'avis domanial SEI 2015/118V0883 du 10 août 2015 ayant une durée de validité de douze mois, dans le cadre de l'opération envisagée, à savoir :

Projet d'acquisition de 3 parcelles péri-urbaines destinées à la constitution de réserves foncières, sis à Eckbolsheim.

description du bien :

Parcelles allongées en nature de terre labourée, situées à proximité de l'échangeur de Wolfisheim.

Vous précisez, dans votre demande, que les conditions, tant matérielles que juridiques, de la réalisation de l'opération, sont restées identiques à celles prises en compte dans l'avis initial.

Au vu de ces éléments, la validité de l'avis SEI 2015/118V0883 du 10 août 2015 peut être **prorogée de 3 mois, soit jusqu'au 10 novembre 2016.** .

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Veuillez agréer, Monsieur Schwaller, l'expression de mes salutations distinguées.

A Strasbourg, le 14/09/2016

Pour l'Administrateur Général
Directeur Régional des Finances Publiques
de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
et du Département du Bas-Rhin

L'Inspecteur divisionnaire
des Finances publiques

Pascale Oberlé

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

39

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Geispolsheim - 29 et 31 rue de Verdun.
Vente, suite à préemptions, d'un terrain de 12,56 ares à Habitat de l'Ill.

I. Information au Conseil sur l'exercice du droit de préemption urbain (en vertu de l'article L5211-10 du CGCT)

Par délibération du 5 mai 2014, le Conseil de Communauté a autorisé, en vertu de l'article 2122-22-15 du Code Général des collectivités territoriales, le Président à exercer les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, à l'occasion de l'aliénation des biens effectuée selon les dispositions prévues aux articles L213-1 et suivants de ce même Code.

C'est en vertu de cette autorisation que l'Eurométropole de Strasbourg, a exercé par deux décisions successives le droit de préemption urbain sur les biens visés sous objet.

La première, en date du 17 décembre 2015 a permis de faire l'acquisition au prix de 240 000 € souhaité par les vendeurs, d'un terrain situé 31 rue de Verdun d'une surface de 6,27 ares, surbâti d'une maison de 193 m² en zone UC du PLU de la Commune.

La seconde, en date du 2 février 2016, a permis quant à elle de faire l'acquisition au prix de 265 000 € souhaité par les vendeurs, d'un terrain voisin situé 29 rue de Verdun d'une surface de 6,29 ares, surbâti d'un petit immeuble de 250 m² qui accueillait un bar/ restaurant en rez-de-chaussée.

Ces préemptions répondent au cadre d'intervention fixé par les articles L210-1 et L300-1 du Code de l'urbanisme puisqu'elles ont été exercées pour la mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat.

Plus précisément, elles ont été réalisées à la demande de la Commune de Geispolsheim en vue d'une revente du tènement foncier total, soit 12,56 ares, au bailleur social Habitat de l'Ill dont le projet de construction prévoit la réalisation de dix logements aidés, d'une surface de plancher de 744 m² répartis en deux immeubles avec rez-de-chaussée, plus un étage, plus combles.

Ce dimensionnement du projet est indiqué ici sous réserve de son extension, suite à l'acquisition d'un terrain supplémentaire par le bailleur social, en cours de négociation.

II. Vente du bien à Habitat de l'Ill

Habitat de l'Ill ne peut réaliser son opération au-delà d'un coût de foncier de 405 000 € alors que l'Eurométropole a dépensé 505 000 € hors frais pour l'acquisition des parcelles préemptées.

Les collectivités locales parties prenantes sont donc appelées à fournir un effort financier équivalent pour que l'opération sociale puisse se réaliser.

Il est donc envisagé le montage suivant :

Il vous est proposé d'approuver la vente à Habitat de l'Ill des parcelles cadastrées section 31 n° 93/85 de 6,27 ares et n° 92/85 de 6,29 ares au prix de 455 000 €, majoré des frais de notaires, respectivement 3 652,06 € pour l'acquisition du foncier 31 rue de Verdun et 3 723,78 € pour l'acquisition du foncier 29 rue de Verdun.
L'Eurométropole envisage ainsi d'accorder une minoration du prix de 50 000 €, correspondant à 5 000 € par logement construit, tandis que la Commune de Geispolsheim verse directement une subvention au bailleur.

Il est également proposé aux membres de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver la sollicitation d'une subvention au fonds d'aménagement urbain alsacien pour compenser la décote consentie par l'Eurométropole de Strasbourg sur la vente de son terrain (la subvention est de 40 % maximum).
Le montant de la subvention ne sera connu qu'après instruction de la DREAL, service instructeur, et sous réserve de l'accord du comité de gestion, administrateur du fonds alsacien.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu les avis des Domaines
vu l'avis de la Ville de Geispolsheim en date du 26 septembre 2016
après en avoir délibéré
approuve

La vente au profit du bailleur social Habitat de l'Ill des parcelles et droits cadastrés :

Commune de Geispolsheim, 29 et 31 rue de Verdun
Section 31 n°93/85 de 6,27 ares et n°92/85 de 6,29 ares, soit un total de 12,56 ares au prix de 455 000 €, majorés des frais de notaires, respectivement 3 652,06 € pour l'acquisition du foncier 31 rue de Verdun et 3 723,78 € pour l'acquisition du foncier 29 rue de Verdun.

En vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux ;

décide

- *l'imputation de la recette de 455 000 €, majorés des frais de notaires, respectivement 3 652,06 € pour l'acquisition du foncier 31 rue de Verdun et 3 723,78 € pour l'acquisition du foncier 29 rue de Verdun, sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole à l'exercice 2016 fonction 820 nature 775.AD03B ;*

- *de solliciter l'aide financière du fonds d'aménagement urbain alsacien pour la réalisation de logements locatifs sociaux rue de Verdun à Geispolsheim en compensation de la moins-value accordée sur la revente de son foncier par l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *d'imputer la subvention du fonds d'aménagement urbain alsacien sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg fonction 820, nature 774, programme AD03A ;*

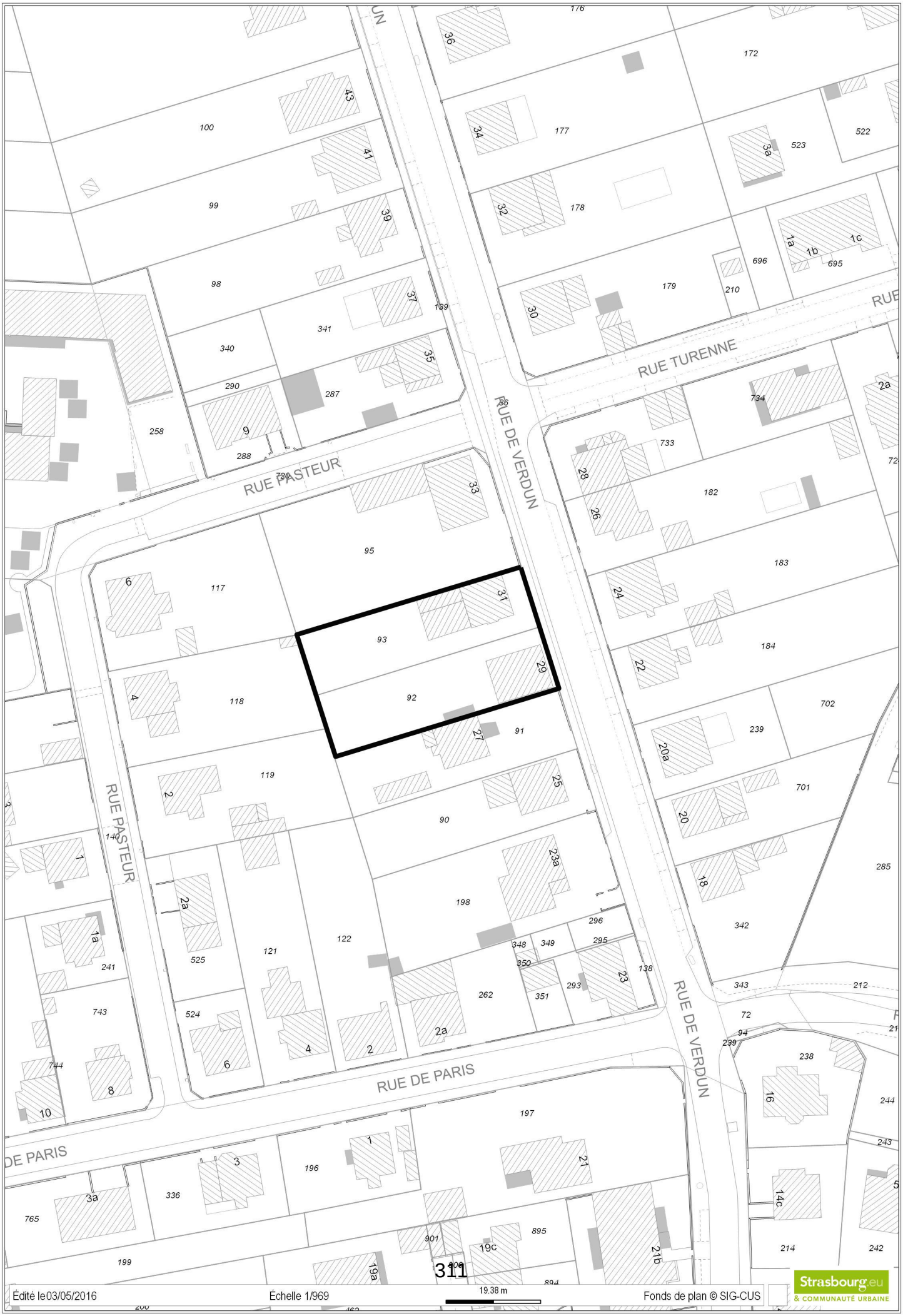
autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte à intervenir, la demande de subvention au fonds d'aménagement urbain alsacien et tout document concourant à la bonne exécution de ce projet.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016


PARC D'ACTIVITES
DU LUETZELFELD
R.D.222
TERRAIN D'ACCUEIL
DES GENS
DU VOYAGE
Autoroute A.35
Kippskroettel
Z.A. DE LA
GIRONDE
Gerod
R.D.484
Chopin
R.G.Bizet
R. Claude Debussy
Frédéric
R.L. Delibes
Vosges
R.M.Ravel
Rue Lefèbvre
Rue Kléber
Rue Vauban
Rue du
FORT LEFE
Z.I. DU FORT
- POINT SUD
Rue des Suédois
ESPACE
LTI-SPORTS
ECOLE ELEMENTAIRE
DE LA GARE
R. Turenne
ETANG
CHANVRIERE
Raisin
Rue Alfred Klem
ECOLE MATERNELLE
LE PETIT PRINCE
LA POSTE
SALLE DES
FETES A.C.L.
R.H.Berlioz
CENTRE D'ACCUEIL
PERISCOLAIRE
RELAIS
ASSISTANTE
MATERNELLE
HALTE-GARDERIE
CRECHE
"BOUT'CHOUX"
Rue de Paris
Rue du Nouveau
Rue des Cerises
R. des Framboises
R. des Fraises
Imp.des Fraises
Chemin Urbain
Passage du Maréchal
Rue des Prés
Walpertsweg
Oberstrassenfeld
R.d.Colmar
Rue de Mulhouse
Rue de Verdun
ARRET
TRAIN
Rue de la Gare
Rue de Bâle
R. Saint-Jean
Rue de Reims
Rue de la
EGLISE CATH.
SAINTE THERESE
SALLE ST JEAN
Sainte Thérèse
Rue des Romains
Rue du Vieux Mou
R.du
Meunier
Kratz
Fossé dit Hanfgraben
Rue de l'Ehn
Allée du
CLUB-HOUSE
COURTS DE TENNIS
CLUB-HOUSE
HALL DE TENNIS
AIRE
310
144
145
142
143
146
147
151
152
Édité le 14/12/2015
Échelle 1/5748
114.96 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


RUE PASTEUR
RUE DE VERDUN
RUE TURENNE
RUE DE PARIS
RUE PASTEUR
RUE DE VERDUN
DE PARIS
Édité le03/05/2016
Échelle 1/969
19.38 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

7304-SD

France Domaine

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
DIVISION DU DOMAINE

CS 51022
67070 STRASBOURG CEDEX

☎ : 03.88 10.35.00.
Fax. : 0388.10.35.01.

AVIS DU DOMAINE

(Code de l'urbanisme, art. R. 213-21 et R. 142-15)

N° : 2015-1536

Affaire suivie par : Mme Nathalie STAHL

Tél 03.88 10 35 18
Fax :03.88.10.35.01

1. **Service consultant : Eurométropole de Strasbourg.**

   Agissant :

   – en qualité de titulaire ☐ délégataire ☑ du droit de préemption

   – par substitution au titulaire de ce droit ☐

2. **Date de la consultation**

   Demande d'avis en date du 16/11/2015, reçue le 18/11/2015, visite du 03/12/2015.

3. **Opération soumise au contrôle** (objet et but)

   Exercice ☑ du droit de préemption

   ☐ du droit de délaissement

   – dans une zone concernée par le D.P.U. *(Code de l'urbanisme, art. L. 211-1 et L. 211-5)* ☑

   – dans une Z.A.D. créée après le 1er juin 1987 *(Code de l'urbanisme, art. L. 212-2 et L. 212-3)* ☐

   – dans une Z.A.D. ou un périmètre provisoire de Z.A.D. créé avant le 1er juin 1987 *(Code de l'urbanisme, art. L. 212-2, L. 212-3 et L. 213-1 anciens)* ☐

   – dans une zone délimitée au titre des espaces naturels sensibles des départements *(Code de l'urbanisme, art. L. 142-3)* ☐

   – autre cas précisez :

   Déclaration d'intention d'aliéner ☑

   Demande d'acquisition ☐

   au prix de 240 000 € HT .

   reçue ☑ déposée ☐ à la mairie ☑ de

à l'hôtel du département ☐

ou à la préfecture ☐ en date du .22/10/2015.....
et relative à l'immeuble décrit ci-après.

Emprise d'une parcelle de terre

4. Propriétaire présumé

M. GRAFF Charles Raymond et son épouse née Mme SEILER Marie-Madeleine.....

5. Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération

Commune de GEISPOLSHEIM.....

Adresse : 31 rue de verdun.....

.....

Références cadastrales : section 31 parcelle n° 93.....

Superficie totale : 6,27 ares.....

Immeuble : ☐ non bâti ☑ bâti

Usage : ☑ habitation ☐ professionnel ☐ mixte

☐ commercial ☐ agricole ☐ autre :.....

Bâtiments vendus en totalité :

– surface construite au sol :

– surface habitable déclarée au cadastre : 193 m² SDPHO

- .....

Nombre : de niveaux : 2.....

d'appartements : .....

d'autres locaux : dépendances garage et appentis

Autres éléments : .....

5 *a.* Urbanisme

Situation au plan d'aménagement – Zone du plan – C.O.S. – Servitudes – État du sous-sol – Éléments particuliers de plus-value et de moins-value – Voies et réseaux divers (VRD) :

La parcelle est située en zone UC du PLU de la commune de Geispolsheim dont la dernière révision a été approuvée le 20/04/2012 et opposable le 01/08/2012.
Le zonage UC couvre les secteurs d'habitat pavillonnaire existants, sur des terrains équipés ou en passe de l'être.
L'emprise au sol maximale des constructions et installations est définie par la projection verticale du volume hors-oeuvre y compris les saillies et éléments de décoration architecturale.
La réalisation d'une emprise au sol de plus de 200m² d'un seul tenant est interdite.

Le C.O.S.1 maximum applicable est égal à 0,5.

6. Origine de propriété

non recherchée.....

7. Situation locative

libre

8. Détermination du prix

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à : **241 250 € HT après arrondi.**

La valeur mentionnée dans la DIA est de 240 000 € ; cette valeur n'appelle pas d'observation du service du Domaine.
Le service du Domaine a utilisée la méthode par comparaison.

Ce prix est exclusif de toute indemnité accessoire, et notamment de remploi.

9. Réalisation d'accords amiables

.....

10. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si le bien concerné faisait l'objet d'une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

L'évaluation ci-dessus ne tient pas compte d'éventuels frais de diagnostic et de dépollution de toutes natures (amiante, hydrocarbures ou autres produits) ou de frais de démolition.

En cas de désaccord entre le titulaire du droit de préemption et le propriétaire de l'immeuble, le prix d'acquisition est fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation (Code de l'urbanisme, art. L. 213-4 et L. 142-5).

Les actes destinés à constater les acquisitions poursuivies par les services de l'État sont passés par le service des Domaines (art. R.18 du Code du domaine de l'État).

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Impôts.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Strasbourg, le 4 décembre 2015
Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin

Le Directeur régional des Finances publiques,
Délégué à la responsable de la
Division France Domaine Bas-Rhin
Corinne ROY

7304-SD

France Domaine

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
DIVISION DU DOMAINE

CS 51022
67070 STRASBOURG CEDEX

☎ : 03.88 10.35.00.
Fax. : 0388.10.35.01.

AVIS DU DOMAINE

(Code de l'urbanisme, art. R. 213-21 et R. 142-15)

N° : 2016-0014

Affaire suivie par : Mme Nathalie STAHL

Tél 03.88 10 35 18
Fax :03.88.10.35.01

1. **Service consultant : Eurométropole de Strasbourg.**

   Agissant :

   – en qualité de titulaire ☐ délégataire ☑ du droit de préemption

   – par substitution au titulaire de ce droit ☐

2. **Date de la consultation**

   Demande d'avis en date du 04/01/2016, reçue le 06/01/2016, visite du 13/01/2016.

3. **Opération soumise au contrôle** (objet et but)

   Exercice ☑ du droit de préemption

   ☐ du droit de délaissement

   – dans une zone concernée par le D.P.U. *(Code de l'urbanisme, art. L. 211-1 et L. 211-5)* ☑

   – dans une Z.A.D. créée après le 1er juin 1987 *(Code de l'urbanisme, art. L. 212-2 et L. 212-3)* ☐

   – dans une Z.A.D. ou un périmètre provisoire de Z.A.D. créé avant le 1er juin 1987 *(Code de l'urbanisme, art. L. 212-2, L. 212-3 et L. 213-1 anciens)* ☐

   – dans une zone délimitée au titre des espaces naturels sensibles des départements *(Code de l'urbanisme, art. L. 142-3)* ☐

   – autre cas précisez :

   Déclaration d'intention d'aliéner ☑

   Demande d'acquisition ☐

   au prix de 265 000 € HT .

   reçue ☑ déposée ☐ à la mairie ☑ de Geispolsheim

à l'hôtel du département ☐

ou à la préfecture ☐ en date du .12/11/2015.....
et relative à l'immeuble décrit ci-après.

Emprise d'une parcelle de terre

4. Propriétaire présumé

Mme GITTINGER Andrée épouse SCHNEIDER, usufruitière et M. SCHNEIDER Jean Paul, nu-propriétaire.....

5. Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération

Commune de GEISPOLSHEIM.....

Adresse : 29 rue de verdun.....

.....

Références cadastrales : section 31 parcelle n° 92/85.....

Superficie totale : 6,29 ares.....

Immeuble : ☐ non bâti ☑ bâti

Usage : ☐ habitation ☐ professionnel ☑ mixte

☐ commercial ☐ agricole ☐ autre :.....

Bâtiments vendus en totalité :

– surface construite au sol :

– surface habitable déclarée au cadastre : 250 m² SDPHO

- .....

Nombre : de niveaux : 2.....

d'appartements : 1.....

d'autres locaux : un restaurant

Autres éléments : un appentis en mauvais état non pris en compte dans le calcul de la SDPHO.....

5 *a*. Urbanisme

Situation au plan d'aménagement – Zone du plan – C.O.S. – Servitudes – État du sous-sol – Éléments particuliers de plus-value et de moins-value – Voies et réseaux divers (VRD) :

La parcelle est située en zone UC du PLU de la commune de Geispolsheim dont la dernière révision a été approuvée le 20/04/2012 et opposable le 01/08/2012.
Le zonage UC couvre les secteurs d'habitat pavillonnaire existants, sur des terrains équipés ou en passe de l'être.
L'emprise au sol maximale des constructions et installations est définie par la projection verticale du volume hors-oeuvre y compris les saillies et éléments de décoration architecturale.
La réalisation d'une emprise au sol de plus de 200m² d'un seul tenant est interdite.

Le C.O.S.1 maximum applicable est égal à 0,5.

6. Origine de propriété

non recherchée.....

7. Situation locative

libre

8. Détermination du prix

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à : **267 500 € HT après arrondi.**

La valeur mentionnée dans la DIA est de 265 000 € ; cette valeur n'appelle pas d'observation du service du Domaine.
Le service du Domaine a utilisée la méthode par comparaison.

Ce prix est exclusif de toute indemnité accessoire, et notamment de remploi.

9. Réalisation d'accords amiables

.....

10. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si le bien concerné faisait l'objet d'une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

L'évaluation ci-dessus ne tient pas compte d'éventuels frais de diagnostic et de dépollution de toutes natures (amiante, hydrocarbures ou autres produits) ou de frais de démolition.

En cas de désaccord entre le titulaire du droit de préemption et le propriétaire de l'immeuble, le prix d'acquisition est fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation (Code de l'urbanisme, art. L. 213-4 et L. 142-5).

Les actes destinés à constater les acquisitions poursuivies par les services de l'État sont passés par le service des Domaines (art. R.18 du Code du domaine de l'État).

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Impôts.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Strasbourg, le 19 janvier 2016
Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin

Sophie BALDUIN
Administratrice des Finances Publiques Adjointe

40

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Geispolsheim- 82 rue du Général de Gaulle - Vente d'une maison à Habitat de l'Ill en vue de la réalisation de 5 logements locatifs sociaux.

L'Eurométropole de Strasbourg est devenue propriétaire de la maison sise 82 rue du Général de Gaulle par voie de préemption en date du 16 janvier 2009 au prix de 240 000 €.

Il était question d'y faire réaliser 6 logements par le bailleur social BATIGERE lequel n'a pu donner suite faute de trouver l'équilibre financier de son opération.

Le bien est resté depuis dans le patrimoine de l'Eurométropole.

La société Habitat de l'Ill et la Commune de Geispolsheim sont entrées en contact et le bailleur a proposé l'acquisition de la maison à la valeur domaines de 169 500 € et l'aménagement de 5 logements.

Cette valeur, nettement inférieure à la valeur d'acquisition, s'explique par la dégradation du bien, inoccupé depuis sa préemption.

L'opération d'Habitat de l'Ill reste tout de même nettement déficitaire à court et moyen termes pour le bailleur social, lequel escompte équilibrer son opération à l'horizon 2060.

En effet, cette société propose d'investir un montant important de l'ordre de 700 000 € dans cette opération qui prévoit la démolition de cette maison devenue vétuste et la construction d'un petit collectif.

Il convient donc que la commune et l'Eurométropole participent à la concrétisation de ce projet.

L'Eurométrople participe à ce type de projet en minorant le prix de vente dans la limite d'un effort financier de 5 000 € par logement.

La vente dont le principe est soumis à l'approbation du Conseil interviendra donc au prix de 144 500 € soit 25 000 € en deçà de l'évaluation de France Domaine.

La Commune versera pour sa part une subvention directe au bailleur.

Il est également proposé aux membres de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver la sollicitation d'une subvention au fonds d'aménagement urbain alsacien pour compenser la décote consentie par l'Eurométropole de Strasbourg sur la vente de son terrain (la subvention est de 40% maximum).
Le montant de la subvention ne sera connu qu'après instruction de la DREAL, service instructeur, et sous réserve de l'accord du comité de gestion, administrateur du fonds alsacien.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission Permanente (Bureau)
vu l'avis du Conseil Municipal Geispolsheim en date du 26 septembre 2016
après en avoir délibéré
approuve

La vente au profit du bailleur social Habitat de l'Ill des parcelles et droits cadastrés

Commune de Geispolsheim, 82 rue du Général de Gaulle
Section 1 n°361 de 4,86 ares et 362 de 0,23 are soit un total de 5,09 ares
au prix de 144 500 €

En vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux ;

décide

- l'imputation de la recette de 144 500 € sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole à l'exercice 2016 fonction 820 nature 775.AD03B ;

- de solliciter l'aide financière du fonds d'aménagement urbain alsacien pour la réalisation de logements locatifs sociaux au 82 rue du Général de Gaulle en compensation de la moins-value accordée sur la revente de son foncier par l'Eurométropole de Strasbourg.

- d'imputer la subvention du fonds d'aménagement urbain alsacien sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg fonction 820, nature 774, programme AD03A ;

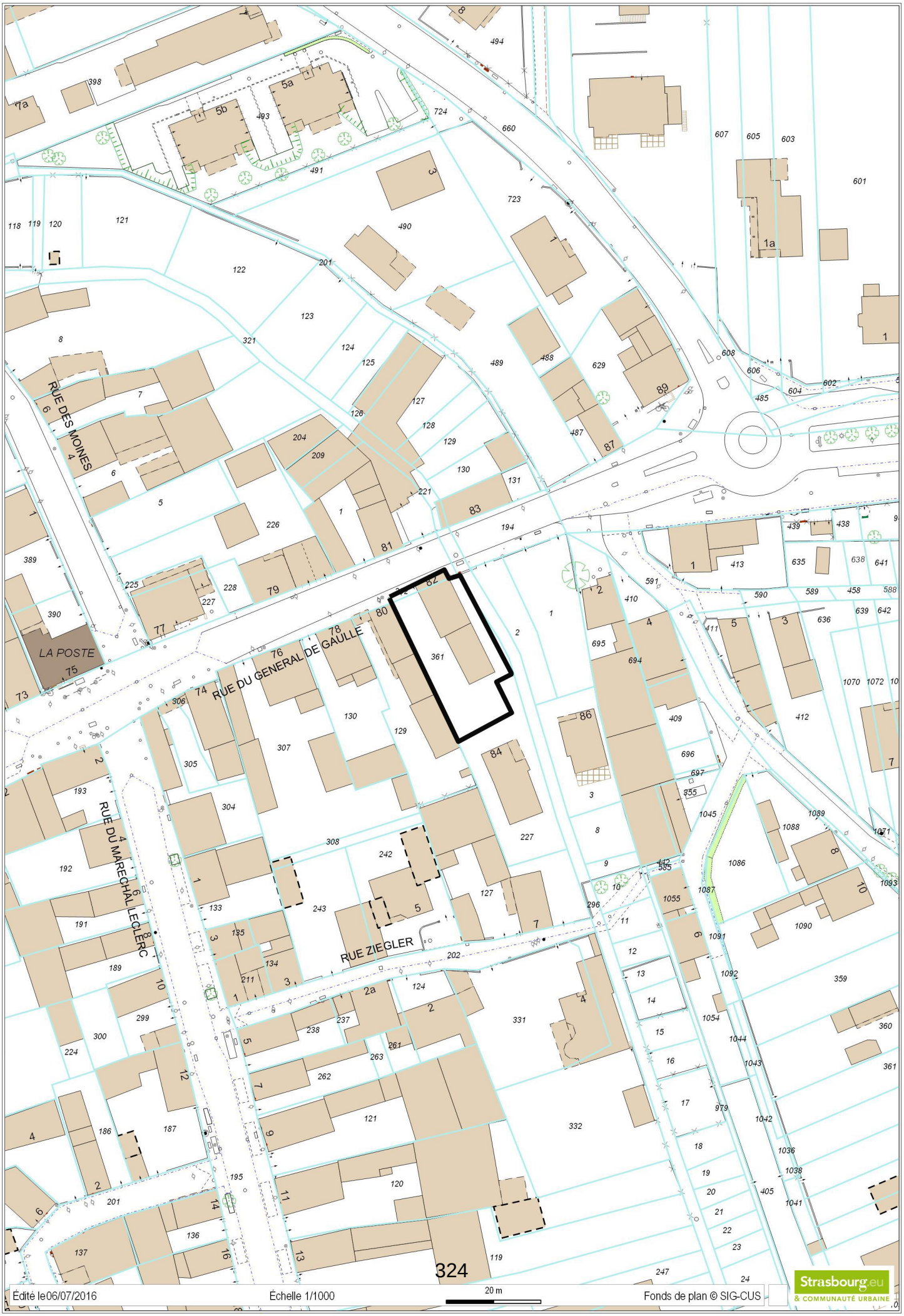
autorise

- Le Président ou son représentant à signer l'acte à intervenir, la demande de subvention au fonds d'aménagement urbain alsacien et tout document concourant à la bonne exécution de ce projet ;

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016


GEISPOLSH
Autoroute A35
R.D.221
Route d'Entzheim
R. de la Porte-Basse
Rue du Général de Gaulle
Route de Strasbourg
Rue de Hattisheim
Rue de Lipsheim
R. Ste-Jeanne d'Arc
R.D.284
Rue du Mal Leclerc
Rue des Fleurs
Rue des Tulipes
Tram way
Rue de la Haie
R. de la République
R.Charles de Wendel
Rue du Moulin
Rue des Acacias
Rue des Saules
Rue des Muguets
Rue des Pâquerettes
Rue des Violettes
R.des Anémones
R.des Primevères
Rue de la Chapelle
Rue de l'Etang
Rue des Cigognes
Rue du Presbytère
Rue de l'Ecole
R.Ritter
Rue des Chevaliers
R.du Château
R. du Fossé
R.des Ormes
R.des Chênes
Rue des Châtaigniers
R. des Peupliers
R.des Bouleaux
R. des Platanes
Rue des Roses
Rue du Collège
Rue de Sélestat
R. des Alouettes
Rue de Benfeld
R. d'Erstein
R. de Molsheim
R. d'Obernai
R.des Artisans
Rue des Moulins
Chemin Schirlen
Rue Schloßgarten
R.du Nideck
Avenue du Bernstein
MAIRIE
EGLISE CATH.
LA POSTE
COLLEGE JEAN DE LA FONTAINE
GYMNASE
ECOLE EL. ST-EXUPERY
ESPACE MALRAUX
CIMETIERE
GENDARMERIE
MAISON DES ASSOCIATIONS
STADE
TERRAIN D'HONNEUR
CENTRE SPORTIF
ESPACE MULTI-SPORTS
STADE TURNMATT
AIRE DE JEUX
ETANG
L'EHN (Ruisseau)
Im kleinen Feld
Boettel
Die Reben
Bergkreuz
In den zwanzig Acker
Maigewannreben
Leimengrube
Maigewann
Winkel
Kritt
Entzheimer Pfad
Niedertor
Hinter dem Dorf
Bildstoeckel
Langmatten
Auf Bach
Harzenturmfeld
Bei Langmatten
Turmfeld
Auf Hatzenfeld
Schirlenweg
Hatzenfeld
Riedweg
Auf Rank
Am Rank
Beim Rank
Am Riedweg
Hatzenstrasse 1
Hatzenstrasse 2
Hatzenstrasse 3
Auf sieben Graeben
Sieben Graeben
Hohe Abwand
Hatzenzich
Auf Hatzenzich
Bachgaerten
Auf Turnmatt
Turnmatt
Bliedlottweg
Merlinsel
Bliedlottfeld
Bei der Muehle
Auf die Gaerten
Beigermatt
Pfaffeneck
Unterer Obergarten
Schlossgarten
Oberes Muehlfeld 2
Échelle 1/10000
200 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu



Édité le06/07/2016 Échelle 1/1000 20 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE, CHAMPAGNE-ARDENNE, LORRAINE ET DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Service : Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51022

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL

Téléphone : 03 8810 35 18

Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2016-890

Le 13/09/2016

Le Directeur régional des Finances Publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin

À

Eurométropole de Strasbourg

Direction Urbanisme et territoires

1 Parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : MAISON D'HABITATION SUR TERRAIN INTÉGRÉ

ADRESSE DU BIEN : 82 RUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE À GEISPOLSHEIM

VALEUR VÉNALE : 169 500 € HT €

1 – SERVICE CONSULTANT

Affaire suivie par : :M. Damien Pasquali (Damien.PASQUALI@strasbourg.eu)

2 – **Date de consultation** : 07/09/2016

Date de réception : 08/09/2016

Date de visite :

Date de constitution du dossier « en état » : 08/09/2016

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Le consultant souhaite céder la parcelle dans le cadre d'un projet de constructions de 13 logements aidés.
Le consultant a précisé par courriel du 7/09/2016 que ni la consistance physique, ni la nature juridique du bien n'ont été modifié depuis la visite du 8 septembre 2015.
En conséquence, la maison n'a pas fait l'objet d'une nouvelle visite.

4 – Description du bien

Référence cadastrale :

Section	Parcelles	Surface/ares	Zonage POS
1	361	4,86	UA-UAa
	362	0,23	UA
	TOTAL	5,09	

Description du bien :
Le bien est inhabité depuis 2009. Il est bâti sur un sous sol et comprend un rez-de chaussée, un étage et combles. Chaque étage correspond à un appartement. L'aménagement des logements est inachevé. Il n'y a aucun chauffage. Les dépendances accolées sont brutes,. Les travaux de réhabilitation de l'immeuble n'ont jamais été achevés.

5 – Situation juridique

Nom du propriétaire : Eurométropole

Situation d'occupation : libre

6 – Urbanisme et réseaux

La parcelle est située en zone UA et UAa du PLU de la commune de Geispolsheim dont la dernière révision a été approuvée le 20/04/2012 et opposable le 01/08/2012.

La zone UA correspond aux parties anciennes du village. Cette zone couvre l'ensemble du secteur patrimonial de la commune, essentiellement formé par les fermes. La limite de la zone s'appuie le plus souvent sur les limites de l'ancien fossé, reconnaissable à son parcellaire extrêmement morcelé (le fossé restant systématiquement à l'extérieur du périmètre de la zone UA)

L'emprise au sol maximale des bâtiments, définie par la projection verticale du volume hors œuvre y compris les saillies et éléments de décor architectural est fixée à **80 %** en zone UA.
Dans le secteur UAa, la reconstruction, le changement de destination ou la réhabilitation de bâtiments pré-existants dont l'emprise excéderait ce maximum est toutefois autorisée, sous réserve que le gabarit et l'implantation restent globalement inchangés. Les modifications mineures de toiture, d'aspect ou de confort (ajout de lucarne, de soulevé de toit, de balcon ou de terrasse, de sanitaire,....) ne seront pas regardées comme des modifications du gabarit ou de l'emprise pour l'application du présent alinéa.

Dans l'ensemble de la zone UA ne sont pas soumis au COS, dans la limite des volumes pré-existants, la réhabilitation le changement de destination ou la reconstruction de bâtiments préexistants.

Dans la zone UA, afin de favoriser le réemploi des constructions existantes, le changement de destination, la reconstruction ou la réhabilitation d'un bâtiment existant qui ne respecterait pas les règles énoncées aux alinéas 1 ou 2 ci-dessus sont autorisés, sous réserve que le gabarit et l'implantation restent globalement inchangés ou soient améliorés en regard des alinéas 1 ou 2 ci-dessus. Les modifications mineures ou de détail de l'implantation, de toiture, d'aspect ou de confort (ajout de lucarne, chien assis, fenêtre de toit, soulevé de toit, de balcon ou de terrasse, de sanitaire,....) ne seront pas regardées comme des modifications de l'implantation, du gabarit ou du volume pour l'application du présent alinéa.

En zone UAa, toute construction peut être construite sur toute limite séparative, à condition que sa hauteur totale sur limite ne dépasse pas 3,50 m et que tout point de la construction, jusqu'à 6 mètres de la limite séparative, se situe sous une droite joignant le point situé à 3,50 mètres de hauteur sur la limite séparative à celui situé à 9 mètres de hauteur et à 6 mètres de distance horizontale de la limite séparative.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du bien est estimée à : 169 500 € HT

Compte tenu des caractéristiques propres au bien, il est possible d'appliquer une marge d'appréciation de 10 % à la valeur vénale retenue.

Il est précisé que la présente évaluation est donnée alors que le bien n'a pas fait l'objet d'une nouvelle visite.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'Inspecteur divisionnaire
des Finances publiques

Pascale Oberlé

41

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Eschau - Rue des Fusiliers marins - Vente à habitat de l'Ill d'un foncier de 29,82 ares.

La Commune d'Eschau entend promouvoir la construction de logements aidés sur son territoire de façon à satisfaire aux objectifs fixés par :

- la loi de Solidarité et Renouvellement Urbain,
- le 4ème Plan Local de l'Habitat (PLH) approuvé le 27 novembre 2009.

A cet effet, la Commune a lancé un appel à projets de bailleurs sociaux pour le développement d'un programme de logements sociaux et a retenu la société Habitat de l'Ill sur un terrain stratégique à l'entrée nord de la Ville.

Ce foncier se compose de la manière suivante :

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire des terrains cadastrés section 31 n° 15 de 9,38 ares, n°16 de 10,21 ares et n°17 de 10,23 ares soit un total de 29,82 ares.

La Commune d'Eschau est propriétaire d'une parcelle cadastrée section 31 n° 14 de 9,18 ares.

L'ensemble de ce tènement foncier de 39 ares situé en zone UB6 du POS de la Commune pourrait, suivant le succès des négociations du bailleur retenu, être complété par un terrain privé d'une surface de l'ordre de 9 ares.

En s'engageant à créer 76 places de parkings pour 30 logements sur l'intégralité du foncier acheté tant aux collectivités qu'au privé, Habitat de l'Ill est le bailleur social qui pour la Commune a su le mieux concilier offre financière et projet qualitatif notamment par l'intégration de la problématique de stationnement.

Sur le seul foncier qu'il souhaite acheter aux collectivités, Habitat de l'Ill s'engage à édifier 24 logements collectifs sur 1 780 m² de surface de plancher (SDP).

Le montant de son offre est de 507 109 € HT.

La valeur déterminée par France domaine étant de 560 000 € HT, il a été convenu que chacune des collectivités viendrait participer équitablement au comblement de cette différence en accordant une minoration de 26 445,50 € HT sur le prix de vente du foncier lui appartenant.

Dès lors, il est proposé que l'Eurométropole cède à Habitat de l'Ill son foncier de 29,82 ares à hauteur de 418 554,50 € HT (estimation Domaines 445 000 € HT).

Il est également proposé aux membres de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver la sollicitation d'une subvention au fonds d'aménagement urbain alsacien pour compenser la décote consentie par l'Eurométropole de Strasbourg sur la vente de son terrain (la subvention est de 40 % maximum).

Le montant de la subvention ne sera connu qu'après instruction de la DREAL, service instructeur, et sous réserve de l'accord du comité de gestion, administrateur du fonds alsacien.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'avis du Conseil Municipal d'Eschau en date du 27 septembre 2016
après en avoir délibéré
approuve

la vente au profit du bailleur social Habitat de l'Ill des parcelles et droits cadastrés :

Commune d'Eschau

Section 31 n°15	*de 9,38 ares,*
Section 31 n°16	*de 10,21 ares*
Section 31 n°17	*de 10,23 ares*
soit un total	*de 29,82 ares*

au prix de 418 554,50 € HT

en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux ;

décide

- *l'imputation de la recette de 418 554,50 € HT sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole à l'exercice 2016 fonction 820 nature 775.AD03B ;*

- *de solliciter l'aide financière du fonds d'aménagement urbain alsacien pour la réalisation de logements locatifs sociaux rue des Fusiliers Marins à Eschau en*

compensation de la moins-value accordée sur la revente de son foncier par l'Eurométropole de Strasbourg ;

- *d'imputer la subvention du fonds d'aménagement urbain alsacien sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg fonction 820, nature 774, programme AD03A ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte à intervenir, la demande de subvention au fonds d'aménagement urbain alsacien et tout document concourant à la bonne exécution de ce projet.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

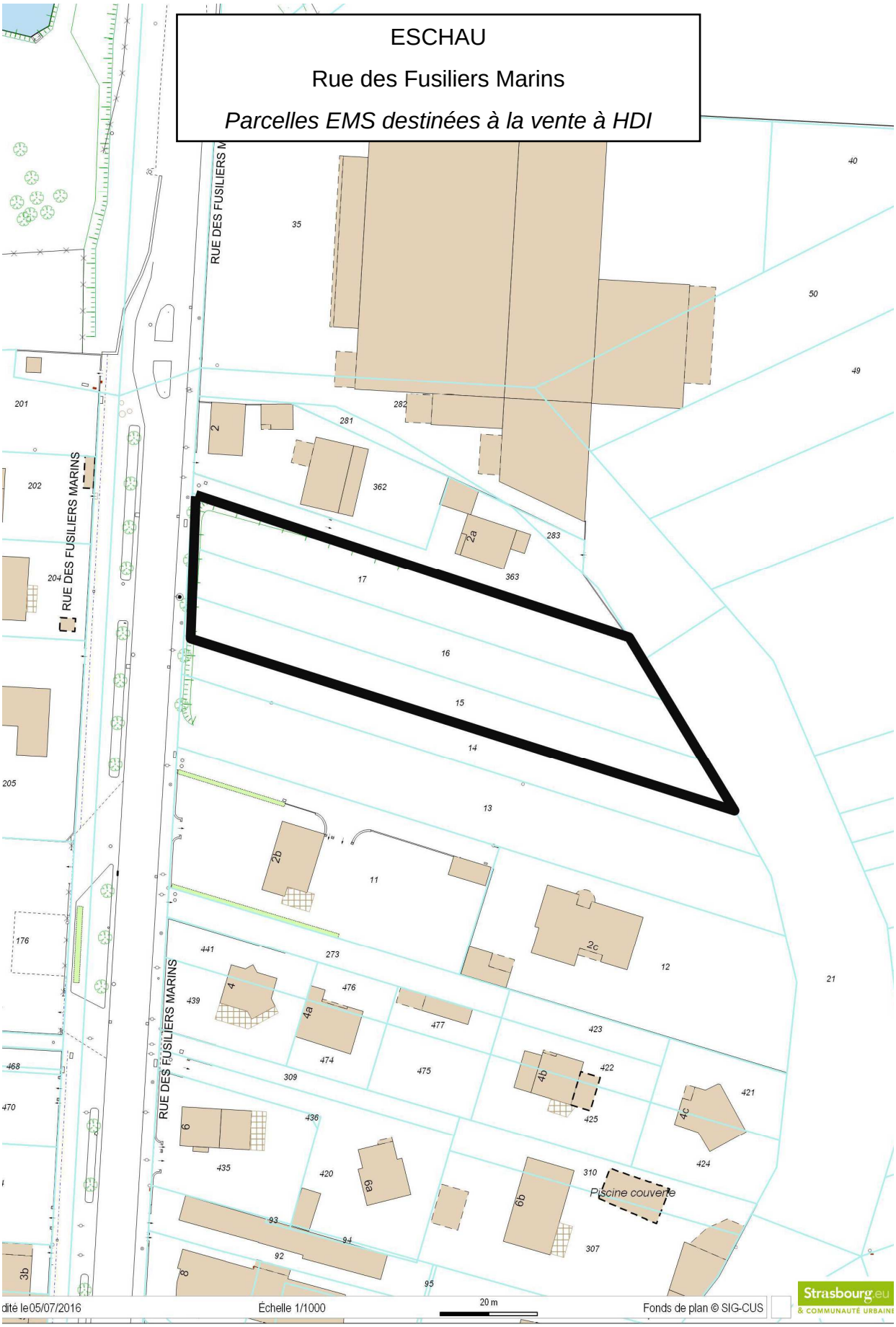
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016


ESCHAU
Rue des Fusiliers Marins
Situation des terrains destinés à la vente à HDI
ETANG
BALLASTIERE
GRAVIERE
ROUTE DEPARTEMENTALE 468
CHEMIN RURAL
RUE DES FUSILIERS MARINS
RUE DU RIVAGE
PLACE DE LA GRAVIERE
RUE DE LA HARD
RUE DES ALLIES
RUE DU LAC
RUE DE LA VICTOIRE
RUE DE LA MARSEILLAISE
RUE DU GENERAL KLEBER
RUE DES COSAQUES
STATION DE POMPAGE
CHEMIN DES CH. JUMPS
RUE DU GENERAL LECLERC
RD 221
ECOLE
R.DES PLATANES
RUE DES SPORTS
RUE DE LA COTE
Édité le05/07/2016
Échelle 1/4408
88.16 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

ESCHAU

Rue des Fusiliers Marins

Parcelles EMS destinées à la vente à HDI



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN
4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

S.E.I. N° 2016/672
Enquêteur :Nathalie Stahl
☎ 03 88 10 35 18

Courriel :nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n°86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L.1211-1 et L.1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

Cession amiable

1 – Service consultant : Eurométropole de Strasbourg, affaire suivie par M. Damien PASQUALI (damien.pasquali@strasbourg.eu)
2 – Date de la consultation : Demande du 24/06/2016, reçue le 27 juin 2016, complet le 4 juillet 2016
3 – Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet de cession d'un terrain à un bailleur social pour la réalisation de logements.
4 – Propriétaire présumé : Deux propriétaires
5 – Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de Eschau

Section	Parcelle	Surface/are	Surface à détacher/are	Zonage POS	Propriétaire
31	14	9,18	9,18	UB6	Commune d'Eschau
	15	9,38	9,38		Communauté urbaine de Strasbourg
	16	10,21	10,21		
	17	10,23	10,23		
	Total	**39**	**39**		

L'emprise se situe à l'entrée du village d'Eschau, commune de l'Eurométropole. Elle bénéficie de l'accès aux réseaux autoroutiers desservant Strasbourg, à environ 10 kilomètres, et l'Allemagne.
Les terrains sont de longues bandes de terres étroites de forme rectangulaire bordant la rue des Fusiliers Marins. Ils sont impactés par une marge de recul de 5 mètre le long de la rue et d'une zone de protection acoustique.
Les parcelles cadastrées section 31 N°14 à 17 d'une contenance totale de 39 ares sont en état de terre.
Le consultant nous a indiqué que l'acquisition des parcelles est envisagée dans le cadre de la réalisation d'immeubles collectifs.

Eurométropole de Strasbourg
Service de la Politique foncière et immobilière
A l'attention de M. Pasqualli
1 Parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

La parcelle est située en zone UB6 du PLU de la commune d'Eschau dont la dernière révision a été approuvée le 26/06/2015 et opposable le 05/08/2015.
Les zones UB délimitées au plan sont les zones d'extension récente destinées principalement aux constructions à usage d'habitation ainsi qu'à celles où s'exercent des activités commerciales ou de service.
Pour être constructible, la superficie de chaque terrain destiné à recevoir du logement collectif doit avoir une superficie minimale de 15 ares. Chaque terrain de 15 ares ne peut recevoir qu'un seul bâtiment.
L'emprise au sol maximum des bâtiments est fixée en fonction de la hauteur du bâtiment projeté :
– 1 niveau (R), emprise de 60 %,
– 2 niveaux (R+1 ou comble), emprise de 45 %,
– 3 niveaux (R+1+comble ou R+2), emprise de 35 %.
Le COS applicable est de 0,5.
L'unité foncière reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L13-15-II du code de l'expropriation. Située en zone constructible, celle-ci dispose en effet de l'accès à la voie publique desservie par les réseaux.

6. Situation locative : estimé nu et libre de toute occupation.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée :

pour la globalité des parcelles d'une superficie totale de 39 ares à 560 000 € HT soit :

pour la parcelle 14 une valeur de 115 000 € HT,
pour l'unité foncière regroupant les parcelles 15, 16 et 17 une valeur de 445 000 € HT

Cette valeur tient compte de l'évolution du marché constaté depuis la précédente évaluation.

Les parcelles ont été évaluées selon la méthode d'évaluation par zonage soit soit :
la valeur de la première zone à moins de 40 mètres des réseaux est de 22 000 € HT/are,
la seconde zone plus enclavée et éloignée des réseaux est de 11 000 € HT/are,
la troisième zone correspondant à la partie la plus en profondeur est de 5 500 € HT/are

8. Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si elle intervenait après une modification de la réglementation de l'urbanisme.

La présente estimation est donnée sous réserve des éventuels travaux relatifs à la présence d'amiante, de termites et aux risques relatifs au saturnisme.

Elle n'est au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions de droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique.
En outre, il vous appartient d'en informer les propriétaires concernés.

A Strasbourg, le 05/07/2016
Pour le Directeur Régional,

L'Inspecteur divisionnaire
des Finances publiques

Pascale Oberlé



42

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Jean Monnet à Eckbolsheim - acquisitions foncières amiables.

Par arrêté du 28 avril 2016, le Préfet du Bas-Rhin a déclaré d'utilité publique les acquisitions et travaux nécessaires au projet de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Jean Monnet à Eckbolsheim et a autorisé l'Eurométropole de Strasbourg à acquérir, soit à l'amiable, soit par la voie de l'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation de ce projet.

Celui-ci consistera en une urbanisation à dominante d'habitation, ayant vocation à accueillir un quartier mixte (habitat, activités non nuisantes et non polluantes, équipements, commerces et services) sur un secteur d'une superficie totale de 4,4 hectares situé entre les rues Jean Monnet, Paul Rohmer, Cerf Berr et la route de Wasselonne.

Cet arrêté préfectoral, ainsi que le montant des offres d'acquisition conformes à l'évaluation domaniale, ont été notifiés par l'Eurométropole de Strasbourg à l'ensemble des propriétaires concernés.

Certains d'entre eux ont donné leur accord pour la vente de leurs biens, composés de terrains nus d'une superficie totale de 33,81 ares et d'une parcelle d'une surface de 10,13 ares surbâtie d'une maison d'habitation comprenant deux appartements de 3 pièces chacun, loués à des particuliers, qui seront au besoin relogés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis du domaine n°2016/159 en date du 09/03/2016
Vu la délibération du Conseil municipal de la commune d'Eckbolsheim en date du 26 septembre 2016
après en avoir délibéré
approuve

l'acquisition amiable des immeubles tombant dans l'emprise de la ZAC Jean Monnet à Eckbolsheim, dont les désignations cadastrales s'établissent comme suit :

- *la parcelle comprenant une maison d'habitation cadastrée sur la commune d'Eckbolsheim lieudit : route de Wasselonne section 28 n°266/113 de 10,13 ares, jardins, sol, propriété de Monsieur Jean-François ZILLIOX, moyennant une indemnité principale de 540 000 € (cinq cent quarante mille euros), à majorer d'une indemnité de remploi de 55 000 € (cinquante cinq mille euros), soit pour une indemnité totale de 595 000 € (cinq cent quatre vingt quinze mille euros) ;*

- *la parcelle cadastrée sur la commune d'Eckbolsheim lieudit : Auf die Wasselnheimer Strasse section 28 n°317/116 de 10,47 ares, terres, propriété de Monsieur Jean-Paul ROSER, moyennant une indemnité principale de 52 350 € (cinquante deux mille trois cent cinquante euros), à majorer d'une indemnité de remploi de 6 235 € (six mille deux cent trente cinq euros), soit pour une indemnité totale de 58 585 € (cinquante huit mille cinq cent quatre vingt cinq euros) ;*

- *les parcelles cadastrées sur la commune d'Eckbolsheim lieudit : Auf die Wasselnheimer Strasse section 28 n°134 de 18,73 ares, terres et n°135 de 4,61 ares, terres, appartenant à la communauté de biens des époux SARRUT Gabriel/ NEBINGER Germaine, moyennant une indemnité principale de 116 700 € (cent seize mille sept cents euros), à majorer d'une indemnité de remploi de 12 670 € (douze mille six cent soixante dix euros), soit pour une indemnité totale de 129 370 € (cent vingt neuf mille trois cent soixante dix euros) ;*

décide

de l'imputation des dépenses correspondantes d'un montant de 782 955 € (sept cent quatre vingt deux mille neuf cent cinquante cinq euros) sur les crédits de l'AP 0193, programme 1057 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)

Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

N° 2016/159
Estimation sommaire et globale

1 - Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par M. SCHWALLER (gilles.schwaller@strasbourg.eu).
2 - Date de la consultation : Demande du Demande du 09/02/2016, reçue le 12/02/2016.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Constitution du dossier préalable à l'enquête publique en vu de l'aménagement de la future ZAC Jean Monnet. Actualisation de l'avis n° 2014/1390.
4 - Propriétaire(s) présumé(s) : Divers suivant tableau fourni par le consultant lors de l'avis précédent.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune d'ECKBOLSHEIM

L'emprise de la ZAC Jean Monnet jouxte vers l'arrière le Parc des Poteries et borde la rue de Wasselonne et la rue Jean Monnet à Eckbolsheim. Les 22 parcelles non bâties restant à acquérir sont en nature de terre agricole, elles se situent en zonage IAU comme l'emprise sur-bâtie à l'angle des deux rues. Certaines sont impactées par un secteur d'isolation acoustique sur une largeur de 30 m depuis la rue de Wasselonne et de 100 m depuis la rue Jean Monnet.
La présente évaluation est une actualisation d'un avis daté du 16/02/2015. Le consultant n'a pas fourni d'éléments nouveaux, ainsi les mêmes bases sont reprises.

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Politique Foncière et Immobilière

1 parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG Cedex

N° emprise/tab périmètre	Section	N° Parcelle	Zonage PLU	Surface à acquérir/ares	Nature	Propriétaire
FONCIER BÂTI						
1	28	266	IAU	10,13	Sol, bâtiments	Zilliox Jean-François
FONCIER NON BÂTI						
13	28	129	IAU	27,50	terres	Epoux HERR jean-Paul et KOCH Jeannine
2	28	313	IAU	3,13	terres	Epoux KLEIN Bernard et STIERER Rosa
15	28	134	IAU	18,73	terres	Epoux SARRUT Gabriel et NEBINGER Germaine
16	28	135	IAU	4,61	terres	Epoux SARRUT Gabriel et NEBINGER Germaine
3	28	315	IAU	10,03	terres	Indivision GLUCK/WURTZ
9	28	124	IAU	22,36	jardins, sol	Koch Jeannine epouse HERR
10	28	125	IAU	17,30	jardins, sol	Koch Jeannine epouse HERR
11	28	126	IAU	22,59	jardins	Koch Jeannine epouse HERR
12	28	127	IAU	19,44	jardins	Koch Jeannine epouse HERR
14	28	132	IAU	10,54	terres	Koch Jeannine epouse HERR
17	28	137	IAU	4,10	terres	Koch Jeannine epouse HERR
18	28	138	IAU	3,86	terres	Koch Jeannine epouse HERR
7	28	246	IAU	17,61	jardins	Koch Jeannine epouse HERR
8	28	247	IAU	15,39	jardins, sol	Koch Jeannine epouse HERR
6	28	248	IAU	1,24	terres	Koch Jeannine epouse HERR
5	28	327	IAU	24,70	terres	Koch Jeannine epouse HERR
19	28	370	IAU	9,23	terres	Koch Jeannine epouse HERR
4	28	317	IAU	10,47	terres	ROSER Jean-Paul
23	28	557	IAU	7,70	terres	Sàrl JH7
22	28	555	IAU	8,30	terres	Sàrl JH7
20	28	140	IAU	8,53	terres	Sàrl JH7
21	28	302	IAU	8,61	terres	Sàrl JH7
	TOTAL non bâti			275,97		

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone IAU au PLU d'Eckbolsheim dont la dernière modification a été approuvée le 28/10/2011, opposable le 01/02/2012.
Y sont admis les opérations d'aménagement ou de construction qui devront couvrir une superficie minimale de 2 hectares d'un seul tenant et s'inscrire dans le cadre d'un schéma d'organisation de l'ensemble de la zone.
Qualification des terrains :
En l'état, les parcelles n'ont pas la qualification de TAB au sens de l'article L 13-15 II-1 du Code de l'expropriation.

6 - Origine de propriété :./.

7 - Situation locative : pour l'immeuble d'habitation, RC et combles loués, 1er occupé par le propriétaire,
pour les terrains, aucun fermier dénoncé.

8 - DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

Immeuble de rapport du 8 rue de Wasselonne : 540 000 € HT,
Terrains en zonage IAU : 5 000 €/are, soit un total de 1 379 850 € HT pour 275,97 ares
Total pour les acquisitions foncières **:1 919 850 € HT.**

S'y rajoute **l'indemnité de remploi** basée sur le montant de l'indemnité de dépossession,
20 % du montant de l'indemnité principale jusqu'à 5 000 €,
15 % entre 5 001 € et 15 000 €,
10 % au-delà.
(voir détail suivant annexe n° 1 ci-jointe).

Peuvent également être attribuées :
Indemnité pour déménagement sur la base d'au moins deux devis chiffrés,

Indemnité d'éviction agricole et indemnité pour fumures et arrières fumures dues aux fermiers qui exploitent les terres : voir annexe n° 2
Il est précisé qu'aucun fermier n'a été déclaré par le consultant.

Indemnité pour perte d'arbres ou de plantations. Cette indemnité peut être admise si les arbres ou plantations représentent une richesse du fonds et que leur perte constitue un préjudice résultant directement de l'expropriation, distinct de la valeur vénale du fonds. Pour en déterminer le montant, il convient de se rapprocher de spécialistes tels la Chambre d'agriculture du Bas-Rhin ou des associations d'arboriculteurs.

S'agissant d'une estimation sommaire et globale destinée à la constitution du dossier préalable à la déclaration d'utilité publique, les valeurs en question ne tiennent pas compte des particularités qui pourraient affecter l'une ou l'autre de ces parcelles.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle ; une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : annexes n° 1 et 2.

Strasbourg, le 09 mars 2016
Pour l'Administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques de la Région Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin.

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Gestion Publique

Annexe n° 1

Section	N° Parcelles	Zonage PLU	Surface à acquérir/ ares	Nature	Indemnité principale	Indemnité de remploi	Propriétaires
28	266	IAU	10,13	Sol, bâtiments	540 000	55 000	Zilliox Jean-François
28	129	IAU	27,50	terres	137 500	14 750	Epoux HERR jean-Paul et KOCH Jeannine
28	313	IAU	3,13	terres	15 650	2 565	Epoux KLEIN Bernard et STIERER Rosa
28	134	IAU	18,73	terres	93 650	12 670	Epoux SARRUT Gabriel et NEBINGER Germaine
28	135	IAU	4,61	terres	23 050		
28	315	IAU	10,03	terres	50 150	6 015	Indivision GLUCK/WURTZ
28	124	IAU	22,36	jardins, sol	111 800	85 180	Koch Jeannine épouse HERR
28	125	IAU	17,30	jardins, sol	86 500		
28	126	IAU	22,59	jardins	112 950		
28	127	IAU	19,44	jardins	97 200		
28	132	IAU	10,54	terres	52 700		
28	137	IAU	4,10	terres	20 500		
28	138	IAU	3,86	terres	19 300		
28	246	IAU	17,61	jardins	88 050		
28	247	IAU	15,39	jardins, sol	76 950		
28	248	IAU	1,24	terres	6 200		
28	327	IAU	24,70	terres	123 500		
28	370	IAU	9,23	terres	46 150		
28	317	IAU	10,47	terres	52 350	6 235	ROSER Jean-Paul
28	557	IAU	7,70	terres	38 500	17 570	Sàrl JH7
28	555	IAU	8,30	terres	41 500		
28	140	IAU	8,53	terres	42 650		
28	302	IAU	8,61	terres	43 050		
TOTAL non bâti			**275,97**		**1 919 850**	**199 985**	

Annexe n° 2

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
(Affaires Foncières)

Contrôle des Opérations Immobilières

Annexe à l'avis référencé n° 2016/159

Indemnités accessoires susceptibles d'être allouées dans le cadre d'une opération déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral.

Notification des offres amiables prévues aux articles L 13-3 et R 13-16 et des propositions prévues à l'article R 13-18 du Code de l'Expropriation.

-=-=-=-=-

1°) Indemnité de remploi (article R 13 - 46 du Code de l'Expropriation)

Personnes de droit privé (Immeubles bâtis et non bâtis)
Taux à appliquer à la valeur vénale globale par propriétaire ou indivision :
jusqu'à ***5 000 euros*** : **20 %**
entre ***5 001 et 15 000 euros*** : **15 %**
au-delà de ***15 000 euros*** : **10 %**

Collectivités locales (département, communes, associations foncières de remembrement, etc...)
Taux à appliquer à la valeur vénale globale : **5 %.**

2°) Indemnités pour plantations (arbres fruitiers, etc...)
L'inventaire descriptif et estimatif, établi à l'initiative de la Commune sera soumis au contrôle à l'approbation préalable du Service des Domaines. (*Uniquement en zone non constructible*)

3°) Indemnités d'éviction des exploitants agricoles
Application de la convention conclue **le 17.09.2001**, entre les organismes représentatifs de la profession agricole et la Direction des Services Fiscaux du Bas-Rhin
Valeurs actualisées au 01.07.2015 (période du 01/07/2015 au 30/06/2016).

Commune : ECKBOLSHEIM

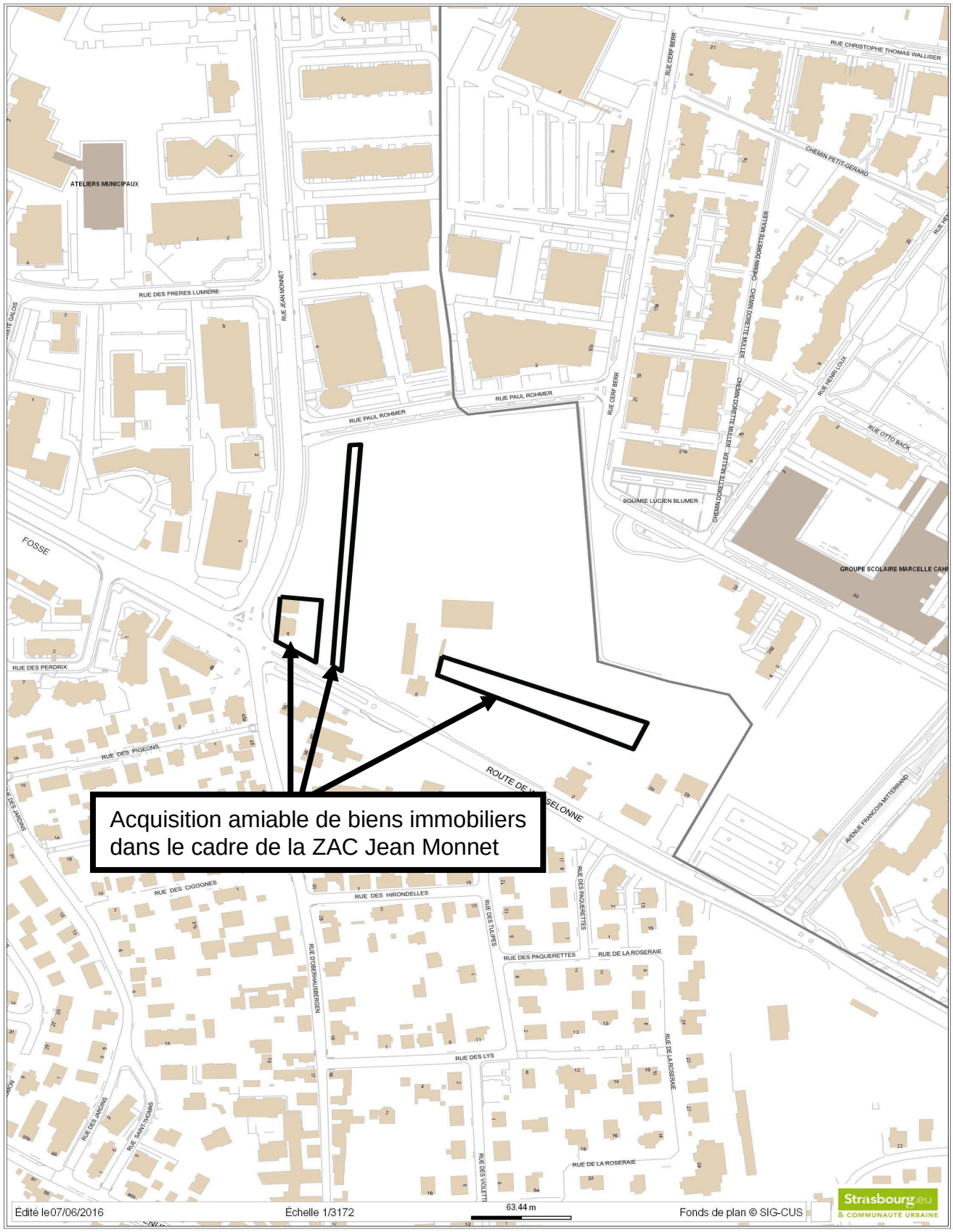
Perte de revenus d'exploitants : la durée prise en compte sur les bans communaux des communes de la CUS est de 5 ans soit une indemnité sur 5 ans : **94,25 €/l'are.**

Perte de fumures et d'arrières fumures :
Terres et parcs à bestiaux : **5,91 euros l'are**
Prés naturels : **4,93 euros l'are**

L'allocation et le paiement de ces indemnités d'éviction agricole sont réservés aux **exploitants, propriétaires ou locataires** qui justifient de cette qualité dans les conditions prévues par l'article R 13 - 63 du Code de l'Expropriation ou d'une attestation d'inscription des parcelles concernées à la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole à la date du transfert de propriété.

NOTA : Les emprises portant sur des terrains exploités par leurs propriétaires dont la valeur vénale est supérieure à **200 euros l'are** n'entrent pas dans le champ d'application de la convention précitée.

BAN COMMUNAL D'ECKBOLSHEIM



BAN COMMUNAL D'ECKBOLSHEIM



43

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Acquisition de l'emprise d'une ancienne station service 169 route de Schirmeck à Strasbourg Montagne-Verte, dans le cadre du projet de requalification des espaces publics du secteur Gliesberg/Gresswiller.

Le secteur Gliesberg/Gresswiller situé à Strasbourg Montagne-Verte est un îlot enclavé aux limites fortes :

- à l'ouest, la route de Schirmeck, axe majeur du sud-ouest de l'agglomération ;
- à l'est : les berges de l'Ill qui offrent des espaces de loisirs ;
- au nord et au sud : respectivement le canal de la Bruche et la Bruche qui constituent des corridors écologiques importants.

Dans cette enclave cohabitent usages et fonctions :

- l'habitat : secteur composé de maisons de faubourg et de grands immeubles collectifs avec une densité forte d'habitants;
- le groupe scolaire du Gliesberg composé d'une école primaire et d'une école maternelle accueillant environ 400 élèves ;
- le Parc naturel urbain Ill/bruche qui a pour vocation de valoriser le paysage et le cadre de vie.

La problématique que ce secteur rencontre, est liée à la circulation du fait de l'enclavement de ce micro-quartier, des flux importants générés aux entrées et sorties des classes et des aménagements viaires qui ne sont plus adaptés.
Les flux sont des flux piétons/cycles et des flux de véhicules. L'exigüité de l'espace public engendre des conflits d'usages notamment en lien avec les déposes-minutes « sauvages ». Ce phénomène est renforcé par des trottoirs étroits sur l'ensemble du secteur.

Une ancienne station service, situées 169 route de Schirmeck, en cessation d'activité depuis 2011, constitue une véritable opportunité foncière pour la requalification de ce secteur. La direction des espaces publics et naturels a prévu de réorganiser et de réaménager l'ensemble du système viaire de ce secteur (rue du Gliesberg, rue de Gresswiller), et de sécuriser les entrées et sorties d'écoles. L'emprise libérée par l'ancienne station service permettra de créer une placette reliant la route de Schirmeck au parvis de l'école, des emplacements de stationnements supplémentaires et une dépose-

minute permettant de limiter la circulation parasite au sein des rues Gliesberg et Gresswiller.

Des négociations ont été engagées avec le propriétaire (la société ENI France) en vu de l'acquisition de ce site. Il s'agit de trois parcelles totalisant 15,75 ares, situées en zone EMV UB 8 au plan d'occupation des sols de la ville de Strasbourg, surbâties de l'ancienne boutique. Le site est libre de toute occupation. L'ancienne station service était une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration. La société ENI France a pris les mesures de dépollution dans le but de réhabiliter le site pour un usage industriel comme le prévoit la législation. Les travaux de démantèlement, d'extraction et d'évacuation de l'ensemble des infrastructures pétrolières ont permis d'accéder aux sources de pollutions et ainsi de les extraire. La collectivité a fait réaliser un diagnostic environnemental aux fins d'évaluer les coûts de dépollution résiduels notamment sous l'emplacement de la boutique (évacuation des déblais préalables à la réalisation d'un parking).

L'Eurométropole a fait une proposition financière au propriétaire qui tient compte de l'estimation de France Domaine soit 450 000 € de laquelle ont été retranchés les coûts de dépollution résiduels évalués par le bureau d'études à 7 200 € TTC et les coûts de déconstruction de la boutique à 60 000 € TTC. La proposition s'élève à 383 000 €. Cette proposition a été acceptée par le propriétaire.

Il est proposé à Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg d'acquérir auprès de la société ENI France (ex AGIP) l'emprise de l'ancienne station service sise 169 route de Schirmeck au prix de 383 000 € dans l'objectif de participer la recomposition urbaine de ce secteur par la requalification des espaces publics.

Ce projet est inscrit au plan pluriannuel d'investissement de la direction des espaces publics et naturels. Les crédits ont été votés au titre de l'année 2015.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis de France Domaine
Vu l'avis favorable du Conseil municipal de la ville de Strasbourg en date du 26 septembre 2016
après en avoir délibéré
émet

l'acquisition dans le cadre du projet de requalification des espaces publics du secteur Gliesberg/Gresswiller, auprès de la société AGIP France ou de toute autre personne morale qui s'y substituerait, des parcelles cadastrées :

Commune de Strasbourg
Koenighofffen Cronenbourg
Lieu dit : Route de Schirmeck

Section OA n° 55/40 de 7,02 ares
Section OA n° 186/40 de 0,75 are
Section OA n° 192/40 de 7,98 ares
Soit une surface totale de 15 ares75 centiares

au prix de 383 000 € hors taxes et droits éventuels,

décide

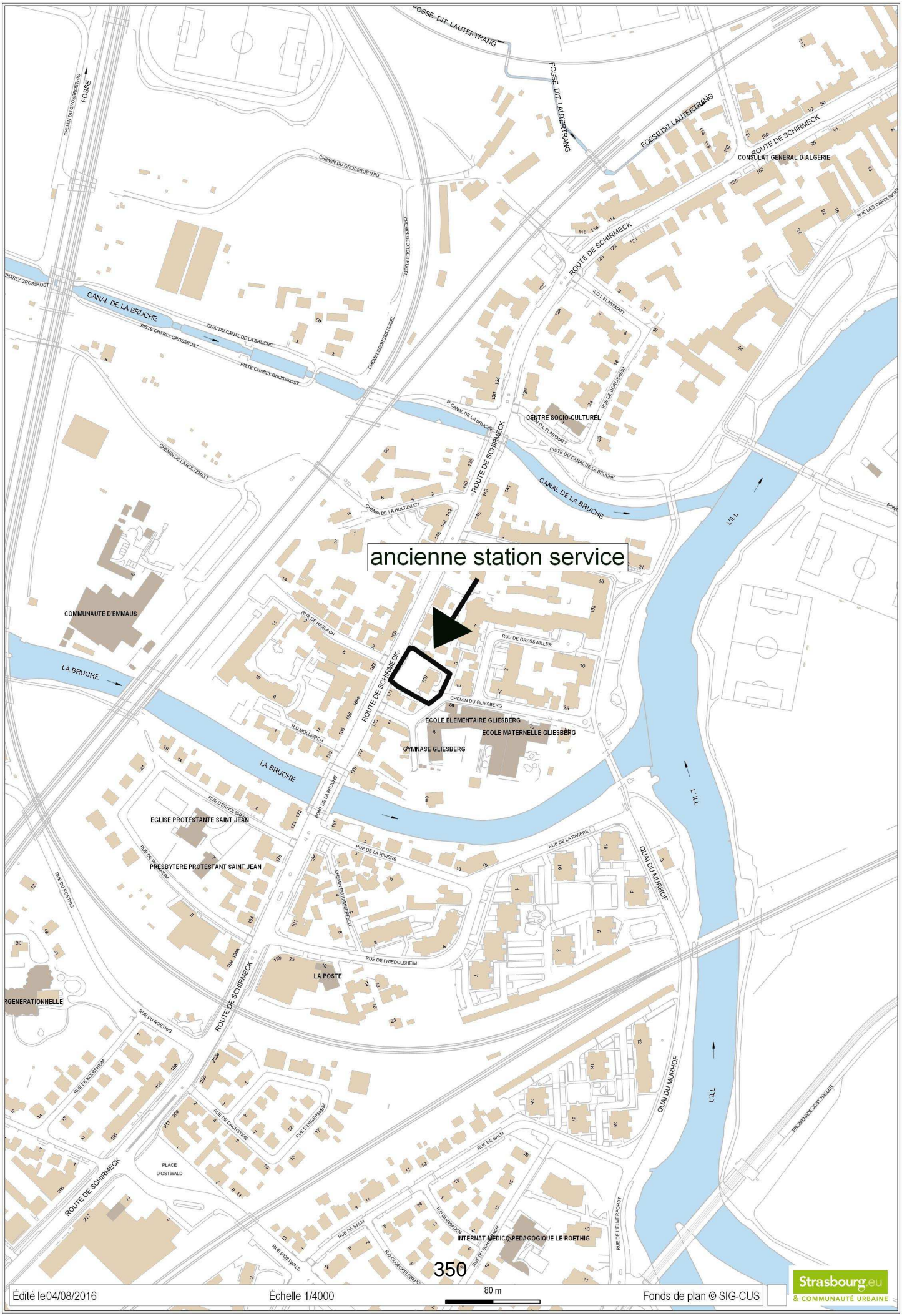
l'imputation de la dépense d'un montant de 383 000 € hors taxes et droits divers éventuels, sur la ligne budgétaire suivante : fonction 824, nature 2112, service AD03, programme 6.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente à intervenir ainsi que tous les actes concourant à l'exécution des présentes.

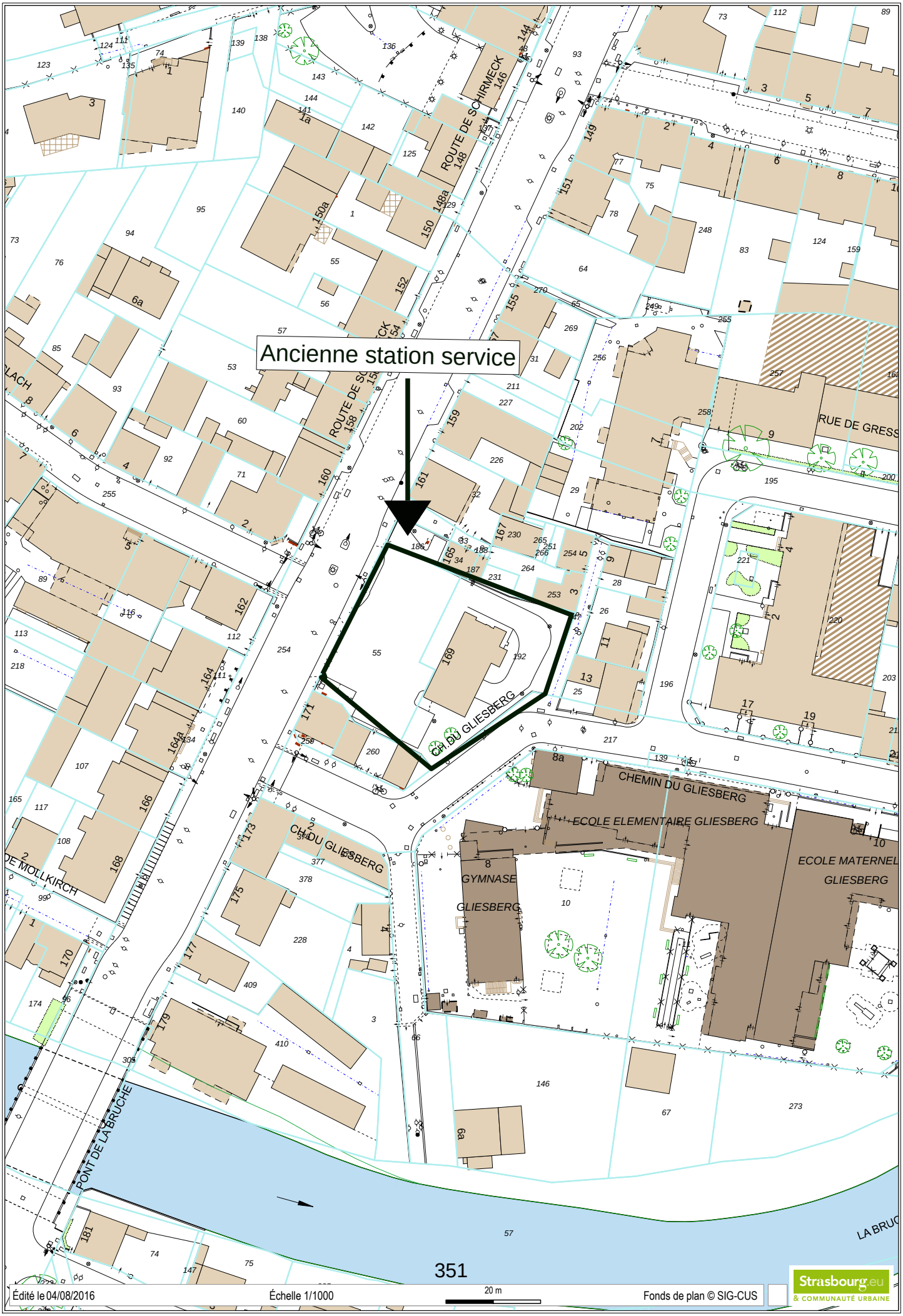
Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016



Edité le04/08/2016 Échelle 1/4000 80 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


Ancienne station service
ROUTE DE SCHIRMECK
RUE DE GRESS
CH. DU GLIESBERG
CHEMIN DU GLIESBERG
ECOLE ELEMENTAIRE GLIESBERG
GYMNASE GLIESBERG
ECOLE MATERNEL GLIESBERG
PONT DE LA BRUCHE
LA BRUC
351
Édité le 04/08/2016
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Division France Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67 : pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 25 août 2016

Le Directeur régional des Finances Publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : .eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2016/762

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Service politique foncière et immobilière
1 parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : Emprise foncière nue et libre, située 169 route de Schirmeck.

VALEUR VÉNALE : 383 000 € HT.

Cette valeur tient compte des frais de démolition et de dépollution du site pris en charge par la collectivité.

1 – SERVICE CONSULTANT : .Ville et Eurométropole de Strasbourg.

Affaire suivie par : Mme LINCONTANG-BOUDJEMA.

2 - **Date de consultation** : 29/07/2016
Date de réception : 02/08/2016
Date de visite :
Date de constitution du dossier « en état » : 02/08/2016

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Acquisition d'une unité foncière, anciennement sur-bâtie d'une station service démantelée à ce jour, destinée à la réorganisation des espaces publics dans le secteur de l'école du Gliesberg.

Les conditions financières ont été négociées sur la base de l'avis n° 2015/880 du 25 août 2015, expiré à la date d'approbation de l'acquisition par la commission permanente du 30 septembre 2016.

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG MONTAGNE-VERTE

Section	Parcelles	Superficie/ares	Adresse	Zonage POS
OA	55	7,02	169 rte de Schirmeck	EMV UB8
	186	0,75		
	192	7,98		
	TOTAL	15,75		

5 – Situation juridique

Nom du propriétaire : ENI FRANCE/AGIP FRANCE.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone EMV UB8 du POS de la ville de Strasbourg, suivant la dernière modification approuvée.
Le règlement de zone autorise les constructions à usage d'habitation, de bureau ou à caractère commercial et de services avec une emprise au sol de 65 % et une hauteur de 15 mètres maximum.
COS 1,6.

Qualification des terrains :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation car situées dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservies par les réseaux .

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

La valeur vénale de l'immeuble est estimée à : **450 000 € HT,** hors frais de démolition et de dépollution estimés à 67 200 € TTC pris en charge par l'acquéreur.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

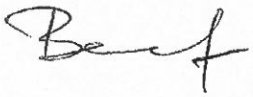
9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine
et du département du Bas-Rhin et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,



Eliane BAEHR

44

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Blaesheim - 8 place de l'Eglise :
Compte rendu de l'utilisation du droit de préemption par l'Eurométropole de Strasbourg,
revente à la Commune de Blaesheim d'un ancien restaurant suite à sa préemption.

I. Information au Conseil sur l'exercice du droit de préemption urbain (en vertu de l'article L5211-10 du CGCT)

Par délibération du 5 mai 2014, le Conseil de Communauté a autorisé, en vertu de l'article 2122-22-15 du Code général des collectivités territoriales, le Président à exercer les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, à l'occasion de l'aliénation des biens effectuée selon les dispositions prévues aux articles L213-1 et suivants de ce même Code.

C'est en vertu de cette autorisation que l'Eurométropole de Strasbourg, a exercé le droit de préemption urbain sur le bien visé sous objet en date du 4 mai 2016 au prix de 365 000 € souhaité par les vendeurs auquel s'est ajouté une commission d'agence de 15 000 €.

Cette préemption répond au cadre d'intervention fixé par les articles L210-1 et L300-1 du Code de l'urbanisme puisqu'elle a été exercée pour la réalisation d'un équipement collectif ainsi que pour la sauvegarde du patrimoine bâti.

Plus précisément, elle a été réalisée à la demande de la Commune de Blaesheim qui compte y aménager une nouvelle Mairie plus grande et plus fonctionnelle, le bâtiment actuel arrivant à saturation, notamment en ce qui concerne le stockage des archives et l'organisation des réunions.

De plus, il est apparu indispensable à la Commune d'intégrer cet immeuble à l'architecture remarquable dans le patrimoine communal.

II. Vente du bien à la Commune de Blaesheim

L'objet de la préemption étant un projet communal d'aménagement d'une nouvelle mairie, l'Eurométropole de Strasbourg a prévu la revente de ce bien à la Commune de Blaesheim.

La Commune a par délibération en date du 28 avril 2016 exposé son projet et s'est engagée à racheter le bâtiment 8 place de l'Eglise à l'Eurométropole de Strasbourg, une fois celui-ci préempté, au prix d'acquisition augmenté de tous les frais exposés pour son acquisition.

Il est ainsi proposé aux membres de la Commission Permanente de l'Eurométropole d'approuver la vente par l'Eurométropole à la Commune de Blaesheim du bien sis 8 place de l'Eglise au prix de 365 000 € augmenté de la commission d'agence de 15 000 € et des frais de notaire payés pour son acquisition, soit 4 596,82 €.

Il est également proposé que, conformément au souhait formulé par la Commune de Blaesheim et retranscrit dans sa délibération du 28 avril 2016, le paiement de ce prix intervienne en trois tiers, le premier tiers de 128 199 € à la signature de l'acte, le second tiers en 2017 et le troisième tiers en 2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission Permanente (Bureau)
vu l'avis des Domaines
après en avoir délibéré
approuve

La vente au profit de la Commune de Blaesheim du bien sis 8 place de l'Eglise cadastré :

Section 1 n°101	*de 2,27 ares*
Section 1 n°173/152	*de 0,31 are*
Section 1 n°182/152	*de 0,55 are*
Total	*de 3,13 ares*

Au prix de 365 000 € augmenté des frais exposés pour son acquisition soit 15 000 € de frais d'agence et 4 596,82 € de frais de notaire ;

approuve

le paiement de ce prix de vente par tiers dont un premier tiers à la signature de l'acte, un second tiers en 2017, un troisième tiers en 2018 ;

décide

d'imputer la recette de 384 596,82 € sur la ligne budgétaire fonction 510 nature 024 programme 538 service ADO3, et de comptabiliser l'étalement de la créance en dépenses à hauteur de 256 397,88 € sur la fonction 01 nature 276341 programme 9194 service AD03 ;

les crédits seront à inscrire dans la prochaine décision modificative de l'exercice 2016 ;

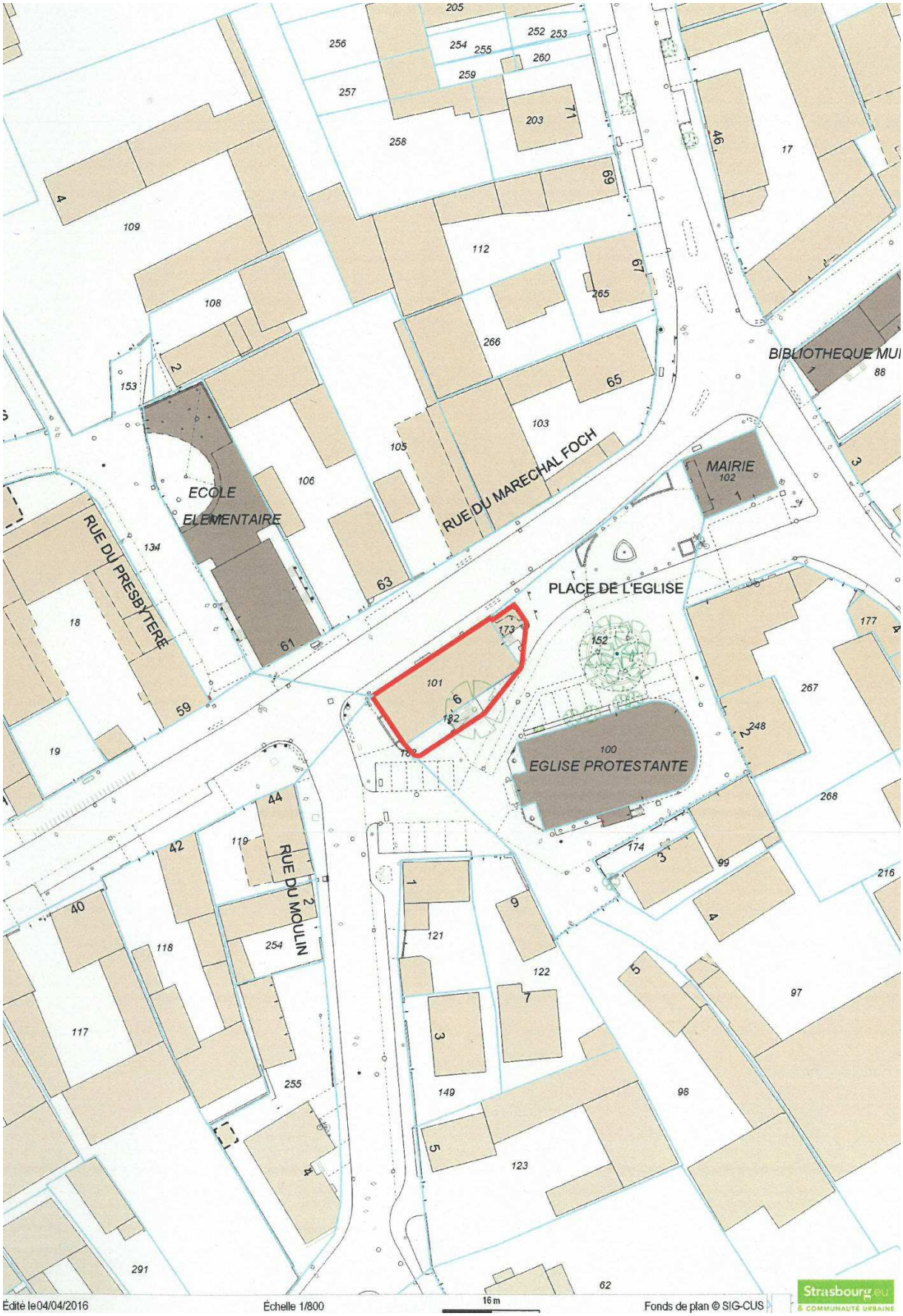
autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de ce projet.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016


BLAESHEIM
Mittelberg
Schuhposen
Frohmatt
Bruechel
Ruthen
Lusau
Ruthengraben
Schiffbach
RESERVOIR D'EAU
CIMETIERE
TOUR DU GLOECKELSBERG
CAMPING GCU
Chemin du Réservoir
Rue du Glœckelsberg
Rue du Glœckelsberg
Rue des Acacias
Impasse du Glœckelsberg
Rue du Pasteur W. Guggenbuhl
Rue des Mirabelles
Route d'Entzheim
R.D.84
Rue du Maréchal Foch
Rue de la Tour
Rue de la Montagne
Rue du Presbytère
Rue des Vignes
Rue des Mouches
ECOLE ELEM.
MAIRIE
D.I.
BIBLIOTHEQUE
EGLISE PROT.
PH de l'Eglise
Rue des Prés
Rue de la Marne
Rue des Roses
Rue de la Forêt
Rue du Maréchal Foch
Rue de l'Enn
Rue du Moulin
ATELIERS MUNICIPAUX
Rue Jean Freyz
Rue de la Liberté
R. du Dr Pierre Schmidt
R. Albert Schweitzer
Rue Pasteur
Rue du Docteur Oberlin
Rue du Maire Carbiener
R. A. Kastler
R. du Lavoir
ECOLE MAT.
SALLE POLYVALENTE
STATION D'EPURATION
BASKET -BALL
COURTS DE TENNIS
PETANQUE
SKATE PARK
STADE
VESTIAIRES
CLUB-HOUSE FOOTBALL
R.D.161
358
Edité le04/04/2016
Échelle 1/9486
189.72 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


RUE DU MARECHAL FOCH
PLACE DE L'EGLISE
MAIRIE
ECOLE ELEMENTAIRE
RUE DU PRESBYTERE
RUE DU MOULIN
EGLISE PROTESTANTE
BIBLIOTHEQUE MU
Édité le 04/04/2016
Échelle 1/800
16 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

7304-SD

France Domaine
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
DIVISION DU DOMAINE

CS 51022
67070 STRASBOURG CEDEX

☎ : 03.88 10.35.00.
Fax. : 0388.10.35.01.

AVIS DU DOMAINE

(Code de l'urbanisme, art. R. 213-21 et R. 142-15)

N° : 2016-0356

Affaire suivie par : Mme Nathalie STAHL

Tél 03.88 10 35 18
Fax :03.88.10.35.01

1. **Service consultant : Eurométropole de Strasbourg.**

   Agissant :

   – en qualité de titulaire ☐ délégataire ☑ du droit de préemption

   – par substitution au titulaire de ce droit ☐

2. **Date de la consultation**

   Demande d'avis en date du 04/04/2016, reçue le 07/04/2016, visite du 14/04/2016.

3. **Opération soumise au contrôle** (objet et but)

   Exercice ☑ du droit de préemption

   ☐ du droit de délaissement

   – dans une zone concernée par le D.P.U. *(Code de l'urbanisme, art. L. 211-1 et L. 211-5)* ☑

   – dans une Z.A.D. créée après le 1er juin 1987 *(Code de l'urbanisme, art. L. 212-2 et L. 212-3)* ☐

   – dans une Z.A.D. ou un périmètre provisoire de Z.A.D. créé avant le 1er juin 1987 *(Code de l'urbanisme, art. L. 212-2, L. 212-3 et L. 213-1 anciens)* ☐

   – dans une zone délimitée au titre des espaces naturels sensibles des départements *(Code de l'urbanisme, art. L. 142-3)* ☐

   – autre cas précisez :

   Déclaration d'intention d'aliéner ☑

   Demande d'acquisition ☐

   au prix de 376 500 € HT .

   reçue ☑ déposée ☐ à la mairie ☑ de Blaesheim

à l'hôtel du département ☐

ou à la préfecture ☐ en date du .25 février 2016

et relative à l'immeuble décrit ci-après.

Emprise d'un bâtiment et de deux parcelles de terrain à bâtir

4. Propriétaire présumé

Indivision Schadt pour les parcelles section 1 N° 173 et 182

SCI Le Sandre pour la parcelle section 1 N° 101

5. Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération

Commune de BLAESHEIM.....

Adresse : 8 Place de l'Eglise.....

.....

Références cadastrales : section 01 parcelle n° 101- 173 -182

Superficie totale : 3,13 ares.....

Immeuble : ☐ non bâti ☑ bâti

Usage : ☐ habitation ☐ professionnel ☑ mixte

☐ commercial ☐ agricole ☐ autre :.....

Bâtiments vendus en totalité :

– surface construite au sol :

– surface habitable déclarée au cadastre : 340,34 m² SDPHO

- .....

Nombre : de niveaux : 2.....

d'appartements : 1.....

d'autres locaux : un restaurant

Autres éléments : un appentis en mauvais état non pris en compte dans le calcul de la SDPHO.....

5 *a*. Urbanisme

Situation au plan d'aménagement – Zone du plan – C.O.S. – Servitudes – État du sous-sol – Éléments particuliers de plus-value et de moins-value – Voies et réseaux divers (VRD) :

Les parcelles sont situées en zone UA du PLU de la commune de Blaesheim dont la dernière révision a été approuvée le 17/12/2010 et opposable le 22/01/2011.
La zone UA est destinée principalement aux constructions à usage d'habitation, de commerces, d'activités artisanales ou agricoles, de services et de bureaux, ainsi qu'à leurs dépendances dans l'agglomération existante.
Le COS maximum applicable est égal à 0,8.

6. Origine de propriété

non recherchée.....

7. Situation locative

libre

8. Détermination du prix

La valeur mentionnée dans la DIA est de 376 500 € ; cette valeur n'appelle pas d'observation du service du Domaine.
Le service du Domaine a utilisée la méthode par comparaison.

Ce prix est exclusif de toute indemnité accessoire, et notamment de remploi.

9. Réalisation d'accords amiables

.....

10. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si le bien concerné faisait l'objet d'une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

L'évaluation ci-dessus ne tient pas compte d'éventuels frais de diagnostic et de dépollution de toutes natures (amiante, hydrocarbures ou autres produits) ou de frais de démolition.

En cas de désaccord entre le titulaire du droit de préemption et le propriétaire de l'immeuble, le prix d'acquisition est fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation (Code de l'urbanisme, art. L. 213-4 et L. 142-5).

Les actes destinés à constater les acquisitions poursuivies par les services de l'État sont passés par le service des Domaines (art. R.18 du Code du domaine de l'État).

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Impôts.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Strasbourg, le 26 avril 2016
Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin

L'Inspecteur divisionnaire
des Finances publiques

Pascale Oberlé

45

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Main levée d'une restriction au droit de disposer, immeuble sis 49 route de l'hôpital Strasbourg/Neudorf.

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un important patrimoine immobilier bâti acquis depuis la création de la CUS, notamment par voie de préemption ou d'expropriation (à la différence du patrimoine de la Ville, majoritairement issu de l'histoire et des legs).

Le patrimoine Eurométropole essentiellement lié aux POS/PLU, au PLH, et à la réalisation des projets (PRU, aménagement de voiries, tram ...), a vocation à être géré pour une période transitoire en fonction de la maturation et du démarrage des différents projets.

Un travail de recensement des biens propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg issus du domaine privé a permis de sélectionner ces immeubles selon trois catégories:

- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine, à confier en mandat de gestion ;
- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes (à confier en mandat de gestion) ;
- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan patrimoine de cession qui en découle et qui se met en œuvre, a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Les biens de l'Eurométropole sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par France Domaine,
- de validation par l'organe exécutif des modalités de la cession (commission permanente pour les ventes inférieures à 1 M€).

En dehors de ce cadre réglementaire, l'Eurométropole est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence via une publicité adaptée sera privilégié, permettant à la collectivité dans le cadre des consultations d'imposer des prescriptions et d'avoir des offres économiquement avantageuses.

Les biens occupés sont proposés prioritairement aux occupants en place. Il s'agit de biens de taille modeste, souvent occupés de longue date par des locataires ayant déjà sollicité leur acquisition au fil des ans.

C'est dans ce cadre que nous avons vendu l'immeuble sis 49 route de l'Hôpital, à Madame ISIKLI alors locataire et exploitante du fonds de commerce.

La vente a été validée par le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg le 20 décembre 2013, réitérée par acte de vente le 3 juin 2015 au prix de 290 000 € (deux cent quatre vingt dix mille euros) et assortie d'une interdiction de revente dans un délai de cinq ans.

Aujourd'hui Madame ISIKLI rencontre des difficultés financières importantes. Le passif exigible étant plus important que l'actif circulant, elle est contrainte de se déclarer en cessation de paiement. La vente de son immeuble lui permettrait d'éviter la liquidation judiciaire. Le prix de vente est de 290 000 euros.

L'acquéreur, s'engage à reprendre les baux d'habitation ainsi que l'activité commerciale en cour. Cette vente intervient au même prix, à savoir 290 000 € (deux cent quatre vingt dix mille euros).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la main levée d'une restriction au droit de disposer- interdiction de revente, grevant le bien sis :
49, route de l'Hôpital
67000 Strasbourg et cadastré

Section : DX n° 128 d'une contenance au sol de 259 m².

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tous les documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

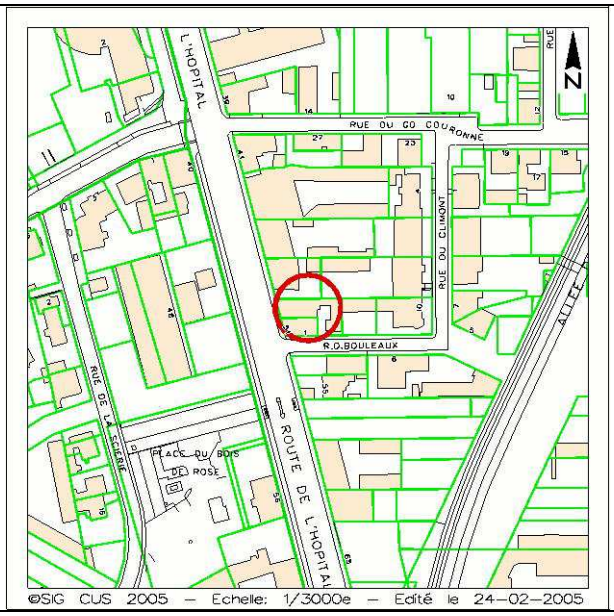
Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

FICHE PLAN PATRIMOINE PRIVE CUS

(N58) 04/2015

Site **Compl. 49 rte Hôpital**
67100 STRASBOURG Neudorf
Patrimoine **Propriété EMS**
Gestionnaire **Service Politique foncière et immobilière**





SITUATION

Surf. parcelles	Zone POS	Surf. loc.	Date acquis.	Mode acquis.	Motif acquis.
259 m²	RNU	215 m²	17/11/1999	Préemption	ZAD Heyritz (Ilôt de Lombardie)

Nbre Bât.	Nbre lots	Etat	Loyer annuel	Coût Travaux	Valeur vénale	Rentabilité
2	2		14 205.72 €	17 000,00 €		%

Répartition	Log.	Com./Autres	Garages	1P	2P	3P	4P	5P	6P	7P	8 P+
	2	1			1	1					

ENJEUX URBAINS	Oui/Non	Commentaires
	Oui	Anciennement Ilot Lombardie

VENTE A BAILLEUR SOCIAL	Oui/Non	Commentaires
	Non	

AUTRE DESTINATION (RESERVE)	Oui/Non	Commentaires
	Oui	

VENTE LIBRE	Oui/Non	Commentaires
	Non	

COMMENTAIRES/ PROPOSITION	

FICHE PLAN PATRIMOINE PRIVE CUS

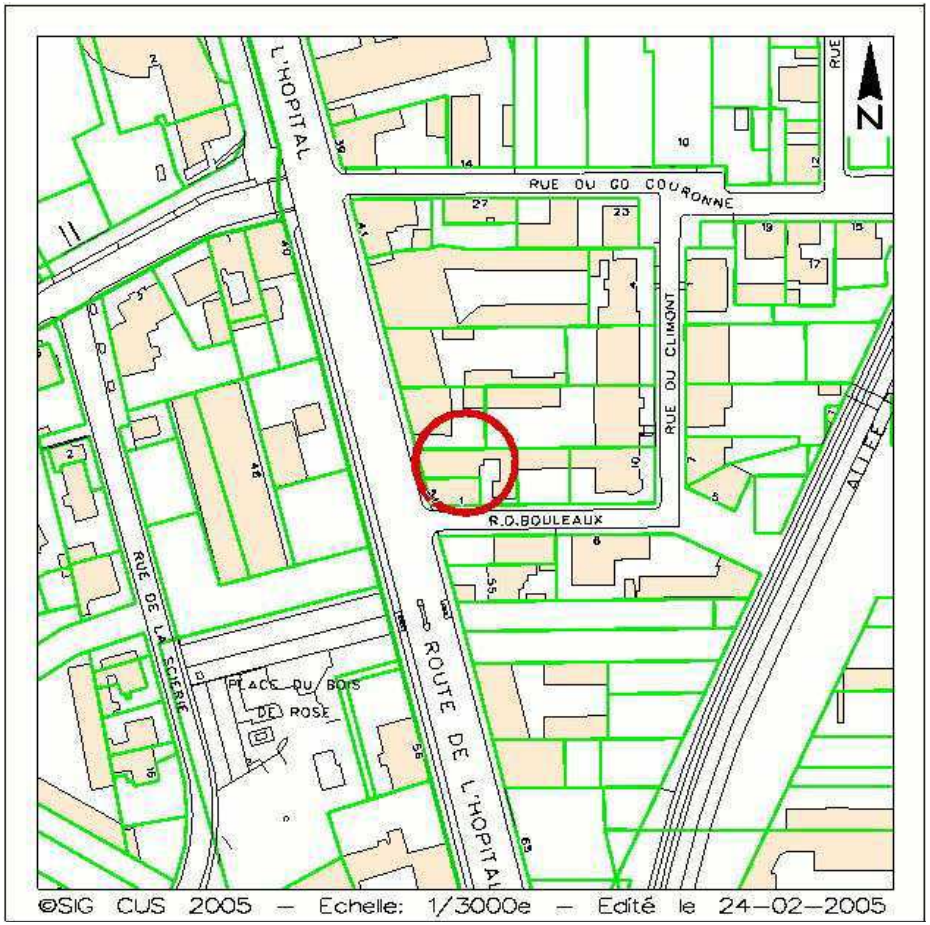
(N58) 04/2015

Site **Compl. 49 rte Hôpital**
67100 STRASBOURG Neudorf
Patrimoine **Propriété EMS**
Gestionnaire **Service Politique foncière et immobilière**

DETAIL LOCATIONS

Locaux	Locataires	Surf.	Type bail	Début	Fin	Loyer ann.
Loc. Rch + 1e Et. Im.1	L'ACCROCHE COEUR	168,00	Bail com.	01/02/07	31/01/16	11 456,04 €
3P 2e Et.	ISIKLI Canan	46,00	Bail Loi 1989	01/05/07	30/04/19	2 749,68 €
					Total loyers	**14 205.72 €**

49, route de l'Hopital à Strasbourg





46

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Déconstruction d'un immeuble eurométropolitain sis 11 rue Lignée à Vendenheim.

Conformément à l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales, sur avis favorable du Conseil municipal de Vendenheim du 2 mai 2016, il est proposé la déconstruction de l'immeuble sis 11 rue Lignée à Vendenheim.

Cette maison se compose :

- au sous-sol de trois locaux ;
- au rez-de-chaussée d'une cuisine, de trois pièces, d'une salle de bain et d'une buanderie ;
- au premier étage de quatre pièces et d'un WC ;
- de combles, greniers ;
- d'un garage et d'appentis.

Cette propriété en mauvais état est vouée à la démolition. En effet, la façade arrière comporte des fissures conséquentes, la maison peut présenter un éventuel risque d'effondrement.

Les travaux consistent en l'établissement des différents diagnostics, la dépose des réseaux divers, le retrait des matériaux amiantés et/ou contenant du plomb, le curage intérieur, la déconstruction du bâti, le remblaiement des cavités et le nivellement de la parcelle.

L'estimation du coût global de cette opération s'élève à 50 000 € TTC.

Les travaux interviendront au cours du quatrième trimestre 2016.

La conduite d'opération sera assurée par les services de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'avis favorable du Conseil municipal de Vendenheim du 2 mai 2016,
après en avoir délibéré
approuve

la déconstruction de l'immeuble 11 rue Lignée à Vendenheim, conformément au programme ci-avant exposé pour un montant de 50 000 € TTC ;

décide

d'imputer les dépenses concernant les immeubles eurométropolitains sur la ligne 020, nature 2128, programme 808 ;

autorise

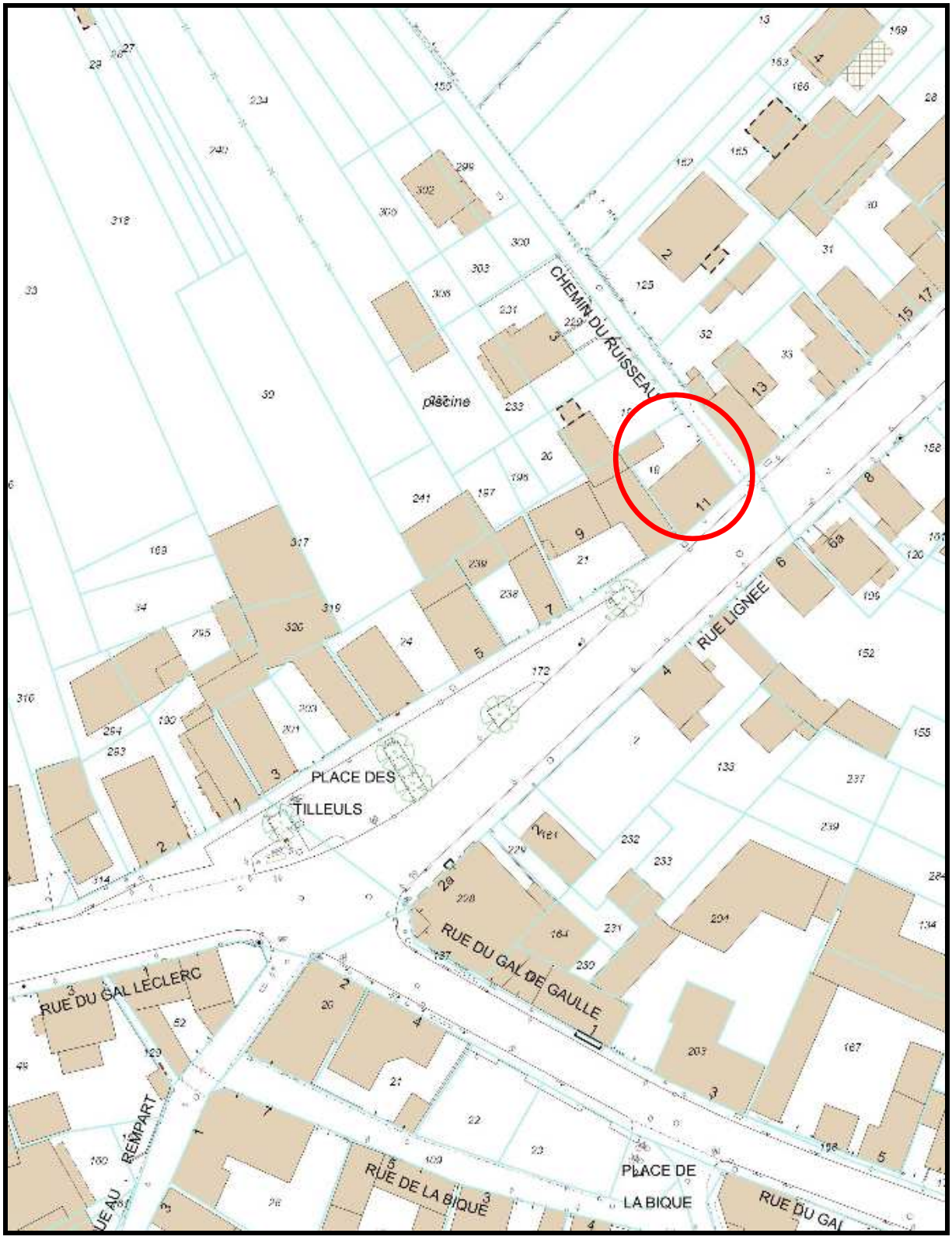
- *à mettre en concurrence les marchés de travaux, de services et de fournitures conformément au Code des marchés publics et à signer et exécuter les marchés et actes relatifs ;*
- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

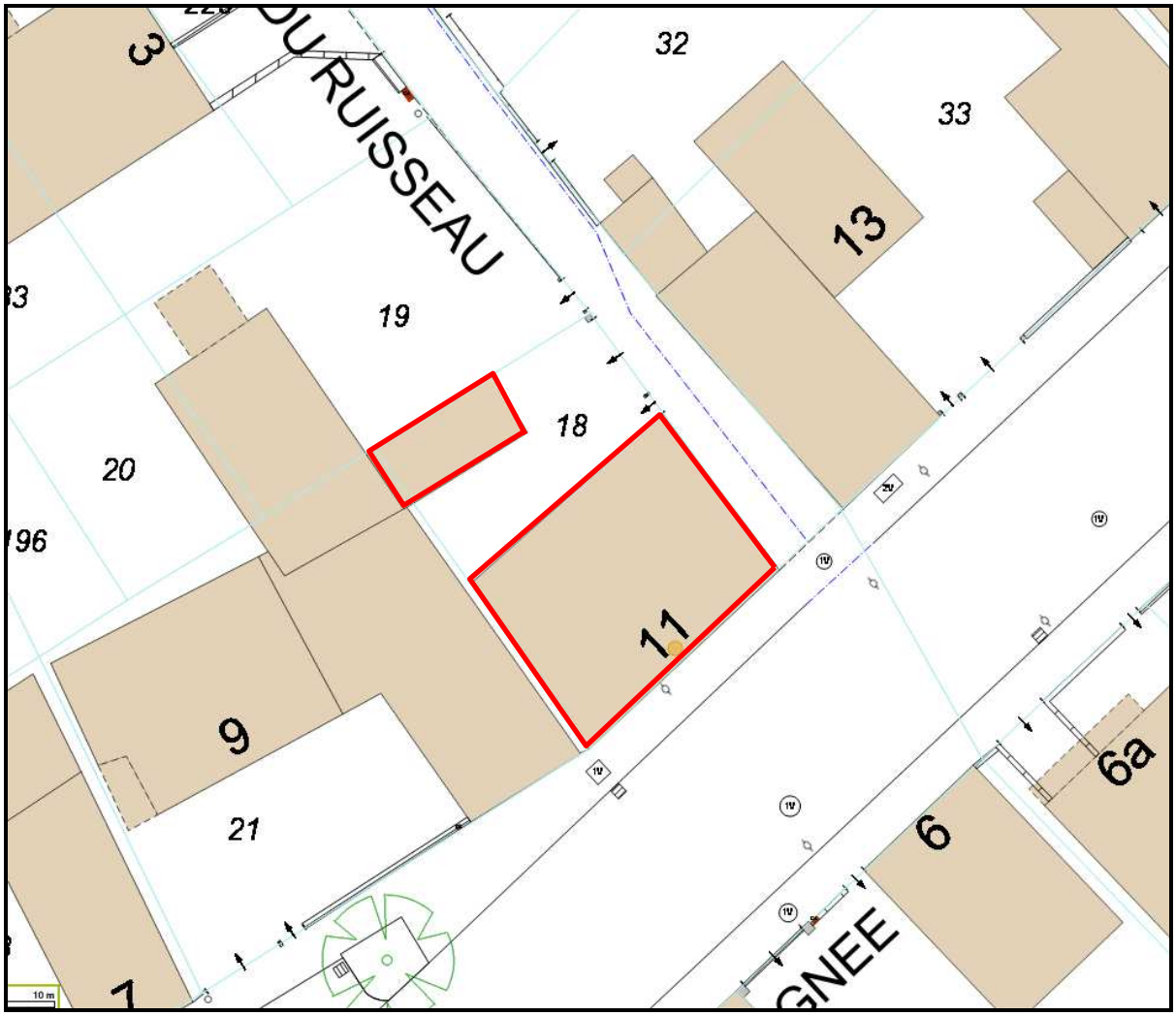
PLAN DE SITUATION

Objet : Travaux de déconstruction de l'immeuble 11 rue Lignée à Vendenheim



EMPRISE

Objet : Travaux de déconstruction de l'immeuble 11 rue Lignée à Vendenheim



: Emprise de l'immeuble à déconstruire

PHOTOGRAPHIES

Objet : Travaux de déconstruction de l'immeuble 11 rue Lignée à Vendenheim







47

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Chauffage urbain : souscription des polices d'abonnement des sites de l'Eurométropole reliés au réseau de chaleur Strasbourg Hautepierre.

Par délibération du 24 mars 2016, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place la délégation de service public relative à l'exploitation du réseau de chauffage urbain de Strasbourg Hautepierre.

Le délégataire retenu par l'Eurométropole de Strasbourg est le Groupement « Réseau GDS-ES-Chaleur». Les polices d'abonnement à mettre en place à la suite de cette attribution de la DSP sont l'aboutissement du processus d'analyse des besoins énergétiques pour les sites publics rattachés à ce réseau.

Les réseaux de chaleur constituent une réponse adaptée dans le cadre d'une approche conjuguant l'intérêt collectif et les engagements climatiques. C'est un outil de distribution de chaleur unifié se substituant à plusieurs chaufferies, permettant par ce biais un meilleur traitement des rejets de polluants et l'optimisation du rendement énergétique.

Il permet le recours à toute forme d'énergie et autorise le raccordement de bâtiments existants et de nouvelles constructions ou extensions.

Dans ce secteur géographique sont situés plusieurs bâtiments abritant des services publics gérés par l'Eurométropole.

Il s'agit des sites suivants :

- PEPINIERE D'ENTREPRISE 8, avenue Dante 67200 STRASBOURG.
- PISCINE HAUTEPIERRE Maille Karine Rue Baden Powell 67200 STRASBOURG;

D'autre part il est prévu d'intégrer des énergies renouvelables avec la mise en place d'un échangeur en chaufferie. Ce système de vanne mélangeuse permettra d'intégrer une énergie renouvelable en chaufferie afin d'assurer à terme une couverture ENR supérieure à 50% des besoins du réseau.

Afin de concrétiser les modalités d'alimentation en énergie, il s'agit à présent de souscrire aux polices d'abonnement telles que définies dans la DSP pour une alimentation des sites à partir de la période de chauffe 2016.

En vertu du contrat de DSP, l'exploitant du réseau est seul capable d'assumer l'alimentation des clients au réseau de chaleur, dont ceux des personnes publiques présents dans le périmètre. Ainsi, il est le seul fournisseur en mesure de satisfaire le besoin du pouvoir adjudicateur qui est habilité de ce fait à passer un marché public en procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence en application de 30-I-3 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ces polices sont établies pour une période de 5 ans et dépassent en montant cumulé le seuil de 207 K€ HT, nécessitant l'accord du Conseil pour leur signature.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion des polices d'abonnement pour l'alimentation au réseau de chauffage urbain de Strasbourg Hautepierre des sites suivants :

- PEPINIERE D'ENTREPRISE 8, avenue Dante 67200 STRASBOURG.
- PISCINE HAUTEPIERRE Maille Karine Rue Baden Powell 67200 STRASBOURG ;

décide

l'imputation des dépenses nécessaires sur les crédits disponibles au budget primitif 2016 et suivants sur les lignes concernée ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les polices d'abonnement jointes en annexe.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

CHAUFFAGE URBAIN DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

QUARTIER HAUTEPIERRE-POTERIES

POLICE D'ABONNEMENT **HTP-160**

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE

Le **Groupement RéseauGDS-ES Chaleur**, délégataire du service public de chauffage urbain de l'Eurométropole de Strasbourg sur le site des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg (ci-après « le délégataire »)

D'une part

ET

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Adresse : **1, Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG**

Agissant en tant que **Propriétaire**

Représenté par **Monsieur Robert HERRMANN, en qualité de Président**

Désignation des bâtiments desservis : **Pépinière d'entreprise**

Abonné desservi par le poste de livraison : **Pépinière d'entreprise**

D'autre part

DISPOSITIONS GENERALES DE LA POLICE D'ABONNEMENT

ARTICLE 1. OBJET DE LA POLICE D'ABONNEMENT 3
ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE 3
ARTICLE 3. DUREE DE LA POLICE D'ABONNEMENT – RESILIATION 3
ARTICLE 4. CONTESTATIONS 4
ARTICLE 1. CONDITIONS TECHNIQUES DE FOURNITURE DE CHALEUR 5
1.1. Caractéristiques du point de livraison 5
1.2. Frais de raccordement 5
ARTICLE 2. ETENDUE DES OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE 6
2.1. Etendue des prestations 6
2.2. Période de chauffage 6
2.3. Puissance souscrite 6
ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA CHALEUR FOURNIE 7
3.1. Chauffage 7
3.2. Eau chaude sanitaire 7
3.3. Conditions particulières de fourniture 7
3.4. Mesure de la fourniture 7
ARTICLE 4. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT 8
4.1. Adresse de facturation 8
4.2. Modalités de paiement 8

ANNEXE 2: SCHEMA DE LIMITE DE PRESTATIONS

DISPOSITIONS GENERALES DE LA POLICE D'ABONNEMENT

ARTICLE 1. OBJET DE LA POLICE D'ABONNEMENT

La présente police précise les conditions d'abonnement au service public de chaleur sur le site des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg.

Le contrat d'abonnement au service public de chauffage urbain est constitué des documents suivants :

- La présente police d'abonnement ;
- Le règlement du service.

Le règlement du service est notifié à l'abonné en même temps que la présente police d'abonnement.

L'abonné sera informé de toute modification du règlement du service.

Le règlement du service régulièrement notifié à l'abonné, y compris des modifications, est opposable à ce dernier.

ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

Les conditions générales de la police d'abonnement liant l'abonné au Délégataire, sont contenues dans le règlement de service.

ARTICLE 3. DUREE DE LA POLICE D'ABONNEMENT – RESILIATION

La présente police d'abonnement entrera en vigueur à la date de la signature et prendra effet, notamment pour la facturation, à compter de la signature du procès-verbal de prise en charge.

Elle est conclu pour une durée courant jusqu'au 30 juin 2021.

Les conditions et modalités de résiliation de la police d'abonnement sont fixées dans le règlement du service.

ARTICLE 4. CONTESTATIONS

Avant d'être éventuellement soumises à la juridiction compétente, les contestations qui peuvent naître entre le Délégataire et l'abonné seront portées par la partie la plus diligente devant l'Eurométropole, en qualité d'autorité délégante, qui s'efforcera de concilier les parties dans un délai d'un mois.

D'un commun accord, les parties, faisant élection de domicile à :

- à l'adresse de son siège social pour le Délégataire,

- à l'adresse telle qu'indiquée à la présente police d'abonnement pour l'abonné,

attribuent expressément compétence à la juridiction du Tribunal de Grande Instance de Strasbourg pour toute difficulté ou toute contestation pouvant survenir entre elles concernant le sens de l'exécution des clauses de la présente police d'abonnement, difficultés ou contestations qui n'auraient pas pu faire l'objet d'un règlement amiable.

Lu et Approuvé	Lu et approuvé
A Strasbourg, le	A Strasbourg, le
LE DELEGATAIRE	L'ABONNE

ANNEXE 1 : DISPOSITIONS PARTICULIERES DE LA POLICE D'ABONNEMENT

Le service est fourni sur la base des dispositions particulières suivantes**.**

ARTICLE 1. CONDITIONS TECHNIQUES DE FOURNITURE DE CHALEUR

1.1. Caractéristiques du point de livraison

a) Emplacement

8, avenue de Dante à 67200 STRASBOURG

b) Bâtiments desservis

Désignation : **Pépinière d'entreprise**

Adresse : **8, avenue de Dante à 67200 STRASBOURG**

c) Date prévisionnelle de mise en service

01/07/2016

d) Caractéristiques du (ou des) secondaires

Types de l'installation de chauffage : **eau chaude**

e) Conditions particulières d'accès à la sous-station

Sans objet

1.2. Frais de raccordement

a) Montant des frais de raccordement facturés **Sans objet**

b) Modalités de paiement des frais de raccordement : **Sans objet**

ARTICLE 2. ETENDUE DES OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE

2.1. Etendue des prestations

Réchauffage de l'eau chaude sanitaire : **oui**

2.2. Période de chauffage

Fourniture pendant la saison de chauffage (1er septembre / 30 juin) **oui**

Fourniture en dehors de la saison de chauffage (1er juillet / 31 août) **non**

2.3. Puissance souscrite

Les modalités de calcul de la puissance souscrite sont précisées à l'article 10 du règlement de service.

La puissance souscrite par l'Abonné s'établit à :**62 kW**

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA CHALEUR FOURNIE

3.1. Chauffage

Fluide primaire

Conforme au règlement de service

3.2. Eau chaude sanitaire

Conforme au règlement de service

3.3. Conditions particulières de fourniture

Conforme au règlement de service

3.4. Mesure de la fourniture

Compteur	Marque	Type	Unité (MWh)
Chauffage	Selon PV de prise en charge		
Eau chaude sanitaire			

ARTICLE 4. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

4.1. Adresse de facturation

Les factures seront adressées à l'adresse suivante de l'abonné :

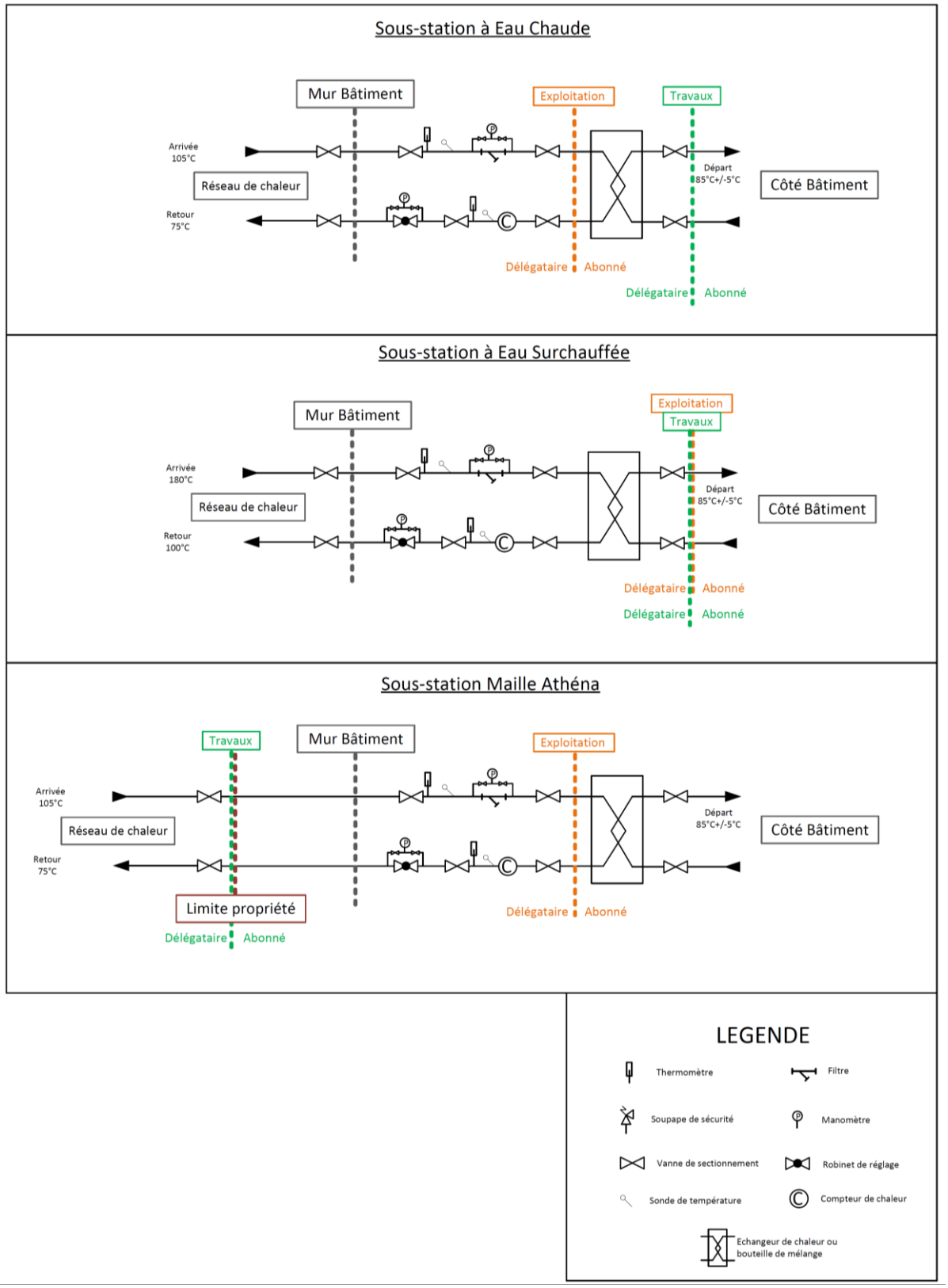
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
A l'attention de Madame Lucie BANZET
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG

4.2. Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont précisées dans le règlement de service.

Lu et Approuvé	**Lu et approuvé**
A Strasbourg, le	**A Strasbourg, le**
LE DELEGATAIRE	**L'ABONNE**

ANNEXE 2: SCHEMA DE LIMITE DE PRESTATIONS



CHAUFFAGE URBAIN DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

QUARTIER HAUTEPIERRE-POTERIES

POLICE D'ABONNEMENT **HTP-086**

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE

Le **Groupement RéseauGDS-ES Chaleur**, délégataire du service public de chauffage urbain de l'Eurométropole de Strasbourg sur le site des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg (ci-après « le délégataire »)

D'une part

ET

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Adresse : **1, Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG**

Agissant en tant que **Propriétaire**

Représenté par **Monsieur Robert HERRMANN, en qualité de Président**

Désignation des bâtiments desservis : **Maille Karine-Piscine**

Abonné desservi par le poste de livraison : **Maille Karine-Piscine**

D'autre part

DISPOSITIONS GENERALES DE LA POLICE D'ABONNEMENT

ARTICLE 1. OBJET DE LA POLICE D'ABONNEMENT 3
ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE 3
ARTICLE 3. DUREE DE LA POLICE D'ABONNEMENT – RESILIATION 3
ARTICLE 4. CONTESTATIONS 4
ARTICLE 1. CONDITIONS TECHNIQUES DE FOURNITURE DE CHALEUR 5
1.1. Caractéristiques du point de livraison 5
1.2. Frais de raccordement 5
ARTICLE 2. ETENDUE DES OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE 6
2.1. Etendue des prestations 6
2.2. Période de chauffage 6
2.3. Puissance souscrite 6
ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA CHALEUR FOURNIE 7
3.1. Chauffage 7
3.2. Eau chaude sanitaire 7
3.3. Conditions particulières de fourniture 7
3.4. Mesure de la fourniture 7
ARTICLE 4. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT 8
4.1. Adresse de facturation 8
4.2. Modalités de paiement 8

ANNEXE 2: SCHEMA DE LIMITE DE PRESTATIONS

DISPOSITIONS GENERALES DE LA POLICE D'ABONNEMENT

ARTICLE 1. OBJET DE LA POLICE D'ABONNEMENT

La présente police précise les conditions d'abonnement au service public de chaleur sur le site des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg.

Le contrat d'abonnement au service public de chauffage urbain est constitué des documents suivants :

- La présente police d'abonnement ;
- Le règlement du service.

Le règlement du service est notifié à l'abonné en même temps que la présente police d'abonnement.

L'abonné sera informé de toute modification du règlement du service.

Le règlement du service régulièrement notifié à l'abonné, y compris des modifications, est opposable à ce dernier.

ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

Les conditions générales de la police d'abonnement liant l'abonné au Délégataire, sont contenues dans le règlement de service.

ARTICLE 3. DUREE DE LA POLICE D'ABONNEMENT – RESILIATION

La présente police d'abonnement entrera en vigueur à la date de la signature et prendra effet, notamment pour la facturation, à compter de la signature du procès-verbal de prise en charge.

Elle est conclu pour une durée courant jusqu'au 30 juin 2021.

Les conditions et modalités de résiliation de la police d'abonnement sont fixées dans le règlement du service.

ARTICLE 4. CONTESTATIONS

Avant d'être éventuellement soumises à la juridiction compétente, les contestations qui peuvent naître entre le Délégataire et l'abonné seront portées par la partie la plus diligente devant l'Eurométropole, en qualité d'autorité délégante, qui s'efforcera de concilier les parties dans un délai d'un mois.

D'un commun accord, les parties, faisant élection de domicile à :

- à l'adresse de son siège social pour le Délégataire,

- à l'adresse telle qu'indiquée à la présente police d'abonnement pour l'abonné,

attribuent expressément compétence à la juridiction du Tribunal de Grande Instance de Strasbourg pour toute difficulté ou toute contestation pouvant survenir entre elles concernant le sens de l'exécution des clauses de la présente police d'abonnement, difficultés ou contestations qui n'auraient pas pu faire l'objet d'un règlement amiable.

Lu et Approuvé	Lu et approuvé
A Strasbourg, le	A Strasbourg, le
LE DELEGATAIRE	L'ABONNE

ANNEXE 1 : DISPOSITIONS PARTICULIERES DE LA POLICE D'ABONNEMENT

Le service est fourni sur la base des dispositions particulières suivantes**.**

ARTICLE 1. CONDITIONS TECHNIQUES DE FOURNITURE DE CHALEUR

1.1. Caractéristiques du point de livraison

a) Emplacement

Maille Karine -Rue Baden Powell à 67200 STRASBOURG

b) Bâtiments desservis

Désignation : **Maille Karine-Piscine**

Adresse : **Maille Karine -Rue Baden Powell à 67200 STRASBOURG**

c) Date prévisionnelle de mise en service

01/07/2016

d) Caractéristiques du (ou des) secondaires

Types de l'installation de chauffage : **eau chaude**

e) Conditions particulières d'accès à la sous-station

Sans objet

1.2. Frais de raccordement

a) Montant des frais de raccordement facturés **Sans objet**

b) Modalités de paiement des frais de raccordement : **Sans objet**

ARTICLE 2. ETENDUE DES OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE

2.1. Etendue des prestations

Réchauffage de l'eau chaude sanitaire : **oui**

2.2. Période de chauffage

Fourniture pendant la saison de chauffage (1er septembre / 30 juin) **oui**

Fourniture en dehors de la saison de chauffage (1er juillet / 31 août) **non**

2.3. Puissance souscrite

Les modalités de calcul de la puissance souscrite sont précisées à l'article 10 du règlement de service.

- La puissance souscrite par l'Abonné s'établit à :
  - **0kW jusqu'au 31 janvier 2017**
  - **630kW à partir du 1er février 2017**
  - **1800kW à partir du 1er octobre 2017**

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA CHALEUR FOURNIE

3.1. Chauffage

Fluide primaire

Conforme au règlement de service

3.2. Eau chaude sanitaire

Conforme au règlement de service

3.3. Conditions particulières de fourniture

- **0kW jusqu'au 31 janvier 2017**
- **630kW à partir de février 2017**
- **1800kW à partir du 1er octobre 2017**

3.4. Mesure de la fourniture

Compteur	Marque	Type	Unité (MWh)
Chauffage	Selon PV de prise en charge		
Eau chaude sanitaire			

ARTICLE 4. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

4.1. Adresse de facturation

Les factures seront adressées à l'adresse suivante de l'abonné :

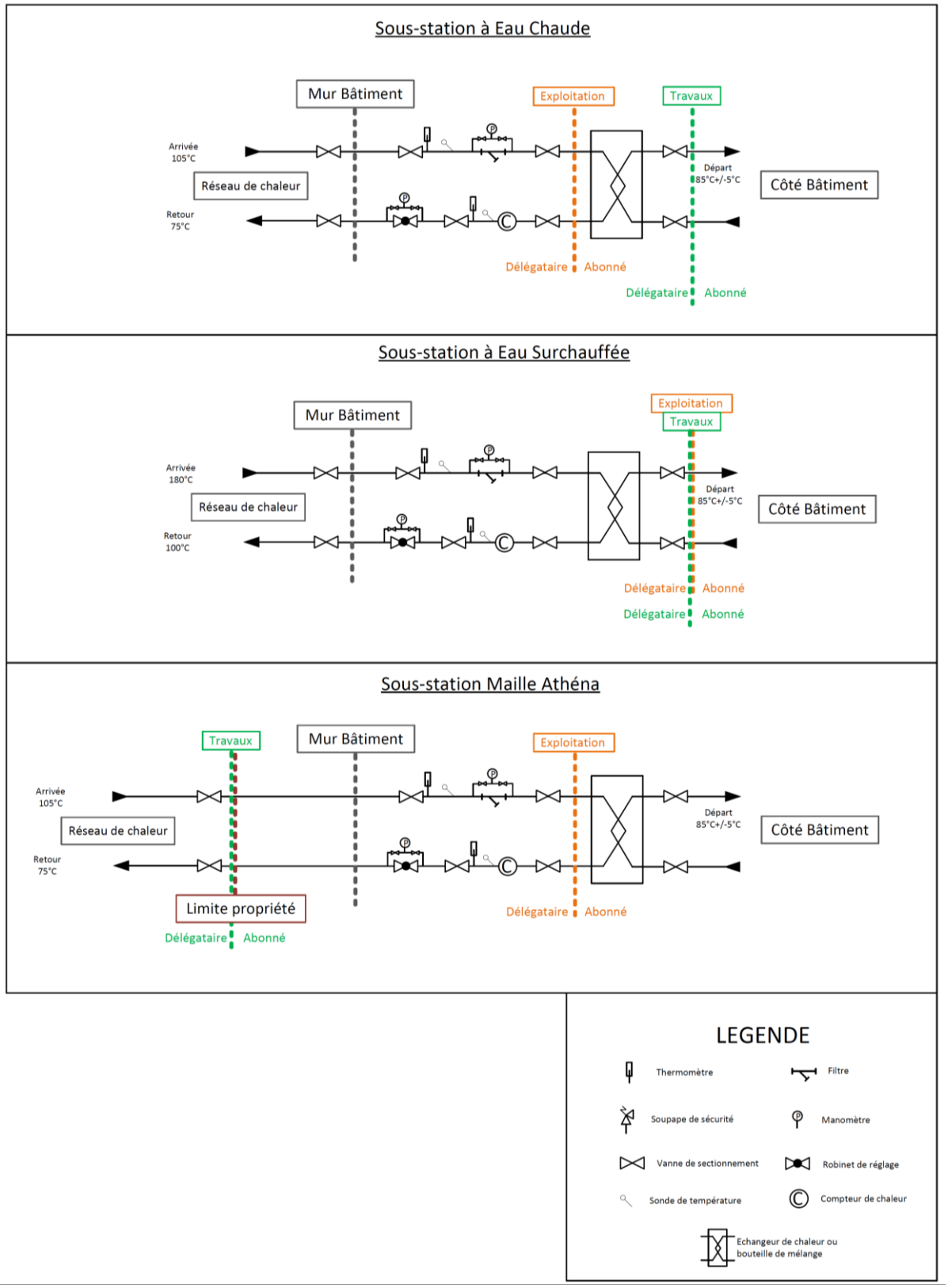
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
A l'attention de Madame Lucie BANZET
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG

4.2. Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont précisées dans le règlement de service.

Lu et Approuvé	**Lu et approuvé**
A Strasbourg, le	**A Strasbourg, le**
LE DELEGATAIRE	**L'ABONNE**

ANNEXE 2: SCHEMA DE LIMITE DE PRESTATIONS



ANNEXE 13
REGLEMENT DE SERVICE

ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT 4

ARTICLE 2. PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS 5

ARTICLE 3. MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE 6

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE 6

4.1. OBLIGATION DE DESSERVIR LES ABONNES 6

4.2. OBLIGATION DE FOURNITURE 7

ARTICLE 5. CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE 8

5.1. Nature et caractéristiques de l'énergie distribuée 8

5.2. Installations secondaires 8

5.3. Limites de fourniture 9

ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE 9

6.1. Périodes de fournitures 9

6.2. Travaux d'entretien courant 10

6.3. Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension 10

6.4. Causes légitimes 10

ARTICLE 7. CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE 11

7.1. Arrêts d'urgence 11

7.2. Autres cas d'interruption de fourniture 11

ARTICLE 8. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON 11

ARTICLE 9. MESURES ET CONTRÔLES 12

9.1. Compteurs d'énergie calorifique 12

9.2. Contrôles à la demande d'un abonné 13

ARTICLE 10. CHOIX DES PUISSANCES SOUSCRITES 14

10.1. Chauffage des locaux 14

10.2. Eau chaude sanitaire 15

ARTICLE 11. MODIFICATION DES PUISSANCES SOUSCRITES 15

L'abonné peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants : 15

ARTICLE 12. ESSAIS CONTRADICTOIRES 15

ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES 17

ARTICLE 14. DEMANDE D'ABONNEMENT 19

ARTICLE 15. OBLIGATION DE RACCORDEMENT 19

ARTICLE 16. REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNÉS RACCORDÉS 20

ARTICLE 17. TARIFICATION 21

ARTICLE 18. INDEXATION DES TARIFS ET REDEVANCES 22

18.1. Elément tarifaire proportionnel R1 22

18.2. Elément tarifaire fixe R2 22

18.3 Frais de branchement 22

ARTICLE 19. FRAIS DE BRANCHEMENT 23

ARTICLE 20. PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES 23

20.1. Cas de simultanéité des demandes 23

20.2. Cas de demandes postérieures aux travaux 24

ARTICLE 21. FACTURATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT 25

21.1. Facturation 25
21.2. Conditions de paiement 25
21.3. Réduction de la facturation pour interruption ou insuffisance 27
ARTICLE 22. CONDITIONS DE PAIEMENT DES FRAIS DE BRANCHEMENT 27
ARTICLE 23. FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE 27
ARTICLE 24. DATE D'APPLICATION 28
ARTICLE 25. MODIFICATION DU REGLEMENT 28
ARTICLE 26. CLAUSES D'EXECUTION 28

DISPOSITIONS GENERALES

En vertu de la convention de Délégation de Service Public signée le ... pour une durée de 5 ans à compter du 1er juillet 2016, entre l'Eurométropole de Strasbourg en qualité d'Autorité Délégante, et le Groupement RéseauGDS-ES Chaleur (le « Contrat »), cette dernière assure la production, le transport, la distribution et la fourniture de chaleur du réseau urbain de l'Eurométropole de Strasbourg sur le site des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg (le « Service ») et prend la qualité de « Délégataire» pour l'exécution du présent règlement qui a reçu son agrément.

ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumis la fourniture de chaleur en vue du chauffage et/ou réchauffage de l'eau chaude sanitaire et le raccordement des abonnés au service de production et de distribution publique de chaleur de l'EMS sur le site des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg.

Il est établi en conformité avec les dispositions du Contrat susvisé, dont les abonnés ont la faculté de prendre connaissance dans les lieux suivants :

Eurométropole de Strasbourg

Direction de l'Environnement et des services publics urbains

11 quai Fustel de Coulanges

Service Energie, Réseaux et Prospectives

Mission Energie

- au siège du Délégataire

Groupement RéseauGds-ES Chaleur

14 Place des halles

67082 Strasbourg Cedex

ARTICLE 2. PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS

Le règlement du service est remis à l'abonné lors de la conclusion du contrat de fourniture de chaleur. Le Délégataire est chargé d'exploiter, à ses risques et périls, le service de production, de transport et de distribution de chaleur. Il assure la construction, la gestion et l'exploitation des ouvrages y afférents et, en conséquence, la sécurité, le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement de ces ouvrages.

Le Délégataire s'engage à maintenir les ouvrages du Service en conformité avec la réglementation au fur et à mesure de son évolution pendant la durée de la Délégation.

Les ouvrages du Service, appelés aussi installations primaires comprennent :

- les ouvrages de production de chaleur et le cas échéant de récupération de chaleur
- les ouvrages de transport et de distribution comportant :

  a) le réseau de distribution publique, (y compris génie civil)
  b) le branchement depuis le réseau jusqu'au poste d'échange ou de mélange,
  c) le cas échéant, le poste d'échange ou de mélange, avec ses vannes d'isolement et régulation, en fonction des cas prévus aux schémas des limites de prestation annexés
  d) le dispositif de comptage de l'énergie calorifique livrée,

Les ouvrages c et d sont établis dans un local, appelé poste de livraison qui est mis gratuitement à la disposition du service par l'abonné.

Étant précisé que :

- les cas particuliers sont traités dans les demandes d'abonnement ;
- le cas échéant, il est fait référence à l'inventaire ou aux schémas annexés à la demande d'abonnement.

Côté abonné, les ouvrages du Service sont limités, en poste de livraison aux brides en amont du (ou des) échangeur(s) primaires (ou des vannes en aval de la bouteille de mélange) sauf les échangeurs HP qui sont systématiquement intégrés à la délégation.

Les installations d'utilisation ou de répartition de la chaleur appelées aussi installations secondaires, ne font pas partie des ouvrages du service. Elles sont établies et entretenues par l'abonné et à sa charge. Le Délégataire peut contrôler sur plan et sur place, et sans que sa responsabilité soit engagée, la réalisation de tous les éléments en contact avec le fluide primaire. Il peut refuser le raccordement ou la mise en service en cas de non-conformité avec la réglementation, avec les règles et normes notamment de sécurité, préalablement portées à la connaissance de l'abonné.

ARTICLE 3. MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

Tout abonné éventuel désireux d'être alimenté en énergie calorifique doit souscrire auprès du Délégataire une « demande d'abonnement »dont le modèle figure en annexe au présent règlement de service.

A la demande d'un abonné, la chaleur pourra être fournie à titre de préchauffage pour la salubrité d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble encore inoccupée. Cette prestation facultative sera effectuée dès la signature par la bénéficiaire d'une demande d'abonnement de préchauffage valable jusqu'à la date de mise en service prévue sur la police d'abonnement. Elle suppose que les droits de branchement ont été soldés. La puissance pourra être inférieure à celle souscrite par l'abonné.

Toute fourniture d'énergie est subordonnée à la signature d'une police d'abonnement. En signant la demande d'abonnement, l'abonné est soumis aux dispositions du présent règlement et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées selon la procédure prévue à l'Article 25 ci-après.

Le présent règlement est annexé à la demande d'abonnement.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE

4.1. OBLIGATION DE DESSERVIR LES ABONNES

Le Délégataire s'engage à raccorder toute personne qui en fait la demande dans les conditions du Contrat et à réaliser toutes extensions particulières du réseau de canalisations et tous renforcements des installations qui en sont la conséquence, avec l'accord préalable exprès de l'Eurométropole, sous réserve :

- des possibilités techniques des installations primaires ;
- d'une puissance souscrite minimum de 30 kW ;
- d'un niveau de puissance souscrite, exprimé en kW, supérieur au résultat du produit de la longueur de réseau à construire multiplié par un ratio de 3 kW par mètre linéaire de réseau,
- des possibilités techniques des installations,
- de la garantie que ce branchement ne nécessitera pas une hausse de tarif pour être rentable ;

Et à la condition que l'abonné fournisse au Délégataire des garanties de souscription de puissance et participent aux frais de premier établissement dans les conditions ci-après :

- l'engagement de supporter une partie des frais de premier établissement de l'extension et du branchement, dits frais de branchement, conformément à l'article 52 du Contrat.

4.2. OBLIGATION DE FOURNITURE

4.2.1. Conditions générales du service

Le Délégataire est tenu de fournir, aux conditions du Contrat décrites dans le présent règlement de service, à l'abonné qui accepte, la chaleur nécessaire au chauffage des bâtiments et/ ou l'eau chaude sanitaire, dans la limite de la capacité des installations primaires et de la puissance souscrite par l'abonné et aux conditions particulières définies dans la Police d'Abonnement, hormis pendant la durée de l'arrêt technique annuel prévu à l'article 6.2.

4.2.2. Défauts de fourniture

Est considéré comme retard de fourniture :

- le défaut, pendant plus de 24 heures, après la réception de la demande écrite de l'abonné, de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison au début ou en cours de la saison de chauffage.

Est considérée comme interruption de fourniture :

- l'absence constatée pendant plus de 12 heures (2 heures ou plus pour les établissements de santé) de la fourniture de chaleur à un poste de livraison.

Est considérée comme insuffisance de fourniture :

- le fait de ne disposer à un poste de livraison, pendant douze heures ou plus (2 heures ou plus pour les établissements de santé) que d'une puissance comprise entre 50 et 95 % de la puissance souscrite telle que celle-ci est fixée dans la demande d'abonnement. Toutefois, la fourniture ne sera pas considérée comme insuffisante si, compte tenu de la température extérieure, les besoins sont inférieurs aux puissances fournies, en particulier, si une règle de correspondance avec la température extérieure est fixée et si, cette règle est observée.

Sous réserve des dispositions des articles 6 et 7 ci-après, les retards, interruptions et insuffisances de fourniture tels que définis ci-avant, donnent lieu au profit de l'abonné, à la réduction ou l'absence de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par le Délégataire suivant les modalités définies à l'article 21.3.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE

ARTICLE 5. CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

5.1. Nature et caractéristiques de l'énergie distribuée

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont le Délégataire est responsable, et le fluide alimentant les installations des abonnés dit fluide secondaire dont l'abonné conserve la responsabilité.

L'énergie calorifique est livrée dans les conditions fixées à la police d'abonnement. La fourniture de chaleur à l'Abonné est assurée à une température qui évolue en fonction de la température extérieure tout en garantissant la satisfaction des besoins de l'Abonné. Le secondaire de l'échangeur est normalement prévu pour une pression totale de 6 bars.

L'abonné fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir du (ou des) échangeur (s) installé (s) et de la chaleur livrée par le Délégataire.

L'eau froide ne fait pas partie de la fourniture du service.

Nota : Lorsque des fournitures différentes ou d'autres natures sont envisagées, elles sont précisées aux "CONDITIONS PARTICULIERES" figurant dans la police d'abonnement, qui mentionnent également les prix nouveaux résultant des dispositions adoptées.

5.2. Installations secondaires

A partir du point de livraison, les installations sont dites "secondaires" et sont la propriété de l'abonné. Conformément à l'article 13 ci-dessous, elles sont réalisées, exploitées et entretenues par celui-ci, à ses frais et sous sa responsabilité. Elles doivent être construites suivant les règles de l'art et répondre aux normes de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucune façon risquer d'être une cause de trouble ou de danger pour le fonctionnement du primaire.

Sans que sa responsabilité puisse être engagée au titre de ce contrôle, le Délégataire est habilité à s'assurer qu'il en est bien ainsi et à subordonner le raccordement et la fourniture de fluide aux mises en ordre éventuellement nécessaires pour faire cesser les causes de danger ou de perturbation. L'abonné déclare, à ce sujet, avoir souscrit une police d'assurances garantissant sa responsabilité civile du fait des installations secondaires et de leur exploitation.

En ce qui concerne le chauffage proprement dit et afin d'éviter les risques de vaporisation, l'installation secondaire doit être prévue de telle sorte qu'il y ait toujours à travers la partie secondaire de l'échangeur un débit minimal qui se situera au voisinage de 5 % du débit maximal.

5.3. Limites de fourniture

Electricité :

- Les raccordements électriques des installations du "primaire" sont à la charge du Délégataire à partir de l'arrivée du courant en un point quelconque de la sous-station, arrivée de courant à la charge de l'abonné.

Néanmoins, dans le cas où le Délégataire installerait des équipements gros consommateur ou dont le raccordement serait spécifique, il lui appartient de prévoir à la fois le raccordement et l'arrivée du courant.

Chauffage :

- 2 brides, entrée et sortie échangeur, côté primaire (côté secondaire pour les échangeurs HP), dans le cas des sous-stations d'échange (isolement, régulation et sécurité côté primaire sont compris dans les prestations du Délégataire, de même que le comptage).

ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

6.1. Périodes de fournitures

6.1.1. Chauffage

Les dates de début et de fin de saison de **chauffage** (période au cours de laquelle le Délégataire doit être en mesure de mettre en route ou d'arrêter le chauffage dans les vingt-quatre heures suivant la demande de l'abonné) sont les suivantes :

- début de la saison de chauffage :
- fin de la saison de chauffage :

Les dates respectives, de début et de fin de la période effective de chauffage, sont fixées à la demande expresse de chaque abonné, par téléphone, par télécopie ou mail, avec confirmation par courrier.

Si l'abonné demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le Délégataire sera tenu de les accorder aux conditions fixées par sa demande d'abonnement sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien.

6.1.2. Eau chaude sanitaire

La fourniture de la chaleur nécessaire à la production d'eau chaude sanitaire est assurée tout au long de l'année, sauf lors des interruptions nécessaires à l'entretien des équipements comme précisé ci-après.

6.1.3. Autres fournitures

Les conditions propres aux autres fournitures sont fixées par la demande d'abonnement.

6.2. Travaux d'entretien courant

Ces travaux sont exécutés sans qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des abonnés.

6.3. Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension

Tous les travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois, si possible, sauf dérogation accordée par l'Autorité Délégante.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont discutées lors de réunions de suivi et sont fixées par le Délégataire après accord de l'Autorité Délégante, quelle que soit la durée de l'interruption.

Ces interruptions générales doivent être exceptionnelles et limitées à deux (2) jours ouvrables au pour un même abonné (cette limite est rabaissée à 6 heures pour les établissements de santé). Lorsque ces interruptions dépassent ce seuil, le Délégataire devra proposer des mesures compensatoires pour les usagers et il en supportera la charge financière.

Les dates sont communiquées aux abonnés avec un préavis minimal de dix (10) jours.

6.4. Causes légitimes

Le Délégataire est exonéré de sa responsabilité en cas :

- d'évènement imprévisible et irrésistible
- le fait de tiers (hors ceux intervenant sous la responsabilité du Délégataire),
- le retard dans l'obtention d'une autorisation administrative et notamment l'absence d'obtention de droits de passage sur le domaine public, ne résultant pas du fait du Délégataire ou le défaut d'autorisations administratives (sauf si la faute du Délégataire en est la cause),
- le fait d'un abonné,
- le fait de l'Eurométropole dans le cadre de l'exécution du Contrat.

ARTICLE 7. CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE

7.1. Arrêts d'urgence

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Délégataire doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai l'Autorité Délégante et les abonnés concernés.

7.2. Autres cas d'interruption de fourniture

Le Délégataire a le droit, après en avoir avisé l'Autorité Délégante, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages du service. En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde et engager les réparations nécessaires mais doit prévenir immédiatement l'abonné. Il rend compte à l'Autorité Délégante dans les vingt-quatre heures avec les justifications nécessaires.

ARTICLE 8. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON

Branchement : Le branchement est l'ouvrage par lequel les installations de chauffage d'un abonné sont raccordées à une canalisation de distribution publique. Il est délimité, côté abonné à la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente, et à la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au réseau.

Les frais de branchement sont estimé en application du bordereau des prix prévu à l'article 54 du Contrat annexé au présent règlement de service et facturé aux abonnés en application de l'Article 23 ci-après.

Il est entretenu et renouvelé par le Délégataire à ses frais et fait partie intégrante de la délégation.

Ouvrages en sous-station : Les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de l'abonné (tuyauteries de liaison intérieure, régulation primaire, comptage, échangeur le cas échéant) sont établis, entretenus et renouvelés par le Délégataire dans les mêmes conditions que les branchements.

Un schéma des limites de prestations entre l'abonné et le Délégataire sera joint à la police d'abonnement.

Le local « sous-station » devra être conforme aux règles en vigueur. L'abonné doit maintenir ce local à disposition du Délégataire et en assurer l'entretien limité au clos et couvert, ainsi que des évacuations d'eau.

Remarques :

- il arrive qu'un organe situé en amont de l'échangeur soit utilisé partiellement ou totalement par l'abonné (ou réciproquement, un organe situé en aval, utilisé par le Délégataire) ; les dispositions particulières d'exploitation, et notamment, les responsabilités et les charges d'entretien et de renouvellement, sont alors spécifiées dans la police d'abonnement ;

- par exemple, une vanne 3 voies de régulation se trouvant du côté primaire de l'échangeur, sera « pilotée » sous la responsabilité de l'abonné ou de l'exploitant du secondaire ; son entretien et son renouvellement seront également à sa charge. Si son entretien nécessite une intervention sur le réseau primaire (dépose du corps de la vanne), la présence du personnel du Délégataire sera requise :

- le cas échéant, on se réfèrera utilement à l'inventaire ou aux schémas annexés à la police d'abonnement.

ARTICLE 9. MESURES ET CONTRÔLES

9.1. Compteurs d'énergie calorifique

La quantité d'énergie calorifique consommée par l'abonné, ainsi que la puissance instantanée sous laquelle cette énergie est fournie, sont mesurées par des compteurs.

Les compteurs d'énergie sont posés sur les canalisations de retour de chauffage du circuit primaire au plus près des échangeurs.

Les compteurs et appareils de mesure sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par le Délégataire. Ils sont plombés.

En cas de modification de la puissance souscrite, les compteurs devront, si nécessaire, être modifiés ou remplacés par d'autres compteurs de calibre et de type convenables. Ces travaux et fournitures seront à la charge de l'Abonné.

Le Délégataire procédera à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile, sans frais pour l'Abonné. Au minimum, le Délégataire réalisera un contrôle tous les ans de l'intégrateur et des sondes et tous les cinq ans pour le mesureur, contrôles qui devront donner lieu à l'établissement d'un certificat par un organisme agréé. L'Abonné aura toujours le droit de demander la vérification des compteurs suivant les principes définis ci-dessous.

9.2. Contrôles à la demande d'un abonné

Le contrôle des compteurs d'énergie sera effectué suivant la norme NF EN 1434 pour laquelle le fournisseur fournira au Délégataire le certificat de contrôle initial.

Les frais de la vérification sont à la charge de l'abonné, si le compteur est reconnu comme fonctionnant dans les limites de la tolérance indiquées par le Constructeur. Ils sont à la charge du Délégataire dans le cas contraire.

S'il était révélé que le compteur donnait des indications erronées, en dehors d'une tolérance de + ou – 5% par rapport à la consommation de référence, le Délégataire remplacera ces indications par la valeur calculée suivant la formule ci-après dans le cas d'un usage destiné au chauffage de locaux :

$$Ce = Cr \times \frac{Dju}{Djur}$$

Formule dans laquelle :

- Ce = Consommation estimée pour la période où les consommations n'auront pu être retenues.
- Cr = Consommation de référence précédente où les indications du compteur ont été reconnues exactes. Cette référence sera la saison de chauffage dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de chauffage précédente si la saison de chauffage ne peut être prise en compte. S'il n'y a pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte.
- Djur = Nombre de degrés jour unifié publiés par la station Météoclim de Strasbourg pour la période de référence ci-dessus.
- Dju = Nombre de degrés jour unifié publiés par la station Météoclim de Strasbourg pour la période estimée.

Cette formule de mesure de consommation sera appliquée jusqu'à la remise en état du compteur.

ARTICLE 10. CHOIX DES PUISSANCES SOUSCRITES

La puissance souscrite dans la demande d'abonnement est la puissance calorifique maximale que le Délégataire est tenu de mettre à la disposition de l'abonné pour la température extérieure de base (fixée à – 15°C).

Les puissances souscrites figurant dans la demande d'abonnement sont exprimées en kW.

La puissance souscrite ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'abonné, calculée suivant les normes en vigueur, le poste de livraison fonctionnant dans les conditions retenues lors de la demande d'abonnement.

La puissance souscrite par l'abonné prend en compte l'ensemble des usages simultanés de la chaleur fournie chez l'Abonné (par exemple, chauffage + ECS).

La puissance souscrite ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'abonné.

L'abonné peut limiter pendant un an sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

10.1. Chauffage des locaux

Elle est égale ou supérieure au produit :

- de la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins de chauffage des bâtiments de l'abonné à la température extérieure de base, des pertes internes de distribution et des pertes particulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi
- par un coefficient de surpuissance 1/i pour remise en température après baisse ou arrêt du chauffage. Ce coefficient, fixé dans la demande d'abonnement, sa valeur dépend de la nature des locaux et de leur programme d'occupation (i=intermittence).

Type d'abonnés	Coeff i proposé par le Groupement	Remarques
Administration-tertiaire	0.85	
Groupe scolaire	0.7	
Hôpital	0.95	
Ecoquartiers	1	
Résidentiel type 1	0.8	Résidence **avec** présence de réduits de nuit dans la sous station et/ou production d'ECS solaire
Résidentiel type 2	0.95	Résidence **sans** présence de réduits de nuit dans la sous station et/ou production d'ECS solaire

L'abonné peut limiter pendant un an la puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

10.2. Eau chaude sanitaire

La puissance souscrite eau chaude sanitaire est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins réels de l'abonné et des caractéristiques de ses installations de production et de stockage de l'eau chaude sanitaire.

ARTICLE 11. MODIFICATION DES PUISSANCES SOUSCRITES

L'abonné peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux
- fermeture des bâtiments
- travaux ou mesures d'économie d'énergie aux conditions du décret n° 2011-1984 du 28 décembre 2011 relatif au réajustement de la puissance souscrite dans les contrats d'abonnement aux réseaux de chaleur, l'abonné devant préalablement apporter au Délégataire tous les éléments justifiant sa demande.

Dans ce cas, il détermine sa demande de nouvelle puissance souscrite sur la base d'un calcul effectué conformément aux dispositions de l'Article 10. Le cas échéant, l'abonné peut demander qu'un essai contradictoire soit effectué selon les modalités définies à l'Article 12 ci-après.

Si la puissance ainsi déterminée est inférieure ou supérieure de plus de 10% à la puissance initialement souscrite, elle donne lieu à minoration ou majoration de la puissance souscrite dès la facturation qui suit le mois au cours duquel l'essai a été réalisé, sans frais de dossier. Sinon, la police en cours est maintenue.

Toute modification entraîne l'application de la nouvelle puissance souscrite pendant une durée minimale d'un (1) an.

ARTICLE 12. ESSAIS CONTRADICTOIRES

Un essai contradictoire peut être demandé :

- par l'abonné, s'il estime ne pas disposer de la puissance souscrite, ou s'il désire diminuer cette puissance notamment parce qu'il a effectué des travaux d'économie d'énergie conformément au décret n°2011-1984 du 28 décembre 2011 sus visé,

- par le Délégataire, s'il estime que l'abonné appelle davantage que la puissance souscrite.

Pour cet essai, il est installé à titre provisoire sur le poste de livraison de l'abonné, un enregistreur continu des puissances délivrées par le fluide primaire.

L'installation d'un enregistreur en continu sur le poste de livraison de l'abonné et la présentation des résultats par le Délégataire est facturée au tarif de 500 € HT pour une période d'utilisation maximale de 3 jours ouvrés, chaque jour supplémentaire faisant l'objet d'une facturation additionnelle de 50 € HT. Ce montant est indexé au moyen de la formule suivante :

$$P^n = P_o \, x \, (0{,}15 + 0{,}85 \, x \, \frac{FSD2}{FSD2_o})$$

Dans laquelle :

- FSD20 est la dernière valeur connue, lors de la demande de vérification de puissance souscrite, de l'indice Frais et services divers - modèle de référence n°2
- $FSD2_0$ est la dernière valeur de cet indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Frais et services divers - modèle de référence n°2 au 31 Octobre, soit $FSD2_0$ = 123.40 »

A défaut, on relèvera les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de dix minutes, d'où l'on déduira la puissance moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes.

Ces relevés seront effectués pendant une durée qui ne pourra être inférieure à vingt-quatre heures consécutives et détermineront la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. Si un enregistreur peut être mis en place, la durée de vingt-quatre heures doit être portée à sept jours. On calculera à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée lorsque la température extérieure de base est atteinte et on la multipliera par le coefficient de surpuissance contractuel pour obtenir la puissance souscrite

a) Pour les vérifications à la demande de l'abonné, si la puissance ainsi déterminée est conforme (+/-10%) ou supérieure à celle fixée à la demande d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'abonné et il lui appartient soit de modifier l'équipement de son poste de livraison soit de modifier sa puissance souscrite. Dans le cas contraire, les frais entraînés sont à la charge du Délégataire, qui doit rendre la livraison conforme.

b) Pour les vérifications à la demande du Délégataire, si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de 10% à la puissance souscrite initiale ou révisée les frais de l'essai sont à la charge de l'Abonné et le Délégataire peut demander :

- Soit que l'abonné réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions matérielles contrôlables.

- Soit qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée.

c) Dans tous les cas, si la puissance ainsi déterminée est inférieure à la puissance souscrite de plus de 10%, la puissance d'abonnement est rectifiée en conséquence et la nouvelle valeur est prise en compte dans la facturation à partir de la date de l'essai, sans effet rétroactif.

Si la puissance ainsi déterminée est conforme (+/-10%) ou inférieure à celle fixée à la demande d'abonnement, les frais de l'essai sont à la charge du Délégataire.

ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES

Chaque abonné a la charge et la responsabilité de ses propres installations, dites secondaires à partir des brides d'entrée des échangeurs : robinetteries, appareils de contrôle, de régulation et de sécurité, vase d'expansion (selon le cas), appareillages d'émission calorifique, canalisations de distribution, appareils d'émission calorifique, ballons de stockage.

Le local du poste de livraison est mis gratuitement à la disposition du Délégataire par l'abonné qui en assure en permanence le clos et le couvert. L'abonné permet également l'accès aux compteurs et vanne de branchement.

En outre, l'abonné assure à ses frais et sous sa responsabilité :

- l'équilibrage des réseaux intérieurs,

- l'exécution de ses installations en respectant les directives techniques qui pourront lui être fixées par le Délégataire,

- le fonctionnement, l'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations du service autres que les installations primaires,

- la maintenance de ses propres installations de production de chaleur en vue d'assurer, le cas échéant, l'appoint et le secours,

- la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du poste de livraison et des installations secondaires,

- la fourniture de l'eau froide nécessaire à l'alimentation des équipements de production d'eau chaude sanitaire et la production d'eau chaude sanitaire nécessaire à l'alimentation et au fonctionnement des installations secondaires,

- la prévention de la corrosion et de l'entartrage dus aux fluides secondaires, conformément à l'avis technique C.S.T.B. n° 14/93-346 ;

- le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet des installations secondaires.

Il assume les risques qui découlent des activités ci-dessus tant pour les incidences sur ses installations propres que pour les incidences éventuelles sur le bon fonctionnement du réseau primaire.

Toute utilisation directe ou puisage du fluide primaire est formellement interdite.

Lorsque les corrosions et/ou désordres, quelles qu'en soient la nature et les causes, se révèlent, notamment, sur les échangeurs, il est d'ores et déjà convenu que :

- Si l'origine de ces désordres provient des installations primaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par le Délégataire.

- Si l'origine de ces désordres provient des installations secondaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par l'abonné.

Le Délégataire n'est responsable que des désordres dans les installations intérieures des abonnés qui pourraient être provoqués par ses manœuvres ou négligences, et notamment des dommages qui pourraient résulter de l'ébullition du fluide secondaire, sauf dans le cas où ces dommages seraient dus à une défectuosité des installations secondaires ou à une négligence de l'abonné.

Le Délégataire est autorisé à vérifier, à toute époque et sans préavis, les installations de l'abonné, sans qu'il encoure de ce fait une responsabilité quelconque en cas de défectuosité de ces installations, cette vérification étant opérée dans le seul intérêt du réseau.

Il est spécifié que l'abonné s'interdira toute manœuvre ou toute intervention sur le matériel de raccordement, sauf en cas de risque d'accident ou en cas de convention expresse particulière.

Le Délégataire se réserve le droit, en cas de carence d'un abonné dans ses obligations contractuelles visées dans le présent article, et dans les conditions l'article 7.2 ci-dessus, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné préalablement prévenu dont les installations propres seraient une cause de perturbation pour les installations primaires. Dans ce but, les agents du Délégataire, y compris les agents du service des instruments de mesure, auront à tout instant libre accès aux postes de livraison et aux installations de l'abonné. À cet effet, les serrures placées aux portes des postes de livraison sont d'un modèle permettant au Délégataire l'utilisation d'un passe-partout, cette charge incombant au Délégataire.
En cas de danger, le Délégataire pourra intervenir sans délai pour prendre toute mesure de sauvegarde, mais devra en aviser immédiatement l'Eurométropole, les abonnés concernés, et les usagers par un avis collectif.

L'avis collectif est l'avertissement écrit apposé dans les parties communes des immeubles ou bâtiments.

CHAPITRE III

ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS

ARTICLE 14. DEMANDE D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires ainsi qu'aux gestionnaires dûment mandatés, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire qui s'en porte garant ou qu'à défaut de cette signature le demandeur constitue un dépôt de garantie qui sera restitué à l'échéance du contrat d'abonnement.

Le Délégataire est tenu de fournir à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai qui sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande, la chaleur nécessaire à ses usages, dans la limite des conditions de puissances et de températures définies.

Le Délégataire peut surseoir à accorder ou refuser un abonnement ou limiter la puissance souscrite si l'importance de celle-ci nécessite la réalisation d'un renforcement, si les conditions de l'article 4.1. ci-dessus ne sont pas réunies ou encore en cas de non-conformité des installations secondaires avec la règlementation, avec les règles et normes notamment de sécurité.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le Délégataire peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme.

ARTICLE 15. OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Aucune obligation de raccordement n'est imposée à l'intérieur du périmètre de la délégation.

Toutefois, en cas de stipulations particulières du contrat de cession de leurs terrains et/ou du cahier des charges de cession de terrains, les propriétaires de bâtiments situés à l'intérieur du périmètre défini à l'article 16 du Contrat, peuvent éventuellement être obligés de se raccorder au réseau de distribution et réserver au Délégataire l'achat de la chaleur nécessaire aux usages du bâtiment.

En cas de classement de tout ou partie du réseau en cours de contrat et conformément aux dispositions législatives et règlementaires en vigueur relatives au classement des réseaux, les propriétaires d'installations thermiques concernés sont tenus de se raccorder.

L'Autorité délégante informe les abonnés intéressés par cette obligation pour leurs installations nouvelles et existantes, sur proposition du Délégataire et après négociation des conditions financières.

ARTICLE 16. REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNÉS RACCORDÉS

Le contrat d'abonnement est conclu pour la durée restant à courir du Contrat de délégation à sa date de conclusion.

La durée totale de l'abonnement ne pourra excéder l'échéance du Contrat, sauf accord préalable de l'Eurométropole tel qu'indiqué à l'article 40 du Contrat.

L'abonné peut à tout moment résilier son contrat d'abonnement par lettre recommandée adressée au Délégataire en respectant un préavis de trois (3) mois au moins.

Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture et d'enlèvement du compteur sont à la charge de l'abonné.

Les abonnements sont cessibles à un tiers à toute époque de l'année moyennant information préalable du Délégataire avec un préavis de dix (10) jours, dans tous les droits et obligations qu'il contient, y compris les effets qu'il a produits avant la cession, sauf stipulations contraires dans l'acte de cession, sans droit pour le cessionnaire à obtenir une modification de ses clauses. L'abonné s'engage à imposer l'observation des clauses des abonnements à toute personne ou société qu'il se substituerait et lui succédant dans les droits qu'il détient sur les bâtiments raccordés. .Pour être opposable, toute cession doit être notifiée à l'Eurométropole au moins 2 mois avant.

L'ancien abonné, ou dans le cas d'un décès, ses héritiers ou ayant droits, restant responsables vis-à-vis du Délégataire de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

Les conditions de révision des abonnements sont définies à l'Article 11 et à l'Article 12.

En cas de résiliation de sa police d'abonnement avant son échéance, pour une cause non imputable au Délégataire, ou de diminution de sa puissance souscrite, conformément à l'Article 11 et à l'Article 12, l'abonné verse au Délégataire, en sus des frais de fermeture et d'enlèvement éventuel des compteur, une indemnité compensatrice de la part non amortie des ouvrages ; cette indemnité correspond à la redevance R24, représentative des investissements, pour les années restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat de fourniture de chaleur résilié.

Indemnité = R24 x Ps x Da

avec les facteurs suivants :

- R24, redevance unitaire annuelle applicable à l'abonné (valeur à la date de la résiliation)
- PS, puissance souscrite de l'abonné (ou baisse de puissance souscrite)
- Da, durée en année (prorata temporis de la date de résiliation à l'échéance normale de la souscription)

ARTICLE 17. TARIFICATION

Le Délégataire est autorisé à vendre l'énergie calorifique aux abonnés, aux tarifs de base maximaux ci-après, auxquels s'ajoute la taxe sur la valeur ajoutée. Sont déjà comprises toutes les autres taxes locales, parafiscales, droits et redevances à l'Autorité.

Les tarifs appliqués aux abonnés sont fixés et approuvés par l'Autorité Délégante et comprennent :

A. Un élément proportionnel (R1) représentant le coût des énergies nécessaires à la fourniture d'un MWh en poste de livraison,

B. Un élément fixe (R2) représentant, au prorata de la puissance souscrite, la somme des coûts suivants :

- Le coût des prestations de conduite, de petit et gros entretien nécessaire pour assurer le fonctionnement des installations primaires,
- Le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations primaires,
- Le coût des prestations et transmission des informations entre les postes abonnés et la chaufferie,
- Le coût du renouvellement des installations,
- La contribution économique territoriale,
- Les taxes diverses (hors taxes liées à l'utilisation de combustibles),
- Les charges liées à l'amortissement et au financement des investissements réalisées par le Délégataire, et toutes charges financières liées.
- Les frais de contrôle et la redevance d'occupation du domaine public,
- Le coût de la composante gaz soumise à TVA réduite.

Les tarifs des redevances perçues auprès des abonnés sont fixés, à la date d'effet du présent règlement, dans les conditions et aux montants ci-après définis :

- Elément proportionnel R1 : 33.16 € HT / MWh
- Élément fixe R2 : 44.67 € HT / KW

Spécificité du tarif R1 Eau Chaude Sanitaire (ECS) facturé au m3

Si la résidence n'est pas équipée de production solaire, un coefficient qECS de 115kWh/m3 sera appliqué sur l'ECS consommée.

Si la résidence est équipée de production solaire :

- En cas de présence d'un compteur thermique solaire, la facturation suivante sera appliquée :

Prix = m3ECS x 115kWh/m3 * R1 – MWhcompteur solaire * R1

Le relevé des compteurs thermiques solaires permettant la régularisation des factures des abonnés est prévu semestriellement.

L'abonné sera responsable de la conformité réglementaire de son compteur.

- En cas d'absence de compteur thermique solaire, le qECS sera de 103 kWh/m3

ARTICLE 18. INDEXATION DES TARIFS ET REDEVANCES

Les éléments figurant dans les prix et tarifs indiqués à l'Article 17 ci-dessus et l'article 71 du Contrat sont indexés élément par élément, selon les formules suivantes :

18.1. Elément tarifaire proportionnel R1

Cet élément est révisé mensuellement selon la formule stipulée en Annexe 2 Formule de révision des tarifs

18.2. Elément tarifaire fixe R2

Cet élément est révisé mensuellement selon la formule stipulée en Annexe 2 Formule de révision des tarifs

18.3 Frais de branchement

Les prix mentionnés dans le bordereau sont indexés au moyen de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (0{,}15 + 0{,}85 \times \frac{BT40}{BT40_0})$$

Dans laquelle :

- BT40 est la dernière valeur connue, lors de la signature de la demande de fourniture de chaleur, de l'indice Bâtiment chauffage central au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment
- $BT40_0$ est la dernière valeur de cet indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment au 31 octobre 2015, soit $BT40_0 = 103,8$

Le prix plafond des frais de raccordement est indexé selon les mêmes modalités.

ARTICLE 19. FRAIS DE BRANCHEMENT

Les frais de branchement, non remboursables, représentent la participation du nouvel abonné au coût des travaux nécessaires (branchements, postes de livraison et compteurs) à son raccordement aux réseaux. Ils sont soumis à l'agrément de l'Autorité Délégante. Les frais sont estimés par application d'un bordereau de prix joint au Contrat.

Les prix résultant de l'application des bordereaux constituent des prix plafonds et sont indexés selon les modalités de l'article 18.3.

Les coûts de branchement comprennent les travaux de réalisation du poste de livraison (échangeur, compteur…) dans un local généralement fourni par l'abonné, et son raccordement au réseau de distribution de chaleur principal (voir également l'Article 20 : extensions particulières).

Le Délégataire est autorisé à percevoir pour son compte, auprès de tout nouvel abonné, les frais de raccordements cités ci-dessus.

Les abonnés existants, à la date de prise d'effet du présent contrat, ne sont pas assujettis aux frais de raccordement, pour autant que les caractéristiques de leur branchement demeurent inchangées.

Si les branchements sont exécutés en application d'une obligation de raccordement (Article 15), les conditions financières de raccordement sont examinées par l'Autorité Délégante.

ARTICLE 20. PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES

20.1. Cas de simultanéité des demandes

Lorsque plusieurs riverains demandent simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, le Délégataire répartira les frais de réalisation entre les futurs abonnés conformément à l'accord intervenu entre eux.

A défaut d'accord, la part des riverains sera calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

20.2. Cas de demandes postérieures aux travaux

Pendant les dix premières années suivant la mise en service d'une extension particulière, un nouvel abonné ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation, diminuée de 1/10ème par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée et reversée aux abonnés déjà branchés, proportionnellement à leur participation.

Les frais de raccordement sont déterminés selon la règle générale définie à l'Article 19 ci-dessus.

Remarque : il n'existe pas d'extensions particulières en cas d'application d'une obligation de raccordement en réseau classé.

CHAPITRE IV

MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS DUES

ARTICLE 21. FACTURATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

21.1. Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur donne lieu à des versements échelonnés, déterminés dans les conditions suivantes :

21.1.1. Redevance proportionnelle R1

L'unité de facturation de la redevance proportionnelle est :

- Chauffage : le MWh mesuré au compteur d'énergie

A la fin de chaque mois, le Délégataire présentera une facture établie sur les bases des quantités consommées et mesurées pendant le mois écoulé par relevé des compteurs, par le prix proportionnel fixé.

Le terme R1 sera révisé à chaque facturation en fonction des derniers barèmes et indices connus selon la formule définie à l'Article 18.

21.1.2. Redevance fixe R2

L'unité de facturation de la redevance fixe est la puissance souscrite totale en kW.

A la fin de chaque mois, le Délégataire présentera une facture d'acompte correspondant au 1/12e du montant de la redevance fixe annuelle calculée à partir du prix de base de la souscription.

Le terme R2 sera révisé à chaque facturation en fonction des derniers barèmes et indices connus selon la formule définie à l'Article 18.

21.2. Conditions de paiement

Sous réserve de dispositions réglementaires particulières, le montant des factures est payable dans les 30 jours de leur présentation.

Un abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le Délégataire doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

En cas de non-paiement des factures dans le délai de 30 jours à compter de leur présentation, le délégataire mettra en œuvre la procédure définie au décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau ou de tout autre disposition législative ou réglementaire en vigueur.

Notamment, le Délégataire adresse à l'abonné une mise en demeure par lettre simple à l'abonné de procéder au règlement dans un délai de 15 jours.

A défaut d'accord entre l'abonné et le délégataire sur les modalités de paiement dans ledit délai supplémentaire de 15 jours, le délégataire peut procéder à la réduction ou à la coupure et en avise l'abonné au moins 20 jours à l'avance par un second courrier ainsi que par voie d'affichage au moins trois jours avant. Le cas échéant, le délégataire informe l'abonné dans le cadre dudit courrier de ce que ce dernier peut saisir les services sociaux s'il estime que sa situation relève des dispositions de l'article L. 115-3 du Code de l'action sociale et des familles.

En cas de persistance du refus de paiement au-delà de 90 jours à compter de l'envoi des factures, le Délégataire adresse à l'abonné une nouvelle mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'abonné. En cas de non-paiement dans un délai de 15 jours après cette nouvelle mise en demeure, le Délégataire peut interrompre la fourniture de chaleur et d'eau chaude à condition d'en avertir les abonnés concernés au moins quarante-huit heures avant par l'affichage d'un avis collectif.

Le Délégataire est dégagé de toute responsabilité dès lors qu'il a respecté les formalités ci-dessus.

Le Délégataire informe l'Autorité Délégante de la mise en œuvre de la procédure d'interruption ou de restriction de fourniture ci-dessus.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter de l'échéance de la facture, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts de retard fixé au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne , en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 10 points et, le cas échéant, au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

Le Délégataire peut subordonner la reprise de la fourniture au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

La procédure, ci-dessus, est également applicable lors de la remise en route de la fourniture de chaleur en début de saison.

Tout changement d'abonné ou toute modification de sa situation juridique rend immédiatement exigible le montant des factures provisoires et de la facture définitive même non encore échus.

21.3. Réduction de la facturation pour interruption ou insuffisance

a) Chauffage : La facturation étant fondée sur le relevé des quantités d'énergie fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence d'énergie fournie.

b) Abonnement : Quel que soit le mode de facturation, toute journée de retard ou d'interruption de la fourniture se traduit par une réduction de 1/300e des éléments R22 et R23 pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption. Cette clause ne s'applique pas en cas d'interruption autorisée ou de survenance d'une cause légitime tels que décrits aux articles 6 et 7 ci-dessus.

Les réductions de facturation sont arrêtées par l'Autorité Délégante et notifiées au Service ainsi qu'aux abonnés concernés, pour application sur la facture suivante.

ARTICLE 22. CONDITIONS DE PAIEMENT DES FRAIS DE BRANCHEMENT

Les frais de branchement, sont exigibles auprès des abonnés dans les mêmes conditions que les sommes dues au titre de la fourniture d'énergie calorifique.

Le paiement des frais de branchement sera effectué de la façon suivante :

- Un acompte de 30% du coût hors subvention du branchement sera versé lors de la signature de la demande de fourniture de chaleur ;
- Le solde, subvention déduite, sera versé au moment de la mise en service de l'installation.

À défaut de paiement des sommes dues, le service peut être suspendu un (1) mois après une mise en demeure par lettre recommandée ; l'abonnement peut être résilié à l'expiration de l'exercice en cours dans les conditions définies au règlement du service.

ARTICLE 23. FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 24. DATE D'APPLICATION

Le présent règlement entre en vigueur à dater du 24 mars 2016, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 25. MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le conseil de l'Eurométropole et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Le règlement du service est révisé de plein droit au cas où le Contrat viendrait à être modifié, les nouvelles dispositions, notamment tarifaires, s'appliquant conformément aux stipulations des avenants au Contrat et dès la date de prise d'effet de ces derniers.

ARTICLE 26. CLAUSES D'EXECUTION

Monsieur le Président, les agents du Délégataire habilités à cet effet et le comptable public, en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent règlement.

Annexé à la convention de délégation de service public de chauffage urbain approuvé par délibération en date du 24 mars 2016.

ANNEXE 1 - DEMANDE D'ABONNEMENT AU CHAUFFAGE URBAIN

ANNEXE 2 - FORMULE DE REVISION DES TARIFS

ANNEXE 1- DEMANDE D'ABONNEMENT AU CHAUFFAGE URBAIN

Je soussigné (noms, prénoms, raison sociale, qualités) :…….

demeurant : …….

agissant en qualité de : …….

après avoir pris connaissance du règlement de service de la distribution publique de chaleur de l'Eurométropole de Strasbourg sur le site des Quartiers d'Hautepierre et Poteries à Strasbourg, auquel je m'engage à adhérer en tous points, demande pour l'immeuble – les immeubles (1) – sis à ……. un abonnement pour la fourniture de chaleur nécessaire au chauffage de locaux et/ou au réchauffage de l'eau sanitaire.

Les caractéristiques du fluide secondaire livré sont :

Température maximale de départ de l'échangeur, en poste de livraison : ……°C

Température maximale de retour à l'échangeur, en poste de livraison : ……...°C

Pression maximale du réseau secondaire en poste de livraison : …….. bars

En application de l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**~~Article 10~~ du règlement de service, la puissance souscrite s'établit comme suit :

……. kW

Le contrat doit être signé par les deux parties, il sera réputé accepté de fait par tout utilisateur qui utilisera l'énergie délivrée par le réseau.

Fait à ……, le……..…

Le Délégataire L'Abonné

(1) Rayer les mentions inutiles

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Capitale européenne

ANNEXE 2- FORMULES DE REVISION DES TARIFS

Indexation du tarif R2

- R22 avec cogénération :

$$R22 = R22_0 \times \left[0{,}442 \times R2G + 0{,}558 \times \left(0{,}125 + 0{,}70 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0{,}175 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} \right) \right]$$

- R23 :

$$R23 = R23_0 \times \left(0{,}125 + 0{,}875 \times \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

- R24 :

Le terme R24 n'est pas révisé.

$R22_0$, $R23_0$ sont les tarifs de base au 31/10/2015, tels que définis dans le contrat.

ICHT-IME = est la valeur de l'Indice du Coût Horaire du Travail - Industries mécaniques et électriques, connue au dernier jour du mois facturé au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment,

$ICHT\text{-}IME_0$ = dernière valeur de cet Indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment au 31/10/2015, soit $ICHT\text{-}IME_0 = 115{,}50$.

FSD2 = valeur de l'Indice « Frais et Services Divers catégorie 2 », connue au dernier jour du mois facturé au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment

$FSD2_0$ = dernière valeur de cet indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment au 31/10/2015, soit $FSD2_0 = 123{,}60$.

BT40 = valeur de l'indice Bâtiment chauffage central, connue au dernier jour du mois facturé au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment

$BT40_0$ = dernière valeur de cet indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment au 31/10/2015, soit $BT40_0 = 103{,}8$.

Le terme R2G est révisé selon les termes des arrêtés tarifaires pour le transport et la distribution du gaz en France et par application de la formule suivante :

- <u>R2G avec cogénération :</u>

$$R2G = R2G_0 \times \left(0{,}251 \times \frac{CSTG}{CSTG_0} + \left(0{,}283 \times \frac{TCS}{TCS_0} + 0{,}609 \times \frac{TCR}{TCR_0} + 0{,}108 \times \frac{TCL}{TCL_0} \right) \times \left(0{,}360 + 0{,}017 \times \frac{CTAt}{CTAt_0} \right) + \left(0{,}036 \times \frac{Abo}{Abo_0} + 0{,}964 \right.\right.$$

Avec :

$R2G_0$ est le tarif de base au 31/10/2015, comprenant l'ensemble des termes fixes de la facture Gaz et défini dans le contrat.
$R2G_0$ = 1383682
CSTG = Coûts de stockage souterrain de Gaz Naturel connu à la date de facturation..
$CSTG_0$ = valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 347136.

TCS = Terme capacité sortie du réseau principal connu à la date de facturation.
TCS_0 = valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 93,75.

TCR = Terme capacité sortie du réseau régional connu à la date de facturation.
TCR_0 = valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 67,61.

TCL = Terme capacité de livraison connu à la date de facturation.
TCL_0 = valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 35,61.

CTAt = Contribution Tarifaire d'acheminement pour le transport connue à la date de facturation.
$CTAt_0$ = valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 0,0471.

Abo = Abonnement annuel des options tarifaires connu à la date de facturation.
Abo_0 = valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 15393.

TS = Terme de souscription des options tarifaires connu à la date de facturation.
TS_0 = valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 273,84.

CTAd = Contribution Tarifaire d'acheminement pour la distribution connue à la date de facturation.
$CTAd_0$ = valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 0,208.

Indexation du tarif R1

Le terme R1 est révisé par application de la formule suivante :

- R1 avec cogénération :

$$R1 = 0{,}6986 * R1gaz + 0{,}2795 * R1cogénération + 0{,}0219 * R1\,fioul$$

Où les termes R1gaz, R1cogénération et R1fioul sont définis comme suit :

$$R1gaz = R1gaz_0 \times \left(0{,}010 + 0{,}842 \times \frac{PEG}{PEG_0} + 0{,}053 \times \frac{TICGN}{TICGN_0} + 0{,}009 \times \frac{CTSS}{CTSS_0} + 0{,}001 \times \frac{CSPG}{CSPG_0} + 0{,}048 \times \frac{TVD}{TVD_0} + 0{,}037 \times \frac{P}{P} \right.$$

$$R1cogénération = R1cogénération_0 \times \left(0{,}010 + 0{,}842 \times \frac{PEG}{PEG_0} + 0{,}053 \times \frac{TICGN}{TICGN_0} + 0{,}009 \times \frac{CTSS}{CTSS_0} + 0{,}001 \times \frac{CSPG}{CSPG_0} + 0{,}048 \times \right.$$

$$R1fioul = R1fioul_0 \times \left(0{,}963 \times \frac{Fd}{Fd_0} + 0{,}037 \times \frac{Pco2}{Pco2_0} \times \frac{\frac{B}{B_0} \times E_0 - Q}{E_0 - Q_0} \right)$$

Avec :

$R1gaz_0$, $R1cogénération_0$ et $R1fioul_0$ sont les tarifs de base au 31/10/2015, tels que définis dans le contrat.

PEG = Prix « PEG Nord Futures Monthly index », exprimé en €/MWh PCS, issu du site de Powernext.

PEG_0 = Valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 19,09.

TICGN = Prix unitaire de la Taxe Intérieur sur les Consommations de Gaz Naturel en € HT/MWh PCS connu à la date de facturation.

$TICGN_0$ = Valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 1,19.

CTSS = Contribution au Tarif Social de Solidarité connue à la date de facturation

$CTSS_0$ = Valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 0,2.

CSPG	= Contribution au Service Publique du Gaz connue à la date de facturation
$CSPG_0$	= Valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 0,0153.
TVD	= Terme Variable de Distribution des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF connu à la date de facturation.
TVD_0	= Valeur de cet indice connue au 31/10/2015, soit 1,09.
Pco2	= Valorisation de la part « Volume » au prix moyen du marché du quota de CO2 (en euros / tonne) constatée sur le mois sur le marché d'échange européen ICE.
$Pco2_0$	= Valeur de ce terme connu au 31/10/2015, soit 8,65
B	= Somme des besoins énergétiques annuels vendus nécessaire pour le chauffage, l'ECS (convertie en MWh utile avec le ratio contractuel q) et la buanderie (en MWh utile) pour l'année civile précédente.
B_0	= Valeur théorique de de ce terme pour l'année 2016, soit 147 740 (12 mois).
$E = \frac{B}{B_0} \times E_0$	= Tonnes de CO2 émises annuellement par la chaufferie pour l'année civile précédente.
E_0	= Valeur théorique de ce terme pour l'année 2016 avec un rendement théorique de 93%. = 37 635
Q	= Quotas de CO2 alloués pour la chaufferie pour l'année civile en cours.
Q_0	= Valeur de ce terme pour l'année 2016 selon l'arrêté du 24 janvier 2014, soit 20 868 (12 mois).
Fd	= Valeur de l'indice mensuel SNCU d'évolution du fioul domestique C4 basée sur les prix du DIMAH hors TVA publié par le Syndicat National du Chauffage Urbain connue au dernier du mois facturé
Fd_0	= Valeur de cet indice connue au 31 octobre 2015, soit 227,18.

48

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Convention relative au pilotage, à l'animation et à la communication du Plan d'Actions de la démarche « Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg » (PEPS) pour la période 2016-2017.

La présente délibération soumet à l'approbation de la Commission permanente la signature d'une convention multipartite ayant pour objet le cofinancement du pilotage, de l'animation et de la communication du Plan d'Actions de la démarche « Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg » (PEPS) pour la période 2016-2017.

Avec plus de trois cents entreprises représentant près de dix mille emplois, la zone portuaire strasbourgeoise, 1ère zone d'activité de l'Eurométropole de Strasbourg, joue un rôle essentiel dans le développement économique actuel et futur de la ville.

Depuis 2011, l'Eurométropole de Strasbourg s'implique fortement dans la mise en œuvre du Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg (PEPS) aux côtés du Port autonome de Strasbourg et d'autres acteurs institutionnels.

Ainsi l'Eurométropole de Strasbourg a participé au financement de la phase de diagnostic à hauteur de 15.000 € en 2012.

Pour permettre l'amélioration des lignes de bus 14 et 27 sur la zone sud du port en 2014 et la création de 12 km d'aménagements cyclables à l'horizon 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a financé à hauteur de 50% les investissements qui s'élèvent à 2,270 millions d'euros.

En plus des investissements dans les infrastructures et des augmentations d'offre bus, la Commission Permanente du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg a adopté le 17 octobre 2014 une première convention relative au pilotage et à l'animation de PEPS pour la période 2014-2015. L'Eurométropole a ainsi contribué à hauteur de 9500 € pendant 2 ans aux actions d'animation de PEPS qui ont porté sur 3 axes : la promotion du covoiturage, la promotion des nouvelles extensions des lignes 14 et 27 et l'expérimentation du conseil individualisé en mobilité.

Ces actions auront permis d'augmenter de 50% la fréquentation des lignes du bus sur la zone portuaire, de recruter près de 200 volontaires pour du covoiturage, et d'accompagner

87 personnes de manière individualisée dans le cadre d'une expérimentation pilote unique en France.

2ème phase d'animation du Plan de Déplacements Inter Entreprises PEPS

La présente délibération soumet à l'approbation de la Commission Permanente une deuxième convention qui fixe et garantit les moyens mis en œuvre pour assurer la poursuite de ces actions de pilotage, d'animation, et de communication de la démarche PEPS.

3 partenaires sont co-financeurs des actions : le PAS, le Groupement des Usagers du Port (GUP) et l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour la période 2016-2017, les actions prioritaires sont les suivantes :

- le déploiement et l'animation d'optimix dans les entreprises de la zone portuaire pour faciliter le covoiturage,
- la poursuite de la promotion des transports en commun avec une campagne de communication spécifique sur l'arrivée du tram D et la prolongation de la ligne 2 de bus,
- la création de supports d'information sur l'accessibilité de la zone comme un guide visiteur, et une application numérique,
- la promotion du vélo au fur et à mesure de la construction des pistes cyclables par des actions de communication ciblée.

Budget global des actions PEPS 2016-2017

Budget prévisionnel pour la période 2016-2017 (deux ans) : **40 000 € T.T.C.**

Pour la période 2015-2016, le budget prévisionnel était de 55.000 € T.T.C soit une diminution de 27% pour la période 2016-2017.

Décomposition des coûts estimatifs :

	2016	**2017**
Actions de communication		
Conception de deux guides "salariés" et "visiteurs"	**4 000**	**-**
impression	**2 000**	**-**
appli mobile	**8 000**	**-**
Conception et création de panneaux, flyers et autres outils de communication pour promouvoir les actions PEPS	**-**	**4 000**
Prestations externes		
Déploiement OPTIMIX	**8 000**	**-**
Challenge Covoiturage		**6 000**
Promotion du vélo: animations en entreprises	**-**	**6 000**
Mutualisation des voitures de service, des salles de réunions, …: animation auprès des entreprises candidates	**-**	**2 000**

	22 000	**18 000**

Les montants sont en euros T.T.C.

Plan de financement de la démarche :

La participation des différents partenaires au financement de l'animation et de la communication de PEPS s'établit comme suit :

	2016		2017		Plafond subventio 2016-201 (€ TTC)	Clé de financement 2016-2017
	Plafond subvention (€ *)	Clé financemer	Plafond subventio (€ *)	Clé financeme		
Port autonome de Strasbourg	**7 472**	34%	**8 000**	44%	**15 472**	**39%**
Eurométropole de Strasbourg	**5 000**	23%	**5 000**	28%	**10 000**	**25%**
ADEME	**6 528**	30%	**0**	0%	**6 528**	**16%**
Groupement des Usagers des Ports de Strasbourg	**3 000**	13%	**5 000**	28%	**8 000**	**20%**
Total	**22 000 €**	100%	**18 000 €**	100%	**40 000 €**	**100%**

* Le montant du plafond de la subvention est mentionné sur la base d'un montant T.T.C.

Elle est calculée sur la base d'un montant TTC.

Le montant total de la subvention pour chacun des co-financeurs ne pourra dépasser, à la fin de l'année 2017, le plafond de subvention pour la période 2016-2017 indiqué ci-dessus.

Le montant des participations financières du Port autonome de Strasbourg, de l'Eurométropole et du GUP sera recalculé et réajusté au prorata des participations initiales de chacun d'entre eux, en fonction du montant définitif des dépenses engagées.

En cas de dépassement du coût prévisionnel des actions annuelles, le Port autonome de Strasbourg supportera l'intégralité des dépenses.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

approuve

la convention relative au pilotage, à l'animation, et à la communication du Plan d'actions de la démarche « Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg (PEPS) » pour la période 2016-2017,

décide

d'accorder au Port Autonome de Strasbourg, sis 25 rue de la Nuée Bleue à Strasbourg, une subvention de 10000 € au titre de la signature de la convention relative au pilotage, à l'animation et à la communication du Plan d'Actions de la démarche « Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg (PEPS) » pour la période 2016-2017,

d'inscrire la dépense de 5000€ sur le compte 6574/TC02D du budget 2016 de la Direction de la Mobilité et des Transports ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention dont le projet est joint en annexe et tous documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

CONVENTION

relative au pilotage, à l'animation et à la communication du Plan d'Actions de la démarche « Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg » (PEPS) pour la période 2016-2017

Entre :

- Le Port autonome de Strasbourg – PAS
Établissement public représenté par son Directeur général, agissant en vertu des délibérations du bureau du conseil d'administration en date du 22 février 2016.
Adresse siège et bureau : 25 rue de la Nuée bleue, CS 80407, 67002 Strasbourg

Et :

- L'Eurométropole de Strasbourg – EmS
Établissement public représenté par son Président, Monsieur Robert HERRMANN agissant en vertu d'une délibération de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date du _____.
Adresse siège social et bureau : 1 parc de l'Étoile, 67076 Strasbourg Cedex

- Le Groupement des Usagers des Ports de Strasbourg
Association représentée par sa Présidente, Madame Régine ALOIRD
Adresse siège social et bureau : CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin, 10 place Gutenberg, 67081 Strasbourg Cedex

PRÉAMBULE

Avec ses trois cents vingt entreprises représentant près de dix mille emplois, la zone portuaire strasbourgeoise, 1ère zone d'activité de la Région Alsace, joue un rôle essentiel dans le développement économique local actuel et futur.

En 2009, les entreprises de la zone portuaire ont exprimé au travers d'un Cahier d'Espérances la nécessité d'améliorer l'efficacité du système de transports de la zone portuaire.

En réponse, le Port autonome de Strasbourg a décidé de mettre en œuvre un Plan de Déplacements Inter-Entreprises (PDIE) dénommé PEPS.
L'ADEME, la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail Alsace- Moselle, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin, l'Eurométropole de Strasbourg, le Groupement des Usagers des Ports de Strasbourg, l'Observatoire Régional des Transports et de la Logistique d'Alsace, le Port autonome de Strasbourg et la Région Alsace, ont, dans une première phase, cofinancé un diagnostic approfondi qui a permis d'aboutir à la formalisation d'un Plan d'Actions arrêté le 19 décembre 2013.

Ce Plan d'Actions porte sur diverses thématiques :

- institution d'une gouvernance pérenne avec la création d'une équipe de coordination opérationnelle, la nomination de personnes relais dans les entreprises (Référents PEPS) et l'institution de groupes de travail ;
- amélioration des transports en commun sur la zone portuaire ;
- création d'un réseau de pistes cyclables sur la zone portuaire en lien avec les axes structurants du port ;
- développement de la pratique du covoiturage ;
- actions diverses dont la sécurisation des secteurs particulièrement à risque, l'amélioration de la signalétique et le jalonnement, l'expérimentation de projets innovants de mobilités pour mieux desservir les emplois situés sur les darses, le développement de services pour les salariés, etc…

Pour financer l'amélioration des lignes de bus et la création de pistes cyclables, le Port autonome de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg ont défini un plan d'investissement de 2,3 millions € H.T. pour une réalisation prévisionnelle entre 2014 et 2017.

En accompagnement de l'ensemble de ces actions, le pilotage, l'animation, la communication, le dialogue et l'implication des entreprises sur les besoins et les priorités sont des volets essentiels au succès et à la pérennité de la démarche PEPS, dont le présent engagement de partenariat vise à en définir les modalités.

Ceci exposé, les parties signataires du présent engagement de partenariat ont convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de l'engagement de partenariat

L'engagement de partenariat a pour objet de définir les modalités et le financement du pilotage, de l'animation et de la communication du Plan d'Actions de la démarche « Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg » (PEPS) pour la période 2016-2017.

Le présent engagement de partenariat engage les parties signataires dans la mise à disposition de ressources humaines et/ou le financement des actions 2016 et 2017.

Article 2 – Définition du programme de la démarche

Le volet pilotage, animation et communication de la démarche PEPS comprend :

- le fonctionnement pérenne d'une équipe de coordination opérationnelle (ECO-PEPS) ;
- le budget nécessaire à l'animation de la démarche et du réseau des Référents PEPS ainsi que les actions de communication auprès des salariés des entreprises portuaires.

a) Mission et objectifs de l'équipe de coordination opérationnelle

L'ECO-PEPS coordonne la mise en œuvre du Plan d'Actions, le pilotage de la démarche, l'animation du réseau des entreprises impliquées, avec l'accompagnement et le suivi du respect des engagements mutuels.

L'Équipe de coordination opérationnelle mentionnée ci-après ECO-PEPS est composée d'un-e chargé-e de mission de l'Eurométropole de Strasbourg, d'un-e chargé-e de mission de l'ADEME et d'un-e chargé-e de mission du Port autonome de Strasbourg, ce dernier en assurant le pilotage.

L'ECO-PEPS se réunit pendant 2 heures par mois en moyenne sur l'année pour faire le point sur l'avancement des actions en cours et définir les priorités à venir.

Les temps consacrés par chaque chargé de mission en supplément des réunions ECO-PEPS sont estimés à :

- 2 heures par semaine en moyenne sur l'année pour le PAS,
- 2 heures par quinzaine en moyenne sur l'année pour l'EmS,
- 2 heures par mois en moyenne sur l'année pour l'ADEME.

Ces durées incluent les rencontres avec les prestataires, les validations de compte-rendu, les préparations de support de réunions, etc…

b) Plan d'animation et de communication 2016-2017

Après avoir axé, en 2014 et 2015, ses actions sur le covoiturage, la promotion des nouvelles lignes de bus 14 et 27 et le conseil individualisé en mobilités, l'ECO-PEPS a défini un plan d'animation et de communication de la démarche PEPS pour la période 2016-2017, composé des actions suivantes :

Pour 2016 :

Covoiturage
Afin de faciliter le travail de recherche et de mise en relation des covoitureurs entre eux et d'améliorer la réactivité du système, la plateforme OPTIMIX sera proposée au sein des entreprises portuaires par l'Eurométropole de Strasbourg.
Des formations individuelles aux référents PEPS ainsi que la constitution de groupes de travail seront planifiés pour assurer un déploiement optimal.
Un challenge « covoiturage » sera organisé par l'ECO-PEPS courant 2016 pour maintenir la dynamique, et renforcer la motivation.

Transports en commun
Après la mise en place de panneaux et la distribution de flyers à toutes les entreprises de la zone sud pour expliquer les améliorations sur les parcours et les horaires des lignes de bus 14 et 27 ainsi que l'aménagement d'arrêts de bus notamment pour les personnes à mobilité réduite, un diagnostic sera réalisé, dans le cadre de la démarche d'amélioration interne au Port (VALPORT), pour assurer la continuité des cheminements piétons entre les arrêts et les entreprises.

Si les actions identifiées devaient être concernées par un cofinancement, elles feront l'objet d'une convention spécifique.

Dans la zone Nord, l'extension de la ligne D du tramway et la prolongation de la ligne 2 du bus feront l'objet d'une campagne de communication spécifique auprès des salariés concernés.
Un mode de transport innovant pourra être étudié conjointement par l'Eurométropole de Strasbourg et le PAS, pour faciliter les déplacements des salariés entre les arrêts et les entreprises, puisque les distances peuvent être dissuasives, si elles sont parcourues à pied.
Le montant et les modalités de cette étude feront l'objet d'une convention spécifique.

Guides « salariés » et « visiteurs »
Dans le but de promouvoir l'accessibilité, de faciliter la mobilité dans la zone portuaire en détaillant les différentes possibilités de déplacement, des guides de déplacement « salariés » et « visiteurs » seront conçus.

Promotion du vélo
Au fur et à mesure de la construction des pistes cyclables, des animations spécifiques seront organisées auprès des entreprises afin de promouvoir l'utilisation du vélo pour se rendre au travail. Des campagnes de communication (panneaux, flyers, communiqués de presse…) seront également prévues.

Pour 2017 :

Covoiturage
Un bilan sera réalisé sur le déploiement et l'efficacité d'OPTIMIX afin de définir, au besoin, des actions spécifiques qui permettraient d'accroitre et de faciliter la pratique du covoiturage (nouvelles animations, places de stationnements, …)

Transports en commun
En fonction de l'étude sur le mode de transport innovant prévue en 2016, qui permettrait aux salariés de la zone portuaire nord de se rendre des arrêts de bus/ tram à leur entreprise, le test d'un mode de déplacement innovant pourra être mis en œuvre. Le financement de la mise œuvre fera l'objet d'une convention spécifique entre les partenaires associées au projet.

Informations numériques
Pour compléter les guides « salariés » et « visiteurs », une réflexion sur les outils numériques devra permettre de proposer une solution afin de recenser toutes les informations sur la mobilité, les services, les entreprises et autres renseignements utiles de la zone portuaire.
Cette solution pourrait être une application mobilité dédiée, une rubrique spécifique sur le site mobilite-peps.eu (avec responsive design) ou autre.

Promotion du vélo
Au fur et à mesure de la construction des pistes cyclables, des actions de promotion ciblées seront menées auprès des salariés.
Une étude sur les abris vélos existants sera réalisée, dans le but de favoriser également la multimodalité.

Autres actions 2016-2017 :

Services
Sur les deux prochaines années, tout le support de l'ECO-PEPS sera apporté aux entreprises qui souhaitent mettre en place dans leur structure des actions pour limiter l'utilisation de la voiture individuelle comme le télétravail, la mutualisation d'un parc de véhicules de service, la mutualisation de navettes privées….

Animation du réseau des référents
Au moins deux fois dans l'année, des petits déjeuners et des réunions de travail seront organisés pour échanger entre ECO-PEPS et référents d'entreprises sur les besoins, les attentes, les bonnes pratiques, les difficultés,....

Un bilan de la démarche sera fait à la fin de chaque année grâce aux indicateurs définis dans le plan d'actions signé le 24 juin 2014. Ce bilan permettra de réajuster le programme d'une année sur l'autre et de définir à la fin de l'année 2017 les besoins pour les années suivantes.

Article 3 – Date d'effet et durée de l'engagement de partenariat

Le présent engagement de partenariat prend effet à la date de sa signature par le dernier des partenaires et couvre les actions engagées antérieurement conformément au programme visé à l'article 2 ci-dessus. Elle prend fin à l'achèvement du projet, objet du présent engagement de partenariat, après avoir constaté que chacun des signataires a satisfait à ses obligations. Le calendrier prévisionnel tel qu'indiqué à l'article 2 prévoit un achèvement de cette phase de la démarche PEPS à l'horizon 2017.

Article 4 – Dispositions financières

a) Budget prévisionnel estimatif :

Budget prévisionnel pour la période 2016-2017 (deux ans) : **40 000 € T.T.C.**

b) Décomposition des coûts estimatifs :

	2016	2017
Actions de communication		
Conception de deux guides "salariés" et "visiteurs"	**4 000**	**2 000**
impression		**2 000**
appli mobile		**8 000**
Conception et création de panneaux, flyers et autres outils de communication pour promouvoir les actions PEPS	**4 000-**	**2 000**
Prestations externes		
Déploiement OPTIMIX	**8 000**	-
Challenge Covoiturage	**4 000**	
Promotion du vélo: animations en entreprises	-	**4 000**
Mutualisation des voitures de service, des salles de réunions, ...: animation auprès des entreprises candidates	**2 000**	
	22 000	**18 000**

Les montants sont en euros T.T.C.

c) Financement de la démarche :

La participation des différents partenaires au financement de l'animation et de la communication du Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg de la zone portuaire strasbourgeoise s'établit comme suit :

	2016		2017		Plafond subvention 2016-2017 (€ TTC)	Clé de financement 2016-2017
	Plafond subvention (€ *)	Clé financement	Plafond subvention (€ *)	Clé financement		
Port autonome de Strasbourg	**7 472**	34%	**8 000**	44%	**15 472**	**39%**
Eurométropole de Strasbourg	**5 000**	23%	**5 000**	28%	**10 000**	**25%**
ADEME	**6 528**	30%	**0**	0%	**6 528**	**16%**
Groupement des Usagers des Ports de Strasbourg	**3 000**	13%	**5 000**	28%	**8 000**	**20%**
Total	**22 000 €**	100%	**18 000 €**	100%	**40 000 €**	**100%**

* Le montant du plafond de la subvention est mentionné sur la base d'un montant T.T.C.

Elle est calculée sur la base d'un montant TTC.

Le montant total de la subvention pour chacun des co-financeurs ne pourra dépasser à la fin de l'année 2017, le plafond de subvention pour la période 2016-2017, ci-dessus indiqué.

Le montant des participations financières du Port autonome de Strasbourg, de l'Eurométropole et du GUP sera recalculé et réajusté au prorata des participations initiales de chacun d'entre eux, en fonction du montant définitif des dépenses engagées.

En cas de dépassement du coût prévisionnel des actions annuelles, le Port autonome de Strasbourg supportera l'intégralité des dépenses.

Article 5- Modalité de versement de la subvention annuelle

Pour chacune des actions visées à l'article 2 du présent engagement de partenariat et nécessitant de recourir aux services d'un prestataire extérieur, les modalités de suivi, de validation et de financement sont définis comme suit :

- lancement de la consultation par le Port autonome de Strasbourg,

- validation du choix du prestataire et du devis/de l'offre par une décision unanime des co-financeurs ; après sélection, une copie du devis sera envoyée aux co-financeurs par voie électronique,

- suivi et validation des prestations par les membres de l'ECO-PEPS,

- paiement de la prestation par le Port autonome de Strasbourg.

Sur la période 2016-2017, un courrier d'appel de fonds sera envoyé au mois de décembre de chaque année (2016, 2017) à chacun des co-financeurs avec copie des factures de prestation, accompagné d'un état récapitulatif des dépenses (ou charges supportées), certifié « conforme » par l'Agence comptable du Port autonome de Strasbourg.

Le montant de la subvention annuelle sera calculée en fonction des dépenses réellement payées par le PAS et dans la limite de la clé de financement telle que définie à l'article 4 c) 1 du présent engagement de partenariat et, sans que le cumul des subventions versées par chacun des cofinanceurs ne dépasse le plafond de la subvention 2016-2017.

Article 6 – Recouvrement :

Les sommes dues au Port autonome de Strasbourg au titre du présent engagement de partenariat seront versées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du courrier d'appel de fonds.

Les sommes dues au Port autonome de Strasbourg au titre du présent engagement de partenariat seront payées soit par chèque (à l'ordre de l'Agent comptable du Port autonome de Strasbourg) ou soit par virement sur le compte bancaire du Port autonome de Strasbourg :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé
Port autonome de Strasbourg	Trésor Public Domiciliation TPSTRASBOURG	10071	67000	00001006304	94

Article 7 – Publicité

Sauf exception décidée par les cofinanceurs, seul le logo PEPS sera présent sur chaque publication, objet du présent engagement de partenariat, sans qu'il puisse être demandé par les cofinanceurs mention de leur propre logo.

Une page internet sera spécifiquement créée sur le blog www.mobilité-peps.eu qui indiquera la liste des co-financeurs du pilotage, de l'animation et de la communication du Plan d'Actions de la démarche « Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg » pour la période 2016-2017.

Article 8 - Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'exécution du présent engagement de partenariat, les parties engageront une concertation amiable. À défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Le présent engagement de partenariat est établi en 4 exemplaires originaux.

À Strasbourg, le / 1 JUIL. 2016
Le Directeur général du Port autonome de Strasbourg
Jean-Louis JÉRÔME

À Strasbourg, le
Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Robert HERRMANN

À Strasbourg, le 02.06.2016
La Présidente du GUP
Régine ALOIRD

49

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Avenant à la convention cadre du 7 avril 2014 relative au financement de nouvelles voies cyclables et d'une meilleure desserte par les transports en commun de la zone portuaire.

La présente délibération soumet à l'approbation de la Commission Permanente du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg un avenant à la convention cadre relative au financement de nouvelles voies cyclables et d'une meilleure desserte par les transports en commun signée entre le Port autonome de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg (précédemment Communauté urbaine de Strasbourg) en date du 7 avril 2014.

La convention de 2014 représente l'aboutissement d'un processus de négociation avec le Port autonome de Strasbourg entamé en 2012 dans le cadre du recueil d'actions du Plan de déplacements des Entreprises du Port (PEPS). Cette convention doit permettre d'améliorer l'accessibilité en transport en commun et à vélo des entreprises de la zone portuaire grâce à de nouveaux aménagements conformément aux résultats du diagnostic initial.

L'avenant à la convention de 2014 proposé à la Commission Permanente a pour objet de mettre à jour le planning prévisionnel de réalisation des opérations d'aménagement des pistes cyclables.

En effet, des travaux sur des réseaux très importants sur la zone portuaire, comme le raccordement de la conduite d'eau de Plobsheim au champ captant du Polygone et les réseaux de chaleur, ont empêché la réalisation de certaines portions de voies cyclables dans le planning initialement décidé.

De plus ce sont les modalités de versement de la subvention de l'Eurométropole de Strasbourg au Port autonome de Strasbourg qui sont modifiées par cet avenant pour permettre d'échelonner sur 5 ans le versement de la subvention et faciliter le processus administratif.

La participation au financement de ces aménagements de l'Eurométropole de Strasbourg d'un montant de 930.000 € équivalent à 50% du montant total des travaux reste inchangé.

Les crédits de subvention de l'Eurométropole de Strasbourg sont inscrits sur la ligne 844/20415342/programme 1039/PE10/AP0238.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'avenant à la convention cadre relative au financement de nouvelles voies cyclables et d'une meilleure desserte par les transports en commun signée entre le Port autonome de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg (précédemment Communauté urbaine de Strasbourg) en date du 7 avril 2014,

autorise

le Président ou son représentant à signer l'avenant dont le projet est joint en annexe et tous documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Avenant

à la convention cadre relative au financement de nouvelles voies cyclables et d'une meilleure desserte par les transports en commun

Entre :

- Le Port autonome de Strasbourg – PAS
Représenté par son directeur général Monsieur Jean-Louis JERÔME agissant en vertu des délibérations du Conseil d'Administration en date du XXX
Adresse siège et bureau : 25 rue de la Nuée bleue 67 002 Strasbourg

Et :

- L'Eurométropole de Strasbourg – EMS (précédemment Communauté urbaine de Strasbourg - CUS)
Représentée par son Président, Monsieur Robert Herrmann agissant en vertu d'une délibération du conseil de Communauté en date du 30 septembre 2016
Adresse siège social et bureau : 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex

PREAMBULE

Dans le cadre de la démarche de plan de déplacements inter-entreprises de la zone portuaire, PEPS, le Port autonome de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg ont signé une convention le 7 avril 2014 dont l'objet est de fixer les modalités de programmation, de réalisation et de financement d'un réseau cyclable et d'une amélioration de la desserte en transports en commun sur la zone portuaire strasbourgeoise.

Article 1 – Objet de l'avenant

Dans la convention du 7 avril 2014 à *l'article 2-Définition du programme*, il est fait mention dans la *Phase 1 – Aménagements 2014-2016, point 2 – La création d'un réseau cyclable* du détail des opérations d'aménagement des portions de voies cyclables, d'un budget estimatif, ainsi que des modalités de versement d'une subvention de l'EMS au Port autonome de Strasbourg.

Le présent avenant a pour objet de mettre à jour le tableau des opérations et de modifier les modalités de versement de la subvention de l'EMS au Port autonome de Strasbourg de la manière suivante.

Article 2 - Mise à jour du tableau des opérations

Voies cyclables y compris éclairage	Linéaire (m)	Objectif de réalisation	MOA	Budet prévisionnel HT (k €) initial
Rue du Rhin Napoléon nord	500	réalisé	PAS	180
Rue du Havre nord[1]	1240	2017	PAS	375
Rue du Havre sud[1]	810	2016	PAS	245
Rue du Rhin Napoléon sud[2]	1430	2016	PAS	360
Rue de la Rochelle	1100	2017	PAS	330
Lorient Schulzenfeld	1100	2018	PAS	370
TOTAL				1 860

[1] La portion rue du Havre 1 mentionnée dans la convention est redéfinie en deux portions, rue du Havre Nord et du Havre Sud.
[2] La portion rue du Havre 2 mentionnée dans la convention est remplacée par une nouvelle portion rue du Rhin Napoléon Sud.
L'annexe 1 du présent avenant met à jour l'annexe 2 de la convention suivant le tableau ci-dessus.

Article 4 - Mise à jour des modalités de versement de la subvention

Les deux paragraphes de la convention du 7 avril 2014 reproduits ci-dessous sont rendus caducs par le présent avenant :

« Avant que le PAS n'entame chaque phase de travaux, la CUS s'engagera sur le versement des subventions par le vote d'une délibération et d'une convention particulière. Cette délibération et convention particulière permettra de confirmer les montants exacts engagés pour chaque opération au stade de l'avant-projet, ainsi que les modalités précises de versement.

Si les dépenses liées à l'opération sont inférieures au budget estimatif délibéré, la CUS subventionnera le PAS à hauteur de 50% des dépenses réelles HT. En cas de dépassement du budget estimatif délibéré dans la convention particulière, la subvention sera limitée à 50% du budget estimatif délibéré de l'opération. »

Concernant les modalités pratiques de versement de la subvention, le présent avenant les précise de la manière suivante.

Le budget estimatif pourra être inférieur ou supérieur pour chaque opération aux budgets prévisionnels issus des études préliminaires annoncés ci-dessus pour permettre de gérer les aléas lorsque les pistes cyclables seront en phase d'avant-projet.
Néanmoins, l'EMS plafonne son engagement maximum à hauteur de 50% de 1.86 M€ HT, soit 50% du montant du budget total des aménagements des pistes cyclables.

Pour cela, l'EMS versera un montant forfaire de subvention de 186.000 € par an en 2016, 2017 et 2018.

Une régularisation interviendra pour le reste à payer réparti en deux versements en 2019 et 2020 calculé de la manière suivante : 50% du montant total réel du coût de l'ensemble des travaux réalisés moins les versements de l'EMS des années précédentes. Chacun de ces 2 versements ne pourra excéder 186.000 €.

Les déblocages, pour les montants forfaitaires comme pour les versements de régularisation, se feront sur appels de fonds certifiés par le comptable et présentation d'états récapitulatifs des dépenses du Port autonome de Strasbourg chaque année. Le versement du solde interviendra après décompte définitif du coût total des travaux.

Article 4 – Durée de la convention

Dans l'article 3- Durée de la convention, il est fait mention d'une date de validité de la convention fixée au 31 décembre 2018.

Le présent avenant prolonge cette date au 31 décembre 2020.

Article 5 – Poursuite du programme

Dans l'article 9-Poursuite du programme, il est fait mention d'une date butoir fixée à fin 2016 pour l'établissement d'un programme « PHASE 2 ».

Le présent avenant modifie cette date au 31 décembre 2018.

Article 6 – Autres dispositions

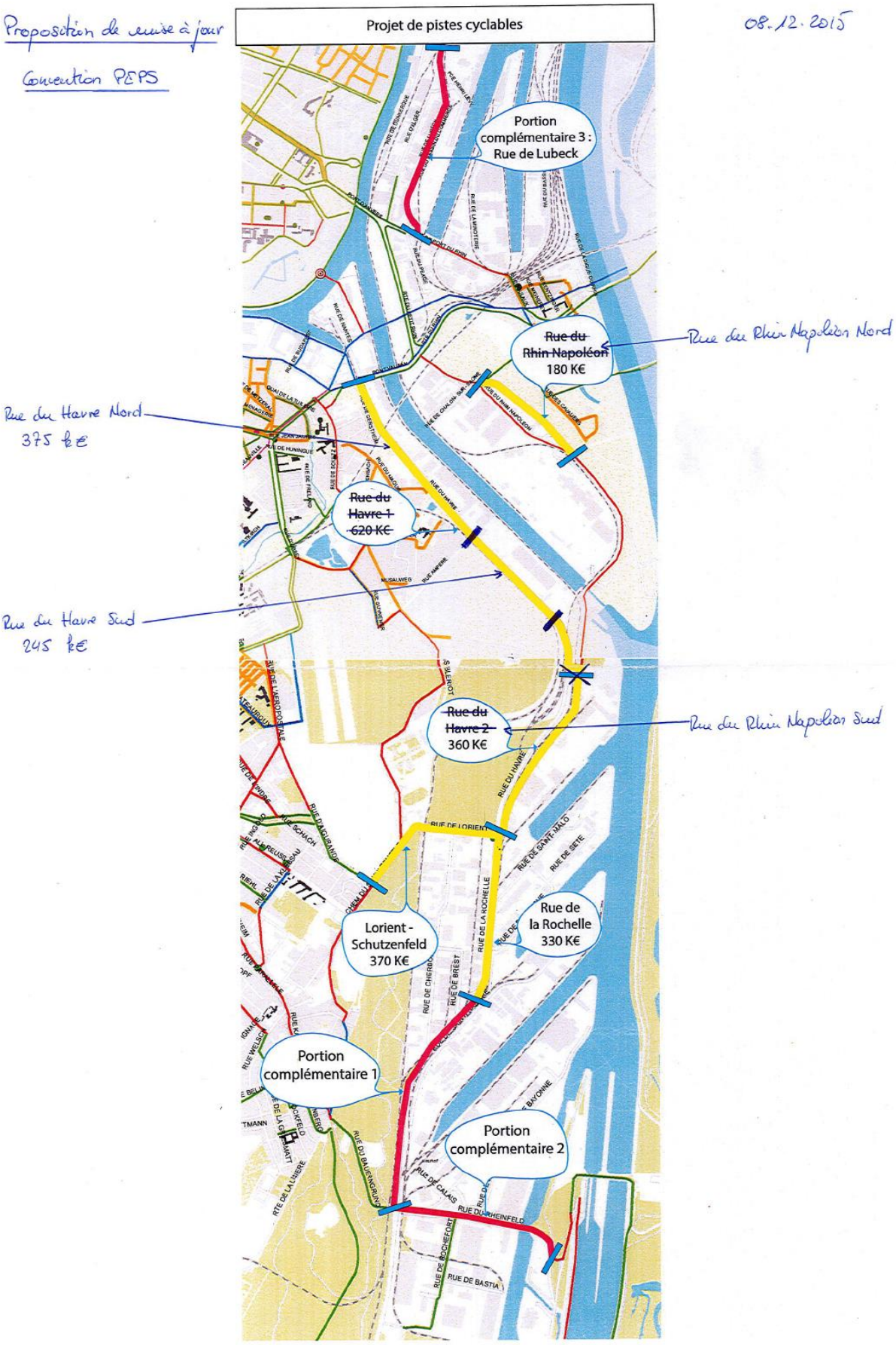
Toutes les autres dispositions de la convention du 7 avril 2014 dans la mesure où elles ne sont pas modifiée par le présent avenant, restent maintenues sans changement.

Le présent avenant est établi en 3 exemplaires originaux.

A Strasbourg, le
Le Directeur général du Port autonome de Strasbourg
Jean-Louis JERÔME

A Strasbourg, le
Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Robert HERRMANN

Annexe 1 : mise à jour du plan des aménagements cyclables



50

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Conclusion d'un accord-cadre avec émission de bons de commandes pour les prestations de transfert de délégations par minibus et autocars. Conclusion d'une convention de groupement de commandes avec la ville de Strasbourg.

La présence des institutions européennes contribue directement au rayonnement économique, touristique et culturel de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Ainsi la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont régulièrement amenées à accueillir des délégations notamment étrangères et autres personnalités, qui bénéficient occasionnellement d'une prestation de transport par minibus ou autocar pris en charge par ces collectivités.

Pour satisfaire à ce besoin de transport de personnes par minibus ou autocar, l'Eurométropole de Strasbourg envisage une mise en concurrence conformément à une procédure formalisée : l'appel d'offres ouvert en application des articles n° 25, n° 78 et n ° 80 du décret n° 2016-360 et n° 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics.

Le marché public prendra la forme d'un accord-cadre avec émissions de bons de commande en application des articles n° 78 et n° 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. La durée de l'accord-cadre sera fixée à 4 ans maximum avec une durée initiale d'un an, reconductible trois fois. Les montants minimum et maximum de cet accord-cadre avec émission de bon de commandes seront les suivants:

Intitulé du marché public	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants minimum sur 4 ans en € H.T.	Montants maximum sur 4 ans en € H.T.
Prestations de transfert de délégations par minibus ou autocar.	500	10 000	2 000	40 000

La présente délibération concerne également la conclusion d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. La Ville de Strasbourg assure les fonctions de coordonnateur du groupement de commandes. Les achats concernés sont les suivants :

Prestations de transfert de délégations par minibus ou autocar.	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants minimum sur 4 ans en € H.T.	Montants maximum sur 4 ans en € H.T.
Ville de Strasbourg	1 000	25 000	4 000	100 000
Eurométropole de Strasbourg	500	10 000	2 000	40 000

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de la disponibilité des crédits, la passation des marchés publics sous forme d'accords-cadres à émission de bons de commandes pour les prestations de transfert de délégations par minibus ou autocar pour un montant minimum annuel de 500 € H.T. et un montant maximum annuel de 10 000 € H.T. ;

décide

- *d'imputer les dépenses sur les crédits de fonctionnement du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *de conclure une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour le marché public de « Prestations de transfert de délégations par minibus et autocar » ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e

- *à signer la convention constitutive de groupement de commandes (en annexe de la présente délibération) avec la ville de Strasbourg concernant le marché public de « Prestations de transfert de délégations par minibus et autocar » ;*

- *à exécuter les marchés publics en résultant pour l'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 30 septembre 2016

par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après transmission au Contrôle de Légalité préfectoral et affichage au Centre Administratif Le 3 octobre 2016

Ville de Strasbourg **Eurométropole de Strasbourg**

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23juillet 2015 relative aux marchés publics

Prestations de transfert de délégations par minibus ou autocar

Vu l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de communauté urbaine de Strasbourg (CUS) du **11 avril 2014** et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014

un groupement de commandes pour le lancement de marchés publics de prestation de transfert de délégations par minibus et autocar.

SOMMAIRE

Préambule

Article 1 : Constitution du groupement

Article 2 : Objet du groupement

Article 3 : Organes du groupement

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

Article 5 : Responsabilité

Article 6 : Fin du groupement

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Préambule

La Ville ainsi que l'Eurométropole de Strasbourg sont amenés à accueillir des délégations étrangères et autres personnalités, qui bénéficient occasionnellement d'une prestation de transport par minibus ou autocar pris en charge par chacune des collectivités qui sont ainsi amenées à passer des marchés publics de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;

- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie les marchés publics au nom des deux membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés publics. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, ainsi que par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations de transferts de délégations par minibus ou autocar.

La consultation s'effectuera selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.I.1 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics. La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

Les montants minimum et maximum de ces marchés sont les suivants :

	Montants minimum par an en € H.T.	**Montants maximum par an en € H.T.**	**Montants minimum sur 4 ans en € H.T.**	**Montants maximum sur 4 ans en € H.T.**
Ville de Strasbourg	1 000	25 000	4 000	100 000
Eurométropole de Strasbourg	500	10 000	2 000	40 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés. Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	**Suppléants**
Monsieur Michaël SCHMIDT	Monsieur Henri DREYFUS
Madame Michèle SEILER	Monsieur Abdelaziz MELIANI
Madame Françoise BEY	Monsieur Jean-Baptiste GERNET
Monsieur Eric SCHULTZ	Madame Françoise WERCKMANN
Monsieur Thomas REMOND	Monsieur Thierry ROOS

Le représentant du coordonnateur et présidente de la commission d'appel d'offres est Madame Chantal CUTAJAR, Vice-présidente ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement de la passation des marchés publics et s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;

- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;

- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;

- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …) ;

- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;

- de signer et de notifier les marchés ;

- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle;

- de communiquer à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires des marchés publics pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés publics respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème de passation, de dépassement excessif du montant des marchés publics par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Maire de la Ville de Strasbourg	Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg
Monsieur Roland RIES	Monsieur Robert HERRMANN

51

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Renouvellement du marché de gestion et d'animation de la pépinière de Hautepierre, du pH8 et de l'Hôtel des Forges.

L'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ses missions de développement économique et plus particulièrement de soutien à l'entreprenariat, poursuit sa démarche de renforcement de l'offre immobilière publique destinée aux entreprises innovantes. L'objectif étant de renforcer l'attractivité économique de l'agglomération, en synergie avec les priorités de la feuille de route Strasbourg Eco 2030 visant notamment à insuffler une dynamique entrepreneuriale, accompagner les entrepreneurs et développer une offre de lieux d'impulsion et de mise en réseaux.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite donc confier à un prestataire qualifié et expérimenté la gestion (technique et administrative) et l'animation de ses trois principales structures d'hébergement d'entreprises la pépinière de Hautepierre, l'Hôtel des Forges et le pH 8.

Présentation des structures d'hébergement d'entreprises concernées par le renouvellement du marché :

- la pépinière de Hautepierre :

Située sur la station tram Dante à 10 minutes du centre de Strasbourg au numéro 8 de l'avenue Dante, la pépinière de Hautepierre est un lieu d'implantation idéal pour les créateurs d'entreprises tertiaires et artisanales.

Elle offre en effet un hébergement à loyer réduit et surtout un accompagnement sur mesure pour les entrepreneurs afin de les aider à développer leur activité.

D'une surface de 1 850 m², la pépinière propose différents espaces qui répondent à des critères environnementaux exigeants :

- au rez-de-chaussée : 10 ateliers de 67 à 76 m² à destination des artisans, classés THPE (très haute performance énergétique),
- à l'étage : 18 bureaux de 13 à 22 m², une salle de réunion, un espace d'accueil, des archives, classés BBC (bâtiment basse consommation).

A ce jour, plus de 35 entreprises ont débuté leur activité à la pépinière de Hautepierre depuis son ouverture en novembre 2011.
A l'heure actuelle, 86 % des surfaces sont occupées par 19 entreprises générant 52 emplois au total.
La durée de présence moyenne est de 16 mois avec un taux de survie à 2 ans de 85 %.

- l'Hôtel des Forges :

L'Hôtel d'entreprises des Forges est situé route du Rhin Napoléon ; avec une capacité d'accueil d'environ 1 500 m² de bureau, il met à disposition de ses occupants 54 bureaux et une salle de réunion de 100 m² totalement équipée.

A ce jour, 30 bureaux sont occupés par des entreprises générant 60 emplois ; ce qui représente un taux d'occupation de 77 % de cet équipement immobilier.

- le pH8 :

Consciente de l'importance et des enjeux liés au développement des nouvelles technologies en général et particulièrement dans le secteur de la santé, l'Eurométropole de Strasbourg a inauguré en 2012 le pH8 qui se veut être la première pépinière d'entreprises innovantes de la région dédiée exclusivement aux startups des domaines de la santé et des nouvelles technologies.

Il s'inscrit dans la stratégie de développement du site de l'hôpital, projet phare du territoire.

Situé en plein centre-ville de Strasbourg, place de l'Hôpital, facilement accessible et proche de toutes les commodités, il totalise 900 m² sur 3 étages et compte 35 bureaux allant de 13 m² à plus de 40 m².

Des salles de réunion, des espaces de convivialité ainsi que deux cafétérias sont également mis à disposition des entreprises.

Enfin, sa localisation au cœur du Campus des Technologies Médicales permet aux startups de bénéficier d'un contact direct avec les chercheurs, les étudiants et les entreprises présentes sur le site.

A ce jour, le site affiche un taux de d'occupation de 95% avec 7 entreprises générant au total 58 emplois.

<u>Objet de la consultation :</u>

Le renouvellement du marché doit notamment permettre :

- d'assurer au quotidien et dans la durée le bon fonctionnement de chacune des structures ;
- de développer des services mutualisés ;
- un accompagnement et un appui aux porteurs de projet et créateurs d'entreprise ;

- l'émergence d'actions d'animations économiques dédiées en lien avec les partenaires de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le marché venant à échéance en mai 2017, il est nécessaire de le renouveler.

Il vous est par conséquent proposé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert tel que prévu à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et au décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le marché aura une durée de 3 ans, renouvelable une fois, avec un montant prévisionnel annuel estimé à 225 000 € - 250 000 € HT maximum.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la gestion et l'animation de la pépinière de Hautepierre, du pH8 et de l'Hôtel des Forges ;

décide

l'imputation des crédits nécessaires sur la ligne fonctionnement DU02J fonction 632, nature 6226 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à lancer la consultation, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter le marché en résultant.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

52

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Aide aux entreprises - attribution d'une subvention de 75 000 € à BlueLink.

Déjà implantée à Ivry, Sydney, Canton, Prague et l'Ile Maurice, BlueLink, filiale du groupe Air France et spécialisée dans la relation client, a choisi la capitale alsacienne pour y ouvrir un nouveau centre de la relation client à Strasbourg-Meinau, sur le site de l'ancienne annexe du Conseil Général sur une surface de 2 000 m².

L'entreprise, qui emploie 2 000 personnes dans le monde a réalisé un chiffre d'affaires de 64,5 millions d'euros et développe fortement ses activités. Son métier consiste à accompagner les marques dans la conception, la mise en place et le développement de leur relation client dans les secteurs du déplacement, du transport aérien, du tourisme, du luxe et de la culture.

Cette implantation a fait l'objet d'un accompagnement « sur mesure » par la DDEA et permettra à BlueLink de faire face à une demande croissante d'entreprises qui lui confient leurs prestations, en recherchant un service à la hauteur de leurs exigences.

BlueLink cherchait une ville dynamique, au centre d'un important bassin d'emplois, proche des capitales européennes et avec une accessibilité simplifiée.

Le site qui ouvrira en octobre 2016 montera graduellement en charge et atteindra 250 salariés d'ici 2018.

La campagne de recrutement, coordonnée par la Maison de l'Emploi, a été lancée en partenariat avec Pôle Emploi, les Missions locales, la Région Grand Est, l'Etat et l'Université.

Il est proposé à la Commission Permanente, le versement d'une aide de 75 000 € à BlueLink. La participation de la Région Grand Est se fera sur des bases identiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une aide à BlueLink et décide d'imputer la dépense, soit 75 000 € sur la ligne budgétaire 632 204 1412- programme 7054-DU02, dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 100 000 €,

autorise

le Président ou son-sa représentant(e) à signer les décisions d'attribution et conventions financières nécessaires.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE D'UNE AIDE A L'INVESTISSMENT IMMOBILIER AU BENEFICE DE BLUELINK INTERNATIONAL STRASBOURG

CONVENTION

ENTRE :

L'Eurométropole de Strasbourg, avec siège 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex, représentée par Monsieur Robert HERMMANN, Président de l'Eurométropole de Strasbourg, demeurant à Strasbourg, agissant en exécution de la délibération de la commission permanente
et

BlueLink International Strasbourg, avec siège actuel au 18, rue Livio - Bâtiment Latitude 48 - 67100 Strasbourg SIRET 821 382022500012 représentée par Tanguy de Laubier.

VU *le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1511-3 et R1511-5*

VU *le règlement n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides « de minimis » (JOUE L352/1 du 24/12/2013).*

VU *la délibération de la commission permanente du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 septembre 2016*

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de l'attribution d'une aide à l'investissement immobilier d'un montant de 75 000 € à l'occasion des travaux d'aménagement immobiliers réalisés en vue de l'implantation de l'entreprise BlueLink International Strasbourg dans le bâtiment « Latitude 48 » localisé au 18 rue Livio à 67100 Strasbourg-Meinau, sur une surface totale de 2 000 m².

Article 2 : PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE

BlueLink International Strasbourg est spécialisé dans la relation client à forte valeur ajoutée et a choisi Strasbourg pour y ouvrir son second centre d'appels sur le territoire français. Le site qui ouvrira en octobre 2016 montera graduellement en charge et atteindra à terme de 24 mois, plus de 200 emplois. Afin de permettre l'adaptation des locaux à ses contraintes d'exploitation, BlueLink International Strasbourg investira pour plus de 700 000 € dans la rénovation des locaux.

Article 3 : CARACTERISTIQUES DE L'AIDE ACCORDEE PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

La présente aide est octroyée au titre du régime dit « de minimis » issu du règlement n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides « de minimis » dans les zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises.

Il appartient au bénéficiaire ultime (BlueLink international Strasbourg) de tenir une comptabilité précise de l'ensemble des aides octroyées à son entreprise au titre du régime des aides « de minimis ».
Le montant total de ces aides ne pourra pas excéder 200 000 € au cours des trois exercices fiscaux suivant la date de notification de la présente convention.

La société BlueLink International Strasbourg est considérée comme une entreprise partenaire au sens de l'annexe 1 du règlement UE n°651/2014 de la commission du 17 juin 2014 (filiale de BlueLink International), et est qualifiée d'entreprise autre que les petites et moyennes entreprises au sens de cette même annexe.

Article 4: ATTRIBUTION DE l'AIDE A L'IMMOBILIER

1° L'attribution de l'aide à l'immobilier de 75 000 € par l'Eurométropole de Strasbourg à BlueLink International Strasbourg revêt la forme d'une subvention qui sera versée à compter du mois d'octobre 2016 sur l'exercice budgétaire 2016 de la collectivité sur le compte n°11831700200 ouvert au Crédit du Nord. Le bénéficiaire dispose d'une année à compter du versement de la présente subvention pour nous présenter un état récapitulatif des travaux réalisés validés.

2- Le comptable assignataire pour l'Eurométropole de Strasbourg est M. le receveur des Finances de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg, Centre Administratif, 1 Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg cedex.

Article 5 : ENGAGEMENT

En contrepartie de cette aide, BlueLink International Strasbourg s'engage à minima à maintenir ses effectifs sur une durée de 5 ans, l'effectif étant estimé à 20 équivalents temps plein annuel à la date de signature de la présente convention. L'objet de création de 200 emplois à terme, sera atteint par paliers mensuels progressifs d'une douzaine de salariés.

Le bénéficiaire, BlueLink International Strasbourg s'engage également à maintenir son activité sur le site de Strasbourg 18 rue Livio pour une période d'au moins 5 ans.

Article 6 : UTILISATION/REMBOURSEMENT DE L'AIDE

L'aide accordée, deviendra exigible (remboursable) de plein droit, sans qu'il y ait lieu de remplir aucune formalité judiciaire, dans les cas suivants :

- inexécution partielle ou totale des conditions liées à l'octroi de l'aide et notamment les engagements pris à l'article 5 ;
- ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire à l'encontre du bénéficiaire ;
- fausse déclaration du bénéficiaire ;

Article 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La bénéficiaire, BlueLink International Strasbourg, confirme avoir démarré les travaux depuis le 05 juillet 2016 et s'engage à mener le chantier avec diligence sans interruption prolongée non justifiée par un cas de force majeure ou une cause légitime de suspension. A l'exception de ces deux dernières hypothèses, l'inobservation des délais entraînera la résiliation de la présente convention, et l'aide accordée deviendra exigible de plein droit (cf. article 6).

Article 8 : DECLARATIONS

Le bénéficiaire, BlueLink International Strasbourg, déclare n'avoir ni reçu, ni sollicité d'autres aides dites « de minimis » pour le financement de son projet pendant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents, qui cumulées dépasseraient le plafond de 200 000 €.

Le bénéficiaire, BlueLink International Strasbourg, déclare être à jour dans ses paiements vis-à-vis des administrations fiscales et des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Article 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent de se rencontrer le cas échéant pour tout litige qui surviendrait pour l'application ou l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, tout litige devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires,

	Strasbourg, le	Strasbourg, le
	Le représentant de la société BlueLink International Strasbourg Tanguy de LAUBIER	Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg Robert HERRMANN

53

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Zone d'activités d'Eschau : vente d'un foncier à la société GEST LEASE.

Dans le cadre de la commercialisation de ses zones d'activités, l'Eurométropole de Strasbourg a été sollicitée par la société GEST LEASE pour l'acquisition de terrains nécessaires d'une part à la réparation et l'entretien de matériels de travaux publics liés à son activité, et d'autre part au développement de locaux artisanaux.

La société GEST LEASE, installée dans la zone d'Eschau, développe ses activités essentiellement dans le négoce de matériel professionnel provenant de saisies suite à une résiliation forcée de leasing ou d'emprunt. En parallèle, le gérant héberge au sein de son patrimoine immobilier des entreprises artisanales qui n'ont pas les moyens d'accéder à la propriété, ou le temps nécessaire pour elles de se développer pour être en capacité de racheter le bâtiment ou de construire.

La société GEST LEASE a sollicité l'Eurométropole pour l'acquisition de l'ensemble des terrains d'environ 144 ares au nord de la rue de l'industrie sur lesquels l'Eurométropole envisageait la mise en œuvre d'un permis d'aménager.
Suite à une réunion de présentation des orientations d'aménagement de la collectivité sur la ZA d'Eschau à l'ensemble des entreprises de la zone d'activités, seule la société Gest Lease s'est manifestée pour l'acquisition des terrains.

Cette candidature intervient avant le démarrage des travaux de viabilisation. Il est donc proposé à la société de racheter l'ensemble des terrains non viabilisés à 1 700 € l'are, charge à elle de réaliser la viabilisation en fonction des besoins de son projet, et de maintenir l'accès existant aux entreprises installées sur les parcelles section 28 n° 204 et 206.

La société sollicite également l'Eurométropole pour l'acquisition de deux bandes de terrain en bordure de la zone d'activités, classées en zone UB au POS (classement similaire prévu au PLU), situées à l'arrière de sa propriété, et qui permettraient de réaliser un accès direct et privatif à l'ensemble des terrains de 144 ares à partir de son implantation actuelle.
Il est proposé d'accéder à cette demande en cédant ces parcelles d'une surface d'environ 18 ares à la valeur Domaine selon l'affectation principale d'habitat prévu au document d'urbanisme.

La collectivité fixe les conditions de vente suivantes :

- obligation de respecter le programme immobilier consistant en 2 000 m² environ d'entrepôt exploité pour les besoins de l'activité de Gest Lease et 4 000 m² environ de locaux artisanaux et de services,

- obligation de démarrer une première phase de travaux dans un délai d'un an à compter de la signature de la vente,

- constitution d'un pacte de préférence sur l'ensemble immobilier au profit de l'Eurométropole de Strasbourg sur une durée de 15 ans,

- mise en place de servitudes d'accès pour le maintien des accès existants : fond servant sur la commune d'Eschau section 28 n° 205, fonds dominants sur la commune d'Eschau section 28 n° 204 et 206.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'avis du Conseil municipal d'Eschau du 27 septembre 2016
vu l'avis des Domaines
après en avoir délibéré
approuve

la vente à la société GEST LEASE, ou à toute personne morale constituée ou désignée à l'effet des présentes en ce compris à tout pool de crédit bailleur, d'un terrain de 144.71 ares formé par l'ensemble des parcelles suivantes :

section	***parcelles***	***surfaces m²***
28	*205*	*725*
28	*24*	*2972*
28	*15*	*991*
28	*14*	*991*
28	*13*	*993*
28	*12*	*780*
28	*6*	*734*
28	*415*	*639*
28	*416*	*141*
29	*146*	*964*
29	*148*	*482*
29	*150*	*967*
29	*152*	*478*
28	*4*	*1166*
28	*251*	*866*
28	*242*	*396*

28	*416*	*141*
28	*456*	*45*
Total		***14471***

ledit terrain est cédé pour la réalisation d'un programme immobilier comprenant environ 2 000 m² d'entrepôt exploité par la société Gest Lease et environ 4 000 m² de locaux artisanaux et de services.
Les terrains sont vendus non viabilisés.

Le prix du terrain est de 1 700 € l'are, soit un total de 246 007 € HT ;

décide

la vente à la société GEST LEASE, ou à toute personne morale constituée ou désignée à l'effet des présentes en ce compris à tout pool de crédit bailleur, des parcelles section 28 n° 22 et 142 pour un total de 17.94 m², au prix total de 136 530 € HT.

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte concourant à l'exécution de la présente vente, tel que, le cas échéant, la cession de rang des droits inscrits au Livre Foncier en faveur de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte constituant la servitude et tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération ;*

- *l'intégration de la clause relative au pacte de préférence au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, mentionnée ci-dessus dans ledit acte de vente, et l'inscription de ce droit au Livre Foncier ;*

- *l'imputation de la recette correspondante de 246 007 € HT € HT au budget ZAI - Code activité : AD07E - AP 0085 – PROGRAMME 369 - Fonction : 60 – Nature : 7015 ;*

- *l'imputation de la recette correspondante de 136 530 € HT sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg fonction 820 nature 775. AD03B.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine

DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN
4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
03 88 10 35 01

S.E.I. N° 2015/1557
Enquêteur :Nathalie Stahl
☎ 03 88 10 35 18

Courriel :nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n°86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L.1211-1 et L.1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

Cession amiable

1 – Service consultant : Eurométropole de Strasbourg, dossier suivi par M. Damien PASQUALI (Damien.PASQUALI@strasbourg.eu)
2 – Date de la consultation : Demande du 19/11/2015, reçue le 23/11/2015.
3 – Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet de cession d'un terrain à une entreprise en vue de faciliter son accès au périmètre de la zone d'activité d'Eschau
4 – Propriétaire présumé :.Eurométropole de Strasbourg
5 – Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune d'Eschau

Section	Parcelles	Surface /ares	Nature	Zonage POS
28}	22	9,16	Sol	UB6
	142	8,78	Pré	UB6/UX1
	TOTAL	17,94		

La commune d'Eschau se situe à environ 12 kilomètres de Strasbourg, dans la périphérie Sud de l'agglomération strasbourgeoise.
Les parcelles sont situées au Nord Est de la commune et forment une unité foncière. Elles sont de forme allongée d'environ 5 mètres de large sur une profondeur de 150 mètres pour la parcelle N° 22 et de 180 mètres pour la parcelle N° 142. Elles sont en état de pré ou sol.
La parcelle N° 22 présente en son bout un espace boisé classé qui interdit le défrichement.
La parcelle N° 142 est placée sur deux zonages UB 6 et UX1.
Le consultant souhaite céder ces parcelles à une entreprise afin de faciliter son accès au périmètre d'extension de la zone d'activité.

EUROMETROPOLE de STRASBOURG
Service de la Politique foncière et immobilière
A l'attention de M. Damien PASQUALI
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Les parcelles sont situées en zone UB6 du PLU de la commune d'Eschau dont la dernière révision a été approuvée le 21/02/2014 et opposable le 04/04/2014.

Les zones UB délimitées au plan sont les zones d'extension récente destinées principalement aux constructions à usage d'habitation ainsi qu'à celles où s'exercent des activités commerciales ou de service.
L'emprise au sol maximum des bâtiments est fixée en fonction de la hauteur du bâtiment projeté soit :
– 1 niveau (R), emprise de 60 %,
– 2 niveaux (R+1 ou comble), emprise de 45 %,
– 3 niveaux (R+1+comble ou R+2), emprise de 35 %.
Le COS applicable est de 0,5.

Les zones UX comprennent les terrains recevant essentiellement des activités industrielles, artisanales ou commerciales avec peu de nuisances.

L'unité foncière reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L13-15-II du code de l'expropriation. Située en zone constructible, celle-ci dispose en effet de l'accès à la voie publique desservie par les réseaux.

6. Situation locative : estimé nu et libre de toute occupation.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, **la valeur vénale de la globalité des parcelles d'une superficie totale de 17,94 ares est de :**

136 530 € HT.

Ces valeurs tiennent compte de la situation des parcelles selon les trois zones définies soit :

la valeur de la **première zone** à moins de 40 mètres des réseaux est de **18 000 € HT/are**

la **seconde zone** plus enclavée et éloignée des réseaux est de **9 000 € HT/are**

la **troisième zone** correspondant à la partie la plus en profondeur est de **4 500 € HT/are**

S'agissant d'une cession à un propriétaire riverain, un prix de convenance, qu'il n'appartient pas au service du Domaine d'apprécier, pourra être retenu.

8. Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si elle intervenait après une modification de la réglementation de l'urbanisme.

La présente estimation est donnée sous réserve des éventuels travaux relatifs à la présence d'amiante, de termites et aux risques relatifs au saturnisme.

Elle n'est au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions de droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN
4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION ALSACE- CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n°86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L.1211-1 et L.1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

S.E.I. N° 2016/112
Enquêteur :Maryse Vernier
☎ 03 88 10 35 12

Courriel :maryse.vernier@dgfip.finances.gouv.fr

Cession amiable

1 -Service consultant : Eurométropole de Strasbourg. – Affaire suivie par Mme Barbara MATHIEU (barbara.mathieu@strasbourg.eu)
2 -Date de la consultation : Demande du 27 janvier 2016, reçue le 01 février 2016.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet de cession de 17 parcelles de terrain à bâtir à usage d'activités situées dans le périmètre du projet d'extension de la zone d'activités d'Eschau..
4 – Propriétaire présumé : Communauté Urbaine de Strasbourg-Service immobilier.
5 – Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune d'ESCHAU

Section	Parcelles	Surface/ares	Adresse	Propriétaire	Zonage POS/PLU
28	205	7,25	Neuhard Im Roettel	CUS	UX1
	24	29,72	Rue de la Tuilerie		
	15	9,91	Pulverlaechel		
	14	9,91	Pulverlaechel		
	13	9,93	Pulverlaechel		
	12	7,8	Pulverlaechel		
	6	7,34	Pulverlaechel		
	415	6,39	Pulverlaechel		
	4	11,66	Pulverlaechel		
	251	8,66	Pulverlaechel		
	242	3,96	Pulverlaechel		
	416	1,41	Pulverlaechel		
	456	0,45	Rue des Fleurs/Rue de la Tuilerie		
29	146	9,64	Pulverlaechel		
	148	4,82	Pulverlaechel		
	150	9,67	Rue de la Tuilerie		
	152	4,78	Rue des Fleurs		
	TOTAL	143,3			

Eurométropole de Strasbourg
Service Développement Industrie, Commerce. Artisanat et Promotion des ZA
A l'attention de Mme Barbara MATHIIEU
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

La commune d'Eschau est située en périphérie Sud de l'agglomération de Strasbourg.
L'emprise foncière à évaluer est située dans la zone d'activités d'Eschau, au Nord de la rue de l'Industrie et à l'Est du canal du Rhône au Rhin. Elle est comprise dans le périmètre du projet d'extension de cette zone d'activités, élaboré par l'Eurométrople de Strasbourg. Les parcelles sont actuellement en état de terre, bordées d'arbres par endroits, non équipées des réseaux.(Les réseaux les plus proches sont situés sous la rue de l'Industrie).
Une entreprise souhaiterait se porter acquéreur de l'ensemble des terrains ci-dessus référencés, y compris de la voie d'accès, donnant sur la rue de l'Industrie. Elle aimerait acheter ces terrains en l'état actuel, c'est à dire non viabilisés.

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone UX1 du PLU de la commune d'Eschau dont la dernière modification a été approuvée le 21/02/2014et opposable le 04/04/2014.
La zone UX est une zone destinée principalement aux activités. Y sont admises les constructions à usage d'activités commerciales, de bureaux, hôtelières, artisanales ou industrielles .
L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 70 % de la superficie du terrain.

6. Situation locative : estimé nu et libre de toute occupation.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

1 300 € HT/are, soit une valeur de 186 300 € HT.

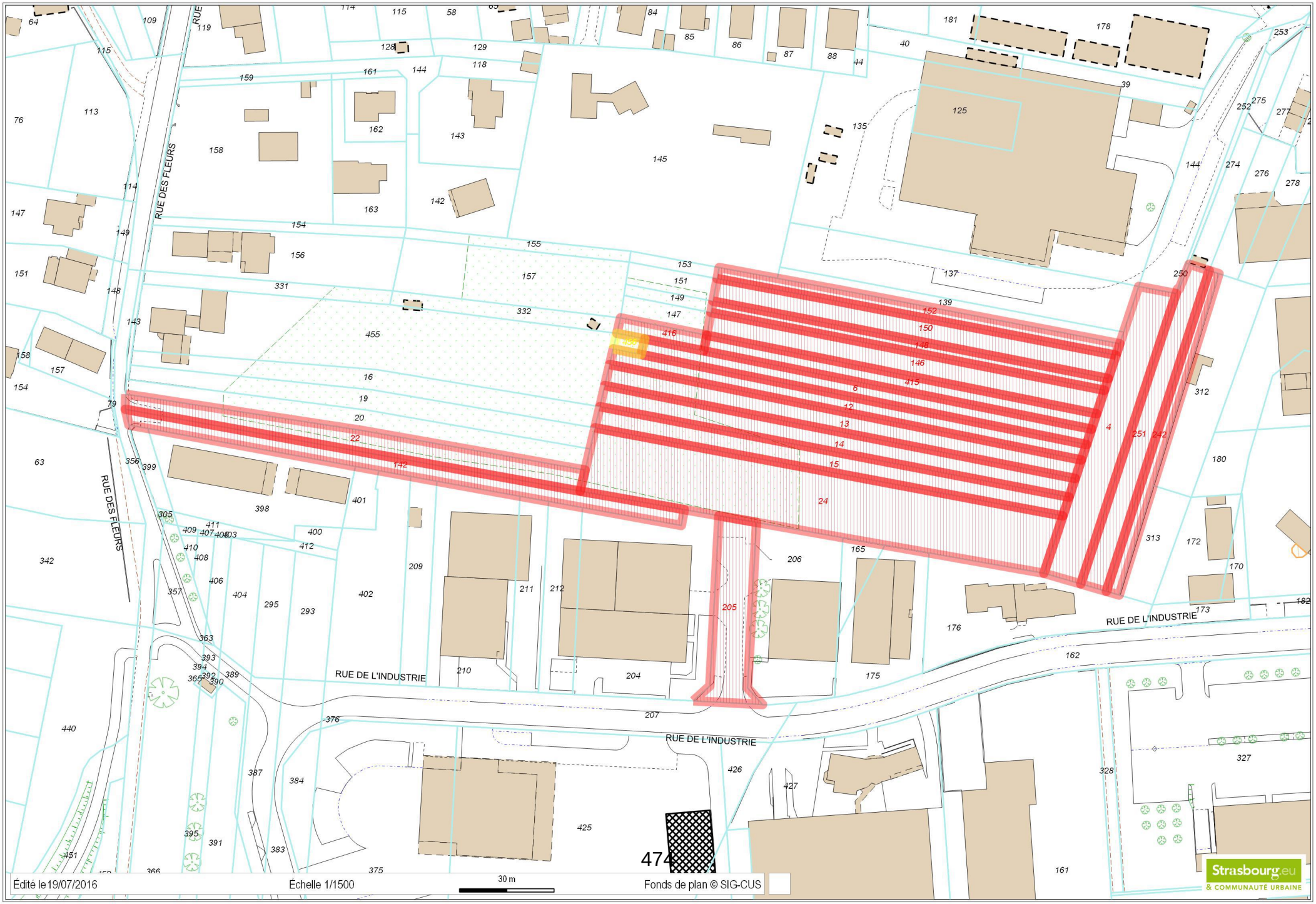
Cette valeur est basée sur le marché constaté.

8. Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an** ou si elle intervenait après une modification de la réglementation de l'urbanisme.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques. En outre, il vous appartient d'en informer les propriétaires concernés.

A Strasbourg, le 11/02/2016
Pour l'Administrateur Général,
Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et du Département du Bas-Rhin
Sophie BAUDUIN
Administratrice des Finances Publiques Adjointe


RUE DES FLEURS
RUE DES FLEURS
RUE DE L'INDUSTRIE
RUE DE L'INDUSTRIE
RUE DE L'INDUSTRIE
474
Édité le 19/07/2016
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

54

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Zone d'activités d'Eschau : vente d'un foncier à la société RIF IMPRIMERIE.

Dans le cadre de la commercialisation de ses zones d'activités, l'Eurométropole de Strasbourg a été sollicitée par la société RIF IMPRIMERIE pour l'acquisition d'un terrain en vue de pérenniser son implantation dans la zone d'activités d'Eschau.

La société RIF IMPRIMERIE est déjà installée depuis 1997 dans la ZA d'Eschau, en location. L'entreprise souhaite pérenniser son implantation, conserver sa main d'œuvre locale (une dizaine de salariés) et investir dans ses propres ateliers d'environ 1 000 à 1 200 m².

Il est donc proposé à la société RIF IMPRIMERIE un foncier de 25 ares au prix de 4 200 € l'are HT.
France Domaine a été consulté sur ce projet de vente en conformité avec les dispositions de l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La collectivité fixe les conditions de vente suivantes :

- réalisation du projet conformément au permis de construire présenté préalablement au dépôt pour accord,
- obligation de démarrer les travaux dans un délai de six mois à compter de la signature de la vente,
- constitution d'un pacte de préférence sur l'ensemble immobilier au profit de l'Eurométropole de Strasbourg sur une durée de 15 ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La commission permanente (Bureau)
vu l'avis du Conseil municipal d'Eschau du 27 septembre 2016
vu l'avis des Domaines
après en avoir délibéré

approuve

la vente à la société RIF IMPRIMERIE, ou à toute personne morale constituée ou désignée à l'effet des présentes en ce compris à tout pool de crédit bailleur, d'un terrain de 25,82 ares, cadastré :
Commune d'Eschau
Lieu dit « Im Roettel »
Section 28 – parcelle n°458/26

ledit terrain est cédé pour la réalisation d'un hall d'activités et de bureaux pour l'activité d'imprimerie de la société Rif Imprimerie,

le prix du terrain est de 4 200 € l'are, soit un total de 108 444 € HT ;

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte concourant à l'exécution de la présente vente, tel que, le cas échéant, la cession de rang des droits inscrits au Livre Foncier en faveur de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *le Président ou son représentant à signer l'acte constituant la servitude et tous les actes ;*

- *l'intégration de la clause relative au pacte de préférence au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, mentionnée ci-dessus dans ledit acte de vente, et l'inscription de ce droit au Livre Foncier ;*

- *l'imputation de la recette correspondante au budget ZAI - Code activité : AD07E - AP 0085 – PROGRAMME 369 - Fonction : 60 – Nature : 7015.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN
4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE – CHAMPAGNE-ARDENNE – LORRAINE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n°86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L.1211-1 et L.1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

S.E.I. N° 2016/585
Enquêteur :Nathalie Stahl
☎ 03 88 10 35 18

Courriel :nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr

Cession amiable

1 – Service consultant : Eurométropole de Strasbourg, affaire suivie par Mme Barbara MATHIEU (barbara.mathieu@strasbourg.eu)
2 – Date de la consultation : Demande du 3 juin 2016, reçue le 8 juin 2016.
3 – Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet de cession d'un terrain situé dans la zone d'activité d'Eschau
4 – Propriétaire présumé : Eurométropole de Strasbourg
5 – Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune d'ESCHAU

Section	Parcelles	Surface /ares	Surface à détacher de la parcelle-mère	Zonage POS
28	374	51	25,82	UX1

La commune d'Eschau se situe à environ 12 kilomètres de Strasbourg, dans la périphérie Sud de l'agglomération strasbourgeoise.
L'emprise se situe au sud-est du ban communal dans la zone d'activité d'Eschau. Il s'agit d'une parcelle suite à découpage parcellaire dans le cadre de la commercialisation des terrains de la zone d'activité.
Le consultant a informé le service du Domaine que la parcelle est actuellement louée.

5a – Urbanisme – Situation au plan d'aménagement – Zone de plan – C.O.S. – Servitudes – État du sous-sol – Éléments particuliers de plus-value et de moins-value – Voies et réseaux divers :
La parcelle située en zone UX1 du PLU de la commune d'Eschau dont la dernière révision a été approuvée le 26/06/2015 et opposable le 05/08/2015.
les zones **UX** comprennent les terrains recevant essentiellement des activités industrielles, artisanales ou commerciales avec peu de nuisances.

Eurométropole de Strasbourg
A l'attention de Barbara MATHIEU
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 70 % de la superficie du terrain.
Les surfaces libres de toute construction doivent être aménagées et convenablement entretenues.
En outre, 20 % au moins de la superficie du terrain doivent être aménagés en espaces verts. Le tiers au plus de cette surface peut être utilisé en parking, à condition d'être traité en surface perméable et planté d'arbres.
6. Situation locative : estimé nu et libre de toute occupation.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

4 200 € HT/are, soit une valeur de 108 444 € HT arrondie à 108 000 € Ht.

S'agissant d'une cession à un propriétaire riverain, un prix de convenance, qu'il n'appartient pas au service du Domaine d'apprécier, pourra être retenu.

8. Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si elle intervenait après une modification de la réglementation de l'urbanisme.

La présente estimation est donnée sous réserve des éventuels travaux relatifs à la présence d'amiante, de termites et aux risques relatifs au saturnisme.

Elle n'est au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions de droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

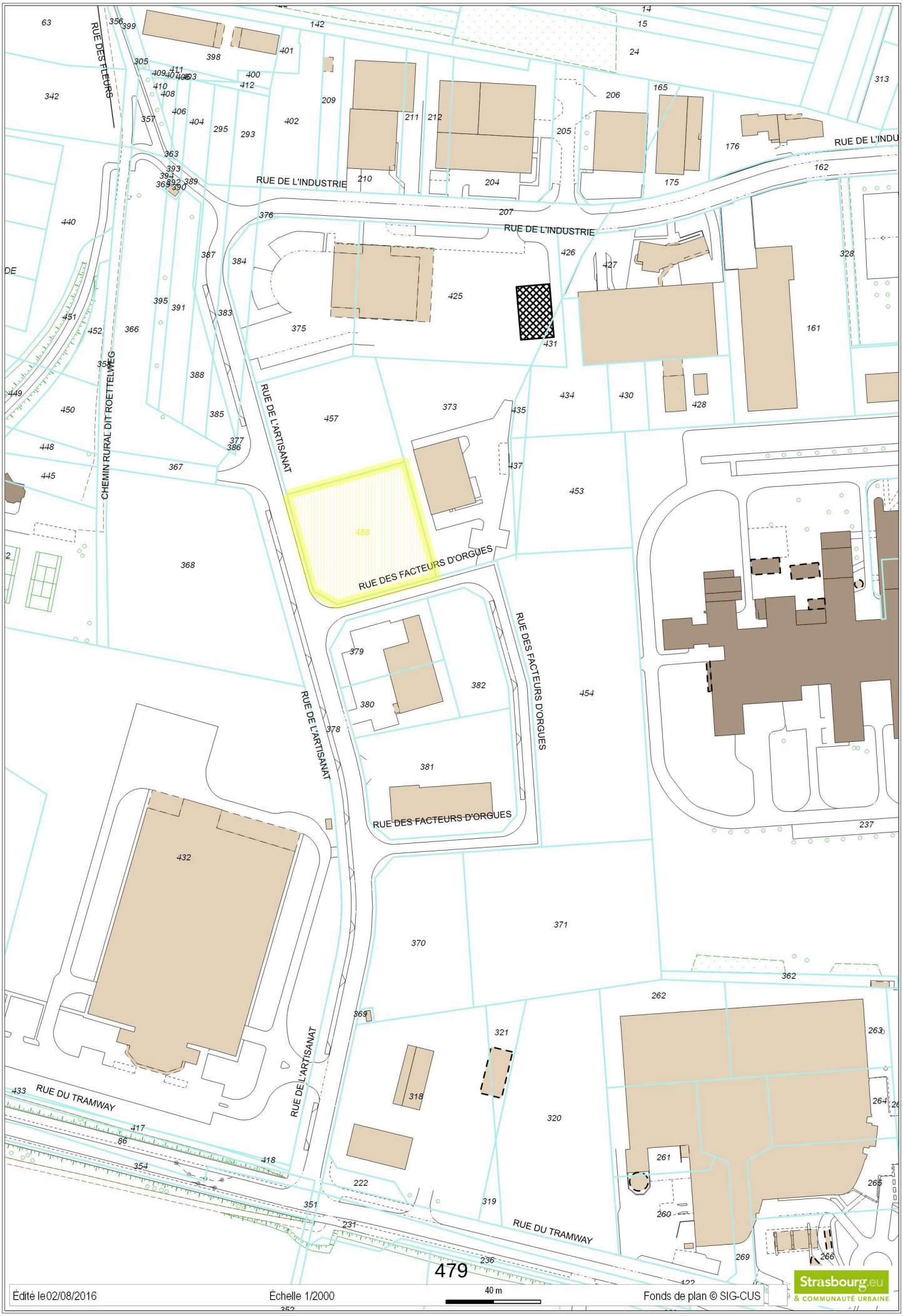
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique.
En outre, il vous appartient d'en informer les propriétaires concernés.

Pièces jointes :./.

A Strasbourg, le 20/06/2016
Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques de la région Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin

Stahl

Nathalie STAHL
Inspectrice des Finances Publiques



Édité le02/08/2016 Échelle 1/2000 40 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

55

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Ateliers Chantiers d'Insertion.

Les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) tels que les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) constituent un dispositif d'insertion sociale et professionnelle conventionné par l'Etat. Ce dispositif permet à des personnes éloignées de l'emploi de retrouver progressivement le chemin de l'insertion professionnelle durable, à travers des parcours associant activité salariée et accompagnement personnalisé.

Sur le territoire de l'Eurométropole, l'offre d'insertion dans les différents ateliers chantiers d'insertion correspond à près de 245 équivalents temps plein, soit plus de 445 000 heures d'insertion s'adressant aux personnes très éloignées de l'emploi.

Portée par 12 établissements, cette offre se décline dans des domaines variés tels que l'humanitaire ou le caritatif, l'agriculture biologique, le bâtiment, le commerce, l'entretien, la restauration, le recyclage.

En 2015, l'activité des ateliers chantiers d'insertion a contribué à la mise à l'emploi de 537 personnes et au retour à l'emploi durable ou à la formation qualifiante de 113 personnes soit une moyenne de 39 % de sorties dynamiques.

Le financement de ces chantiers s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien de la collectivité à l'insertion professionnelle et à l'économie sociale et solidaire.

Humanis	30 000 €

L'association, intervient dans le champ de la solidarité locale et internationale et déploie son activité rue du Héron à Schiltigheim au sein d'un local de près de 1 900 m^2.

Elle assure l'animation d'un réseau humanitaire et de solidarité qui mobilise une centaine d'associations et ONG membres. A ce titre l'association dispose d'un espace de services et de soutien aux projets. En 2015, le réseau a accueilli onze nouveaux membres : Mi lé Novissi, JOSSH J'Oeuvre au service de la solidarité humanitaire, ANAU (Association Normande d'Anciens Utilitaires), RAUCCA (Rassemblement des Amateurs d'Utilitaires Cars et Camions Anciens), Quetzalma, union des Tchadiens en Alsace, à l'eau gemeau,

Espoir d'Afrique, AIMDA (Association d'Initiatives pour un Développement en Afrique), BIA BIA, ACHFGR (Association Culturelle et Humanitaire Franco Géorgienne Russe).

Le réseau humanitaire met en place :

1. des actions d'éducation à la solidarité internationale,
2. des guides pratiques : annuaire de la solidarité, guide logistique, organisation d'évènements et de projets solidaires.

En 2015, le réseau Humanis a mobilisé la cellule urgence pour le Népal en partenariat avec les associations AFPN, ECM, Terre des hommes et SOLHIMAL.
Le réseau s'appuie sur un pôle bénévolat qui compte 504 bénévoles. Différentes manifestations ont été organisées en 2015 : la rencontre des acteurs de la solidarité internationale le 11 avril à Mulhouse (50 participants dont 22 associations), le défilé de mode éthique à Strasbourg le 17 avril (9 partenaires mobilisés : associations, commerçants et établissements scolaires), la rentrée des associations les 26 et 27 septembre, la semaine de la solidarité internationale du 14 au 22 novembre à Strasbourg et à Mulhouse (30 associations, 16 animations organisées).

L'association développe des activités de logistique humanitaire et de revalorisation de matériel informatique dans le cadre de deux ateliers chantiers d'insertion.

1. Le chantier dédié à la logistique comprend la collecte et la revalorisation de matériel médical, scolaire, machines à coudre destinés aux associations humanitaires locales et internationales. Plus de 1000 m^2 d'espaces de stockage sont à disposition des associations.
2. Le chantier dédié à l'informatique détient le label Ordi 2.0 du ministère de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique pour la constitution d'un pôle régional de collecte, rénovation et de réemploi solidaire de matériel informatique. Un espace de démantèlement permet le recyclage complet du matériel et l'organisation de filières de collecte par type matériel.

En 2015, la collecte a représenté 1 127 unités centrales, 524 écrans et 250 imprimantes. Près de 32 % du matériel a été vendu. Un partenariat autour du recyclage et du réemploi de matériel informatique est en place depuis 2012, l'association et l'Eurométropole. A ce titre ont été collectés 1044 unités centrales, 211 écrans et 33 portables.

Différents types de poste de travail sont proposés aux personnes en insertion : agent de technique d'atelier, de logistique, de technique informatique, personnel d'accueil et d'entretien.

Ce chantier prévoit, en 2016, 32 équivalents temps plein en insertion.

La subvention d'un montant total de 30 000 € est destinée à financer l'animation du réseau humanitaire et de solidarité pour un montant de 18 600 € et l'activité des ateliers chantier d'insertion pour 11 400 €.

Libre Objet	6 000 €

Libre Objet est un atelier de fabrication en petite série d'objets conçus par des artistes locaux.

L'association dispose d'un atelier boutique rue Thiergarten à Strasbourg. Les différents objets réalisés sont commercialisés à l'occasion de manifestations : marchés de Noël sur Strasbourg, autres foires et salons et au sein de divers dépôts-ventes en magasin, … L'association a réalisé en 2015 : 3640 objets conçus par des artistes et fabriqué 6300 objets émanant de commandes spécifiques pour les établissements : Sati, le Crédit Agricole, Envie, Arte, CITIZ, la Région Alsace, Le Graffalgar, le collectif Vivre Noël ensemble, l'office du tourisme. L'association réalise également pour la collectivité la conception de sacs à partir de bâches recyclées.

En 2015, deux nouveaux artistes ont rejoint Libre Objet et sept nouveaux objets ont été conçus : une lampe, un jeu d'échec, carnet en bâche, sac postier, baby-trousse, fourre-tout en paquets de café.

Ce chantier travaille sur l'acquisition de compétences telles que le traçage, ponçage, découpage, assemblage, peinture et montage simple en électricité. L'utilisation de machines fait également l'objet d'une validation de compétence.

Ce chantier prévoit, en 2016, 14 équivalents temps plein en insertion.

Horizon Amitié - Solibat	5 000 €

L'association porte un atelier chantier d'insertion Solibat implanté dans la zone d'activité rue d'Alger au Port du Rhin.

Ce chantier assure des travaux d'entretien extérieur de voiries, de second œuvre, de nettoyage de locaux et de collecte de textile en sous-traitance. En 2015, l'atelier chantier d'insertion a assuré différentes activités de peinture et de nettoyage pour les établissements tels que les centres d'hébergement et de réinsertion sociale - CHRS de l'association Horizon Amitié, le nettoyage des voiries des universités, pour la crèche parentale « Giving Tree » ainsi que deux copropriétés rue des Ormes à Strasbourg.

La collecte de textile a représenté en 2015 120 conteneurs pour 214 tonnes de linge collectées sur le département. En 2016, Horizon Amitié assurera la collecte de textile sur l'espace public de l'Eurométropole au titre du service d'intérêt économique général mis en place par la collectivité.

Ce chantier prépare aux métiers d'agent polyvalent de voirie, de nettoyage de locaux, de second œuvre bâtiment, de collecte.

Ce chantier prévoit, en 2016, 29 équivalents temps plein en insertion.

Vétis	7 500 €

Le chantier d'insertion Vétis a pour objet le recyclage et la vente des vêtements d'occasion. Celui-ci accueille des personnes en grandes difficultés et éloignées de l'emploi autour d'activités de tri, de revalorisation textile comme la couture et la vente en magasin.

En 2015 près de 350 tonnes de textile ont été collectées dont près de 71 % sur le territoire de l'Eurométropole. 95 % des produits ont fait l'objet de réemploi, de vente en boutique ou d'une valorisation.

En 2016, Vetis assurera la collecte de textile sur l'espace public de l'Eurométropole au titre du service d'intérêt économique général mis en place par la collectivité.

Ce chantier prépare aux métiers de chauffeur-livreur, de manutentionnaire-gestion de stock, de vendeur-préparateur de commande, de couturière réparatrice.

Ce chantier prévoit, en 2016, 19 équivalents temps plein en insertion.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer les subventions suivantes :*

Humanis	*30 000 €*
Libre Objet	*6 000 €*
Horizon Amitié - Solibat	*5 000 €*
Vétis	*7 500 €*
TOTAL	***48 500 €***

- *d'imputer la somme de 48 500 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65-6574-DU05D – prog 8024 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 229 750 €,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et éventuelles conventions y afférentes.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Humanis	Fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Libre Objet	Fonctionnement	7 000 €	6 000 €	6 000 €
Horizon Amitié - Solibat	Fonctionnement	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Vétis	Fonctionnement	7 500 €	7 500 €	7 500 €
TOTAL		**49 500 €**	**48 500 €**	**48 500 €**

56

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Soutien à l'insertion professionnelle.

L'Eurométropole de Strasbourg soutient les démarches d'insertion professionnelle qui contribuent à l'accès à l'emploi des publics les plus en difficulté : chômeurs longue durée, personnes en situation d'isolement ou d'exclusion, ayant des problèmes de santé, jeunes, bénéficiaires du RSA. Les activités développées lors des actions de mobilisation sont le support au développement de l'autonomie, la restauration de la confiance en soi, et favorisent le retour à l'emploi ou à la formation, elles constituent une étape importante dans un parcours d'insertion professionnelle.

L'Atelier – Parcours de développement personnel (Padep) 8 000€

Le Padep constitue une première étape dans un parcours d'insertion professionnelle. Il s'agit d'une action de remise en activité progressive répondant à des objectifs de socialisation, d'évaluation et d'insertion pour les bénéficiaires du RSA et autres personnes en difficulté particulière d'accès à l'emploi.

L'action se structure en deux axes : le groupe et les activités d'une part et l'accompagnement individuel d'autre part. L'atelier sert de support et de prétexte pour analyser sa relation au travail et aux autres. Il permet une remise en route progressive vers une adaptation à un collectif de travail.

Au cours de l'année 2015 neuf ateliers différents ont pu être proposés aux 63 personnes accueillies Parmi elles, quatre ont connu une sortie dynamique (2 formations, 2 emplois). Par ailleurs, 7 autres personnes ont pu réaliser un essai en entreprise.

En 2016, l'association prévoit d'accueillir 65 personnes.

L'Atelier – Ecole de la 2ème chance 20 000 €

L'école de la deuxième chance du Bas-Rhin (E2C 67), labellisée en 2010, est portée par le centre de formation l'Atelier à Strasbourg. Elle s'adresse à des jeunes de plus de 16 ans, sortis du système scolaire, en difficulté face à l'emploi et à la qualification.

Elle accueille en entrée et sortie permanente environ 250 jeunes par an, dont 91 % issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'Eurométropole. Les principaux prescripteurs sont les missions locales.

Le principe proposé est de redynamiser le jeune pour qu'il découvre ou redécouvre son environnement, la langue écrite, les multiples possibilités de l'outil multimédia et surtout le milieu de l'entreprise. Il peut ainsi tester plusieurs métiers avant de s'orienter vers un parcours de qualification ou vers l'emploi direct dans les secteurs de l'hôtellerie, la restauration, l'entretien, les espaces verts, la métallerie et la soudure.

En 2015, à l'issue du passage par l'Ecole de la deuxième chance, 61% des jeunes ont retrouvé le parcours de la qualification ou de l'emploi.

ABCDE **14 000 €**

L'objectif général de l'association ABCDE est de permettre aux chômeurs de s'organiser collectivement pour améliorer leurs droits et conditions de vie, et de faire vivre leur droit de citoyen à part entière.

ABCDE organise des réunions mensuelles qui ont vocation à rompre l'isolement et favoriser l'entraide et les réponses collectives. Sur le territoire de l'Eurométropole, 3 groupes locaux de chômeurs d'une vingtaine de participants par séance se réunissent mensuellement (Strasbourg, Illkirch et Schiltigheim).

Interlocuteur des différentes institutions, ABCDE participe par exemple au Comité consultatif des usagers, installé au Département en 2015 et porte la parole organisée des usagers demandeurs d'emploi dans le dialogue avec Pôle emploi, la Région, les Missions locales, la CAF et l'Eurométropole.

Si ABCDE favorise une approche collective, l'association peut également ponctuellement s'engager dans un accompagnement individuel notamment sous forme de médiation avec les institutions.

Globalement pour 2015, ce sont près de 400 chômeurs qui ont participé aux activités proposées, en partenariat avec d'autres associations : séances projection – débat, conférences, activités d'information menées spécifiquement à destination des jeunes, visites d'entreprises, participation à un évènement organisé autour des échanges de savoirs…

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer les subventions suivantes :*

L'Atelier - PADEP	*8 000 €*
L'Atelier – Ecole de la 2ème chance	*20 000 €*
ABCDE	*14 000 €*
TOTAL	***42 000 €***

- *d'imputer la somme de 42 000 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65-6574-DU05D – prog 8024 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 229 750 €,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et éventuelles conventions y afférentes.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
L'Atelier - PADEP	Fonctionnement	8 000 €	8 000 €	8 000 €
L'Atelier – E2C	Fonctionnement	20 000 €	20 000 €	20 000 €
ABCDE	Fonctionnement	15 000 €	14 000 €	14 000 €
TOTAL		**43 000 €**	**42 000 €**	**42 000 €**

57

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Attribution de subventions FSE 2014-2020.

Le 26 juin 2015, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a validé les nouveaux programmes Fonds européen de développement régional (FEDER) et Fonds social européen (FSE) 2014-2020 intégrés dans un investissement territorial intégré (ITI) basé sur la stratégie de développement économique du territoire.

Le financement du Programme FSE repose sur la mobilisation d'une enveloppe de 1,5 millions d'euros de crédits européens déléguée par la convention de subvention globale de gestion de FSE 2014-2016, validée par la Commission permanente le 16 octobre 2015. Organisme intermédiaire, l'Eurométropole gère une subvention orientée majoritairement sur les thématiques de la coordination de l'offre de services pour les personnes éloignées de l'emploi, la politique de la ville et l'insertion des jeunes.

Les fonds FSE sont attribués par l'Eurométropole sous forme de subventions à des porteurs de projet de toute nature dont les opérations répondent aux critères de sélection du programme.

3 projets *(cf. tableau en annexe 1)* ayant fait l'objet d'une demande de subvention FSE sont proposés pour approbation à la Commission permanente au titre du Dispositif *3 « Mise en place d'actions en faveur des publics très éloignés de l'emploi, y compris les jeunes, pour une meilleure insertion sociale et professionnelle »* (2 projets portés par des associations, 1 projet porté par la ville de Strasbourg).

Le coût total de ces opérations s'élève à 75 227,13 €. Le montant total de la subvention FSE attribuée dans le cadre de ce projet de délibération s'établit à 37 613,56 €. Le taux de programmation pour la subvention globale 2014-2016 est alors de 75,41 %.

Le présent projet de délibération a pour objet d'approuver la sélection des projets bénéficiaires des crédits FSE 2014-2020, les montants des subventions FSE, les modifications présentées dans les avenants, et d'autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions d'octroi correspondantes et les avenants, en sa qualité de représentant de l'organisme intermédiaire gestionnaire des crédits FSE.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *les projets suivants au titre du Dispositif 3 ainsi que les montants des subventions FSE :*

Intitulé du projet	*Porteur de projet*	*Coût total éligible*	*Critère spécifique d'éligibilité relatif au public cible*	*Montant subvention FSE*	*Montant prévisionnel cofinancements*
Connecter les jeunes aux entreprises du numérique	*FNARS*	*26 427,12 € T.T.C.*	*jeunes*	***13 213,56 € 50 %***	*Etat-DIRECCTE : 402 €*
Accompagnement de vacataires animateurs en restauration scolaire	*Ville de Strasbourg*	*24 000 € H.T.*	*QPV*	***12 000 € 50 %***	
Appel à projets Eurométropole : Dispositif TAPAJ	*ITHAQUE*	*24 800 € T.T.C.*	*jeunes*	***12 400 € 50 %***	*Etat-MILDECA : 5 000 €* *Ville de Strasbourg : 3 000 €*

décide

- *d'accorder les subventions au titre du Fonds social européen de l'Union européenne pour les projets cités ci-dessus, sous réserve de la disponibilité effective des crédits communautaires,*

- *d'imputer le paiement FSE sur les crédits ouverts de la ligne DU01T - 052 – 6574 pour les deux associations et DU01T – 052 – 657382 pour la Ville de Strasbourg,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions et les éventuels avenants relatifs aux projets cités ci-dessus, en sa qualité de représentant de l'organisme intermédiaire gestionnaire de crédits FSE.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

ANNEXE 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FSE AU TITRE DU PROGRAMME FSE DE L'EUROMETROPOLE 2014-2020

DISPOSITIF 3 Mise en place d'actions en faveur des publics très éloignés de l'emploi, y compris les jeunes, pour une meilleure insertion sociale et professionnelle					
Intitulé du projet et N° Ma Démarche FSE	**Porteur de projet**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Connecter les jeunes aux entreprises du numérique 2016 01280	FNARS	Le projet a pour objectif de mettre en lien des jeunes en démarche d'insertion avec le secteur du numérique, de les outiller pour connaître ou mieux connaître ce secteur afin de s'insérer professionnellement. A partir de l'organisation d'un stammtisch pour découvrir les métiers du numérique, professionnels et jeunes seront mis en relation avec le syndicat du numérique SYNTEC et des entreprises partenaires. Cette rencontre permettra de présenter les différents métiers, formations et pré-requis et les entreprises qui recrutent. Elle sera suivie de différentes mises en relation : visites d'entreprises, job-datings et stages. Tout au long du projet, un suivi des jeunes sera effectué avec évaluations et orientations. En parallèle, le lien sera établi avec les entreprises accueillant des stagiaires ou/et ayant participé aux job-datings. Le projet dure un an (2016). Le nombre prévisionnel de participants est de 15 jeunes de 18 à 25 ans. La demande de subvention porte sur des frais de personnel et des coûts restants (locaux et autres dépenses liées aux participants) établis à l'aide d'un taux forfaitaire. *Information complémentaire : Nouvelle opération en lien avec les services de l'Eurométropole.*	26 427,13 € T.T.C.	Etat- DIRECCTE : 402 € *Autofinancement : 12 811,57 €*	**13 213,56 € 50%**

Accompagnement de vacataires animateurs en restauration scolaire 2016 01384	Ville de Strasbourg	Le projet consiste à permettre aux personnes en difficulté d'insertion d'accéder à des postes d'accompagnateurs/animateurs en restauration scolaire. L'accompagnement est organisé sous forme de formation collective et se décompose en plusieurs étapes : - accompagnement préalable au recrutement, - préparation au poste d'animateur avec mise en situation, - analyse des pratiques professionnelles. L'accompagnement est ponctué par des étapes clés : le passage de l'attestation de premiers secours ou encore la participation à un forum de découverte et d'information sur les potentialités professionnelles. Le projet dure 8 mois (mai 2015 à décembre 2015). Le nombre prévisionnel de participants est de 50, dont au moins la moitié est issue des QPV. La demande de subvention porte sur l'achat d'une prestation externe. *Informations complémentaires :* *En 2014, le projet a remporté un des « Prix territoriaux » organisé par la GMF et la Gazette des communes.* *En 2015, sur 42 personnes ayant suivi la formation 20 sont en CDDI, 1 en emploi durable, 1 en formation et 12 ont gardé le statut de vacataires.*	24 000 € H.T.	*Autofinancement :* *12 000 €*	**12 000 €** **50%**
Appel à projets Eurométropole : Dispositif TAPAJ 2016 03085	ITHAQUE	Le projet TAPAJ (Travail Alternatif Payé A la Journée) permet de favoriser un retour à l'emploi des jeunes consommateurs de substances psychoactives, en rupture sociale et/ou en errance. Il s'agit d'entretenir les espaces verts du secteur en pied de talus et limitrophes des jardins familiaux du Parc du fossé des remparts. Les jeunes sont directement mis en emploi sous un format décliné en 3 phases : progression du nombre d'heures de travail et sa répartition dans la semaine (phase 1 et 2) et accompagnement des projets d'insertion socio-professionnelle (phase 3). Le projet repose sur un partenariat étroit entre Ithaque, l'employeur juridique (structure du champ de l'insertion par l'activité économique) et la collectivité, fournisseur de supports	24 800 € T.T.C.	Etat-MILDECA : 5 000 € Ville de Strasbourg : 3 000 € *Autofinancement :* *4 400 €*	**12 400 €** **50%**

		d'activités professionnelles. Le projet dure 6 mois du 01/07/2016 au 31/12/2016. Le nombre prévisionnel de jeunes de 18 à 25 ans est de 7. La demande de subvention porte sur des frais de personnel, l'achat de matériel et l'achat d'une prestation, qui comprend l'encadrement des jeunes et leur rémunération. *Information complémentaire : Nouvelle opération en lien avec les services de la Ville de Strasbourg.*			

		TOTAL	**75 227,13 €**		**37 613,56 €**

58

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Subvention au Strasbourg Convention Bureau.

Le rayonnement et l'attractivité constituent l'un des axes du développement économique de la stratégie Strasbourg Eco 2030. Cet axe s'appuie notamment sur une dynamisation du secteur du tourisme d'affaires afin de générer des retombées économiques, mais également d'image et de notoriété.

En réunissant les acteurs économiques et institutionnels, le Strasbourg Convention Bureau (SCB) affiche l'ambition de positionner Strasbourg comme un pôle de référence en France dans l'accueil et l'organisation de manifestations professionnelles de la filière tourisme d'affaires.

Le projet du SCB s'inscrit dans une convention financière et d'objectifs annexée à la présente délibération. Cette convention annuelle :

- définit les objectifs de développement de l'activité du SCB en 2016,
- précise ses nouvelles actions,
- indique ses modalités d'évaluation.

Le 26 février 2016, la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg a validé le projet et le plan d'actions 2016 proposés par le SCB, et délibéré une subvention de 100.000 Euros.

Conformément à la convention d'objectifs, délibérée le 26 février 2016 et signée par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et le Strasbourg Convention Bureau, il vous est proposé de confirmer un soutien financier à hauteur de 45 000 € complémentaires, portant l'aide annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg pour 2016 à 145 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer une subvention complémentaire de 45 000 € pour le financement du Strasbourg Convention Bureau au titre de l'exercice 2016,*

- *d'imputer la dépense sur la ligne budgétaire 64-6574-DU04E – prog 8022 dont le solde disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 45 000 €,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

CONVENTION FINANCIERE et D'OBJECTIFS
Exercice 2016

Entre :

- La Ville de Strasbourg, ci-après dénommée la Ville, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,
- L'Eurométropole de Strasbourg ci-après dénommée l'Eurométropole, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président,

et

- L'association Strasbourg Convention Bureau, ci-après dénommée l'association ou le SCB, dont le siège est basé 34 rue du Tivoli 67000 Strasbourg, représentée par sa Vice-Présidente en exercice, Madame Véronique SIEGEL.

Vu,

- Les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art. 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art. 1,
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg du 22 février 2016,
- La délibération de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 février 2016.

Préambule

La présente convention s'inscrit dans une démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les parties. Elle témoigne de la volonté de la collectivité d'inscrire ses relations avec l'association dans le cadre d'un partenariat durable.

Le rayonnement et l'attractivité constituent l'un des axes du développement économique des stratégies Strasbourg Eco 2020 et Eco 2030. Cet axe s'appuie notamment sur une dynamisation du secteur du tourisme d'affaires afin de générer des retombées économiques, mais également d'image et de notoriété.

En réunissant les acteurs économiques et institutionnels, le SCB affiche l'ambition de positionner Strasbourg comme un pôle de référence en France dans l'accueil et l'organisation de manifestations professionnelles de la filière tourisme d'affaires.

C'est dans cette perspective que la Ville et l'Eurométropole soutiennent financièrement le projet associatif du Strasbourg Convention Bureau, acteur majeur dans le domaine du tourisme d'affaires strasbourgeois.

Article 1 : objet de la convention

La présente convention établie entre la Ville, l'Eurométropole et l'association précise les engagements réciproques des trois parties ainsi que les moyens nécessaires à la mise en œuvre des objectifs partagés.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée d'un an avec effet à compter du 1er janvier 2016.

Son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville et l'Eurométropole d'un exemplaire signé par la Vice-Présidente de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal et de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : la stratégie de la Ville et de l'Eurométropole dans le domaine du tourisme d'affaires

Strasbourg est actuellement classée 8ème dans le classement ICCA[1] France (2014) et 164me au classement ICCA international (2014) ;

Le tourisme d'affaires a été identifié, comme un enjeu fort pour le développement et l'attractivité de l'agglomération strasbourgeoise au sein des stratégies ECO 2020 et 2030.

Cet enjeu est matérialisé au travers de 3 actions :

- l'action « Modernisation et Extension du Palais de la Musique et des Congrès (PMC) du Parc des Expositions (PEX) », qui représente un investissement, pour la collectivité, de 70 Millions d'Euros pour le seul projet PMC.
  Objectif = *se doter, en 2016, d'un équipement répondant aux standards internationaux en termes d'infrastructures d'accueil et être en capacité de développer de nouveaux évènements.*

- l'entrée, en 2014, au capital de Strasbourg Evènements de la société GL Events, acteur majeur et d'envergure internationale dans le domaine du tourisme d'affaires. La collectivité lui a confié la nouvelle délégation de service publique (2016-2036) pour l'exploitation des équipements du PEX et du PMC.
  Objectif = *améliorer la capacité de Strasbourg Evènements à accueillir des manifestations internationales et bénéficier de l'expertise du groupe GL Events.*

- la création, en 2015, d'un dispositif partenarial de soutien à la filière tourisme d'affaires intitulé « Helloptimist » et élaboré avec le SCB et Strasbourg Evènements. Le dispositif est piloté par la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité (DDEA) de la Ville et de l'Eurométropole.
  Objectif = *faciliter et favoriser la tenue de nouvelles manifestations professionnelles à Strasbourg en lien avec les filières d'excellence locale (technologies médicales, tertiaire supérieur international, mobilités innovantes et durables, économie créative, économie sociale et solidaire, économie verte et économie numérique).*

[1] *International Congress and Convention Association.*

Par cette stratégie ambitieuse et la dotation d'outils modernes, Strasbourg souhaite se repositionner en tant que leader au sein de la filière tourisme d'affaires.

Pour atteindre ces objectifs, une coordination des acteurs institutionnels et privés est nécessaire.
De par son projet, le SCB apparaît comme étant l'acteur incontournable sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole et dont le projet est le plus pertinent pour organiser la filière et répondre aux demandes des organisateurs du tourisme d'affaires.

Article 4 : le projet du Strasbourg Convention Bureau

Le SCB permet de promouvoir Strasbourg auprès des organisateurs du tourisme d'affaires. L'association participe en cela au renforcement du rayonnement et de l'attractivité de la Villet et de l'Eurométropole.

Ses missions :

- Promotion de l'offre locale en termes d'équipements et de services liés au tourisme d'affaires,
- Prospection des organisateurs d'événements nationaux et internationaux ; élaboration, pilotage et candidatures à certains évènements,
- Accompagnement des porteurs de projet d'événements à Strasbourg, grâce à une aide technique et logistique,
- Observation du secteur du tourisme d'affaires à Strasbourg principalement lié à l'activité du SCB.

Son projet :

- Conception, réalisation et diffusion de toute communication susceptible de contribuer à mieux faire connaître les atouts du territoire en matière de tourisme d'affaires,
- Mise en œuvre de toute prospection et communication en France et à l'étranger tendant à favoriser le tourisme d'affaires à Strasbourg,
- Promotion d' « Helloptimist » par la mise en relation avec la DDEA des organisateurs d'évènements répondant à ces critères :

FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF HELLOPTIMIST :

Pour être éligible au dispositif, l'évènement doit :
- *traiter d'une des 7 filières d'excellence d'ECO 2020 / 2030 (description dans l'art. 3)*
- *se tenir auprès d'un des membres-adhérents au Strasbourg Convention Bureau*

Pour les évènements générant + d'une nuitée sur Strasbourg, le dispositif prévoit l'octroi :
- *d'un pass transport sur le réseau de transport de la CTS*
- *d'un plan touristique de la ville*
- *de la mise à disposition gratuite d'un site municipal de prestige (Musées, Grande salle de l'Aubette, Salle de la Bourse, Pavillon Joséphine, Shadok, Terrasse du Barrage Vauban, Place du Château)*
- *ou de la mise à disposition gratuite d'un bateau-lounge ou classique chez Batorama*

Pour les évènements de + 1500 personnes, le dispositif prévoit l'octroi, en plus :
- *d'une communication de bienvenue en centre-ville, gare et aéroport*
- *de la mise à disposition gratuite d'un tram-découverte chez Strasbourg Mobilités*

Les évènements soutenus dans le cadre d'HELLOPTIMIST seront prioritairement les évènements impliquant une candidature de la destination Strasbourg (notamment par le Strasbourg Convention Bureau dans une logique de recherche de nouveaux évènements) et seront soumis à l'arbitrage des élus de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 5 : les objectifs partagés

Objectifs généraux

Dans le cadre de la présente convention, et conformément à son projet, le SCB assurera, outre ses missions statutaires, les missions suivantes, en cohérence avec la stratégie de la Ville et de l'Eurométropole dans le domaine du tourisme d'affaires :

- Valoriser l'image de Strasbourg comme destination internationale du tourisme d'affaires
- Développer la visibilité internationale de la destination Strasbourg auprès des organisateurs du tourisme d'affaires en s'appuyant sur la marque Strasbourg the europtimist et Helloptimist.

En 2016, le SCB prévoit de poursuivre le développement de son activité, et notamment dans la détection d'évènements éligibles à Helloptimist, en concentrant ses efforts sur des opérations de prospection commerciale à l'international et la définition d'une stratégie de communication digitale :

- Prospection : développement de partenariats, éductours, participation aux principaux salons nationaux et internationaux du tourisme d'affaires (Voir plan d'actions SCB 2016)
- Promotion : brochures, plan média, soirées et communication

Définition des objectifs et indicateurs

Objectifs généraux	Objectifs opérationnels	Indicateurs
Accroître sa notoriété dans Strasbourg et sa visibilité à l'international	Elaborer une stratégie de communication digitale Développer de nouveaux outils de communication digitale	En 2016, mise au point d'une stratégie pour une mise en œuvre en janvier 2017. Réalisation d'un film de promotion de la filière tourisme d'affaires visible sur tous les supports de communication du SCB qui démontre l'organisation de la destination sur le tourisme d'affaires et le rassemblant des acteurs au sein du SCB
Développer les occurrences dans la presse spécialisée	Démarcher les rédactions des publications spécialisées dans le tourisme d'affaires	Nombre d'encarts spéciaux consacrés à Strasbourg : 2 à 3 / an
Développer le réseau des membres du SCB	Organiser 1 évènementiel annuel destiné à recruter de nouveaux membres-adhérents	Augmentation de la part privée de nouveaux adhérents de 20% par rapport à 2015[2] Objectif : 125 adhérents en 2016
Maintenir le nombre de projets accompagnés (environ 350 / an)	Elaboration, dans son rapport annuel d'activité, d'une analyse sur les forces / faiblesses de la destination qui illustre les raisons des succès et des échecs Nombre de projets accompagnés par an.	
Attirer de nouveaux évènements par la promotion de l'offre et des produits développés par la destination	Valoriser le dispositif Helloptimist Développer et valoriser l'offre des sites de prestige municipaux susceptibles d'accueillir le programme des projets accompagnés	Accompagner / Candidater au minimum 1 évènement par an répondant aux critères d'éligibilité maximum du dispositif Helloptimist Rendre visible l'ensemble des sites de prestige municipaux[3] de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg : en tant que membres (sous couvert des subventions octroyées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg). Nombre de projets apportés répondant aux critères du dispositif Helloptimist.

502

[2] A partir du 1er janvier 2016, les cotisations des membres-adhérents au Strasbourg Convention Bureau baissent de 50 % . L'objectif de cette baisse est de permettre au Strasbourg Convention Bureau de recruter de nouveaux membres-adhérents.

3 Pavillon Joséphine, Grande Salle de l'Aubette, Salle de la Bourse, Shadok, Place du Château, Terrasse du Barrage Vauban, Musée d'Art Moderne et Contemporain, Palais Rohan, Salons classés de l'Aubette, Lieu d'Europe. NB : ces sites sont susceptibles d'être proposées par la Ville et l'Eurométropole dans le cadre d'Helloptimist.

Objectifs généraux	Objectifs opérationnels	Indicateurs
Faire évoluer son identité graphique	Elaborer une nouvelle identité graphique déclinable sur ses supports de communication à partir de l'évolution de la marque Strasbourg the europtimist.	
Amener Strasbourg dans le top 5 France ICCA d'ici 2018	Améliorer le référencement ICCA de Strasbourg d'ici 2018. Auprès d'ICCA : - Adhérer, en 2017, dans la section « Destination Marketing » - Se positionner en tant que référent de la destination Strasbourg Entamer une collaboration active avec l'ORTA - dans le cadre de la convention annuelle 2016 entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Agence d'Attractivité de l'Alsace – de façon à ce que le SCB soit en capacité de communiquer auprès de l'ICCA des évènements éligibles à ses critères se tenant hors PEX-PMC.	Identification, dans son rapport annuel d'activité, des évènements éligibles aux critères ICCA (50 pax minimum / rotation sur 3 pays différents) et notamment ceux se tenant hors PEX-PMC. Position de Strasbourg dans le classement annuel ICCA
Développer un partenariat avec les institutions européennes et universitaires	Etablir les contacts nécessaires et expliquer les avantages pouvant être apportés par le classement ICCA, notamment auprès de l'Université de Strasbourg et des Institutions Européennes afin de les amener à devenir, si pertinent, des membres-adhérents au SCB, à défaut promouvoir leurs produits auprès de la cible du SCB.	Adhésion de l'Université de Strasbourg et des Institutions Européennes en tant que membres-adhérents du SCB, à défaut, mise en avant de leurs produits sur le site web du SCB.

503

2ème partie : les moyens

Article 6 : les subventions versées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le budget prévisionnel 2016 présenté par l'association s'élève à 453 636 Euros.

Au titre de l'exercice 2016 :

- la Ville de Strasbourg verse au SCB une subvention de 100 000 €
- l'Eurométropole de Strasbourg verse au SCB une subvention de 145 000 €, soit 45 000 € de plus qu'en 2015 et les années précédentes, en raison notamment de l'augmentation de la taxe de séjour communautaire au 1er janvier 2016 (pour mémoire, les clientèles générées par le tourisme d'affaires représentent 60 % des touristes dans Strasbourg).

La subvention sera créditée en deux versements sur le compte bancaire de la CIC Agence Entreprise Strasbourg :

- 60% à la signature de la présente convention signée par toutes les parties,
- 40% en fin d'année sur présentation d'un rapport d'activité intermédiaire.

Code banque	Code guichet	Numéro	Clé RIB
30087	33080	00020000801	45

L'association soumettra chaque année son dossier de demande de subvention incluant son plan d'actions prévisionnel deux mois avant la date limite d'instruction de la subvention.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs définis au préalable par les trois partenaires.

Article 7 : le suivi de l'activité du Strasbourg Convention Bureau

En 2016, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg proposent au Strasbourg Convention Bureau de présenter :

- **son rapport d'activité intermédiaire**, sur la base des indicateurs mentionnés en 2ème partie en Réunion Mensuelle des Développeurs (RMDE) entre mai et juillet
- **son rapport d'activité final**, sur la base des indicateurs mentionnés en 2ème partie en Bureau de Développement Economique (BDE) à défaut en Commission Thématique entre octobre et décembre

Ces 2 instances de réunion constitueront les nouvelles instances de dialogue entre le SCB et la collectivité dans le cadre du suivi de la convention.

Les personnes suivantes seront également invitées à participer à ces 2 instances :

- Le Président du Strasbourg Convention Bureau ou son représentant,
- Le Président de l'Eurométropole ou son représentant,
- Le Maire de Strasbourg ou son représentant,
- Le Vice-Président de l'association ou son représentant,
- Le Directeur de l'association ou son représentant,
- Les référents de la direction (DDEA) / du cabinet de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 8 : les objectifs poursuivis en RMDE et BDE

La RMDE permettra, à l'issue de la présentation du rapport d'activité intermédiaire :

- de faire une analyse partagée du niveau d'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs définis ;
- le cas échéant, d'analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;

Le BDE (ou la Commission Thématique) permettra, à l'issue de la présentation du rapport d'activité final :

- d'évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention en 2016 et d'ajuster les objectifs et indicateurs ainsi que le niveau d'intervention de la collectivité en fonction de la stratégie globale et des résultats obtenus ;
- de se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, avant proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal et de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole.

Article 9 : l'organisation du suivi

La DDEA organisera les deux réunions (RMDE + BDE) au cours desquelles seront présentés le rapport d'activité intermédiaire et le rapport d'activité final du SCB.

Ces deux instances de suivi interne à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ne sauraient se substituer aux 5 réunions statutaires annuelles de suivi de l'activité du SCB (Bureaux, CA et Assemblée Générale).

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 11 : communication

La marque attractivité Strasbourg the europtimist de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra dans toute action de communication de l'association en direction des médias et sur tous ses supports de communication (brochure, site web, stand, dossier de presse...). L'association veillera à apporter une visibilité particulière au dispositif de soutien au tourisme d'affaires de la collectivité : Helloptimist.

Article 12 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que les responsabilités de la Ville et de l'Eurométropole ne puissent être recherchées.

Article 13 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 15 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 2016.

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Maire	Le Président	La Vice-Présidente
Roland RIES	Robert HERRMANN	Véronique SIEGEL

Attributions des subventions

dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année N-1
SCB - Strasbourg Convention Bureau	Fonctionnement	145 000 €	délibération 26/02/16 : 100 000 € délibération 30/09/16 : 45 000 €	100 000 €

59

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Subvention à l'Observatoire régional du tourisme d'Alsace (ORTA) pour la réalisation d'une étude marketing sur les clientèles touristiques.

L'Observatoire régional du tourisme d'Alsace (ORTA) est intégré à l'Agence d'attractivité de l'Alsace (AAA), suite à la fusion du Comité régional du tourisme d'Alsace et d'Alsace international.

L'ORTA réalise des missions permettant de faire connaître au plus grand nombre ce que représente le tourisme dans l'économie alsacienne, comment évoluent l'offre et la demande et quelles sont ses perspectives de progrès.

En 2011, l'ORTA a mené une enquête dont l'objectif était d'obtenir des informations sur les clientèles touristiques et excursionnistes en Alsace, pendant l'été.

Compte-tenu de l'évolution des habitudes de consommation de ces dernières années et de l'impact des nouvelles technologies dans les processus d'information et d'achat, il est important de disposer de données récentes et fiables sur les dépenses et sur les clientèles pour mesurer ce que représente le tourisme en Alsace.

L'ORTA a décidé de réaliser une étude sur les dépenses des clientèles dont les objectifs sont :

- d'évaluer les dépenses par poste des visiteurs ;
- de connaître les profils et les origines des clients : français (par région) / étranger (par pays), touriste / excursionniste, âge, composition du groupe...,
- d'éclairer sur leur comportement : motivation de visite, activités pratiquées, transport, mode d'information pour organiser la visite, type de voyage, hébergement, durée de séjour, degré de satisfaction,
- de connaître les usages de leur téléphone portable,
- de mesurer, pour la première fois, le poids des touristes (visiteurs passant au moins une nuit sur place en hébergement marchand ou non marchand) par rapport aux excursionnistes (visiteurs ne passant aucune nuit sur place).

L'enquête se déroule sur une année complète, du 1er juin 2016 au 31 mai 2017. Elle prend la forme d'entretien en face à face sur différents points d'enquête en Alsace.

Dans une logique de mutualisation de moyens conforme à l'esprit de la convention de partenariat signée le 12 avril 2013 entre l'ORTA et les grandes collectivités alsaciennes dont l'Eurométropole de Strasbourg (alors Communauté urbaine), cette étude dont le coût global s'élève à 90 000 € prévoit un focus sur la destination Strasbourg. Celui-ci permettra d'atteindre les objectifs énumérés ci-dessus mais de façon spécifique au territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont la typologie des visiteurs, les motivations et les comportements différent sensiblement de l'ensemble du territoire alsacien.

Ces résultats apporteront des informations précieuses à l'ensemble des acteurs de la filière touristique et leur permettront d'adapter leur stratégie de développement.

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 10 000 € à l'ORTA pour la réalisation de cette étude.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

approuve

la réalisation d'une étude sur les dépenses des clientèles en Alsace par l'Observatoire régional du tourisme d'Alsace qui se déroulera du 1er juin 2016 au 31 mai 2017 et qui prévoit le recueil, le traitement et la diffusion des résultats sur le périmètre de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

décide

- *de soutenir cette action sous la forme d'une subvention à hauteur de 10 000 €, versée à l'Agence d'attractivité de l'Alsace, qui porte l'Observatoire régional de tourisme.*

- *l'imputation des crédits sur la ligne 64 – 6574 – DU04E programme 8022, dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 100 000 €.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Attributions des subventions

dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Monant alloué pour l'année N-1
ORTA - Observatoire Régional du Tourisme d'Alsace	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	0 €

60

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Mise en œuvre du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 - volet équipements pour la recherche et l'innovation - participations financières de l'Eurométropole de Strasbourg.

En matière de recherche et d'innovation contractualisées, l'Etat et les collectivités alsaciennes ont identifié deux enjeux structurants :

- soutenir les investissements qui renforcent le potentiel des équipes de recherche et des structures de transfert de technologies du territoire s'inscrivant dans des stratégies nationales et/ou européennes et en cohérence avec les orientations régionales (la S3 alsacienne) et de site
- consolider les projets de recherche ayant bénéficié d'un financement au titre du Programme d'investissements d'avenir (PIA) ou du contrat de projets antérieur (effet de levier) et présentant une forte capacité d'innovation ou de service de dimension nationale et/ou internationale.

Les projets ainsi retenus couvrent un large spectre de thématiques : stockage et traitement de données informatiques à très grande échelle, matériaux, chimie y compris biologique, santé, agronomie, technologies de fabrication 3D…

Parmi les treize projets de recherche concernés, une seconde vague de projets matures est présentée au financement des divers partenaires dont l'Eurométropole de Strasbourg :

S3 – Matériaux et nanosciences en Alsace, des défis scientifiques aux défis sociétaux

S3 est un projet de site porté par la Fédération de recherche matériaux et nanosciences d'Alsace (UNISTRA, UHA, CNRS, INSERM, Institut franco-allemand de Saint-Louis/ ISL) et l'Institut Carnot MICA -réunissant sept centres de ressources technologiques alsaciens- en vue de contribuer à l'avancée des connaissances au niveau international et promouvoir le transfert de technologie et l'innovation.

Son objectif vise à mener une recherche d'excellence dans les spécialités concernées pour faire émerger les innovations de rupture de demain et les transformer en création d'emplois hautement qualifiés, à poursuivre le développement de plateformes techniques mutualisées ouvertes aux partenaires académiques et industriels, à participer à la formation

professionnelle des ingénieurs et enfin à conduire une démarche proactive envers les entreprises pour les accompagner dans leurs projets de recherche & développement et d'expertise.

Le projet est organisé autour de deux enjeux sociétaux et industriels :

- matériaux et nanosciences pour la santé (mise en œuvre de nouveaux matériaux biocompatibles et développement de nouveaux dispositifs médicaux implantables)
- matériaux et nanosciences pour l'énergie et l'environnement (technologies carbone et hybride).

Un axe de développement scientifique à long terme dédié à la physique complète le dispositif (nanophysique et technologies d'information quantique).

Il entre ainsi en résonnance avec deux stratégies prioritaires de l'Eurométropole de Strasbourg et les conforte : Nextmed, le Campus des technologies médicales et l'économie verte.

Les financements apportés par le contrat de plan sont consacrés à l'équipement des plateformes techniques mutualisées en outils de caractérisation de pointe indispensables dans la compétition internationale dans le secteur porteur des matériaux et nanosciences.

Le budget contractualisé s'élève à 2,3125 M€ partagés entre l'Etat (0,350 M€), le CNRS (0,350 M€), les collectivités alsaciennes (1,1125 M€ dont l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 0,371 M€) et le FEDER géré par la Région (0,500 M€). Il est complété par des fonds propres et réaffectation de crédits pour 1,3975 M€ soit une enveloppe totale de 3,710 M€.

A ce stade, la Commission permanente (Bureau) est invitée d'une part à confirmer l'engagement financier global de 371 000 € pris dans le cadre du CPER 2015-2020 et, d'autre part, à préciser l'échéancier des versements au bénéfice du CNRS soit :

- 2016 : 200 000 € (inscrits au BP voté)
- 2017 : 150 000 €
- 2018 : 21 000 € (solde sur décompte définitif).

A2S – Alsace Aval Sentinelle

A2S est un projet de recherche collaboratif qui s'appuie sur trois structures de formation et de recherche :

- ICUBE, unité mixte de recherche – laboratoire des sciences de l'ingénieur, de l'informatique et de l'imagerie
- EOST, école et observatoire des sciences de la terre
- FAG, faculté de géographie et d'aménagement – laboratoire image et ville.

ainsi qu'une plateforme de services : le SERTIT, Service régional de traitement d'image et de télédétection, et des partenaires nationaux : le CNES, Centre national d'études spatiales et l'IGN, Institut national de l'information géographique et forestière.

Son objectif vise à développer des chaînes opérationnelles de traitement d'image pour exploiter les flux massifs d'images, dites « Sentinelle », délivrés par la constellation de satellites éponymes déployée par la Commission européenne depuis avril 2014 dans le cadre du programme Copernicus. A l'horizon 2020, cette constellation sera forte d'une vingtaine de satellites dédiés aux axes prioritaires suivants :

- urbanisation
- déformation terrestre
- surfaces en eau
- détection des changements.

Les applications sont concrètes et multiples : tremblements de terre, tsunami, affaissements miniers, glissements des terrains, géothermie, artificialisation des sols, gestion de l'eau et risques d'inondations, catastrophes industrielles, migrations humaines.

Les enjeux sont à la fois scientifiques, techniques et industriels en l'occurrence l'émergence d'une filière de production d'information en temps court (near real time) pour répondre aux problématiques d'environnement et de sécurité dans le cadre de missions de service public et de services marchands. Le périmètre couvert se veut régional, en lien avec des PME, national et européen voire mondial à plus long terme.

Le projet a été lancé courant 2015 par le recrutement d'un ingénieur en développement informatique pour l'implémentation des quatre chaînes de traitement, respectivement déformation, eau, urbanisme et changement. Les financements apportés par le contrat de plan sont consacrés aux ressources humaines et à l'acquisition progressive d'infrastructures de calcul, de stockage et de traitement (boîte à outils commune).

Le budget contractualisé s'élève à 500 000 € partagés entre la Région et l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 250 000 € par collectivité. Il est complété par l'Etat via le FNADT, Fonds national d'aménagement et de développement du territoire pour 150 000 € (volet numérique) et des ressources propres pour 45 000 € soit une enveloppe totale de 695 000 €.

A ce stade, la Commission permanente (Bureau) est invitée d'une part à confirmer l'engagement financier global de 250 000 € pris dans le cadre du CPER 2015-2020 et, d'autre part, à préciser l'échéancier des versements au bénéfice de l'UNISTRA soit :

- 2016 : 83 000 € (inscrits au BP voté)
- 2017 : 84 000 €
- 2018 : 83 000 € (solde sur décompte définitif).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

en application du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020, de confirmer les participations financières de l'Eurométropole de Strasbourg au bénéfice des projets d'équipements liés à la recherche et à l'innovation suivants :

- *CNRS – RE2/Prog 1111 Matériaux S3 – Matériaux et nanosciences en Alsace, des défis scientifiques aux défis sociétaux : 371 000 € versés en trois annuités, respectivement :*

  - *2016 : 200 000 € (inscrits au BP voté)*
  - *2017 : 150 000 €*
  - *2018 : 21 000 € (solde sur décompte définitif)*

- *UNISTRA – RE7/Prog 1114 A2S – Alsace Aval Sentinelle : 250 000 € versés en trois annuités, respectivement :*

  - *2016 : 83 000 € (inscrits au BP voté)*
  - *2017 : 84 000 €*
  - *2018 : 83 000 € (solde sur décompte définitif).*

d'imputer les dépenses en résultant sur les lignes budgétaires ci-dessous :

- *programme 1111 - DU01-2015/AP0246*
- *programme 1114 - DU01-2015/AP0246*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières particulières organisant les modalités et l'échéancier des versements.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

61

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Proposition de participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'innovation juridique dans le cadre des mobilités innovantes.

1. **Proposition de subvention de fonctionnement à l'association du Pôle rhénan de gestion du risque et de l'assurance ALEARISQUE pour sa démarche autour de l'évolution des aspects juridiques dans le cadre de la stratégie des mobilités innovantes de l'Eurométropole de Strasbourg**

Il est soumis à la Commission une délibération portant sur l'attribution par l'Eurométropole de Strasbourg d'une subvention à l'association du Pôle rhénan de gestion du risque et de l'assurance ALEARISQUE.

Dans une société en plein changement, il était nécessaire de faire évoluer le monde de l'assurance via une structure d'échange, de dialogue et de coopération. Créée en 2012, l'association ALEARISQUE répond à ces besoins et s'est fixée comme objectifs de :

- **suivre** et comprendre les nouvelles normes de l'assurabilité des innovations dans le domaine du bâtiment et de la conduite autonome des véhicules,
- **offrir** un bouquet varié d'outils de cartographie des risques permettant de contribuer à la pérennité des entreprises et des emplois,
- **faire vivre** l'écosystème des « risk-manager », des assureurs et des intermédiaires d'assurance,
- **se positionner** comme Pôle de soutien aux pôles de compétitivité et aux laboratoires régionaux de recherche, dans leur démarche de gestion des risques.

L'innovation en matière de mobilité est un enjeu majeur pour les métropoles dans le cadre de leur politique de déplacements, mais également en matière de politique économique, afin de répondre notamment aux enjeux sécuritaires, environnementaux et sociétaux.

L'évolution du cadre juridique du domaine des mobilités intelligentes est d'autant plus importante qu'elle se fait en décalage avec les évolutions technologiques mais conditionne la capacité des industriels et des entreprises à commercialiser leurs innovations.

ALEARISQUE propose la mise en œuvre de deux actions présentées ci-dessous :

a) La mise en place d'un « Think tank » sous forme de groupes de travail autour des enjeux réglementaires de la mobilité intelligente, et plus particulièrement au sujet du véhicule sans chauffeur ou véhicule autonome. Cette démarche tend à structurer l'écosystème rhénan des acteurs impliqués sur la thématique (constructeurs automobiles, assureurs, juristes, commission européenne, etc...) et engager des réflexions autour des enjeux des mobilités intelligentes afin de devenir force de proposition sur les aspects « Lobbying, normes et réglementations » lors du montage de « l'Institut européen des mobilités de Strasbourg » qui sera lancé en juin 2017 lors du 12ème congrès européen sur les ITS.

L'association s'est déjà fortement engagée depuis plus d'un an dans cette dynamique de réflexion sur l'évolution des cadres juridiques et réglementaires. A cette fin, elle a organisé à Strasbourg en juin 2015, en collaboration avec le pôle Véhicule du futur, une conférence sur la thématique « Véhicule autonome et gestion des risques » réunissant des juristes, des assureurs et des experts en mobilité pour parler de la voiture autonome dans le domaine de l'assurance. Une autre conférence est prévue en septembre 2016 sur le thème « Véhicules autonomes sur grands sites propres : à quoi faut-il se préparer ? »

b) La participation au 12ème congrès européen sur les ITS en tant que partenaire stratégique par le développement des projets et démonstrateurs locaux dont les résultats qui seront présentés lors du congrès de Strasbourg 2017.

L'association s'engage également à assurer la promotion de ces actions ainsi que des territoires transfrontaliers où s'expérimentent les nouvelles conditions de déploiement des nouvelles mobilités dans la droite lignée de la feuille de route Strasbourg Eco 2030.

2. Budget prévisionnel

Charges directes	Précision	Coût
Charges de personnel	35 journées sur 12 mois, de juin 2016 à juin 2017 400 €/jour homme soit 400*35 journées Comprend : rémunération chargée, repas + coût du poste de travail : assurance, informatique, matériel de bureau, loyer, etc…	14 000 €
Frais administratifs	Comprend : secrétariat, affranchissement, frais de banque, maintenance informatique	600 €
Documentation	Comprend : impressions, recherches, achats revues et ouvrages	600 €
Déplacements/ missions/ réception	Train, avion et divers, essence, parking. Recherche et rencontre d'intervenants assureurs, juristes internationaux (Paris, Londres)	2 500 €
Total des besoins sur un an HT		17 700 €

Rappelant que dans le cadre de la feuille de route Strasbourg Eco 2030, les mobilités innovantes et multimodales sont présentées comme un axe principal du développement de la « smart city »,

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer, pour l'année 2016, une subvention de fonctionnement d'un montant de 17 700 € à l'association du Pôle rhénan de gestion du risque et de l'assurance ALEARISQUE pour le développement de solutions innovantes du secteur de l'assurance appliquées aux mobilités innovantes*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU03 67-6574 programme 8017 dont le crédit disponible avant la présente Commission est de 79 713 €*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e- à signer les conventions afférentes.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Proposition de participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'innovation juridique dans le cadre des mobilités innovantes

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association du Pôle rhénan de gestion du risque et de l'assurance ALEARISQUE	Subvention de fonctionnement pour activité innovation	17 700 €	17 700 €	0 €

62

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Soutien aux actions en faveur de la vie étudiante et universitaire : attribution de subventions.

L'Eurométropole de Strasbourg est un partenaire du développement de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante et a vocation à promouvoir certaines initiatives relevant de cette dynamique. A cet égard, la Commission permanente (Bureau) est invitée à soutenir cinq projets s'inscrivant dans ce cadre pour un montant total de 11 530 €.

International Space University (ISU) : ActInSpace 2016.

ActInSpace est un concours ouvert à tous visant à développer l'entrepreneuriat, en particulier étudiant, autour des technologies spatiales. Il est organisé par le Centre national d'études spatiales (CNES), l'European Space Agency (ESA) et l'ESA business incubation centre Sud France (ESA BIC Sud France), en simultané dans 13 pays et 27 villes internationales, dont 12 françaises.

Pour la 1ère fois, une édition a eu lieu à Strasbourg, co-organisée par l'International Space University (ISU) avec le pôle de l'entrepreneuriat étudiant de l'Université de Strasbourg - PEPITE ETENA, ainsi que l'Ecole nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise (ENSIIE) et le Service régional de traitement d'image et de télédétection (SERTIT).

Il vous est proposé d'octroyer à l'ISU une subvention d'un montant de 1 030 € permettant de couvrir les frais avancés pour la participation à la finale nationale se déroulant à Toulouse des étudiants retenus (équipe gagnante) lors de l'édition strasbourgeoise.

Jeunes chercheurs du réseau droit sciences et techniques (JC-RDST) : Journées interdisciplinaires « Master Class » à Strasbourg en septembre 2016.

L'association JC-RDST organise à Strasbourg deux journées interdisciplinaires à destination de doctorants et jeunes docteurs en droit sciences et techniques (droit de la santé, de l'environnement, des nouvelles techniques de l'information et de la communication, de la propriété intellectuelle, des normes techniques, etc…).

Lors de ces journées appelées « Master Class » une centaine de doctorants - jeunes chercheurs bénéficient de formations (méthodologie de la recherche, entraînement aux entretiens d'embauche et de recrutement des maîtres de conférences) et de rencontres avec des professionnels (*speed dating*). Elles favorisent ainsi les discussions croisées entre les disciplines et les opportunités professionnelles.

Une conférence scientifique sur l'ouverture des données sera proposée en collaboration avec le Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle (CEIPI) et le laboratoire Sociétés, acteurs et gouvernement en Europe (SAGE). L'Université de Strasbourg, les écoles doctorales de Strasbourg et de Rennes, le CROUS de Strasbourg, l'association des doctorants en droit de Strasbourg (DEHSPUS), ainsi que divers cabinets d'avocats, sont partenaires de cet événement.

Il vous est proposé d'octroyer à l'association JC-RDST une subvention d'un montant de 2 500 € pour soutenir cette initiative en faveur de l'insertion professionnelle des doctorants et jeunes chercheurs.

Mouvement des étudiants alsaciens futurs orthophonistes (METAFOR) – Congrès national des étudiants en orthophonie du 18 au 20 novembre 2016 à Strasbourg.

L'association METAFOR organise, en partenariat avec la Fédération nationale des étudiants en orthophonie (FNED), le Congrès national des étudiants en orthophonie du 18 au 20 novembre à Strasbourg.

Ce congrès rassemblera plus de 500 étudiants en provenance des 18 centres de formation répartis sur l'ensemble du territoire français. Cet événement d'ampleur permet de promouvoir la ville hôte.

Il vous est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 3 000 € à l'association METAFOR, jeune association très engagée localement pour soutenir la tenue de cette manifestation à Strasbourg.

Association Larkipass - 6ème édition du festival Exhibitronic, septembre - octobre 2016.

L'association Larkipass, constituée par des étudiants et diplômés en arts et musique de Strasbourg, sollicite le renouvellement du soutien de la collectivité pour permettre un accès facilité (tarif préférentiel ou gratuit) aux étudiants du territoire aux événements proposés lors du festival Exhibitronic organisé en partenariat avec l'association UT.

Ce festival propose en septembre et octobre toute une série d'ateliers avec des artistes et professionnels de la création sonore et des nouvelles technologies, ainsi que des concerts dans divers lieux de Strasbourg (Aubette, Salle de la Bourse, Collège doctoral européen, Haute école des arts du Rhin, K'fête des sciences, Lieu d'Europe, Auditorium des musées…) et d'Alsace, ainsi qu'en Allemagne et autres pays (dans les instituts français de Madrid, Varsovie, Berlin, Bruxelles par exemple).

Cette manifestation rassemble de nombreux partenaires institutionnels et associatifs implantés autour du bassin rhénan (Université de Strasbourg, Hochschule für Musik de Karlsruhe, Goethe Instituts de Nancy et Strasbourg...).

Il vous est proposé de soutenir cette manifestation transfrontalière, qui favorise la professionnalisation des étudiants et offre une vitrine aux créations locales comme internationales, par la reconduction d'une subvention de 2 000 €.

Association La cigogne enragée - 6ème édition du festival « Chacun son court » du 16 au 23 octobre 2016.

L'association La cigogne enragée, constituée par des étudiants et diplômés en cinéma de Strasbourg, sollicite le renouvellement du soutien de la collectivité pour la sixième édition du festival de courts-métrages internationaux « Chacun son court ».

Le festival propose une sélection de films produits localement et internationalement, ainsi que des courts-métrages étudiants issus du monde entier (compétition de films issus des écoles de cinéma françaises). Un focus sera mis sur les réalisateurs belges et espagnols cette année. D'autres animations sont également prévues durant le festival, telles que des ateliers, conférences et rencontres avec des réalisateurs et professionnels. Un travail d'éducation à l'image est aussi réalisé auprès de divers publics (jeunes, personnes incarcérées…).

Cette manifestation se déroulera du 16 au 23 octobre en divers lieux de l'agglomération (campus, cinémas, médiathèques) et permettra de mixer les publics tout en mettant en lumière la créativité estudiantine. Les séances proposées sur le campus et à la médiathèque Malraux sont gratuites et ouvertes à tous.

Il vous est proposé de soutenir cette manifestation, qui favorise la professionnalisation des étudiants (nombreux bénévoles aidant à l'organisation de cet événement et au visionnage et à la sélection des films) et offre une vitrine aux créations locales comme internationales, par la reconduction d'une subvention de 3 000 €.

Il vous est proposé de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux activités universitaires et étudiantes, d'attribuer les subventions suivantes :

Bénéficiaires	2016
International Space University (ISU)	*1 030 €*

Act In Space *Participation équipe strasbourgeoise à finale nationale à Toulouse*	
Jeunes chercheurs du réseau droit sciences et techniques (JC-RDST) *Journées interdisciplinaires « Master Class » à Strasbourg* *Septembre 2016*	*2 500 €*
Mouvement des étudiants alsaciens futurs orthophonistes (METAFOR) *Congrès national des étudiants en orthophonie à Strasbourg* *18 au 20 novembre 2016*	*3 000 €*
Larkipass *6ème édition du Festival Exhibitronic* *Septembre à octobre 2016*	*2 000 €*
La cigogne enragée *6ème édition du Festival Chacun son court* *16 au 23 octobre 2016*	*3 000 €*

décide

d'imputer sur le budget primitif 2016, les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de 11 530 € sur la ligne budgétaire 23 - 6574 – DUO3E programme 8018, dont le disponible avant la présente Commission permanente est de 19 033 €.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés y afférents.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Attribution de subventions
Délibération de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole
du 30 septembre 2016

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant octroyé N-1
			2016	2015
International Space University (ISU)	Act In Space	1 300 €	1 030 €	/
Jeunes chercheurs du réseau droit sciences et techniques (JC-RDST)	Journées interdisciplinaires « Master Class	2 500 €	2 500 €	/
Mouvement des étudiants alsaciens futurs orthophonistes (METAFOR)	Congrès national des étudiants en orthophonie	6 000 €	3 000 €	/
Larkipass	Festival Exhibitronic	5 000 €	2 000 €	2 000 €
La cigogne enragée	Festival Chacun son court	3 000 €	3 000 €	3 000 €
TOTAL		17 800 €	11 530 €	5 000 €

63

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Attribution de subventions en faveur des activités universitaires et scientifiques.

L'Eurométropole de Strasbourg est un partenaire du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche et a vocation à promouvoir certaines initiatives relevant de cette dynamique. En accord avec la feuille de route Strasbourg éco 2030, elle entend valoriser les actions permettant de renforcer la connexion entre l'enseignement supérieur et les entreprises, valoriser les conditions d'accueil et de séjour des chercheurs et étudiants d'origine étrangère et conforter sa position de métropole dans les réseaux rhénans et européens.

A cet égard, la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg est invitée à soutenir deux initiatives s'inscrivant dans le cadre de la volonté de promouvoir l'image de plateforme internationale de l'agglomération strasbourgeoise, pour un montant total de 23 000 €.

AU TITRE DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT :

Association de prospective rhénane (APR).

L'Association de prospective rhénane a pour vocation d'être un lieu d'échanges, de débats et d'études dans les domaines des dynamiques évolutives des territoires. Elle développe une réflexion et propose des actions à l'échelle de l'Alsace et plus largement du bassin rhénan dans de nombreux domaines (économie, potentiel universitaire et scientifique, gouvernance, développement et aménagement de l'espace…). Elle rassemble aussi bien des chercheurs que des praticiens mais également des décideurs publics. L'association est reconnue par le Ministère de l'équipement comme Pôle régional d'échange sur le développement et l'aménagement des territoires (PREDAT).

N'ayant que très peu d'activités permettant de dégager des fonds propres et de s'autofinancer (prestations intellectuelles uniquement), l'association sollicite la collectivité pour participer à son fonctionnement. Son budget prévisionnel 2016 est de 10 000 €.

Ses axes de travail pour 2016 sont :

- poursuivre le cycle de conférences publiques (transition énergétique, emploi des seniors, restructuration administrative des territoires) et ses études sur le devenir des territoires (gouvernance territoriale et évolution des structures communales, transition énergétique, modification de la nature du travail, industrie du futur…),
- démarrer une collaboration avec l'INSA (Institut national des sciences appliquées de Strasbourg) pour étudier l'impact du changement climatique dans le Rhin Supérieur.

Afin de permettre à cette association de poursuivre ses activités, il vous est proposé de la soutenir à hauteur de 3 000 €.

Alliance française Strasbourg Europe (AFSE).

Strasbourg est dotée depuis septembre 2003 d'une école internationale de langue et de civilisation françaises enseignant le français langue étrangère.

Au-delà de son action de formation, l'école est aujourd'hui en phase de développement très intense et contribue pleinement au rayonnement international de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'AFSE assure un programme de français pour les étudiants dans le cadre d'échanges européens mais aussi pour les apprenants qui peuvent bénéficier de son offre d'activités culturelles tout au long de l'année et particulièrement en été. Elle initie également des actions en direction des entreprises ayant une forte proportion de salariés étrangers (secteurs BTP, nettoyage, aide à domicile, intérim…).

L'AFSE est régulièrement sollicitée par le Rectorat et l'Université de Strasbourg. Elle propose une plateforme complète de passation des examens spécialisés FLE (français langue étrangère), du DELF (diplôme études en langue française), du DALF (diplôme approfondi de langue française) des TCE (test de connaissances en français), du DAEFLE (diplôme d'aptitude à l'enseignement du FLE) et bénéficie d'une immatriculation « organisme de formation » auprès de la DIRECCTE (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi). Elle a signé une convention avec le CNRS et la Fondation Kastler pour aider l'accueil des jeunes chercheurs et post-doctorants (et leurs conjoints) dans leur approfondissement de la langue française.

Depuis 2015, elle organise, en lien avec plusieurs services de l'Eurométropole de Strasbourg, une opération « Strasbourg bonjour » qui accueille des étudiants et des enseignants en langue française pour un stage intensif ayant pour but d'essaimer dans le monde entier la langue et la culture françaises, ainsi que l'hospitalité de l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle propose des activités en lien avec le programme de jumelage de la ville de Strasbourg, participe activement au réseau mondial des Alliances françaises, contribue à l'accompagnement des fonctionnaires européens et de leurs conjoints par l'enseignement du français langue étrangère, ainsi qu'au programme des Jeunes ambassadeurs d'Alsace.

L'Eurométropole de Strasbourg soutient cette association depuis l'origine par l'attribution d'une subvention destinée à couvrir, en partie, ses charges locatives. Son budget prévisionnel s'élève à plus de 810 000 € pour l'année 2016.

Eu égard au rôle que joue cette association dans l'objectif de conforter le rang international de l'Eurométropole de Strasbourg en s'appuyant sur le potentiel linguistique, il vous est proposé de reconduire la subvention de fonctionnement à l'AFSE à hauteur de 20 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré,
approuve,

dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux activités scientifiques et universitaires, l'attribution des subventions suivantes :

Bénéficiaire	**2016**
ASSOCIATION DE PROSPECTIVE RHENANE Subvention de fonctionnement	3 000 €
ALLIANCE FRANCAISE STRASBOURG EUROPE Subvention de fonctionnement	20 000 €
TOTAL	23 000 €

décide

l'imputation de la somme de 23 000 € sur la ligne budgétaire 23 - 6574 - DU03C programme 8016, dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 44 717 €.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et arrêtés y afférents.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Attribution de subventions
Délibération de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole
du 30 septembre 2016

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant octroyé N-1
			2016	2015
ASSOCIATION DE PROSPECTIVE RHENANE	Subvention de fonctionnement	6 000 €	3 000 €	3 000 €
ALLIANCE FRANCAISE STRASBOURG EUROPE	Subvention de fonctionnement	20 000 €	20 000 €	20 000 €
TOTAL		26 000 €	23 000 €	23 000 €

64

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Protocole transactionnel - Travaux de restructuration du camping de la Montagne verte.

La présente délibération vise, dans le cadre de l'opération de restructuration du camping de la Montagne Verte à Strasbourg, à autoriser la signature d'une convention transactionnelle entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Société OLRY CLOISONS titulaire du marché référencé n°2014/897, notifié le 28 juillet 2014, ayant pour objet le lot n° 14 : Plâtrerie, isolation pour un montant de 24 565,44 € HT.

Le projet de restructuration du camping de la Montagne verte s'est achevé à l'été 2015. L'entreprise OLRY CLOISONS, dans le cadre de l'opération, a exécuté diverses prestations de plâtrerie et d'isolation complémentaires, demandées par le gestionnaire dans les dernières semaines du chantier et indispensable à la bonne exploitation du bâtiment. Elles portent principalement sur des évolutions techniques en lien avec la complexité de l'ouvrage et de la structure du bâtiment principal. Il s'agit de :

- doublages de murs à ossature bois courbes ;
- réalisation de linteaux cintrés ;
- habillages sur ossature ;
- confection de faux plafonds démontables et non démontables.

La réclamation de l'entreprise s'élevait par conséquent à un montant global de 7 525,64 € HT.

Cette réclamation a fait l'objet d'une négociation avec l'entreprise.

– Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité,

– Considérant que l'entreprise a revu à la baisse sa demande suite aux négociations menées avec la maîtrise d'ouvrage, pour retenir un montant de 5 000 € HT soit 6 000 € TTC,

– Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage verse à l'entreprise OLRY CLOISONS une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 5 000 € HT soit 6 000 € TTC.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, et emporte entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

*le principe de règlement amiable du différend entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'*entreprise OLRY CLOISONS *au moyen d'une convention transactionnelle portant règlement des prestations réalisées et utiles à la collectivité ;*

- *la conclusion d'une convention transactionnelle selon le projet joint en annexe de la présente délibération ;*

- *l'engagement des parties à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ de la transaction objet de la présente délibération et tendant à obtenir une somme d'argent supplémentaire, sous réserve du respect de l'article L 2131-10 du Code général des collectivités territoriales. Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant à la qualité de constructeur ;*

décide

l'imputation de la dépense de 5 000 € HT, soit 6 000 € TTC sur les crédits prévus au budget AP0016-2016 Fonction 633 nature 2128.016, programme 130 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer une convention transactionnelle entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'*entreprise OLRY CLOISONS*,*

- *à mettre en paiement par mandatement administratif pour solde de tout compte les sommes mentionnées ci-dessus.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 septembre 2016, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- La société OLRY CLOISONS, sise 5, chemin du Heilgass – 68230 TURCKHEIM, représentée par Monsieur Pascal PIERRE, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « OLRY CLOISONS », d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la Société OLRY CLOISONS un marché référencé n°2014/897, notifié le 28 juillet 2014, ayant pour objet les ***« Travaux de restructuration du camping de la Montagne Verte à Strasbourg - Lot n°14 : Plâtrerie, isolation »*** pour un montant de 24 565,44 € HT.

L'entreprise OLRY CLOISONS, dans le cadre de l'opération, a exécuté diverses prestations de plâtrerie et d'isolation complémentaires, demandées par le gestionnaire dans les dernières semaines du chantier et indispensable à la bonne exploitation du bâtiment. Elles portent principalement sur des évolutions techniques en lien avec la complexité de l'ouvrage et de la structure du bâtiment principal. Il s'agit de :

- doublages de murs à ossature bois courbes ;
- réalisation de linteaux cintrés ;
- habillages sur ossature ;

- confection de faux plafonds démontables et non démontables.

La réclamation de l'entreprise s'élevait par conséquent à un montant global de 7 525,64 €uros hors taxes.

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause », par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, donc utiles à la collectivité ;

Considérant que l'entreprise a revu à la baisse sa demande suite aux négociations menées avec la maîtrise d'ouvrage, pour retenir un montant de 5 000,00 €uros hors taxes soit 6 000,00 € TTC ;

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse ;

Il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage verse à l'entreprise OLRY CLOISONS une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 5 000,00 €uros hors taxes soit 6 000,00 € TTC.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société OLRY CLOISONS suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG à la société OLRY CLOISONS et concessions réciproques :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société OLRY CLOISONS, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 5 000,00 €uros hors taxes, au titre des prestations réalisées et utiles à la collectivité.

La société OLRY CLOISONS renonce au surplus de sa réclamation soit la somme de 2 525,64€HT.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société OLRY CLOISONS
BANQUE POPULAIRE D'ALSACE - Code banque : 17607 – Code guichet : 00001
Cpt : 49213701929
IBAN : FR76 – 1760 – 7000 – 0149 – 2137 – 0192 - 942

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et la société OLRY CLOISONS renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Turckheim, le	Strasbourg, le
Pour la Société OLRY CLOISONS,	Pour l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Le Président, Monsieur Pascal PIERRE	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg autorisant la signature de la présente convention

65

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Renouvellement de marché pour le lavage, la maintenance préventive et curative, l'enlèvement des tags et désaffichage des conteneurs d'apport volontaire propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

En 2015, l'Eurométropole de Strasbourg a collecté près de 220 000 tonnes de déchets sur son territoire. Parmi ces 220 000 tonnes, près de 18 000 tonnes ont été collectées par le biais des conteneurs d'apport volontaire. A ce jour, la collecte en apport volontaire concerne 3 flux : le verre, les déchets ménagers recyclables et les déchets ménagers résiduels.

Concernant le verre, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée au courant de l'année 2016 dans un plan de relance proposé et soutenu financièrement par l'éco-organisme Eco-Emballages afin d'améliorer les tonnages collectés. Pour cela, 50 conteneurs « habillés » ont été ajoutés sur des secteurs tests, permettant ainsi d'optimiser le maillage de la collecte du verre et d'en mesurer l'efficacité. Il est à noter que l'habillage (sticker ou peinture) nécessitera des modes de nettoyage différents de ceux des conteneurs standard pour garantir la tenue du décor.

Ainsi, le parc des conteneurs en 2016 se compose de la manière suivante :

Type de conteneurs	*Flux*	*Nombre de conteneurs*
Conteneurs de surface	Verre	522
	Verre « habillés »	18
Conteneurs enterrés en pied d'immeuble	Déchets ménagers résiduels	88
	Déchets ménagers recyclables	84
	Verre	47
Conteneurs enterrés domaine public	Déchets ménagers recyclables	18
	Verre	75
	Verre « habillés »	7
Total		859

L'ensemble de ces conteneurs nécessite des opérations de nettoyage et de maintenance-réparation.

Sur l'ensemble de la durée d'exécution du marché, les dépenses réalisées par type de prestation, ont été les suivantes :

	2011 - 2013	2013 - 2014	2014 - 2015
LOT 1			
Campagne de lavage et maintenance préventive de conteneurs de surface	129 486,50€	23 164,07€	60 538,40€
LOT 2			
Campagne de lavage et maintenance préventive de conteneurs enterrés	33 629,10€	56 408,33€	62 320,50€
LOT 3			
Réparation des conteneurs d'apports volontaires de surface et enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg	37 602,39€	25 107,97€	25 572,00€
Total par année	200 717,99€	104 680,37€	148 430,90€
Total du marché		453 829,26€	

Le marché « Lavage, entretien et réparation des conteneurs d'apport volontaire propriété de la Communauté Urbaine de Strasbourg » est arrivé à son terme avec un montant total consommé d'environ 454 000 € HT sur quatre ans et doit donc être renouvelé. Il est proposé de lancer un appel d'offres ouvert en vue de l'attribution d'un nouvel accord-cadre avec émission de bons de commande pour réaliser les prestations composées de quatre lots, l'un pour le lavage et la maintenance préventive de conteneurs de surface, le second pour le lavage et la maintenance préventive de conteneurs enterrés, le troisième pour la maintenance curative des conteneurs de surfaces et enterrés et le quatrième pour l'enlèvement de tags et d'affiches sur des conteneurs de surfaces et enterrés.

La création du lot 4 se justifie pour ce nouveau marché car cette prestation nécessite une expertise et une technicité particulière.

Cet accord-cadre sera d'une durée d'un an reconductible pour trois périodes de un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre ans. L'accord cadre envisagé fixera toutes les stipulations contractuelles et sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 80 du décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

La répartition du marché en 4 lots est proposée selon le détail suivant :

Lot 1 : Lavage et maintenance préventive de conteneurs de surface propriété de l'Eurométropole de Strasbourg

- Campagne de lavage et maintenance préventive de conteneurs de surface standard et « habillés »
- Opération ponctuelle de lavage et maintenance préventive d'un ou plusieurs conteneurs de surface standard et « habillés »

Lot 2 : Lavage et maintenance préventive de conteneurs enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg

- Campagne de lavage et maintenance préventive de conteneurs enterrés standard et « habillés »
- Opération ponctuelle de lavage et maintenance préventive d'un ou plusieurs conteneurs enterrés standard et « habillés »

Lot 3 : Maintenance curative des conteneurs d'apports volontaires de surfaces et enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg

- Maintenance curative de conteneurs de surface et enterrés en atelier
- Maintenance curative de conteneurs de surface et enterrés sur place

Lot 4 : Enlèvement de tags et d'affiches sur conteneurs de surfaces et enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg

- Campagne de nettoyage des tags et enlèvements d'affiches sur conteneurs de surface et enterrés de type standard et « habillés »
- Opération ponctuelle de nettoyage des tags sur conteneurs de surface et enterrés de type standard et « habillés »
- Enlèvements ponctuels d'affiches sur conteneurs de surface et enterrés de type standard et « habillés »

La répartition des montants du marché par lots et par années est proposée de la façon suivante :

Lot	*Désignation*	2017		2018		2019		2020	
		MINI	MAXI	MINI	MAXI	MINI	MAXI	MINI	MAXI
Lot 1	Lavage et maintenance préventive de conteneurs de surface propriété de L'Eurométropole de Strasbourg	28 700 €	152 000 €	36 000 €	175 000 €	41 000 €	201 000 €	46 000 €	228 000 €
Lot 2	Lavage et maintenance préventive de conteneurs enterrés propriété de L'Eurométropole de Strasbourg	47 000 €	175 000 €	50 000 €	205 000 €	52 000 €	230 000 €	54 000 €	272 000 €
Lot 3	Maintenance curative des conteneurs d'apports volontaires	19 200 €	50 000 €	25 000 €	57 000 €	28 000 €	65 000 €	31 000 €	75 000 €

	de surfaces et enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg								
Lot 4	Enlèvement de tags et d'affiches sur conteneurs de surfaces et enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg	11 200 €	72 000 €	12 000 €	83 000 €	13 000 €	94 000 €	15 000 €	104 000 €
Total marche de lavage, maintenance préventive et curative, enlèvements des tags et désaffichage des conteneurs d'apport volontaire		106 100 €	449 000 €	123 000 €	520 000 €	134 000 €	590 000 €	146 000 €	679 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le lancement d'un appel d'offres ouvert alloti en vue de l'attribution à un prestataire d'un accord-cadre avec émission de bons de commande, pour une durée d'un an renouvelable 3 fois 1 an, comprenant 4 lots :

Lot 1 : Lavage et maintenance préventive de conteneurs de surface propriété de l'Eurométropole de Strasbourg ;

Lot 2 : Lavage et maintenance préventive de conteneurs enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg ;

Lot 3 : Maintenance curative des conteneurs d'apports volontaires de surfaces et enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg ;

Lot 4 : Enlèvement de tags et d'affiches sur conteneurs de surfaces et enterrés propriété de l'Eurométropole de Strasbourg ;

décide

d'imputer la dépense pour les montants mini et maxi fixés dans le tableau ci-dessus sur la ligne budgétaire EN06B / 7212 / 611.002 pour les lots 1, 2 et 4 et sur la ligne budgétaire EN06B / 7212 / 61558 pour le lot 3,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à mettre en concurrence, par voie d'appel d'offres ouvert, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter l'accord cadre en résultant.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

66

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Relations financières entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SIG Basket - saison sportive 2016 - 2017.

L'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa politique de soutien et de promotion du sport de haut niveau, constitue un partenaire privilégié de la SASP SIG Strasbourg. Compte tenu de l'évolution de la SIG en Championnat de France PRO A, au titre de la saison sportive 2016-2017 et de sa participation au Championnat d'Europe (Basketball Champions League), l'Eurométropole de Strasbourg souhaite renouveler son engagement au titre de la saison sportive prochaine.

Il vous est ainsi proposé de conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP SIG Strasbourg, au titre de la saison sportive 2016-2017 :

1. **une convention financière** d'un montant de 482 000 € TTC, pour le fonctionnement du centre de formation.

En dehors de la formation des jeunes stagiaires au métier de basketteur, cette aide financière permettra également à la SAEMSL SIG de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir à chaque stagiaire une formation professionnelle individuelle lui permettant, en cas d'échec sur le plan sportif, de se réorienter sur un cursus de formation normale.

2. **la passation d'un marché public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP** SIG Strasbourg, pour permettre d'associer l'image de la collectivité à la notoriété du Club, pour un montant total estimé à 219 000 € HT (250 260 € TTC) pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature l'Eurométropole sur les supports suivants :

- backs drop ;
- visuel parquet ;
- écrans LED ;
- sur la billetterie ;

- etc.

Ces prestations spécifiques de communication et de billetterie ne relèvent pas, en vertu de l'article 28 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, des services soumis à une procédure de passation formalisée. Dès lors, les prestations projetées sont soumises pour leur dévolution à une procédure adaptée définie à l'article 27 du même décret.

Ce marché sera soumis pour attribution à la commission d'appel d'offres.

Les deux propositions de contrats s'inscrivent dans le cadre des dispositions du code du sport ; les documents administratifs et financiers ci-dessous listés sont consultables au service Vie sportive ou au secrétariat des Assemblées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

la Commission permanente (Bureau),
vu les documents administratifs et financiers que sont :
les bilans et comptes de résultat des deux exercices clos,
le budget prévisionnel de l'année sportive 2016-2017,
le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par
les collectivités territoriales l'année sportive précédente,
le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées,
consultables au service Vie sportive ou au secrétariat des Assemblées.
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP SIG Strasbourg, des contrats suivants :

au titre de la saison sportive 2016-2017 :

1. ***une convention financière**, d'un montant de 482 000 € TTC (quatre cent quatre vingt deux mille euros toutes taxes comprises) jointe en annexe, pour le fonctionnement du centre de formation ;*

2. ***la passation d'un marché public,** pour un montant total estimé à 219 000 € HT soit 250 260 € TTC (deux cent cinquante mille deux cent soixante euros toutes taxes comprises) pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature de la Collectivité sur des supports de communication tels que :*

   - *backs drop ;*

- *visuel parquet ;*
- *Ecrans LED ;*
- *sur la billetterie ;*
- *etc…*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

1. *30\6574\8052\SJ03C : pour le versement de la subvention d'un montant de 482 000 € TTC, imputée sur le budget primitif 2017 après vote du budget primitif ;*

2. *30\6238\SJ03C : pour le versement d'un acompte de 30 % du marché public d'un montant total estimé à 219 000 € HT, soit une somme estimée à 65 700 € HT sur le budget de 2016. Le solde quant à lui sera versé en 2017 après vote du budget primitif ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e, à signer et à exécuter la convention financière, ainsi qu'à négocier, puis signer le marché après attribution par la Commission d'appel d'offres, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU | LNB LIGUE NATIONALE de BASKET

SIG STRASBOURG

17, Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG
Tél. 03 88 55 98 55
Fax 03 88 55 98 56
contact@sigstrasbourg.fr
www.sigstrasbourg.fr

Strasbourg, le 20 juillet 2016

Monsieur Robert HERRMANN
Président de l'EUROMETROPOLE
Centre Administratif
1, Parc de l'Etoile
67000 STRASBOURG

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'attribution au club de la SIG STRASBOURG SASP d'une aide globale d'un montant de **732.260 € TTC** pour la saison sportive 2016/2017 se décomposant de la manière suivante :

- **250.260 € TTC** au titre du partenariat commercial
- **482.000 € TTC** au titre du subventionnement du Centre de Formation

Les documents suivants vous sont transmis :

- Le bilan et les comptes de résultats des exercices 2013/2014 et 2014/2015 certifiés par notre Commissaire aux Comptes et arrêtés définitivement par l'Assemblée Générale des actionnaires
- Le rapport d'activité du Centre de Formation octroyées lors de l'exercice 2015/2016
- Le budget prévisionnel 2016/2017

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

S.I.G. STRASBOURG
17, Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG
Tél : 03 88 55 98 55 Fax : 03 88 55 98 56
contact@sigstrasbourg.fr

Martial BELLON
Président du Directoire

SIG STRASBOURG SASP
17, BOULEVARD DE DRESDE
67000 STRASBOURG

SUBVENTIONS DEMANDEES AUX COLLECTIVITES LOCALES POUR LA SAISON SPORTIVE 2016/2017

COLLECTIVITE	SUBVENTIONS
VILLE DE STRASBOURG	**620 000 €** au titre des Actions Sociales.
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	**482 000 €** au titre du Centre de Formation.
REGION ALSACE	**250.000 €** au titre du Centre de Formation.
CONSEIL GENERAL	**0 €**

M. Martial BELLON
Président du Directoire

S.I.G. STRASBOURG
17, Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG
Tél : 03 88 55 98 55 - Fax : 03 88 55 98 56
contact@sigstrasbourg.fr

PRESTATIONS DE SERVICES DEMANDEES AUX COLLECTIVITES LOCALES POUR LA SAISON SPORTIVE 2016/2017

VILLE DE STRASBOURG	**477 100 €**
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	**250 260 €**
VILLE D'ILLKIRCH	**28 000 €**
REGION ALSACE	**100 000 €**
CONSEIL GENERAL 67	**0 €**

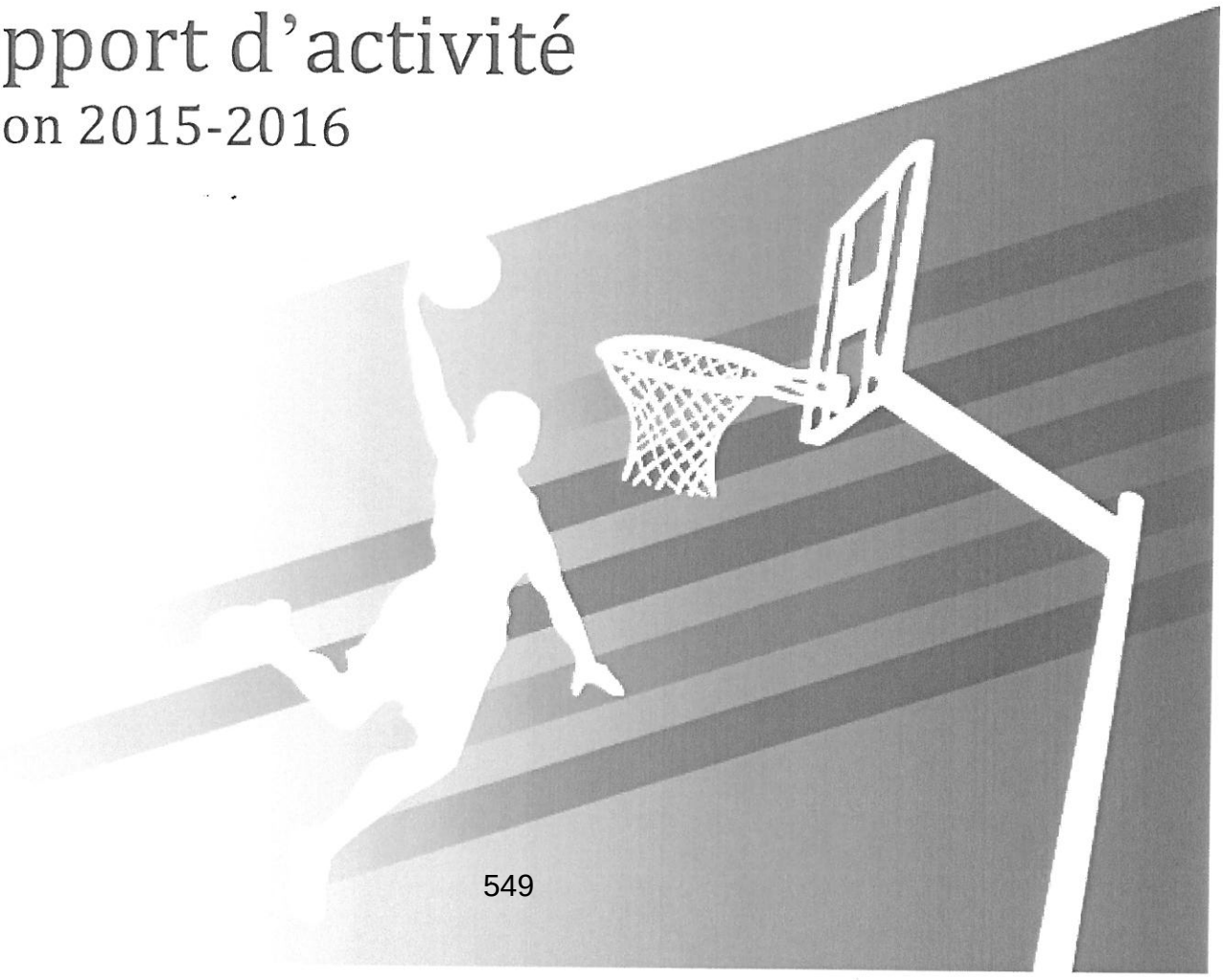
M. Martial BELLON
Président du Directoire

S.I.G. STRASBOURG
17, Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG
Tél : 03 88 55 98 55 - Fax : 03 88 55 98 56
contact@sigstrasbourg.fr

SIG
STRASBOURG

CENTRE DE FORMATION
SIG STRASBOURG

Rapport d'activité
Saison 2015-2016



Sommaire

I. Présentation du club 3
1. Statut 3
2. Organigramme de la section professionnelle

II. Présentation du Centre de Formation 3
1. Objectifs 4
2. Liste des personnes ressources du Centre de Formation 4
3. Liste des joueurs 4
4. Statuts des joueurs 5
5. Règlement intérieur

III. La formation sportive 6
1. Infrastructures 6
2. Planning type d'organisation hebdomadaire 7
3. Préparation physique musculation 7
4. Déplacements des équipes 8
5. Agrément du Centre de Formation

IV. La formation scolaire et universitaire 8
1. Principe fondamental 8
2. Liste des établissements conventionnés 8
3. Suivi scolaire 9
4. Répartition des sportifs par établissement et filière 9
5. Comptes rendus des évaluations scolaires 9
6. Bilan et résultats scolaires 10
7. Autres actions de formation

V. Hébergement 11
1. Hébergement semaine 11
2. Hébergement week end et vacances scolaires

VI. Restauration

VII. Transport

VIII. Suivi médical

IX. Résultats sportifs 12
1. Résultats collectifs 12
2. Résultats et distinctions individuelles 12
3. Suivi des joueurs

X. Budget

XI. Conclusions

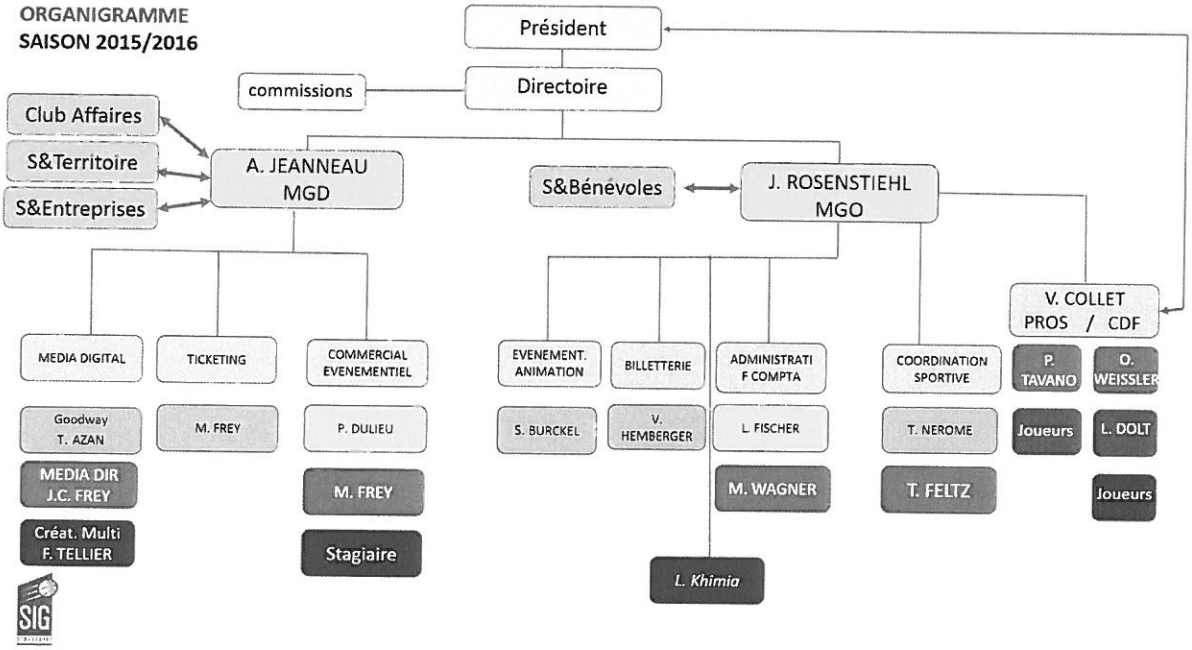
XII. Projets et ambitions 15

I. Présentation du club

1. Statut

La section professionnelle est constituée en Société Anonyme d'Economie Mixte Sportive Locale (SAEMSL) dénommée « Strasbourg Illkirch Graffenstaden Basket ». Une convention[1] passée entre la section professionnelle avec l'association amateur support « Strasbourg Illkirch Graffenstaden » formalise les relations entre les deux structures depuis le 25 juin 1996.
Le Centre de Formation est rattaché à la section professionnelle.

2. Organigramme de la section professionnelle



II. Présentation du Centre de Formation

Le Centre de Formation est composé de deux équipes. Une équipe Cadets Championnat de France qui regroupe des stagiaires âgés de 15 à 18 ans et une équipe Espoirs qui regroupe des stagiaires âgés de 18 à 21 ans.

Année de naissance	Cadets	Espoir
2000	U16	
1999	U17	
1998	U18	
1997		
1996		
1995		U20

- L'équipe des cadets joue en championnat de France U18. Tous les matchs ont lieu le dimanche à 15h30.

[1] Convention jointe en annexe

- L'équipe Espoir évolue en championnat de France Espoirs ProA. Les matchs se jouent en lever de rideau

1. Objectifs

La mission du Centre de Formation est d'accompagner les stagiaires, tant au niveau sportif pour arriver au niveau de joueur de basket professionnel, que scolaire, universitaire afin d'acquérir une capacité d'insertion professionnelle en cas d'échec sportif au plus haut niveau.
L'ambition est de former des jeunes capables de mener une carrière de joueur de basket professionnel.
Il s'agit de les confronter à la rigueur, l'exigence et la dureté, nécessaires pour devenir basketteur de haut niveau.

2. Liste des personnes ressources du Centre de Formation

Gestion administrative		
Président de la commission sportive	Dominique Wendling	Membre du Directoire
Manager délégué	Jérôme Rosenstiehl	Salarié
Directeur du centre de formation	Olivier Weissler	Salarié – BEES2
Directeur administratif et financier		
Responsable du suivi scolaire	Vincent Szulc	Agent DRJSCS
Surveillant accompagnateur	Valentin Auclair	Salarié

Encadrement sportif		
Directeur technique	Vincent Collet	Salarié – BEES2
Entraineur Espoir	Lauriane Dolt	Salariée – BEES2
Entraineur Cadets	Abdel Loucif	Autorisation DTN – BEES2
Préparateur physique	Terrick Nerôme	Salarié – BEES1 Master2

Encadrement médical		
Médecin référent	Dr Nicolas Sarbacher	
Chirurgien	Dr Nicolas Moncade	Président de la commission médicale
Kinésithérapeute	Antoine Roth	Salarié
Diététicienne	Céline Distel	
Podologue	François Steimer	

3. Liste des joueurs[2]

Cadets			Espoirs		
U16		U18			U20
2000	1999	1998	1997	1996	1995
Brice Gobé Maël Müller Hugo Sanchez	Maxime Abah Hugo Danner Antoine Marx Louis Rucklin	Xavier Flick Clément Kunckler Frank Ntilikina Quentin Goulmy Kostja Mushidi	Samuel Eber David Ekembe Marc Kwedi Olivier Cortale		
3 joueurs	4 joueurs	5 joueurs	4 joueurs		

[2] Liste détaillée des joueurs jointe en annexe

- Nombre total de joueurs : **16**
- Nombre de mineurs : **12**
- Nombre de majeurs : **4**

La politique de recrutement du Centre de Formation s'oriente vers le recrutement des forts potentiels régionaux en priorité. Cependant, certains joueurs sont originaires d'autres régions :

- Maxime Abah vient de Besançon
- Hugo Sanchez vient de Besançon
- Marc Kwedi vient de Paris
- Olivier Cortale vient d'Issy-les-Moulineaux, sortant de l'INSEP
- Quentin Goulmy vient de St Maur-des-Fossés, sortant de l'INSEP



Photo du Centre de formation

4. Statuts des joueurs

Les 16 joueurs du Centre de Formation ont signé une convention de formation3.
En plus de la convention de formation, 7 joueurs ont signé un contrat Stagiaire ou Aspirant avec le club :

Aspirant 3	Aspirant 4	Stagiaire 1
Frank Ntilikina Quentin Goulmy Kostja Mushidi	Samuel Eber Marc Kwedi David Ekembe Olivier Cortale	
3 joueurs	**3 joueurs**	**1 joueur**

Une rencontre avec le Syndicat National des Basketteurs (SNB) est programmée au Rhenus. Lors de cette rencontre, le représentant syndical exposera aux stagiaires le métier de basketteur professionnel dans sa globalité (clubs, agents, syndicats...). Le syndicat est capable, à tout moment, d'apporter un soutien aux stagiaires.

5. Règlement intérieur

Le règlement intérieur[3] définit les règles de vie des stagiaires du Centre de Formation, sur et en-dehors du terrain. Il fait l'objet d'une lecture collective en début de saison. Il est ensuite approuvé par la signature de chaque stagiaire et par ses parents ou tuteurs légaux s'il est mineur.

De plus, chaque stagiaire possède un dossier de suivi de formation. Il est composé d'une fiche de suivi individuel d'évaluation[4] sur laquelle est portée chaque trimestre par le directeur du centre et l'entraineur une appréciation sur le plan comportemental, sportif et scolaire.
Cette fiche d'évaluation est ensuite transmise aux parents qui sont tenus informés de l'évolution de leur enfant.

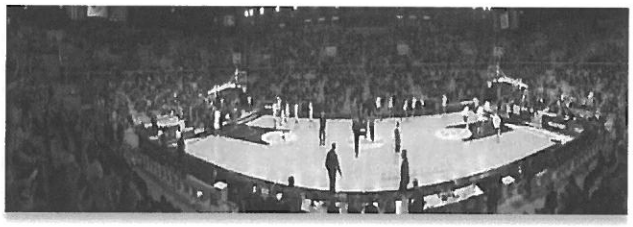
III. La formation sportive

1. Infrastructures

Les entraînements se déroulent au Rhenus Sport et au Tivoli.



Hall Tivoli



Hall Rhenus

Lorsque le Rhenus est indisponible (Foire Européenne, manifestations diverses), les entraînements du Centre de formation sont programmés au Tivoli.

Pour la compétition Cadets Championnat de France, les matchs ont lieu le dimanche 15h30 au Hall de la SIG, rue de la Poste à Illkirch.



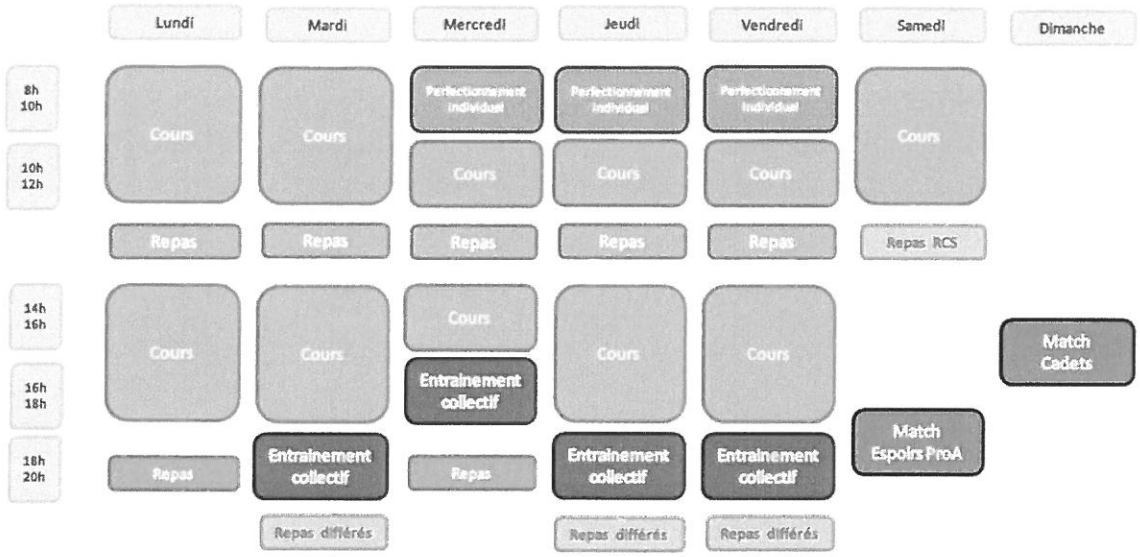
Hall de la SIG – rue de la Poste à Illkirch

[3] Joint en annexe
[4] Modèle joint en annexe

2. Planning type d'organisation hebdomadaire

Les aménagements de scolarité permettent de dégager deux créneaux hebdomadaires pour des entrainements biquotidiens :

- 4 séances collectives
- 2 séances perfectionnement individuel
- Séance vidéo au besoin



3. Préparation physique musculation

Chaque stagiaire bénéficiera d'une ou deux séances de musculation spécifique au cours de la semaine en fonction de son emploi du temps scolaire. Cette séance aura lieu au Rhenus. Le programme sera établi en fonction de l'âge du stagiaire et de ses besoins en musculation. L'évaluation et le suivi en préparation physique sont dirigés par Terrick Nerôme.

Tout stagiaire bénéficie, conformément aux textes, d'une journée (pour les stagiaires majeurs) et de deux journées (pour les mineurs) de récupération dans une semaine de travail. Ainsi, les majeurs sont en repos le dimanche (ou samedi quand le match a lieu dimanche) et les mineurs le samedi et le lundi (ou jeudi si participation au match espoirs du samedi).



4. Déplacements des équipes

- **ESPOIRS**

Les joueurs Espoirs se déplacent la plupart du temps en train excepté pour des déplacements lointains en avion, en minibus pour les déplacements n'excédant pas 350 km et en bus pour les déplacements intermédiaires (Dijon, Chalon...).

- **CADETS France**

L'équipe se déplace en bus pour les trajets de plus de 350 km. Les autres déplacements s'effectuent en train (Paris). Quelques déplacements de courte distance n'excédant pas 200 km sont effectués en minibus (Nancy).

5. Agrément du Centre de Formation

La délégation permanente de la Commission Nationale du sport de haut niveau (J.O. du 14/07/2015) a renouvelé l'agrément pour une durée de 4 ans.
Dans le cadre du renouvellement de l'agrément, une visite de notre Centre de Formation a été faite les 23 et 24 mars 2015 par M. Christophe Allardi, entraîneur national de la FFBB, en présence des cadres de notre club.
M. Damien Kleinmann, Inspecteur à la Direction Régionale de la Jeunesse des Sports et de la cohésion Sociale d'Alsace (DRJSCS) a également été reçu dans le cadre de la visite d'agrément le 17 mars 2015.
A l'issue de cette procédure, l'agrément du centre de formation a été renouvelé jusqu'en 2019.

IV. La formation scolaire et universitaire

1. Principe fondamental

La poursuite d'objectifs scolaires est incontournable. La réussite du projet scolaire est primordiale et indissociable du projet sportif. Le joueur doit être formé dans sa capacité à s'insérer professionnellement en cas d'échec au cours de leur formation ou à l'issue de leur carrière professionnelle.

2. Liste des établissements conventionnés[5]

Le Centre de Formation de la SIG conventionne ensuite avec les établissements scolaires dans lesquels sont scolarisés les sportifs. Les conventions sont signées pour une durée d'une année scolaire.

- Lycée Marc Bloch pour la filière générale S-ES-L
- Lycée Emile Mathis pour la filière technologique STMG
- Faculté des Sciences du Sport de Strasbourg

[5] Conventions jointes en annexes

3. Suivi scolaire

- Les aménagements d'emploi du temps sont discutés chaque année avec le chef d'établissement pour permettre à chaque sportif d'être présent à tous les entraînements du soir et à au moins deux entraînements du matin.
- Les établissements scolaires sont prévenus à l'avance des absences ou retards des stagiaires, liés aux entraînements ou aux compétitions sportives.
- La SIG est informée de toute absence et réagit rapidement auprès du stagiaire et de ses parents, s'il est mineur.
- La SIG participe aux conseils de classe trimestriels.
- Un soutien scolaire peut être proposé aux stagiaires ou par une aide individuelle effectuée par la responsable de la scolarité.
- La SIG a aidé certains jeunes à élaborer un projet d'études adapté en leur proposant une éducation à l'orientation.
- Certains sponsors de la SIG ont accueilli des jeunes en stage pratique.

4. Répartition des sportifs par établissement et filière

				Total
Lycée Bloch	**2nde**	**1ère**	**Terminale**	
	2	**5**	**4**	**11**
Lycée Mathis	**2nde**	**1ère**	**Terminale**	
	1	**0**	**0**	**1**
BTS	**1ère année**	**2ème année**		
	2			**2**
F3S	**Licence 1**	**Master**		
	1			**1**
				15

- 1 sportif suit une formation en anglais pour préparer un TOEFL (Quentin Goulmy)

Un dispositif particulier a été mis en place pour l'aménagement spécifique de la scolarité de Frank Ntilikina avec la mise en place d'une collaboration avec Acadomia.

5. Comptes rendus des évaluations scolaires

A chaque fin de trimestre, la SIG (entraîneurs, responsable scolaire) rencontre les jeunes pour un bilan global (études, évolution sportive, état d'esprit, conseils). Les fiches d'évaluation sont envoyées aux parents et sont accessibles dans les dossiers individuels des stagiaires.

6. Bilan et résultats scolaires

Le taux de réussite au baccalauréat depuis 2008/2009 est de 100% toutes filières confondues.

	Saison N	Saison N-1	Saison N-2	Moyenne sur 3 ans
Nombre de jeunes sous convention	16	17	17	18
Taux de réussite à un examen en fin de cycle	100%	100%	100%	100%
Taux d'obtention d'un diplôme ou d'une qualification pro				
Taux de réussite sur le passage en classe supérieure	100%	100%	94%	97%
Nbre de projets particuliers (changmt orientation, arrêt)		1 (abandon)	3 (abandons, réorientation)	

Année scolaire 2015-2016 :

- 3 réussites au bac pour 4 candidats (Ntilikina, Flick, Kunckler)
- **Louis Rucklin** se présentera à la session de septembre réservée aux sportifs de haut niveau.

7. Autres actions de formation

Plusieurs autres sessions de formation sont proposées aux jeunes joueurs :

- Dopage : sensibilisation, prévention, déroulement des contrôles par Guillaume Zekri, CIRAD
- Diététique : les bases d'une bonne alimentation, propice à la performance, par Céline Distel, sportive de haut niveau en athlétisme
- Média : relation avec les journalistes interview par Jean Claude Frey, ancien journaliste sportif aux DNA
- Le basket professionnel : environnement, syndicat, relations avec les agents par Aymeric Jeanneau, directeur marketing de la SIG

V. Hébergement

1. Hébergement semaine

Tous les élèves de lycée sont internes à l'internat du lycée Marc Bloch qui assure une surveillance permanente des mineurs.

Internat Marc Bloch mineur	2 appartements SIG majeur	Appartement personnel majeur
11 joueurs	3 joueurs	2 joueurs

L'hébergement dans les appartements ne concerne que les sportifs majeurs.

Adresse des appartements SIG :

- 4 rue de la Roseraie 67300 Schiltigheim
- 20a rue Himmerich 67000 Strasbourg

2. Hébergement week-end et vacances scolaires

Les sportifs mineurs qui ne rentrent pas chez eux sont hébergés au centre de formation du RCSA football. L'accueil se fait le samedi à 13h jusqu'à dimanche soir après le repas du soir. Le retour à l'internat Marc-Bloch se fait vers 20h le dimanche soir.

La mise en place de ce dispositif a nécessité l'embauche d'un agent de surveillance par le RCSA. Cet aménagement de l'accueil est formalisé par une convention[6] entre le RCSA, la SIG basket et le CSGSA dans laquelle figure les participations financières de chacune des parties.

VI. Restauration

Les déjeuners et les dîners sont pris dans les établissements scolaires.

Un dispositif particulier est mis en place avec le restaurant scolaire du lycée pour la mise en place de repas différés le soir en dehors du service normal. Ce dispositif fait partie d'un conventionnement[7] particulier qui en plus de permettre de prendre des repas à 20h30 après les entrainements, autorise la prise en charge et la surveillance des jeunes et des locaux par Valentin AUCLAIR[8], salarié de la SIG.

[6] Convention jointe en annexe

[7] Convention jointe en annexe

[8] Contrat de travail de travail de Valentin Auclair joint en annexe

Les repas du week-end pour les sportifs qui ne rentrent pas chez eux, sont pris au Centre de Formation du RCSA. Les repas sont commandés dans la semaine et donnent lieu à une facturation particulière.

VII. Transport

La SIG prend en charge les cartes SNCF 12/25 ainsi que les forfaits transport par le biais des cartes BADGEO de la CTS.
Les trajets entre les établissements scolaires et le lieu d'entrainement se font par les liaisons tram.

VIII. Suivi médical

Les joueurs bénéficient d'un suivi médical approprié au sport de haut niveau et conforme avec le cahier des charges de la FFBB.

- Délivrance d'un certificat médical par un médecin différent du médecin habilité par le groupement sportif
- Envoi du bilan médical complet défini par la commission médicale de la LNB (joueurs sous contrat) (Dr Sarbacher)
- Possibilités de radiographie et IRM chez le radiologue du club et clinique de l'Orangerie (Dr Moncade)
- Diagnostic et prise en charge en cas de blessures graves par le chirurgien du club (Dr Moncade)
- Soins immédiats par le kiné salarié du club (Antoine Roth)
- Suivi podologie par François Steimer

IX. Résultats sportifs

1. Résultats collectifs

Equipe Espoirs :

- 15ème du championnat Espoir ProA bilan 9 victoires – 25 défaites

Equipe cadets France :

- Vainqueur de la Coupe de France cadets
- Classement final du championnat de France U18 : 4ème du Groupe A, poule B

2. Résultats et distinctions individuelles

- **Frank Ntilikina** : élu meilleur jeune du championnat de ProA

Joueurs	Sélections
Quentin GOULMY	Sélection U18
Frank NTILIKINA	Sélection France U20
Maxime ABAH	Sélection U17 Championnat du Monde U17 à Saragosse
Louis RUCKLIN	Sélection U17 Championnat du Monde U17 à Saragosse
Olivier CORTALE	Présélection U20

3. Suivi des joueurs

		Saison N	Saison N-1	Saison N-2
Nombres de jeunes conventionnés		16	18	18
Nombre de jeunes, saison N-1 toujours au centre de formation		10	12	9
Nombre de contrats pro signés au sein ...	... du club			
	... d'un autre club pro en France		1	1
	... d'un autre club pro à l'étranger		2	
	... dans un club amateur		2	5

Joueurs Pro A et Pro B issus du Centre de Formation	Clubs
Robert FRANCOIS	VILLEBROEK (Belgique)
Damien BOUQUET	CHARLEVILLE/MEZIERES
Cédric BAH	SOUFFELWEYERSHEIM
Anthony LABANCA	VICHY/Clermont
Arnaud IMHOFF	SOUFFELWEYERSHEIM
Axel TOUPANE	DENNVER NUGGETS (NBA)
Boudji YAICI	BOURG
David WEBER	LE PORTEL
Elson MENDY	GOLBEY-VICHY-LE PORTEL
Hugo INVERNIZZI	LE HAVRE-NANTERRE
François RENAUT	LAUSANNE-LIMOGES
Issife SOUMAHORO	SIG-BOULAZAC-FOS
Jacques WAMPFLER	HYERES-TOULON-BOULAZAC-BOURG
Jérôme SCHMITT	BREST-BOURG - GRAVELINES - CHALON
Jean Philippe LUDON	STRASBOURG-DIJON-NANTES
Karim HOUARI	BREST-ST BRIEUC-COVENTRY
Matthieu STURM	VICHY-BEAUVAIS-REIMS-MULHOUSE
Patrice KOENIG	MULHOUSE-RUEIL-WOSB-KAYSERSBERG
Pierrick LAZARE	ORLEANS-LIMOGES-GRIES
Robert MICHALSKI	POITIERS
Ronald GALETTE	CHALONS-GET VOSGES
Sébastien KANCEL	NANTES-CHALLANS-SOUFFELWEYERSHEIM
Serge FECKOUA	ANTIBES
Stéphane MONSCHAU	LE HAVRE
Yann ZONNET	SAINT VALLIER

Bien d'autres joueurs de la SIG évoluent encore en Nationale 1, 2 et 3

X. Budget

Les copies des pièces jointes peuvent être consultées au siège du club :

- Compte de résultat
- Aides et subventions

Un budget prévisionnel a été établi en début de saison compte tenu des différentes dépenses engendrées par le CF :

- Salaires des joueurs sous contrat
- Salaires des entraîneurs
- Salaires de l'encadrement
- Frais de transport
- Frais de restauration
- Frais scolaires
- Frais médicaux

XI. Conclusions

Domaine	Points remarquables
Le sportif	• stabilité des entraîneurs • stabilité des cadres • suivi médical • recrutement alsacien prioritaire • 1 joueur qui signe dans un club de ProB • 3 joueurs espoirs s'entraînent avec les Pros • 1 joueur rejoint un club de Nationale 2 • 2 joueurs rejoignent des clubs de Nationale 3 • Sélection d'un cadet en pré-sélection équipe de France U18
Le scolaire	• suivi scolaire • excellentes relations avec les établissements scolaires • réussite scolaire pour la plupart des stagiaires • taux de réussite aux examens très satisfaisants
La logistique	• entraînements au Rhenus • entraînements au Tivoli • nouvelle salle de musculation au Rhenus • mise à disposition de la salle de la Poste ou Lixenbuhl à Illkirch pour les cadets • restauration quotidienne • restauration en déplacement • hébergements • transports urbains • équipement textile • équipement chaussures espoirs et cadets
Le relationnel avec l'environnement	• bonnes relations avec le CBB, la LRABB et le FFBB • bonnes relations avec le CTS • bon état d'esprit des joueurs

	• bonnes relations entre joueurs et cadres • bonnes relations entre les cadres • bonnes relations avec le club amateur • excellentes relations avec les parents des joueurs • excellentes relations avec les instances municipales, départementales et régionales

XII. Projets et ambitions

Le fonctionnement du centre de formation se fait dans le respect des conditions exigées par le cahier des charges FFBB des centres de formation de la LNB.
L'objectif du centre de formation est de former les sportifs à la carrière de joueur professionnel et d'acquérir une capacité d'insertion professionnelle en cas d'échec au cours de la formation et à l'issue de la carrière professionnelle.
Pour se faire, des collaborations sont entreprises avec des différents partenaires.

La recherche d'une unité de lieu est un facteur important de la construction des projets. Pour optimiser le fonctionnement du centre de formation il faudra mettre à disposition un accueil, restauration, surveillance sur une unité de lieu pérenne le week-end et les vacances scolaires.
La proximité de l'établissement scolaire, la possibilité d'accéder à l'internat, les trajets en tram rapides sont des points indispensables pour réduire le temps de déplacements des sportifs.

Les collectivités locales et territoriales sont des partenaires importants dans le soutien financier de la structure. De nombreuses collaborations sont aussi nécessaires pour assurer le fonctionnement optimal de la vie du centre de formation.

Le soutien de la SIG amateur est indispensable à l'organisation du championnat de France cadets.

Le centre de formation travaille aussi dans le prolongement de la formation sportive qui est proposée dans les Pôles Espoirs. Ainsi, de nombreux joueurs alsaciens souhaitent poursuivre leur formation à la SIG. Ce lien mérite d'être renforcé.
Même si la priorité du recrutement en 1ère année est donnée aux meilleurs jeunes joueurs alsaciens, la SIG doit pouvoir accueillir des joueurs à fort potentiel venant de tout l'hexagone et de toute l'Europe. Enfin les bonnes relations entretenues avec l'équipe professionnelle restent un facteur de motivation indéniable pour les jeunes sportifs.

Depuis la saison 2009/2010, la LNB encourage les clubs à mettre en place un développement efficace et « durable » de la filière de formation des clubs. Une décision importante a été prise dans ce sens en avril 2009 dans le but d'encourager les clubs professionnels à mettre en place une politique de formation réaffirmée.

En effet, la LNB a fait évoluer la réglementation des joueurs vers la notion de « Joueurs Formés Localement ».

« Tout joueur ayant eu une licence « joueur » auprès d'un club de la FFBB pendant au moins 4 années entre 12 et 21 ans est considéré comme Joueur Formé Localement ».

Ces dispositions visent à améliorer la compétitivité du basket masculin français pour les équipes de France et des clubs français dans les compétitions européennes et de renforcer l'identité des clubs et des championnats professionnels par une meilleure référence locale des joueurs.

Ces nouvelles dispositions réglementaires auront forcément des répercussions sur les stratégies de recrutement des effectifs de l'équipe professionnelle.

SIG BASKET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2014

pwc

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2014

Aux Actionnaires
SIG BASKET
5, rue de Solignac
67029 STRASBOURG

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société anonyme d'économie mixte sportive et locale S.I.G. BASKET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

PricewaterhouseCoopers Entreprises, Centre d'Affaires Urbania, 230 avenue de Colmar, CS 90240, 67089 Strasbourg Cedex. T: +33 (0)3 88 45 55 50, F: +33 (0)3 88 45 55 51, www.entreprises.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société à responsabilité limitée au capital de 78 000 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 632 028 627. TVA n° FR 24 632 028 627. Siret 632 028 627 00404. Code APE 6920 Z. Bureaux : Amiens, Bordeaux, Bourg-en-Bresse, Cognac, Dijon, Grenoble, Limoges, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Metz, Nantes, Nancy, Nice, Paris, Pau, Quimper, Rennes, Saint-Malo, Saint-Quentin, Strasbourg.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part l'observation suivante :

En application de la loi, nous vous signalons que les informations visées à l'article L. 225-102-1 du code de commerce, relatives aux mandats et fonctions exercées durant l'exercice par les mandataires de la société ne figurent pas dans le rapport de gestion.

Strasbourg, le 21 novembre 2014

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Entreprises

Pierre-Nicolas Gug

Bilan Actif

Rubriques	Montants brut	Dépréciations	Montants net N	Montants net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	*23 206*	*21 872*	*1 335*	*4 063*
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	*302 119*	*249 488*	*52 631*	*63 766*
Immobilisations en cours	*16 587*		*16 587*	
Avances et acomptes				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	*13 046*		*13 046*	*11 246*
Actif immobilisé	*354 958*	*271 360*	*83 598*	*79 076*
Stocks de matières premières, d'approvisionnements				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stock de marchandises	*2 583*		*2 583*	*5 317*
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	*1 106 032*	*61 800*	*1 044 232*	*724 549*
Autres créances	*298 476*	*15 137*	*283 339*	*342 577*
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	*843 099*		*843 099*	*21 777*
Charges constatées d'avance	*31 307*		*31 307*	*8 853*
Actif circulant	*2 281 497*	*76 937*	*2 204 560*	*1 103 074*
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL	2 636 455	348 297	2 288 158	1 182 150

Bilan Passif

Rubriques	Montants net N	Montants net N-1
Capital social ou individuel	*399 950*	*38 112*
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation (y compris écart d'équivalence)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	*6 092*	*1 486*
RESULTAT DE L'EXERCICE	25 891	4 606
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	*537*	*661*
Capitaux propres	*432 470*	*44 866*
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	*30 000*	*30 000*
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges	*30 000*	*30 000*
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	*382 828*	*59*
Emprunts et dettes financières divers	*76*	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	*592 267*	*422 759*
Dettes fiscales et sociales	*799 569*	*682 630*
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	*17 949*	*1 836*
Produits constatés d'avance	*33 000*	
Dettes	*1 825 688*	*1 107 284*
Ecarts de conversion passif		
TOTAL	2 288 158	1 182 150

Compte de Résultat

Rubriques	France	Export	Montants N	Montants N-1
Ventes de marchandises	27 062		27 062	15 288
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 386 621	422 794	4 809 415	3 233 810
Chiffre d'affaires net	4 413 683	422 794	4 836 477	3 249 098
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 614 800	1 608 800
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			48 952	52 868
Autres produits			26 314	72 934
Produits d'exploitation			6 526 543	4 983 700
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			13 499	8 849
Variations de stock (marchandises)			2 734	326
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 555 150	1 850 535
Impôts, taxes et versements assimilés			458 840	270 264
Salaires et traitements			2 335 758	2 005 583
Charges sociales			947 276	806 442
Dotations aux amortissements sur immobilisations			25 530	29 084
Dotations aux provisions immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			76 937	
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			5 428	1 836
Charges d'exploitation			6 421 152	4 972 916
Résultat d'exploitation			105 391	10 784
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2	1 020
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				417
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Produits financiers			2	1 437
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			4 335	6 057
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières			4 335	6 057
Résultat financier			(4 333)	(4 620)
Résultat courant avant impôts			101 058	6 164

Compte de Résultat (Suite)

Rubriques	Montants N	Montants N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 142	3 063
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	258	563
Produits exceptionnels	7 400	3 626
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	77 299	4 725
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	134	134
Charges exceptionnelles	77 433	4 859
Résultat exceptionnel	(70 033)	(1 233)
Participation des salariés au résultat de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	5 134	325

Total des produits	6 533 945	4 988 763
Total des charges	6 508 055	4 984 157
Bénéfice ou perte	25 891	4 606

Annexes

Principes comptables, méthodes d'évaluation

Les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2014 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Pour ne pas alourdir la lecture, seuls sont repris dans cette annexe les faits ayant un caractère significatif et ne figurant pas dans les comptes annuels tels qu'ils sont présentés.

NOTES SUR LE BILAN

La société a appliqué au 30 juin 2014, les nouvelles normes relatives aux actifs et à leur dépréciation.

L'analyse effectuée amène aux constats suivants :
- Aucun élément activé ne justifie une décomposition,
- Il n'y a pas de valeur résiduelle,
- Compte tenu de la taille de l'entreprise, les durées d'usage peuvent être retenues comme durée d'amortissement.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites à l'actif du bilan pour leurs prix d'achats augmentés des frais accessoires incorporables au coût d'acquisition.

Les éventuels frais d'acquisitions des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Ce poste est constitué de logiciel et du site Internet du club.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire / dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels	1 à 3 ans
Site internet	3 ans

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éventuels frais d'acquisitions des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire / dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements divers	4 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Après analyse par les responsables de la société, il a été considéré que les valeurs résiduelles futures des immobilisations étaient nulles (c.f nouvelles normes sur les dépréciations des immobilisations).

Il n'a donc pas été tenu compte de valeurs résiduelles dans les plans d'amortissements.

Aucun indice de perte de valeur n'étant apparu, aucune dépréciation des immobilisations corporelles n'est constatée.

c) Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

d) Provisions réglementées

Ce poste ne concerne que les amortissements dérogatoires, dont les variations sont reprises dans l'état des amortissements.

e) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les éléments suivants sont repris dans l'annexe aux comptes annuels :

- *Faits caractéristiques,*
- *Evénements postérieurs à la clôture,*
- *Engagements et dettes garanties par des suretés réelles,*
- *Droit individuel à la formation,*
- *Détails des produits et charges exceptionnels,*
- *Etat des immobilisations,*
- *Etat des amortissements,*
- *Etat des provisions inscrites au Bilan,*
- *Etat des Echéances des créances et des dettes,*
- *Détail des charges et produits constatés d'avance,*
- *Détail des Charges à payer et des produits à recevoir,*
- *Composition du capital social,*
- *Ventilation de l'effectif de l'entreprise,*
- *Transfert de charges*

ENGAGEMENTS ET DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Engagement retraite :

L'engagement de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite s'élève au 30 juin 2014 à un montant de 30 762 euros.

Les hypothèses de base suivantes ont été retenues :

- Application des règles légales applicables dans le cadre d'un départ volontaire à l'âge de 62 ans,
- Les salariés disposant d'un CDI avec la société ont été retenus,
- Le coefficient d'actualisation de l'indemnité de départ à la retraite retenu est de 4 %,
- La progression des salaires est estimée à 3% par an,
- La probabilité de présence des salariés a été retenue de la manière suivante :
  - Salariés âgés de moins de 30 ans 0%,
  - Salariés âgés de 31 à 40 ans 30 %,
  - Salariés âgés de 41 à 50 ans 50 %,
  - Salariés âgés de 51 à 55 ans 70 %,
  - Salariés âgés de plus de 55 ans 90 %

Droit individuel à la formation :

Au 30 juin 2014, les salariés avaient acquis un droit individuel à la formation correspondant à 931 heures cumulées. Au titre de l'exercice clos le 30 juin 2014, aucune demande n'avait été effectuée par les salariés concernés.

DETAILS DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur opérations de gestion

Remboursement formation	1 472.00
Indemnité FFBB	5 670.00
	7 142.00

Sur provisions et transferts de charges :

Reprise amortissements dérogatoires	258.00
	258.00
Total produits exceptionnels	**7400.00**

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Sur opérations de gestion :

Rappel d'impôts	77 299.00
	77 299.00

Sur provisions et transferts de charges

Amortissements dérogatoires	134.00
	134.00
Total charges exceptionnelles	**77 433.00**

Immobilisations et amortissement

Immobilisations

Rubriques	Valeur Brute début d'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	*23 206*	*0*	*0*	*23 206*
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur s9ol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers	*134 803*	*1 246*	*0*	*136 048*
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier	*155 651*	*10 524*	*104*	*166 070*
Emballages récupérables et divers	*0*	*0*	*0*	*0*
Immobilisations corporelles en cours	*0*	*16 587*	*0*	*16 587*
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	*290 453*	*28 357*	*104*	*318 706*
Participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	*11 246*	*1 800*	*0*	*13 046*
Total des immobilisations financières	*11 246*	*1 800*	*0*	*13 046*
TOTAL	324 905	30 157	104	354 958

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	*19 143*	*2 729*	*0*	*21 872*
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Inst générales, agencements et divers	*95 747*	*13 384*	*0*	*109 131*
Matériel de transport				
Mat de bureau et informatique, mobilier	*130 940*	*9 417*	*0*	*140 357*
Emballages récupérables et divers	*0*	*0*	*0*	*0*
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	*226 687*	*22 801*	*0*	*249 488*
Total général	245 830	25 530	0	271 360

Provisions Inscrites au Bilan

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	*661*	*0*	*124*	*537*
Autres provisions réglementées	*0*	*0*	*0*	*0*
TOTAL	661	0	124	537

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions pour litiges	*30 000*	*0*	*0*	*30 000*
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	*0*	*0*	*0*	*0*
TOTAL	30 000	0	0	30 000

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur Immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	*0*	*61 800*	*0*	*61 800*
Autres provisions pour dépréciation	*0*	*15 137*	*0*	*15 137*
TOTAL	0	76 937	0	76 937

Total général	30 661	76 937	124	107 474

Notre société a fait l'objet d'une vérification de l'application des législations de sécurité sociale et de l'assurance chômage portant sur les années 2007, 2008 et 2009.

Une provision pour risques a été constituée initialement pour un montant de 93 000 euros. Cette provision a été ramenée au 30 06 2011 à un montant de 30 000 €uros après contestation auprès de l'Urssaf des sommes initiales. Cette provision a été maintenue au 30 06 2014 car la contestation est toujours en cours.

Etat des Echéances des Créances et Dettes

Etat des créances

Libellés	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	13 046		13 046
Total de l'actif immobilisé	13 046		13 046
Clients douteux ou litigieux	73 913		73 913
Autres créances clients	1 032 119	1 032 119	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	17 187	17 187	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 308	14 308	
Etat – Impôts sur les bénéfices	0	0	
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	87 813	87 813	
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	6 971	6 971	
Etat – Divers	0	0	
Groupes et associés	0	0	
Débiteurs divers	172 198	172 198	
Total de l'actif circulant	1 404 508	1 330 596	73 913
Charges constatées d'avance	31 307	31 307	
TOTAL	1 448 862	1 361 903	86 959

Etat des dettes

Libellés	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	382 828	382 828		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	592 267	592 267		
Personnel et comptes rattachés	132 983	132 983		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	230 200	230 200		
Impôts sur les bénéfices	7 505	7 505		
Taxe sur la valeur ajoutée	203 447	203 447		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	225 434	225 434		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	76	76		
Autres dettes	17 949	17 949		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	33 000	33 000		
TOTAL	1 825 688	1 825 688		

Charges à Payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	*134 933*
Dettes fiscales et sociales	*366 395*
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	*18*
Autres dettes	*359*
TOTAL	501 705

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	*0*
- Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	*182 458*
Valeurs mobilières de placement	
disponibilités	
TOTAL	182 458

Capital social

Composition du capital social

Catégories de parts ou d'actions	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture d'exercice	Valeur Nominale
1 - Actions ordinaires	500	4 747		5 247	76.22
2 - Actions amorties					
3 - Actions div. Prioritaire (sans droit de vote)					
4 - Actions préférentielles					
5 - Parts sociales					
6 - Certificats d'investissements					
TOTAL	500	4 747		5 247	76.22

Parts des bénéficiaires (ou des fondateurs)

Catégories	Nombre	Valeur nominale	Droits conférés
1 - Actions ordinaires			
2 - Actions amorties			
3 - Actions div. Prioritaire (sans droit de vote)			
4 - Actions préférentielles			
5 - Parts sociales			
6 - Certificats d'investissements			

Transfert de charges

Rubriques	Montant
Transfert de charges d'exploitation	
Avantages en nature	42 875
Remboursement formation	5 187
Remboursement divers	890
Sous total exploitation	48 952
Transfert de charges financières	
Sous total financières	
Transfert de charges exceptionnelles	
Sous total exceptionnelles	
TOTAL	48 952

Exemplaire greffe

SIG STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2015

pwc

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2015

Aux Actionnaires
SIG STRASBOURG
17, Boulevard de Dresde
67000 Strasbourg

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2015 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société anonyme d'économie mixte sportive et locale SIG STRASBOURG, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

PricewaterhouseCoopers Entreprises, Centre d'Affaires Urbania, 230 avenue de Colmar, CS 90240, 67089 Strasbourg Cedex. T: +33 (0)3 88 45 55 50, F: +33 (0)3 88 45 55 51, www.entreprises.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris -Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société à responsabilité limitée au capital de 78 000 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 632 028 627. TVA n° FR 24 632 028 627. Siret 632 028 627 00404. Code APE 6920 Z. Bureaux : Amiens, Bordeaux, Bourg-en-Bresse, Cognac, Dijon, Grenoble, Limoges, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Metz, Nantes, Nancy, Nice, Paris, Pau, Quimper, Rennes, Saint-Malo, Saint-Quentin, Strasbourg.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Strasbourg, le 25 novembre 2015

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Entreprises

Pierre-Nicolas Gug

Bilan Actif

	Etat exprimé en euros	30/06/2015 Brut	30/06/2015 Amort. et Dépréc.	30/06/2015 Net	30/06/2014 Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	25 118,02	23 599,04	1 518,98	1 334,51
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				16 587,00
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	423 534,23	282 871,00	140 663,23	52 630,67
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	13 046,00		13 046,00	13 046,00
	TOTAL (II)	**461 698,25**	**306 470,04**	**155 228,21**	**83 598,18**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	7 085,90		7 085,90	2 583,00
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 228 251,72	68 618,57	1 159 633,15	1 044 232,13
	Autres créances	359 438,78	15 137,00	344 301,78	283 339,08
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	882 432,85		882 432,85	843 098,52
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	9 934,24		9 934,24	31 307,37
	TOTAL (III)	**2 487 143,49**	**83 755,57**	**2 403 387,92**	**2 204 560,10**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**2 948 841,74**	**390 225,61**	**2 558 616,13**	**2 288 158,28**
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				13 046,00
	(3) dont créances à plus d'un an			73 913,04	73 913,00

Bilan Passif

		Etat exprimé en euros	30/06/2015	30/06/2014
Capitaux Propres	Capital social ou individuel		399 949,95	399 949,95
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...			
	Ecarts de réévaluation			
	RESERVES			
	Réserve légale			
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves réglementées			
	Autres réserves			
	Report à nouveau		31 982,75	6 092,16
	Résultat de l'exercice		**35 000,53**	**25 890,58**
	Subventions d'investissement			
	Provisions réglementées			537,22
		Total des capitaux propres	**466 933,23**	**432 469,91**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs			
	Avances conditionnées			
		Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		30 000,00	30 000,00
	Provisions pour charges			
		Total des provisions	**30 000,00**	**30 000,00**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		85 552,75	382 827,87
	Emprunts et dettes financières divers		76,22	76,22
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		767 423,63	592 266,71
	Dettes fiscales et sociales		1 136 830,47	799 568,77
	DETTES DIVERSES			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		64 899,83	17 948,80
	Produits constatés d'avance (1)		6 900,00	33 000,00
		Total des dettes	**2 061 682,90**	**1 825 688,37**
	Ecarts de conversion passif			
		TOTAL PASSIF	**2 558 616,13**	**2 288 158,28**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	35 000,53	25 890,58
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	1 994 821,62	1 825 688,37
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		382 827,87

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

		France	Exportation	30/06/2015 12 mois	30/06/2014 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	37 875,17		37 875,17	27 062,11
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	5 064 311,99		5 064 311,99	4 809 415,03
	Montant net du chiffre d'affaires	**5 102 187,16**		**5 102 187,16**	**4 836 477,14**
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			1 613 115,00	1 614 800,00
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			51 274,18	48 952,05
	Autres produits			9 484,43	26 313,88
	Total des produits d'exploitation (1)			**6 776 060,77**	**6 526 543,07**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			22 435,27	13 499,01
	Variation de stock			(4 502,90)	2 734,04
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			2 673 507,23	2 555 150,17
	Impôts, taxes et versements assimilés			249 714,61	458 840,11
	Salaires et traitements			2 627 122,19	2 335 758,36
	Charges sociales du personnel			1 071 908,25	947 275,98
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			35 110,50	25 188,29
	- charges d'exploitation à répartir				341,56
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant			6 818,37	76 937,00
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			81 248,96	5 427,79
	Total des charges d'exploitation (2)			**6 763 362,48**	**6 421 152,31**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**12 698,29**	**105 390,76**

Compte de Résultat 2/2

		Etat exprimé en euros	30/06/2015	30/06/2014
		RESULTAT D'EXPLOITATION	**12 698,29**	**105 390,76**
Opéra. comm.		Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	49 880,21	2,25
		Total des produits financiers	**49 880,21**	**2,25**
CHARGES FINANCIERES		Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 606,98	4 334,96
		Total des charges financières	**4 606,98**	**4 334,96**
		RESULTAT FINANCIER	**45 273,23**	**(4 332,71)**
		RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**57 971,52**	**101 058,05**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	537,22	7 141,63 258,20
		Total des produits exceptionnels	**537,22**	**7 399,83**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	34 177,21	77 299,00 134,30
		Total des charges exceptionnelles	**34 177,21**	**77 433,30**
		RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(33 639,99)**	**(70 033,47)**
		PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES	(10 669,00)	5 134,00
		TOTAL DES PRODUITS **TOTAL DES CHARGES**	**6 826 478,20** **6 791 477,67**	**6 533 945,15** **6 508 054,57**
		RESULTAT DE L'EXERCICE	**35 000,53**	**25 890,58**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE LEGALE

Exercice du 01/07/2014

au 30/06/2015

SA SIG BASKET-BALL

5 rue de Solignac
BP 326

67029 STRASBOURG CEDEX

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 558 616** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **6 826 478** euros et un total **charges** de **6 791 478** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **35 001** euros.

L'exercice considéré débute le **01/07/2014** et finit le **30/06/2015.**
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.
L'analyse de la société relative aux nouvelles règles sur les actifs depuis 2005 l'a amenée aux constats suivants:
- aucun élément activé ne justifie une décomposition,
- il n'y a pas de valeur résiduelle. Après analyse par les responsables de la société, il a été considéré que les valeurs résiduelles futures des immobilisations étaient nulles; il n'a donc pas été tenu compte de valeurs résiduelles dans les plans d'amortissements.
- compte tenu de la taille de l'entreprise, les durées d'usage peuvent être retenues comme durée d'amortissement.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Immobilisations incorporelles:

Les immobilisations incorporelles sont inscrites à l'actif du bilan pour leurs prix d'achats augmentés des frais accessoires incorporables au coût d'acquisition.

Les éventuels frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Ce poste est constitué de logiciels et du site Internet du club.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue:

Logiciels	1 à 3 ans
Site Internet	3 ans

Immobilisations corporelles:

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éventuels frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue:

Agencements divers	4 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Aucun indice de perte de valeur n'étant apparu, aucune dépréciation des immobilisations incorporelles ou corporelles n'est constatée.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. En fonction de la situation du créancier à la clôture, et à l'appui d'un dossier individualisé, la société a fixé le niveau de dépréciation requis selon le plan suivant:

Après la 1ère relance, pour une créance impayée depuis plus de 6 mois à la clôture	Dépréciation de 20% de la créance
Après mise en demeure de payer par lettre recommandée avec accusé de réception	Dépréciation de 30% de la créance
Transmission de la créance à l'huissier	Dépréciation de 40% de la créance
Client en situation de redressement judiciaire/Procédure de sauvegarde	Dépréciation de 70% de la créance
Client en situation de liquidation judiciaire	Dépréciation de 90% de la créance
Créances d'irrécouvrabilité	Passage de la créance en Perte pour 100%

Les créances litigieuses ou contentieuses (avec dossier d'avocat à l'appui) seront dépréciées en fonction du risque attaché au non recouvrement.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions règlementées

Ce poste ne concerne que les amortissements dérogatoires, dont les variations sont reprises dans l'état des amortissements.

Engagements en matière de retraite

L'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite s'élève au 30/06/2015 à un montant de 38 103 euros.
Les hypothèses de base suivantes ont été retenues:
- application des règles légales applicables dans la cadre d'un départ volontaire à l'âge de 62 ans
- seuls les salariés présents au 30/06/2015 disposant d'un Contrat à Durée Indéterminé avec la société ont été retenus

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

- le coefficient d'actualisation de l'indemnité de départ à la retraite retenu est de 1.5%
- la progression des salaires est estimée à 2% par an,
- la probabilité de présence des salariés a été retenue tenant compte d'un coefficient de turn-over par défaut.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2015
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	39 793,02		1 912,00	16 587,00		25 118,02
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**39 793,02**		**1 912,00**	**16 587,00**		**25 118,02**
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agenct aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	136 048,37		86 844,44			222 892,81
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	166 070,33		34 571,09			200 641,42
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**302 118,70**		**121 415,53**			**423 534,23**
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	13 046,00					13 046,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**13 046,00**					**13 046,00**
	TOTAL	**354 957,72**		**123 327,53**	**16 587,00**		**461 698,25**

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2015
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	21 871,51	1 727,53		23 599,04
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**21 871,51**	**1 727,53**		**23 599,04**
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	109 130,57	19 232,91		128 363,48
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	140 357,46	14 150,06		154 507,52
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**249 488,03**	**33 382,97**		**282 871,00**
	TOTAL	**271 359,54**	**35 110,50**		**306 470,04**

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles					537,22		(537,22)
TOTAL IMMOB INCORPORELLES					**537,22**		**(537,22)**
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL					**537,22**		**(537,22)**
TOTAL GENERAL NON VENTILE						**537,22**	**(537,22)**

Provisions

	Etat exprimé en euros	Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Provisions fiscales implant. étranger avant 1.1.92 Provisions fiscales implant. étranger après 1.1.92 Provisions fiscales pour prêts d'installation Provisions autres	537,22		537,22	
	PROVISIONS REGLEMENTEES	**537,22**		**537,22**	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretien et grandes révisions Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer Autres	30 000,00			30 000,00
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**30 000,00**			**30 000,00**
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations : incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	61 800,00	6 818,57		68 618,57
	Autres	15 137,00			15 137,00
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	**76 937,00**	**6 818,57**		**83 755,57**
	TOTAL GENERAL	**107 474,22**	**6 818,57**	**537,22**	**113 755,57**
	Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		6 818,37	537,22	
	Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros	30/06/2015	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	13 046,00		13 046,00
Clients douteux ou litigieux	114 587,60	40 674,56	73 913,04
Autres créances clients	1 113 664,12	1 113 664,12	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	17 486,64	17 486,64	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	26 029,00	26 029,00	
Taxes sur la valeur ajoutée	123 609,27	123 609,27	
Autres impôts, taxes versements assimilés	50,00	50,00	
Divers	8 880,00	8 880,00	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	183 383,87	183 383,87	
Charges constatées d'avances	9 934,24	9 934,24	
TOTAL DES CREANCES	**1 610 670,74**	**1 523 711,70**	**86 959,04**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	30/06/2015	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	85 552,75	18 691,47	66 861,28	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	767 423,63	767 423,63		
Personnel et comptes rattachés	396 862,35	396 862,35		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	348 977,60	348 977,60		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	345 266,27	345 266,27		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	45 724,25	45 724,25		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	76,22	76,22		
Autres dettes	64 899,83	64 899,83		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 900,00	6 900,00		
TOTAL DES DETTES	**2 061 682,90**	**1 994 821,62**	**66 861,28**	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	96 000,00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	10 604,17			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		30/06/2015
Total des Produits à recevoir		**188 880**
Autres créances		**188 880**
ETAT PAR		
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	*8 880*	
	180 000	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros		30/06/2015
Total des Charges à payer		413 440
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		157
INTERETS COURUS / EMPRUNTS	*157*	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		220 786
FOURN. FACT.NON PARVENUES	*220 786*	
Dettes fiscales et sociales		182 308
DETTES PROV./CONGES PAYES	*48 607*	
AUTR. CHARG.SOCIALES A PAYER	*81 683*	
MUTUELLE	*3 713*	
TICKETS RESTAURANT	*2 581*	
AUTR.CHARG.FISCALES A PAYER	*45 724*	
Autres dettes		10 190
AVOIRS A ETABLIR	*10 190*	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	30/06/2015	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		9 934,24	6 900,00
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		**9 934,24**	**6 900,00**

Capital social

Etat exprimé en euros	30/06/2015	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES				
Du capital social début exercice		5 247,00	76,2245	399 949,95
Emises pendant l'exercice			0,0000	
Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
Du capital social fin d'exercice		**5 247,00**	**76,2245**	**399 949,95**

Effectif moyen

	30/06/2015	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		6,63	
Professions intermédiaires			
Employés		24,40	
Ouvriers			
TOTAL		**31,03**	

ANNEXE - Elément 6.18

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	30/06/2015	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		57 971,52	(25 419,62)	83 391,14
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(33 639,99)	14 750,62	(48 390,61)
RESULTAT COMPTABLE		24 331,53	(10 669,00)	35 000,53

(1) après retraitements fiscaux.

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

	Etat exprimé en euros	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2015
CAPITAL en Fin d'exercice	Capital social	38 112,25	38 112,25	38 112,25	399 949,95	399 949,95
	Nombre d'actions ordinaires	500,00	500,00	500,00	5 247,00	5 247,00
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer :					
	- Par conversion d'obligation					
	- Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)	2 642 601,00	2 834 311,00	3 249 098,00	4 836 477,14	5 102 187,16
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amorts et prov.	(3 952,00)	142 890,00	33 586,00	133 367,53	65 723,18
	Impôts sur les bénéfices			325,00	5 134,00	(10 669,00)
	Participation des salariés					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	119 216,00	170 381,00	4 606,00	25 890,58	35 000,53
	Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amorts et prov.	(7,90)	285,78	66,52	24,44	14,56
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	238,43	340,76	9,21	4,93	6,67
	Dividende attribué					
PERSONNEL	Effectif moyen salarié	27,00	28,00	28,00	29,00	31,03
	Montant de la masse salariale	1 550 611,00	1 638 233,00	2 005 583,00	2 335 758,36	2 627 122,19
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	682 485,00	703 953,00	806 442,00	947 275,98	1 071 908,25

SIG BASKET SAEMSL

ATTESTATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE LA SOCIETE SIG BASKET SAEMSL RELATIVE AUX ETATS COMPTABLES PREVISIONNELS ACTUALISES POUR LA SAISON 2015/2016 ET AUX PREVISIONS FINANCIERES DE LA SAISON 2016/2017 ETABLIS PAR LE DIRECTOIRE EN APPLICATION DU REGLEMENT DE LA DNCCG

pwc

ATTESTATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE LA SOCIETE SIG BASKET SAEMSL RELATIVE AUX ETATS COMPTABLES PREVISIONNELS ACTUALISES POUR LA SAISON 2015/2016 ET AUX PREVISIONS FINANCIERES DE LA SAISON 2016/2017 ETABLIS PAR LE DIRECTOIRE EN APPLICATION DU REGLEMENT DE LA DNCCG

SIG BASKET SAEMSL
A l'attention du Président
17, Boulevard de Dresde
67000 Strasbourg

Monsieur le Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes de **SIG BASKET SAEMSL** (« la Société ») et en application du règlement de la DNCCG, nous avons procédé à la vérification des états comptables prévisionnels actualisés de la saison 2015/2016 et aux prévisions financières de la saison 2016/2017 tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Ces états comptables prévisionnels et les hypothèses qui les sous-tendent ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Les méthodes appliquées pour établir ces prévisions, y compris les hypothèses qui les sous-tendent, sont précisées dans les états comptables prévisionnels joints.

Il nous appartient de nous prononcer sur la conformité :

- des modalités appliquées par la Société pour établir les états comptables prévisionnels susvisés avec celles énoncées dans lesdits états ;

- des méthodes comptables utilisées avec celles retenues pour l'établissement des derniers comptes annuels.

Il ne nous appartient pas en revanche de remettre en cause les hypothèses retenues par la direction de la Société pour établir les états comptables prévisionnels susvisés.

PricewaterhouseCoopers PME Commissariat aux Comptes SAS, Centre d'Affaires Urbania, 230 avenue de Colmar, CS 90240, 67089 Strasbourg Cedex Téléphone: +33 (0)3 88 45 55 50, Fax: +33 (0)3 88 45 55 51, www.pwc.com

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par actions simplifiée au capital de 1 901 259 € . Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 811 599 406 TVA n° FR 66 811 599 406. Siret 811 599 406 00014. Code APE 6920 Z. Bureaux : Amiens, Bordeaux, Bourg-en-Bresse, Chaumont, Cognac, Dijon, Lesconil, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Pau, Péronne, Quimper, Rennes, Saint-Quentin, Strasbourg.

Notre intervention, qui ne constitue ni un audit ni un examen limité, a été effectuée selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nos travaux ont consisté à:

- prendre connaissance des procédures mises en place par votre Société pour l'établissement des états comptables prévisionnels susvisés ;

- vérifier la conformité des modalités d'établissement de ces états comptables avec celles énoncées dans lesdits états ;

- vérifier la conformité des méthodes comptables utilisées pour l'établissement de ces états avec celles retenues pour l'établissement des derniers comptes annuels.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que, par conséquent, nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la conformité :

- des modalités d'établissement des états comptables prévisionnels susvisés avec celles énoncées dans lesdits états ;

- des méthodes comptables utilisées pour l'établissement de ces états avec celles retenues pour l'établissement des derniers comptes annuels.

Néanmoins, la vraisemblance et la cohérence des hypothèses retenues pour l'établissement des états prévisionnels actualisés pour la saison 2015/2016 et les prévisions financières de la saison 2016/2017 appellent de notre part les commentaires suivants :

1. <u>Prévisionnels actualisés de la saison 2015/2016</u>

- L'atterrissage ne tient pas compte du recrutement d'un joueur supplémentaire pour la fin de saison ;

- L'atterrissage tient compte des événements du 2ème semestre jusqu'au 1/4 des play off et jusqu'à la finale de l'Euro Cup.

2. <u>Prévisions financières de la saison 2016/2017</u>

- Les subventions n'ont pas encore fait l'objet d'un vote dans les différentes collectivités;

- Le montant des subventions retenues est prudent et cohérent avec celui de la saison encours ;

- Le budget 2016/2017 tient compte d'une qualification en FIBA Basket Ball Champions League (BCL) ;

- Le budget 2016/2017 tient compte d'une progression des sponsors d'environ 300 K€ par rapport au budget de la saison précédente.

Cette attestation est établie aux seules fins de satisfaire à la demande du règlement de la DNCCG et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Nos travaux ne sont pas destinés à remplacer les diligences qu'il appartient, le cas échéant, aux tiers ayant eu communication de cette attestation de mettre en œuvre au regard de leurs propres besoins. En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Société, notre responsabilité à l'égard de votre Société et de ses actionnaires est définie par la loi française et nous n'acceptons aucune extension de notre responsabilité au-delà de celle prévue par la loi française.

En aucun cas PricewaterhouseCoopers PME Commissariat aux Comptes ne pourra être tenue responsable d'aucun dommage, perte, coût ou dépense résultant d'un comportement dolosif ou d'une fraude commise par les administrateurs, les dirigeants ou les employés de la Société.

Cette attestation est régie par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou de la présente attestation, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Strasbourg, le 30 avril 2016

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers PME Commissariat aux Comptes

Pierre-Nicolas Gug

FICHE SIGNALETIQUE

Budget saison 2016/2017

Nom du Club : STRASBOURG IG

Structure juridique : SAEMSL

Effectifs :

Joueurs :	17	personnes
Entraineurs :	2	personnes
Administratif :	17	personnes

Capacité de la salle : (Places assises, individuelles et numérotées) 6098 personnes

Moyenne spectateurs :

Saison 2015/2016	5300	personnes
Objectif saison 2016/2017	5500	

Championnat disputé lors de la saison 2016/2017 : PRO A ☒ PRO B ☐

Classement de la saison 2015/2016	14
Objectif de classement de la saison 2016/2017	14

Qualification européenne pour la saison 2016/2017 (cocher la case correspondante) : Oui ☒ Non ☐

	Réalisé 30 juin 2015	Estimé 30 juin 2016	Budget 2016/2017
Situation nette	466934	495355	516483
Total des dettes	2054783	1900000	1900000
Total des produits	6826479	7069032	6087120
Total des charges	6791478	7040611	6065992
Résultat de l'exercice (III) = (I) - (II)	35001	28421	21128

Visa du Commissaire aux comptes

BILAN ET SITUATION NETTE

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

1- BILAN SYNTHETIQUE AU 30 JUIN 2016

ACTIF		PASSIF	
		CAPITAL SOCIAL	399950
		RESERVES	0
IMMOBILISATIONS	120228	REPORT A NOUVEAU	66984
STOCK	7086	RESULTAT EXERCICE	28421
CREANCES CLIENTS	1128233	PROVISIONS	30000
AUTRES CREANCES	344302	EMPRUNTS	66861
CH. CONSTATEES D'AVANCE	9934	DETTES EXPLOITATION	1900000
TRESORERIE	882433	DECOUVERT DE TRESORERIE	0
TOTAL ACTIF	2492216	TOTAL PASSIF	2492216

2 - TABLEAU DE VARIATION DE LA SITUATION NETTE

	Situation nette 30 juin 2015	Augmentation	Diminution	Situation nette 30 juin2016	Augmentation	Diminution	Situation nette 30 juin2017
Situation nette à l'ouverture				466934			495355
Résultat de l'exercice		28421	0	28421	21128	0	21128
Augmentation de capital		0	0	0	0	0	0
Distribution de dividende		0	0	0	0	0	0
Autres opérations en capital		0	0	0	0	0	0
Situation nette à la clôture	466934 [a]	28421	0	495355	21128	0	516483

a Saisir la situation nette au 30 juin 2015

Visa du Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

	Annexe (renvoi)	Réf. L.Fisc.	Réalisé 30 juin 2015	Estimé 30 juin 2016 (I)	Budget 2016/2017 (II)	Ecart (I) - (II)
PRODUCTION DE SERVICE VENDUE	1	FI	5102187	5443607	4406700	1036907
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2	FO	1613114	1462000	1377140	84860
REPRISE SUR AMORT., TRANSF. DE CHARGES		FP	51277	120000	52000	68000
AUTRES PRODUITS	3	FQ	9484	32425	240280	-207855
Total produits d'exploitation (I)		FR	6776062	7058032	6076120	981912
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	4	FW	2691439	2636396	2130382	506014
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		FX	249715	192765	188109	4656
SALAIRES ET TRAITEMENTS	5	FY	2627122	2905690	2599000	306690
CHARGES SOCIALES	5	FZ	1071909	1101414	1051468	49946
DOTATIONS D'EXPLOITATION						
Immobilisations :						
- Dotations aux amortissements		GA	35110	35000	35000	0
- Dotations aux provisions (*)		GB	6818	7000	7000	0
Sur actif circulant : dotations aux provisions (*)		GC	0	0	0	0
Pour risques et charges : dotations aux provisions (*)		GD	0	68000	0	68000
AUTRES CHARGES (*)		GE	81249	105070	69470	35600
Total charges d'exploitation (II)		GF	6763362	7051335	6080429	970906
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		GG	12700	6697	-4309	11006

(*) : A détailler en annexe

Visa du Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

	Annexe (renvoi)	Réf. L.Fisc.	Réalisé 30 juin 2015	Estimé 30 juin 2016 (I)	Budget 2016/2017 (II)	Ecart (I) - (II)
Total des produits financiers (III)		GP	49880	5000	5000	0
Total des charges financières (IV)	6	GU	4607	4000	4000	0
2- RESULTAT FINANCIER (III-IV)		GV	45273	1000	1000	0
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)		GW	57973	7697	-3309	11006
Total produits exceptionnels (V)	(a)	HD	537	6000	6000	0
Total charges exceptionnelles (VI)	(a)	HH	34178	1066	1000	66
3- RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		HI	-33641	4934	5000	-66
Impôt sur les bénéfices (VII)		HK	-10669	-15790	-19437	3647
TOTAL PRODUITS (I+II+V)		HL	6826479	7069032	6087120	981912
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VII)		HM	6791478	7040611	6065992	974619
4- BENEFICE OU PERTE (total produits - total charges)		HN	35001	28421	21128	7293

(a) Détail des produits et charges exceptionnels	Estimé au 30 juin 2016 PRODUITS	CHARGES
Dédomagement et Article 700 Affaire Téllos	6000	0
Divers	0	1066
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
Total	6000	1066

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 1
PRODUCTION DE SERVICES VENDUE

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

	Réalisé 30 juin 2015	Estimé 30 juin 2016 (I)	Budget 2016/2017 (II)	Ecart (I) - (II)
1 - RECETTES DES MATCHS				
Recettes des matchs :				
° Championnat	680911	370000	300000	70000
° Coupes Nationales	99516	0	0	0
° Coupes d'Europe	118275	389442	140000	249442
° Matchs Amicaux	43029	39000	0	39000
° Abonnements	314676	394306	320000	74306
° Ventes Places collectivités	221942	200775	195737	5038
Produits annexes :				
° Droits télévisés	494384	683963	100000	583963
° Buvettes	0	0	0	0
° Boutiques	37875	37896	30000	7896
° Programmes	0	0	0	0
Sous - total (I) :	1950608	2115382	1085737	1029645
2 - SPONSORS ET PUBLICITE				
° Publicité dans la salle	0	0	0	0
° Club Partenaires	0	0	0	0
° Sponsors saison	2951579	3128225	3120963	7262
° Sponsors maillot	200000	200000	200000	0
° Vente de matchs	0	0	0	0
Sous - total (II) :	3151579	3328225	3320963	7262
Total production de services vendue (I+II) FI	5102187	5443607	4406700	1036907

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 1.1
RECETTES DE SPONSORING

NOM DU CLUB :
STRASBOURG IG

Club de partenaires (y compris achats de loges) : Budget 2016/2017	
Nombre de partenaires saison 2015/2016 :	0
Nombre de partenaires saison 2016/2017 :	0
Recette moyenne par sponsor (en milliers d'euros) :	0
Recettes estimées (I) :	0
Estimé 30 juin 2016 :	0

Détail des sponsors "Saison" Budget 2016/2017	
Nom	Montant
- Ensemble des Sponsors Hors Echange Marchandise	2500000
- Echange Marchandise	170000
-	0
-	0
-	0
-	0
-	0
-	0
-	0
-	0
Sponsoring des collectivités (quote-part2016/17 - (Hors ventes de places)	
-	0
- Ville de Strasbourg	267119
- Eurometropole	129379
Region Alsace	54465
Recettes estimées (II)	3120963
Estimé 30 juin 2016 :	3128225

Sponsors maillots Budget 2016/2017	
Nom	Montant
Sponsors principaux :	
-0	0
-Divers Sponsors Maillot	200000
-0	0
-0	0
-0	0
-0	0
-0	0
-0	0
Sponsors annexes :	
-0	0
-0	0
-0	0
Recettes estimées (III) :	200000
Estimé 30 juin 2016 :	200000

0
0
0

Vente de matchs Budget 2016/2017	
Nombre de matchs vendus saison :	0
Prix moyen par match (en milliers d'euros) :	0
Recettes estimées (IV) :	0
Estimé 30 juin 2016 :	0

Publicité dans la salle Budget 2016/2017	
Recettes estimées (V) :	0
Estimé 30 juin 2016 :	0

TOTAL BUDGET SPONSORING 2016/17 (I+II+III+IV+V) :	3320963
TOTAL ESTIME SPONSORING 30 juin 2016	3328225

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 2
SUBVENTIONS OBTENUES

NOM DU CLUB :
STRASBOURG IG

Période concernée 1er juillet 2016
30 juin 2017

Attention!
Ne doivent apparaître sous la rubrique "subventions" que les sommes versées par les collectivités respectant le cadre de la "Loi Pasqua". Les aides versées par les collectivités sortant du cadre, et donc soumises à TVA doivent être portées en "Produits et Sponsoring" (Annexe 1.1).

Nom de la collectivité	Date du vote	Période couverte		Montant (en milliers d'€)	Quote-part sur la saison 2016/2017
		Début	Fin		
Ville de Strasbourg	0	01/07/2016	30/06/2017	659600	659600
Eurometropole	0	01/07/2016	30/06/2017	467540	467540
Région Alsace	0	01/07/2016	30/06/2017	250000	250000
Département du Bas-Rhin	0	01/07/2016	30/06/2017	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
Ajustement éventuel du Prorata Temporis				0	0
Total :				1377140	1377140
Dont Municipalités :				659600	659600
Dont autres collectivités :				717540	717540
Rappel subvention estimée au titre de 2015/2016				1462000	1462000

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 3
AUTRES PRODUITS

NOM DU CLUB :
STRASBOURG IG

	Réalisé 30 juin2015	Estimé 30 juin2016 (i)	Budget 2016/2017 (ii)	Ecart (i) - (ii)
1 - INDEMNITES DE FORMATION ET DE MUTATION [a]				
Sous - total (I) :	0	0	0	0
2 - AUTRES RECETTES DE GESTION COURANTE				
° Cotisations	0	0	0	0
° Indemnités Journalières Sécurité Sociale / blessure(s) joueur(s)	0	0	0	0
° Assurances complémentaires / blessure(s) joueur(s)	6484	20000	20000	0
° Divers (indiquez le détail ci-dessous)				
LNB autres produits que Droits TV	0	0	119280	-119280
BCL FIBA	0	0	100000	-100000
TF de charges AN Logement	0	0	0	0
AGEFOS - AXA	0	9550	0	9550
Divers	3000	1000	1000	0
Subvention LNB.	0	1875	0	1875
	0	0	0	0
Sous - total (II) :	9484	32425	240280	-207855
Total autres produits (I+II) FQ	9484	32425	240280	-207855

[a] Détail des indemnités de formation et de mutation - Budget 2016/2017

NOMS DES JOUEURS	CLUB DE DESTINATION	Montant du transfert
		0
		0
		0
		0
		0
		0
		0
		0
		0
		0
		0
Total transferts (I) :		0

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 4
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

	Réalisé 30 juin2015	Estimé 30 juin2016 (I)	Budget 2016/2017 (II)	Ecart (I) - (II)
1 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CLUB				
* Frais de fonctionnement	545676	506600	496100	10500
* Achats buvettes	0	0	0	0
* Achats boutiques	17932	17205	15000	2205
* Divers	0	0	0	0
Sous - total (I) :	563608	523805	511100	12705
2 - FRAIS DE DEPLACEMENT ET D'HEBERGEMENT				
* Championnat, Leaders Cup et Coupe Nationale	196928	137159	124003	13156
* Coupe d'Europe	106880	192423	105000	87423
* Matchs Amicaux	4156	7500	7500	0
* Stages	0	0	0	0
Sous - total (II) :	307964	337082	236503	100579
3 - AUTRES FRAIS GENERAUX				
* Communication	118752	169201	112126	57075
* Relations publiques	461084	413203	321000	92203
* Divers	105000	45000	0	45000
Sous - total (III) :	684836	627404	433126	194278
4 - FRAIS D'ACTIVITES SPORTIVES				
* Honoraires d'agents	146681	168661	154209	14452
* Honoraires autres	43861	63154	50300	12854
* Frais de recherche et de constitution d'équipe	0	0	0	0
* Engagements	257631	219686	120060	99626
* Licences	6000	9946	9946	0
* Forfaits	0	0	0	0
* Assurances	30636	41000	41000	0
* Indemnités de transfert	0	1403	0	1403
* Frais de location de la salle	86568	86568	86568	0
* Autres frais	563654	557687	487570	70117
Sous - total (IV) :	1135031	1148105	949653	198452
Autres achats et charges externes (I+II+III+IV+V)	FW	2691439	2636396	2130382	506014

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 4.1

DETAIL DES FRAIS DE DEPLACEMENT ET D'HEBERGEMENT

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

Championat et Coupe Nationals
Budget saison 2016/2017

Saison régulière :

Nombre de déplacements		17
Coût moyen du transport (en milliers d'euros)	1	3059
Coût moyen de l'hébergement (en milliers d'euros)	2	3000
Coût moyen des repas (en milliers d'euros)	3	1000
Sous-total : Nombre de déplacements x [1+2+3]		120003

Play off du Barrages, Leaders Cup et Coupe de France:

Nombre de déplacements		1
Coût moyen du transport (en milliers d'euros)	1	1500
Coût moyen de l'hébergement (en milliers d'euros)	2	1500
Coût moyen des repas (en milliers d'euros)	3	1000
Sous-total : Nombre de déplacements x [1+2+3]		4000
Sous-total championnat :		124003

Coupe d'Europe
Budget saison 2016/2017

Nombre de déplacements		7
Coût moyen du transport (en milliers d'euros)	1	10000
Coût moyen de l'hébergement (en milliers d'euros)	2	4000
Coût moyen des repas (en milliers d'euros)	3	1000
Sous-total Coupe d'Europe Nombre de déplacements x [1+2+3]		105000

Matchs amicaux
Budget saison 2016/2017

Nombre de déplacements		2
Coût moyen du transport (en milliers d'euros)	1	1500
Coût moyen de l'hébergement (en milliers d'euros)	2	1750
Coût moyen des repas (en milliers d'euros)	3	500
Sous-total matchs amicaux Nombre de déplacements x [1+2+3]		7500

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 4.2
DETAIL DES HONORAIRES

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

Honoraires Agents

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Joueur(s) Concerné(s)	Estimé 30 juin2016	Budget 2016/2017
Ensemble des joueurs professionnels et entraîneurs	0	168661	154209
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
Sous-Total (I)		168661	154209

Honoraires Commissaires aux Comptes et Experts Comptables

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Travaux réalisés	Estimé 30 juin2016	Budget 2016/2017
PWC ENTREPRISES	CAC	9300	9300
BOOS CONSEIL	EC	20000	20000
0	0	0	0
0	0	0	0
Sous-Total (II)		29300	29300

Autres Honoraires

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Travaux réalisés	Estimé 30 juin2016	Budget 2016/2017
CABINET GALILEE	AVOCATS	29242	20000
Divers (Adecco...)	0	4612	1000
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
Sous-Total (III)		33854	21000

Frais de recherche et de constitution d'équipe

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Joueur(s) Concerné(s)	Estimé 30 juin2016	Budget 2016/2017
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
Sous-Total (IV)		0	0

Total Honoraires [(I)+(II)+(III)+(IV)]	231815	204509

Visa du Commissaire aux comptes.

ANNEXE 5
CHARGES DE PERSONNEL

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

1 - Joueurs et entraîneurs

Salaires bruts :

	Effectif en nombre Budget saison 2016/2017		Réalisé 30 Juin 2015	Estimé 30 Juin2016 (i)	Budget 2016/2017 (ii)	Ecart (i) - (ii)
	Pro.	Stagiaires	Montant des salaires bruts			
JOUEURS :	10	7	1590272	1894864	1718000	176864
ENTRAINEURS :	2	0	299746	313000	365000	-52000
Sous-total salaires bruts (i) :			1890018	2207864	2083000	124864
Charges sociales et fiscales (compléter le taux) (le calcul des charges est automatique) — Taux moyen en % (a) :			45,25	40	40	0
Sous-total charges sociales joueurs et entraîneurs [ii = (i) x (a)] :			855233	883146	833200	49946
Intéressement joueurs et entraîneurs (iii)			197826	127826	0	127826

2 - Personnel administratif :

Salaires bruts :

	Effectif en nombre Budget saison 2016/2017	Réalisé 30 Juin 2015	Estimé 30 Juin2016 (i)	Budget 2016/2017 (ii)	Ecart (i) - (ii)
		Montant des salaires bruts			
Sous-total salaires bruts (iv) :	17	512116	516000	516000	0
Charges sociales et fiscales (compléter le taux) (le calcul des charges est automatique) — Taux moyen en % (b) :		42,31	42,3	42,3	0
Sous-total charges sociales personnel administratif [v = (iv) x (b)] :		216676	218268	218268	0
Intéressement personnel administratif (vi)		27162	54000	0	54000
TOTAL SALAIRES ET TRAITEMENTS (i+iii+iv+vi)		2627122	2905690	2699000	306690
TOTAL CHARGES SOCIALES (ii+v)		1071909	1101414	1051468	49946

Noms des personnes non soumises aux charges sociales :

-
-
-
-
-

Commentaires :

Visa du Contrôleur aux comptes

ANNEXE 5.1
SALAIRES DES JOUEURS ET ENTRAINEURS

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

Attention !
Cette annexe est une pièce obligatoire. Une absence ou un établissement non conforme entrainent un rejet du présent document par la DNCCG

		Budget saison 2016/2017					
		Salaires bruts annuels				AN	Total
Nom des joueurs et des entraineurs	Durée prévue ou restante du contrat (années)	Contrats pluriannuels	Nouveaux contrats	Primes	Masse salariale (Hors AN)	Avantages en nature	Revenus
JOUEURS PROFESSIONNELS							
POSTE 1	1	0	205000	0	205000	8000	213000
NTILIKINA	3	60000	0	0	60000	0	60000
POSTE 2	1	0	148000	0	148000	8000	156000
LACOMBE	1	128000	0	0	128000	0	128000
POSTE 3	1	0	170000	0	170000	8000	178000
LELOUP	1	194000	0	0	194000	0	194000
POSTE 4	1	0	148000	0	148000	8000	156000
HOWARD	1	216000	0	0	216000	0	216000
POSTE 5	1	0	225000	0	225000	8000	233000
FOFANA	1	135000	0	0	135000	4000	139000
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
JOUEURS STAGIAIRES ET ASPIRANTS							
6 JOUEURS DU CENTRE DE FORMATION	0	0	45000	0	45000	0	45000
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total salaires des joueurs Pro et Espoirs (I) *(à reporter à la case "sous-total salaires bruts joueurs (I)" de l'annexe 5)*		733000	941000	0	1674000	44000	1718000
ENTRAINEURS							
ENTRAINEUR PRINCIPAL	2	0	300000	0	300000	0	300000
ENTRAINEUR ASSISTANT	2	0	65000	0	65000	0	65000
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total salaires des entraineurs (II)		0	365000	0	365000	0	365000
Total général (I) + (II)		733000	1306000	0	2039000	44000	2083000

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 6

DETAIL DES SUBVENTIONS AFFECTEES ET DES CHARGES AFFERENTES AU CENTRE DE FORMATION

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

	Réalisé 30 Juin 2015	Estimé 30 Juin2016 (I)	Budget 2016/2017 (II)	Ecart (I) - (II)
1 - SUBVENTIONS AFFECTEES AU CENTRE DE FORMATION				
* Subventions municipales	482000	482000	467540	14460
* Subventions du Conseil Général	2208	50000	0	50000
* Subventions du Conseil Régional	250000	250000	250000	0
* Subventions de l'Agglomération	0	0	0	0
* Autres (Jeunesse et sport, etc.)	0	0	0	0
Sous - total (I) :	734208	782000	717540	64460
2 - AUTRES PRODUITS DU CENTRE DE FORMATION				
* Participation des familles	0	0	0	0
* Partenaires	0	0	0	0
* Indemnités de formation	0	0	0	0
* Apports du club	0	0	0	0
Sous - total (II) :	0	0	0	0
3 - FRAIS DE DEPLACEMENT ET D'HEBERGEMENT				
* Hébergement (loyers locaux stagiaires)	60000	60000	60000	0
* Restauration	30000	30000	30000	0
* Déplacements	70000	70000	70000	0
* Stages	1000	1000	1000	0
Sous - total (III) :	161000	161000	161000	0
4 - AUTRES FRAIS GENERAUX				
* Communication (téléphone, etc.)	15000	15000	15000	0
* Matériels (vidéos, équipements sportifs, etc.)	20000	20000	20000	0
* Autres frais d'encadrement (salaires, Directeur, Secrétaire, ...)	0	0	0	0
* Divers Frais de scolarité	30000	30000	30000	0
Sous - total (IV) :	65000	65000	65000	0
5 - FRAIS D'ACTIVITES SPORTIVES				
* Entraineurs (salaires et charges sociales)	170000	170000	170000	0
* Joueurs (salaires et charges sociales)	70000	70000	70000	0
* Administratifs (salaires et charges sociales)	120000	120000	120000	0
* Licences	2000	2000	2000	0
* Forfaits	0	0	0	0
* Frais de suivi médical	0	0	0	0
* Autres frais	146208	146208	129540	16668
Sous - total (V) :	508208	508208	491540	16668
Produits afférents au centre de formation (I+II) :	734208	782000	717540	64460
Charges afférentes au centre de formation (III+IV+V) :	734208	734208	717540	16668

Commentaires :

LES COMPTES DU CENTRE DE FORMATION SONT INTEGRES DANS LES COMPTES GENERAUX DE L'ENTREPRISE.

Visa du Commissaire aux comptes

ANNEXE 7
ETAT DES DETTES

NOM DU CLUB :

STRASBOURG IG

1- EMPRUNTS

Banque	Date		Taux de l'emprunt (%)	Montant initial	Capital restant dû 30 Juin 2015	Charges d'intérêt 2015/2016	Capital restant dû 30 juin 2016
	Début	Fin					
Banque Populaire	03/11/2014	03/11/2019	2,45	96000	85396	1882	66861
Divers Associés	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL				96000	85396	1882	66861

2- DETTES D'EXPLOITATION

	Réalisé 30 Juin 2015	Estimé 2015/2016	Budget 30 juin 2016
Evolution des dettes d'exploitation	1976054	1900000	1900000

3- SOLDE BANCAIRE

	Réalisé 30 Juin 2015	Estimé 2015/2016	Budget 30 juin 2016
Evolution du découvert bancaire	0	0	0
Solde du découvert autorisé	1000000	1000000	1000000
Taux d'intérêt moyen pratiqué par les banques	0	0	0
Evaluation des agios générés par un découvert bancaire	0	3000	3000

Commentaires :

Visa du Commissaire
aux comptes

ANNEXE 8
ETAT DES DETTES ECHUES ET NON ECHUES

NOM DU CLUB :
STRASBOURG IG

Attention !
Cette annexe est une pièce obligatoire. Une absence ou un établissement non conforme entrainent un rejet du présent document par la DNCCG

DETTES	TABLEAU DES DETTES ECHUES ET NON ECHUES APPARAISSANT AU BILAN ETABLI EN DATE DU 30 JUIN 2016							
	TOTAL DES DETTES			ANALYSE DES DETTES ECHUES IMPAYEES				
	Montant global	Dettes non échues	Dettes échues impayées	-3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+12 mois	Montant des garanties réelles ou personnelles
Emprunts	66861	66861	0	0	0	0	0	0
Découverts, concours bancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs	1013139	1013139	0	0	0	0	0	0
Personnel	80000	80000	0	0	0	0	0	0
Organismes sociaux	300000	300000	0	0	0	0	0	0
Etat, taxe sur chiffre d'affaire	350000	350000	0	0	0	0	0	0
Autres dettes fiscales et sociales	40000	40000	0	0	0	0	0	0
Autres dettes	50000	50000	0	0	0	0	0	0
	(A) 1900000	(B) 1900000	(C) 0	0	0	0	0	(D) 0

(C) 0

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

TABLEAU DES FLUX (type Banque de France 1987)

NOM DU CLUB :
STRASBOURG IG

	Ref.	Budget 2016/2017	Estimé 30 juin2016
Production de services vendue	FJ	0	0
+ Autres produits	FQ	0	0
- Autres achats et charges externes	FW	0	0
+ Subventions d'exploitation	FO	0	0
- Impôts, taxes et versements assimilés	FX	0	0
- Salaires et traitements	FY	0	0
- Charges sociales	FZ	0	0
= Excédent Brut d'Exploitation		0	0
+ Résultat financier		0	0
+ Résultat exceptionnel		0	0
= Excédent Brut Global (A)		0	0
Variation de stock (1)		0	0
+ Variation encours clients (2)		0	0
- Variation encours fournisseurs (2)		0	0
= Variation du Besoin en Fonds de Roulement (B)		0	0
(A)-(B) = Excédent (Insuff.) de Trésorerie Global		0	0
- Intérêts des emprunts à payer (3)		0	0
- IS		0	0
- Diminution des dettes financières (4)		0	0
= Flux de Trésorerie Disponible (C)		0	0
Acquisitions d'immobilisations		0	0
- Cessions d'immobilisations		0	0
= Investissement Net (D)		0	0
Augmentation de capital		0	0
+ Augmentation des dettes financières (5)		0	0
= Apport en Ressources Stables (E)		0	0
Variation des Disponibilités (6)		0	0
variation des Crédits bancaires courants (7)		0	0
= Variation de Trésorerie (F)		0	0

(1) : Il s'agit de la différence entre une moyenne prévisionnelle du réelle des stocks de l'exercice en cours et d'une moyenne des stocks pour l'exercice précédent
(2) : Même principe pour les clients et les fournisseurs
(3) : Cette rubrique doit prendre en compte les échéanciers d'intérêts des emprunts en cours et les intérêts d'éventuels emprunts non encore souscrits (évaluation avec un taux d'intérêt moyen)
(4) : Remboursements d'emprunts (LT et CT) prévus par les échéanciers
(5) : Nouveaux emprunts (LT et CT) devant être contractés au cours de l'exercice
(6) : Variation des disponibilités entre l'exercice en cours et l'exercice
(7) : Variation des concours bancaires courants entre l'exercice en cours et l'exercice précédent

Visa du Commissaire aux comptes

CONVENTION FINANCIERE

Entre

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG,
dénommée la Collectivité, ci-après
représentée par M. Robert HERRMANN, Président

Et

LA S.A.S.P. SIG STRASBOURG
dénommée la S.I.G., ci-après
immatriculée au RCS de Strasbourg sous le n° TI 409 849 957
dont le siège est 17, boulevard de Dresde - 67000 STRASBOURG
représentée par M. Martial BELLON, Président du Directoire

Vu la délibération de la commission permanente (Bureau) du 30 septembre 2016

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique de soutien au sport de haut niveau, la Collectivité s'engage à soutenir financièrement la S.I.G. et plus particulièrement pour ce qui concerne le fonctionnement de son centre de formation.

A cet effet, la Collectivité et la S.I.G. concluent une convention financière conformément aux dispositions du code du sport.

Article 1er – Objet

La Collectivité s'engage à verser à la S.I.G., au titre de la saison sportive 2016-2017, une aide financière d'un montant de 482 000 **€** TTC (quatre cent quatre vingt deux mille euros toutes taxes comprises) pour le fonctionnement de son centre de formation.

Pour mémoire, le budget prévisionnel pour le fonctionnement du centre de formation s'élève à la somme de 717 540 €.

La S.I.G. s'engage, à travers le basket-ball de haut niveau, à utiliser la subvention allouée dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général concernant la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis au centre de formation.

La S.I.G. prendra toutes les dispositions nécessaires pour garantir à chaque stagiaire, une formation professionnelle individuelle lui permettant, en cas d'échec sur le plan sportif, de se réorienter vers un cursus de formation normale.

La S.I.G. sensibilisera les jeunes du centre de formation aux valeurs républicaines telles que le respect d'autrui, la citoyenneté, la responsabilisation.

La S.I.G. fera prendre conscience à ses jeunes basketteurs des dangers du racisme, de l'antisémitisme et des discriminations, face à toute manipulation extrémiste ou/et intégriste, en développant notamment leur esprit critique.

Article 2 – Durée et renouvellement

Cette convention financière est établie au titre de la saison sportive 2016-2017. Le renouvellement de la présente convention ne pourra être opéré qu'expressément et par écrit.

Article 3 – Conditions financières

L'aide financière de la Collectivité représente un montant total de 482 000 € TTC**.**

Le mandatement de cette subvention sera effectué sur le compte de la S.I.G. conformément aux règles comptables en vigueur et dans les conditions suivantes :

- 90 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2017 et signature par les deux parties de la présente convention,

- 10 % lorsque le service Vie sportive sera en possession des documents comptables exigés à l'article 4.

<u>Article 4</u> - Engagements de la S.I.G.

La S.I.G. s'engage à :

➢ mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions d'intérêt général prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle par les services de la Collectivité, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

➢ fournir, à l'appui de sa demande de subvention :
- le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle la subvention est sollicitée ;
- les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
- un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités territoriales l'année sportive précédente ;
- un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

De même, la S.I.G. fera connaître à la Collectivité tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettra ses statuts actualisés dans un délai d'un mois.

<u>Article 5</u> - Montant des subventions prévisionnelles à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en faveur de la S.A.E.M.S.L. SIG Basket :

La S.I.G. s'engage à mentionner l'ensemble des recettes prévisionnelles à percevoir des collectivités territoriales.

- subvention de la ville de Strasbourg .....montant : ..... 620 000 €
- subvention de l'Eurométopole. .....montant : ..... 482 000 €
- subvention de la Région.....montant : ..... 250 000 €
- subvention du Conseil départemental 67 .....montant : ..... 0 €

TOTAL :..... 1 352 000 €

Le montant total prévisionnel des subventions à recevoir des collectivités au profit de l'association ou de la société qu'elle constitue s'élève à la somme de **1 352 000 € TTC** (plafond maximum cf décret n° 2001-828 du 4 sept 2001 : 2,3 M€).

Pour mémoire :

Montant prévisionnel des sommes versées par les collectivités territoriales en exécution de contrats de prestations de services avec la SAEMSL SIG :

- partenariat de la Région .....montant : .....100 000 € TTC
- partenariat du Département.....montant : .....0 € TTC
- partenariat de la Ville de Strasbourg .....montant : .....477 100 € TTC
- partenariat de l'Eurométropole .....montant : .....250 260 € TTC
- partenariat de la Ville d'Illkirch .....montant : .....28 000 € TTC

TOTAL : .....855 360 € TTC

Le montant total prévisionnel des sommes à recevoir des collectivités en exécution de contrats de prestations de services avec l'association ou la société qu'elle constitue, s'élève à la somme de **855 360 euros TTC** (plafond maximum cf décret n° 2001-829 du 4 sept 2001 : 1,6 M€).

Article 6 - Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 - Sanctions résolutoires

Sans préjudice de tout recours, la résolution de la convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou au "prorata temporis" de son utilisation de la subvention éventuellement mandatée,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'utilisateur.

Article 8 - Litige

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au Tribunal administratif de Strasbourg.

<u>Article 9</u> – Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

<u>Article 10</u> – Comptable

Le comptable assignataire de la dépense est M. le receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg - 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Fait en triple exemplaire
à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg le Président	Pour la SASP S.I.G. Strasbourg le Président
Robert HERRMANN	M. Martial BELLON

67

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Relations financières entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Racing club de Strasbourg Alsace - saison 2016 - 2017.

L'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa politique, s'engage à poursuivre son effort de soutien au Racing durant la saison sportive 2016-2017 par le versement d'une subvention en faveur de l'association Racing Club de Strasbourg Alsace pour le fonctionnement du centre de formation.

Par ailleurs, pour permettre d'associer l'image de la collectivité à la notoriété du Club, qui évoluera la saison prochaine en Ligue 2, l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace conviennent de conclure un marché public pour l'achat de prestations de services.

Au vu de ces éléments, il est proposé à la commission permanente de soutenir le Racing Club de Strasbourg Alsace sous les formes suivantes :

1. Attribution d'une subvention à l'association Racing Club de Strasbourg Alsace pour le fonctionnement du centre de formation.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage auprès de l'association Racing Club de Strasbourg Alsace à verser une subvention d'un montant de 475 000 € TTC pour le fonctionnement du centre de formation au titre de la saison sportive 2016-2017.

Avec la remontée du club en championnat professionnel, le centre de formation doit retrouver un niveau de qualité conforme aux attendus de la Ligue, afin d'obtenir l'homologation et les « points Label Club » afférents, qui sont déterminants dans la répartition des droits télévisuels.

En dehors de la formation des jeunes stagiaires au métier de footballeur, cette aide permettra également au Racing de garantir à chaque stagiaire une formation professionnelle individuelle lui permettant, en cas d'échec sur le plan sportif, de se réorienter sur un cursus de formation normale.

2. Passation d'un marché public pour l'achat de prestations de services.

Afin d'associer l'image de la collectivité à la notoriété du Club, l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace conviennent de conclure un marché public pour un montant total estimé à 182 000 € HT (soit un montant de 215 000 € TTC), pour l'achat de prestations de services dans le cadre de la promotion de l'image de la collectivité à travers le football de haut niveau.

Ces prestations portent sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature de la l'Eurométropole de Strasbourg sur divers supports de communication tels que :

- branding partenaires institutionnels et programme,

- divers panneaux publicitaires à l'intérieur du stade de la Meinau,

- logo sur des effets vestimentaires (short, veste de survêtement, chasuble),

- logo sur les écrans géants,

- signature sur les annonces d'événements sportifs sur les LED,

- etc…

Ces prestations relevant des dispositions de l'article 28 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ce marché sera passé selon la procédure adaptée.

Conclu dans le cadre de la délégation accordée à Monsieur le Président pour les marchés d'un montant de moins de 209 000 € HT, il est mentionné au présent rapport à titre d'information.

Les deux propositions de contrats s'inscrivent dans le cadre des dispositions du code du sport ; les documents administratifs et financiers ci-dessous listés sont consultables au service Vie sportive ou au secrétariat des Assemblées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

la Commission permanente (Bureau),
vu les documents administratifs et financiers que sont
les bilans et comptes de résultats des deux derniers exercices clos,
le budget prévisionnel de l'année sportive 2015-2016,
le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées
par les collectivités territoriales l'année sportive précédente,
le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées,
consultables au service Vie sportive ou au secrétariat des Assemblées.
après en avoir délibéré,
approuve

la conclusion d'une convention financière, entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association Racing Club de Strasbourg Alsace, d'un montant de 475 000 € TTC (quatre cent soixante quinze mille euros toutes taxes comprises) jointe en annexe, en vue de soutenir le fonctionnement du centre de formation au titre de la saison sportive 2016-2017,

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

1. *30\6574\8052\SJ03C : pour le versement de la subvention d'un montant de 475 000 € TTC, imputée sur le budget primitif 2017 après vote du budget primitif ;*

2. *30\6238\SJ03C : pour le versement d'un acompte de 30 % du marché public d'un montant total estimé à 182 000 € HT, soit une somme estimée à 54 600 € HT sur le budget de 2016. Le solde quant à lui sera versé en 2017 après vote du budget primitif ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter la convention financière, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

CONVENTION FINANCIERE
EXERCICE 2017

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par M. Robert HERRMANN, Président dénommée ci-après la Collectivité

et

- l'association Racing Club de Strasbourg Alsace ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg
  et dont le siège est situé 12 rue de l'Extenwoerth 67100 STRASBOURG,
  représentée par son Président, Monsieur Patrick SPIELMANN
  dénommée ci-après, l'association RCSA

Vu la délibération de la commission permanente (bureau) du 30 septembre 2016

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

La Collectivité, dans le cadre de sa politique sportive de haut niveau, s'engage à soutenir financièrement l'association Racing Club de Strasbourg Alsace.

A cet effet, la Collectivité et l'association Racing Club de Strasbourg Alsace concluent une convention financière dans le cadre de ses activités de haut niveau et plus particulièrement pour ce qui concerne le fonctionnement de son centre de formation.

Article 1er – Objet de la convention

L'association RCSA a pour objet de :

- contribuer à l'épanouissement physique et culturel de ses membres par la pratique du football et de créer entre eux des liens d'amitié et de solidarité à travers le caractère éducatif et social de cette activité sportive,
- former des jeunes au métier de footballeur professionnel,
- permettre à des jeunes la pratique du football à un niveau élevé,

L'association RCSA s'interdit toute discussion ou manifestation de caractère politique ou confessionnel.

L'association RCSA, sans but lucratif, a une gestion désintéressée et s'interdit tout partage de l'actif entre ses membres.

Compte tenu de l'importance qu'accorde la Collectivité au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement les activités de haut niveau de l'association RCSA et notamment le centre de formation au titre de la saison sportive 2016-2017.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objet s'élève à la somme de 1,4 M€.

Le cas échéant, l'association RCSA s'engage à informer immédiatement la Collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 – Versement de la subvention

Pour la saison sportive 2016-2017, l'aide financière de la Collectivité s'élève à un montant total de **475 000 € TTC.**

La subvention sera créditée de la manière suivante :
- ✓ 90 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2017 et signature par les deux parties de la présente convention ;
- ✓ 10 % dès que le service Vie sportive sera en possession des documents administratifs et financiers exigés à l'article 4

Cette aide financière sera versée sur le compte bancaire n° 08769866491 au nom de l'association Racing Club de Strasbourg Alsace auprès de la CE ALSACE STRASBOURG

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association RCSA s'engage à :

- ➢ à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle, par les services de la collectivité, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents

administratifs et comptables et la tenue d'une comptabilité de type analytique permettant de bien distinguer les missions d'intérêt général, objet des présentes subventions, des autres activités de l'association RCSA.

➢ à fournir, à l'appui de la demande de subvention :

- le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle l'aide financière est sollicitée ;
- les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
- un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions sollicitées ;
- un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités l'année sportive précédente.

De même, l'association RCSA fera connaître à la collectivité, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra ses statuts actualisés.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues à l'article 4 de la présente convention est susceptible d'entraîner :

✓ l'interruption de l'aide financière de la Collectivité,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association RCSA.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association RCSA et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la Collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

La Collectivité ne pourra palier ni un manque d'engagement des autres partenaires financiers, ni un quelconque déficit.

Article 6 – Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2017.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association RCSA devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention, les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au tribunal administratif de Strasbourg

Article 9 – Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg - CS 71022 - Strasbourg cedex.

Fait en triple exemplaire,
à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg le Président	Pour l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace le Président
Robert HERRMANN	Patrick SPIELMANN

Monsieur Roland RIES
Maire de la Ville de Strasbourg

Monsieur Robert HERRMANN
Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Strasbourg, le 16 Août 2016

Monsieur le Maire, Cher Roland,
Monsieur le Président, Cher Robert,

Nous voudrions tout d'abord vous exprimer une nouvelle fois toute notre gratitude pour le soutien fidèle et précieux que la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole apportent au Racing Club de Strasbourg Alsace.

Pour cette nouvelle saison sportive 2016-2017, nous vous sollicitons pour l'attribution à notre Club d'**une aide financière globale d'un montant de 1.380.000 € ttc** se décomposant de la manière suivante :



Champion de France:
1979



Vainqueur de la Coupe de France:
1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France:
1937 - 1947 - 1995



Vainqueur de la Coupe de la Ligue:
1964 - 1997 - 2005



Quart de finale de la C1:
1980



Coupe Gambardella:
1965 - 2006

- **475.000 €** de l'Eurométropole au titre de la formation **à l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace**
- **215.000 €** de l'Eurométropole au titre de l'achat de prestations de service **à la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace**
- **475.000 €** de la Ville de Strasbourg au titre des diverses actions sociales menées **à la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace**
- **215.000 €** de la Ville de Strasbourg au titre de l'achat de prestations de Services **à la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace**

S.A.S. RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
Stade de la Meinau – 12 rue de l'Extenwoerth – 67100 Strasbourg
Tel. +33(0)3 88 44 55 00 / www.rcstrasbourgalsace.fr

Nous vous transmettons les documents suivants :

► Le budget prévisionnel 2016-2017 de la SAS et de l'Association

► Les bilans et comptes de résultats des exercices clos au 30.06.2014 et au 30.06.2015 de la SAS et de l'Association
(à ce jour, nous n'avons pas encore procédé à l'arrêté des comptes au 30.06.2016).

► Les rapports d'activités des actions sociales menées au cours de la saison 2015-2016.

► Un document prévisionnel indiquant l'utilisation des subventions de la Ville de Strasbourg au cours de la saison 2016-2017 pour les diverses actions sociales

► le rapport d'activités de l'Association

Nous restons à votre disposition pour toute précision utile et vous adressons, Monsieur le Maire, Cher Roland, nos plus vifs remerciements et nos salutations les plus cordiales.

Champion de France:
1979

Vainqueur de la Coupe de France:
1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France:
1937 - 1947 - 1995

Vainqueur de la Coupe de la Ligue:
1964 - 1997 - 2005

Quart de finale de la C1:
1980

Coupe Gambardella:
1965 - 2006

Marc KELLER
Président SAS RCSA

Patrick SPIELMANN
Président Association RCSA

S.A.S. RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
Stade de la Meinau – 12 rue de l'Extenwoerth – 67100 Strasbourg
Tel. +33(0)3 88 44 55 00 / www.rcstrasbourgalsace.fr

Budget Ligue 2 Prévisionnel 2016/2017

RECETTES	ASSO	SASP	CONSO
Recettes Matchs	**0**	**2 650 000**	**2 650 000**
Recettes Sponsors Publicité	**30 000**	**4 270 000**	**4 300 000**
Subventions des collectivités	**675 000**	**958 000**	**1 633 000**
Subventions Fédération	**30 000**	**0**	**30 000**
Droit TV	**0**	**4 300 000**	**4 300 000**
Autres produits	**77 000**	**0**	**77 000**
Transferts de charges	**0**	**50 000**	**50 000**
Autres		50 000	50 000
mutation temporaire			
Total Recettes	**812 000**	**12 228 000**	**13 040 000**

DEPENSES	ASSO	SAS	CONSO
Achats de marchandises	**68 000**	**183 500**	**251 500**
Services extérieurs	**184 300**	**573 000**	**757 300**
Frais de Déplacements	**477 458**	**604 000**	**1 081 458**
Frais d'organisation Matchs	**0**	**869 424**	**869 424**
Autres Services Extérieurs	**102 500**	**1 208 400**	**1 310 900**
Impôts et Taxes	**26 000**	**202 000**	**228 000**
Rémunération du Personnel	**376 184**	**4 907 090**	**5 283 274**
Charges sociales	**188 092**	**2 600 758**	**2 788 850**
Immobilisations	2 000	100 000	102 000
DAP	8 000	20 000	28 000
Total Dépenses	**1 432 534**	**11 268 172**	**12 700 706**

Résultat d'exploitation	**-620 534**	**959 828**	**339 294**
Résultat financier		**-2 489**	**-2 489**
Résultat exceptionnel	**745 534**	**-745 534**	**0**
IS	**0**	**-70 602**	**-70 602**
Résultat net	**0**	**141 204**	**266 204**

MAZARS

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2014

20 AVENUE DE LA PAIX - BP 60003 - 67080 STRASBOURG
TÉL. : +33 (0)3 88 15 45 50 - FAX : +33 (0)3 88 37 00 39 - www.mazars.fr

MAZARS
SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 400 000 EUROS - RCS STRASBOURG B 348 600 990 - SIRET 348 600 990 00017 - APE 6920Z
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 04 348 600 990

Praxity MEMBER GLOBAL ALLIANCE OF INDEPENDENT FIRMS

Annexe aux comptes annuels (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagement hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES	montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions (quote part passif sociétés de personnes)	
Engagements en matière de pension (1)	5 263
Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune	235 000
Autres engagements donnés : - privilège du vendeur de fonds de commerce - gages - hypothèque - crédit bail redevances à payer	
TOTAL	240 263
Dont concernant : - les actionnaires - les filiales - les participations - les autres entreprises liées	235 000
Dont engagements assortis de sûretés réelles	
ENGAGEMENTS REÇUS	
Avals et cautions Sûretés réelles reçues Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune Actions de garantie Autres engagements reçus (crédit bail valeur d'origine)	
TOTAL	

(1) Paramètres de calcul
Age de départ à la retraite : 67 ans
Taux de charges sociales : 42-46%
Taux d'actualisation : 3.17%

Les heures DIF s'élèvent à 312.5 heures à la clôture de l'exercice.

ABANDON DE CREANCES

Au cours de l'exercice clos au 30/06/2013, un abandon de créance a été consenti par la SAS RCSA à l'association Racing Club de Strasbourg Alsace pour 235 000 € avec une clause de retour à meilleure fortune.

ASSOCIATION
RACING CLUB
STRASBOURG
ALSACE
Comptes Annuels
Exercice clos le
30 juin 2014

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs les Membres de l'Association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association RACING CLUB STRASBOURG ALSACE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Strasbourg, le 22 octobre 2014

Le commissaire aux comptes

MAZARS

Jean-Brice de TURCKHEIM

Association Racing Club de Strasbourg Alsace

12 rue de l'Extenwoerth
67100 Strasbourg

COMPTES ANNUELS

du 01/07/2013 au 30/06/2014

Bilan et compte de résultat

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE
BILAN ACTIF

Période du 01/07/2013 au 30/06/2014 Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2014 (12 mois)				Exercice précédent 30/06/2013 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	27 641	27 640	1	0,00	1	0,00
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	30 656	27 977	2 679	0,63	3 909	1,09
Autres immobilisations corporelles	267 372	264 536	2 836	0,67	3 836	1,07
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés	254 409	254 209	200	0,05	200	0,06
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	***580 078***	***574 363***	***5 716***	1,35	***7 946***	2,21
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes					1 525	0,42
Créances usagers et comptes rattachés	166 886	55 862	111 024	26,24	24 875	6,93
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	80 484		80 484	19,02	82 135	22,88
. Autres	61 187		61 187	14,46	123 642	34,45
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	159 551		159 551	37,71	104 079	29,00
Charges constatées d'avance	5 101		5 101	1,21	14 733	4,10
TOTAL (II)	**473 209**	**55 862**	**417 347**	98,65	**350 989**	97,79
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	***1 053 288***	***630 225***	***423 063***	100,00	***358 935***	100,00

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE
BILAN PASSIF

Période du 01/07/2013 au 30/06/2014 Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/06/2014 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2013 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	-692 198	-163,61	-935 549	-260,64
Résultat de l'exercice	42 656	10,08	243 350	67,80
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	***-649 543***	-153,52	***-692 198***	-192,84
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			800	0,22
TOTAL (II)			***800***	0,22
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	230	0,05	306	0,09
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours			1 560	0,43
Fournisseurs et comptes rattachés	261 742	61,87	276 437	77,02
Autres	804 000	190,04	772 031	215,09
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	6 634	1,57		
TOTAL(IV)	***1 072 605***	253,53	***1 050 334***	292,63
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	**423 063**	100,00	***358 935***	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE
COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2013 au 30/06/2014 Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	France	Exportation	Exercice clos le 30/06/2014 (12 mois) Total	%	Exercice précédent 30/06/2013 (12 mois) Total	%	Variation absolue (12 mois) Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Ventes de marchandises	8 028		8 028	8,73	8 966	26,11	-938	-10,45
Production vendue de biens								
Prestations de services	83 914		83 914	91,27	25 370	73,89	58 544	230,76
Montants nets produits d'expl.	***91 942***		***91 942***	100,00	***34 337***	100,00	***57 605***	167,76
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			839 866	913,47	858 053	N/S	-18 187	-2,11
Cotisations			25 707	27,96	16 686	48,59	9 021	54,06
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs								
Autres produits			4 122	4,48	45	0,13	4 077	N/S
Reprise sur provisions, dépréciations			800	0,87	1 942	5,66	-1 142	-58,80
Transfert de charges			609	0,66			609	N/S
Sous-total des autres produits d'exploitation			***871 104***	947,45	***876 725***	N/S	***-5 621***	-0,63
Total des produits d'exploitation (I)			***963 047***	N/S	***911 062***	N/S	***51 985***	5,71
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Exédent transféré (II)								
PRODUITS FINANCIERS:								
De participations								
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif								
Autres intérêts et produits assimilés			25	0,03	1 317	3,84	-1 292	-98,09
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges								
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (III)			***25***	0,03	***1 317***	3,84	***-1 292***	-98,09
PRODUITS EXCEPTIONNELS:								
Sur opérations de gestion			350	0,38	8 727	25,42	-8 377	-95,98
Sur opérations en capital					235 000	684,39	-235 000	-100,00
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Total des produits exceptionnels (IV)			***350***	0,38	***243 727***	709,61	***-243 377***	-99,85
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			***963 421***	N/S	***1 156 106***	N/S	***-192 685***	-16,66
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT								
TOTAL GENERAL			***963 421***	N/S	***1 156 106***	N/S	***-192 685***	-16,66
CHARGES D'EXPLOITATION:								
Achats de marchandises			5 702	6,20	5 503	16,03	199	3,62
Variations stocks de marchandises					1 942	5,66	-1 942	-100,00
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements								
Autres achats non stockés			48 187	52,41	54 960	160,06	-6 773	-12,31
Services extérieurs			402 901	438,21	351 933	N/S	50 968	14,48
Autres services extérieurs			304 075	330,73	313 794	913,67	-9 719	-3,09
Impôts, taxes et versements assimilés			3 979	4,33	42 684	124,31	-38 705	-90,67
Salaires et traitements			97 841	106,42	95 922	279,35	1 919	2,00
Charges sociales			36 255	39,43	34 056	99,16	2 199	6,46
Autres charges de personnel								
Subventions accordées par l'association								

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2013 au 30/06/2014 Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/06/2014 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2013 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	2 230	2,43	2 163	6,30	67	3,10
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations	5 862	6,38			5 862	N/S
.Pour risques et charges : dotation aux provisions			800	2,33	-800	-100,00
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées						
Autres charges	1 530	1,66	464	1,35	1 066	229,74
Total des charges d'exploitation (I)	***908 562***	988,19	***904 219***	N/S	***4 343***	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées			536	1,56	-536	-100,00
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements						
Total des charges financières (III)			***536***	1,56	***-536***	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	11 423	12,42	8 000	23,30	3 423	42,79
Sur opérations en capital	780	0,85			780	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)	***12 203***	13,27	***8 000***	23,30	***4 203***	52,54
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	***920 766***	N/S	***912 755***	N/S	***8 011***	0,88
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	***42 656***	46,39	***243 350***	708,71	***-200 694***	-82,46
TOTAL GENERAL	***963 421***	N/S	***1 156 106***	N/S	***-192 685***	-16,66

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexe aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 30/06/2014 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 30/06/2013 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 423 062,62 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 42 655,69 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 19/09/2014 par les dirigeants.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général 1999 homologué par arrêté du 22 juin 1999 et des articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce.

2. Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sans valeur résiduelle sur la base de la durée d'utilisation dans l'entreprise. La méthode d'amortissements par composant est retenue si la décomposition des immobilisations concernées revêt un caractère significatif.

- Dépréciations d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant ou de son prix probable de négociation à la date de clôture des comptes.

- Lorsque la société a une obligation envers un tiers, dont le montant ou l'échéance n'est pas fixé de manière précise, et sans contrepartie équivalente attendue, une provision pour risque et charge est comptabilisée.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Aucun changement de méthodes de présentation des comptes annuels et de méthodes d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Concernant la comptabilisation du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (C.I.C.E), la société a enregistré, en réduction des charges sociales, dans ses comptes au 30 juin 2014, un montant de 4 645 € correspondant à 4% de la masse salariale éligible du second semestre 2013 et à 6% de la masse salariale du premier semestre 2014.

Le C.I.C.E. est calculé sur les salaires de l'année civile et ne peut être imputé que sur l'impôt sur les sociétés dû au moment de sa liquidation.

L' objectif principal de ce dispositif est d'améliorer la compétitivité des entreprises pour leur permettre de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique ainsi que de reconstituer leur fonds de roulement.
Le CICE ne peut ni financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Ce Crédit d'Impôt n'ayant pas été préfinancé auprès d'un établissement de crédit et ne pouvant être encaissé au plus tôt, qu'en octobre 2014 et octobre 2015, les présents comptes annuels ne peuvent rendre compte de son utilisation effective.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les subventions versées par les collectivités ont été affectées, conformément à leur objet, à des missions d'intérêt général pour la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis au centre de formation.

Actions bénévoles : diverses personnes interviennent bénévolement pour l'association :

- Le président,
- 29 dirigeants d'équipes,
- 20 éducateurs / entraîneurs,

Dans le cadre de ces activités, ces personnes sont remboursées de leurs frais.

Annexe aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 580 078 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	27 641			27 641
Immobilisations corporelles	298 028			298 028
Immobilisations financières	254 409			254 409
TOTAL	**580 078**			**580 078**

L'association détient 3 335 actions sur 250 325 de la SASP RCS actuellement en liquidation. Les titres ont été entièrement provisionnés.
L'association détient également 2 actions sur 7 000 de la nouvelle SAS RCSA créée en mai 2012.

Amortissements et provisions d'actif = 574 363 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	27 640			27 640
Immobilisations corporelles	290 283	2 230		292 514
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières	254 209			254 209
TOTAL	**572 132**	**2 230**		**574 363**

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Concessions et droits similaires	1 166	1 165	0	1 ans
Marques	26 475	26 475	1	1 ans
Installations techniques, matériel	4 110	4 110	0	5 ans
Installations à caractère spécifique	24 409	21 970	2 439	de 5 à 10 ans
Outillage industriel	2 137	1 898	239	de 3 à 5 ans
Installations générales, agencement	238 153	238 153	0	de 1 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	13 976	13 976	0	de 3 à 5 ans
Mobilier	15 243	12 407	2 836	de 3 à 5 ans
TOTAL	**325 670**	**320 153**	**5 516**	

Etat des créances = 313 658 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Actif circulant & charges d'avance	313 658	313 658	
TOTAL	**313 658**	**313 658**	

Provisions pour dépréciation = 55 862 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	50 000				55 862
Comptes financiers					
TOTAL	**50 000**				**55 862**

Produits à recevoir par postes du bilan = 61 187 E

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	61 187
Disponibilités	
TOTAL	**61 187**

Charges constatées d'avance = 5 101 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Annexe aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Provisions = 0 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques & charges	800		800		
TOTAL	800		800		

Etat des dettes = 1 072 605 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit	230	230		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	261 742	261 742		
Dettes fiscales & sociales	46 203	46 203		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	757 797	757 797		
Produits constatés d'avance	6 634	6 634		
TOTAL	1 072 605	1 072 605		

Dettes représentées par des effets de commerce = 29 900 E

Origine des effets de commerce	Montant
Dettes financières	
Fournisseurs et assimilés	29 900
Autres dettes	
TOTAL	29 900

Charges à payer par postes du bilan = 93 391 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	230
Emp.& dettes financières div.	
Fournisseurs	83 555
Dettes fiscales & sociales	9 606
Autres dettes	
TOTAL	93 391

Produits constatés d'avance = 6 634 E

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Annexe aux comptes annuels (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres Agents de maîtrise & techniciens Employés Ouvriers Apprentis sous contrat	3	
TOTAL	3	0

Produits et charges exceptionnels

PRODUITS	
- sur opérations de gestion Annulation de facture fournisseurs	350
- sur opérations en capital	
- reprises s/provisions	
TOTAL	350
CHARGES	
- sur opérations de gestion Franchises assurances Annulation de factures fournisseurs	780 11 423
- sur opérations en capital	
- dotations aux provisions	
TOTAL	12 203

MAZARS

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2015

20 AVENUE DE LA PAIX - BP 60003 - 67080 STRASBOURG
TÉL. : +33 (0)3 88 15 45 50 - FAX : +33 (0)3 88 37 00 39 - www.mazars.fr

MAZARS
SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 400 000 EUROS - RCS STRASBOURG B 348 500 990 - SIRET 348 500 990 00017 - APE 6920Z
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 04 348 500 990

Praxity
MEMBER
GLOBAL ALLIANCE OF INDEPENDENT FIRMS

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

Siège social : 12 rue de l'Extenwoerth - 67100 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2015

ASSOCIATION
RACING CLUB
STRASBOURG
ALSACE
Comptes Annuels
Exercice clos le
30 juin 2015

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs les Membres de l'Association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Strasbourg, le 14 octobre 2015

Le commissaire aux comptes

MAZARS

Jean-Brice de Turckheim

Bilan et compte de résultat

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

BILAN ACTIF

Période du 01/07/2014 au 30/06/2015 — Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2015 (12 mois)				Exercice précédent 30/06/2014 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement	27 641	27 640	1	0,00	1	0,00
Concessions, brevets, droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions	30 656	29 208	1 448	0,10	2 679	0,63
Installations techniques, matériel & outillage industriels	267 828	265 543	2 285	0,16	2 836	0,67
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	254 509	254 209	300	0,02	200	0,05
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	***580 634***	***576 600***	***4 034***	0,26	***5 716***	1,35
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	122 006	55 862	66 143	4,63	111 024	26,24
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices	140 868		140 868	9,88	80 484	19,02
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	148 977		148 977	10,43	61 187	14,46
. Autres						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie	1 066 766		1 066 766	74,70	159 551	37,71
Disponibilités	1 241		1 241	0,09	5 101	1,21
Charges constatées d'avance						
TOTAL (II)	**1 479 858**	**55 862**	**1 423 996**	99,72	**417 347**	98,65
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	***2 060 492***	***632 462***	***1 428 030***	100,00	***423 063***	100,00

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

BILAN PASSIF

Période du 01/07/2014 au 30/06/2015 — Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/06/2015 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2014 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves	-649 543	-45,48	-692 198	-163,61
Report à nouveau	-92 672	-6,48	42 656	10,08
Résultat de l'exercice				
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecarts de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	***-742 215***	-51,96	***-649 543***	-153,52
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
TOTAL (II)				
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	561	0,04	230	0,05
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	230 064	16,11	261 742	61,87
Fournisseurs et comptes rattachés	1 930 932	135,22	804 000	190,04
Autres				
Instruments de trésorerie	8 688	0,61	6 634	1,57
Produits constatés d'avance				
TOTAL(IV)	***2 170 244***	151,97	***1 072 605***	253,53
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	**1 428 030**	100,00	***423 063***	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2014 au 30/06/2015 — Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 30/06/2015 (12 mois)			Exercice précédent 30/06/2014 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Ventes de marchandises	9 823		9 823	9,93	8 028	8,73	1 795	22,36
Production vendue de biens								
Prestations de services	89 079		89 079	90,07	83 914	91,27	5 165	6,16
Montants nets produits d'expl.	***98 902***		***98 902***	100,00	***91 942***	100,00	***6 960***	7,57
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Production stockée								
Production immobilisée			700 379	708,15	839 866	913,47	-139 487	-16,60
Subventions d'exploitation			20 150	20,37	25 707	27,96	-5 557	-21,61
Cotisations								
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			1	0,00	4 122	4,48	-4 121	-99,97
Autres produits					800	0,87	-800	-100,00
Reprise sur provisions, dépréciations					609	0,66	-609	-100,00
Transfert de charges								
Sous-total des autres produits d'exploitation			***720 530***	728,53	***871 104***	947,45	***-150 574***	-17,28
Total des produits d'exploitation (I)			***819 432***	828,53	***963 047***	N/S	***-143 615***	-14,90
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Excédent transféré (II)								
PRODUITS FINANCIERS:								
De participations								
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif			19	0,02	25	0,03	-6	-23,99
Autres intérêts et produits assimilés								
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges								
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (III)			***19***	0,02	***25***	0,03	***-6***	-23,99
PRODUITS EXCEPTIONNELS:								
Sur opérations de gestion					350	0,38	-350	-100,00
Sur opérations en capital			634 250	641,29			634 250	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Total des produits exceptionnels (IV)			***634 250***	641,29	***350***	0,36	***633 900***	N/S
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			***1 453 700***	N/S	***963 421***	N/S	***490 279***	50,89
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			***-92 672***	-93,69			***-92 672***	N/S
TOTAL GENERAL			***1 546 373***	N/S	***963 421***	N/S	***582 952***	60,51
CHARGES D'EXPLOITATION:								
Achats de marchandises			4 632	4,68	5 702	6,20	-1 070	-18,76
Variations stocks de marchandises								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements								
Autres achats non stockés			46 609	47,13	48 187	52,41	-1 578	-3,28
Services extérieurs			366 060	370,12	402 901	438,21	-36 841	-9,13
Autres services extérieurs			320 364	323,92	304 075	330,72	16 289	5,36
Impôts, taxes et versements assimilés			20 863	21,09	3 979	4,33	16 884	424,33
Salaires et traitements			236 426	239,05	97 841	106,42	138 585	141,64
Charges sociales			81 806	82,71	36 255	39,43	45 551	125,64
Autres charges de personnel								
Subventions accordées par l'association								

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2014 au 30/06/2015 — Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/06/2015 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2014 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	2 237	2,26	2 230	2,43	7	0,31
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations			5 862	6,38	-5 862	-100,00
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations						
.Pour risques et charges : dotation aux provisions						
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées			1 530	1,66	-1 530	-100,00
Autres charges						
Total des charges d'exploitation (I)	***1 078 996***	N/S	***908 562***	988,19	***170 434***	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	21 127	21,36	11 423	12,42	9 704	84,95
Sur opérations en capital	446 250	451,20	780	0,85	445 470	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)	***467 377***	472,57	***12 203***	13,27	***455 174***	N/S
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	***1 546 373***	N/S	***920 766***	N/S	***625 607***	67,94
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT			***42 656***	46,39	***-42 656***	-100,00
TOTAL GENERAL	***1 546 373***	N/S	***963 421***	N/S	***582 952***	60,51

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 30/06/2015 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 30/06/2014 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 428 029,69 E.

Le résultat net comptable est une perte de 92 672,07 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 05/10/2015 par les dirigeants.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014 et des articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce.

2. Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sans valeur résiduelle sur la base de la durée d'utilisation dans l'entreprise. La méthode d'amortissements par composant est retenue si la décomposition des immobilisations concernées revêt un caractère significatif.

- Dépréciations d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant ou de son prix probable de négociation à la date de clôture des comptes.

- Lorsque la société a une obligation envers un tiers, dont le montant ou l'échéance n'est pas fixé de manière précise, et sans contrepartie équivalente attendue, une provision pour risque et charge est comptabilisée.

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Aucun changement de méthodes de présentation des comptes annuels et de méthodes d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Concernant la comptabilisation du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (C.I.C.E), la société a enregistré, en réduction des charges sociales, dans ses comptes au 30 juin 2015, un montant de 6 541 € correspondant à 6% de la masse salariale éligible du second semestre 2014 et de la masse salariale du premier semestre 2015.

Le C.I.C.E. est calculé sur les salaires de l'année civile et ne peut être imputé que sur l'impôt sur les sociétés dû au moment de sa liquidation.

L' objectif principal de ce dispositif est d'améliorer la compétitivité des entreprises pour leur permettre de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique ainsi que de reconstituer leur fonds de roulement.
Le CICE ne peut ni financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Ce Crédit d'Impôt a été utilisé pour renforcer les fonds propres de l'association.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les subventions versées par les collectivités ont été affectées, conformément à leur objet, à des missions d'intérêt général pour la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis au centre de formation.

Actions bénévoles : diverses personnes interviennent bénévolement pour l'association :
- Le président,
- 41 dirigeants d'équipes,
- 25 éducateurs / entraîneurs,

Dans le cadre de ces activités, ces personnes sont remboursées de leurs frais.

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 580 634 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	27 641			27 641
Immobilisations corporelles	298 028	455		298 484
Immobilisations financières	254 409	100		254 509
TOTAL	**580 078**	**555**		**580 634**

L'association détient 3 335 actions sur 250 325 de la SASP RCS actuellement en liquidation. Les titres ont été entièrement provisionnés.
L'association détient également 3 actions sur 10 500 de la nouvelle SAS RCSA créée en mai 2011.

Amortissements et provisions d'actif = 576 600 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	27 640			27 640
Immobilisations corporelles	292 514	2 237		294 751
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières	254 209			254 209
TOTAL	**574 363**	**2 237**		**576 600**

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Concessions et droits similaires, b	1 166	1 165	0	1 an
Marques	26 475	26 475	0	1 an
Installations techniques, matériel	4 110	4 110	0	5 ans
Installations à caractère spécifiqu	24 409	23 029	1 381	de 5 à 10 ans
Outillage industriel	2 137	2 069	68	de 3 à 5 ans
Installations générales, agencement	238 153	238 153	0	de 1 à 10 ans
Materiel de transport	455	7	449	de 3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	13 976	13 976	0	de 3 à 5 ans
Mobilier	15 243	13 407	1 836	de 3 à 5 ans
TOTAL	**326 125**	**322 391**	**3 734**	

Etat des créances = 413 092 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Actif circulant & charges d'avance	413 092	413 092	
TOTAL	**413 092**	**413 092**	

Provisions pour dépréciation = 55 862 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	55 862				55 862
Comptes financiers					
TOTAL	**55 862**				**55 862**

Produits à recevoir par postes du bilan = 148 959 E

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	148 959
Disponibilités	
TOTAL	148 959

Charges constatées d'avance = 1 241 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des dettes = 2 170 244 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	561	561		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	230 064	230 064		
Dettes fiscales & sociales	234 799	234 799		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 696 133	1 696 133		
Produits constatés d'avance	8 688	8 688		
TOTAL	**2 170 244**	**2 170 244**		

Dettes représentées par des effets de commerce = 29 900 E

Origine des effets de commerce	Montant
Dettes financières	
Fournisseurs et assimilés	29 900
Autres dettes	
TOTAL	**29 900**

Charges à payer par postes du bilan = 643 766 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	561
Emp.& dettes financières div.	
Fournisseurs	50 140
Dettes fiscales & sociales	146 815
Autres dettes	446 250
TOTAL	**643 766**

Produits constatés d'avance = 8 688 E

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

ASSOCIATION
RCSA

RAPPORT D'ACTIVITES

RESULTATS SPORTIFS
RESULTATS SCOLAIRES
SAISON 2015-2016

RESULTATS SPORTIFS
SAISON 2015-2016

- L'équipe Réserve termine à la 8ème place du Championnat CFA2
- L'équipe U19 Nationaux finit la saison à la 2ème place
- L'équipe U17 Nationaux a terminé à la saison à la 8ème place
- L'équipe U15 Interrégionaux a terminé son Championnat à la 2ème place.

A noter que le RCSA est le seul club alsacien à avoir des équipes au plus haut niveau dans chaque catégorie d'âge. Seul le RCSA permet aux jeunes d'effectuer un parcours d'excellence des débutants jusqu'au plus haut niveau.



Champion de France
1979

- Les U16 et les U14 sont 3ème derrière Mulhouse et Schiltigheim
- L'équipe U13 a terminé son Championnat à la 2ème place



Vainqueur de la Coupe de France
1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France
1937 - 1947 - 1995

- L'équipe U12 est Championne d'Alsace
- Les U18 Féminines et les U15 Féminines sont 2ème derrière Vendenheim



Vainqueur de la Coupe de la Ligue
1964 - 1997 - 2005

- Les U13 F sont 1ère devant Vendenheim



Quart de finale de la C1
1960

Pour la saison 2016-2017, on peut d'ores et déjà noter la création d'une nouvelle équipe Séniors Filles et pour les garçons d'une équipe U19 DH et d'une 3ème équipe U13.



Coupe Gambardella
1965 - 2006

RESULTATS SCOLAIRES
AU 30 JUIN 2016

10 candidats présentés au Bac – session juin 2016

7 candidats reçus dont 1 avec mention BIEN
3 échecs



Champion de France
1979



Vainqueur de la Coupe de France
1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France
1937 - 1947 - 1995



Vainqueur de la Coupe de la Ligue
1964 - 1997 - 2005



Quart de finale de la C1
1980



Coupe Gambardella
1985 - 2006

S.A.S. RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
Stade de la Meinau – 12 rue de l'Extenwoerth – 67100 Strasbourg
Tel. +33(0)3 88 44 55 00 / www.rcstrasbourgalsace.fr

ASSOCIATION
RCSA

RAPPORT D'ACTIVITES

ASSOCIATION RCSA

RAPPORT D'ACTIVITES

RESULTATS SPORTIFS
RESULTATS SCOLAIRES
SAISON 2015-2016

VIE DE L'ASSOCIATION

Fondée en Septembre 1997, l'Association comporte aujourd'hui :

- **24 Equipes**
- **430 Licenciés dont 313 Joueurs**
- **66 Dirigeants bénévoles**
- **30 Educateurs tous diplômés**
- **12 Arbitres**
- **15 Recruteurs - Observateurs en Alsace**
- **10 Médecins - Kinés ou membres du staff médical**

Depuis l'été 2014, la formation du RCSA a pour Directeur François KELLER dont l'Adjoint est Thierry BRAND.

Elle est structurée de la façon suivante :

Ecole de Foot

- U7 – U8 – U9 – U10 – U11 – U12 et U13
- **Soit 125 joueurs (dont 83 garçons et 42 filles)** tous alsaciens

Préformation

- U14 DH - U15 Inter-Régionaux et U16 Féminines
- **Soit 63 jeunes (dont 37 garçons et 26 filles)**

Formation

- ✓ CFA 2 – U19N – U17N et U16 DH
- ✓ **Soit 125 joueurs (dont 93 garçons et 32 filles)**
- ✓ 48 de ces jeunes sont hébergés au Centre de Formation durant la semaine ainsi que les joueurs à l'essai et les 2 surveillants de l'internat.

De ce fait, nous n'avons plus la capacité d'accueillir à l'internat du Centre de Formation les jeunes basketteurs et hockeyeurs pendant les week-ends et les vacances scolaires.

6 joueurs issus du Centre de Formation sont actuellement dans l'effectif de l'équipe 1. Dans les autres clubs alsaciens tels que le SC SCHILTIGHEIM, le FC MULHOUSE, le FC SARRE-UNION, l'AS VAUBAN, le FR HAGUENAU etc ... nous retrouvons une cinquantaine de joueurs issus des effectifs de la formation du Racing Club de Strasbourg Alsace.

La scolarité a été transférée au Collège/Lycée Jean Monnet et des partenariats ont été conclus avec le collège Ste Anne et le Gymnase Jean Sturm.

Pour la filière Bac Pro, nous avons conclu des partenariats avec :

- Le lycée OBERLIN (commerce / vente)
- Le lycée Le CORBUSIER (métiers du bâtiment)
- Le lycée COUFFIGNAL (Pôle industriel)

L'organisation des stages « Racing Academy » (sans hébergement) a été un grand succès en 2016 :

avec 298 stagiaires répartis sur 6 semaines à Pâques (du 4 au 8 Avril 2016), au mois de juillet (du 4 au 8 juillet 2016 – du 18 au 22 juillet 2016 – du 25 au 29 juillet 2016 et au mois d'août (du 1er au 5 août 2016 (stage franco-allemand) et du 8 au 12 Août 2016 (stage DOMIAL).

Concernant la section féminine, elle a vu le jour en 2012. C'est donc sa cinquième saison.
Cette année, l'actualité c'est la création de l'équipe Séniors avec Nathalie MONDORF et Thibault WEIGEL en tant que dirigeants, et Florian RUCHS comme entraîneur.

Organigramme Technique et Organigramme Dirigeant 2016-2017
Voir documents en annexe

ORGANISATION DU RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE

Centre de Formation : pôle sportif

François KELLER
Directeur du CDF

Thierry BRAND
Directeur adjoint CDF

Recrutement

Responsable du Recrutement National
A déterminer

Pascal DROEHNLE
Recruteur Est
Partenariat + S. Etudes

Hamdane KAROUNI
Recruteur Paris

Yves LLEDO
Recruteur Colmar à Erstein - Foot à 8

René CHARNET
Recruteur Rhône Alpes + Centre

Giorgio SPINELLA
Recruteur 67 + 68 Foot à 11

Pascal LEMUT
Resp. 68 – Mulhouse à Colmar - Foot à 8

Eugène BATMANN
Recruteur 68 - Sud de Mulhouse + Vosges

Entraîneur

CFA 2
François KELLER
Adj : R. ARNOULD

U 13 a
Manu BACH

U19 Nat
Eric ZIEGELMEYER
Adj : T. NAAMANE

U13 b
Grégoire ROUSSEAU

U19 DH
Samir GUENDOUZ

U 12
Jérémy FLICK

U17
Régis ARNOULD
Adj : G. SPINELLA

U11
Nicolas GROSS

U16
Martin DJETOU
Adj : S.GUENDOUZ

U10
Thomas EHRHARD

U15
Thierry BRAND

U 9
Steven KELLER

U14
Mehdi BEN AMMAR

U7 / U8
Etudiants Staps

Préparation physique

Erwan PONDAVEN
Responsable préparation physique
Cfa2 + U19

Romain KATCHAVENDA
Prép. physique U17

Grégoire ROUSSEAU
Préparateur physique
U16 / U15

Zacharie GEYER
ré-athlétisation

Jérôme LEHMANN
Coordination motrice
U14 + Foot à 8

Responsable des Gardiens

Responsable Gardiens
Albert STOECKEL

Cellule vidéo

Samir GUENDOUZ
Responsable cellule vidéo

Pôle Médical

Centre médico sportif Meinau
Médecin du Sport - Formation

Claude Arnold
Médecine générale
Médecin du Sport - Préformation

Centre médico sportif Meinau
Kine

Section Féminine

Coordinatrice Technique
Caroline DEUBEL

F Sénior
Florian RUCHS

F U18
Vincent HAURY

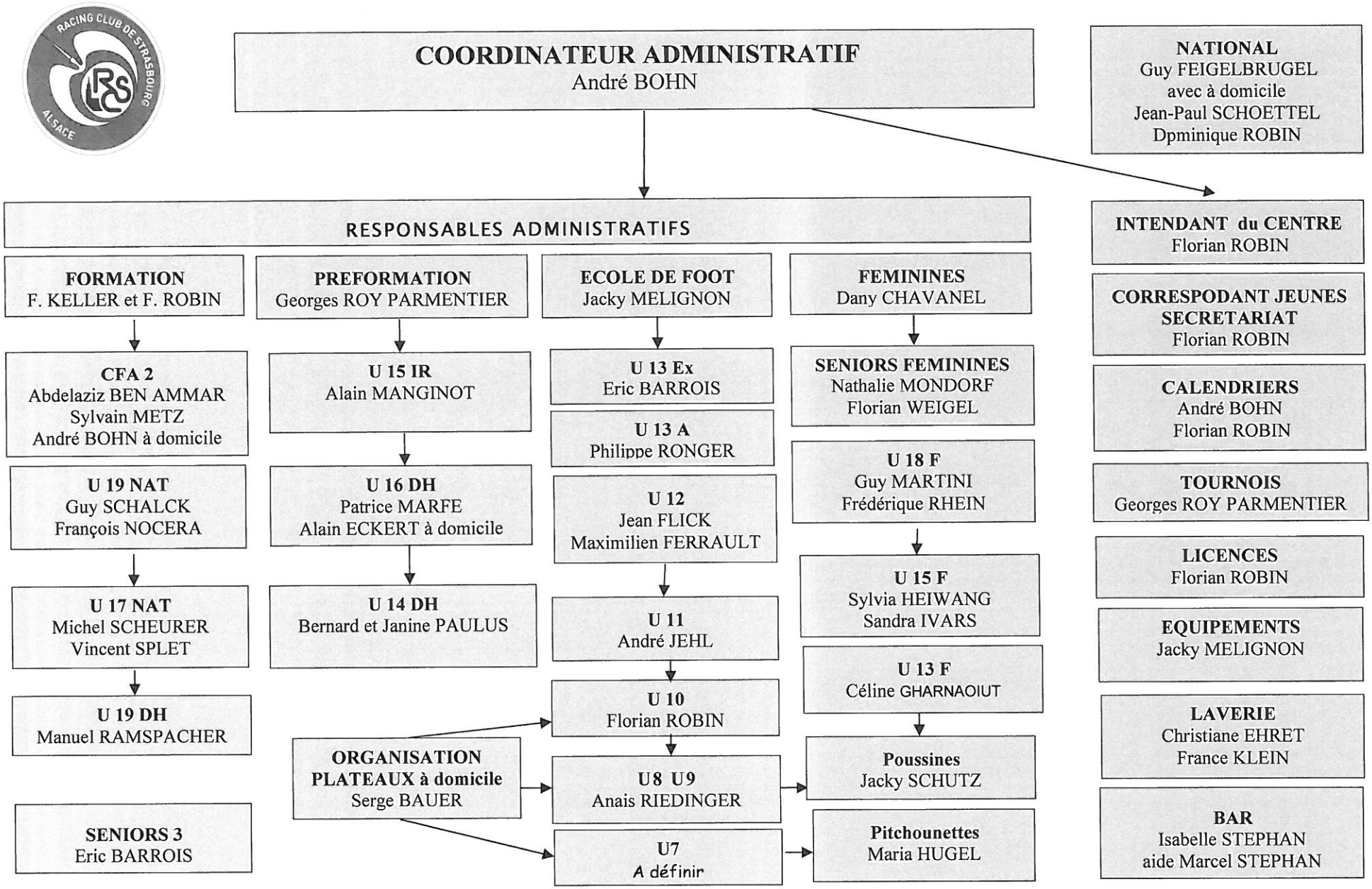
F U15
Tania SCHWOERER

U13
Djamel et Céline GHARNAOUT

U11
Nathalie BASTIAN
Christine SCHNEE

U9
Aline MEYER
Damel HECKENMEYER

ORGANIGRAMME DIRIGEANTS SAISON 2016/2017



RESULTATS SPORTIFS
SAISON 2015-2016

- L'équipe Réserve termine à la 8ème place du Championnat CFA2

- L'équipe U19 Nationaux finit la saison à la 2ème place

- L'équipe U17 Nationaux a également terminé à la saison à la 8ème place

- L'équipe U15 Interrégionaux terminera son Championnat 1er ou 2ème en fonction du résultat du match en retard du FC METZ.

A noter que le RCSA est le seul club alsacien à avoir des équipes au plus haut niveau dans chaque catégorie d'âge. Seul le RCSA permet aux jeunes d'effectuer un parcours d'excellence des débutants jusqu'au plus haut niveau.



Champion de France:
1979



Vainqueur de la Coupe de France:
1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France
1937 - 1947 - 1995



Vainqueur de la Coupe de la Ligue:
1964 - 1997 - 2005



Quart de finale de la C1:
1980



Coupe Gambardella:
1965 - 2006

- Les U16 et les U14 sont 3ème derrière Mulhouse et Schiltigheim

- L'équipe U13 peut encore terminer Championne d'Alsace

- Les U18 Féminines et les U15 Féminines sont 2ème derrière Vendenheim

- Les U13 F sont 1ère devant Vendenheim

Pour la saison 2016-2017, on peut d'ores et déjà noter la création d'une nouvelle équipe Séniors Filles et pour les garçons d'une équipe U19 DH et d'une 3ème équipe U13.

S.A.S. RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
Stade de la Meinau – 12 rue de l'Extenwoerth – 67100 Strasbourg
Tel. +33(0)3 88 44 55 00 / www.rcstrasbourgalsace.fr

RESULTATS SCOLAIRES
AU 30 JUIN 2016

8 candidats présentés au Bac Général
2 candidats présentés au Bac Pro « Commerce »

70 % de réussite :
7 candidats reçus dont 1 avec mention BIEN
3 échecs



Champion de France:
1979



Vainqueur de la Coupe de France:
1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France:
1937 - 1947 - 1995



Vainqueur de la Coupe de la Ligue:
1964 - 1997 - 2005



Quart de finale de la C1:
1960



Coupe Gambardella:
1985 - 2006

L

RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE

PRESTATIONS DE SERVICES DEMANDEES

AUX COLLECTIVITES LOCALES POUR LA SAISON 2016-2017

VILLE DE STRASBOURG	pour la SAS	215.000 €
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	pour la SAS	215.000 €
REGION ALSACE	pour la SAS	100.000 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL		

RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE		
SUBVENTIONS DEMANDEES AUX COLLECTIVITES LOCALES POUR LA SAISON SPORTIVE 2016-2017		
COLLECTIVITE	**SUBVENTIONS**	
VILLE DE STRASBOURG	475.000 €	pour la SAS au titre des actions sociales
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	475.000 €	pour l'Association au titre du Centre de Formation
REGION ALSACE	200.000 €	pour l'Association au titre du Centre de Formation
CONSEIL DEPARTEMENTAL		

68

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Accès aux piscines de l'Eurométropole de Strasbourg: dispositif d'aide aux clubs.

Environ 60 associations sont utilisatrices régulières des piscines eurométropolitaines. Parmi elles, on distingue celles dont la vocation principale est de proposer des activités de loisirs (aquagym, plongée…) ou d'apprentissage (école de natation), et celles à vocation première de compétition.

Depuis plusieurs années, afin de faciliter le développement de l'ensemble des pratiques, la collectivité ne facturait plus aux clubs utilisateurs la location des équipements aquatiques.

Parallèlement, le « Plan piscines », lancé en 2010, prévoit réhabilitations, aménagements et créations de nouveaux bassins pour les dix années à venir. Dans sa phase opérationnelle, la fermeture des établissements a obligé à prioriser, redistribuer, rééquilibrer, voire à encourager à la mutualisation, notamment pour les clubs de même activité.

Par ailleurs, dans le précédent mandat, les grandes orientations ont été définies pour un service public de la natation. Parmi elles, le principe de tarification pour tous les utilisateurs.

Le vote du budget primitif 2014 a acté ce principe pour une mise en application dès la rentrée de septembre 2014.

Pour faciliter l'accès aux piscines eurométropolitaines des clubs développant des pratiques de compétition et d'apprentissage, un soutien spécifique avait été proposé tout en excluant les pratiques de loisirs et autres.

Les critères d'éligibilité sont reconduits pour ce nouvel exercice 2016/2017 :

Discipline sportive	Condition 1	Condition 2	Condition 3
Plongeon	Pour les créneaux dédiés aux sportifs licenciés à la FFN, FFTri et FF ASPTT	1 seul club	licenciés 0-5 ans : 50 % 6-25 ans : 100 % 26 ans et + : 0 %
Natation synchronisée		1 seul club	
Water-polo		1 seul club	
Triathlon			
Natation compétition			

Les clubs suivants, concernés par ce dispositif pour la saison 2016-2017, sont les mêmes que l'année précédente.

Le montant proposé pour la saison 2016/2017 s'appuie sur les réservations réelles de bassin et sur le nombre de licenciés par âge, en référence à la saison précédente 2015-2016.

		Solde	Montants estimés pour la saison 2016-2017				
	Subvention totale 2015-2016	Solde réel calculé 2015-2016	1er acompte estimé	Total à verser pour l'exercice 2016	2ème acompte à verser en 2017	3ème acompte à verser en 2017	total à verser en 2017
ARDEPE	496 €	0 €	0 €	0 €	149 €	50 €	198 €
ASPTT section natation	15 004 €	0 €	4 398 €	4 398 €	4 501 €	1 500 €	6 002 €
ASPTT section triathlon	5 622 €	1 670 €	2 811 €	4 481 €	1 687 €	562 €	2 249 €
Association Sportive des Cheminots de Strasbourg	8 021 €	3 967 €	4 011 €	7 978 €	2 406 €	802 €	3 208 €
Ballet Nautique de Strasbourg	107 875 €	71 142 €	53 938 €	125 080 €	32 363 €	10 788 €	43 150 €
Club de Natation de Lingolsheim	21 971 €	6 211 €	10 986 €	17 197 €	6 591 €	2 197 €	8 788 €
Club de Natation Ostwald	35 061 €	4 101 €	17 531 €	21 632 €	10 518 €	3 506 €	14 024 €
La Strasbourgeoise	2 085 €	0 €	0 €	0 €	0 €	208 €	208 €
Leo Lagrange Schiltigheim Bischheim	48 177 €	31 375 €	24 089 €	55 464 €	14 453 €	4 818 €	19 271 €
Plongeon Club de Strasbourg	14 905 €	1 853 €	7 453 €	9 306 €	4 472 €	1 491 €	5 962 €
Société de Gymnastique de la Wantzenau section triathlon	2 346 €	818 €	1 173 €	1 991 €	704 €	235 €	938 €
Société de Natation Strasbourg	20 036 €	20 036 €	10 018 €	30 054 €	6 011 €	2 004 €	8 014 €
Société Omnisport de la ville d'Illkirch Graffenstaden section natation	13 556 €	6 364 €	6 778 €	13 143 €	4 067 €	1 356 €	5 423 €
Team Strasbourg - SNS - ASPTT	271 481 €	107 753 €	135 741 €	243 494 €	81 444 €	27 148 €	108 592 €
TOTAL	566 637 €	255 291 €	278 924 €	534 215 €	169 366 €	56 664 €	226 029 €

Le versement de la subvention se fera selon plusieurs versements dont le premier interviendra à l'automne 2016 au titre du solde de la subvention 2015-2016 et au titre du premier acompte de la saison 2016-2017. Les deuxième et troisième acomptes interviendront dans le courant de l'année 2017. Le solde de la saison 2016-2017 sera délibéré à la Commission permanente (bureau) du mois de septembre 2017 sur la base des réservations réelles et du nombre de licenciés déclarés par les associations à la fin de la saison 2016-2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci-dessous pour un montant total de 534 215 € pour l'exercice 2016 et pour un montant de 226 029 € pour l'année 2017

	solde réel 2015-2016	*1er acompte 2016-2017*	*total à verser en 2017*
ARDEPE	*0 €*	*0 €*	*198 €*
ASPTT section natation	*0 €*	*4 398 €*	*6 002 €*
ASPTT section triathlon	*1 670 €*	*2 811 €*	*2 249 €*
Association Sportive des Cheminots de Strasbourg	*3 967 €*	*4 011 €*	*3 208 €*
Ballet Nautique de Strasbourg	*71 142 €*	*53 938 €*	*43 150 €*
Club de Natation de Lingolsheim	*6 211 €*	*10 986 €*	*8 788 €*
Club de Natation Ostwald	*4 101 €*	*17 531 €*	*14 024 €*
La Strasbourgeoise	*0 €*	*0 €*	*208 €*
Leo Lagrange Schiltigheim Bischheim	*31 375 €*	*24 089 €*	*19 271 €*
Plongeon Club de Strasbourg	*1 853 €*	*7 453 €*	*5 962 €*
Société de Gymnastique de la Wantzenau section triathlon	*818 €*	*1 173 €*	*938 €*
Société de Natation Strasbourg	*20 036 €*	*10 018 €*	*8 014 €*
Société Omnisport de la ville d'Illkirch Graffenstaden section natation	*6 364 €*	*6 778 €*	*5 423 €*
Team Strasbourg - SNS - ASPTT	*107 753 €*	*135 741 €*	*108 592 €*
TOTAL	*255 291 €*	*278 924 €*	*226 029 €*

Ces clubs éligibles à ce dispositif répondent aux critères suivants :

Discipline sportive	*Condition 1*	*Condition 2*	*Condition 3*
Plongeon	*Pour les créneaux dédiés aux sportifs licenciés à la FFN, FFTri et FF ASPTT*	*1 seul club*	*licenciés 0-5 ans : 50 % 6-25 ans : 100 % 26 ans et + : 0 %*
Natation synchronisée		*1 seul club*	
Water-polo		*1 seul club*	
Triathlon			
Natation compétition			

Le versement de la subvention se fera selon plusieurs versements dont le premier interviendra à l'automne 2016 au titre du solde de la subvention 2015-2016, le premier acompte de la saison 2016-2017 interviendra après la décision modificative de novembre 2016. Les deuxième et troisième acomptes interviendront dans le courant de l'année 2017. Le solde de la saison 2016-2017 sera délibéré à la Commission permanente du mois de

septembre 2017 sur la base des réservations réelles et du nombre de licenciés déclarés par les associations à la fin de la saison 2015-2016.

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 6574/323/8075/5504A - Aide à l'accès aux piscines du Budget 2016 - dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 265 030 €. Le 1er acompte sera versé après la décision modificative en novembre 2016. Les deux acomptes suivants seront versés après le vote du budget 2017,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

69

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Adhésion au syndicat National des Patinoires (SNP).

Dans le cadre de la reprise en régie de la patinoire de « l'Iceberg », la Direction des sports et le service Piscines, patinoire et plans d'eau souhaitent adhérer à l'association professionnelle des exploitants des patinoires françaises : le Syndicat national des patinoires (SNP).

L'association fédère les exploitants de patinoire dans toute la France et anime un réseau d'échange et de coopération national.

Elle amène son expertise aux adhérents dans le développement des activités de glace :

- la place de la patinoire dans les politiques sportives publiques ;
- la sécurité et la réglementation spécifique ;
- les stratégies évènementielles et digitales des patinoires ;
- les travaux, l'entretien, les réparations, les réhabilitations et constructions neuves de patinoires ;
- les modèles économiques, les offres de services et la politique tarifaire ;
- les consommations en énergie et fluides.

De plus, le SNP est un réseau professionnel qui rassemble 96 patinoires et permet l'échange de précieux retours d'expérience dans la gestion de ce type d'équipements. L'association est également partenaire de nombreux prestataires: fournisseurs de matériel spécifique, exploitants, architectes, cabinets d'études techniques, organisateurs d'évènements.

Enfin, l'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg au SNP est l'occasion de développer les compétences de la collectivité en matière d'équipements et de structurer la pratique des sports de glace sur le territoire. Cela contribuera à proposer aux usagers une offre de qualité, à la pointe des évolutions récentes, tout en optimisant l'équilibre budgétaire de l'activité.

Le montant de l'adhésion s'élève à 350,00 € TTC pour l'année 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

approuve

l'adhésion au titre de l'année 2016 de l'Eurométropole de Strasbourg au Syndicat national des patinoires pour un montant de 350,00 € couvrant l'adhésion pour l'année 2016;

décide

l'imputation de la dépense, soit 350,00 €, sur les crédits ouverts au budget 2016 au compte 020/6281/LO01A existant ;

autorise

l'adhésion au Syndicat national des patinoires moyennant le paiement d'une cotisation annuelle.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

70

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Fonds de concours métropolitain pour les grandes salles de spectacle au titre de l'année 2016.

L'Eurométropole soutient la programmation des grandes salles de spectacles sous forme d'un fonds de concours depuis décembre 1997. Pour être éligible à ce soutien, une salle doit programmer, dans l'année, au moins cinquante représentations de spectacle vivant faisant appel à des artistes professionnels.

Il est proposé de répartir ce fond de concours au titre de l'année 2016 entre les dix établissements éligibles à raison de 76 630 € par structure :

- Le Préo à Oberhausbergen ;
- Le Point d'Eau à Ostwald ;
- Le Cheval Blanc à Schiltigheim ;
- L'Espace culturel à Vendenheim ;
- L'Illiade à Illkirch Graffenstaden ;
- Le TAPS à Strasbourg ;
- Le Maillon à Strasbourg,
- Le TJP à Strasbourg ;
- Pôle Sud à Strasbourg ;
- Artefact à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions suivantes au titre de l'année 2016 :

Ville d'Illkirch Graffenstaden	*76 630 €*
Ville d'Oberhausbergen	*76 630 €*
Ville d'Ostwald	*76 630 €*
Ville de Vendenheim	*76 630 €*
Ville de Schiltigheim	*76 630 €*
Ville de Strasbourg	*76 630 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 459 780 € à imputer au budget, fonction 33, nature 65734, activité AU10C dont le disponible avant le présent Conseil est de 459 780 €.

Artefact	*76 630 €*
Le Maillon	*76 630 €*
Pôle Sud	*76 630 €*
TJP	*76 630 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 306 520 € à imputer au budget, fonction 33, nature 6574, activité AU10C dont le disponible avant le Conseil est de 306 520 €.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

71

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Convention d'application financière au titre de l'exercice budgétaire 2016, avenant de la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2014-2016 liant l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), la Région et l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Etat a souhaité encourager le soutien des collectivités territoriales à la production cinématographique et audiovisuelle en abondant, à partir de 2004, les fonds consacrés par celles-ci à cette activité à hauteur d'un euro, prélevé sur le compte de soutien du Centre National de la Cinématographie, pour deux euros investis.

Outre le développement de la production en région, encouragé par la politique d'accueil des tournages de la majeure partie des territoires français, cette politique vise à la relocalisation des tournages sur le territoire national, en rendant ceux-ci plus attractifs financièrement. Elle a été complétée par l'institution d'un crédit d'impôt au profit des sociétés de production de cinéma dont le bénéfice a été étendu, en 2005, aux sociétés de production de programmes audiovisuels.

L'article 1er de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, en modifiant le rôle des collectivités régionales, qui, de « chefs de file », sont devenues simples « coordinatrices » des actions de développement économique en région, a ouvert, depuis 2005, la possibilité pour notre Collectivité d'accéder directement au bénéfice de ce mécanisme dit du « un euro pour deux euros ».

C'est ainsi que le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) avait approuvé, en 2005, l'adhésion de la CUS à la convention de développement cinématographique et audiovisuel cosignée entre l'Etat, le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) et la Région Alsace, puis, il y a deux ans, son renouvellement pour la période 2014-2016.

Au titre de chaque exercice, un avenant est consolidé et signé par l'ensemble des partenaires de la convention pour l'application financière annuelle de la convention.

En 2015, le budget alloué au fonds de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique s'élevait à 840 000 €, abondé par l'Eurométropole de Strasbourg et le CNC au titre du mécanisme du « 1 euro pour 2 », dans la continuité de 2014.

116 projets ont été étudiés par les commissions consultatives « audiovisuel » et « cinéma » (CCAC), Strasbourg Eurométropole a soutenu 34 nouveaux projets en 2015, un chiffre stable par rapport à 2014 mais présentant une répartition par genre sensiblement différente : 6 longs métrages de cinéma (contre 3 l'année précédente), 9 courts métrages (contre 6 en 2014), 5 séries d'animation et de fiction et 14 documentaires.

Parmi ces soutiens, on peut déjà noter la série Carnavals produite par la société strasbourgeoise Un film à la Patte pour une diffusion en access prime time sur ARTE en février 2016, la série d'animation Simplex coproduite par la société Amopix pour une diffusion à partir de la rentrée 2016 sur France Télévisions et des épisodes des séries Capitaine Marleau de Josée Dayan et d'Une Famille Formidable de Joël Santoni diffusés respectivement sur France 3 et TF1. Coté cinéma, le long métrage d'Arnaud Des Pallières, produit par la société nouvellement strasbourgeoise Les films Hatari sera présenté dans les festivals internationaux de Toronto et de San Sebastian en septembre 2016.

Ainsi, il vous est proposé d'approuver :

La convention d'application financière de l'exercice budgétaire 2016 de la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2014-2016.
Les dispositions de celle-ci se rapportent, pour l'essentiel, aux montants prévisionnels que l'Etat et le CNC prévoient d'attribuer respectivement, par genre de programmes, au fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuel de l'Eurométropole, soit :

- 40 000 € à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée (films de court métrage dont la durée est inférieure à 60 minutes), en contrepartie d'un engagement de l'Eurométropole à hauteur de 80 000 €, soit un total de 120 000 € ;
- 83 000 € à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée (films de long métrage dont la durée est supérieure à 60 minutes), en contrepartie d'un engagement de l'Eurométropole à hauteur de 166 000 €, soit un total de 249 000 € ;
- 157 000 € à la production d'œuvres audiovisuelles (fiction, documentaires, documentaires et animation), en contrepartie d'un engagement de l'Eurométropole à hauteur de 314 000 €, soit un total de 471 000 €.

Le total général de 840 000 € renvoie au montant du budget du fonds de soutien à la production voté par le Conseil de l'Eurométropole pour l'exercice 2016.

Les sommes en provenance du CNC, pour un montant total prévisionnel de 280 000 €, feront l'objet de deux versements :
- 50 % à la signature de la convention d'application financière, représentant un acompte de 140 000 € ;
- le solde après bilan, au prorata des dépenses effectivement engagées par l'Eurométropole au cours de l'exercice concerné et après vérification que les programmes concernés sont qualifiés par le CNC en conformité avec les critères et les conditions définis par celui-ci pour l'attribution des soutiens.

Ces ressources financières, qui s'ajoutent à celles auxquelles accède, dans le cadre de la même convention d'application financière, la Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, permettront à l'Eurométropole de Strasbourg de soutenir activement et significativement la création audiovisuelle et cinématographique, tant nationale que

locale, tout en augmentant son attractivité en tant que terre d'accueil de tournages, favorisant ainsi les retombées, en termes d'activité économique et d'emploi culturel, qui sont attachées aux activités de ce secteur et de ses filières.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

les dispositions relatives à l'avenant financier 2016 de la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2014-2016 cosignée avec l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication - Direction Régionale des Affaires Culturelles), le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée et la Région Alsace ;

prend acte

de l'apport financier de l'Etat, par le biais du Centre National de la Cinématographie, d'une somme s'établissant à un montant maximum de 280 000 € ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toutes conventions afférentes à ce projet

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

CONVENTION D'APPLICATION FINANCIÈRE

AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2016

DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE

2014-2016

ENTRE

L'ÉTAT
(Ministère de la culture et de la communication - Préfecture de Région Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine - Direction régionale des affaires culturelles Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine)

LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE

LA RÉGION ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

ET

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Vu le code du cinéma et de l'image animée, notamment ses articles L. 111-2 (2°), R. 112-5 et R. 112-23;

Vu le Règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée, notamment son article 113-2 ;

Vu la délibération n° 2010/CA/03 du 30 novembre 2010 du Conseil d'administration du Centre national du cinéma et de l'image animée relative aux conditions générales d'autorisation et de passation des contrats, conventions, accords-cadres et marchés ;

Vu le décret du 27 juin 2013 portant nomination de la présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée - Mme Frédérique Bredin ;

Vu la décision du 15 juillet 2013 de la Présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée portant délégation de signature ;

Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (RGEC) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-4, L. 1511-2 et L. 4211-1 (6°) ;

Vu la délibération …… du Conseil régional autorisant son Président à signer la présente convention ;

Vu la délibération …… de l'Eurométropole de Strasbourg autorisant son Président à signer la présente convention ;

Vu la convention de coopération cinématographique et audiovisuelle Etat (DRAC) - CNC - Région Alsace - Eurométropole de Strasbourg du 9 décembre 2014 pour la période 2014-2016, notamment son article 24 ; la convention de coopération cinématographique et audiovisuelle Etat (DRAC) - CNC - Région Champagne-Ardenne du 7 mai 2015 pour la période 2014-2016, notamment son article 21 et la convention de coopération cinématographique et audiovisuelle Etat (DRAC) - CNC - Région Lorraine du 23 janvier 2015 pour la période 2014-2016, notamment son article 22 ;

Vu le budget du Centre national du cinéma et de l'image animée pour 2016 ;

Vu le budget primitif 2016 de la Région ;

Vu le budget primitif 2016 de l'Eurométropole de Strasbourg :

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine, Préfet du Bas-Rhin, Monsieur Stéphane FRATACCI, ci-après désigné « l'État »,

Le Centre national du cinéma et de l'image animée, représenté par sa Présidente, Madame Frédérique BREDIN, ci-après désigné « le CNC »,

La Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine**,** représentée par son Président, Monsieur Philippe RICHERT, ci-après désignée « la Région »,

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, ci-après désigné « Strasbourg Eurométropole »,

En application des conventions de coopération cinématographique et audiovisuelle pour la période 2014-2016, signées entre l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée, la Région **Alsace**, l'**Eurométropole de Strasbourg**, la Région **Champagne-Ardenne** et la Région **Lorraine**, respectivement en date des 9 décembre 2014, 7 mai 2015 et 23 janvier 2015, et notamment leurs articles 24, 21 et 22 relatifs aux dispositions financières, ci-après désignées ensemble « les Conventions de coopération », il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTENAIRES

L'engagement prévisionnel global de chacun des partenaires des conventions de coopération à la mise en œuvre des axes contractuels pour l'année 2016 s'établit comme suit :

Région Grand Est		**3 779 563 €**
- Alsace	1 618 597 €	
Aides régionales Culture – hors aides Direction de l'Economie, Direction des Lycées, Direction de la Communication et Services Généraux.		
- Champagne-Ardenne	808 766 €	
- Lorraine	1 352 200 €	
Eurométropole de Strasbourg[1]		**1 293 749 €**
SOIT TOTAL COLLECTIVITES	5 073 312 €	
Etat (Préfecture de Région - DRAC Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine)		**613 166 €**
- Alsace	254 720 €	
- Champagne-Ardenne	124 716 €	
- Lorraine	233 730 €	
CNC		**1 290 400 €**
- Alsace	762 500 €	
- Champagne-Ardenne	169 900 €	
- Lorraine	358 000 €	

En tout état de cause, l'engagement définitif global du CNC ne peut excéder le montant indiqué ci-dessus.

L'engagement prévisionnel des partenaires est réalisé sous forme de subvention.

(1) 835 000 € pour l'Eurométropole de Strasbourg et 458 749 € par l'intermédiaire de la Ville de Strasbourg.

ARTICLE 2 - TABLEAUX FINANCIERS RECAPITULATIFS 2016

Les présents tableaux détaillent l'engagement prévisionnel de chacun des partenaires propres à chaque action engagée. Ces engagements sont réalisés sous forme de subvention, à l'exception des soutiens à la production de l'Eurométropole de Strasbourg qui prennent la forme d'achats de droits non commerciaux et non exclusifs.

1) Récapitulatif des engagements de l'Etat (DRAC), du CNC et de la région sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Alsace - Eurométropole de Strasbourg pour la période 2014 - 2016 du 9 décembre 2014

ACTIONS	ÉTAT (DRAC)	CNC	RÉGION	STRASBOURG EUROMETROPOLE ET VILLE	TOTAL
Titre I - Article 4 **Aide à l'écriture et au développement**	5 000 €	-	80 000 €	-	**85 000 €**
Titre I - Article 5 **Aide à l'écriture et au développement des projets destinés aux nouveaux médias et aux projets transmedia**	-	7 500 €	20 000 €	-	**27 500 €**
Titre I - Article 6 **Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée**	-	45 000 € (à la Région) 40 000 € (à Strasbourg Eurométropole)	90 000 €	80 000 €	**135 000 €** (Région-CNC) **120 000 €** (Strasbourg Eurométropole -CNC)
Titre I - Article 7 **Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée**	-	150 000 € (à la Région) 83 000 € (à Strasbourg Eurométropole)	300 000 €	166 000 €	**450 000 €** (Région-CNC) **249 000 €** (Strasbourg Eurométropole -CNC)
Titre I - Article 8 **Aide à la production d'œuvres audiovisuelles**	-	255 000 € (à la Région) 157 000 € (à Strasbourg Eurométropole)	510 000 €	314 000 €	**765 000 €** (Région-CNC) **471 000 €** (Strasbourg Eurométropole -CNC)
Titre I - Article 10 **Accueil des tournages et soutien à la Commission régionale du film**	-	-	104 336 €	96 000 €	**200 336 €**
Titre I - Article 11 **Formation, accompagnement et structuration de la filière Image en Alsace(2)**	-	-	189 761 €	170 000 € (1)	**359 761 €**
Titre II - Article 12 **Soutien à la diffusion et à la valorisation des œuvres tournées ou produites en région(2)**	-	25 000 €	124 000 €	15 000 € (1)	**149 000 €** (Région-CNC) **15 000 €** (Ville de Strasbourg)
Titre II - Article 13 **Actions de diffusion culturelle (2)** - Soutien aux festivals - Soutien aux associations régionales de salles de cinéma - Autres actions de diffusion culturelle	 38 120 € 3 500 € 45 500 €	-	 112 000 € 38 500 €	 201 500 € (1) - 12 000 € (1)	 **351 620 €** **42 000 €** **57 500 €**
Titre II - Article 14 **Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel**	35 000 €	-	-	15 000 € (1)	**50 000 €**

ACTIONS	ÉTAT (DRAC)	CNC	RÉGION	STRASBOURG EUROMETROPOLE ET VILLE	TOTAL
Titre II - Article 15 **Lycéens et apprentis au cinéma**	35 500 €	*254 040 €* *pour mémoire*(3)	35 000 €	-	**70 500 €**
Titre II - Article 16 **Passeurs d'images**	43 000 €	*295 000 €* *pour mémoire*(4)	-	-	**43 000 €**
Titre II - Article 17 **Autres actions de développement des publics(2)**	49 100 €	-	5 000 €	12 000 € (1)	**66 100 €**
Titre III - Article 19 **Aide aux établissements de spectacles cinématographiques**	-	*351 713 €* *pour mémoire*(5)	-	200 249 € (1)	**202 249 €**
Titre IV - Article 20 **Actions de collecte, de conservation, de restauration, de valorisation du patrimoine cinématographique**	-	-	10 000 €	12 000 € (1)	**22 000 €**
TOTAUX	**254 720 €**	**762 500 €**	**1 618 597 €**	**1 293 749 €**	**3 929 566 €**

(1) Ces montants correspondent aux aides apportées par l'Eurométropole de Strasbourg aux dispositifs ou organismes porteurs de missions ayant trait la structuration de la filière et/ou par l'intermédiaire de la Ville de Strasbourg, avec notamment les associations RCA pour l'affermage du cinéma L'Odyssée, l'association Vidéo Les Beaux Jours, l'association MIRA et plusieurs autres structures porteuses de l'organisation de festivals ou manifestations en lien avec le secteur cinématographiques.

(2) Les actions des articles 11, 12, 13 et 17 sont détaillées en annexe à la présente convention.

(3) Ce montant correspond à la prise en charge financière 2015 par le CNC des copies numériques et de la conception des documents pédagogiques des films du dispositif « Lycéens au cinéma » au plan national.

(4) Au plan national, le CNC soutient l'association coordinatrice de l'opération *« Passeurs d'images* ». Le montant indiqué est celui de la subvention accordée en 2015.

(5) Montant des aides sélectives du CNC attribuées aux salles de cinéma de la Région Alsace : aide à la diffusion Art & Essai 2015 (303 713 €) + aide à la programmation difficile 2015 (48 000 €). Pas d'aide à la création et modernisation en 2015 et 2014.

2) Récapitulatif des engagements de l'Etat (DRAC), du CNC et de la région sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Champagne-Ardenne pour la période 2014 - 2016 du 7 mai 2015

ACTIONS	ÉTAT (DRAC)[1]	CNC	RÉGION	TOTAL
Titre I - Article 4 **Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée**	-	60 000 €	120 000 €	**180 000 €**
Titre I - Article 5 **Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée**	-	33 300 €	66 700 €	**100 000 €**
Titre I - Article 6 **Aide à la production d'œuvres audiovisuelles**	-	46 600 €	93 400 €	**140 000 €**
Titre I - Article 8 **Accueil des tournages et soutien à la Commission régionale du film**	-	-	87 000 €	**87 000 €**
Titre II - Article 10 **Actions de diffusion culturelle** - Soutien aux festivals - Soutien aux associations régionales de salles de cinéma - Autres actions de diffusion culturelle + salles - Diffusion des films soutenus	**85 716 €** 30 716 € - 55 000 € -	**30 000 €** 25 000 € - - 5 000 €	**338 012 €** 84 400 € - 242 612 € 11 000 €	**453 728 €**
Titre II - Article 11 **Lycéens et apprentis au cinéma**	18 000 €	*254 889 €* *pour mémoire*(2)	36 000 €	**54 000 €**
Titre II - Article 16 **Passeurs d'images**	21 000 €	*295 000 €* *pour mémoire*(3)	29 000 €	**50 000 €**
Titre III - Articles 13 à 18 **Aide aux salles de cinéma**	-	*161 720 €* *pour mémoire*(4)	38 654 €	**38 654 €**
TOTAUX	**124 716 €**	**169 900 €**	**808 766 €**	**1 103 382 €**

(1) Les actions soutenues par la DRAC Champagne-Ardenne sont indiquées sous réserve de la présentation des documents budgétaires et administratifs par leurs bénéficiaires, de l'attribution définitive des dotations budgétaires correspondantes à la DRAC Champagne-Ardenne en 2015 et du visa de contrôleur financier.

(2) Ce montant correspond à la prise en charge financière 2015 par le CNC des copies numériques et de la conception des documents pédagogiques des films du dispositif « Lycéens au cinéma » au plan national.

(3) Au plan national, le CNC soutient l'association coordinatrice de l'opération « Passeurs d'images ». Le montant indiqué est celui de la subvention accordée en 2015.

(4) Montant des aides sélectives du CNC attribuées aux salles de cinéma de la Région Champagne-Ardenne : Aide à la diffusion art & essai 2015 (161 720 €).

3) Récapitulatif des engagements de l'Etat (DRAC), du CNC et de la région sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Lorraine pour la période 2014 - 2016 du 23 janvier 2015

ACTIONS	ÉTAT (DRAC)	CNC	CONSEIL RÉGIONAL	TOTAL
Titre I - Article 4 **Aide à l'écriture et au développement**	1 650 €	-	55 000 €	**56 650 €**
Titre I - Article 5 **Aide à l'écriture et au développement des projets spécifiquement destinés aux nouveaux médias et aux projets transmédia**	-	5 000 €	15 000€	**20 000 €**
Titre I - Article 6 **Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée**	-	33 000 €	67 000 €	**100 000 €**
Titre I - Article 7 **Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée**	-	130 000 €	260 000 €	**390 000 €**
Titre I - Article 8 **Aide à la production d'œuvres audiovisuelles**	-	180 000 €	360 000€	**540 000 €**
Titre I - Article 10 **Accueil des tournages et soutien à la Commission régionale du film**	-	-	30 000 €	**30 000 €**
Titre I - Article 11 **Formation professionnelle relative aux métiers de la création, de la production et de l'accueil des tournages**	-	-	20 000 €	**20 000 €**
Titre II - Article 12 **Actions de diffusion culturelle, d'éducation artistique à l'image et de développement des publics :**	-	-		
a) Aciest			15 000 €	**15 000 €**
b) Films en Lorraine			10 000 €	**10 000 €**
Titre II - Article 13 **Actions de diffusion culturelle** (1)				
- Soutien aux festivals	47 550 €	-	290 200€	**337 750 €**
- Soutien aux associations régionales de salles de cinéma	15 000 €	-	40 000 €	**55 000 €**
- Soutien à la diffusion des films aidés en région	-	10 000 €	22 000 €	**32 000 €**
- Autres actions de diffusion culturelle	11 000 €	-	54 000 €	**65 000 €**
Titre II - Article 14 **Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel**	50 000 €	-	30 000 €	**80 000 €**
Titre II - Article 15 **Lycéens et apprentis au cinéma**	15 250 €	254 040 € *pour mémoire*(2)	20 000€	**35 250 €**

ACTIONS	ÉTAT (DRAC)	CNC	CONSEIL RÉGIONAL	TOTAL
Titre II - Article 16 **Passeurs d'images**	50 000 €	*295 000 €* pour mémoire (3)	14 000 €	**64 000 €**
Titre II - Article 17 **Autres actions de développement des publics**	43 280 €	-	-	**43 280 €**
Titre III - Article 18 **Aide aux établissements de spectacles cinématographiques**	-	*2 122 019 €* pour mémoire (4)	*578 454 €* pour mémoire (5)	**-**
Titre IV - Article 19 **Actions de collecte, de conservation, de restauration, de valorisation du patrimoine cinématographique**	-	-	50 000 €	**50 000 €**
TOTAUX	**233 730 €**	**358 000 €**	**1 352 200 €**	**1 943 930 €**

1. Les actions de l'article 13 sont détaillées en annexe à la présente convention.
2. Ce montant correspond à la prise en charge financière 2015 par le CNC des copies numériques et de la conception des documents pédagogiques des films du dispositif " Lycéens au cinéma " au plan national.
3. Au plan national, le CNC soutient l'association coordinatrice de l'opération "Passeurs d'images". Ce montant correspond à la subvention accordée en 2015.
4. Montant des aides sélectives du CNC attribuées aux salles de cinéma de la Région Lorraine : aide 2015-2014 à la création et à la modernisation des salles (1 769 445 €) + aide à la diffusion Art & Essai 2015 (352 574 €).
5. Montant accordé par la Conseil Régional de Lorraine sur 2011-2013 : crédits Feder et crédits Conseil Régional de Lorraine pour aménagement du territoire et direction de la culture.

ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DE LA DRAC ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE

Les subventions de la DRAC Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine, d'un montant global de **613 166 €**, sont imputées de la manière suivante :

1) Sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Alsace - Eurométropole de Strasbourg pour la période 2014 - 2016 du 9 décembre 2014

Titre I : Soutien à la création et à la production

Article 4 - Aide à l'écriture et au développement

5 000 € à l'Agence Culturelle d'Alsace pour les résidences d'écriture de scénario de fiction - Programme 334 Action 2 Sous-action 2.

Titre II : Soutien à l'éducation artistique et à la diffusion culturelle

Article 13 - Diffusion culturelle - Autres actions

87 120 € sur le programme 334 Action 2 Sous-action 2, se répartissant ainsi :

- **10 000 €** à « Alsace Cinémas » pour le festival « Augenblick » 2016 ;
- **1 050 €** au Cinéma Bel Air pour la quatrième édition du festival jeune public « Les Petites bobines » ;
- **7 000 €** au Ciné-Club de Wissembourg pour les « Rencontres internationales du cinéma d'Animation 2016 ».
- **2 000 €** à la Fédération Hiéro Colmar pour le festival « Plein Air au Natala » 2016 ;
- **2 070 €** à l'association Forum + le « Festival international du film d'Altkirch » 2016 ;
- **5 000 €** aux Films du Spectre pour le Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg 2016 ;
- **3 000 €** à l'association La Cigogne Enragée pour le festival de court-métrages « Chacun son court » 2016 ;
- **2 000 €** à l'association « Hibiscus » pour son « festival du film coréen à Strasbourg»;
- **1 000 €** à Shalom Europa pour la 7ème édition du Festival du cinéma israélien ;
- **4 000 €** à la SAFIRE pour « Les séances de l'invité » et les séances « des films, des auteurs » en 2016 ;
- **3 000 €** au Cinématographe (Le) – Cinémas Star et Star St Exupéry pour le Festival Animastar 2015 – Cinéma d'animation pour le jeune public ;
- **3 500 €** à l'Association des Cinémas Indépendants de L'Est (ACIEST) pour l'opération Ciné-cool 2016 ;
- **1 500 €** au Lézard pour la programmation art et essai, les soirées thématiques et les projections-débats autour de films documentaires organisés au cinéma Colisée de Colmar ;
- **35 000 €** aux Rencontres cinématographiques d'Alsace pour les différentes quinzaines et manifestations de cinéma ;
- **2 000 €** à l'association « Répliques » pour l'édition 2016 du festival de film documentaire « Kings of the docs » ;
- **5 000 €** à l'association MIRA pour la valorisation du patrimoine cinématographique et audiovisuel amateur d'Alsace en 2016.

Article 14 - Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel

35 000 € à l'association « Alsace cinémas » dans le cadre d'une convention financière spécifique pour ces missions de pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel - Programme 224 Action 2 Sous-action 8.

Article 15 - Dispositif régional « Lycéens au cinéma »

35 500 € à l'association « Alsace Cinémas » dans le cadre d'une convention financière spécifique - Programme 224 Action 2 Sous-action 6.

Article 16 - « Passeurs d'Images »

43 000 € à l'association « Alsace Cinémas » dans le cadre d'une convention financière spécifique - Programme 224 Action 2 Sous-action 6.

Article 17 - Autres actions de développement des publics
49 100 € sur le programme 224, se répartissant ainsi :

31 900 € sur le programme 244 Action 2 Sous-action 6, se répartissant ainsi :

- **1 500 €** au Cinématographe (Le) – Cinémas Star et Star St Exupéry pour les actions en direction du jeune public menées dans le cadre du Festival Animastar 2016 ;
- **2 110 €** au Cinéma Bel Air pour les actions pédagogiques menées dans le cadre de l'édition 2016 du festival jeune public « Les Petites bobines » ;
- **3 790 €** au Cinéma Bel Air pour la coordination du dispositif « Ecole et cinéma » dans le Haut-Rhin ;
- **5 500 €** au Cinéma Le Star pour la coordination du dispositif « Ecole et cinéma » dans le Bas-Rhin ;
- **4 500 €** à « Alsace Cinémas » pour la coordination du dispositif « Collège au cinéma » dans le Haut-Rhin ;
- **4 500 €** à Alsace Cinémas pour la coordination du dispositif « Collège au cinéma » dans le Bas-Rhin ;
- **2 000 €** aux « Films du spectre » pour les actions pédagogiques menées dans le cadre du 10ème Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg » ;
- **2 500 €** à l'association « Forum +» pour les actions pédagogiques menées dans le cadre du Festival international du film d'Altkirch » ;
- **1 500 €** à Burstscratch pour les ateliers pédagogiques en direction du jeune public ;
- **4 000 €** à la Passerelle – Centre social / Relais Culturel pour la 17ème édition du Festival Ciné-Jeunesse « Cinoch' » ;

1 500 € sur le programme 224 Action 02 Sous-action 09, attribués à :

- **1 500 €** à l'Office Central de Coopération à l'Ecole pour le festival « Lire et écrire les images 2016 » ;

10 000 € sur le programme 224 Action 02 Sous-action 11, attribués à :

- **10 000 €** à l'association Artenréel pour l'animation de l'atelier audiovisuel de la Maison d'Arrêt de Strasbourg (Cercle audiovisuel et « planète MAS »).

5 700 € sur le programme 224 Action 02 Sous-action 16, attribués à :

- **3 700 €** à l'association Répliques pour « les ateliers de l'image menés dans plusieurs établissements scolaires » ;
- **2 000 €** à l'association Hiéro pour l'organisation d'un ciné-concert.

L'engagement définitif de ces subventions fera l'objet d'arrêtés attributifs de subvention ou de conventions financières.

2) Sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Champagne-Ardenne pour la période 2014 - 2016 du 7 mai 2015

BOP 224 action 02

- Lycéens et apprentis au cinéma (Télé Centre Bernon)	18 000 €
- Les enfants du cinéma	7 000 €
- Passeurs d'images (Télé Centre Bernon)	21 000 €
- La Pellicule Ensorcelée	40 000 €
- Autour de la Terre	8 000 €
- Ciné Ligue Champagne-Ardenne	7 000 €
- La Comète Festival des guerres WOS	3 600 €

BOP 334 action 02

- La Comète Festival des guerres WOS	20 116 €

3) Sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Lorraine pour la période 2014 - 2016 du 23 janvier 2015

Titre I : Soutien à la création et à la production

Article 4 - Aide à l'écriture et au développement

1 650 € à l'association « De l'écriture à l'image » pour une résidence d'écriture à Saint-Quirin - Programme 334 Action 2 Sous-action 2.

Titre II : Soutien à l'éducation artistique et à la diffusion culturelle

Article 13 - Diffusion culturelle - Autres actions

73 550 € sur le programme 334 Action 2 Sous-action 2, attribués à :

- **15 000 €** à l'UASF « Cité sociale de Fameck» pour le festival du film arabe de Fameck ;
- **20 000 €** à l'association « Pôle de l'image» pour le festival du film italien de Villerupt ;
- **5 550 €** au Foyer Rural de Ville sur Yron pour le festival « Caméra des champs »;
- **6 000 €** au Cravlor / Cinéligue pour la coordination des circuits itinérants ;
- **3 000 €** aux Foyers ruraux de Goin pour la coordination de circuits itinérants ;
- **7 000 €** à l'association « Aye Aye VO » pour le festival international du film de Nancy – Lorraine
- **2 000 €** à l'association « SAFIRE » pour l'organisation des rencontres du film documentaire « Les mardis du Doc ».
- **15 000 €** à l'ACIEST « Association des cinémas indépendants de l'Est » pour les rencontres du cinéma de Gérardmer et le festival d'avant-première « Ciné-Cool » ;

Article 14 - Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel (PREAFCA)

50 000 € sur le programme 224 Action 02 Sous-action 16 à l'association « Films en Lorraine» pour ses missions de PREAFCA et ses actions de préfiguration du Pôle Images Lorraine.

Article 15 - Dispositif régional « Lycéens au cinéma »

15 250 € à l'association « Cravlor / Cinéligue» dans le cadre d'une convention financière spécifique - Programme 224 Action 2 Sous-action 6.

Article 16 - « Passeurs d'Images »

50 000 € à l'association « Fédération des Œuvres Laïques de la Moselle » (FOL Moselle) dans le cadre d'une convention financière spécifique - Programme 224 Action 2 Sous-action 11.

Article 17 - Autres actions de développement des publics

43 280 € sur le programme 224 Action 02 Sous-action 06, se répartissant ainsi :

- **10 000 €** à l'association « Fédération des Œuvres Laïques de la Moselle » (FOL57) pour la coordination des dispositifs « Ecoles et cinéma » et « Collège au cinéma » en Moselle ;
- **6 650 €** au cinéma « Caméo» de Nancy pour la coordination des dispositifs « Ecoles et cinéma » et « Collège au cinéma » en Meurthe et Moselle ;
- **7 000 €** au Cinéma « Le Majestic » de Verdun pour la coordination des dispositifs « Ecoles et cinéma » et « Collège au cinéma » dans la Meuse ;
- **5 000 €** à l'Association des cinémas indépendants de l'Est (ACIEST) d'Epinal pour la coordination du dispositif « Collègue au cinéma » dans les Vosges ;
- **5 000 €** à la Maison de la culture et des loisirs de Gérardmer pour la coordination du dispositif « Ecole et cinéma » dans les Vosges.

8 500 € sur le programme 224 Action 02 Sous-action 05

- **8 500 €** à l'association « Fantastic'Arts » pour les actions d'éducation à l'image développées dans le cadre du contrat de territoire d'éducation artistique et culturelle de Gérardmer.

1 130 € sur le programme 224 Action 02 Sous-action 11, attribués à :

- **1 130 €** à l'association « Asso Culturelle Sportive et Sociale» pour le soutien des activités du canal vidéo interne du centre pénitentiaire de Metz.

ARTICLE 4 - SUBVENTIONS DU CNC

a) Les subventions du CNC **à la Région**, d'un montant prévisionnel global de **985 400 €**, seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur régional de la Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine sur le compte suivant :

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

PAIERIE REGIONALE
D' ALSACE-CHAMP-ARD-LORRAINE
1 PL ADRIEN ZELLER
67070 STRASBOURG CEDEX

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00806 C6740000000 85
IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7400 0000 085
BIC : BDFEFRPPCCT

Le premier versement soit 488 950 € intervient à la signature de la présente convention sous réserve de la tenue effective d'un ou plusieurs comités de lecture. Le solde intervient à la suite de la réception du bilan visé par les articles 23, 20 et 21 des conventions de coopération, des délibérations des commissions permanentes, ainsi que d'un courrier attestant de la réalisation effective des projets aidés et des sommes mandatées par projet.

Pour chaque action indiquée ci-dessous, le montant total versé par le CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Région, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel.

Ces subventions sont imputées comme suit :

1) Sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Alsace - Eurométropole de Strasbourg pour la période 2014 - 2016 du 9 décembre 2014

- **Titre I - Article 5**
  « Aide à l'écriture et au développement des projets spécifiquement destinés aux nouveaux médias et aux projets transmedia » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  7 500 € après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article.

- **Titre I - Article 6**
  « Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  22 500 € à la signature,
  le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article.

- **Titre I - Article 7**
  « Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  75 000 € à la signature,
  le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC.

- **Titre I - Article 8**
  « Aide à la production d'œuvres audiovisuelles » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  127 500 € à la signature,
  le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'autorisation préalable délivrée par le CNC.

Les sommes pouvant bénéficier du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité affectées à une enveloppe spécifique peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture du genre ainsi concerné et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €) bénéficier à une autre enveloppe.

2) Sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Champagne-Ardenne pour la période 2014 - 2016 du 7 mai 2015

- **Titre I - Article 4**
  « Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  30 000 € à la signature,
  le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et réception d'une lettre de la Région attestant la réalisation effective des projets aidés.

- **Titre I - Article 5**
  « Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  16 650 € à la signature,
  le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC.

- **Titre I - Article 6**
  « Aide à la production d'œuvres audiovisuelles » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  23 300 € à la signature,
  le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'autorisation préalable délivrée par le CNC.

Les sommes pouvant bénéficier du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité affectées à une enveloppe spécifique peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture du genre ainsi concerné et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €) bénéficier à une autre enveloppe.

3) <u>Sur la base de la convention Etat (DRAC) - CNC - Région Lorraine pour la période 2014 - 2016 du 23 janvier 2015</u>

- **Titre I - Article 5**

« Aide à l'écriture et au développement des projets spécifiquement destinés aux nouveaux médias et aux projets transmédia » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
2 500 € à la signature,
le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article.

- **Titre I - Article 6**
  « Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  16 500 € à la signature,
  le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article.

- **Titre I - Article 7**
  « Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  65 000 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC.

- **Titre I - Article 8**
  « Aide à la production d'œuvres audiovisuelles » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
  90 000 € à la signature,
  le solde au plus tard le 31 décembre 2017, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'autorisation préalable délivrée par le CNC.

Les sommes pouvant bénéficier du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité affectées à une enveloppe spécifique peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture du genre ainsi concerné et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €) bénéficier à une autre enveloppe.

4) <u>Au titre du soutien à la diffusion des films aidés en région Alsace - Champagne Ardenne - Lorraine</u>

Titre I - Article 12 pour la Région Alsace - Article 13 pour la Région Lorraine et Article 10 pour la Région Champagne-Ardenne

« Soutien à la diffusion et à la valorisation des œuvres tournées ou produites en région » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :
20 000 € à la signature,
le solde après réception d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action faisant notamment référence au nombre de réunions de préfiguration et au nombre de participants, ainsi qu'aux différentes actions accompagnées ou portées en 2016.

b) Les subventions du CNC **<u>à l'Eurométropole de Strasbourg</u>**, d'un montant prévisionnel global de **280 000 €**, seront versées en deux fois à l'ordre de Recette des finances Strasbourg et Eurométropole sur le compte suivant : C6720000000, Code banque 30001, Code guichet 00806, Clé 56. Le premier versement, soit 140 000 €, intervient à la signature de la présente convention sous réserve de la tenue effective d'un ou plusieurs comités de lecture. Le solde intervient à la suite de la réception du bilan visé à l'article 23 de la convention de coopération cinématographique et audiovisuelle pour la période 2014-2016, des délibérations des commissions permanentes, de l'attestation des sommes effectivement mandatées par projet ou par œuvre ainsi que de leur réalisation effective.

Pour chaque action indiquée ci-dessous, le montant total versé par le CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par l'Eurométropole de Strasbourg, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel.

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I - Article 6**
  « Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée » sur le budget du CNC, compte 6572, code d'intervention D2385 :
  20 000 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe b) du présent article.

- **Titre I - Article 7**

« Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée » sur le budget du CNC, compte 6572, code d'intervention D2385 :

41 500 € à la signature,

le solde, au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe b) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC.

- **Titre I - Article 8**

« Aide à la production d'œuvres audiovisuelles » sur le budget du CNC, compte 6572, code d'intervention D2385 :

78 500 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2018, après réception des documents visés au paragraphe b) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'autorisation préalable délivrée par le CNC.

Les sommes pouvant bénéficier du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité affectées à une enveloppe spécifique peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture du genre ainsi concerné et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €) bénéficier à une autre enveloppe.

c) A titre d'information, la subvention du CNC au Festival War on Screen (25 000 €) sera versée directement aux organisateurs selon des modalités fixées par convention bipartite.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent comptable du CNC.

ARTICLE 5 - SUBVENTIONS DE LA RÉGION ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

Les subventions de la Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, d'un montant global de **3 779 563 €**, seront versées conformément aux dispositifs en vigueur.

ARTICLE 6 - SUBVENTIONS DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Les subventions de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, d'un montant global de **1.293.749 €,** seront versées par inscription au budget primitif 2016.

ARTICLE 7 - CLAUSE DE REVERSEMENT

S'il apparaît que les engagements des contractants ne sont pas tenus en tout ou partie dans les mêmes délais, chaque partie peut demander le reversement du montant de sa contribution aux opérations qui ne sont pas réalisées.

ARTICLE 8 - DISPOSITION FINALE

La présente convention ne peut en aucun cas être opposée aux présents signataires par les personnes morales ou leurs représentants cités à la présente, celle-ci ne valant engagement qu'entre les signataires.

La présente convention est signée en huit exemplaires originaux

A…… , le …….

Pour la Région
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine,
le Président du Conseil Régional

Philippe RICHERT

Pour l'État,
le Préfet de la Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine,
Préfet du Bas-Rhin

Stéphane FRATACCI

Pour le Centre national
du cinéma et de l'image animée,
la Présidente

Frédérique BREDIN

La Contrôleure générale économique et financier

Françoise CAMET

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,
le Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

ANNEXES

Région Alsace - Eurométropole de Strasbourg

Détails des actions de l'article 11 - Titre II

Titre II - Article 11 Formation, accompagnement de la filière image en région Grand Est	ÉTAT (DRAC)	CNC	RÉGION	Eurométropole / Ville de Strasbourg	TOTAL
- Strasbourg Eurométropole : dispositif d'aide structurelle aux entreprises de production - Strasbourg Eurométropole : bureau Europe Créative Strasbourg - SAFIRE (association des auteurs /réalisateurs) - ACA : accompagnements et tutorat - Point Est - ACA : activités générales - Stage d'analyse filmique (ACA) - Formation spécifique son (ACA, convention AFDAS) - EWA	-	-	12 000 € 100 000 € 68 371 € 1 530 € 4 860 € 3 000 €	100 000 € 67 000 € 3 000 €	**359 761 €**

Détails des actions de l'article 12 - Titre II

Titre II - Article 12 Soutien à la diffusion et à la valorisation des œuvres tournées ou produites en région	ÉTAT (DRAC)	CNC	RÉGION	Eurométropole / Ville de Strasbourg	TOTAL
- Convention Alsace20 / parrainage de la case « Côté Courts, Côté Docs » - Alsace Cinémas (référencement et valorisation des tournages cinéma) - Vidéo Les Beaux Jours	-	25 000 €	100 000 € 12 000 € 12 000 €	15 000 €	**164 000 €**

Détails des actions de l'article 13 - Titre II

Titre II - Article 13 Actions de diffusion culturelle	ÉTAT (DRAC)	CNC	RÉGION	Eurométropole / Ville de Strasbourg	TOTAL
Soutien aux festivals - Festival européen du film fantastique de Strasbourg - Festival de cinéma allemand Augenblick - Festival de courts métrages d'Altkirch - Festival du cinéma israélien « Shalom Europa » - Rencontres internationales du cinéma d'animation de Wissembourg - Cinoch' de Rixheim - Autres	5 000 € 10 000 € 2 070 € 1 000 € 4 000 € 16 050 €	-	112 000 €	180 000 € 4 000 € 1 500 € 16 000 €	**351 620 €**
Soutien aux réseaux de salles de cinéma - Association Alsace Cinémas (coordination et circulation Art & Essai)	3 500 €	-	38 500 €	-	**42 000 €**
Autres actions de diffusion culturelle	45 500 €	-		12 000 €	**57 500 €**

Détails des actions de l'article 17 - Titre II

Titre II - Article 17 Autres actions de développement des publics	ÉTAT (DRAC)	CNC	RÉGION	Eurométropole / Ville de Strasbourg	TOTAL
- European Audiovisual Network (EWA) : Formation marketing Audiovisuel, production - Alsace Cinémas : expérimentation parcours Ciné-Club Lycéens	49 100 €	-	5 000 €	12 000 €	**66 100 €**

Région Champagne-Ardenne

Détails des actions aux articles 10 à 12 - Titre II

Titre II – Article 10 Actions de diffusion culturelle	ÉTAT (DRAC)	CNC	RÉGION	TOTAL
Soutien aux festivals				
Ligue de l'Enseignement de l'Aube – Festival du Film Court de Troyes			7 400 €	**140 116 €**
MJC Ay – Festival Courts en Champagne			5 500 €	
MJC de Chaumont – RDV du cinéma Européen			10 500 €	
La Comète - Festival international des films de guerre	23 716 €	25 000 €	50 000 €	
Association Les enfants du cinéma – Festival Les enfants du cinéma	7 000 €		11 000 €	
Autres actions de diffusion culturelle				
Ciné-sourds			15 000 €	**297 612 €**
Association Autour de la Terre			30 000 €	
La Pellicule Ensorcelée			50 000 €	
Ligue de l'enseignement Champagne-Ardenne / Ciné-Ligue	55 000 €	-	14 000 €	
MPT MJC Landreville – Les rencontres cinématographiques			5 500 €	
Télé Centre Bernon - Structuration régionale cinématographique			89 000 €	
Soutien salles de cinéma / programmations Art et Essai			39 112 €	
Diffusion des films soutenus		5 000 €	11 000 €	**16 000 €**

Titre II – Articles 11 et 12 Autres actions de développement des publics	ÉTAT (DRAC)	RÉGION	TOTAL
Télé Centre Bernon :			
Passeurs d'Images	21 000 €	29 000 €	**50 000 €**
Lycéens et apprentis au cinéma	18 000 €	36 000 €	**54 000 €**

Région Lorraine

Détails des actions de l'article 13

Soutien aux festivals

Bénéficiaire	Intitulé du projet	Subvention Région	Subvention DRAC
Association du festival de Gérardmer - Fantastic'art (Gérardmer)	Festival du film fantastique Fantastic'art	150 000 €	*8 500 €* (1)
Foyer rural (Ville-sur-Yron)	Festival Caméra des Champs	8 000 €	5 550 €
Fédération des Œuvres Laïques de la Moselle (Metz)	Quinzaine du cinéma jeune public "Alonzanfan"	4 500 €	-
Cité Sociale (Fameck)	Festival du film arabe de Fameck	23 000 €	15 000 €
Association Culturelle Juive (Nancy)	Biennale du film juif	3 000 €	-
Pôle de l'image (Villerupt)	Festival du film italien de Villerupt	89 000 €	20 000 €
Centre social et culturel Le Lierre (Thionville)	16ème festival vidéo "Le réel en vue"	4 200 €	-
Maison de la culture et des loisirs (Gérardmer)	Festival de cinéma jeune public "Graine des toiles"	4 500 €	-
Association Aye Aye V.O. (Nancy)	Festival International du Film Nancy Lorraine	-	7 000 €
Association Cinéllipse	Des notes et des Toiles	4 000 €	
TOTAL		**290 200 €**	**47 550 €**

Soutien aux associations régionales de salles de cinéma

Bénéficiaire	Intitulé du projet	Subvention	Subvention
CRAVLOR / Cinéligue (Metz)	Projet structurant annuel d'organisation du circuit de cinéma itinérant du CRAVLOR	27 000 €	-
Association Fédération Départementale des Foyers Ruraux (Goin)	Coordination de circuits itinérants	13 000 €	-
Aciest	Coordination des cinémas indépendants de l'Est	*15 000 €* (2)	15 000€
TOTAL		**40 000 €**	**15 000 €**

Soutien à la diffusion des films aidés

Bénéficiaire	Intitulé du projet	Subvention	Subvention
Association Films en Lorraine (Epinal)	Les films documentaires lorrains au mois de novembre / Courts en Lorraine	20 000 €	
Aciest	Avant-première films soutenus	2 000 €	
TOTAL		**22 000 €**	

Autres actions de diffusion culturelle

Bénéficiaire	Intitulé du projet	Subvention	Subvention
Association Films en Lorraine (Epinal)	Projet culturel annuel / Rencontres professionnelles	35 000 €	*50 000 €* (3)
CRAVLOR / Cinéligue (Metz)	Projet structurant annuel d'organisation du circuit de cinéma itinérant du CRAVLOR	-	6 000 €
Association Fédération Départementale des Foyers Ruraux (Goin)	Coordination de circuits itinérants	-	3 000 €
Association Aye Aye V.O. (Nancy)	Programmes d'activités annuelles d'éducation à l'image et de diffusion	17 000 €	-
Société des Auteurs de Films Indépendants en Région Est - Lorraine	Association d'auteurs - réalisateurs lorrains	2 000 €	2 000 €
TOTAL		**54 000 €**	**11 000 €**

(1) intervention dans la cadre de l'article 17
(2) intervention dans le cadre de l'article 12
(3) intervention dans le cadre de l'article 14

Projet 2016 Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine

Soutien à la valorisation et à la diffusion des œuvres tournées ou produites en région

La Région sollicite, au titre de 2016, le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée, afin de lui permettre d'anticiper et mettre en œuvre un programme cohérent, à l'échelle de la nouvelle Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, de valorisation et de diffusion des œuvres tournées ou produites en région.

ETAT DES LIEUX 2016

La Région Alsace et la Région Lorraine ont été, ces deux dernières années, accompagnées par le CNC, dans plusieurs actions en ce sens.
Par ailleurs, le Région Champagne-Ardenne avait également mis en œuvre, par l'ORCCA d'abord puis par la Direction de la Culture et portés par elle en direct (en partenariat avec des salles de cinéma et des festivals), plusieurs axes de travail :

CHAMPAGNE ARDENNE

- Avant-premières et projections des courts métrages et documentaires en lien avec des salles de cinéma et des festivals en région.

Entre 8 et 10 soirées par an (Epernay, Reims, Troyes, Charleville-Mézières, Bar-sur-Aube, …).
Prise en charge financière directe : défraiements des professionnels invités + frais de cocktails.
Réalisation, avec la direction de la communication, de cartons d'invitation.
Total : 3 500 €

- Projection de courts métrages à Paris. Une soirée annuelle au cinéma Etoile Lilas.

Réalisation d'un carton d'invitation. Prise en charge de la location de la salle, du traiteur, du champagne. A peu près 200 spectateurs (presque exclusivement des professionnels)
Coût total : 6 800 €

- Présence de la Caravane Ensorcelée au festival de Clermont-Ferrand avec un créneau horaire quotidien consacré aux courts-métrages soutenus par la Région. Valorisation de l'action de la région en faveur du court-métrage.

Coût : 4 000 € (inclus depuis 2009 à la subvention annuelle de la Pellicule Ensorcelée).
Et prise en charge directe du « Pot » 800 € et carton d'invitation et un flyer.

LORRAINE

En plus de la reconduction des actions 2015, Image est a déjà initié des projections Grand est – soirée court métrage, programmation de films long métrage Alsacien. Image est a aussi organiser lors des rencontre une table ronde autour de la valorisation des œuvres soutenues, il étendra aussi son action du mois des films au Grand est. Pour ces raisons, nous avons accentué notre part régionale sur ce volet et sollicitons une revalorisation du CNC (programme ci joint)

ALSACE

En plus de la reconduction des actions de 2015, les opérateurs ont maintenu leurs actions, référencement, annuaire papier et en ligne, projection de la production régionales avec un système opérant pour les ayants droits et diffuseurs, projections aussi en lycées, sélection d'un film régional dans le programme LAAC, organisation de l'avant-première parisienne de « Baden-Baden » (soutenu en écriture – développement – production), mise en œuvre d'un projet de valorisation des tournages de fiction cinéma sur le territoire, à destination des lycéens, enseignants, exploitants.
Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg, via le Cinéma Odyssée, continue à valoriser la production régionale, à raison de 10 séances annuelles proposées au grand public en présence des équipes.

NOUVEAU PROJET 2016

La sollicitation de la Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, au titre de la valorisation et à la diffusion des œuvres tournées ou produites en région, permettra de :

- Identifier et réunir (en permettant leur prise en charge et leur implication) :
    - les différents partenaires des ex-territoires composant la nouvelle Région (institutionnels et opérateurs), actifs par leurs initiatives à la réalisation de cet objectif commun ;
    - les « nouveaux » partenaires potentiels intéressés par cette opération, en y inscrivant ou en y développant de nouveaux projets ;
- Identifier les actions menées, leurs objectifs, leurs caractéristiques, les calendriers d'action ou de mise en œuvre, les points de convergence ;
- Conclure, collectivement, un programme cohérent d'actions complémentaires entre opérateurs, qui pourrait comporter les axes suivants :
    - Référencement et suivi des soutiens régionaux en faveur :
        - Du long métrage
        - Du court métrage
        - Du documentaire audiovisuel et nouveaux medias
        - De la fiction audiovisuelle et nouveaux medias
        - Des projets d'animation
    - Valorisation de ces projets auprès des exploitants, des diffuseurs, des scolaires, du grand public, …
    - Liens entre dispositifs d'éducation à l'image et production régionale
    - Lien entre diffusion via les festivals et production régionale

72

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Prestations de maintenance et d'entretien technique des établissements culturels du secteur de la Presqu'île André MALRAUX - approbation d'un groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg.

Il existe actuellement deux marchés qui regroupent une prestation de maintenance multitechnique et des prestations multiservices, pour chacun des sites gérés par la Direction de la Culture :

- depuis 2007, pour la cité de la musique et de la danse, avec maintenance multitechnique, sécurité incendie et nettoyage
- depuis 2009, pour la médiathèque André Malraux, avec maintenance multitechnique, sécurité incendie et gardiennage.

Les différents types de prestations très spécialisées, étant gérés en groupement d'opérateurs économiques, il est apparu souhaitable de dissocier les prestations de maintenance multitechnique des prestations de services classiques, pour faciliter la rupture de contrat en cas de défaillance de l'une des composantes du groupement.

Après concertation avec la Direction de la culture, il a été décidé de ne relancer que les prestations de maintenance multitechniques, les prestations multiservices ayant été intégrées aux marchés internes de la Direction des Ressources Logistiques, ce qui permettra également d'avoir des prix plus attractifs.

Le marché de maintenance multi-technique de la Médiathèque André Malraux arrive à échéance au 31 mai 2017. Il y a donc lieu de le relancer pour l'année 2017 et les années suivantes.

De manière à obtenir des offres plus pertinentes d'un point de vue de la réactivité et des coûts, il est apparu opportun de regrouper au sein d'un même marché de maintenance multitechnique, les sites culturels proches :

- Médiathèque André Malraux (surface : 18 100 m²)
- Cité de la musique et de la danse (surface : 14 079 m²)
- Nouvelles Archives (surface : 7 800 m²)

- Shadok (surface : 2 785 m²)

Cette même échéance avait déjà été prise en compte, lors du renouvellement du marché de la cité de la musique et de la danse (fin du marché actée au 30 juin 2017). Pour les deux autres sites (Nouvelles Archives et Shadok), il n'y a pas de contraintes contractuelles, en ce sens où leurs prestations de maintenance ont été assurées jusqu'alors via les marchés annuels du service maintenance bâtiment.
Par le groupement de commandes, ces derniers bénéficieront du même niveau de prestations que les deux grandes structures et ce pour un coût attractif et maitrisé.

Ce regroupement concernant des établissements relevant à la fois de la Ville (Cité de la Musique et de la Danse et Shadok) et de l'Eurométropole (Médiathèque André Malraux et Nouvelles Archives), un groupement de commandes associant les deux collectivités est le seul moyen de conclure un seul marché

Il est donc proposé à la Commission plénière du Conseil d'Eurométropole d'autoriser la passation et la signature d'un marché public unique de maintenance multitechnique portant sur les 4 sites susvisés et d'autoriser le groupement de commandes nécessaire à la passation de ce marché. L'Eurométropole de Strasbourg est désignée comme le coordonnateur du groupement.

Ce marché sera passé sur la base d'une procédure formalisée en appel d'offres, pour une durée maximale de quatre ans, à prix mixtes (part forfaitaire et part à bons de commande).

Le montant annuel des dépenses pour le compte de la Ville est estimé à 282 000 € HT (145 000 € HT part forfaitaire – 137 000€ HT part à bon de commande).
Le montant annuel des dépenses pour le compte de l'Eurométropole est estimé à 360 000 € HT (205 000 € HT part forfaitaire – 155 000 € HT part à bon de commande) soit 2 568 000 € HT toute collectivité confondues, pour la durée totale du marché.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg dont l'Eurométropole de Strasbourg assurera la mission de coordinateur,*

- *la passation, après mise en concurrence, pour une durée de 4 ans, d'un marché public pour la réalisation de prestations de maintenance et d'entretien technique pour les* **établissements culturels du secteur de la Presqu'île André MALRAUX** *pour un montant annuel estimé à 360 000 € HT pour l'Eurométropole et 282 000 € HT pour la ville de Strasbourg,*

décide

l'imputation des dépenses sur les crédits à inscrire dans les budgets ultérieurs sur les lignes :

Médiathèque : AU14E 313/6156 – 313/615221
Archives : LO09B 315/6156 – 315/615221

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer avec la ville de Strasbourg, pour les travaux et prestations concernés, la convention jointe en annexe,*

- *à exécuter le marché résultant du groupement de commandes et concernant l'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Ville de Strasbourg **Eurométropole de Strasbourg**

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg

Article 28. III de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics

Le groupement de commandes est constitué :

Entre
L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 septembre 2016.

Et
La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2016.

pour l'exécution de travaux et prestations de services de Maintenance et entretien technique des **établissements culturels du secteur de la Presqu'île André MALRAUX** .

SOMMAIRE

Préambule 2
Article 1 : Constitution du groupement 2
Article 2 : Objet du groupement 2
Article 3 : Organes du groupement..... 3
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 3
Article 5 : Responsabilité 4
Article 6 : Fin du groupement 4
Article 7 : Règlement des différends entre les parties 4

Préambule

Il existe actuellement deux marchés qui regroupent une prestation de maintenance multitechnique et des prestations multiservices, pour chacun des deux sites gérés par la Direction de la Culture (la cité de la musique et de la danse, avec maintenance multitechnique, sécurité incendie et nettoyage et la médiathèque André Malraux, avec maintenance multitechnique, sécurité incendie et gardiennage.

Pour faciliter la rupture de contrat en cas de défaillance de l'une des composantes du groupement, il a été décidé de ne relancer que les prestations de maintenance multitechniques, les prestations multiservices ayant été intégrées aux marchés internes de la Direction des Ressources logistiques.

De manière à obtenir des offres plus pertinentes d'un point de vue de la réactivité et des coûts, il est apparu opportun d'ajouter deux nouveaux sites proches au sein du même marché de maintenance multitechnique : Nouvelles Archives et Shadok.

L'ensemble des travaux et prestations de services acquis est identique pour l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun.
Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :
- Un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- Une gestion opérationnelle simplifiée

L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics , et plus particulièrement son article 28 encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.
Les partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes la plus médiane, préservant en phase d'exécution l'autonomie de gestion des adhérents. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de **L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics**, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie le marché. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution.
Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le **L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics**, notamment son article 28, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 28.III **L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics**, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation d'un marché publicrelatif à la *Maintenance et entretien technique des* **établissements culturels du secteur de la Presqu'île André MALRAUX** .

Ce marché est destiné à couvrir les besoins de maintenance sur les 4 sites (Cité de la Musique et de la Danse, Shadok, Médiathèque André Malraux et Nouvelles Archives)

En application des articles 65 à 74 et 78 à 80 du Code des marchés publics, le marché à conclure sera passé selon une procédure formalisée sous la forme d'un marché à prix mixtes (soit en partie sur la base d'un montant ordinaire et en partie sur bons de commande). Ce marché s'étendra sur une période qui ne pourra excéder quatre années.

L'estimation budgétaire y afférente pour la durée du marché est de :

Maintenance et entretien technique des établissements culturels du secteur de la Presqu'île André MALRAUX
- maxi : 2 568 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les deux entités est estimée comme suit :
- 1 128 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 1 440 000 € HT maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier le marché considéré, conformément aux termes de l'article 28.III **de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics** .
En application de l'article 28.III de l**'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics**, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir le titulaire du marché. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	**Suppléants**
HERTZOG Jean-Luc	ROZANT Edith
BEY Françoise	KOCH Patrick
KREYER Céleste	PEIROTES Edith
CUTAJAR Chantal	MEYER Paul
SCHULTZ Eric	QUEVA Michèle

Le Représentant de l'acheteur et Président de la Commission d'appel d'offres est
BEUTEL Jean-Marie

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des membres du groupement. Il transmet le marché aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg, les informations relatives au déroulement du marché. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;

- d’assurer l’ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l’avis d’appel public à la concurrence et d’attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d’appels d’offres..) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires du marché en ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier le marché ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d’informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application de l’article 99 du **Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics** ;
- de transmettre et de s’assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé son partenaire sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché, et en particulier à informer son partenaire de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, l’Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification du marché.
La présente convention peut être résiliée en cas de problème d’exécution, de dépassements excessifs du montant du marché par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution du marché.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l’occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.
La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Le Président de l’Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

73

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Approbation d'un groupement de commande entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame et conclusion d'un accord cadre portant sur des études de maîtrise d'œuvre.

La présente délibération porte sur la constitution d'un groupement de commande entre la ville de Strasbourg, la Fondation de l'Œuvre Notre Dame et l'Eurométropole de Strasbourg pour la conclusion d'un accord-cadre portant sur les études de maîtrise d'œuvre.

L'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame ont recours de façon récurrente, dans le cadre de leurs missions, à des maîtrises d'œuvre externes dans le cadre d'opérations de construction, de restructuration et de rénovation de bâtiments avec ou sans démolition.

Ces prestations étant communes à l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun.

Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les trois collectivités sous la coordination de la ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- une gestion opérationnelle simplifiée.

Le groupement de commandes sera constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Œuvre Notre Dame et régi par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et plus particulièrement son article 28 encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les missions de maitrise d'œuvre visées dans l'accord cadre portent sur la construction d'ouvrages de bâtiments neufs, la rénovation et la restructuration d'ouvrages existants avec ou sans démolition.

En application des articles 65 à 74 et 78 à 80 du Code des marchés publics, l'accord cadre sera passé selon une procédure formalisée. L'accord cadre ne comportera ni minima, ni maxima.

L'accord cadre sera établi pour une période de 24 mois, renouvelable une fois.

Le montant des honoraires résultant des marchés subséquents à l'accord cadre sera imputé sur l'autorisation de programme du projet ou sur les crédits récurrents concernés, suivant la nature de l'opération.

La constitution de l'accord cadre portera sur deux lots distincts détaillés ci-après :

- LOT 01 : Etudes de maîtrise d'œuvre ponctuelles portant sur la construction d'ouvrages de bâtiments neufs, la rénovation et la restructuration d'ouvrages existants avec ou sans démolition pour un coût prévisionnel allant jusqu'à 100 000 € HT,
- LOT 02 : Etudes de maîtrise d'œuvre ponctuelles portant sur la construction d'ouvrages de bâtiments neufs, la rénovation et la restructuration d'ouvrages existants avec ou sans démolition pour un coût prévisionnel compris entre 100 000 et 500 000 € HT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *la constitution d'un accord cadre pour le lot 01 : études de maîtrise d'œuvre ponctuelles portant sur la construction d'ouvrages de bâtiments neufs, la rénovation et la restructuration d'ouvrages existants avec ou sans démolition pour un coût prévisionnel allant jusqu'à 100 000 € HT,*

- *la constitution d'un accord cadre pour le lot 02 : études de maîtrise d'œuvre ponctuelles portant sur la construction d'ouvrages de bâtiments neufs, la rénovation et la restructuration d'ouvrages existants avec ou sans démolition pour un coût prévisionnel compris entre 100 000 et 500 000 € HT ;*

approuve

la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Oeuvre Notre-Dame dont la ville de Strasbourg assurera la mission de coordinateur,

Cette convention portera sur la mise en place d'un accord cadre pour des études de maitrise d'œuvre dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commande avec la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, convention dont la copie est jointe en annexe. La ville de Strasbourg aura en charge le traitement des phases allant de la gestion des procédures de consultation jusqu'à la notification des marchés*,

- *à exécuter et régler les marchés subséquents résultant du groupement de commandes et concernant l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir, de permis de construire et/ou des autorisations administratives.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

VILLE DE STRASBOURG **EUROMETROPOLE DE STRASBOURG** **FONDATION OEUVRE NOTRE DAME**

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'œuvre Notre Dame et l'Eurométropole de Strasbourg

Article 28. III de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et plus particulièrement son article 28 encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 novembre 2015,

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2015

Et

La Fondation de l'Œuvre Notre Dame de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, administrateur agissant en application de l'article 2 de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII et de la délibération du 20 novembre 2015.

Un groupement de commandes pour la passation d'un Accord Cadre de maîtrise d'œuvre visant l'exécution de missions de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'opérations construction d'ouvrages de bâtiments neufs, la rénovation et la restructuration d'ouvrages existants, avec ou sans démolition, portées par la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'œuvre Notre Dame, et l'Eurométropole de strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule..... 3
Article 1 : Constitution du groupement..... 3
Article 2 : Objet du groupement..... 3
Article 3 : Organes du groupement..... 4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur..... 4
Article 5 : Responsabilité..... 5
Article 6 : Fin du groupement..... 5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties..... 5

Préambule

L'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame ont recours de façon récurrente, dans le cadre de leurs missions, à des maîtrises d'œuvre externes dans le cadre d'opérations de construction, de restructuration et de rénovation de bâtiments avec ou sans démolition.

Ces prestations étant communes à l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les trois collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- Un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- Une gestion opérationnelle simplifiée.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la fondation de l'œuvre Notre Dame un groupement de commandes régi par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et plus particulièrement son article 28 encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation d'un Accord Cadre portant sur des missions de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'opérations de construction, de restructuration et de rénovation de bâtiments, avec ou sans démolition.

Cet Accord Cadre est destiné à couvrir les besoins de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti dans le cadre de ses missions.

En application des articles 65 à 74 et 78 à 80 du Code des marchés publics, le marché à conclure sera passé selon une procédure formalisée.

L'Accord Cadre s'étendra sur une période initiale de 2 ans reconductible une fois.

La constitution de l'Accord Cadre se fera sans minima, ni maxima.

La constitution de l'Accord Cadre portera sur deux lots distincts détaillés ci-après :

- Lot 01 : études de maîtrise d'œuvre ponctuelles portant sur la démolition d'ouvrages, la construction d'ouvrages de bâtiments neufs, la rénovation d'ouvrages de bâtiments existants pour un coût prévisionnel allant jusqu'à 100 000 €HT,
- Lot 02 : études de maîtrise d'œuvre ponctuelles portant sur la démolition d'ouvrages, la construction d'ouvrages de bâtiments neufs, la rénovation d'ouvrages de bâtiments existants pour un coût prévisionnel compris entre 100 000 et 500 000 €HT.

Les montants d'honoraires résultant des marchés subséquents de l'Accord Cadre seront imputés sur l'autorisation de programme du projet ou sur les crédits récurrents concernés, suivant la nature de l'opération.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'œuvre Notre Dame et l'Eurométropole de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier le marché considéré, conformément aux termes de l'article 28.III **de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics** .

En application de l'article 28.III de l**'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics**, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir le titulaire du marché. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	**Suppléants**
Xxxxxxxx	Xxxxxxxx
Xxxxxxxx	Xxxxxxxx
Xxxxxxxx	Xxxxxxxx
Xxxxxxxx	Xxxxxxxx
Xxxxxxxx	Xxxxxxxx

Le Représentant du Pouvoir adjudicateur et Président de la Commission d'appel d'offres est Chantal CUTAJAR.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des membres du groupement. Il transmet le marché aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'œuvre Notre Dame et de l'Eurométropole de Strasbourg, les informations relatives au déroulement du marché. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres..) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'adhérent les documents nécessaires du marché en ce qui le concerne ;
- de signer et de notifier l'Accord Cadre ;
- de signer et de notifier les Marchés Subséquents qui en découlent ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application de l'article 99 du **Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics** ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé les partenaires sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché, et en particulier à informer les partenaires de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'œuvre Notre Dame et de l'Eurométropole de Strasbourg pourront demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'œuvre Notre Dame et/ou de l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin au terme de la période de validité de l'Accord Cadre.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant du marché par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution du marché.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Robert HERRMANN
Président de l'Eurométropole de Strasbourg

LA VILLE DE STRASBOURG

Roland RIES
Maire de Strasbourg

LA FONDATION DE L'OEUVRE NOTRE-DAME

Roland RIES
Administrateur

74

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Signature tripartite de la convention de gestion des aires d'accueil des gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg exerce de plein droit depuis la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 la compétence «gens du voyage » et gère à ce titre les aires d'accueil permanentes qui participent à ce dispositif.

L'Eurométropole de Strasbourg perçoit à ce titre des subventions de fonctionnement qui contribuent ainsi aux charges d'exploitation de ces équipements publics.

- de l'État dénommée « aide au logement temporaire 2 » (ALT2) prévue par l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale et les articles R.851-2, R.851-5, R.851-6
- du Département du Bas-Rhin.

En contrepartie du versement de ces deux aides, l'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité de gestionnaire s'engage :

- à accueillir dans son aire d'accueil des personnes dites gens du voyage et dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles terrestres ;
- à ce que son aire d'accueil soit aménagée, entretenue et conforme au décret n °2001-569 relatif aux normes techniques applicables ;
- à ce que ses usagers puissent bénéficier d'actions à caractère social et socio-éducatif.

L'aire d'accueil dispose, en particulier, des intervenants suivants :

- régisseur et agent technique : accueil, formalités d'installation, encaissement des redevances, alerte en cas de dysfonctionnement et maintenance des équipements ;
- coordonnateur social : orientation des familles vers les partenaires de droit commun.

Modalités de calcul des subventions :

Elles sont régies par l'article L 851-1du code de la sécurité sociale modifié le 4 février 2015 et se déclinent ainsi :

RAPPEL DES MONTANTS DES AIDES	
Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)	***Etat :*** *88,30 €/place/mois*
	Département : *42,68 €/place/mois*
Montant <u>maximal</u> de l'aide prévisionnelle au titre de l'occupation mensuelle (part variable) calculée en fonction de l'occupation des aires d'accueil	***Etat :*** *44,15 €/place/mois*
	Département : *21,35/place/mois*

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'une convention annuelle tripartite entre l'Etat, le Conseil départemental et l'Eurométropole de Strasbourg, qui récapitule les droits et obligations des parties, fixe le montant et les modalités de versement de l'aide et les régularisations éventuelles, et prévoit la pérennisation d'un comité de suivi associant différents partenaires.

En début d'exercice annuel de l'année N plus 1 est proposé au vote de la commission permanente le bilan des conventions de l'année précédente, le réajustement financier s'il y a lieu ainsi que la signature de la nouvelle convention pour l'année en cours.

Ainsi, pour l'année 2015, le bilan financier des subventions s'établit ainsi :

	Prévisionnel 2015			**Réalisé 2015**			
Aire d'accueil	**Etat**	**Conseil Dép**	**Total/aire**	**Taux d'occ. retenu %**	**Etat**	**Conseil Dép**	**Total/aire**
B-H-LW*	62 471,90 €	30 200,24 €	**92 672,14 €**	84,83**%**	61 870,20 €	29 909,25 €	**91 779,45 €**
Schiltigheim	60 234,55 €	29 118,31 €	**89 352,86 €**	80,36 **%**	60 542,17 €	29 439,74 €	**89 981,91 €**
Vendenheim	49 145,84 €	23 757,96 €	**72 903,80 €**	87,12**%**	49 240,35 €	24 266, 93 €	**49 240,35 €**
Strasbourg	60 912,17 €	29 446,47 €	**90 358,63 €**	92,52**%**	60 441,07 €	29 218,65 €	**89 659,72 €**
Eckbolsheim	36 276,47 €	17 536,77 €	**53 813,23 €**	72,83**%**	34 690,88 €	16 770,01 €	**51 460,89 €**
Ostwald -Lingolsheim	60 516,93 €	29 254,86 €	**89 771,80 €**	76,95**%**	60 158,53 €	29 081,54 €	**89 240,07 €**
Geispolsheim	54 848,07 €	26 514,48 €	**81 362,56 €**	46,83**%**	45 270,17 €	21 883,51 €	**67 153,68 €**
Illkirch-Graffenstaden	37 960,17 €	18 350,73 €	**56 310,90 €**	86,63**%**	37 964,14 €	18 352,65 €	**56 316,79 €**
TOTAL	**422 366,10 €**	**204 179,82 €**	**626 545,92 €**	**78,51%**	**410 177,49 €**	**198 922,28 €**	**609 099, 77 €**

**B-H-LW = Bischheim-Hoenheim-La Wantzenau*

Le différentiel entre le prévisionnel et le réalisé 2015 s'élève respectivement à 12188,61€ pour l'Etat et à 5257,54€ pour le Conseil départemental soit un total de moins perçu de **17446,15€.**
Cette différence s'explique essentiellement par une moindre occupation de l'aire de Geispolsheim, fermée pour de gros travaux de réhabilitation pendant une partie de l'année.

Pour l'année 2016, les subventions calculées de façon prévisionnelle se décomposent ainsi :

Aire d'accueil	Etat	Conseil Dép	Total/aire
B-H-LW*	62 172,14 €	30 055,28 €	**92 227,42 €**
Schiltigheim	61 222,89 €	29 596,25 €	**90 819,14 €**
Vendenheim	49 801, 46 €	24 075,01 €	**73 876, 47 €**
Strasbourg	60 374,95 €	29 186,68 €	**89 561,63 €**
Eckbolsheim	35 226, 19 €	17 028,88 €	**52 255, 07 €**
Ostwald-Lingolsheim	60 432,22 €	29 213,89 €	**89 646,11 €**
Geispolsheim	52 493,80 €	25 376,01 €	**77 869,81 €**
Illkirch-Graffenstaden	38 174,74 €	18 454,49 €	**56 629,23 €**
TOTAL	**419 898,39 €**	**202 986,49** €	**622 884,88€**

**B-H-LW = Bischheim-Hoenheim-La Wantzenau*

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5217-2,I, 3°
vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L 851-1
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion de la convention tripartite annuelle relative au versement des aides au fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg, entre l'Etat, le Conseil départemental et l'Eurométropole de Strasbourg.

autorise le Président, ou son représentant :

- *à signer la convention susmentionnée pour la période du 1 janvier au 31 décembre 2016,*
- *à percevoir toutes les subventions y afférentes.*

décide

d'imputer ces recettes respectivement au compte AS09B-74718-524 (Etat) et au compte AS09B-7473-524 (Conseil Départemental).

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

ANNEXE 1

Aire d'accueil de Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau

1. Description de l'aire d'accueil

Localisation (adresse) :	Rue des Trois Maires 67800 HOENHEIM
Nombre de places disponibles :	**41 places**
Gestionnaire (adresse, SIRET)	EUROMETROPOLE de STRASBOURG Service Gens du Voyage 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex SIRET : 246 700 488 00017
Gestionnaire délégué (adresse, SIRET)	/
Superficie moyenne des places	75 m²
Equipements disponibles (sanitaires, borne eau et électricité, locaux)	Bloc sanitaire individualisé (bâtiment) comprenant : WC – Douche – Lavabo - Electricité
Modalités d'accueil (horaires 6 jours /7) :	Du lundi au vendredi de 07:15 à 12:00 et de 13:00 à 16:15 Le samedi de 08:00 à 12:00

2. Interventions réalisées sur l'aire d'accueil

Missions	Réalisées par :	ETP
Accueil	Gestionnaires	0,73
Formalités d'installation		
Perception des redevances et de la caution		
Maintenance technique des équipements	Agents de maintenance technique	0,88
Entretien de l'aire		
Mission de coordonnateur social	Coordinatrices Sociales	0,36

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

ANNEXE 1

Aire d'accueil de Geispolsheim

1. Description de l'aire d'accueil

Localisation (adresse) :	Route de Lingolsheim 67118 GEISPOLSHEIM
Nombre de places disponibles :	37 places
Gestionnaire (adresse, SIRET)	EUROMETROPOLE de STRASBOURG Service Gens du Voyage 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex SIRET : 246 700 488 00017
Gestionnaire délégué (adresse, SIRET)	/
Superficie moyenne des places	75 m²
Equipements disponibles (sanitaires, borne eau et électricité, locaux)	Bloc sanitaire (bâtiment) comprenant : WC – Douche – Lavabo - Electricité
Modalités d'accueil (horaires 6 jours /7) :	Du lundi au vendredi de 07:15 à 12:00 et de 13:00 à 16:15 Le samedi de 08:00 à 12:00

2. Interventions réalisées sur l'aire d'accueil

Missions	Réalisées par :	ETP
Accueil	Gestionnaires	0,66
Formalités d'installation		
Perception des redevances et de la caution		
Maintenance technique des équipements	Agents de maintenance technique	0,79
Entretien de l'aire		
Mission de coordonnateur social	Coordinatrices Sociales	0,33

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

ANNEXE 1

Aire d'accueil de Schiltigheim

1. Description de l'aire d'accueil

Localisation (adresse) :	Allée des pêcheurs ZA de la Vogelau 67300 SCHILTIGHEIM
Nombre de places disponibles :	41 places
Gestionnaire (adresse, SIRET)	EUROMETROPOLE de STRASBOURG Service Gens du Voyage 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex SIRET : 246 700 488 00017
Gestionnaire délégué (adresse, SIRET)	/
Superficie moyenne des places	75 m²
Equipements disponibles (sanitaires, borne eau et électricité, locaux)	Bloc sanitaire (bâtiment) comprenant : WC – Douche – Lavabo - Electricité
Modalités d'accueil (horaires 6 jours /7) :	Du lundi au vendredi de 07:15 à 12:00 et de 13:00 à 16:15 Le samedi de 08:00 à 12:00

2. Interventions réalisées sur l'aire d'accueil

Missions	Réalisées par :	ETP
Accueil	Gestionnaires	0,73
Formalités d'installation		
Perception des redevances et de la caution		
Maintenance technique des équipements	Agents de maintenance technique	0,88
Entretien de l'aire		
Mission de coordonnateur social	Coordinatrices Sociales	0,36

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

ANNEXE 1

Aire d'accueil de Strasbourg (rue de Dunkerque)

1. Description de l'aire d'accueil

Localisation (adresse) :	12 rue de Dunkerque 67000 STRASBOURG
Nombre de places disponibles :	39 places
Gestionnaire (adresse, SIRET)	EUROMETROPOLE de STRASBOURG Service Gens du Voyage 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex SIRET : 246 700 488 00017
Gestionnaire délégué (adresse, SIRET)	/
Superficie moyenne des places	75 m²
Equipements disponibles (sanitaires, borne eau et électricité, locaux)	Bloc sanitaire (bâtiment) comprenant : WC – Douche – Lavabo - Electricité
Modalités d'accueil (horaires 6 jours /7) :	Du lundi au vendredi de 07:15 à 12:00 et de 13:00 à 16:15 Le samedi de 08:00 à 12:00

2. Interventions réalisées sur l'aire d'accueil

Missions	Réalisées par :	ETP
Accueil	Gestionnaires	0,69
Formalités d'installation		
Perception des redevances et de la caution		
Maintenance technique des équipements	Agents de maintenance technique	0,83
Entretien de l'aire		
Mission de coordonnateur social	Coordinatrices Sociales	0,35

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

ANNEXE 1

Aire d'accueil d'Illkirch-Graffenstaden

1. Description de l'aire d'accueil

Localisation (adresse) :	Route d'Eschau 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
Nombre de places disponibles :	**27 places**
Gestionnaire (adresse, SIRET)	EUROMETROPOLE de STRASBOURG Service Gens du Voyage 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex SIRET : 246 700 488 00017
Gestionnaire délégué (adresse, SIRET)	/
Superficie moyenne des places	75 m²
Equipements disponibles (sanitaires, borne eau et électricité, locaux)	Bloc sanitaire (bâtiment) comprenant : WC – Douche – Lavabo - Electricité
Modalités d'accueil (horaires 6 jours /7) :	Du lundi au vendredi de 07:15 à 12:00 et de 13:00 à 16:15 Le samedi de 08:00 à 12:00

2. Interventions réalisées sur l'aire d'accueil

Missions	Réalisées par :	ETP
Accueil	Gestionnaires	0,48
Formalités d'installation		
A recalculer Perception des redevances et de la caution		
Maintenance technique des équipements	Agents de maintenance technique	0,57
Entretien de l'aire		
Mission de coordonnateur social	Coordinatrices Sociales	0,24

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

ANNEXE 1

Aire d'accueil de Vendenheim

1. Description de l'aire d'accueil

Localisation (adresse) :	1 rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM
Nombre de places disponibles :	33 places
Gestionnaire (adresse, SIRET)	EUROMETROPOLE de STRASBOURG Service Gens du Voyage 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex SIRET : 246 700 488 00017
Gestionnaire délégué (adresse, SIRET)	/
Superficie moyenne des places	75 m²
Equipements disponibles (sanitaires, borne eau et électricité, locaux)	Bloc sanitaire (bâtiment) comprenant : WC – Douche – Lavabo - Electricité
Modalités d'accueil (horaires 6 jours /7) :	Du lundi au vendredi de 07:15 à 12:00 et de 13:00 à 16:15 Le samedi de 08:00 à 12:00

2. Interventions réalisées sur l'aire d'accueil

Missions	Réalisées par :	ETP
Accueil	Gestionnaires	0,59
Formalités d'installation		
Perception des redevances et de la caution		
Maintenance technique des équipements	Agents de maintenance technique	0,70
Entretien de l'aire		
Mission de coordonnateur social	Coordinatrices Sociales	0,29

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

ANNEXE 1

Aire d'accueil d'Eckbolsheim

1. Description de l'aire d'accueil

Localisation (adresse) :	Rue de Lingolsheim Chemin rural dit "Steglachweg" 6721 ECKBOLSHEIM
Nombre de places disponibles :	24 places
Gestionnaire (adresse, SIRET)	EUROMETROPOLE de STRASBOURG Service Gens du Voyage 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex SIRET : 246 700 488 00017
Gestionnaire délégué (adresse, SIRET)	/
Superficie moyenne des places	75 m²
Equipements disponibles (sanitaires, borne eau et électricité, locaux)	Bloc sanitaire (bâtiment) comprenant : WC – Douche – Lavabo - Electricité
Modalités d'accueil (horaires 6 jours /7) :	Du lundi au vendredi de 07:15 à 12:00 et de 13:00 à 16:15 Le samedi de 08:00 à 12:00

2. Interventions réalisées sur l'aire d'accueil

Missions	Réalisées par :	ETP
Accueil	Gestionnaires	0,43
Formalités d'installation		
Perception des redevances et de la caution		
Maintenance technique des équipements	Agents de maintenance technique	0,51
Entretien de l'aire		
Mission de coordonnateur social	Coordinatrices Sociales	0,21

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

Eurométropole de STRASBOURG

Conseil Départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

ANNEXE 1

Aire d'accueil d'Ostwald-Lingolsheim

1. Description de l'aire d'accueil

Localisation (adresse) :	Chemin de la Colonie 67540 OSTWALD
Nombre de places disponibles :	41 places
Gestionnaire (adresse, SIRET)	EUROMETROPOLE de STRASBOURG Service Gens du Voyage 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex SIRET : 246 700 488 00017
Gestionnaire délégué (adresse, SIRET)	/
Superficie moyenne des places	75 m²
Equipements disponibles (sanitaires, borne eau et électricité, locaux)	Bloc sanitaire (bâtiment) comprenant : WC – Douche – Lavabo - Electricité
Modalités d'accueil (horaires 6 jours /7) :	Du lundi au vendredi de 07:15 à 12:00 et de 13:00 à 16:15 Le samedi de 08:00 à 12:00

2. Interventions réalisées sur l'aire d'accueil

Missions	Réalisées par :	ETP
Accueil	Gestionnaires	0,73
Formalités d'installation		
Perception des redevances et de la caution		
Maintenance technique des équipements	Agents de maintenance technique	0,88
Entretien de l'aire		
Mission de coordonnateur social	Coordinatrices Sociales	0,36

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

ANNEXE 2 BISCHHEIM-HOENHEIM-LA WANTZENAU

Conseil départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

MONTANTS FIXES ET VARIABLES DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT

Au titre de l'année : 2016

Gestionnaire EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex
SIRET : 246 700 488 00017
Robert HERRMANN, Président
Service Gens du Voyage - Florence PELLEGRINI, Cheffe de Service

Aire Rue des Trois Maires - 67800 HOENHEIM
41 places

MOIS	Nombre de places conformes	Nombre de places effectivement disponibles	Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)			Montant variable de l'aide au titre de l'occupation mensuelle (part variable)				**TOTAL**
			Etat (88,30 € par place)	Département (42,68 € par place)	Part fixe totale	Taux d'occupation mensuel prévisionnel	Etat (44,15 € par place x taux d'occupation)	Département (21,35 € par place x taux d'occupation)	Part variable totale	
Janvier	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Février	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Mars	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Avril	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Mai	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Juin	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Juillet	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Août	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Septembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Octobre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Novembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
Décembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	86,22%	1 560,71 €	754,73 €	2 315,44 €	7 685,62 €
TOTAL			43 443,60 €	20 998,56 €	64 442,16 €		18 728,54 €	9 056,72 €	27 785,26 €	92 227,42 €

Moyenne des taux d'occupation retenus	(87,60% + 84,83%)/2	**86,22%**	**Etat**	**Département**	**Total**
Montant annuel retenu pour la part fixe			**43 443,60 €**	**20 998,56 €**	**64 442,16 €**
Montant annuel provisionnel pour la part variable			**18 728,54 €**	**9 056,72 €**	**27 785,26 €**
Total annuel provisionnel			**62 172,14 €**	**30 055,28 €**	**92 227,42 €**
Montant mensuel provisionnel à verser par l'Etat (douzième à verser par la CAF)			**5 181,01 €**		

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

ANNEXE 2 STRASBOURG, rue de Dunkerque

Conseil départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

MONTANTS FIXES ET VARIABLES DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT

Au titre de l'année : 2016

Gestionnaire EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex
SIRET : 246 700 488 00017
Robert HERRMANN, Président
Service Gens du Voyage - Florence PELLEGRINI, Cheffe de Service

Aire 12 rue de Dunkerque - 67000 STRASBOURG
39 places

MOIS	Nombre de places conformes	Nombre de places effectivement disponibles	Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)			Montant variable de l'aide au titre de l'occupation mensuelle (part variable)				**TOTAL**
			Etat (88,30 € par place)	Département (42,68 € par place)	Part fixe totale	Taux d'occupation mensuel prévisionnel	Etat (44,15 € par place x taux d'occupation)	Département (21,35 € par place x taux d'occupation)	Part variable totale	
Janvier	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Février	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Mars	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Avril	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Mai	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Juin	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Juillet	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Août	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Septembre	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Octobre	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Novembre	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
Décembre	39	39	3 443,70 €	1 664,52 €	5 108,22 €	92,20%	1 587,55 €	767,70 €	2 355,25 €	7 463,47 €
TOTAL			41 324,40 €	19 974,24 €	61 298,64 €		19 050,55 €	9 212,44 €	28 262,99 €	89 561,63 €

			Etat	**Département**	**Total**
Moyenne des taux d'occupation retenus	(91,88% + 92,52%)/2	**92,20%**			
Montant annuel retenu pour la part fixe			**41 324,40 €**	**19 974,24 €**	**61 298,64 €**
Montant annuel provisionnel pour la part variable			**19 050,55 €**	**9 212,44 €**	**28 262,99 €**
Total annuel provisionnel			**60 374,95 €**	**29 186,68 €**	**89 561,63 €**
Montant mensuel provisionnel à verser par l'Etat (douzième à verser par la CAF)			**5 031,25 €**		

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

ANNEXE 2 ECKBOLSHEIM

Conseil départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

MONTANTS FIXES ET VARIABLES DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT

Au titre de l'année : 2016

Gestionnaire EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex
SIRET : 246 700 488 00017
Robert HERRMANN, Président
Service Gens du Voyage - Florence PELLEGRINI, Cheffe de Service

Aire Rue de Lingolsheim - Chemin rural dit "Steglachweg" - 6721 ECKBOLSHEIM
24 places

MOIS	Nombre de places conformes	Nombre de places effectivement disponibles	Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)			Montant variable de l'aide au titre de l'occupation mensuelle (part variable)				**TOTAL**
			Etat (88,30 € par place)	Département (42,68 € par place)	Part fixe totale	Taux d'occupation mensuel prévisionnel	Etat (44,15 € par place x taux d'occupation)	Département (21,35 € par place x taux d'occupation)	Part variable totale	
Janvier	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Février	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Mars	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Avril	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Mai	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Juin	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Juillet	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Août	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Septembre	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Octobre	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Novembre	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
Décembre	24	24	2 119,20 €	1 024,32 €	3 143,52 €	77,04%	816,32 €	394,75 €	1 211,07 €	4 354,59 €
TOTAL			25 430,40 €	12 291,84 €	37 722,24 €		9 795,79 €	4 737,04 €	14 532,83 €	52 255,07 €

Moyenne des taux d'occupation retenus	(81,24% + 72,83%)2	**77,04%**	**Etat**	**Département**	**Total**
Montant annuel retenu pour la part fixe			**25 430,40 €**	**12 291,84 €**	**37 722,24 €**
Montant annuel provisionnel pour la part variable			**9 795,79 €**	**4 737,04 €**	**14 532,83 €**
Total annuel provisionnel			**35 226,19 €**	**17 028,88 €**	**52 255,07 €**
Montant mensuel provisionnel à verser par l'Etat (douzième à verser par la CAF)			**2 935,52 €**		

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

ANNEXE 2 GEISPOLSHEIM

Conseil départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

MONTANTS FIXES ET VARIABLES DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT

Au titre de l'année : 2016

Gestionnaire EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex
SIRET : 246 700 488 00017
Robert HERRMANN, Président
Service Gens du Voyage - Florence PELLEGRINI, Cheffe de Service

Aire Route de Lingolsheim - 67118 GEISPOLSHEIM
37 places

MOIS	Nombre de places conformes	Nombre de places effectivement disponibles	Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)			Montant variable de l'aide au titre de l'occupation mensuelle (part variable)				**TOTAL**
			Etat (88,30 € par place)	Département (42,68 € par place)	Part fixe totale	Taux d'occupation mensuel prévisionnel	Etat (44,15 € par place x taux d'occupation)	Département (21,35 € par place x taux d'occupation)	Part variable totale	
Janvier	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Février	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Mars	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Avril	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Mai	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Juin	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Juillet	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Août	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Septembre	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Octobre	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Novembre	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
Décembre	37	37	3 267,10 €	1 579,16 €	4 846,26 €	67,79%	1 107,38 €	535,51 €	1 642,89 €	6 489,15 €
TOTAL			39 205,20 €	18 949,92 €	58 155,12 €		13 288,60 €	6 426,09 €	19 714,69 €	77 869,81 €

Moyenne des taux d'occupation retenus	(88,74% + 46,83%)/2	**67,79%**	**Etat**	**Département**	**Total**
Montant annuel retenu pour la part fixe			**39 205,20 €**	**18 949,92 €**	**58 155,12 €**
Montant annuel provisionnel pour la part variable			**13 288,60 €**	**6 426,09 €**	**19 714,69 €**
Total annuel provisionnel			**52 493,80 €**	**25 376,01 €**	**77 869,81 €**
Montant mensuel provisionnel à verser par l'Etat (douzième à verser par la CAF)			**4 374,48 €**		

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

ANNEXE 2 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Conseil départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

MONTANTS FIXES ET VARIABLES DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT

Au titre de l'année : 2016

Gestionnaire EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex
SIRET : 246 700 488 00017
Robert HERRMANN, Président
Service Gens du Voyage - Florence PELLEGRINI, Cheffe de Service

Aire Route d'Eschau - 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
27 places

MOIS	Nombre de places conformes	Nombre de places effectivement disponibles	Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)			Montant variable de l'aide au titre de l'occupation mensuelle (part variable)				**TOTAL**
			Etat (88,30 € par place)	Département (42,68 € par place)	Part fixe totale	Taux d'occupation mensuel prévisionnel	Etat (44,15 € par place x taux d'occupation)	Département (21,35 € par place x taux d'occupation)	Part variable totale	
Janvier	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Février	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Mars	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Avril	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Mai	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Juin	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Juillet	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Août	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Septembre	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Octobre	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Novembre	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
Décembre	25	25	2 207,50 €	1 067,00 €	3 274,50 €	88,22%	973,73 €	470,87 €	1 444,60 €	4 719,10 €
TOTAL			26 490,00 €	12 804,00 €	39 294,00 €		11 684,74 €	5 650,49 €	17 335,23 €	56 629,23 €

Moyenne des taux d'occupation retenus	(89,81% + 86,63%)/2	**88,22%**	**Etat**	**Département**	**Total**
Montant annuel retenu pour la part fixe			**26 490,00 €**	**12 804,00 €**	**39 294,00 €**
Montant annuel provisionnel pour la part variable			**11 684,74 €**	**5 650,49 €**	**17 335,23 €**
Total annuel provisionnel			**38 174,74 €**	**18 454,49 €**	**56 629,23 €**
Montant mensuel provisionnel à verser par l'Etat (douzième à verser par la CAF)			**3 181,23 €**		

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

ANNEXE 2 OSTWALD-LINGOLSHEIM

Conseil départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

MONTANTS FIXES ET VARIABLES DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT

Au titre de l'année : 2016

Gestionnaire EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex
SIRET : 246 700 488 00017
Robert HERRMANN, Président
Service Gens du Voyage - Florence PELLEGRINI, Cheffe de Service

Aire Chemin de la Colonie - 67540 OSTWALD
41 places

MOIS	Nombre de places conformes	Nombre de places effectivement disponibles	Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)			Montant variable de l'aide au titre de l'occupation mensuelle (part variable)				**TOTAL**
			Etat (88,30 € par place)	Département (42,68 € par place)	Part fixe totale	Taux d'occupation mensuel prévisionnel	Etat (44,15 € par place x taux d'occupation)	Département (21,35 € par place x taux d'occupation)	Part variable totale	
Janvier	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Février	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Mars	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Avril	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Mai	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Juin	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Juillet	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Août	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Septembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Octobre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Novembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
Décembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	78,21%	1 415,72 €	684,61 €	2 100,33 €	7 470,51 €
TOTAL			43 443,60 €	20 998,56 €	64 442,16 €		16 988,62 €	8 215,33 €	25 203,95 €	89 646,11 €

Moyenne des taux d'occupation retenus	(79,47% + 76,95%)/2	**78,21%**	**Etat**	**Département**	**Total**
Montant annuel retenu pour la part fixe			**43 443,60 €**	**20 998,56 €**	**64 442,16 €**
Montant annuel provisionnel pour la part variable			**16 988,62 €**	**8 215,33 €**	**25 203,95 €**
Total annuel provisionnel			**60 432,22 €**	**29 213,89 €**	**89 646,11 €**
Montant mensuel provisionnel à verser par l'Etat (douzième à verser par la CAF)			**5 036,02 €**		

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

ANNEXE 2 SCHILTIGHEIM

Conseil départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

MONTANTS FIXES ET VARIABLES DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT

Au titre de l'année : 2016

Gestionnaire EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex
SIRET : 246 700 488 00017
Robert HERRMANN, Président
Service Gens du Voyage - Florence PELLEGRINI, Cheffe de Service

Aire Allée des pêcheurs - ZA de la Vogelau - 67300 SCHILTIGHEIM
41 places

MOIS	Nombre de places conformes	Nombre de places effectivement disponibles	Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)			Montant variable de l'aide au titre de l'occupation mensuelle (part variable)				**TOTAL**
			Etat (88,30 € par place)	Département (42,68 € par place)	Part fixe totale	Taux d'occupation mensuel prévisionnel	Etat (44,15 € par place x taux d'occupation)	Département (21,35 € par place x taux d'occupation)	Part variable totale	
Janvier	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Février	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Mars	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Avril	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Mai	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Juin	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Juillet	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Août	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Septembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Octobre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Novembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
Décembre	41	41	3 620,30 €	1 749,88 €	5 370,18 €	81,85%	1 481,61 €	716,47 €	2 198,08 €	7 568,26 €
TOTAL			43 443,60 €	20 998,56 €	64 442,16 €		17 779,29 €	8 597,69 €	26 376,98 €	90 819,14 €

Moyenne des taux d'occupation retenus	(83,33% + 80,36%)/2	**81,85%**	**Etat**	**Département**	**Total**
Montant annuel retenu pour la part fixe			**43 443,60 €**	**20 998,56 €**	**64 442,16 €**
Montant annuel provisionnel pour la part variable			**17 779,29 €**	**8 597,69 €**	**26 376,98 €**
Total annuel provisionnel			**61 222,89 €**	**29 596,25 €**	**90 819,14 €**
Montant mensuel provisionnel à verser par l'Etat (douzième à verser par la CAF)			**5 101,91 €**		

Préfecture du Bas-Rhin
pref-gens-du-voyage@bas-rhin.gouv.fr

ANNEXE 2 VENDENHEIM

Conseil départemental du Bas-Rhin
bertrand.routhier-faivre@bas-rhin.fr

MONTANTS FIXES ET VARIABLES DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT

Au titre de l'année : 2016

Gestionnaire EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex
SIRET : 246 700 488 00017
Robert HERRMANN, Président
Service Gens du Voyage - Florence PELLEGRINI, Cheffe de Service

Aire 1 rue de la Forêt - 67550 VENDENHEIM
33 places

MOIS	Nombre de places conformes	Nombre de places effectivement disponibles	Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)			Montant variable de l'aide au titre de l'occupation mensuelle (part variable)				**TOTAL**
			Etat (88,30 € par place)	Département (42,68 € par place)	Part fixe totale	Taux d'occupation mensuel prévisionnel	Etat (44,15 € par place x taux d'occupation)	Département (21,35 € par place x taux d'occupation)	Part variable totale	
Janvier	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Février	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Mars	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Avril	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Mai	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Juin	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Juillet	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Août	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Septembre	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Octobre	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Novembre	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
Décembre	33	33	2 913,90 €	1 408,44 €	4 322,34 €	84,85%	1 236,22 €	597,81 €	1 834,03 €	6 156,37 €
TOTAL			34 966,80 €	16 901,28 €	51 868,08 €		14 834,66 €	7 173,73 €	22 008,39 €	73 876,47 €

Moyenne des taux d'occupation retenus	(82,57% + 87,12%)/2	**84,85%**	**Etat**	**Département**	**Total**
Montant annuel retenu pour la part fixe			**34 966,80 €**	**16 901,28 €**	**51 868,08 €**
Montant annuel provisionnel pour la part variable			**14 834,66 €**	**7 173,73 €**	**22 008,39 €**
Total annuel provisionnel			**49 801,46 €**	**24 075,01 €**	**73 876,47 €**
Montant mensuel provisionnel à verser par l'Etat (douzième à verser par la CAF)			**4 150,12 €**		

PREFET DU BAS-RHIN

EUROMETROPOLE de STRASBOURG

PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU BAS-RHIN

Convention conclue en application de l'article L851-1 du code de la sécurité sociale pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg
(aires de Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau, d'Eckbolsheim, de Geispolsheim, d'Illkirch-Graffenstaden, d'Ostwald-Lingolsheim, de Schiltigheim, de Strasbourg et de Vendenheim)

Année 2016

Entre les soussignés,

- **l'État**, représenté par le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin,
- **le Département du Bas-Rhin,** représenté par le Président du Conseil Départemental,
- **l'Eurométropole de STRASBOURG,** représentée par M. Robert HERRMANN, son Président, ci-après dénommée le gestionnaire.

VU les articles L.851-1 – II à L.851-4, R.851-1 à R.851-3 et R.851-5 à R.851-7 du code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

VU le décret n°2014-1742 du 30 décembre 2014 relatif à l'aide versée aux gestionnaires d'aires d'accueil des gens du voyage

VU le décret n°2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage ;

VU l'arrêté du 30 décembre 2014 portant application des articles R. 851-2, R. 851-5, R. 851-6 du code de la sécurité sociale

VU l'instruction N°DGCS/SD5A/2015/33 du 4 février 2015 relative à la réforme de l'aide versée aux gestionnaires d'aires d'accueil des gens du voyage mentionnée à l'article L. 851-1 du code de la sécurité sociale

VU la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin en date du 24 juin 2002 créant une aide au fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage ;

VU la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin en date du 10 décembre 2014 actualisant les conditions de versement de l'aide au fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage

VU la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental du Bas-Rhin en date du 29 juin 2015 adoptant le modèle-type des présentes conventions

VU la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental du Bas-Rhin en date du 4 avril 2016 adoptant le montant de l'aide au fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage pour 2016

VU la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg en date du 9 juillet 2004

VU la délibération du Conseil Municipal de Vendenheim en date du 14 juin 2004 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage de Vendenheim

VU la délibération du Conseil Municipal de Schiltigheim en date du 22 juin 2014 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage de Schiltigheim

VU la délibération du Conseil Municipal de Geispolsheim en date du 25 juin 2004 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage de Geispolsheim

VU la délibération du Conseil Municipal d'Ostwald en date du 28 juin 2004 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage d'Ostwald-Lingolsheim

VU la délibération du Conseil Municipal de Illkirch-Graffenstaden en date du 28 juin 2004 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage d'Illkirch-Graffenstaden

VU la délibération du Conseil Municipal de Lingolsheim en date du 30 juin 2004 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage d'Ostwald-Lingolsheim

VU la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 12 décembre 2005 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage de Strasbourg, rue de Dunkerque

VU la délibération du Conseil Municipal d'Eckbolsheim en date du 24 juin 2010 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage d'Eckbolsheim

VU la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de STRASBOURG en date du 12 juillet 2012 portant création de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau

VU la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de STRASBOURG en date du 23 mars 2012 adoptant le règlement intérieur

VU la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de STRASBOURG en date du 19 décembre 2014 adoptant les tarifs ;

VU la délibération de la commission permanente de l'Eurométropole de STRASBOURG en date du 25 septembre 2015, autorisant la signature de la présente convention en application de la délibération du 6 juin 2014 de la Communauté Urbaine de STRASBOURG portant sur les délégations du conseil à la commission permanente *;*

VU les avis rendus par la Commission départementale consultative des gens du voyage du Bas-Rhin

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les droits et obligations des parties.

Sa signature conditionne, pendant une année civile, l'ouverture du droit au versement d'une aide au fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg :

- de l'État dénommée « aide au logement temporaire 2 » (ALT2) prévue par l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale et des articles R.851-2, R.851-5, R.851-6
- du Département du Bas-Rhin (voir délibérations susvisées).

En contrepartie du versement de ces deux aides, le gestionnaire s'engage :

- à accueillir dans ses aires d'accueil des personnes dites gens du voyage et dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles terrestres ;
- à ce que ses aires d'accueil soient aménagées, entretenues et conformes au décret n°2001-569 relatif aux normes techniques applicables ;
- à ce que ses usagers puissent bénéficier d'actions à caractère social et socio-éducatif.

Les aires d'accueil disposent, en particulier, des intervenants suivants :

- régisseur et agent technique : accueille, effectue les formalités d'installation, encaisse les redevances, alerte en cas de dysfonctionnement et assure la maintenance des équipements ;
- coordonnateur social : (voir article 4)

En outre, les dispositifs de droit commun assurent la continuité de leurs interventions auprès des usagers des aires :

- dans le domaine social et éducatif : dispositifs d'accompagnement social (travailleurs sociaux de la polyvalence de secteur, organismes habilités, accompagnement dans le cadre du RSA ou autre), service de protection maternelle et infantile, scolarisation, accès aux équipements socio-éducatifs de la commune, etc.
- au titre des services communaux et intercommunaux : respect de la réglementation, entretien des espaces collectifs, ramassage des ordures ménagères.

Article 2 : DESCRIPTION DES CAPACITES D'ACCUEIL

1. Aires d'accueil et nombre de places disponibles

Une description avec les caractéristiques de chaque aire figure en **annexe 1** de la présente convention.

Le détail de la disponibilité mensuelle des places conformes pour la période de la convention est précisé pour chacune des aires en **annexe 2**.

Le taux d'occupation provisoire mensuel pris en compte pour le calcul de l'aide provisionnelle liée à l'occupation est précisé pour chacune des aires en **annexe 2.**

2. Modification de la capacité d'accueil pendant la durée de la convention

Le gestionnaire peut, durant la période de validité de la convention et sur la base d'un avenant, obtenir une modification du nombre de places prévu par la présente convention (agrandissement d'une aire, fermeture partielle ou création d'une aire d'accueil supplémentaire).

Cette modification sera prise en compte dans le calcul des aides dès le mois suivant la signature de l'avenant par le Préfet, le Président du Conseil Départemental et le gestionnaire.

Article 3 : MONTANT DES AIDES AU FONCTIONNEMENT

Pour l'aide de l'Etat :
L'aide mensuelle est égale à l'addition des montants suivants (article R851-5 du code de la sécurité sociale) :

1° Un **montant fixe** déterminé en fonction du nombre total de places effectivement disponibles par mois.

2° Un **montant variable provisionnel** déterminé en fonction de l'occupation effective de ces places, calculé à partir du taux prévisionnel moyen d'occupation mensuel des places.

Ce taux est égal au nombre de jours prévisionnels d'occupation mensuelle des places divisé par le nombre de places effectivement disponibles. Cette prévision repose notamment sur les taux moyens d'occupation mensuels de ces places observés les deux années précédentes.

Pour l'aide du Département :
Son montant représente au maximum 25 % des coûts H.T. liés à la gestion de l'aire d'accueil et à la mise en œuvre des actions socio-éducatives et d'accompagnement social, plafonnée à 64,03 € H.T. par mois et par place effectivement disponible. Elle se compose de deux parts:

1° Un **montant fixe** déterminé en fonction du nombre total de places effectivement disponibles ;

2° Un **montant variable provisionnel** déterminé en fonction de l'occupation effective de ces places, calculé à partir du taux moyen d'occupation mensuel des places.

RAPPEL DES MONTANTS DES AIDES	
Montant fixe de l'aide au titre des places effectivement disponibles (part fixe)	***Etat :*** *88,30 € par place et par mois*
	Département : *42,68 € par place et par mois*
Montant maximal de l'aide prévisionnelle au titre de l'occupation mensuelle (part variable)	***Etat :*** *44,15 € par place et par mois*
	Département : *21,35 € par place et par mois*

Le calcul et les montants des aides versées par l'Etat et le Département au titre de la présente convention sont détaillés en **annexe 2**.

Article 4 : ACTIONS A CARACTERE SOCIAL ET SOCIO-EDUCATIF

Afin de remplir ses obligations au titre de la loi du 5 juillet 2000, le gestionnaire doit mettre en place dans ses aires des actions spécifiques à caractère social et socio-éducatif.

Conformément au schéma départemental d'accueil des gens du voyage du Bas-Rhin (SDAGV) arrêté le 30 décembre 2011 par le Préfet et le Président du Conseil Départemental, **pour remplir cette obligation le gestionnaire confie une mission à un coordonnateur social conventionné ou l'assure en régie.**

Pleinement intégré dans le dispositif global de gestion mais sans prendre en charge directement le travail social, le coordonnateur social a notamment les missions suivantes :

- présence physique sur les aires et réception des demandes du public ;
- lecture et explication des documents ;
- diagnostic de la situation et orientation vers le service de droit commun le plus adapté (CCAS, UTAMS, CARSAT ou autre) ;
- rappel des obligations scolaires en lien avec les établissements, accompagnement à la démarche de scolarisation ;
- travail sur la régularisation des situations administratives ;
- développement d'actions socio-éducatives sur l'aire ou en dehors avec les partenaires institutionnels ;
- participation au comité de suivi des aires et rédaction du bilan de la coordination sociale des aires d'accueil ; partage des informations entre les partenaires des aires d'accueil (gestionnaires, régisseurs, services communaux ou intercommunaux, établissements scolaires, services de l'Etat, chef de projet SDAGV).

La fiche de poste de la coordination sociale est validée par la commission départementale consultative des gens du voyage

Article 5 : MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'aire d'accueil en bon état de fonctionnement. Il est autorisé à fermer l'aire pour y effectuer des travaux importants d'entretien et de maintenance pendant 4 semaines maximum par année civile.
Ces périodes de fermeture seront déterminées, de manière continue ou discontinue, en coordination avec celles des autres aires ouvertes dans le département, sous réserve d'en informer au préalable le préfet et le président du conseil départemental.
Durant la fermeture de l'aire, les places sont par nature indisponibles, et les versements de l'ALT2 et de l'aide départementale ne sont pas alloués.

Article 6 : MODALITES DU VERSEMENT DE L'AIDE ET REGULARISATION

1. **Modalités de versement**

Pour l'aide de l'Etat :

L'aide est versée mensuellement, par douzième du montant total provisionnel, à terme échu, par la caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin.

Pour l'aide du Département :

Elle est versée selon les modalités suivantes :

- 50 % du montant maximal possible (part fixe + part variable) à la signature de la présente convention, soit (nombre de places X 64,03 € X 12)/2 ;
- le solde sur la base de l'occupation réelle

Part fixe [nombre de places x 44,15 € x 12] + Part variable [nombre de places x 21,35 € x 12 x Taux moyen d'occupation réel] – acompte de 50 % = Solde à verser.

2. Régularisation

Conformément à l'article R.851-6-II du code de la sécurité sociale, le gestionnaire des aires adresse au préfet, au président du Conseil Départemental et à la caisse d'allocations familiales **avant le 15 janvier de l'année suivante** la déclaration dont le modèle est joint en **annexe 4** qui comporte, détaillés par mois, les éléments suivants :

1° **nombre de places** conforme aux articles 2 et 3 du décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage et effectivement disponibles chaque mois ;
2° **nombre de jours d'occupation** mensuelle égal au nombre total de jours d'occupation facturés chaque mois;
3° **taux moyen d'occupation mensuel** égal au nombre de jours d'occupation mensuel du 2° divisé par le nombre de jours du mois puis divisé par le nombre de places;
4° **montant de la recette mensuelle des droits d'occupation** des places acquittés par les usagers ;
5° **consommations de fluides** ainsi que les montants perçus (eau, électricité)
6° **dépenses de travaux et entretiens**

Les pièces justificatives des éléments déclarés sont les suivantes :

- **rapport de visite** mentionné à l'article 4 du décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 susmentionné ;
- **état de l'aide versée pour l'Etat par la caisse d'allocations familiales** arrêté à la date du 31 décembre (détail des douze derniers mois) ;
- **montant de la recette des droits d'occupation** des places perçus ;
- **dépenses de fonctionnement et d'entretien** des aires ;
- **bilan financier** conforme au modèle validé en commission départementale consultative des gens du voyage.

Lorsque la gestion de l'aire ou des aires est confiée à une personne morale visée au II de l'article L. 851-1, une copie de la convention signée à cet effet en application du II de l'article 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage doit être jointe aux pièces justificatives.

En l'absence de transmission de la déclaration prévue au II de l'article R. 851-6 du code de la sécurité sociale, et après mise en demeure du préfet, le montant de la part variable de l'aide versée est récupéré.

Le préfet notifie au gestionnaire par décision, le montant de l'aide de l'Etat effectivement due au titre de la présente convention ainsi que le montant de l'aide restant à percevoir ou le montant du trop-perçu à recouvrer.

La décision préfectorale est adressée simultanément à la caisse d'allocations familiales pour régularisation du paiement dû au titre de l'année écoulée (par versement complémentaire, récupération ou compensation).

La régularisation de l'aide du Département est versée ou récupérée au regard du taux d'occupation réel de l'année conventionnée déclaré par le gestionnaire. Les pièces à fournir, les délais et les modalités de contrôles sont les mêmes que pour l'attribution de l'aide de l'Etat.

Article 7 : DROIT D'USAGE ET CONTRAT DE SEJOUR

- **Contrat de séjour**

Le gestionnaire s'engage à remettre à la personne ou à la famille accueillie un contrat de séjour qui indique ses références ainsi que celles de son aire d'accueil. Le règlement intérieur fixant les obligations à respecter par tout occupant des aires d'accueil de l'Eurométropole de Strasbourg y est annexé.
Ce document mentionne également la participation demandée par le gestionnaire aux personnes accueillies ainsi que son mode de recouvrement.

- **Droit d'usage**

Le droit d'usage d'une place est défini comme suit :

Droit d'occupation journalier forfaitaire par place	/
Droit d'occupation journalier par place (hors fluides)	0,75€
Coût du m3 d'eau	2,75€
Coût du kW/h d'électricité	0,13€
Dépôt de garantie	100€

Article 8 : COMITE DE SUIVI

Constitué autour de la collectivité gestionnaire, le comité de suivi se réunit deux fois par an pour l'ensemble des aires de l'Eurométropole de Strasbourg et associe les différents partenaires :

- **État :** préfecture et sous-préfecture, DDT, DDCS, Éducation nationale (CASNAV, inspecteur de circonscription, chefs d'établissements du 1er et 2nd degré), services de gendarmerie ou police
- **Département** : UTAMS de secteur et Direction de l'habitat et de l'aménagement durable,
- **Collectivité gestionnaire** : services municipaux ou communautaires (CCAS, service technique, police municipale),
- **Autres** : CAF, gestionnaire délégué par convention, associations

Ce comité vise à :

- accompagner et renforcer la coordination locale,
- définir et organiser des actions socio-éducatives spécifiques ainsi que leurs modes de financement,
- prévoir et organiser le dispositif d'accueil des enfants dans les écoles publiques et établissements scolaires du secteur,
- prendre les décisions en matière de gestion et d'aménagement,
- mobiliser les moyens nécessaires au bon fonctionnement des aires d'accueil,
- veiller à la prise en compte de l'environnement immédiat de chaque aire (cohabitation avec les riverains, accès aux équipements publics à proximité immédiate, etc.).

Un bilan de la coordination sociale est présenté lors d'un des deux comités de suivi.

En cas de création d'une nouvelle aire d'accueil sur l'Eurométropole de Strasbourg, un comité de suivi spécifique à cette aire est mis en place pendant la phase d'élaboration du projet de l'aire.

Article 9 : DUREE DE LA CONVENTION

Conformément au II de l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale, la convention est conclue par année civile

Article 10 : RESILIATION

Conformément à l'article R851-7 du code de la sécurité sociale, la convention peut être résiliée par l'une des parties avec un préavis de trois mois.

Toutefois, en cas de non-respect des normes définies par le décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage, en cas d'inexécution par le gestionnaire de ses engagements contractuels ou d'une fausse déclaration, le préfet ou le président du Conseil Départemental peuvent résilier la convention dans le délai d'un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception.

Le versement de l'aide cesse à compter du premier jour du mois suivant celui de la résiliation.

Article 11 : CONTROLE

En application de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, le préfet effectue un contrôle sur pièces des éléments transmis par le gestionnaire des aires.

Lorsque le contrôle sur pièces des déclarations fait apparaître une erreur entre le nombre de jours d'occupation mensuelle effective par place et la recette mensuelle de l'aire, le préfet, après avoir invité le gestionnaire à présenter ses observations, lui notifie au plus tard le dernier jour du mois de février le montant qu'il retient pour le versement de l'aide au titre du 2° du II de l'article R. 851-5, en lui indiquant les voies et délais de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent. Dans le même délai, il en informe la caisse d'allocations familiales qui verse ou récupère la différence.

En cas de défaut de déclaration, le préfet met en demeure le gestionnaire de la produire dans le délai de quinze jours. Passé ce délai, et sans déclaration, le préfet informe la caisse d'allocations familiales qu'elle doit récupérer les versements effectués l'année précédente au titre du 2° du II de l'article R. 851-5.

En outre, le gestionnaire est également tenu de fournir au ministre chargé du logement ou à son représentant ainsi qu'au ministre chargé des affaires sociales ou à son représentant ou aux membres des corps d'inspection de l'Etat tous les renseignements non nominatifs et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention sous réserve de ceux couverts par un secret lorsque les conditions sont réunies pour l'invoquer valablement.

Article 12 : RECOURS

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg - 31, avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex - Télécopie : 03 88 36 44 66.

Fait à Strasbourg, le

Le Préfet du Bas-Rhin,	Le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin,	Le Président de l'Eurométropole de STRASBOURG,

75

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 30 septembre 2016

Passation d'un marché portant sur la gestion du fonds de solidarité logement par l'Eurométropole à partir du 1er janvier 2017.

Un dispositif en faveur de la lutte contre la pauvreté

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est une compétence transférée par l'Etat au Département dans le cadre de la loi liberté et responsabilité locale du 13 août 2004.
Le FSL accorde, dans des conditions définies par son règlement intérieur des aides financières aux personnes sous les formes suivantes :

- **Aides à l'accès au logement** (cautionnement et garantie à l'entrée dans un logement) sous forme de prêts et avances remboursables ou de subventions, au maintien (en cas d'impayés locatifs), de prise en charges des impayés d'eau, d'Energie et de services téléphoniques ainsi que des mesures d'accompagnement social.

- **Aides à la gestion locative et mesures d'accompagnement social** (Accompagnement Social Lié au logement) sous forme de subventions à destination d'associations spécialisées en la matière.

En moyenne, deux tiers des dossiers traités par le FSL départemental concernent le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Il est actuellement financé par le Département, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg mais également 66 autres financeurs (dont Caisse d'allocation Familiale du Bas Rhin, associations, collectivités, bailleurs sociaux, distributeurs d'énergie etc…).

Outil financier du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées.

Le Fonds de solidarité pour le logement est l'outil financier du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées -PDALHPD-

Dans le cadre des orientations du PDALHPD, le FSL a pour objectifs :

- d'aider les ménages en difficulté à accéder à un logement décent et adapté, à s'y maintenir et à assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'eau, d'énergies et de services téléphoniques ;
- de mettre en œuvre des mesures de prévention et d'accompagnement facilitant l'intégration dans un logement.

Le PDALHPD est co-piloté par le Département du Bas-Rhin et l'Etat ; entre autres partenaires, l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que la Ville de Strasbourg en sont cosignataires. Ce plan définit les axes d'interventions stratégiques, les objectifs à atteindre et les actions à mettre en œuvre en vue de favoriser l'accès et le maintien dans le logement pour les personnes en difficulté.

Une compétence transférée à l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2017

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que les Départements sur le territoire desquels se trouvent une métropole doivent transférer un certain nombre de compétences à cette métropole.

L'article 90 de cette loi dispose que par convention passée avec le Département, la métropole exerce à l'intérieur de son périmètre, par transfert, en lieu et place du département, ou par délégation, au nom et pour le compte du Département, tout ou partie de groupes de compétences identifiées par la loi.

Le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg s'accordent pour que les domaines suivants fassent l'objet d'un transfert de compétence :

- Routes ;
- Fonds de solidarité pour le logement (FSL) ;
- Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) ;
- Prévention spécialisée.

Les conditions du transfert de compétence entre les deux collectivités sont définies dans le cadre de la Commission locale des charges et ressources transférées (CLERT) qui fera l'objet d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en décembre 2016.

Dans la perspective du transfert du Fonds de Solidarité Logement, il incombe à l'Eurométropole d'organiser, en lien avec le Département du Bas-Rhin, les conditions permettant d'assurer la continuité de la mise en œuvre de ce fond, tant en termes de gouvernance que de gestion à partir du 1er janvier 2017.

Constitution d'un groupement de commande avec le Département du Bas-Rhin relatif à la gestion financière et comptable du FSL de l'Eurométropole de Strasbourg.

Compte tenu des échéances opérationnelles, il convient de préparer dès à présent la conclusion d'un marché public relatif à la **gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement de l'Eurométropole de Strasbourg** passé sous forme

d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les modalités de fonctionnement et de gestion du FSL sont déterminées par :

- les articles 6 et suivants de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement modifiée notamment par l'article 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- et par le règlement intérieur du FSL qui précise les modalités de gouvernance, de fonctionnement et de gestion du fonds ainsi que les modalités d'attribution des aides.

A ce titre, le cahier des clauses techniques particulières se réfère aux enjeux légaux et au fonctionnement actuel du règlement intérieur mais adapte la gouvernance technique et politique du projet à l'échelle eurométropolitaine.

La prestation consiste en la réalisation de 4 missions :

- la tenue de la comptabilité et la production de documents financiers,
- les encaissements des financeurs et les paiements des aides accordées,
- la gestion des créances,
- la gestion de la trésorerie.

A cet effet il est constitué entre le Département du Bas-Rhin et de l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commande régi par l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et la présente convention.

Le groupement de commandes porte sur la passation de marchés ordinaires de gestion financière et comptable des fonds de solidarité logement respectivement de la compétence du Département du Bas-Rhin et de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'objectif de ce groupement de commandes est d'assurer une transition permettant d'optimiser la continuité du service.

Le coût annuel hors taxe pour l'Eurométropole de Strasbourg est estimé à 110 000 euros qui seront imputés sur les lignes budgétaires transférées avec la compétence FSL en 2017.

Le Conseil Départemental sera le coordonnateur du groupement de commandes

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion, avec le Département du Bas-Rhin, de la convention de groupement de commandes jointe à la présente délibération relative à la passation d'un marché portant

sur la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement, dont le montant est estimé, pour la part relevant de la compétence de l'Eurométropole, à 110 000 € HT par an

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes jointe à la présente délibération avec le Département du Bas-Rhin,*
- *à exécuter le marché passé en application du groupement de commandes pour la part relevant de la compétence de de l'Eurométropole*
- *à signer tout document relatif à la mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 30 septembre 2016
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2016

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Groupement de commandes entre le Département du Bas -Rhin, et l'Eurométropole de Strasbourg

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, portant sur la constitution de groupements de commandes ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin en date du 5 septembre 2016 ;

Vu la délibération de la Commission permanente (bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 30 septembre 2016.

Considérant que la loi NOTRe prévoit le transfert par le Département de la compétence relative à la gestion du fonds de solidarité logement (FSL), pour la partie du territoire qu'elle gère à l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2017 ;

Considérant l'intérêt pour les deux collectivités de mutualiser par la présente convention la passation de leur marché portant sur la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Constitution du groupement de commandes

Dans l'objectif d'optimiser la gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement et de bénéficier ainsi de plus-values financières ou opérationnelles, le Département Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg ont un intérêt partagé à constituer un groupement de commandes.

A cet effet, il est constitué entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement de commandes

Le groupement de commandes porte sur la passation de deux marchés ordinaires de gestion financière et comptable des Fonds de Solidarité pour le Logement relevant

respectivement de la compétence du Département du Bas-Rhin et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 3 : Membres du groupement

3.1 : Obligations des membres

Chaque membre du groupement s'engage à :

- transmettre les informations nécessaires à la rédaction d'un cahier des charges en fonction des modalités et des délais fixés par le coordonnateur (état des besoins notamment, etc…),
- valider les documents de la consultation établis par le coordonnateur dans les délais fixés par celui-ci.

3.1.1. Définition des besoins

Les membres déterminent la nature et l'étendue des besoins à satisfaire.
Le coordonnateur en recense les éléments selon les modalités prévues à l'article 4 de la présente convention.

3.1.2 : Signature et notification des marchés

Le coordonnateur désigné à l'article 6.1 de la présente convention est habilité à signer et à notifier le marché à son titulaire.

3.1.3 : Exécution des marchés

Après notification du marché par le coordonnateur, chaque membre du groupement exécute le marché en fonction de ses besoins respectifs et selon un cadencement qui lui est propre.

3.2 : Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes par délibération de son assemblée délibérante approuvant la présente convention. Une copie de la délibération est notifiée à l'autre membre.

3.3 : Retrait

Les membres peuvent se retirer à tout moment du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité. La délibération est notifiée à l'autre membre.

Article 4 : Définition des besoins

Les besoins sont définis dans le cahier des charges arrêté d'un commun accord par les membres du groupement. Le coordonnateur en recense les éléments.

Article 5 : Procédure de passation des marchés

S'agissant de marchés de services de l'article 28 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la procédure de passation du marché retenue par les membres du groupement est la procédure adaptée.

Article 6 : Coordonnateur du groupement des commandes

6.1 : Désignation du coordonnateur

Le Département du Bas-Rhin est désigné comme coordonnateur du groupement.

A titre de précision, les coordonnées des deux collectivités sont les suivantes :

- Le siège du Département du Bas-Rhin est situé à l'Hôtel du Département, place du Quartier Blanc, 67 964 Strasbourg cedex 9.

- Le siège de l'Eurométropole est situé 1 Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex

Le coordonnateur fournira tout document administratif, financier et technique se rapportant à sa mission, sur simple demande de l'autre membre du groupement.

6.2 : Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants.

A ce titre, il :

- élabore l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins qui ont été définis de façon concertée par les membres du groupement,

- met en œuvre la procédure de passation des marchés, conformément aux dispositions de l'ordonnance et du décret précités.

- suit les procédures d'attribution, de signature et de notification.

La mission du coordonnateur s'achèvera après la notification du marché.

Il est donné mandat au coordonnateur pour engager toute action en justice pour le compte des membres du groupement, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera subordonnée à un accord des membres du groupement.

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

6.2.1 : Organisation des opérations de sélection des cocontractants

Il assure l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, à savoir notamment :

- définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,
- rédaction du dossier de consultation des entreprises, dont définition des critères d'analyse des offres,
- rédaction et envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence et avis d'attribution,
- envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises,
- convocation et réunion de la commission d'appel d'offres, dont il assure le secrétariat,
- réception et analyse des candidatures et des offres,
- informations des candidats du sort de leurs candidatures et offres,
- rédaction du rapport de présentation du pouvoir adjudicateur prévu à l'article 105 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- signature et notification des marchés.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé les membres du groupement sur les conditions de déroulement de la procédure de passation du marché, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

6.2.2 : Exécution du marché

Conformément à l'article 3.1.3, après notification des marchés par le coordonnateur, chaque membre du groupement exécute le marché en fonction de ses besoins respectifs et selon un cadencement qui lui est propre.
Chaque membre devra ainsi gérer ses relations avec le titulaire du marché, de veiller à la bonne exécution des prestations et de procéder au contrôle des factures.

6.2.3 : Vérification des prestations

Chaque membre du groupement réalise la vérification des prestations et prend la décision de les réceptionner, de les ajourner ou de les rejeter, conformément aux stipulations du marché.

Article 7 : La Commission d'Appel d'Offres (CAO) du groupement

En application de l'article L.1414-3 II du Code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur du groupement.

Le Président de la commission peut désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci sont convoquées et peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres. La commission peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.
Le comptable du coordonnateur du groupement, si celui-ci est un comptable public, et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appels d'offres, lorsqu'ils y sont invités. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Article 8 : Fin du groupement

La présente convention prend fin à la notification du marché au titulaire.

Article 9 : Frais de gestion des procédures

Les frais de fonctionnement du groupement (publicité, frais d'insertion des avis de marché, reprographie, etc…) sont à la charge du coordonnateur.

Article 10 : Modifications de l'acte constitutif

Toute modification du présent acte doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par chacun des membres du groupement. Les décisions des assemblées délibérantes autorisées des membres sont notifiées à l'autre membre. La modification ne prend effet que lorsque les deux collectivités auront approuvé les modifications.

Article 11 : Mesures d'ordre

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux dont :

- 1 exemplaire pour le Département du Bas-Rhin
- 1 exemplaire pour l'Eurométropole de Strasbourg

Article 12 : Recours

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.

En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les membres du groupement sont tenus d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de conciliation.

Au cours de cette réunion, un arrangement amiable est convenu, ou il peut être décidé de faire appel à une mission de conciliation du Tribunal Administratif se Strasbourg, par application de l'article L 211-4 du Code de justice administrative. Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en 2 exemplaires à ……, le

Le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin,	Le Président du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
Frédéric BIERRY	Robert HERRMANN